UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
BIBLIOTHÈQUE

MONTRÉAL
E. MONTPETIT
BIBLIOTHÈQUE

117.3
E81e

Edouard Montpetit

LES

ÉTATS-UNIS

D'AMÉRIQUE

DU MÊME AUTEUR

Galathée, drame grec en 5 actes en prose, par S. W. Vasiliadis. Traduction et Préface jointes au texte original par M. d'Estournelles de Constant. 1 vol. in-18. Paris, Ernest Leroux, éditeur.

Pygmalion, drame en 4 actes. 1 vol. in-18. Paris, Lemerre, éditeur.

La vie de province en Grèce. 1 vol. in-18. Paris, Hachette et Cie, éditeurs.

Les Congrégations religieuses chez les Arabes et la conquête de l'Afrique du Nord. 1 vol. in-18. Paris, Maisonneuve, éditeur.

La Politique française en Tunisie. — Le Protectorat et ses origines. 1 vol. in-8°. Paris, Plon-Nourrit et Cie, éditeurs.
Ouvrage couronné par l'Académie française (Prix Thérouanne).

Washington's Birthday. Metcalf Stationary Co, Chicago.

Le Rapprochement franco-anglais. 1 vol. in-18. Paris, Éd. Cornély, éditeur.

Le Rapprochement franco-allemand, condition de la paix du Monde. 1 vol. in-18. Paris, Ch. Delagrave, éditeur.

Pour l'Aviation. — L'Aviation triomphante. 2 vol. in-18. Paris, Librairie Aéronautique.

Pour l'Arbitrage. — Pour la limitation des armements. Recueil de discours publiés par la *Conciliation internationale*, 1900-1913. Paris, Ch. Delagrave, éditeur.

Lettres de La Haye, 1899-1907 (*En préparation.*)

Mach. Récit de mœurs de la Haute-Albanie (*En préparation.*)

D'ESTOURNELLES DE CONSTANT

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

LIBRAIRIE ARMAND COLIN
RUE DE MÉZIÈRES, 5, PARIS
1913

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

Copyright nineteen hundred and thirteen
by Max Leclerc and H. Bourrelier,
proprietors of Librairie Armand Colin.

AVANT-PROPOS

Ce livre s'est divisé de lui-même en deux parties. C'est d'abord le pays que j'ai visité presque en entier, autant qu'on peut visiter un continent ; puis les problèmes qui ont surgi et m'ont absorbé plus que le voyage ; à tel point que j'ai sacrifié deux merveilles, le Grand Canyon et le Yellowstone-Park ; les faits ont évoqué les idées qui ont fini par s'imposer ; les impressions mûries sont devenues d'impératives conclusions. J'ai écrit avec le parti pris d'être utile ; pour contribuer à diminuer la profondeur de l'ignorance qui sépare, autant que l'océan, l'Europe du Nouveau Monde.

J'ai vu les États-Unis dans des conditions peu communes, en quatre voyages, tous mieux préparés l'un que l'autre par la sollicitude d'amis nombreux, dévoués, autorisés. J'ai pu pénétrer dans beaucoup de milieux, provoquer la discus-

sion, comprendre ce qui peut échapper à des étrangers. Avant et après chacun de mes voyages, une collaboration suivie s'est établie entre mes amis américains et moi ; j'ai connu leur pays par eux, au cours de leurs nombreuses visites en France, autant que par moi-même chez eux. Il en est qui ont disparu et qui furent mes guides. Je veux nommer celui qui, des premiers, m'a révélé l'âme et l'esprit américains, le délicat et regretté Edmond Kelly ; d'autres, heureusement bien vivants, Edward Tuck, Murray Butler, Du Puy, Mc Cormick, Edwin Ginn ont contribué à m'ouvrir les yeux ; nombre d'Américains m'ont ouvert leur foyer, depuis la Maison Blanche jusqu'au plus simple ; j'ai rencontré la plupart de leurs hommes d'État, de leurs savants, de leurs artistes, l'élite enfin de leurs diplomates, de leurs philanthropes.

J'ai commencé par être appelé aux États-Unis pour y célébrer, en anglais, le 22 février 1902, à Chicago, l'anniversaire de Washington ; ce fut pour moi le point de départ d'une vie nouvelle de confiance et d'action ; auparavant j'avais parlé du péril, j'ai cru, dès lors, au remède américain. J'y suis retourné en 1907, invité par l'Institut d'Andrew Carnegie, à Pittsburg, et pour assister, à New-York, à la fondation de la puissante association américaine de la Concilia-

tion Internationale. C'est cette association qui a organisé mon troisième voyage en 1911. Jusqu'à cette époque je n'avais guère dépassé l'Est : « allez au-delà, voyez nos populations d'avant-garde », disaient mes amis, et ils s'entendirent, longtemps à l'avance, pour me préparer des réceptions publiques ou familiales dans le plus grand nombre possible de centres importants. Le Dr N. Murray Butler a présidé à la conception et à la réalisation de cette campagne dont son digne collaborateur F.-P. Keppel surveillait les moindres détails. Je leur dois une grande reconnaissance. C'est grâce à ces soins minutieux que j'ai pu mener à bien une tournée si complète. Chaque ville, chaque chambre de commerce, chaque université, chaque club, chaque corporation se chargeait de réunir à mon arrivée les personnalités qui pouvaient m'instruire, en même temps que de préparer l'organisation matérielle de mes conférences. Il m'a été donné ainsi d'interroger, d'écouter, de voir, d'autant plus que mon passage mettait plus de monde en mouvement, et j'ai pu facilement parler plusieurs fois par jour à des publics libres, variés, dont le moindre comptait des centaines et d'autres, le plus souvent, des milliers d'auditeurs. J'ai profité, par là, d'un échange continuel d'informations et d'idées. Une carte sommaire ci-jointe donne

l'itinéraire de ce long voyage dont je serais bien ingrat si je ne disais, qu'à ma grande surprise, loin de me fatiguer, il m'a fortifié. Si bien que, l'année suivante, Gabriel Hanotaux m'ayant demandé de faire partie de la délégation du Comité France-Amérique, constituée pour aller aux États-Unis commémorer l'œuvre de Champlain[1], je n'ai pas hésité à l'accompagner et à seconder de mon mieux sa généreuse initiative.

Cela fait, j'ai rapporté la conviction que si, par un concours de circonstances exceptionnelles, mon témoignage pouvait établir un trait d'union de plus, contribuer surtout à un échange d'enseignements, entre la France et les États-Unis, je n'avais pas le droit de me dérober ; j'ai pensé qu'en tous cas, à défaut d'autre mérite, mon livre rendrait service en venant à son tour, après beaucoup d'autres, constater le fort et le faible, les ressources et les lacunes, en un mot, le degré de prospérité, l'étiage actuel des États-Unis. Albert Kahn a eu cette idée si humaine de faire prendre d'urgence la photographie du monde avant que le progrès l'ait nivelé ou transformé ; ses opérateurs envoyés au Maroc, en Extrême-

1. Voir à l'index qui termine ce volume, au mot CHAMPLAIN, la composition de cette délégation.

Orient, en Albanie, rapportent à Paris leurs collections que le cinématographe nous déroule et dont on dira dans cinquante ans : voilà ce qu'était le monde en 1913.

C'est un effort du même ordre que sera mon livre : la vue fidèle du présent, avec ma vision personnelle de l'avenir des États-Unis.

E. C.

PREMIÈRE PARTIE

LE PAYS

CHAPITRE PREMIER

DE WASHINGTON AU TEXAS ET A LA FRONTIÈRE DU MEXIQUE

I. — EN ROUTE POUR WASHINGTON

J'ai toujours fait la traversée de France à New-York dans la mauvaise saison, en février ou au printemps. A mesure que s'accélère la marche de nos modernes paquebots, la route qu'ils suivent devra être mieux surveillée, s'infléchir, en tout cas, vers le sud, pendant huit mois de l'année ; une organisation internationale, parmi beaucoup d'autres, fait défaut à notre temps : la police de l'océan. La catastrophe du *Titanic* aurait pu être évitée. Le progrès va si vite que le monde doit continuellement changer ses méthodes et son outillage pour le suivre. Le port de New-York reste magnifique, et cependant il devient trop petit pour la taille encombrante des nouveaux bateaux. La nécessité de ces transformations incessantes vieillit un jeune pays en quelques années. Le port le plus favorisé aujourd'hui est, en quelque sorte, celui où tout est à faire, celui qui n'a pas de

passé et débute par les derniers perfectionnements que les autres atteignent ou projettent.

Les progrès que je vois réalisés à New-York, entre chacun de mes voyages, sont bien connus; je passerai donc sur ses docks nouveaux, ses gares cyclopéennes du Pennsylvania, du Grand Central, son triste métro, son tube gigantesque sous l'Hudson, qu'il faisait si bon de franchir en bac ; je renonce à déplorer l'élévation de plus en plus démesurée de ses gratte-ciel.

Je n'ai pas manqué d'accomplir mon pèlerinage à Philadelphie, berceau de l'Indépendance américaine. J'y ai trouvé la municipalité et les industriels (business men) qui m'ont reçu au City-Club préoccupés plus que jamais de préparer l'avenir. On est tout à l'éducation, tout à la jeunesse ; à la jeunesse même des arbres que l'on regrette d'avoir abattus sans compter. On ordonne le recensement de ceux qui restent ; on replante ; une commission des ombrages est constituée. On remonte ainsi aux erreurs comme aux bons souvenirs du passé. Les Américains cherchent leurs enseignements partout, au delà, en deça, à côté d'eux. Ils conservent avec un soin patriotique et religieux le souvenir de nos ancêtres français. La France commettrait un crime contre elle-même si elle laissait, par ignorance, disparaître ou se relâcher de tels liens entre les deux républiques sœurs. On me montre la statue d'un bienfaiteur français de Philadelphie, Étienne Girard, précurseur de la pensée libre et généreuse de la France. La Fayette a partout la sienne ; l'ancien ambassadeur des États-Unis à Berlin, M. Charlemagne Tower, retiré à Philadelphie, a écrit son histoire en un ouvrage devenu classique.

Les Américains sont reconnaissants et ils le prouvent : ils aiment la France, sans calcul, sans arrière-pensée, pour sa participation à la création et à l'affranchissement des États-Unis ; pour son attachement aux principes de justice qui sont la raison d'être d'un peuple libre. Troublés par le mal que nous disons de nous-mêmes, par la fronde continuelle de nos journaux, par notre manie nationale du dénigrement, ils sont heureux qu'on les rassure et qu'on leur prouve qu'après tout la Révolution française n'a pas donné que de mauvais fruits et que la France est toujours la France ; ils comprennent que ses adversaires, au fond, sont les leurs et qu'on attaque en elle son régime et, par suite, le leur plus qu'elle-même ; ils ne demandent qu'à constater ses progrès dans la confiance du monde et sa prospérité pacifique. Cette prospérité, cette richesse ne sont pas le fait du hasard ; le climat, le sol y sont pour beaucoup, mais l'amour du travail, le dévouement obstiné, le culte du mieux, voilà ce qu'ils admirent et ce dont il faut leur parler, car ils ont, comme nous, plus encore que nous, besoin de travail, de progrès, de suite pour s'organiser. C'est toute ma thèse. Je me réjouis avec eux de ce que leurs pères et les nôtres ont fait de bon dans le passé, mais j'ajoute : Noblesse oblige ! ils ont créé votre pays, conquis vos libertés ; à nous maintenant de faire fructifier leur héritage et de le transmettre à ceux qui nous suivent ! Les gouvernements les mieux intentionnés sont à la merci des égarements de l'opinion ; instruisons donc l'opinion, mais commençons nous-mêmes par nous instruire ; rapprochons-nous ; connaissons-nous ; c'est l'œuvre franco-américaine, non pas idéale seulement, mais

positive, pratique, urgente, qui complétera celle de nos devanciers.

Tout cela est compris admirablement; et quand j'aurai « couvert », comme on dit ici, le territoire des États-Unis, je n'aurai pas perdu mon temps. La presse a facilité et compliqué ma tâche en ce sens que j'ai dû faire, plusieurs fois par jour, à des journalistes sans nombre, des conférences individuelles qu'ils ont en général fidèlement résumées. On se plaint des journalistes, au lieu de s'en prendre à soi-même quand on leur exprime mal ce qu'on leur demande de bien reproduire. Il y a aussi les reporters, qui ne sont pas toujours des journalistes : ceux qui vous attendent, en peloton pressé, à l'arrivée du bateau à New-York, leur carnet d'une main, leur kodak de l'autre. Le photographe est également un excellent auxiliaire (sans parler du phonographe qui vous demande de lui réciter votre discours) ; le photographe vient vous surprendre à l'hôtel ; il envahit votre chambre, à la tête de ses opérateurs, et ne vous laisse qu'après avoir pris, — avec une rapidité d'ailleurs extraordinaire, — des clichés sans nombre. Le lendemain matin ou le soir même vous apparaissez en tête du compte-rendu de votre discours; c'est un moyen commode et perfectionné de donner des nouvelles à votre famille.

Les pessimistes ne parlaient, au début de mon avant-dernier voyage, au mois de mars 1911, que de la révolution du Mexique; ils m'annonçaient la guerre; ils m'assuraient que je n'avais qu'à rentrer chez moi. J'ai refusé de prendre au tragique ces exagérations et j'ai continué mon chemin. Il faut voir

en effet la situation telle qu'elle est; non pas seulement la révolution, poussée même jusqu'à la dévastation et l'anarchie, au Mexique, mais aussi l'intérêt bien compris des États-Unis, leurs moyens d'action.

La situation était, en 1911, très complexe; je l'ai retrouvée telle en 1912, elle l'est plus encore aujourd'hui; le Gouvernement des États-Unis n'est pas maître de la régler à son gré; et, ce qui est plus grave, il n'est pas absolument maître de son action dans tous ses États, particulièrement dans celui du Texas, beaucoup plus grand que la France, (688.340 kilomètres carrés) et, en partie, encore inoccupé, presque vierge; il aura certainement beaucoup de peine à concilier ses devoirs de police à la frontière, et même d'intervention momentanée en cas de troubles trop graves à l'intérieur, avec ses devoirs et ses intérêts de neutre. Il lui faudra surtout résister aux sollicitations classiques de ceux de ses nationaux, colons, propriétaires, entrepreneurs ou spéculateurs, établis ou non au Mexique, qui réclameront, souvent à bon droit, sa protection, puis aveuglément son protectorat, puis son annexion; sans parler des indemnités; sans parler du danger de rompre l'équilibre des États-Unis, en les étendant trop au sud, en les espagnolisant jusqu'au Panama. Mais ce n'est qu'un côté de la question.

Que peuvent faire et que voudront faire les États-Unis? Tout est là. Ils ont mobilisé une armée, disent les journaux, mais quelle armée? Un pays immense, en formation, ne mobilise pas si vite une armée; le temps, l'argent lui manquent, les hommes surtout, même à prix d'or et dût-il sacrifier ses récoltes qui déjà ne souffrent que trop, faute de bras. On peut voyager

de Chicago à la Nouvelle-Orléans sans voir un soldat.

Les quelques régiments envoyés ou improvisés au Texas suffiront pour permettre au gouvernement américain les opérations de police indispensables, mais, à moins d'un coup de folie qu'on n'a pas le droit d'escompter, il s'en tiendra là; il n'ira pas au delà d'une intervention aussi réduite, aussi limitée et momentanée que possible, sachant très bien qu'il ne pourrait plus s'arrêter ensuite, sachant surtout que pas un des 49 États de l'Union, y compris même celui du Texas, ne veut de la guerre ni des aventures qui y conduisent.

II. — A WASHINGTON

Le Bureau des Républiques Américaines avait convoqué à ma conférence dans le beau palais qu'il doit à la munificence de M. Andrew Carnegie, la société de Washington et le corps diplomatique. Ce Bureau Panaméricain fonctionne à merveille; il ne prétend pas unifier, il se contente d'unir le plus possible les 21 nations du Nouveau Monde; il ne prétend pas supprimer ce qui les divise, prévenir les difficultés qui sont le lot inévitable de toute association, mais il met en commun tout ce qui peut les rapprocher et servir leurs intérêts. Son administration est assurée par les contributions de tous les États américains, proportionnellement à leur population. Un directeur général, M. John Barret, s'est fait la cheville ouvrière, l'âme de l'association ; il est élu par le bureau devant lequel il est responsable.

Ce bureau lui-même est composé du secrétaire

d'État des États-Unis et de tous les représentants à Washington des gouvernements américains. Un état-major international de statisticiens, d'attachés commerciaux, d'éditeurs, de bibliothécaires, de traducteurs, de commis et de sténographes complète cette organisation. Une correspondance active est échangée avec les commerçants de tous les pays de l'Union et au delà. Une revue mensuelle, très bien illustrée, est publiée en trois langues, anglais, portugais et espagnol. Peut-être un jour y verrons-nous adjoindre un exemplaire en français. La bibliothèque, uniquement composée d'ouvrages spéciaux, publie des rapports, des graphiques. Le public y est admis comme dans tout le palais. L'aménagement intérieur a même été conçu de telle sorte que l'entrée monumentale et classique fait mieux ressortir le charme du patio intérieur, où les Latins se retrouvent chez eux, en serre chaude, en pleine végétation tropicale. En été, le toit mobile se déplace et le patio est à ciel ouvert comme là-bas. C'est l'Amérique espagnole symbolisée.

Les gouvernements américains sont unanimes à favoriser l'action du bureau, lequel ne cesse d'éveiller l'attention générale sur les ressources des divers États de l'Union. C'est une sorte de syndicat d'initiative collectif, quelque chose comme un comité d'encouragement à faire connaître l'Amérique, à établir des communications, des relations entre ses différentes parties. Je ne vois pas pourquoi nous n'aurions pas en Europe un bureau de cette nature, lequel, correspondant avec le bureau américain, rendrait grand service au commerce, à la production de chaque pays, et par conséquent à tous. Ce serait,

comme ici, un commencement d'organisation, complément indispensable des rapprochements nouveaux de notre temps.

A Baltimore, siège de la célèbre université de John Hopkins, on m'a posé cette question : « Pourquoi le gouvernement français ne favorise-t-il pas l'envoi dans nos grandes universités de ses jeunes professeurs agrégés ? Ce serait double avantage pour eux et pour nous. » J'ai fort approuvé cette suggestion, tout en me rappelant qu'un essai analogue, et déjà très intéressant, se poursuit, grâce à de généreux initiateurs, à commencer par la fondation Albert Kahn. Mais comment ces voyageurs, ces boursiers du « Tour du Monde » sont-ils ordinairement traités par notre ministère de l'Instruction publique en rentrant en France ? Comme s'ils avaient non pas travaillé, mais pris un congé pour ne rien faire. On les relègue dans nos plus petits lycées de province.

En général, quiconque se distingue dans nos administrations par son esprit d'initiative en est plutôt puni que récompensé. Tout officier, tout professeur qui accepte une mission hors cadres se sacrifie. « Les absents ont tort » est un proverbe bien français. Il est vrai même et surtout peut-être pour nos représentants à l'étranger.

Un hasard heureux fait que depuis plus de quinze ans, sans remonter plus haut, nous avons été bien représentés à Washington et très utilement. Deux ambassadeurs seulement s'y sont succédé : c'est déjà bon signe ; deux hommes aussi différents que deux Français peuvent être différents l'un de l'autre : l'un, M. Jules Cambon, ne parlant pas l'anglais, l'autre, M. Jusserand, le sachant au contraire à fond.

En rencontrant à Washington M. Jules Cambon, en 1902, j'admirais les services qu'il rendait à notre influence par son expérience, par le charme pénétrant de son intelligence et de sa conversation ; j'allais jusqu'à penser que son ignorance de l'anglais était un grand bien, puisqu'elle obligeait les Américains à « sortir » leur français. M. Cambon a fait beaucoup par son action personnelle pour éveiller ou aviver aux États-Unis la fierté de la coopération franco-américaine de jadis. C'est un spectacle émouvant de voir, en face de la Maison-Blanche, les monuments de La Fayette et de Rochambeau occupant les places d'honneur. Ce sont deux monuments nationaux par excellence.

Mais voilà que dans ce pays d'avenir on ne se contente pas de voir, on veut savoir, et M. Jusserand, par ses discours, commente, inaugure les statues; il explique ce que fut la France et ce qu'elle est. Cet ambassadeur ne se borne pas à négocier, il s'acquitte de la tâche d'éducateur, qui est celle qu'apprécie le plus peut-être le jeune peuple américain.

En mesurant l'œuvre bienfaisante de ces deux représentants de la France, je me réjouissais qu'on les eût choisis et je souhaitais que de tels choix devinssent la règle, car ce n'est pas le choix qui manque, c'est la façon dont on l'exerce au quai d'Orsay. Les influences de toutes sortes y agissent avec un dédain absolu quant à la valeur de nos représentants, valeur intellectuelle, sociale et morale. Je dirais même : quant à la valeur de famille. Il est est au moins inutile qu'un ambassadeur de la République donne l'exemple du faste, mais il est essentiel qu'il ait sa valeur personnelle, avec un foyer respec-

table et respecté. Et, si cela est vrai pour nos ambassadeurs, cela ne l'est pas moins pour les consuls. Recrutés par un concours sérieux, les malheureux sont envoyés, au petit bonheur, dans les postes et sous les climats qui souvent leur conviennent le moins ; celui qui parle anglais est expédié dans les pays de langue espagnole, en Allemagne ou en Russie, et inversement. Il en a toujours été ainsi ; les bureaux cèdent au ministre, qui cède à la pression du Parlement ou d'ailleurs ; il en sera ainsi tant que l'opinion ignorante et indifférente laissera faire. Je me reporte à ce que fut la représentation française jadis, au temps du chevalier d'Eon ; nos diplomates n'ont pas à se plaindre s'ils comparent leur situation à celle de leurs prédécesseurs de l'ancien régime. Mais n'est-il pas fâcheux de voir la France se désintéresser de sa représentation extérieure, alors que nos relations à l'étranger se multiplient à l'infini ?

L'erreur s'aggrave par ce fait que le service des informations télégraphiques apportant les nouvelles de France à l'étranger n'est pas organisé. On trouve dans les journaux américains des nouvelles de tous les pays du monde, sauf du nôtre. On n'y parle guère de la France qu'à l'occasion d'un scandale et d'après les journaux allemands ou anglais.

La force des choses, malgré tout, prend sa revanche, et la vie, l'activité, l'esprit se font jour quand même.

Les monuments de nos grands hommes, les chefs-d'œuvre de nos artistes, nos savants, nos aviateurs, nos professeurs, nos romanciers, nos pièces nouvelles, nos acteurs, nos modes suppléent au silence de la presse. Pour ne parler que de nos modes,

avec quelle rapidité elles franchissent l'Océan ! Les mêmes journaux qui sont muets sur nos discussions politiques sont pleins des inspirations de notre rue de la Paix ; ils publient chaque jour, en belle place, avec une gravure élégante, un écho de nos modes, une idée par jour, une idée de Paris : « Daily hint from Paris. » A peine quelques semaines d'intervalle me séparent ici de nos boulevards, et je trouve la lutte engagée, comme chez nous, entre les chapeaux démesurés ; les jolies têtes disparaissent sous des parasols de fleurs et de plumes aussi bien qu'elles se couronnent d'un petit casque ou d'un pot de fleurs gros comme le poing. Tout cela est signé « Paris, France ». C'est un monopole ; bon ou mauvais, c'est le goût français ; on n'en veut pas d'autre.

III. — LA NOUVELLE-ORLÉANS

Je suis passé d'un froid intense à une température tropicale. Quelle surprise que cette verdure toute fraîche en m'éveillant, et ce ciel bleu ! Quelle surprise surtout que l'accueil cordial de nos vieux Français, les Fortier, les Roaldès, les Chassaignac, qui m'attendaient à la gare.

Quelle souffrance aussi de constater une fois de plus tout ce que l'initiative française a fait de grand, de magnifique, et tout ce que la France a répudié ! Les souvenirs de La Salle, de Champlain, de Marquette et de tant d'autres sont ici partout. Les noms d'Orléans, Pontchartrain, Chantilly, Paul Tulane vous arrêtent à chaque pas, comme ceux de La Fayette et de Rochambeau à Washington.

L'initiative française est venue créer la vie dans cet immense continent nouveau, depuis le Canada jusqu'au golfe du Mexique ; elle avait fait sienne cette admirable vallée du Mississipi toute parsemée de noms français, Saint-Paul, Saint-Louis, jusqu'au petit village du « Chef menteur ». Un tel empire ne pouvait certes être conservé politiquement, mais comme il a été abandonné par l'indifférence gouvernementale et méconnu par l'opinion !

Par quelle fatalité le Français se donne-t-il aux entreprises les plus nobles, les plus ingrates, les plus utiles, sans que la France le soutienne ? Il y a là sans doute je ne sais quelle loi de nature qui ne laisse pas tout au même et qui limite notre part d'action, comme celle de l'inventeur. Aux uns la joie d'ouvrir la route, aux autres la satisfaction d'arriver au but. C'est une question aussi de tempérament. Les vrais inventeurs sont comme les cuisiniers, qui ne mangent pas de leur cuisine, et comme les vrais artistes, qui peignent pour peindre et non pour vendre leurs tableaux.

Nos vieilles familles de planteurs français ont payé cher, elles aussi, ces abandons de la France, mais il n'y paraît guère à les voir ; elles lui sont restées fidèles malgré tout. C'est une grande joie de retrouver ici les différents parlers de nos provinces et tant de noms coutumiers. Paul Tulane, le fondateur de la grande université dont je suis l'hôte, et que préside mon ami, le Dr Craighead, est un nom des plus répandus dans notre vieux pays du Maine.

Les populations du Midi de l'Union souffrent plus que les autres, — depuis l'abolition de l'esclavage — de la grande faiblesse des États-Unis, le manque de

bras. Vous traversez à perte de vue des plantations d'arbres fruitiers, pêchers, pruniers, amandiers, en Géorgie, et plus au sud, les cultures de coton, de riz, de tabac, de sucre de canne ; mais chaque année se pose la question de savoir comment se fera la récolte. Je me demande plus que jamais où le Gouvernement, qui cherche aux extrémités du monde des colons et des ouvriers, pourra jamais recruter, chaque année, des marins et des soldats.

Une surprise et une émotion m'attendaient à la grande fête annuelle de Tulane. L'orchestre a salué mon entrée de nouveau docteur de l'université par une joyeuse série de vieux chants français populaires ou héroïques, depuis le *Chant du Départ* jusqu'à *J'ai du bon tabac dans ma tabatière, C'est le roi Dagobert, J'aime bien les bons gâteaux et les confitures,* pour finir par une *Marseillaise* endiablée.

Les étudiants soulignaient ces chants de leurs cris de chefs indiens ; les jeunes filles, joliment vêtues de la toge noire ou de la toge mauve, coiffées de la cape assortie, agitaient gaiement leurs bannières et battaient des bans frénétiques. Chacun voulait fêter la France « la belle France », comme on dit partout, sauf chez nous...

IV. — JUAREZ-MEXICO. AUSTIN

Depuis mon arrivée à la Louisiane et surtout au Texas, je suis hanté de mes souvenirs de l'Afrique du Nord. Ce n'est pas cependant le paysage des rives méditerranéennes, jusqu'à présent sans rival à mes yeux ; la Nouvelle-Orléans ne m'a rappelé que de

loin ce qu'était la ville européenne, la « marine », à Tunis, dans ma jeunesse, son sol plat, conquis sur le lac, ses jardins, ses maisons, ses tombes même baignant dans l'eau, ses montagnes et ses mouches ; il y a beaucoup de choses en moins, mais le Mississipi en plus, capable de tout enrichir et de tout submerger ; la végétation plus exubérante, désordonnée, quand les forêts vierges n'ont pas encore fait place aux immenses plantations rectilignes ; les routes, rappelant nos pistes indigènes, sillonnées d'attelages légers, conduits là-bas par des Siciliens, des Arabes, des Maltais, ici par des Espagnols, des Américains, des nègres ou des négresses. Ce n'est plus l'Amérique évoquée par Chateaubriand, c'est la colonisation, ses mélanges et ses contrastes.

Au Texas, à côté des grands domaines et des ranchs parsemés de maigres troupeaux et de rares « cow-boys », l'eau manque sur une étendue sans fin. On m'assure qu'il n'avait pas plu depuis quatorze mois quand j'ai vu tomber des averses tropicales.

C'est ce désert que l'énergie humaine commence à féconder. Par-ci, par-là, le train s'arrête à une station entourée de constructions de bois, souvent gracieuses ; des moulins à vent (éoliennes) tournent au-dessus des puits récemment forés, puis le désert recommence, limité par les monts Apaches.

Houston et San-Antonio alimentent le port de Galveston, fondé par un Français canadien, Lucien Ménard, en 1837 ; port florissant, extraordinaire ; anéanti par le raz de marée de 1900 qui submergea, en quelques heures d'une nuit tragique, toute la ville, engloutissant 12.000 habitants sur 50.000, il a pro-

fité de ce désastre pour se relever et devenir le troisième port des États-Unis. Galveston démontre et mesure, par l'intense activité de ses exportations de produits agricoles, le progrès matériel du Texas. Ce désert est en train de passer au premier rang des États producteurs de l'Union ; partout j'entends prédire ses destinées, sa richesse exceptionnelle. J'en ai pu juger d'ailleurs à l'université d'Austin dont je n'oublierai pas l'hospitalité préparée par la sollicitude fraternelle que m'ont prodiguées le président Mezes et son très distingué beau-frère, E.-M. House. C'est à partir de la Nouvelle-Orléans et d'Austin que je me suis senti vraiment porté par la sympathie qui m'a soutenu jusqu'à la fin.

Le contraste est grand entre la paisible et intellectuelle ville d'Austin et la cité-caravansérail de San-Antonio. San-Antonio est peuplé de Mexicains, d'Américains et d'Allemands. C'est le Midi, l'odeur du Midi, l'aspect du Midi. C'est là aussi que sont concentrées les troupes des États-Unis. Des jeunes gens au costume kaki, minces et élégants, circulent dans la ville, à proximité de leur camp. C'est là que le colonel Roosevelt avait réuni ses « rough riders », en 1898, lors de la guerre avec l'Espagne. Aujourd'hui le Gouvernement trouve à recruter aisément des volontaires pour sa cavalerie ; il fait apposer dans chaque État, dans les universités surtout, les affiches les plus attrayantes, les appels les plus pressants. Quel est le jeune homme qui ne saisirait pas avec joie cette occasion d'aller faire à la frontière quelques semaines ou quelques mois de campagne ? C'est la vie de cow-boy, un sport, une expédition sous la tente, une belle randonnée peut-

être et des combats que l'État organise pour lui ; et s'il se persuade en outre qu'il va servir la patrie, l'indépendance, une idée généreuse enfin, la tentation est bien forte. Elle sera la même partout ; le charme de la nouveauté et du danger ne fait-il pas affluer en France les volontaires dans nos services de l'aviation ou aux colonies ? L'attrait ne suffit pas ici pour que les volontaires consentent à servir en bon nombre dans l'infanterie. On a recruté des fantassins, mais où, à quelles conditions, à quel prix ? J'en ai vu, à San-Antonio et à El Paso, quinze à vingt mille, au maximum ; ce sont les deux centres militaires du Texas et des États-Unis, pour le moment.

La petite ville américaine d'El Paso, exactement sur la frontière, n'est séparée de la petite ville mexicaine de Juarez-Mexico que par le Rio Grande, peu important d'ailleurs et à moitié sec. Plusieurs vieux ponts de bois, qui m'ont rappelé des ponts turcs, le traversent ; à chaque extrémité de chaque pont les deux armées, les deux douanes se font vis-à-vis ; les jeunes volontaires américains, vêtus de neuf, ont l'air viril, déterminé, nullement sabreur ; les soldats mexicains, plus rassis, étaient émaciés et résignés ; ils m'ont rappellé aussi la Turquie, comme les ponts. On assure que depuis longtemps le président Porfirio Diaz ignorait que les effectifs de son armée n'existaient guère que sur le papier ; il en était ainsi d'autres institutions nationales, notamment du Parlement mexicain.

Le danger de la situation au Texas n'a rien de nouveau pour un État européen, mais il n'en est pas moins très sérieux pour le gouvernement des États-Unis ; c'est le problème qui se pose entre deux États

limitrophes dont l'un est fort et organisé, l'autre faible et plus ou moins anarchique. A chaque instant, entre les deux, surgissent inévitablement des mauvais coups et les représailles qui les suivent, crimes de droit commun, commis le plus souvent par des nomades à cheval sur la frontière et toujours prêts à se réfugier de l'autre côté... Ces crimes de droit commun, à force de se répéter, deviennent un désordre insupportable pour le voisin et pour tous les étrangers au pays. Les choses se compliquent aux États-Unis en ce sens que le Gouvernement doit se garder de confondre les professionnels du pillage avec les insurgés politiques, naturellement bien vus au Texas. L'État du Texas est loin de se désintéresser de l'action ; les habitants y sont passionnés ; ils suivent, à El Paso par exemple, les combats de coqs, les courses de taureaux ; agriculteurs ou commerçants, ils ont intérêt sans doute au maintien de l'ordre, mais beaucoup d'entre eux aussi, sincèrement républicains, n'oublient pas leurs luttes contre la domination espagnole ; ils se souviennent toujours du massacre de l'Alamo. Aucun d'eux ne songe à la conquête du Mexique, mais aucun d'eux n'accepterait d'y intervenir pour paralyser une révolte qu'ils sont fiers d'avoir fait triompher de leur côté. Leur état d'âme est complexe : ils sont en faveur de l'ordre et des insurgés.

CHAPITRE II

LA CALIFORNIE

I. — SAN-FRANCISCO

Ce qui déconcerte invariablement les Européens aux États-Unis, c'est la distance, l'étendue sans fin du pays à peine peuplé. Le Texas, riche en ressources, mais pauvre en eau jusqu'à présent, n'est, pendant plus de deux jours de chemin de fer, qu'un long désert ; et il en est à peu près de même de l'Arizona jusqu'à présent, malgré les mines d'or qu'on y exploite et sa production agricole encore à ses débuts ; mais la Californie, si fertile, plus grande, elle aussi, que la France, ne compte que deux millions d'habitants, dont une bonne partie vivent dans les villes. Le voyage dure un grand jour, du matin au soir, plus de douze heures, de Los Angeles à San-Francisco. Il est vrai que les trains sont lents et que les lignes n'ont qu'une voie, mais imaginez une France qui serait moins peuplée que Paris, que New-York et que Chicago, et subitement tous les problèmes qui se posent pour l'avenir de ce pays se présentent à nos yeux sous un jour nouveau.

Il est clair qu'un pareil pays est appelé à devenir

une pépinière non pas seulement de plantes, mais d'hommes et d'idées, un jardin d'expériences nouvelles dont les résultats nous reviendront et transformeront notre vieux monde par répercussion ; mais, en attendant, toute prévision précise d'avenir formulée par les voyageurs, les hommes d'État et les écrivains européens sur les États-Unis du Nord est précaire, plus encore que les jugements dont l'âge mur est si prodigue sur l'avenir des jeunes gens.

La notion des distances se modifie tous les jours d'ailleurs, même en Europe ; nos grandes villes essaiment et leur périmètre s'étend indéfiniment, à Berlin, à Londres, à Moscou, comme à Paris. L'installation des tramways électriques a permis aux nouvelles villes américaines de concevoir leurs plans sur une échelle immense et de se réserver de larges espaces libres pour les parcs, les avenues, les places, les promenades, les écoles, les musées, les institutions, etc. Ce qui n'empêche pas de construire, en outre, les maisons en hauteur dans les quartiers où se concentrent les affaires Malgré tout, ce n'est pas sans peine qu'un Européen s'habitue ici aux longs trajets et leur réserve, dans le mouvement quotidien de la vie, le temps nécessaire. A Washington, les résidences, les ambassades sont très loin du capitole ; les Américains ne semblent pas s'en apercevoir; à Los Angeles, où j'ai reçu l'hospitalité la plus cordiale, dans une villa du quartier élégant et somptueux entre tous, j'étais à plus de dix kilomètres de la gare. A San-Francisco je devais faire des conférences à l'université de Californie, à Berkeley, et à celle de Leland-Stanford, à Palo Alto. Mais pour

arriver à Berkeley, que j'avais pris pour un faubourg et où résident un grand nombre de San-Franciscains, il faut gagner la gare des grands bacs qui traversent la baie, comme ceux de New-York qui traversent encore la rivière Hudson, puis prendre un chemin de fer électrique, soit une heure de trajet environ, matin et soir, pour les abonnés. Pour arriver à Palo Alto, le chemin de fer suffit, mais c'est un voyage d'environ une heure également. Cela ne compte pas. On s'organise, on lit, on respire, on se repose ; ces petits voyages continuels font partie, sans doute, du repos des Américains. Le voyage pour eux n'est rien. J'ai vu un vieillard de quatre-vingt-douze ans, John Bigelow, s'embarquer à New-York pour aller faire ses visites annuelles en Europe. Ici les jeunes gens, les jeunes filles traversent le continent dans tous les sens, à la moindre occasion, pour se rencontrer, pour se connaître, pour fraterniser. Je vois des habitants de San-Francisco, à commencer par Raphaël Weill, qui vont en France tous les ans et qui s'étonnent de mon étonnement ; ils comparent en riant les distances actuelles à celles de jadis, il y a cinquante ans, quand il fallait au minimum un mois ou un mois et demi du Havre à New-York, autant de New-York à San-Francisco ; loin de se plaindre de ce qui reste encore de jours à franchir, ils se félicitent que ce soit si peu et ils en profitent.

II. — LA MAIN-D'ŒUVRE ET L'AGRICULTURE

Pour concevoir la vie aussi largement, il faut de larges moyens d'existence, et c'est ici que surgissent

de tous côtés les problèmes. Et d'abord comment organiser un pays si vaste, avec quelle population ? Et cette population, où la trouver ? L'Américain a trop à faire pour s'embarrasser d'une famille nombreuse : il faut recourir à l'adoption, l'esclavage étant aboli, c'est-à-dire à l'immigration. L'immigration des Européens ne suffit pas, nous verrons même plus loin ses meilleures sources se tarissant ; elle ne donne qu'une quantité relativement encore infime de travailleurs pour l'agriculture, pour le service domestique ; il en résulte que la vie est chère et que les ouvriers de métiers européens ne se fixent en Californie que moyennant des salaires très élevés ; ce que gagne ici par jour un maçon, un menuisier, ou un charpentier européen paraît exorbitant, — jusqu'à quarante francs par jour. Exactement : un charpentier jusqu'à six dollars (30 francs), un maçon, poseur de briques, jusqu'à 7 ou 8 dollars (35 à 40 francs), et 8 heures de travail par jour, pas une minute de plus. Encore les prix ont ils baissé : on a payé la journée jusqu'à onze dollars (55 francs), plus de 5 francs l'heure, au plus fort de la reconstruction de la ville. Il est vrai que les ouvriers sont syndiqués si rigoureusement qu'ils peuvent dicter et dictent effectivement leurs conditions. Tous les corps de métier sont les maîtres de leurs salaires ; seuls les ouvriers d'art ou exceptionnels, isolés, sont moins demandés, moins bien traités par conséquent. Les Nègres ne viennent pour ainsi dire pas en Californie : le climat rude ne leur convient pas ; ils ont été écartés, en outre, par la concurrence de l'ouvrier jaune.

Où trouver des cuisiniers, des femmes de chambre,

des serviteurs ? On s'arrange pour avoir quand même des cuisiniers chinois, des valets de chambre, des maîtres d'hôtel, des grooms japonais. Dans le principal hôtel de Seattle il n'y a pas de femmes : les filles de cuisine et les femmes de chambre sont remplacées par de jeunes Japonais, ce qu'on appelle les *bell-boys ;* quelques propriétaires privilégiés engagent des jeunes filles scandinaves. Il y a des spécialités : par exemple, les blanchisseurs, jadis chinois, sont aujourd'hui français, à San-Francisco ; ils forment une colonie nombreuse et très estimée, qui m'a fait fête, une colonie qui, à la différence de beaucoup d'autres, n'a pas d'histoires ; il y a aussi des garçons de restaurant français qui sont satisfaits. Je ne parle pas, bien entendu, des prix exceptionnels tels que les appointements de certain chauffeur, à l'origine des autos, ou même encore aujourd'hui le traitement d'un chef français réputé, payé, à ma connaissance, quinze mille dollars par un grand hôtel de New-York, soixante-quinze mille francs par an, ou plutôt pour six mois seulement, avec la faculté d'aller passer chaque année six mois en France.

Mais la culture ? Qui peut venir aider le fermier californien aux prises avec la double tâche : 1° de mettre en valeur un sol magnifique, verger, potager, prairies, champs de céréales sans limites, fécond en produits de tous les climats ; 2° d'assurer l'exploitation industrielle de ce sol, d'en récolter, emballer, frais ou conservés, transporter, vendre ou exporter les produits ? C'est une culture et, tout à la fois, une industrie et un commerce ; il faut du monde et de

l'argent pour s'en tirer. Et cela dans un pays qui, n'ayant pas de population, n'a pas de routes, en dehors des chemins de fer et des tramways.

On en est quitte pour ne pas s'éloigner beaucoup des grandes lignes, ou bien on utilise largement l'élevage des chevaux, en attendant l'automobile.

Voici, en deux mots, comment se pratique l'élevage en général avec le minimum de personnel, entre San-Francisco et Sacramento par exemple, et comment il alterne avec les cultures. Des deux côtés de la ligne du chemin de fer, au pied des majestueuses chaines de la Sierra Nevada, la plaine s'étend à perte de vue, verte et sans obstacle. Ici paissent et pullulent par milliers, en quantités que je n'avais pas soupçonnées, des troupeaux de moutons et d'agneaux; plus loin les troupeaux, également très nombreux, de vaches, avec la laiterie, très simple mais vaste et bien comprise, au centre; là les chevaux; entre temps des troupes de dindons, des poulaillers, des porcs. Des jeunes gens, les cow-boys, dressent successivement les chevaux, à la selle d'abord, puis à l'attelage; cela fait, le moment venu de labourer ou de herser ou d'aplatir, le fermier fait venir du ranch, où les animaux vivent en liberté, le nombre dont il a besoin; on attelle un jeune cheval au milieu de ses aînés et ainsi de suite. Très rapidement, avec des attelages de six à huit bêtes et davantage, des champs immenses sont mis en état de recevoir le grain, et la semeuse passe; plus tard, si la récolte presse trop, le premier des fermiers qui a terminé son travail loue ses équipages aux autres. Tout cela se simplifie au fur et à mesure que la propriété se morcelle, ou plutôt à mesure qu'elle cesse

d'être illimitée ; mais la main-d'œuvre n'en manque pas moins, car la culture des céréales n'est pas tout : il y a la cueillette des fruits, la traite des vaches, la préparation des conserves, etc. Et c'est ici que se pose le problème de l'immigration chinoise, hindoue ou japonaise.

III. — L'IMMIGRATION JAUNE

En masse l'immigration des coolies aux États-Unis n'est désirable pour personne ; elle submergerait certains États, la Californie tout d'abord : elle abaisserait le taux des salaires à des prix de famine pour l'ouvrier américain dont les besoins multiples ne sont pas comparables à la simplicité des Orientaux. La concurrence des Nègres n'est pas le même problème dans ceux des États où ils sont plus nombreux qu'en Californie, parce qu'à la différence des Japonais ou des Chinois, qui mettent de côté tout ce qu'ils gagnent pour le rapporter chez eux, les Nègres dépensent leurs salaires sur place, et par conséquent travaillent moins régulièrement. L'immigration en masse des ouvriers jaunes aboutirait en outre, en admettant que l'ouvrier américain se résignât à la subir, à un grave danger pour les États-Unis, un danger que tous les pays civilisés, aussi bien le Japon lui-même ou l'Europe que l'Amérique, ont intérêt à prévenir. Plusieurs classes se superposeraient l'une au-dessus de l'autre dans le pays ; trois classes au moins : la première composée de la race blanche dominante, la deuxième composée de la race jaune subalternisée, la troisième composée des sans-travail et des déclassés

où tomberait la lie de toute la population. Ce serait l'opposé et la fin du régime démocratique aux États-Unis, l'organisation pour ainsi dire automatique de la dictature, de la décomposition et de l'anarchie. Il a été question plus d'une fois d'ailleurs d'importer même en Europe la main-d'œuvre jaune ; rien n'eût été plus facile que de concevoir une usine fonctionnant avec un état-major européen et des ouvriers importés ; personne n'a osé et n'osera essayer cette révolution. Les Japonais sont les premiers à ne pas désirer l'ouverture trop large des États-Unis pour la main-d'œuvre jaune, notamment parce qu'ils n'ont pas intérêt non plus à favoriser la concurrence américaine, enfin parce qu'ils ne veulent pas ouvrir une source de désordres et de conflits quotidiens, aussi funestes pour les uns que pour les autres, avec l'Amérique.

Faut-il donc empêcher totalement l'immigration des Jaunes aux États-Unis ? Là comme ailleurs, c'est une question de mesure et de convenance : c'est en somme par des moyens termes et par de mutuels égards que le problème se résoudra et se résout.

Les intellectuels japonais sont admis dans les universités américaines ; j'en ai vu un bon nombre à Stanford University. Ils vivent comme des camarades avec les jeunes étudiants du pays. Nombreux sont également les serviteurs chinois et japonais qui sont restés ou revenus en Californie après les mesures qui leur en avaient fermé l'entrée il y a peu d'années. Les îles Hawaï, peuplées de Japonais, mais devenues américaines, ont servi de terrain de naturalisation pour beaucoup d'entre eux, à tel point que le gouvernement japonais lui-même a spontanément

pris des précautions pour empêcher cet abus de l'émigration.

En droit, le gouvernement des États-Unis n'applique pas à l'immigration de la main-d'œuvre jaune d'autres conditions que celles qu'il impose à l'immigration étrangère en général ; mais, en fait, la législature, et encore plus l'opinion publique, la presse des États intéressés sont plus ou moins maîtresses de s'opposer à l'immigration des coolies. Il est clair que quelques milliers de Japonais peuvent toujours être boycottés ou simplement inquiétés à San-Francisco ; c'est une question locale, intérieure, que le gouvernement fédéral, pas plus que le gouvernement japonais, n'est maître de régler absolument à sa guise. Il faut tenir compte de l'état d'esprit de la population ouvrière, de l'état d'esprit de la presse. Cet état d'esprit se modifie par l'éducation, par le raisonnement, par l'expérience ; mais il faut du temps. Par exemple, dans l'État de Washington, à Seattle, les serviteurs japonais sont beaucoup mieux vus qu'à San-Francisco. Pourquoi ? On m'assure qu'il existe en Californie une sorte de Ligue des patriotes qui monte les têtes faibles et les excite contre le Japon continuellement. En ce moment ces excitations n'ont d'ailleurs pas grand effet. En tout cas, à Seattle, aucune ligue semblable n'existe ; on regrette même que le gouvernement japonais retienne ses nationaux ; on voudrait les voir plus nombreux ; on se moque des romans colportés partout sur l'espionnage des Japonais. « Ce sont des jeunes gens presque tous instruits, me dit-on, et qui veulent s'instruire. Ils apprennent l'anglais ; on les voit noter consciencieusement sur leur calepin tous les mots qu'ils veu-

lent retenir, et on les dénonce aussitôt. Nous en rions. Que pourraient-ils espionner ? Qu'avons-nous à cacher ? Tout cela est absurde, mais cela suffit pour arrêter, bien plus que des lois, l'immigration dont nous aurions besoin. A San-Francisco on ne compte que 3000 Japonais ; plus du triple, 10000, à Seattle, et pourtant c'est de San-Francisco que vient tout le bruit. C'est une organisation politique antijaponaise entretenue par quelques exaltés, soutenue par des ignorants. Si vous additionnez tout ce qu'il y a de Japonais en Californie, vous n'arrivez pas à 40000 ; ajoutez la moitié dans l'État de Washington, et pas même autant pour tout le reste des États, vous n'arrivez pas à 100000 Japonais sur toute l'étendue du territoire de l'Union. C'est faire bien du bruit pour peu de monde. »

Il faut pourtant voir en face la vérité. Les missions européennes et américaines se sont multipliées depuis près d'un demi-siècle en Chine et au Japon ; bon gré mal gré nous avons voulu instruire la race jaune, et nous nous étonnons qu'instruite par nous, elle voyage et complète son éducation ! Il y a de jeunes Chinois pourvus de bourses qui séjournent dans toute l'Europe. Qui donc les invite, sinon les gouvernements eux-mêmes, d'accord avec nos propres industries en quête de clients ? Je vois chaque année, dans mon pays natal, à La Flèche, la classe des élèves chinois de notre Prytanée militaire. Ils étaient environ quarante, il y a quelques années, très intelligents, très sérieux, s'intéressant à tout : à la guerre, que nous leur montrons, comme à l'agriculture, qu'ils connaissent. Une fois sortis du Pryta-

née, ils font un stage dans nos régiments, à Saint-Cyr, à Saumur ; il y en a dans toute la France, dans toute l'Europe. Comment s'étonner que d'autres Chinois traversent le Pacifique pour aller apprendre l'anglais, visiter l'Amérique ? Les missions chinoises sont partout, comme les missions japonaises. En quoi sont-elles une menace spéciale pour l'Amérique ?

Quoi qu'il en soit, l'infiltration, aux États-Unis, par un moyen ou par un autre, se fait quand même, grâce à un accord plus ou moins tacite entre les gouvernements, mais ce n'est pas l'inondation : et cette infiltration est loin d'assurer à la Californie la main-d'œuvre dont elle a besoin pour se développer comme l'Orégon, comme les autres États de l'Ouest. Et vraiment il faut admirer que dans des conditions si ingrates les Américains aient déjà fait de leur côte occidentale ce qu'elle est, et surtout ce qu'elle promet. En somme nous avons vu dans nos colonies les mêmes problèmes se poser. Que ferions-nous dans l'Afrique du Nord, avec notre faible natalité, sans le concours des Arabes, des Marocains et des Kabyles ; des Tunisiens, des Maltais, des Siciliens et des Espagnols ?

IV. — L'ELDORADO. LE TOURISME

La Californie est, comme notre Afrique du nord, un Eldorado qui s'épanouit en dépit des circonstances défavorables, en dépit des tremblements de terre, déjà oubliés depuis quatre ans, mais qui n'ont que trop fait connaître leur fureur de destruction et

dont nul ne peut affirmer que, suivant leur itinéraire presque invariable, ici comme ailleurs, ils ne se reproduiront pas. C'est un jardin, et quel jardin ! Je pensais qu'on exagérait ; mais le sol étale tout de suite sa fécondité ; il en donne la mesure par la magnificence de ses arbres : chênes, cèdres, sapins, hêtres, sequoias ou bois rouge, ce qui reste de ces forêts légendaires de la Californie, ce qui n'a pas été brûlé ou défriché, donne une idée de l'étonnante richesse de ce pays. De Los Angeles à San-Francisco, le chemin de fer longe le Pacifique au pied d'ondulations puissantes, collines énormes qui ne sont pourtant pas des montagnes et dont les larges croupes verdoyantes semblent d'immenses et paisibles prés soulevés comme les nappes de l'Océan. Quand les grands mouvements de forêts et de prés verts s'apaisent et que le chemin de fer entre dans la plaine, alors les plantations se succèdent à l'infini. Nous sommes au printemps ; les cultures d'orangers alternent avec celles de la vigne, du prunier, de l'abricotier, du cerisier, de l'amandier, du figuier ; des centaines d'hectares de tapis bien brossés, fleuris et rectilignes étalés sur des kilomètres de pays. Tout cela est cueilli, le moment venu, trié mécaniquement le plus souvent ; des machines enlèvent les pépins pour la vente et l'exportation des raisins secs ; d'autres machines mettent les pruneaux dans des boîtes, les plus beaux dessus, les autres dessous ; on fait des marmelades, des gelées, des confitures ; on fait du vin ; on prétend même que les Bordelais font venir des bordeaux de Californie, mais nos statistiques officielles le contestent, par la bonne raison que, sur place même, le vin de Californie est

très cher : il revient à plus d'un franc la bouteille au propriétaire, et à un dollar, bien entendu, au restaurant. Les bordeaux de la Californie n'en sont pas moins bons, quoique bien plus gros que les nôtres ; ils ont enrichi des Italiens, des Californiens dont j'ai vu les palais, et qui, de simples marmitons qu'ils étaient il y a vingt ans, sont aujourd'hui de très importants et très estimés millionnaires. Quand on pense que ce pays a été connu par l'exploitation de ses mines d'or et qu'en somme toute cette culture florissante est venue par surcroît, remplaçant la forêt, ou, par l'irrigation, le désert, il faut reconnaître que l'effort de l'homme et de la civilisation mérite mieux que le dédain des sceptiques.

Et je n'ai rien dit des légumes, du maïs, du riz, de la pomme de terre, des artichauts, des endives, des olives, de la betterave ; j'ai besoin de me rappeler qu'il y a ici tous les climats, y compris les brumes de la nuit, qui conservent pendant les chaleurs de l'été la fraîcheur des prairies, les pâtures où paissent ces innombrables vaches dont je parlais, mais dont je n'ai pas assez vanté le lait. Les Californiens en font une crème célèbre dans toute l'Amérique, et un beurre de San-Franscico qui est certainement le meilleur que j'aie goûté depuis mon départ de France ; il est l'égal des bons beurres danois et normands. J'en dirai autant de la viande, et des volailles, et du poisson. La cuisine de la Californie, pour un Français, si exigeant qu'il soit et qu'il ait le droit d'être, est une surprise et un régal. Les Californiens sont raffinés comme les Français ; ils ont le goût de la bonne chère, des plats appétissants ; on peut manger à leur table les yeux fermés. Il ne leur

manque. là comme ailleurs, que la main d'œuvre. Que ne feraient pas ici nos cordons bleus ? Si j'étais l'État de Californie, je fonderais à San-Francisco une école française de cuisine ; ce serait le complément de la culture californienne.

La culture de tous ces produits du sol exige non seulement des bras, mais des soins, de la science, de l'éducation ; les universités y consacrent une partie de leur enseignement.

Le sol ne se borne pas à produire de l'or et des comestibles : n'oublions pas le pétrole qu'on voit surgir sur tant de points, et même du rivage de la mer; le pétrole, qui lui aussi, comme la vigne, a créé de nombreuses fortunes. On me cite cet exemple d'un expert-géomètre de Los Angeles, qui, peu payé par ses clients, acceptait d'eux comme rémunération de ses services quelques lopins de terre, quelques fausses coupes des domaines qu'il délimitait. Vainement essaya-t-il, avant sa mort, de réaliser ces acquisitions morcelées, et de même, après lui sa veuve, quand un beau jour on découvrit des sources de pétrole dans quelques-uns des terrains voisins de ces parcelles, puis dans ces parcelles elles-mêmes, en sorte qu'aujourd'hui la propriétaire a non seulement cessé d'être embarrassée, mais joignant le produit du sous-sol à celui de la surface, ne compte pas moins de mille dollars de revenu par jour, soit environ deux millions de francs par an. Le pétrole remplace ici le charbon pour chauffer les locomotives, les fourneaux d'usines, même la machinerie des grands magasins de San-Francisco. J'ai visité ces dernières installations ; par un mélange de pétrole, de vapeur et d'air, on développe une température très élevée et

très égale, sans odeur, sans accident. C'est un grand progrès.

Les industries agricoles et minières sont peu de chose, me disent mes amis de Los Angeles, auprès de la nouvelle grande ressource du pays : le tourisme.

Le climat, la beauté et la variété des sites, l'excellence des produits ont attiré en Californie une clientèle toujours croissante de voyageurs : c'est la Côte d'Azur des États-Unis.

Il faut avoir vu les environs de Los Angeles, Pasadena, par exemple, ou les plages déjà renommées de la côte, Santa-Barbara, Del Monte, pour se rendre compte de ce qu'est déjà, de ce que sera de plus en plus cette région privilégiée. Je ne dis pas qu'elle fait concurrence à notre Côte d'Azur; je crois que le Pacifique n'égalera pas l'éclat, la mesure incomparable et majestueuse de la Méditerranée, — si nous ne gâtons pas toutefois la nature, de nos propres mains ; — la Méditerranée restera le berceau sans pareil de notre civilisation ; mais qui n'a vu la Côte d'Azur californienne ne peut vraiment pas soupçonner ce que la civilisation américaine a déjà réalisé.

J'ai vécu, heureusement, dans notre France, je connais l'Angleterre, les ombrages d'Oxford, de Cambridge, j'ai salué le printemps dans nos oasis d'Algérie; je me croyais blasé ; je constate que les Américains ont saturé de gazons, de fleurs et de fruits les plus belles vallées de Californie et qu'ils y ont créé à leur tour, avec leurs cottages empruntés à l'architecture domestique anglaise la plus raffinée, avec leurs pluies artificielles, avec leurs écoles de

paysage et d'horticulture, de véritables succursales du paradis terrestre.

Chaque villa de Pasadena pose sur le tapis de ses pelouses, à l'ombre de ses toits ; chaque cottage, différent de son voisin, se blottit sous le feuillage et la floraison des roses et des géraniums grimpants ; c'est un épanouissement de palmes, de mimosas, de chênes verts, de caroubiers, de magnolias. Dans l'ombre épaisse le soleil laisse percer, par-ci, par-là, les corbeilles étincelantes, gonfle de sève les fleurs odorantes : le chèvrefeuille, la giroflée, l'héliotrope ou la glycine ; c'est la flore de tous les jardins du monde réunie.

Sur ces jardins créés par l'Américain règne et domine l'inspiration, l'inspiratrice, l'Américaine.

CHAPITRE III

LA FEMME AUX ÉTATS-UNIS

1. — DANS LES UNIVERSITÉS

Dans l'Est, le problème de la coéducation des deux sexes commence à se discuter ; à l'Ouest, il paraît nettement résolu dans le sens de l'affirmative. A Stanford University, à Berkeley, comme plus tard à Salt-Lake-City, au Colorado, comme à Seattle et à Chicago, j'ai vu toute cette jeunesse de dix-huit à vingt ans, confondue, constituer un auditoire très attentif aux idées nouvelles. J'ai passé l'après-midi et la soirée à l'université de Berkeley, où se tenait l'une de mes principales conférences, sous la présidence du Dr Benjamin Ide Wheeler ; on ne saurait souhaiter un auditoire plus intelligent, plus homogène, plus vivant. A Stanford, j'ai passé la journée entière avec le président David Star Jordan ; les étudiants m'ont invité à visiter leurs maisons et leurs *dormitories*. Ils ont le choix entre deux genres de vie très différents : les uns habitant, par groupes de vingt à vingt-cinq, de petites villas où ils sont leurs maîtres, sous la direction d'un des leurs, élu président, selon ses aptitudes et ses mérites ; ils travail-

lent, jouent au grand air, s'exercent aux sports athlétiques, dorment, par tous les temps, à la belle étoile, et, le soir, ils se réunissent au salon, toujours dans les courants d'air, font de la musique, chantent et s'amusent. D'autres mènent exactement la même existence dans un bâtiment plus vaste, un collège, où ils sont plusieurs centaines, mais tout aussi libres.

De même les jeunes filles ; elles ont leurs maisons avec leurs jardins, par groupes, ou bien leur *dormitory* indépendant. Les maisons des jeunes gens et celles des jeunes filles sont voisines, entremêlées, et jamais on n'entend parler d'un scandale ; les jeunes filles se répandent tous les jours, et le soir même, dans les jardins, dans les rues, sur les terrains de jeux ; elles jouent, elles montent à cheval, toujours à califourchon, et galopent, tête nue, comme elles marchent, sans rien craindre, ni l'air, ni le froid, ni le chaud, ni les regards.

Après ma promenade en automobile aux environs de l'université, et mes trois ou quatre conférences une fois faites, ces jeunes filles m'avaient invité à dîner dans un de leurs pavillons. Elles avaient fait grande toilette, claire, rose ou blanche, et c'était une joie de les voir si fraîches, avec leurs cheveux blonds ou bruns, leurs yeux bleus ou noirs, riants et confiants.

Chose extraordinaire, à côté des deux étudiants japonais qui faisaient fonction de maîtres d'hôtel autour de cette table fleurie de jeunesse, un grand jeune homme très doux, très simple, Américain, servait lui aussi ; c'était un étudiant, serviteur volontaire, comme il en existe partout aux États-Unis, dans les universités, parmi les jeunes gens qui n'ont pas

les moyens de payer les frais de leurs études. Tout cela si simplement, si naturellement, qu'il eût fallu être une brute pour risquer, dans ce milieu, une plaisanterie et se demander comment de tels paradoxes étaient possibles. Pendant le dîner, de temps à autre, les jeunes filles interrompaient, sur un signe imperceptible de l'une d'elles, la conversation et, toutes ensemble, sans se lever, chantaient un chœur, puis un autre, tantôt gai, tantôt sentimental ou spirituel, mais surtout gai ; puis elles cessaient, causaient, riaient, reprenaient. Ce dîner m'a paru bien court.

Je suis allé ensuite voir les jeunes gens qui m'attendaient au nombre de plusieurs centaines et je leur ai parlé, dans des courants d'air formidables ; leurs bonnes et fraîches figures faisaient plaisir à voir. Tout ce jeune monde ne pense pas à mal. Mais comme ce jeune monde peut être d'autant mieux trompé, entraîné ! comme il est nécessaire qu'il soit mis en garde aussi bien contre ses erreurs individuelles que contre celles des gouvernements ! Telle était la crainte que j'ai souvent exprimée en quittant ces jeunes gens et ces jeunes filles, pour ainsi dire abandonnés à leurs seuls instincts. A la longue, pourtant, j'en suis arrivé à me demander si cette éducation n'est pas la plus sûre des sauvegardes et si l'usage de la liberté n'est pas la meilleure des précautions et des disciplines. Nos jeunes Français auraient tort de croire que l'éducation américaine n'est bonne que pour les muscles et pour les nerfs, et que, pour le reste, elle forme des naïfs incapables de se débrouiller hors de leurs pays ; non, elle forme des hommes qui sont partout à leur place. En voici une

preuve entre mille. Revenu à Paris, je sortais un jour de chez moi pour me rendre au Sénat ; c'était la veille de la Fête nationale, le 13 juillet ; j'étais en retard, comme d'habitude, quand je me heurte, en descendant mon escalier, à deux grands jeunes gens vêtus de flanelle grise et si manifestement Américains que je m'arrête en même temps qu'eux ; c'étaient deux étudiants de Stanford qui venaient me saluer à leur passage. Mais ils ne voulaient pas me déranger ; ils voyageaient très simplement, à bicyclette, et touchaient au terme de leurs vacances. Horriblement pressé entre les impatiences qui m'attendaient et les sympathies que j'aurais voulu manifester à cette jeunesse, je dus me borner à leur griffonner un mot sur ma carte pour tâcher de leur permettre de voir la revue, puis un autre mot leur donnant mon adresse dans la Sarthe, avec quelques indications sommaires sur l'itinéraire à suivre pour faire le voyage.

Trois jours après, nous les voyions arriver de La Flèche à Créans, comme des voisins de campagne ; et notez qu'ils ne parlaient pas le français. A force de simplicité, de bonne éducation, ils avaient trouvé partout assistance ; bien plus, ils avaient réussi à traverser la foule, les haies de sergents de ville et à se faire placer, sans billets, en très bon rang, à la revue ; ils avaient vu le Président de la République, les ministres, assisté à la remise des drapeaux, des décorations, palpité aux accents de la *Marseillaise* et de *Sambre-et-Meuse*, salué les dirigeables : tout le monde leur avait fait passage ; ils avaient trouvé le cœur de la France.

Aussitôt à Créans, les voilà au tennis, en pleine eau, en périssoire, absolument comme chez eux, à

la grande joie de tout le monde, à tel point que nous ne voulions plus les laisser partir. Bien plus, un banquet populaire m'appelant le lendemain dans un village des environs, ils m'accompagnèrent et, toujours sans parler français, par le seul rayonnement de leur vitalité, ils se firent si bien apprécier, que l'un d'eux dut porter un toast, que je traduisis, aux deux Républiques sœurs, à Washington et à La Fayette; ce fut une journée charmante pour tous, et qui permit de constater que les produits de l'éducation américaine supportent avantageusement l'exportation.

J'en dirai autant d'une jeune fille de Pittsburg qui, m'accompagnant avec mes enfants dans les visites que j'avais à faire en automobile dans plusieurs communes de mon département, et parlant, il est vrai, le français, trouva le moyen, toujours par sa bonne grâce, sa simplicité, de plaire à tout le monde, aux paysans comme aux ouvriers, à tel point que la fanfare du village fit le cercle autour d'elle pour lui jouer une aubade, et lui demanda, comme souvenir, une épreuve des photographies qu'elle avait prises de la fête.

Il est vrai que les jeunes Américains qui se décident à voyager en Europe sont parmi les plus sociables; ils commencent à se reprocher leur ignorance des langues étrangères; ils peuvent constater, en tout cas, que leur éducation indépendante, loin de les séparer, les rapproche du reste du monde; et il en est ainsi de beaucoup d'autres différences, lesquelles, pour des regards superficiels, devraient être autant de causes d'incompatibilité, alors qu'elles sont des traits d'union ou des sources d'influence

mutuelle et d'amitié entre le nouveau monde et l'ancien, la France particulièrement.

II. — UNE CAMPAGNE ÉLECTORALE

On m'objectera que je cède à un parti pris d'admiration en relevant tant de progrès enviables réalisés aux États-Unis ; la vérité est que j'y ai pris des bains de simplicité. Surtout dans l'Ouest, dans l'extrême Ouest, j'ai vu tomber nos vieilles préventions les unes sur les autres, et des conceptions naturelles prendre leur revanche sur des traditions de notre vieux monde qui n'auraient aucun sens dans le nouveau. Pourquoi ne pas l'avouer ? j'ai refait, en courant le monde, ma propre éducation ; je n'ai pas pu me dispenser d'ouvrir les yeux et les oreilles : mes voyages, ma vie elle-même, ne sont qu'un long chemin de Damas. J'ai été littéralement pris d'assaut, envahi par des problèmes que ma prudence ou ma routine reléguaient au second plan de mes préoccupations. Je me suis débattu en vain. Que faire, par exemple, contre l'attaque soudaine et simultanée de toutes les femmes de la Californie ? Il m'a fallu brusquement, du jour au lendemain, prendre parti pour ou contre elles ! Qui m'eût dit jadis que moi, diplomate, je ferais campagne, bien plus, que j'inaugurerais la campagne électorale en faveur du vote des femmes à San-Francisco ! C'est pourtant ce qui s'est passé. Je ne me suis pas rendu sans résistance ; j'ai parlé très franchement ; j'ai été contredit, interpellé dans plusieurs réunions nombreuses ; je n'ai rien caché de la lutte qui se livrait entre mes bons senti-

ments naturels et ceux que je tiens de mon éducation européenne. Ce combat a duré pendant toute la semaine que j'ai passée en Californie, sans un instant de répit ; téléphone à longue distance, télégrammes de jour et de nuit, messages, lettres, visites, rien n'a été épargné pour me déterminer à intervenir.

En principe, j'avais déjà donné des gages. Dans beaucoup de villes des États-Unis, les journaux avaient répandu mes idées maintes fois publiées sur « les femmes et la paix ». Tous les efforts en faveur des faibles, tous les mouvements d'émancipation, d'assistance, d'amélioration sociale se confondent dans la grande lutte primordiale contre la violence ; on ne peut poursuivre le progrès de la race humaine en même temps que son asservissement et sa destruction ; tout cela se tient ; il faut être pour ou contre la force, pour ou contre le droit ; qu'on le veuille ou non, tout féministe est pacifiste, et réciproquement ; et cela est vrai surtout aux États-Unis, dans les pays neufs. Là une place est attribuée à la femme et à l'enfant d'autant plus haute que le pays est plus nouveau. La condition de la femme s'est améliorée avec la marche de la civilisation, avec la marche du soleil ; elle atteint donc son maximum de progrès dans le Far-West américain, sur la côte du Pacifique. Telle était, en substance, ma thèse que je ne pouvais me refuser à soutenir à San-Francisco ; mais cette thèse était trop modérée ; je m'en aperçus tout de suite : « Vous êtes trop facile à satisfaire », m'objectaient les Américaines; elles ajoutèrent même : « Nous refusons votre certificat de félicité. » A ce coup droit que me porta la prési-

dente de l'un des meetings nombreux où j'avais été convié, je répliquai sans réticences, avec l'habitude heureusement des réunions publiques : « Vous avez raison de réclamer à votre point de vue électoral ; mais j'ai raison de vous féliciter, même malgré vous, à mon point de vue général ; vous vous plaignez, c'est votre droit, mais vous êtes heureuses, libres, privilégiées ; je suis désolé de vous l'avoir dit en un moment peu opportun, vous êtes superlativement heureuses, comparées aux femmes des autres pays .. Réclamez des progrès, soit, pour que ces autres femmes en profitent ; elles en ont plus besoin que vous... » Je parlai de mes expériences de voyageur, de la vie des femmes dans l'Europe orientale et méridionale. Un instant l'auditoire qui, dans tous les pays pourtant, aime qu'on lui tienne tête, parut réfractaire à mon raisonnement. J'avais appelé la contradiction ; je fus servi à souhait ; une des assistantes me fit observer âprement que j'apportais sans doute de France des préjugés, étant donné qu'une mère française n'a pas assez confiance dans sa fille pour la laisser sortir seule à Paris. Je répondis en me rangeant délibérément du côté des mères françaises et en ajoutant qu'aucune mère, aucun ami sincère des jeunes filles américaines, ne les laisserait sortir seules le soir sur nos boulevards, non pas à cause des mauvais Français, mais à cause de la foule cosmopolite qui vient y dépenser son argent.

Cela dit, je fis le tableau trop exact de l'exploitation de la jeune fille dans tous les pays ; je la montrai sans défense non seulement contre la loi, mais contre les mœurs qu'il faut modifier avant tout ; la paix fut

faite ainsi entre mon auditoire et moi, à tel point qu'un vieil ouvrier qui ne me connaissait autrement que par le titre de « baron », dont les journaux américains me gratifiaient outre mesure, se mit à crier :

— A la bonne heure ! cela fait plaisir de voir un aristocrate humain !...

Mais, la glace brisée, mon embarras ne fit que changer de nature, comme la discussion changea de ton ; j'en parle parce que les journaux en ont rendu compte. Une de ces dames prit la parole et dit :

— Ne nous jugez pas sur les apparences. La femme française est moins libre que nous peut-être ; en réalité elle est plus heureuse.

Pourquoi ?

Parce qu'elle est considérée par son mari. Nos maris, nos pères nous donnent tout ce que nous pouvons désirer, sauf leur confiance. Un mari français traite sa femme en amie, en collaboratrice; un mari américain tient la sienne à l'écart de sa vie. Vous connaissez sans doute ce qu'on dit ici d'un ménage français, et comment on le distingue des autres : Le mari anglais passe devant sa femme, la femme américaine passe devant son mari, le mari et la femme français passent côte à côte.

Discuter de pareils problèmes en réunion publique, cela était nouveau pour moi et embarrassant. Je me bornai à faire observer que je connais beaucoup de bons, d'admirables ménages américains et que, pour les autres, la confiance, si elle fait défaut, ne sera pas l'œuvre d'une loi. Cette confiance, il faut la gagner. Pour me faire comprendre, je ne trouvai rien de mieux que de décrire l'intérieur d'une maison fran-

çaise, non pas celle où la femme copie sa voisine, qui copie, à son tour, une Anglaise qui copie un journal de modes, mais une de ces maisons bien simples comme j'en ai vu par milliers en France.

III. — LA FEMME FRANÇAISE

Gardons-nous de généraliser, dis-je en substance, il y a des mauvais ménages partout, en France comme en Amérique, mais je reconnais avec vous, mesdames, que la femme française ne se plaint pas, ne réclame pas le droit de voter et qu'elle semble donc plus que vous satisfaite de son sort ; un ménage français, comme il en existe surtout dans les milieux ignorés par les voyageurs, est le modèle, l'idéal de l'association et le vrai triomphe de la femme, car il est son œuvre. Seulement, c'est une œuvre de longue et atavique patience, une conquête préparée par l'éducation, par l'esprit de suite, par l'abnégation de la femme, sur l'autorité du mari ; cette autorité reste intacte, — là est le chef-d'œuvre, — mais elle n'est jamais sans contrôle, sans frein : la femme la respecte et au besoin la consolide, mais sans cesser de l'éclairer avec une sollicitude maternelle.

Combien de fois me suis-je arrêté, sur ma route, dans mes incessantes courses à travers mon département de la Sarthe, pour surprendre un de ces ménages modèles dans une petite ville ou dans une ferme ? Là, vraiment, la femme règne, ou plutôt non, l'homme règne, mais la femme veille ; l'homme commande, la femme inspire ; elle s'efface pour se consacrer aux humbles besognes de

la maison. Les ouvrages de tous les instants, qui ne comptent pas, mais sont indispensables dans la vie de chaque jour, elle s'en charge, elle s'en acquitte ; tout cela est fait sans qu'on y prenne garde, comme par la grâce du Saint-Esprit. Le mari, marchand de bestiaux par exemple, monte en voiture avant le jour pour aller trouver les cultivateurs ou faire ses achats à l'une des foires du pays. Levée avant lui, sa femme allume le feu, prépare sans bruit une collation ; elle va réveiller le garçon d'écurie ou verser elle-même l'avoine au cheval. Elle brosse les habits, les chaussures, aide au besoin son homme à atteler. Le voilà parti ; elle met de l'ordre dans la chambre, dans la cuisine, dans la maison, veille à la cour, au poulailler, à l'étable, à l'écurie. Elle habille les enfants, les fait déjeuner, les expédie à l'école ; elle raccommode le linge, lave, repasse, tout en causant, car elle n'est pas d'humeur revêche, et son mari ne sera pas fâché d'apprendre ce qui s'est passé au village, quand il rentrera. Entre temps elle tue un poulet, un canard, le plume, le prépare pour le dimanche qui vient ; elle pétrit le pain, chauffe le four, moule un gâteau ou donne au boulanger sa commande ; elle fait ses emplettes chez l'épicier, chez le boucher ; elle n'oublie pas non plus la cave ; c'est elle qui descendra chercher derrière les fagots la bonne bouteille de vin blanc que son patron désire offrir au client ou au compagnon qui rentre avec lui. C'est elle qui nous reçoit, propre et tranquille, le sourire aux lèvres, et qui nous fait fête quand j'arrive avec mes amis. Elle n'oublie rien, sans en avoir l'air. C'est elle aussi qui fait ses comptes, et le plus fort est que j'en connais qui

savent à peine lire; par exemple, elles ne se trompent pas d'un centime dans le calcul de ce qu'il faut recevoir de Pierre, payer à Paul, avancer à Louis, retenir à Charles, etc.

Souvent le mari, rentrant du marché, n'est pas très content de lui-même, et c'est naturellement sur la patronne que sa mauvaise humeur retombe : c'est de ta faute ! tu as oublié ceci, tu m'avais dit cela, tu m'avais donné une mauvaise idée !

La femme réplique à sa façon, et selon les jours ; s'il y a des témoins, elle se tait ; elle sait attendre ; elle est politique, comme Louis XI, elle dissimule ; ou bien elle plaisante, elle ne prend rien au tragique ; elle en a vu bien d'autres, et sa mère aussi ; et sa grand'mère donc ! Elle éclate de rire, ou bien elle essuie furtivement une larme ; cela dépend des tempéraments, des circonstances. Parfois son homme a eu de la peine à décider un client ; il a fallu boire un verre de vin, deux verres de vin, un verre de trop ; elle se rend compte au premier coup d'œil de la situation et ne dit rien ; elle patiente jusqu'au lendemain... ou bien, si elle est seule, elle se fâche, et on ne sait pas ce qui se passe.

Quoi qu'il arrive, le jour suivant, elle est bien maîtresse chez elle, comme la veille, et son mari, tout en grommelant, lui rend justice, à part lui ; elle est son conseil, son amie, sa moitié, sa meilleure moitié. Essayez donc de remplacer par un droit politique cette autorité conjugale de la femme française? Étonnez-vous qu'elle ne réclame rien de la loi !

Aussi bien le droit de vote n'est-il jamais tant revendiqué par les heureux de ce monde que par

les autres ; c'est pour les autres qu'on le réclame, et c'est par là qu'il est sacré. Opposez à la satisfaction de l'épouse heureuse la souffrance de toutes les misérables réduites à l'état de victimes, alors le point de vue se modifie, et c'est pourquoi je n'ai jamais trouvé une parole pour décourager les Américaines qui plaident la cause de leurs semblables.

IV. — LE DROIT DE VOTE

Mes amis du parti libéral anglais ont commis, à mon sens, une très grande faute en traitant trop sommairement au début les suffragettes et en les exaspérant ; la plupart des violences contre lesquelles, par la suite, ils ont dû se défendre, ont leur origine dans cette première faute. Dérogeant à toutes les traditions de la vie publique anglaise, ils ont refusé aux femmes le droit de discuter leurs revendications ; ils ont accueilli ces revendications par le dédain. En leur accordant seulement une parcelle de la considération que tous les partis, dans tous les pays, prodiguent aux moins respectables des corporations électorales, ils auraient eu pour eux le beau rôle, ils ne seraient pas arrivés à cette monstruosité de classer, en Angleterre ! ! la femme dans une sorte de catégorie inférieure de l'humanité et de la réduire ainsi aux tristes excès que l'on connaît.

Aux États-Unis, aucun parti n'a commis la faute des libéraux anglais. Le président Roosevelt, lui-même, partisan de la manière forte, ne s'est pas prononcé contre le féminisme, il s'est réservé, tout

d'abord, en se retranchant dans une attitude de sympathie, qualifiée par lui-même « de tiède ». Expectante ou tiède la sympathie des pouvoirs publics ne pourra pas se dérober longtemps en face de la question du vote des femmes, laquelle fait partie du grand problème social, national et universel. Cette question est posée, aux États-Unis ; elle se résout par morceaux, par de grandes victoires partielles qui finiront par faire bloc. J'en avais déjà le sentiment à la suite de mes premiers voyages en Amérique, plus encore après mes visites dans les pays scandinaves où les idées se lèvent plus tôt qu'ailleurs, mais j'en ai maintenant la certitude. Mes expériences de San-Francisco n'ont été que le prélude de l'initiation qui m'attendait par la suite, d'État en État, quand j'ai pu mesurer d'abord l'effort, puis l'œuvre de la femme aux États-Unis. Non que la femme américaine soit supérieure aux autres femmes, mais elle est plus libre ; elle est courageuse comme les autres, mais courageuse publiquement, pour servir sa cause ; tandis que la femme européenne, plus résignée, n'est courageuse que pour souffrir.

On rit de la femme qui réclame le droit de voter ; on la ridiculise, comme on a ridiculisé tous les défenseurs des plus nobles causes, tous les précurseurs, tous les inventeurs, mais on finit par la respecter d'autant plus qu'on a honte de s'être moqué d'elle. J'ai entendu les plus futiles mondaines admirer la beauté d'un immense cortège qu'elles avaient vu passer, comme un spectacle, sous leurs fenêtres, à New-York : c'était une manifestation féministe par un jour d'hiver, dans la boue, dans l'eau ; des mil-

liers, des milliers et encore des milliers de femmes de toutes les classes, de tous les âges, de toutes les sortes se succédaient, marchant ensemble, indistinctement, oubliant leur temps, leurs inégalités, leurs joies, leurs misères, pour ne songer qu'au but commun, pour ne poursuivre que l'émancipation de leur sexe, le droit d'agir, de protester et de voter, dans l'État comme à la maison. Des larmes montaient aux yeux de celles qui me parlaient ainsi, et dont l'âme s'était éveillée peut-être ce jour-là ; elles admiraient ce qu'il avait fallu de courage aux femmes de bien qu'elles avaient reconnues à la tête de cette foule ; ces femmes qui s'exposaient non seulement aux quolibets des passants, mais à la promiscuité des pires malheureuses, au contact aussi des détraquées qui compromettent par leur extravagance les meilleures causes. — Tout cela m'a troublé ; j'ai parlé avec des mères, avec des femmes dont je connais la famille unie, estimée. Je leur ai dit mes craintes, mes préventions ; elles m'ont répondu :

« Nous triompherons, parce que nous devons triompher. Vous avez assisté à la campagne pour le suffrage parlementaire en Californie ; ce n'est qu'une étape finale de la lutte. Nous avons réussi dans beaucoup d'autres attaques préliminaires très importantes : par exemple dans l'État du Kansas, les femmes participent à toutes les élections municipales, comme électeurs et comme éligibles ; et tout le monde se félicite, à commencer par les contribuables, de ce progrès moralisateur. Beaucoup de femmes sont à la tête des municipalités ; beaucoup d'entre elles sont à la fois d'excellentes mères et d'excellents maires.

« Dans près de la moitié des États-Unis nous avons conquis le droit de vote en matière scolaire, c'est-à-dire que les mères, aussi bien que les pères, élisent les fonctionnaires de l'enseignement, les membres des comités, des bibliothèques, etc. ; personne ne s'en plaint, au contraire ; vous verrez dans certains États une femme élue pour remplir les fonctions de superintendant des études, et même une jeune femme. Nous avons conquis le droit de voter, en matière budgétaire, pour ou contre certaines dépenses, pour ou contre certains travaux publics, de façon que l'utilité de la dépense soit bien réelle et non pas au bénéfice seulement des entrepreneurs et de leurs amis.

« Il ne faut pas d'ailleurs évaluer le progrès de notre cause uniquement d'après ces résultats, si brillants soient-ils, il faut voir nos moyens d'action, nos ressources, notre nombre, notre organisation, les hommes et les femmes d'élite qui nous soutiennent et nous dirigent ; il faut connaître aussi notre histoire. Ce n'est pas d'hier que nous protestons contre l'étroite interprétation de votre Déclaration des Droits de l'homme et que nous voulons qu'elle s'applique, non pas selon sa lettre mais dans son esprit totalement humain, et à la femme et à l'enfant. C'est par l'émancipation des Nègres que nous avons essayé nos forces ; notre succès a mis en lumière le paradoxe inadmissible de notre infériorité légale ; on avait accepté notre concours, mais, la guerre finie, on nous refusait le droit de vote ; on avait émancipé les esclaves mais non les femmes ; on nous reléguait avec les criminels et les fous ; on nous obligeait à promener partout ces pancartes que vous

avez vues : *Criminals, insanes and women do not vote.* Les criminels, les fous, les femmes ne votent pas. »

« Nous avons admirablement réussi en matière municipale, (et je ne parle pas du rôle actif que les femmes jouent dans les Chambres de commerce et d'agriculture) ; pourquoi et de quel droit nous en tiendrions-nous là ?

« Si vous admettez que l'intérêt des citoyens et des citoyennes d'une ville est de s'unir pour empêcher par exemple la falsification matérielle du lait, du sucre, des aliments qui nourrissent nos enfants, comment nous empêcher, une fois mobilisées comme nous le serons bientôt, de nous unir pour empêcher la falsification morale de l'éducation, de la vérité nationale? Comment nous empêcher de nous unir pour lutter contre les mensonges, les abus, les corruptions que les hommes supportent ou encouragent parce qu'ils en profitent ou parce qu'ils ont peur de les démasquer? Nous sommes le nombre, nous sommes une force dont maintes fois on s'est servi ; il ne nous suffit pas d'exercer une influence, nous devons exercer notre action.

« Nous vous avons laissé faire trop longtemps, par timidité, convaincues de notre incapacité et de votre prétendue supériorité dans tout le domaine de l'action publique ; maintenant, nous sommes éveillées de ce trop long rêve, sans orgueil et sans ambition, par la réalité des faits. Dans l'intérêt même de l'homme, il est temps de lui enlever une direction exclusive tout aussi mauvaise pour lui que pour nous et pour la civilisation ; les hommes les meilleurs sont en réalité plus timides que les femmes ; ils ont peur de

la presse jaune, peur du scandale, peur du chantage, peur des nouveautés, peur de la vérité; et finalement leur faiblesse assure la prédominance des pires coteries; ce trio, la presse, les politiciens et les hommes d'affaires, finirait, sans nous, par dominer les honnêtes gens. Sous prétexte de ne pas vouloir quitter notre foyer, nous l'abandonnerions finalement à ceux-là mêmes qui vont le détruire. Non! c'est par amour de notre foyer que nous sommes entrées en campagne et que nous vaincrons.

« Or nous ne pouvons vaincre autrement que par la conquête du droit de vote; ce sera beaucoup plus vite fait que de convertir les politiciens. Une fois maîtresses des élections, nous forcerons les hommes à faire, pour le pays comme pour la cité, ce qu'ils ne font pas.

« Quant à notre foyer, encore une fois, soyez tranquille; il sera d'autant mieux gardé que nous le garderons et au dedans et au dehors. A force d'y rester sans défense, on nous y a pris tant de choses qu'il faut bien que nous en sortions pour les reprendre! Notre devoir d'épouses et de mères est menacé s'il n'a pas pour sanction un devoir de contrôle, et ce devoir de contrôle n'est rien sans notre droit d'intervention. »

En résumé, ce mouvement en faveur du vote des femmes est une protestation de lassitude et de moralité contre les empiétements masculins de la politique sur la vie privée, sur la conscience, sur la liberté individuelle. Tantôt négative, cette protestation s'exerce avec une violence incroyable contre l'alcoolisme par exemple, tantôt positive, en faveur de la santé publique, des espaces libres, des jeux et de

l'éducation des enfants, de la réglementation du travail, de la protection de l'enfance ; il n'est plus possible aujourd'hui de la traiter par le mépris. Les gouvernements doivent en tenir compte, même en Europe. Je ne m'attendais certes pas à collaborer à la campagne des dames de San-Francisco. Je prends avec joie ma part de responsabilité dans leur triomphe ; car on sait qu'elles ont fini par l'emporter. Elles ont aujourd'hui le droit de voter et le droit d'être élues, comme les hommes, aux élections parlementaires de l'État de Californie. Voilà onze États dont la Constitution, amendée par le vote populaire, est féministe. L'État de Washington avait été un moment dépossédé, par un coup de surprise, de ce nouveau droit, mais il n'a pas tardé à le ressaisir. L'État même de New-York est très ébranlé. — En 1912, six États étaient déjà acquis au suffrage des femmes, savoir, avec la Californie, l'Utah, le Wyoming, l'Idaho, le Colorado et le Washington. Ces derniers étant parmi les moins peuplés des États-Unis, l'accession de la Californie, dont la population dépasse à elle seule celle des autres réunis, a constitué un résultat dont les conséquences furent, l'année suivante, la conquête de cinq nouveaux États, le Montana, le Kansas, l'Arizona, l'Oregon, le Michigan, soit onze États, au total plus d'un cinquième du pays.

Autre constatation frappante. Les villes « où l'on s'amuse », comme on sait, et particulièrement les grands ports de mer, sont naturellement hostiles à toute réforme tendant à défendre la femme; la clientèle des bars, des *saloons* et des maisons closes ne tombe pas dans ces rêveries ; San-Francisco a donc

voté contre les femmes, selon la règle, à tel point que leur défaite, d'après ces premiers résultats, parut écrasante et fut joyeusement télégraphiée par avance dans tout le pays ; le lendemain, les journaux la commentaient avec ironie, mais, le surlendemain, les résultats des circonscriptions rurales vinrent corriger les votes de la capitale, et la déroute se changea en victoire. Il y a là un enseignement qui ne sera pas perdu ; les agglomérations où la femme est submergée sont contre son relèvement, les campagnes, où elle est maîtresse de la ferme ou de la maison, sont pour elle.

J'ai fidèlement exposé ma participation improvisée à ce grand mouvement. Me suis-je écarté de mon programme? Non, certes; je l'ai élargi : j'ai rencontré sur mon chemin des concours nouveaux, je ne les ai pas négligés ; toutes ces protestations font nombre, toutes ces bonnes volontés finissent par constituer un puissant faisceau d'intérêts solidaires les uns des autres. Les gouvernements ont commencé par nier, puis par braver la force de l'opinion ; aujourd'hui ils se décident à la reconnaître, dès que cette opinion éveillée sait se faire entendre ; qu'ils y prennent garde, ils ont accumulé contre eux, sous le régime de la paix armée, des protestations infinies, protestations des intellectuels, protestations des masses laborieuses et d'une grande partie du commerce ; — s'ils y ajoutent, par surcroît, celles des femmes, cela fera beaucoup d'impopularité.

Les femmes m'ont soutenu, je les soutiens à mon tour; étant les plus faibles, elles sont plus intéressées encore que les hommes au maintien de la paix, à

l'organisation de la justice. Partout où les pêcheurs en eau trouble travaillent à fomenter la guerre ou la panique, l'influence des femmes doit leur faire contrepoids ; cela m'a frappé surtout à San-Francisco. où les admirables progrès de ce riche pays menacent trop souvent d'être compromis par les entreprises de quelques aventuriers, et spécialement par la menace de la soi-disant « guerre inévitable » entre les États-Unis et le Japon, menace dont nous mesurerons plus loin l'inanité.

CHAPITRE IV

DE SEATTLE A SALT-LAKE-CITY

I. — UNE VILLE NOUVELLE

Me voici au point septentrional extrême de mon voyage dans l'Ouest. Chacun sait que Seattle, née d'hier, depuis soixante ans exactement, est déjà une très grande ville aux immenses proportions, comme les autres, plus que les autres. Elle ne comptait qu'un millier d'habitants en 1870, elle en aura bientôt trois cent mille. Là encore l'audace américaine a taillé pour l'avenir sans limites. A vrai dire, la nature semble elle-même avoir dicté aux villes leurs proportions. Les métropoles grecques et romaines ont la grandeur de leur cadre ; cette harmonie est leur beauté ; les villes américaines du XXe siècle ne peuvent être de la même taille ; elles sont gigantesques comme le pays, comme les montagnes, comme les arbres, comme les golfes, comme les fleuves ; il est étonnant que les hommes ne soient pas plus grands.

Les arbres fameux, les *douglas-fir-tries*, qui commencent à disparaître devant la civilisation, ont plusieurs mètres de diamètre, et plusieurs milliers

d'années d'existence (6.500 ans, assure-t-on); à l'Exposition forestière de l'Université de Seattle, on avait dressé un temple de bois qui subsiste encore et dont les colonnes sont des troncs d'arbres énormes, tous identiques, tous d'un seul bloc ; nos monolithes, nos obélisques de pierres sont dépassées.

De San-Francisco à Portland, de Portland à l'Alaska et aux montagnes Rocheuses, tout est grand : comment Seattle serait-il petit ?

Que d'argent, et plus encore, que de confiance, que d'assurance pour une telle entreprise ! C'est la forêt qui disparaît ; c'est la montagne elle-même qui se nivelle. Du treizième étage de mon hôtel j'aperçois des échelons de collines entre-coupées de lacs et de golfes ; ces collines à demi déboisées sont déjà émaillées de résidences de place en place ; on voit les terrains à bâtir encadrés dans les rectangles des rues neuves déjà tracées, pavées, bordées de trottoirs, gravissant les côtes les plus abruptes ; ces rues seront, dans quelques mois, peuplées d'habitations ; déjà les tramways les desservent, rapides et frémissants, avec leur étonnant mépris des pentes et du désert ; elles sont éclairées — comme on éclaire à Seattle — avec un luxe de candélabres à cinq globes dignes de notre avenue de l'Opéra.

Sur certains points, près du New Washington hôtel, par exemple, la pente serait quand même excessive ; on n'a pas hésité ; on a décapité la colline ; on est en train de la découper comme une brioche immense dont on enlèverait la couronne ; on obtient ainsi un nivellement relatif, en faisant disparaître une butte de près de cent mètres de haut. Mais cette opération hardie n'était pas prévue : des habitants

s'étaient installés sur la crête, dominant le golfe, les lacs, jouissant d'un panorama sans pareil. Qu'à cela ne tienne : on va descendre leurs maisons! J'ai vu, nouveau Macbeth, j'ai vu de mes yeux ces maisons descendre ; elles sont en mouvement devant moi ; je suis allé m'assurer que je n'étais pas l'objet d'une hallucination. Voici l'opération : chacune de ces jolies maisons d'ordinaire est en bois, mais nous verrons plus tard qu'on déplace avec un même succès les maisons en briques, en granit même. Ces maisons en bois sont relativement grandes ; les plus spacieuses peuvent contenir une dizaine au moins de pièces. Perchées sur la falaise (dont les machines perforatrices ne cessent jour et nuit d'attaquer les flancs, qu'une série de chemins de fer transportent ailleurs), elles sont prêtes pour le voyage. Des ouvriers ont vite fait de dégager leurs fondations, auxquelles ils substituent un quadrilatère de madriers ; sous ces madriers on glisse deux poutres énormes de bois massif orientées, comme un gigantesque chariot, dans la direction du vide. Préalablement on a pratiqué un pont, un plan incliné descendant jusqu'à la plaine. Des piles de traverses de bois à peines taillées sont superposées comme les dés d'un jeu de construction, de moins en moins nombreux à mesure que le plan incliné qu'elles supportent approche du niveau du terrain déblayé. Là tout est prêt à recevoir la maison. Sur cette passerelle des plus sommaires, telle qu'un enfant, semble-t-il, la concevrait, des cordages savamment combinés font glisser doucement les deux poutres et avec elles la maison tout entière jusqu'à ce qu'elle ait atteint le sol qui l'attend ; alors les poutres sont

munies de fortes roues ; on la dirige, on la tourne, on l'ajuste au sol ; il n'y a plus qu'à l'habiter.

J'ai interrogé la propriétaire d'une de ces maisons, tandis qu'elle procédait à l'installation d'un raccord et aux apprêts d'un jardinet devant sa véranda remise en place : elle s'amusait de ma surprise, ou pour mieux dire, de mon ahurissement, et, de très bonne grâce, elle me donna tous les détails sur son déménagement. « Rien de plus simple, disait-elle, on n'a touché à rien ; tout descend en même temps, le mobilier, les tableaux, les « fixtures » ; on retrouve tout à sa place. Je n'ai pas eu un carreau cassé. » Et elle disait vrai, car j'avais vu et je voyais encore les autres maisons, suivant l'exemple de la sienne, chacune sur son plan incliné, avec ses fenêtres intactes, les rideaux de vitrage à leur place, etc.. Sa satisfaction pourtant n'était pas sans mélange, car elle ajouta : « J'en ai pour 25.000 dollars, tout compris, transport, raccords, etc., » — A ce prix, demandai-je, n'auriez-vous pas pu en construire une neuve ? — « Probablement », dit-elle, avec philosophie.

L'entrepreneur que je surpris sur son chantier fut plus optimiste ; il m'expliqua que si les propriétaires louent leurs maisons ainsi transplantées, seulement pendant cinq ou six ans, le loyer suffit pour les dédommager ; le terrain, pendant ce temps, prend de la valeur et ils peuvent alors faire reconstruire pour de bon ou revendre avec un grand bénéfice. Les Américains s'accommodent du provisoire ; ils construisent une maison, comme ils créent une ferme, pour l'abandonner, et pour chercher à faire mieux ailleurs, toujours plus avant ; ils s'attachent à mettre en valeur la terre plus qu'à se l'approprier.

Aucun obstacle ne les arrête ; au contraire, c'est l'obstacle qui les attire, les stimule. Autre exemple, autre extraordinaire expédient : en prévision de l'ouverture du canal de Panama qui fera de Seattle l'une des principales escales, l'une des ressources de la navigation du Pacifique et de l'Atlantique, le besoin de docks et de terrains nouveaux s'est fait sentir en bordure du Sound, le long du rivage déjà conquis sur la montagne qui plonge dans l'eau ; on s'est décidé très vite à élargir le rivage, toujours en décapitant la montagne, mais, cette fois, par un procédé différent qui consiste à liquéfier la montagne et que nos *Annales de Géographie* (15 mars 1913) décrivent ainsi : « Les collines composées d'argiles glaciaires et de cailloux sans cohésion ont été attaquées par de puissants jets d'eau ; les flots de boue sont allés se décanter sur la rive où des pilotis de bois, puis des piliers de béton ont été fixés ; d'autres remblaiements ont consolidé les vases et créé un emplacement propre à la construction d'usines et d'entrepôts. » Et ce n'est qu'un commencement.

Tout compte fait, raser une colline et transporter dans la vallée la terre et les maisons qui la couronnent, ce qu'on appelle ici *degrading*, c'est un tour de force peu commun, sauf à Seattle, où l'extraordinaire est la règle, où l'impossible est le but. On dit « l'esprit de Seattle », « la volonté de Seattle », « la démarche de Seattle », et c'est vrai ; j'ai vu des Américains que je connais et qui m'ont raconté leurs entreprises, marcher comme ils parlent : avec la certitude du succès.

Cette assurance a fait ses preuves ; c'est grâce à elle que les habitants de Seattle ont fait leurs fameux plans d'agrandissement, au plus fort du terrible

incendie de 1889; — la plupart des villes américaines d'avenir ont pour point de départ un désastre vaillamment surmonté ; — c'est grâce à elle qu'ils ont forcé les compagnies de chemins de fer à prendre en considération leur pays, ignoré, dédaigné, contesté. Les compagnies refusaient de faire aboutir leurs lignes à ce terminus de montagnes, de lacs et de golfes inextricables ; elles déclaraient le projet irréalisable et fou. Les habitants ne se découragèrent pas : ils construisirent eux-mêmes, par corvées, par leurs seuls moyens, un tronçon de ligne, le plus difficile, partant de chez eux pour aller servir d'amorce aux chemins de fer à venir. Depuis lors, Seattle avec les deux autres ports du nord-ouest, Portland et Tacoma, est devenue l'un des points de concentration de toutes les lignes transcontinentales : six actuellement, huit demain, et combien d'autres par la suite. C'est le commerce avec l'Extrême-Orient organisé.

Ainsi s'explique que Seattle refuse énergiquement de suivre le chauvinisme dans ses excitations contre le Japon. Le grand voyage de l'Atlantique au Pacifique et au Japon est abrégé de deux jours, par Seattle, grâce à la courbure de la terre. Seattle est maintenant, avec tous les autres ports environnants, Tacoma, Everett, Victoria, Vancouver, Portland, le centre de ravitaillement de l'Alaska et de la Colombie britannique. Beaucoup d'habitants vont travailler l'été au Klondike et reviennent passer l'hiver à Seattle ou aux environs.

Les prophètes de malheur prédisent à l'audacieuse Seattle des déceptions, des faillites, les lendemains de rêves trop ambitieux.

« Qu'importe, répondent les audacieux, puisque

nous supportons bien les déceptions : nous ne travaillons pas pour nous seulement ; nous travaillons pour la ville, pour le pays, pour l'avenir. On ne fait rien sans risques et sans sacrifices ; en admettant que nous aboutissions à des mécomptes, nous recommencerons, voilà tout ; et, si nous échouons encore, d'autres recueilleront le fruit de nos efforts. Rien n'est perdu, soyez tranquille ; que l'isthme de Panama soit percé, que les villes concurrentes se développent, peu importe : le port de Seattle est le centre de richesses trop nombreuses et trop importantes pour ne pas s'imposer, non seulement comme intermédiaire entre l'Occident et l'Orient, mais comme marché de production. Et c'est bien pourquoi vous voyez tant d'argent venir de l'est se placer chez nous ; c'est pourquoi la plus-value du terrain nous permet de multiplier sans marchander les sacrifices pour l'avenir. Dans peu de temps le lac Washington, assez profond pour y abriter les plus grandes flottes, sera relié, à travers la ville, au golfe du Sound ; nos mines de charbon commenceront à donner leur rendement ; nous avons du minerai de fer, nous aurons nos aciéries ; nos produits agricoles seront décuplés.

« Les capitaux qui nous arrivent travaillent à coup sûr à Seattle, au point que la question de la propriété se pose ici forcément sous un jour nouveau. Les théories de Henry George ont ici de nombreux adeptes. Cela se conçoit. Vous voyez ce terrain de valeur nulle, il y a dix ans, et qui vaut déjà, en attendant mieux, un million de dollars aujourd'hui ; son propriétaire se borne à attendre que la ville continue à travailler pour lui ; pendant ce temps il est à New-York, où il ne fait rien ; il spécule sur le travail

d'autrui. Est-ce licite ? Est-ce juste ? A Vancouver, le même problème s'est posé ; il est résolu non par le socialisme, mais par ce qu'on appelle ici la *single tax ;* c'est la valeur de la terre qui est frappée, selon le principe de Henry George ; la terre doit rapporter à la communauté et non au propriétaire seulement.

« Comprenez bien ceci, messieurs les Européens, gens de l'Est, nous ne pouvons pas vivre de vos solutions ; nous devons chercher et trouver les nôtres. N'essayez donc pas de nous juger à votre mesure ; nous sommes différents de vous, par la force des choses et par votre faute. Par la force des choses, réfléchissez : la civilisation a toujours avancé de l'Est à l'Ouest, avec le soleil, et maintenant elle arrive au bout de sa course, chez nous, sur nous. C'est sur nous que pèsent toutes vos déceptions et tous vos excès, comme aussi vos bienfaits, sur nous que pèsent tous les problèmes que vous n'avez pas pu résoudre.

« Laissez-nous du moins les résoudre avec nos yeux, avec nos moyens, non avec les vôtres ; nous sommes nouveaux, sur un terrain nouveau, nous avons le droit de chercher des solutions nouvelles, nos solutions et non les vôtres. »

Ainsi l'esprit de Seattle n'accepte rien que sous bénéfice d'inventaire dans l'héritage européen. L'esprit de Seattle remet tout en question, renouvelle tout. Il se retrouve dans toutes les œuvres du pays, par exemple dans les églises où mes conférences furent organisées à la perfection : je parlerai plus loin de l'église presbytérienne ; je dois aussi une mention reconnaissante à l'église congrégationnelle, l'église démocratique par excellence, en même temps que la plus ancienne. Elle ne dépend d'aucun évêque, elle

ne se rattache à aucune hiérarchie, les fidèles sont des associés qui se sont unis pour bâtir leur église à eux et pour l'administrer à leur guise, sans intervention étrangère ou supérieure d'aucune sorte ; puis, ces églises se multipliant, elles-mêmes s'associent ; les fidèles élisent leur pasteur, — et ils le choisissent excellemment ; — ils organisent leur école du dimanche pour les enfants, leurs concerts, leurs assemblées, toutes les manifestations enfin de leur activité passionnée.

II. — L'EXPOSITION DE SEATTLE

L'Université de l'État de Washington s'honore de donner des leçons de choses et sa collaboration pratique à la ville de Seattle. Chacun aide l'autre. Je n'ai pas pu causer assez, à mon gré, avec les inspirateurs de cette université, à commencer par le chancelier et le professeur Edmond S. Meany, l'un des bons génies qui ne cessent d'exalter et d'éclairer l'esprit de Seattle, cet esprit qu'il a défini : « une coopération civique désintéressée. » Il m'eût fallu rester des mois dans chacune des villes où j'ai séjourné, mais je m'en voudrais de partir sans avoir parlé de cette Exposition de 1909 dont j'ai trouvé vivants les souvenirs et les traces ; elle a été organisée par l'Université, dans l'Université, sur le plus magnifique emplacement qu'il soit possible d'imaginer, dominant le panorama de la ville, de ses collines, de ses vallées, de ses lacs, golfes et bassins ; c'est en voyant cet emplacement et en écoutant les organisateurs que j'ai compris pourquoi

l'exposition a réussi. C'était pourtant un paradoxe, pour ne pas dire une folie. A cette extrémité des États-Unis, dans cette région si éloignée de tout et relativement encore à peine peuplée, entreprendre une exposition internationale, quel défi au sens commun ! quel fiasco, quelle faillite certaine ! Mais non ; ce fut une excellente opération, à tous les points de vue, un coup de maître ; ce fut le moyen de faire de cette extrémité du monde un centre et voici comment : un centre d'abord entre l'avenir et le passé, ce qui est toujours ici la grande préoccupation. Née d'hier, Seattle tient d'autant plus à remonter à ses origines ; l'Exposition fut un hommage rendu aux explorateurs et aux navigateurs de tous les pays, à Cook, à Drake, aux grands jours de l'Espagne de Charles-Quint et de Philippe II, de l'Angleterre d'Élisabeth, de la Russie de Pierre le Grand, sans oublier ceux de la France que rappellent le mont La Pérouse, le mont Crillon et la jeune ville de Juneau construite en 1880 par un neveu du fondateur de Milwaukee; voilà les quartiers de noblesse de Seattle établis dans le passé. Mais Seattle doit être un centre, non pas dans le temps seulement, dans l'espace surtout, dans l'espace vivant ; un centre d'action économique, politique, intellectuelle et sociale. Aussi a-t-elle eu soin de ne pas donner son nom à l'exposition ; c'eut été la limiter à des proportions trop minimes ; elle l'a décorée d'un titre autrement ambitieux que celui d'une ville même immense, autrement significatif, celui-ci : « Alaska-Yukon-Pacific Exposition ». Voici donc Seattle capitale de la côte du Pacifique, depuis les cercles polaires jusqu'aux régions tropicales; voilà Seattle

trait d'union entre l'extrême Nord et l'extrême Sud, comme entre l'extrême Orient et l'Occident devenu lui-même oriental par rapport à elle ; le monde n'est plus derrière elle qu'une aurore ; le soleil ne se couche plus, il se lève à Seattle.

Politiquement Seattle, par son Exposition, s'est placée sur le grand chemin de la vie internationale; elle a cessé d'être un point isolé ; elle est devenue un point de jonction, un poste d'honneur, un terminus ouvert sur les quatre points cardinaux ; les côtes du Pacifique et de l'Atlantique rapprochées se rejoignent en quelque sorte sur son territoire et ferment le cercle où va s'épanouir l'unité américaine. Mais ce cercle, au fait, pourquoi le fermer à Seattle et non au delà, bien au delà ? Pourquoi n'y pas faire entrer des contrées plus nouvelles encore que Seattle, les régions de l'Yukon et de l'Alaska ? Cela fait, Seattle devient, à son tour, une aînée, une initiatrice de peuples naissants ; la colonie s'élève au rang de métropole, elle s'annexe des marchés, des horizons, une clientèle qui lui donne une voix plus influente dans l'ensemble des États-Unis, où les nouveaux territoires, généralement les mieux outillés et les plus avancés, sont naturellement les plus écoutés. Préparons-nous donc à voir un jour changés en États, avec des Capitoles, des Parlements, des gouverneurs, des Cours Suprêmes, les territoires de l'Alaska. Rien de plus vraisemblable : c'est en 1867 seulement que le gouvernement des États-Unis a acheté à la Russie cette péninsule cinq ou six fois grande comme la France, au prix de 37 millions de francs, le tiers à peine de ce que rapportent chaque année aujourd'hui les seules mines d'or du pays. En moins de

dix ans, la production générale de l'Alaska a atteint un total de un milliard cinq cents millions de francs. Le commerce, auparavant limité aux produits des fourrures et de la pêche des phoques, s'est élevé, de presque rien, avec les États-Unis, à 750 millions de francs par an en 1909. L'or a cessé, dans l'Alaska, comme en Californie, d'être la principale richesse; les métaux de toutes sortes y abondent avec le charbon, le bois de construction et les céréales, sous ce climat déconcertant où la neige semble à jamais ensevelir le pays chaque année, mais où les longues journées de l'été, avec leurs dix-huit heures de soleil, précipitent la maturité des récoltes ; c'est une nouvelle fontaine de Jouvence pour l'humanité. Et dire qu'on nous parle de l'épuisement de la terre et de la décadence de notre temps ! Je comprends mieux, après la surprise de cet horizon de l'Alaska, l'énergie des habitants de Seattle ; elle est en eux, c'est évident, mais elle est multipliée par l'entraînement des entreprises ouvertes à l'émulation des activités supérieures dans ces contrées vierges, sources de santé physique et morale où se décuple la vigueur humaine; le meilleur est sûr d'y réussir ; ici, plus que partout ailleurs, volonté signifie succès ; rien n'est plus naturel, par conséquent, que de voir ces volontés qui ont triomphé devant elles de tant d'obstacles, dominer derrière elles les résistances et les routines du reste du pays. New-York a subi ainsi l'influence de Chicago qui subit celle de Seattle qui en subira une autre, à son tour, quand elle vieillira. C'est dans l'ordre. Les entreprises coloniales de notre temps auront été rénovatrices pour le monde contemporain, y compris les États-Unis, comme le

fut la découverte du nouveau monde pour l'ancien.

III. — L'AMBITION DE SEATTLE

Le premier chemin de fer qui relia, en 1869, l'Atlantique au Pacifique a non seulement vivifié les États-Unis, mais constitué, en fait, leur unité qui n'était jusqu'alors qu'un mot. Ce fut d'abord la vieille ligne « Central and Union Pacific », puis en 1883, le « Northern Pacific » ; enfin le « Great Northern », en 1893, s'étendit jusqu'à Seattle ; ce « Great Northern », dont je parlerai plus tard quand j'arriverai à sa source, chez son créateur, James J. Hill, à Saint-Paul. Comme par enchantement les hommes se sont multipliés avec les produits, pour justifier ces nouvelles lignes et en réclamer de nouvelles. Ainsi, ces régions, que mon ignorance croyait désolées, exportent déjà les produits dont on fait passer sous mes yeux les spécimens ou les noms ; depuis ceux de la pêche miraculeuse du saumon et de quantité d'autres poissons et ceux de la chasse, depuis les conserves et les fourrures, le phoque, l'ours, le renard bleu, le castor, la loutre, la chèvre et le rat musqué, depuis l'or et le reste, jusqu'aux produits agricoles les plus européens, jusqu'à nos fruits. L'ensemble de ces produits atteint déjà des chiffres énormes. Le mouvement des ports du Pacifique s'est accru de 102 1/2 p. 100 en quinze ans, et le commerce extérieur des deux seuls ports de Seattle et de Tacoma est passé de 15 millions à 350 millions de francs. Seattle exporte même, outre les produits du Nord, ceux du Midi, et,

par exemple, le coton en quantité énorme. Tout cela est si manifestement le résultat de l'audace humaine qu'on ne peut empêcher les habitants de Seattle de mesurer leur avenir prochain sur leur jeune passé. et de hausser les épaules devant les scrupules de notre expérience trop ancienne.

Et comment limiter l'ambition d'une population qui s'appuie sur de tels succès matériels de ses entreprises ? On comprend très bien qu'il ne lui suffise pas d'exercer une action sur le marché économique, et qu'elle veuille contribuer à donner à la nation tout entière, pour ne pas dire au monde, un nouvel idéal, une nouvelle politique. Notre scepticisme peut en sourire, mais tout ce qu'il y a de fantaisie, d'invention, de jeune sur la terre, tout ce qu'il y a de génie, trouvera dans ces pays neufs, au lieu de railleries et d'obstacles, des encouragements et, comme on dit ici, une « demande ».

Chacun des efforts de ces villes nouvelles aboutit à une ressource pour les vieux mondes, et nous, producteurs européens, inventeurs européens, nous dépendons de l'audace de ces pionniers qui deviennent nos clients, infailliblement. Oui, nos clients, et dans toute la force du terme. Je n'ai pas dit comment le plaidoyer que je viens de résumer plus haut, en faveur des théories de Henry George, avait été prononcé devant moi, et avec quelle ardente conviction ! J'étais seul en wagon quand deux Américains successivement vinrent s'asseoir à côté de moi et me parler. Le premier, un homme de vingt-cinq à trente ans, à la figure ouverte et fraîche, avait suivi mes conférences ; il était commis-voyageur en farines ; il voulut saisir l'occasion

de me remercier ; il me raconta ses tournées chez ses clients, dans l'Alaska, en homme d'affaires consommé, puis il termina par ces mots qui lui semblaient et qui semblent là-bas tout naturels : « Quand j'aurai fait ma situation, je me consacrerai à deux œuvres qui me passionnent : la lutte contre la misère et l'organisation de la paix. En attendant je me tiens au courant de mon mieux. » L'autre, un avocat, un peu plus âgé, plus nerveux et même en état de révolte déclarée, commença par me demander ce que je pensais de Turgot et des physiocrates ; il était plein des origines de la Révolution française, avide de culture française, consommateur exigeant des idées françaises. J'étais désolé quand il me fallut le quitter. Mais les habitants de Seattle ne consomment pas que des idées. Croyez-vous qu'ils n'ont pas l'ambition de bien meubler leurs maisons nouvelles et d'y suspendre nos meilleurs tableaux français, comme on en trouve dans toute l'Amérique, et d'y collectionner nos objets d'art et de luxe ? Autre chose encore : Seattle devenant une capitale, il lui faut une salle de concerts. Je ne parle pas des théâtres ; oserai-je dire que, pendant tout mon voyage, je n'ai pu disposer d'une seule soirée pour y aller ; j'étais moi-même le spectacle : et cependant les Américains commandent à nos auteurs des pièces qui se jouent dans tout le pays ; mon voyage a coïncidé avec celui d'une tournée d'opérette ou de vaudeville qui m'a devancé ou suivi, me faisant concurrence partout où j'ai passé. J'aurais bien voulu l'applaudir ; elle jouait une pièce traduite, je crois, du français, *Madame Sherry*. Je n'ai jamais pu voir que les étourdissantes affiches multicolores de *Ma-*

dame Sherry; mais j'ai rencontré des artistes et j'ai été surpris de constater que les concerts symphoniques étaient déjà fort goûtés à Seattle; au point qu'un directeur a pu y fonder un orchestre sur le modèle de celui de Colonne. Cet orchestre compte soixante-trois musiciens instrumentistes, et on m'assure que les grands artistes européens qu'il accompagne s'en louent hautement; or, il est clair que ces musiciens, pour une bonne part, eux aussi viennent d'Europe, jouent de la musique européenne, du Beethoven, du Wagner, du Schumann, du César Franck, du Massenet, du Saint-Saëns, du Debussy. Le concert de Seattle compte bien égaler celui de Boston, l'un des meilleurs du monde, où les fauteuils vendus chaque année aux enchères atteignent des prix fantastiques, permettant de payer de très beaux cachets et d'attirer les meilleurs artistes européens.

A chaque pas, je trouve des places à prendre pour nos artistes, pour nos ingénieurs, nos médecins, nos chirurgiens, nos professeurs, nos gouvernantes, nos architectes, s'ils pouvaient seulement s'astreindre à parler un peu l'anglais: mais, si nous ne voulons pas nous expatrier, ce qui se conçoit, nous pouvons trouver du moins ici des enseignements, petits ou grands, qui seraient pour nous des richesses et qui nous retremperaient, nous aussi, si nous savions. On m'objecte que toutes ces ressources que j'admire n'auront qu'un temps ; faute d'une exploitation prévoyante, elles s'épuiseront vite, et la période des vaches maigres ne tardera pas à succéder à celle des vaches grasses. J'entends dire par des hommes de haute valeur, mais trop pessimistes, à mon avis : « L'Amérique sera vidée dans

cinquante ans ; son sol n'aura plus de quoi nourrir sa population doublée ; ses forêts dévastées auront disparu, ses cultures étendues mais négligées seront pauvres auprès de nos exploitations intensives européennes ; le charbon, le minerai, le bois, la terre même seront épuisés. » On en a dit autant de la terre française, et nous la voyons rapporter aujourd'hui, scientifiquement, quatre ou cinq fois plus, en certains pays, qu'autrefois. Le jour où la population américaine sera plus dense, elle sera plus instruite aussi et plus ingénieuse ; elle ne mangera plus son blé en herbe. On ne tue pas la terre si facilement. La déforestation, la destruction du poisson et du gibier, l'exploitation abusive des mines, voilà le danger immédiat, commun partout, mais contre ce danger une action déjà s'organise, et là encore les pays neufs vont profiter de nos erreurs ; j'en vois la preuve à Seattle, comme à Washington où j'ai connu sous la présidence de M. Roosevelt, un apôtre du reboisement, M. Pinchot, d'origine française, passionné comme un Français, fanatique de la grandeur américaine et de la bonne administration de toutes les richesses de son pays.

Je me demande, quoi qu'on en dise, où s'arrêtera la production des Américains avec la méthode, l'audace, la simplification de leur mise en œuvre. Ils sont gâcheurs, peu soigneux, c'est incontestable ; le désordre personnel des Américains est stupéfiant pour une ménagère française : quiconque assiste à l'arrêt devant une auberge, en France, d'une automobile américaine, au déballage du chaos qui s'y accumule, au coup de vent de leur passage dans les chambres qu'ils ont occupées, ou simplement, à un

repas, où les Américains, comme les Anglais, ne laissent jamais leur assiette vide, se rend compte de l'incommensurable gaspillage qui est la règle dans la race dite anglo-saxonne, par opposition au soin, à l'épargne méticuleuse du Français. Personne plus que moi n'est choqué de ce gaspillage ; je n'ai jamais pu m'y accoutumer, mais il faut pourtant être équitable et reconnaître que le gaspillage a ses bons côtés; il implique l'emploi des grands moyens, des procédés larges, de la confiance au lieu du soupçon ; il réduit l'effort humain à son minimum et le réserve pour les œuvres essentielles. L'organisation, les simplifications du progrès sont des soins aussi, ou, si l'on veut, tiennent lieu de soins; on se donne moins de mal pour obtenir des résultats équivalents. Ces souvenirs de l'exposition de 1909 et ces collections que l'on me montre sont parlants. On me fait assister aux opérations de la récolte du blé dans l'Oregon. Je veux bien que la terre donne beaucoup moins de blé à l'hectare qu'en France ou en Belgique ; ce n'est qu'une question d'engrais; on se rattrape sur le peu de valeur et l'immensité de la terre quant à présent; on verra plus tard. Pour le moment quelle est cette étrange machine à battre, traînée par ses trente chevaux dans un océan de céréales qu'elle fauche et met en gerbes ! Combien d'épis sont sacrifiés, sans doute ! mais aussi combien de temps gagné et de salaires économisés! Et que signifient quelques épis dans un pareil champ ? Ce n'est pas un champ de blé, c'est un champ de bataille où les gerbes dressées en carrés, à perte de vue, sur le chaume, semblent une armée savamment dispersée en milliers de pelotons réguliers. Et ces pâturages vallonnés d'une

ferme géante, limitée seulement à l'horizon par la majestueuse silhouette blanche du mont Hood ou la parure des monts Olympe; et ces troupeaux de moutons, et les fleurs dans ces jardins: et ces villas, posées comme des loges, à mi-côte, pour les représentations quotidiennes du soleil couchant noyé dans la splendeur du ciel, des nuages et des eaux confondus; ces villas, beaucoup plus simples, non moins jolies que celles de Californie, ces cottages aux deux étages de vérandas, disparaissant, au rez-de-chaussée, sous les massifs de rhododendrons, et, jusqu'au toit, sous des cascades de roses grimpantes!

Et l'activité de ces ports, où les scieries débitent à quai les convois invraisemblables de bois flottants que le courant ou des remorqueurs leur amènent de la montagne, où les vaisseaux chargent et déchargent en quelques heures, où chaque transport est approprié à la nature de son chargement. Et les forêts rectilignes de houblon, et les régiments de pommiers, et la cueillette de ces pommes! Là encore, par la méthode, pour économiser du temps et des soins, à quelle supériorité sur l'Europe le cultivateur des États de Washington et de l'Oregon est-il arrivé! Ces pommes, célèbres, à bon droit, sont cueillies par un peuple de jeunes gens, mobilisés pour en finir sans retard, et perchés sur ces échelles ingénieuses que je recommande à nos populations de Normandie et du Maine. Nous avons la mauvaise habitude d'abattre les pommes, je ne dirais pas comme on gaule les noix, mais sans précaution et au grand dommage des récoltes à venir; les Américains, au contraire, les cueillent à la main, en se servant d'échelles spéciales; ils ne se contentent pas de les cueillir avec

méthode, ils en surveillent le développement, à peu près comme nos viticulteurs surveillent leurs vignes ; ils sulfatent la fleur ouverte ; ils obtiennent ainsi dans leurs récoltes une abondance et une régularité remarquables. On me montre des pommiers de cinq ans qui ont donné chacun des centaines de grosses pommes. J'en parle parce que nous pourrions profiter de ces progrès. Nos ancêtres ont importé au Canada leurs pommiers qui, de là, se sont répandus partout avec une faveur et un succès extraordinaires ; cependant, ces pommiers émigrés ont subi dans le nouveau monde le même sort que dans l'ancien, ils ont dépéri ; considérés comme finis, on les abandonnait, lorsque de jeunes propriétaires entreprenants que je connais ont découvert le moyen de les traiter et de les régénérer. En sorte que les pommiers eux-mêmes, aujourd'hui, sont animés de l'esprit de Seattle ; l'Amérique devient le pays du monde qui, non seulement consomme le plus de pommes, mais qui en exporte déjà et qui en exportera les plus grandes quantités. C'est une question d'organisation. Les Américains savent s'organiser. S'il était possible de distinguer par un mot le tempérament du Français et celui de l'Américain, je dirais que le premier a plus de soin, mais le second plus d'organisation. Cela est vrai pour combien d'autres produits. Je connais en France, un vieil apiculteur qui vient d'abandonner ses ruches, alors que celles des Américains vont chaque jour en se perfectionnant et en se multipliant.

Ainsi l'organisation, qui ne remplace pas le soin et encore moins l'amour du paysan français pour son coin de terre, arrive pourtant à y suppléer, comme

la couveuse américaine, ne remplace pas la poule, mais tient lieu de cent basses-cours ; et Seattle n'est qu'un point parmi beaucoup d'autres dans l'éclosion des mondes nouveaux. Des colonies de régénération s'ouvrent partout pour nos enfants ; la nature leur rendra la confiance que nous n'aurons pu leur léguer.

Si la France savait ! si tous les mécontents qui usent leur énergie dans des luttes ou des récriminations stériles étaient éclairés sur les champs d'action où leur ardeur serait sûre du succès, que de généreuses et fécondes semences ils iraient répandre dans le monde, pour l'honneur de notre pays ! mais ils ne savent pas, ou du moins ils ne savent pas assez, car de grands progrès se réalisent ; des Français apprennent les langues étrangères et voyagent ; des villes comme Roubaix, Grenoble, marchant sur les traces de Lyon, sont devenues des foyers de rayonnement. Que les Français fassent comme leurs ancêtres ; l'initiative est dans leur sang ; qu'ils cessent, avant tout, de compter sur le gouvernement, lequel, républicain ou monarchique, est d'instinct hostile à toute entreprise personnelle.

IV. — PORTLAND. LE SACRAMENTO. L'OR

La route de Seattle à Tacoma, et surtout celle de Tacoma à Portland, est belle à travers ces montagnes grandioses, riches en bois, en mines, en charbon, sans parler des plaines fertiles en fruits magnifiques et en grains. Portland est une ville de progrès, comme les autres, bien que les habitants de Seattle

la qualifient dédaigneusement de « conservative city » ; elle porte aussi le nom de « ville des roses » ; elle compte plus de 200.000 habitants ; elle est le port du magnifique bassin de la Columbia, plus vaste, à lui seul, que toute la France ; son commerce est très important ; son industrie ne l'est pas moins ; c'est là que fonctionne le téléphone idéal, automatique, sans employés pour ainsi dire, sans indiscrétion, sans impatience. M. Samuel Hill, le président très distingué de cette organisation, m'en a fait les honneurs ; c'est un spectacle impressionnant que cette bibliothèque de petits appareils recevant et transmettant aussitôt d'eux-mêmes le son, la voix, la vie, et remplaçant des centaines d'activités et de cerveaux d'êtres vivants. A quoi ne pas s'attendre quand on a vu fonctionner mécaniquement un service aussi délicat, aussi humain, aussi multiple, aussi compliqué? M. S. Hill est également l'un des agents les plus dévoués de la création du réseau des routes qui manquent presque complètement aux États-Unis.

La beauté du fleuve Columbia, en quittant Portland, vers l'Est, est célèbre ; c'est un lac, une succession de lacs imposants baignant jusqu'au pied des hautes montagnes et des rochers qui forment leurs rives.

Je n'ai pas parlé, faute de temps, du Sacramento dont nous avons remonté le cours dans la direction de Portland ; c'était pourtant un grand spectacle, bien fait pour évoquer les souvenirs des pionniers européens, la lutte de la science et du commerce contre les Indiens, contre la solitude, la distance et toutes les forces de la nature coalisées. Aujourd'hui le Sacramento précipite ses eaux à travers les

montagnes déboisées, incendiées, ravagées; il y a là, pour le peuple américain, une grande œuvre de réparation à entreprendre. Nulle part, si ce n'est en Turquie et en Grèce, je n'ai mieux compris l'imprévoyance de l'homme et son acharnement à anéantir ce que la nature a mis des siècles à préparer. Les Arabes disent : « Un seul peut détruire ce que mille ne sauraient construire »; ici il faut dire : « Un seul homme peut détruire ce que des milliers d'années ont créé. »

L'or, avec la locomotive, est sans doute le grand coupable; la soif, la frénésie de l'or. On a commencé par tout sacrifier à l'exploitation de l'or sur les rives du Sacramento, et peu à peu ce magnifique pays a été réduit à l'état de scorie. Les mines elles-mêmes, victimes de cette fièvre, et faute d'une exploitation paternelle, avaient été laissées à l'abandon. Mais aujourd'hui la science, là comme ailleurs, a corrigé l'erreur de l'homme et multiplié ses moyens d'action. Tandis que s'organise un mouvement presque universel d'opinion contre le déboisement, cette autre forme de la violence, des procédés nouveaux permettent d'extraire encore beaucoup d'or des gisements considérés comme épuisés. J'ai eu la bonne fortune de voyager avec un chercheur d'or, M. Hutchinson, et c'est sous sa conduite que j'ai vu le Sacramento. Ce chercheur d'or est naturellement un nomade; il a porté son énergie de Seattle au Klondike, où il a travaillé dur pendant huit années; puis il est descendu dans l'Arizona où il s'est établi avec sa famille, son automobile et ses moulins. Sur les rives du Sacramento j'ai suivi avec mon compagnon les deux opérations courantes, celle du lavage des sables du tor-

rent et celle de l'extraction des minerais aurifères ou autres dans la montagne ; car on ne trouve pas que de l'or en Californie : nombreux sont les métaux qui s'offrent aux recherches, argent, cuivre, etc. Que de progrès réalisés ! On m'a montré un tableau représentant l'outillage du mineur il y a cinquante ans : un âne, une pioche, une pelle et des sacs ! Aujourd'hui, on n'a plus que l'embarras du choix pour briser, fouiller le rocher, le réduire en poussière et en extraire chimiquement les matières précieuses. Dans toutes les villes des régions intéressées les magasins exposent à leurs vitrines le matériel nouveau du mineur, des modèles réduits de machines perçant toutes seules les tunnels. On frémit en pensant à l'énergie que dépensèrent les chercheurs d'or, il y a cinquante ans, livrés à eux-mêmes dans ces déserts, avec leur misère d'abord, leur richesse ensuite, plus dangereuse parfois que le dénuement... Aujourd'hui, tout cela s'est organisé ; les chercheurs d'or font leur police ; le voleur a le télégraphe et la distance contre lui ; dès qu'il disparaît, il est signalé, attendu et pris à la première ville voisine. L'industrie des chercheurs d'or s'est régularisée, comme les autres et, si j'en juge par mon ami, elle fait des hommes de premier ordre.

Sur les rives du Sacramento, perchés en travers du courant, les moulins semblent des établissements de pêcheurs arrêtant dans leurs filets non pas le poisson, mais les pépites. Au-dessus de nous la dynamite fait sauter des quartiers de roc près d'une maison rudimentaire perdue parmi les squelettes de grands bois brûlés ; puis c'est un petit chemin fer Decauville qui amène au-dessus de la maison les chariots

contenant les rochers arrachés et les verse au premier étage : là ils sont mâchés par une première machine qui les envoie en petits morceaux au rez-de-chaussée ; ils sont alors réduits en poudre et passent dans des bassins inférieurs où l'or est dissous puis précipité par le zinc et finalement reste seul. D'espace en espace, les feux solitaires brillent au flanc de la montagne dans la nuit. Chacun veille avec son trésor, chaque jour grossi, protégé par la seule notion de l'intérêt commun à tous, le besoin de sécurité. Partout ce besoin de sécurité règle l'organisation moderne : les gouvernements n'échapperont pas à la nécessité de régler de même leurs relations avec le minimum possible de sacrifices. Mais que d'erreurs les générations nouvelles ont à réparer ?

Patience ! La première partie de la ligne de San-Francisco à Portland est déjà une revanche magnifique du progrès. Je crois que nulle part je n'ai vu plus éloquemment affirmé, démontré, le triomphe matériel et moral de l'organisation moderne sur le désordre antérieur ; ces belles montagnes, parallèles à la mer, au nord comme au sud de San-Francisco, étendent leurs manteaux fertiles jusqu'à la plaine ; de vrais manteaux de pâturages et de moissons bien préparées. Plus que jamais la nature semble animée, vivante ; et ces manteaux de la montagne pourraient être aussi bien sa peau, tantôt rase, tantôt velue, semées d'arbres et d'animaux. Toujours des légions de troupeaux sans nombre, des milliers et des milliers de bœufs, de moutons, de chevaux ; des porcs, des dindons, des poulets ; sans parler des fleurs égayant les prés verts, des fleurs bleues ou des coquelicots

orangés, luxueux comme des orchidées, les coquelicots de Californie.

Et pour garder toute cette vie, toute cette richesse, pas un homme, à peine un chien de temps à autre... Tout cela est organisé. Les arbres fruitiers par milliers s'alignent cependant pour attester que l'homme est là quelque part, assez près pour que nous admirions son œuvre, assez loin pour que nous entrevoyions ce que sera la Californie, grande comme la France, quand, au lieu de deux millions d'habitants, elle en comptera dix fois plus...

Je ne puis m'attarder plus longtemps aux États riverains du Pacifique, et c'est dommage, mais mon itinéraire est fixé, heure par heure, depuis deux mois ; je n'en viendrai à bout, sans décevoir personne, qu'à la condition de résister aux tentations et d'avancer avec la régularité d'un chronomètre. Adieu donc à la Sierra Nevada, aux monts Cascades, au Sacramento, à la rivière du Serpent, au fleuve Columbia, aux jaillissements des eaux minérales de Shasta ; saluons la pyramide blanche du mont Rainier ; traversons les montagnes bleues, les chaînes altières, les forêts encore vivantes et les torrents sans nom pour moi ; suivons dans la solitude du train ces paysages qui s'éveillent à l'approche de l'homme ; gagnons les premiers contreforts des montagnes Rocheuses ; pénétrons dans ces contrées arides et sauvages que fertilisèrent les Mormons et où nous allons trouver d'autres problèmes, d'autres surprises. Me voici à Salt-Lake-City.

V. — LE DRY FARMING. LES MORMONS

Les Mormons ont rendu le très grand service de mettre en valeur un pays ingrat, réputé stérile et qui, devenu l'État d'Utah, s'est fait connaître comme les autres, par l'importance et la variété de ses produits, minéraux et agricoles ; c'est le pays de l'irrigation, comme l'Arizona, avec cette différence que l'Arizona a été doté par l'Administration fédérale d'immenses travaux dont le principal, achevé en 1911, est connu sous le nom de barrage Roosevelt ; mais, quand l'irrigation est trop coûteuse ou impossible, les populations trouvent autre chose ; le sol s'en passe, grâce au « Dry farming ». J'ai entendu soutenir en France que le « Dry farming » n'est autre que notre ancien procédé de culture en sillons, mais, quand on consulte les rapports de nos représentants en Algérie et en Tunisie où la question soulève le plus vif intérêt, non sans controverses, et surtout les bulletins des congrès retentissants du « Dry farming » dont j'ai rencontré le dévoué secrétaire à Colorado Springs, quand on entend les affirmations du Gouverneur de l'État, quand on lit les publications du directeur du Collège agricole de l'Utah, M. J-A. Widtsoe, à commencer par son ouvrage devenu classique et traduit en français par Mlle A.-M. Bernard, *Le Dry farming et la culture des terres sèches*, il est difficile de contester qu'il y ait là une culture vraiment nouvelle des terres semi-arides où l'humidité des pluies de deux ans peut se conserver ; cette culture a été pratiquée après une patiente expérience du sol spé-

cial et du climat du pays ; on comprend que les Mormons, ainsi que leurs assez nombreux imitateurs dans d'autres États au nord-ouest, s'y soient attachés. Les consommateurs ne sont pas moins enthousiastes que les producteurs ; j'ai vu vendre les produits du Dry farming, les fruits par exemple, sous cette étiquette, « cultures non irriguées », devenue une recommandation. Les céleris de l'Utah ont conquis le marché de New-York ; la culture de la betterave s'y est développée au point d'entraîner la création de nombreuses sucreries locales.

Les progrès de cette agriculture extraordinaire dans ce pays plus qu'extraordinaire ont attiré, à la suite des Mormons, une population toujours croissante, laquelle a permis d'exploiter les mines du pays, mines de métaux précieux, de cuivre surtout, très importantes ; les ouvriers de l'industrie, consommateurs eux aussi, ont stimulé la production déjà intense de l'agriculture. Ces progrès, relativement ignorés quand je suis passé, en 1911, à Salt-Lake-City, où je fus l'hôte de l'admirable évêque Spalding, sont aujourd'hui connus. Le savant professeur W.-M. Davis, de l'Université d'Harvard a organisé, l'an dernier, du mois d'août au mois d'octobre 1912, sous les auspices de la Société de Géographie de New-York, une vaste excursion scientifique aux États-Unis à laquelle il avait convié les premiers géographes du monde et, pour la France qu'il connaît particulièrement, les principaux disciples de notre cher compatriote Vidal de la Blache. Les *Annales de Géographie* ont publié, dans leur numéro du 15 mars 1913, une série d'études remarquables, sur les points les plus intéressants de l'itinéraire

parcouru, et notamment sur l'Utah, dont M. Gallois a fait, en quelques pages, la description.

La secte des Mormons est encore très puissante : son but est le travail, la production ; son emblème est toujours la ruche aux abeilles sans nombre ; la polygamie n'y est plus légale depuis que le territoire, élevé au rang d'État, doit obéir à la Constitution ou à la loi générale des États-Unis; mais elle y existe encore en fait et elle ne peut pas disparaître du jour au lendemain.

Les colonisateurs mormons ont introduit dans leurs vastes solitudes la polygamie comme un élément de civilisation et comme un devoir religieux : le meilleur des hommes est celui qui a le plus d'enfants; et les meilleures des femmes sont celles qui participent à l'accomplissement de ce devoir. Le recrutement des femmes s'exerce au loin, particulièrement dans les pays du nord de l'Europe, d'où les immigrantes sont dirigées sur le port de Boston et de là, sous des qualificatifs divers, sur l'Utah où elles se déclarent très satisfaites de leur existence et plus obstinées même que les hommes à n'y rien changer. Il est vrai qu'aujourd'hui le pays est relativement peuplé ; l'ancienne obligation religieuse et locale est en contradiction avec l'interdiction légale et générale ; mais la loi, là comme ailleurs, ne suffit pas à transformer les mœurs et les besoins d'une population ; quand elle est prématurée, on la tourne. L'agriculture et l'industrie ont encore besoin de beaucoup de bras, de beaucoup de familles. Comment condamner pour demain ce qu'on a été obligé d'admettre la veille et ce qu'on est obligé de tolérer aujourd'hui ? Comment proscrire les familles nouvelles sans faire tort, sans faire injure

aux familles déjà créées ? Pour ne parler que des enfants, leur situation ne peut pas être réglée par un décret ; elle est souvent des plus pénibles. Beaucoup d'entre eux sont fidèles à la foi de leurs parents ; ils croient ce que leurs parents leur ont enseigné, la vérité qu'ils ont pratiquée ; ils appartiennent à des familles de 10, de 20, 30, 40 enfants. Lorsqu'un père, par obéissance à la loi nouvelle, répudie l'une de ses femmes, il répudie en même temps, une partie de ses enfants. C'est une offense mortelle faite à leur mère et à eux-mêmes, une injustice au détriment des uns et au profit des autres ; c'est une complication inextricable au point de vue des droits de propriété, de succession ; c'est un crime qui sépare les familles en plusieurs camps de frères ennemis. Des frères restent ainsi dans la même ville qui ne se sont pas parlé depuis vingt ans...

Quoi qu'il en soit, l'État d'Utah est prospère ; la ville de Salt-Lake-City grandit tous les jours ; c'est la plus hospitalière des cités. J'ai été invité à parler au tabernacle des Mormons ; j'ai été présenté aux assistants par le gouverneur élu de l'État ; l'orgue monumental, dans cette salle immense contenant 14 000 sièges, m'a salué d'un concert organisé en l'honneur de la France et finissant par le frémissement de la *Marseillaise* applaudie...

J'ai parlé aussi devant les 3 000 jeunes gens et jeunes filles de l'Université, devant ces enfants divisés. Je n'ai pas voulu omettre dans ma campagne un État de cette importance, un État qui vote et qui apporte au Congrès de Washington et dans les destinées du pays sa grande part d'influence ; mais j'avoue que je suis parti troublé de cette visite, me demandant com-

ment, si la paix s'organise entre les nations, elle pourra jamais s'établir dans les âmes et dans les familles de Salt-Lake-City. C'est une question de temps et aussi d'argent. De temps, car tous les États se pénètrent et il ne sera pas plus possible aux Mormons qu'aux Indiens de rester isolés de la nation américaine ; d'autant moins qu'ils sont plus laborieux, plus entreprenants et plus commerçants. D'autre part, il en sera de la polygamie ici — et à plus forte raison — comme il en était à Constantinople, par exemple, avant la guerre des Balkans. Un pacha de mes amis, très cultivé et très français, avait profité de la révolution jeune-turque pour amener à Paris sa jeune femme, non moins cultivée et non moins française que lui-même, et très élégante en outre ; tous deux ont visité nos magasins, nos couturiers de la rue de la Paix. « Voilà ce qui fera disparaître la polygamie, s'est écrié mon ami, en revenant d'une de ces courses. Une seule femme coûte déjà trop cher à habiller; comment voulez-vous que nous puissions en avoir plusieurs? C'est fini ! » dit-il en riant, complètement rallié à nos mœurs.

On me fait observer aussi que l'organisation grandiose du culte des Mormons comporte des frais énormes et des sacrifices, de lourds impôts sur le travail et sur le revenu, indépendants des taxes municipales et générales ; il en résulte que la religion des Mormons ne peut tarder à devenir non seulement une anomalie, une illégalité et une source de difficultés de toutes sortes, mais un luxe.

CHAPITRE V

LE COLORADO

I. — LES MONTAGNES ROCHEUSES
COLORADO SPRINGS

Nous continuons à voyager au milieu des neiges et gravissons lentement les contreforts des Montagnes Rocheuses. Le train tire et pousse avec deux machines à l'avant, une à l'arrière; peu à peu le voilà serré dans des gorges sombres, titaniques, d'où le ciel semble loin de nous. Ces gorges se creusent de plus en plus et s'étranglent; elles se prolongent, se renouvellent dans la solitude et le silence. A perte de vue les accumulations de rochers sont suspendues sur nos têtes. Le vendredi matin, 15 avril, le train s'est faufilé, je ne sais comment, (la nuit et mon ignorance aidant), au fond de l'étroit précipice ; la veille il allait mesurant la décroissance des fleuves amincis, réduits en torrents; ce matin, c'est leur naissance qu'il surprend! Ces fleuves que j'ai vus si grands, le Colorado, le Rio Grande, se répandre vers les golfes de Californie et du Mexique, les voilà non pas humbles, tourmentés, au contraire, et terribles, mais si maigres ! Il remonte leur cours, il les brave. Bientôt dans l'étroite et profonde fissure — le ca-

nyon — où cette lutte est engagée, il n'y a que tout juste place pour le passage des deux rivaux, la vapeur et l'eau. Le torrent rétréci se révolte, écume ; le train halète et passe quand même. Qu'un pan de rocher se détache et le voilà écrasé comme une chenille, puis noyé. Pauvre humanité ! Non, magnifique génie de l'homme que rien n'arrête et qui discipline pour les mettre en œuvre les puissances mêmes de destruction ; quand donc cesserons-nous les uns et les autres, de lui marchander les moyens d'action que nous prodiguons au service stérile de la guerre ?

A la fin le train surgit et se déroule à ciel ouvert ; il s'est élevé au point qui domine les deux versants de l'Atlantique et du Pacifique, en pleine neige, à 10 200 pieds au-dessus du niveau de la mer. De là j'admire cet apparent chaos de montagnes, source intarissable, source des sources, source des fleuves qui s'orientent vers les quatre points cardinaux pour aller distribuer leurs eaux à l'Ouest et à l'Est, au Nord et au Sud, féconder la plaine, créer la richesse d'un continent.

La descente n'est pas moins impressionnante ; ce sont d'autres gorges, d'autres canyons, le canyon par excellence. Tout au fond roule l'Arkansas, d'abord ruisseau, puis torrent, puis fleuve, affluent du Mississipi. Mais maintenant ce n'est plus la lutte, c'est la course ; le torrent et le train suivent la même pente, presque la même voie ; c'est l'accord parfait des forces humaines et naturelles, et c'est la même eau limpide qui se vaporise au service de notre locomotive et qui se fraye, à nos côtés, son chemin parmi les rochers.

La grandeur, les lignes majestueuses, comme la

couleur de ces rochers ont dépassé mon attente. Je me défiais du Colorado et des images fantaisistes ou maquillées qu'en ont publiées tant de gens qui prétendent embellir ce qu'ils décrivent. Mais non ; c'est à la fois la force et la grâce, la masse et la légèreté, une impression du même ordre que celle qu'on éprouve devant la cathédrale de Rouen. Que de fois, ici encore, j'ai pensé au peintre unique de ces merveilles, à mon cher ami Claude Monet, dont on s'est moqué parce qu'il osait voir sincèrement, et qui malheureusement ne les verra que par mes yeux.

La descente achevée, j'arrive à la station climatérique de Colorado Springs, le Davos des États-Unis, célèbre par ses cures nombreuses ; j'y trouve, parmi les amis qui m'attendent, de ci-devant phtisiques vigoureux, définitivement guéris. A Colorado Springs je me suis contenté de regarder. Hôte du président de l'Université, le très dévoué M. Slocum, je ne pouvais me lasser de contempler de ma fenêtre la chaîne des Montagnes Rocheuses que nous venions de traverser, et ces sommets encore tout blancs, immaculés dans le ciel bleu. A l'abri de ce magnifique paravent, j'aspirais, sous le soleil brûlant, l'air vif et salubre. Je suis convaincu que le froid — dont je n'ai cessé d'ailleurs de me plaindre pendant la majeure partie de mon voyage dans ces pays soi-disant chauds — m'a seul permis de supporter la fatigue de ma campagne.

Ma conférence n'ayant lieu que le soir, après le dîner, j'ai eu mon après-midi libre pour suivre, en automobile, quelques-unes des pistes couleur de brique qui relient la Prairie aux Montagnes Rocheuses. Je croyais avoir épuisé mes facultés d'ad-

miration, cependant je ne m'attendais à rien de semblable au nouveau spectacle que mes amis m'ont ménagé. Ils m'ont conduit, à l'heure favorable — car tout est là, — aux « Gardens of Gods », devant ces falaises et ces aiguilles si bien nommées « flèches de cathédrale », qui surgissent de la Prairie comme par enchantement et se dressent dans le ciel, toutes rouges, littéralement illuminées par le soleil.

Je dois compte aussi de mon émotion devant la Prairie dont les ondulations s'étendent, comme la mer, jusqu'à l'horizon. La douceur des teintes de cette plaine sans fin, blonde, rose et bleue dans le lointain, contraste avec les tons violents et riches des montagnes et des rochers. C'est un océan qui s'étale devant mes yeux: les États-Unis sont bornés à l'est et à l'ouest par l'Atlantique et le Pacifique, mais il faut compter un troisième océan entre les deux : la Prairie. Les grands sommets couverts de neige que nous venons de traverser sont les rivages occidentaux de cet océan intérieur.

Une obsession m'a poursuivi pendant ce long voyage à travers tant d'États divers, arides ou boisés, que j'ai parcourus. Il y a moins de cinquante ans, ces montagnes, ces gorges, ces vallées, ces plaines étaient habitées ; des peuples d'une vigueur incomparable et d'un type très beau, presque blanc, y vivaient de la guerre ; ils pouvaient se croire invincibles. Mais inorganisés, les plus faibles appelèrent les Blancs contre l'oppression des plus forts. Les uns et les autres, tous les Indiens acharnés à s'entre-détruire, ont pour ainsi dire disparu, avec quelle rapidité ! « Il y a trente-cinq ans seulement,

me dit un de mes amis, les Indiens campaient dans la Prairie où s'est élevée notre université ; chaque jour, chaque nuit c'était la menace d'un guet-apens. » Un autre, sans être trop âgé, encore très actif, me racontait qu'il a fait treize fois la traversée de la Prairie en caravane, venant de l'est, jusqu'à Denver, moitié ville alors et moitié campement indien. On mettait des jours et des jours à faire ce voyage, et non sans péril ; pour se nourrir on tuait un buffle ou une antilope qu'on laissait sur place après en avoir fait griller un morceau ; la nuit chacun veillait autour de sa tente ou de son chariot, gardant ses bagages et surtout ses chevaux. L'Indien nomade guettait le Blanc et l'attaquait où il pouvait. Les journaux illustrés du « Samedi de Pâques » sont pleins des réminiscences de cette époque. J'en achète un qui représente, avec cette prodigieuse abondance de la presse américaine où les annonces et les illustrations tiennent tant de place, une scène classique de ces temps si proches et qui semblent préhistoriques. C'est en 1875, sur le terrain alors sauvage où les lawn-tennis de Colorado Springs étendent aujourd'hui leurs rectangles bien balayés ; un jeune colon et sa fiancée cherchent la solitude ; lui, tout à son bonheur, n'aperçoit pas la hache dont va le frapper l'Indien superbe, embusqué dans les hautes herbes ; il est condamné. Et elle ? Quels supplices, quelles tortures l'attendent ? Il y a trente-cinq ans seulement, l'Indien nomade suivait le Blanc comme un gibier envahisseur et qu'il fallait exterminer ; le Blanc détruisait l'Indien comme une bête fauve. Ce n'est pas cette lutte implacable qu'avaient rêvée nos grand pionniers quand ils tra-

versaient seuls toute l'Amérique, et parvenaient à se faire aimer, aider, servir...

A qui la faute ? Problème complexe. N'accusons pas les Américains seulement. Les Indiens ont été victimes de leur culte de la guerre. Voilà, au fond, la vérité; de même que d'autres peuples que j'ai vus de près, en Afrique et à l'orient de l'Europe, ils se sont fait une noblesse de l'ignorance et de l'oisiveté, de la domination du plus faible; ils n'ont vécu que pour se combattre les uns les autres, avec le mépris du travail, et ils sont morts du gaspillage de leur courage. Mieux dirigés par une élite clairvoyante, ils auraient pu mieux employer leur héroïsme. Des exemples ne manquent pas de peuples non moins pittoresques, non moins vaillants qui ont duré et qui se sont imposés au respect du monde par leur attachement à la paix. Les Japonais, par exemple, pendant des siècles, ont accumulé les forces que les Indiens ont épuisées, et, le moment du danger venu, ces réserves les ont fait triompher même de l'Europe. Je n'ai cessé de donner aux Américains ces enseignements à méditer ; il est beau de mourir pour son pays, pour une grande cause, mais mourir pour ne pas travailler, pour le seul plaisir de combattre, ce n'est plus donner sa vie, c'est la perdre ; ce n'est plus servir son pays, c'est le sacrifier.

II. — L'UNIVERSITÉ DE BOULDER

J'ai quitté Colorado Springs par une radieuse matinée de printemps. La ville était en fête; de

toutes les maisons sortaient des enfants en toilette ou en costume neuf, célébrant le dimanche de Pâques; spectacle charmant et triste pour le voyageur étranger.

Je n'ai fait que traverser Denver et sauter d'un train dans un tram pour me rendre à l'Université de Boulder, où je devais parler à 4 heures. Le public était si nombreux que la grande salle fut trop petite au moins de moitié et qu'on me demanda de parler dehors. Comment refuser? La foule insensible au soleil brûlant et au vent très frais, se répandit sur les gazons, sous le dôme du ciel fraternel ; et je parlai du haut d'un escalier quelconque, sous la présidence des Montagnes Rocheuses. Je n'oublierai pas de sitôt, dans ce cadre, cette foule attentive, ces visages émus. Je ne m'attendais pas à ce dimanche de Pâques ; il a fini pour moi comme une fête. J'ai expliqué à ces jeunes gens la beauté de leur avenir, la force, la grandeur d'un pays qui pourrait donner l'exemple du progrès et de la justice. Je leur ai dit ma confiance dans leur énergie. J'ai résumé tout ce que nos ancêtres français et les leurs ont fait ensemble, je leur ai dit ce qu'ils ont à faire à leur tour; j'ai énuméré tout ce qui leur manque... Ils écoutaient. Quand j'eus terminé, les pères et les mères vinrent, comme les jeunes gens, me serrer les mains et me remercier, suivant la touchante coutume que j'ai trouvée partout, après chacune de mes conférences aux États-Unis, et cette fois si spontanément que j'ai pu leur dire : « Je me sentais seul ce matin ; à présent une famille est autour de moi. » Après les autres, un jeune homme plus timide s'approcha et me dit, à mi-voix, presque en se sau-

vant : « Je vous remercie de vos paroles... j'en avais besoin ! »

Ces mots me sont restés au fond du cœur comme l'expression du sentiment qui m'avait attiré d'instinct aux États-Unis. Oui, ces jeunes gens ont besoin qu'on leur parle d'autre chose que des conquêtes et des gloires de la violence ; ils ont besoin qu'on exalte aussi le patriotisme du travail et de la patience ; ils ont besoin qu'on exalte l'héroïsme de l'aviateur, de l'inventeur, du pionnier, du savant, de l'artiste qui refuse de sacrifier son idéal à la routine, l'héroïsme de tant d'êtres qui se sont voués au service de l'humanité. Ils ont besoin qu'on les mette en garde contre tant d'erreurs qui les guettent et qu'on leur montre la beauté d'une vie qu'ils puissent employer à se rendre utiles, à se faire aimer et non craindre.

Ce jour de Pâques, je l'ai consacré à l'hommage que nos deux peuples doivent à leurs nobles souvenirs communs ; j'ai parlé aux Américains au nom des milliers de Français ignorés ou méconnus qui ont vécu cet héroïsme, au nom des nobles cœurs qui ont jeté à tous les vents de l'horizon la sainte graine de leur enthousiasme.

III. — DENVER

Après Boulder, heureux d'être seul, je suis rentré coucher à Denver où j'ai été le lendemain l'hôte de la Chambre de Commerce, ainsi que des « Fils et des Filles de la Révolution aux États-Unis ». J'ai parlé toute la journée.

A ce propos je dois édifier ceux de mes amis

français qui m'attribuent une connaissance trop flatteuse de la langue anglaise. Je parle l'anglais comme j'ai parlé le grec et l'italien, pour les besoins de mon action, et sans la moindre prétention. Pour persuader, pour faire pénétrer des idées simples dans un auditoire, il est bon de ne pas disposer d'un vocabulaire trop abondant. Ce qui doit frapper les esprits, c'est l'anatomie plus que le vêtement de la pensée. Si le vêtement est trop riche, il éveille la distraction, la défiance : le succès est plus grand ; l'effet moins durable.

A Denver j'ai fait un miracle, ont dit les journaux du Colorado ; — miracle facile, je ne m'en suis même pas douté ; — j'ai mis la paix entre les associations rivales des Fils et des Filles de la Révolution américaine : elles se sont unies pour me recevoir et donner un très beau banquet en l'honneur de la France inspiratrice.

Ces sociétés existent dans beaucoup de villes des États-Unis ; elles sont puissantes ; les Américains fêtent leurs origines avec la tendre ferveur de la jeunesse, éprouvant le besoin de fonder, d'autant plus solidement qu'elles sont plus récentes, leurs traditions nationales. Loin de se désintéresser de ces manifestations, les femmes américaines y prennent une part prépondérante. Ce n'est pas elles que l'on confondra sous notre appellation démodée de « sexe faible » ; elles n'ont pas connu le sort des Européennes, longtemps reléguées avec les enfants, comme un luxe ou comme une gêne, sur le passage des conquérants ; elles ont participé à la création des États-Unis, à la guerre de l'Indépendance ; conscientes du rôle, presque inconnu d'ailleurs et

d'autant plus grand, que jouèrent leurs mères dans la colonisation du Nouveau Monde et dans toutes les grandes crises de leur pays, elles sont patriotes, ostensiblement patriotes, elles arborent leur opinion et leur drapeau ; elles se font un devoir de l'action publique.

Jamais cette action n'a été plus nécessaire qu'à Denver et dans tous les centres nouveaux dont l'éclosion subite, incroyable, n'a pas laissé aux mœurs le temps de s'instituer à côté des installations humaines. Vivre d'abord, se grouper coûte que coûte, en hâte, poser des voies ferrées, des fils électriques, tracer des rues, distribuer l'eau, la nourriture, la lumière, construire des habitations, des magasins, des clubs, des écoles, des églises, des hôtels, établir la poste, la police, l'administration, fonder une ville enfin ; puis, cela fait, se reconnaître, procéder à l'éducation de l'esprit public, telle est la loi de toute colonie nouvelle. Songez que Denver n'existait pas il y a soixante ans et compte aujourd'hui près de deux cent mille habitants ! Il faudrait pousser l'injustice jusqu'à la niaiserie pour ne pas tenir compte aux États-Unis de ces formations phénoménales. J'admire profondément que l'ordre règne en somme, avec des aspirations très hautes, entre toutes ces métropoles improvisées.

Le banquet fut nombreux et plus que cordial, fraternel : les Américains accueillent leur hôte comme s'ils étaient ses obligés ; il est vraiment pour eux « le bienvenu ». J'avais pour voisine de table la présidente des Filles de la Révolution, femme agréable et distinguée, aussi peu provinciale que possible (ce mot français et parisien n'est pas traduisible en

américain) ; nous parlâmes de l'avenir de son association et par conséquent de l'avenir de son pays, — tout cela se tient — ; elle souhaitait ardemment la paix, en patriote, sachant que la paix seule peut assurer la prospérité et la force des États-Unis, mais la guerre ne l'effrayait pas. Les trois couleurs de nos deux drapeaux décorant la salle étaient, pour elle comme pour moi, le symbole des révoltes justes et fécondes, et elle répétait volontiers ces mots que je pris pour thème de mon allocution : « Soyons patriotes, suivons le drapeau ! »

La bonne organisation, la solidité de la patrie sont les conditions premières de la paix ; pas de nations, pas d'internationalisme ; nous n'allons pas revenir aux Sioux, aux Hurons, aux Apaches et aux Iroquois. Soyons patriotes ; nul peuple au monde n'est plus patriote que les Français : ils l'ont prouvé, ils le prouveront, s'il en est besoin ; mais, plus nous suivrons chacun notre drapeau, plus il est essentiel que nous le placions chacun en bonnes mains ; et c'est ici qu'une éducation nationale est indispensable à chacun des peuples civilisés, aux Américains autant et plus peut-être qu'à tout autre, parce qu'ils n'ont pas subi, comme tant d'autres, « l'enseignement des catastrophes. » Les femmes américaines peuvent beaucoup pour hâter dans leur pays cette éducation, veiller à modérer les emballements de l'opinion, museler les aboyeurs irresponsables qui émeuvent les foules. Quel que soit le sang-froid du Président des États-Unis s'appuyant sur une élite intellectuelle et morale, il peut un jour être débordé, si l'opinion n'est pas sur ses gardes pour le soutenir.

J'interprète fidèlement, en parlant ainsi, un senti-

ment que j'ai entendu souvent exprimer. A Berkeley, notamment, à l'Université de l'État de Californie, dans un amphithéâtre comble, le président lettré, cultivé, patriote ardent, M. Benjamin Ide Wheeler, m'a présenté en ces termes à ses élèves, près d'un millier de jeunes gens de dix-huit à vingt-deux ans : « Faites votre éducation afin d'éviter aux générations de demain les guerres qui auraient pu être évitées aux générations d'hier. Les États-Unis n'ont connu, jusqu'à présent, que trois guerres avec l'étranger, depuis celle de 1812-1815, avec l'Angleterre, jusqu'à celle avec le Mexique en 1846-1848, et celle avec l'Espagne en 1898; toutes les trois auraient pu être évitées. »

Il n'est pas un diplomate en effet qui ne sache qu'il y a quinze ans, au moment où un accident, qu'aucune enquête n'a jamais pu attribuer sérieusement aux Espagnols, faisait sauter le cuirassé *Maine*, et enflammait, du même coup, le chauvinisme américain, les négociations se poursuivaient avec l'Espagne de telle sorte que les États-Unis avaient la certitude de recevoir satisfaction sans coup férir. Ainsi cette guerre était sans autre cause que l'emballement d'une opinion non renseignée; et cette opinion trompée a suffi pour déchaîner une force brutale, irrésistible. Le président Mac Kinley savait que la guerre était sans objet ; il a tout fait pour s'y opposer; il a dû céder néanmoins; il a cédé, la mort dans l'âme, et derrière lui, tous les Américains suivant son drapeau ont, bon gré mal gré, accepté cette guerre inutile. Elle a bien tourné pour eux finalement, mais à travers quels risques et quels hasards ! Les Américains sont braves, nous le savons, mais les Espagnols ne le sont pas moins; à supposer qu'ils aient été

mieux préparés et que leurs canons sans munitions n'aient pas trahi la valeur de leurs marins, à supposer qu'ils aient eu dans les eaux de Cuba une flotte approvisionnée, une organisation élémentaire de défenses sous-marines, les Américains étaient-ils prêts eux-mêmes et pouvaient-ils l'être ? Assurément non, si on parle honnêtement et sans se payer de déclamation.

Cette guerre inutile pouvait donc être un désastre pour la croissance des États-Unis ; elle a coûté, en tout cas, la vie à des milliers de jeunes gens, les meilleurs, qui sont morts pour rien, alors que leur activité était si nécessaire à la fortune comme à la gloire de leur patrie.

Les femmes américaines qui s'efforcent de prévenir le retour de pareils égarements sont des patriotes ; je ne me lasse pas de signaler leurs initiatives intrépides : j'en ai trouvé dans ce banquet un exemple amusant que je livre aux appréciations de nos Parisiennes. Un petit fait peut dire beaucoup ; je n'en connais guère qui montre mieux avec quelle incommensurable assurance la femme américaine affronte les préjugés, la critique, même le ridicule, et se concilie finalement la faveur du public.

Voici le fait. Nous étions au milieu de notre banquet, à l'heure du sorbet ; l'orchestre, dans un coin de la salle, accompagnait la fête ; un chanteur venait de faire applaudir la *Marseillaise* de Schumann, puis un morceau écrit pour la circonstance : *Le Prince de la paix,* quand tout à coup un solo se détache, si retentissant, si mélodieux, si impeccable que les conversations cessent. C'était un solo de cornet à piston !... J'écoutai et je regardai. Qui donc jouait ainsi,

quel rossignol égrenait pour nous ses trilles, ses roulades, exhalait sa plainte, offrait son hymne, son poème ? Ce rossignol du cornet à piston, était une femme, une gracieuse jeune fille blonde. Sans hésiter, le morceau fini, je me levai et j'allai serrer, avec toute ma chaleur française, les deux mains de cette jeune artiste. Je ne sais pas si elle a compris ; je l'ai félicitée de son talent, mais plus encore de son courage. Toute la salle électrisée renchérit et fit répéter le solo. Ce fut mieux encore. Je n'avais jamais vu une femme jouer du cornet à piston ; elle se donne, elle respire la satisfaction, l'expansion, la plénitude de la confiance. Je me disais en la contemplant : « C'est la femme la plus heureuse des États-Unis ! » Et vraiment il en devait être ainsi, car il faut qu'une jeune fille soit supérieurement brave et bonne pour se décider à gagner sa vie avec cette vaillance.

Aux enfants gâtées, à nos innombrables névrosées je suggère sans malice, au contraire, une cure de cornet à piston.

Mais n'oublions pas qu'avant ce banquet révolutionnaire j'avais assisté au déjeuner, non moins mémorable, organisé de longue date, à l'occasion de mon passage, par la Chambre de Commerce de Denver.

IV. — LA CHAMBRE DE COMMERCE. LA PRESSE. LA LÉGISLATURE DU COLORADO

Tout le monde comprend ce que doit être ou ce que devrait être l'effort d'une Chambre de Commerce destinée à faire valoir les ressources qu'elle met au

service de sa clientèle. Je ne me fais pas d'illusion ; les réceptions sans nombre dont m'ont honoré les Chambres de Commerce les plus diverses de tous les pays que j'ai visités en Europe ou en Amérique ont eu pour principal objet de me révéler la supériorité de chacune d'entre elles sur toutes les autres. Denver a fait les choses au superlatif du superlatif américain ; on vous distribue avec le menu une carte géographique des États-Unis dont Denver est le centre éblouissant ; le reste du monde est dans l'ombre. J'ai été charmé de ce déjeuner de 300 ou 400 convives, dont là moitié au moins, comme toujours, étaient des dames ; il y avait aussi des agriculteurs, des ingénieurs et les principaux fonctionnaires de l'État du Colorado, l'évêque, fort intelligent et ouvert, etc. Le gouverneur, l'honorable John F. Shafroth, a prononcé, avec la plus parfaite bonhomie, un discours spirituel et pénétrant, dont le succès devrait donner à réfléchir aux mégalomanes de l'Est américain, car j'ai entendu cent fois applaudir ce même argument.

« S'il est vrai, disait-il, qu'il faille préparer si chèrement la guerre pour avoir la paix, les États-Unis ont eu, jusqu'à présent, bien de la chance ! Nos deux seuls voisins sont la Grande-Bretagne, jadis notre ennemie acharnée, comme celle de la France, et le Mexique que nous avons également combattu. Ce sont des souvenirs relativement récents ; ils auraient dû, suivant les grands principes modernes, constituer pour nous le record de l'insécurité et nous imposer des charges proportionnées à l'immensité de nos frontières, vingt fois plus étendues que celles d'un grand État européen, sans parler de nos côtes ouvertes sur deux océans, sans parler non plus de

notre exceptionnelle vulnérabilité d'État jeune et peu peuplé. Et pourtant, malgré notre ignorance des traditions classiques, nous avons vécu sans rien dépenser pour la garde de ces frontières depuis un siècle; pas un bateau, pas un canon ne les a défendues depuis cent années! Nous avons fait pendant cent ans l'économie d'un budget d'un milliard de francs, au moins, chaque année, et nous avons, en revanche, bâti des villes, creusé des ports, conquis notre rang sur le marché général et dans l'estime du monde. Cette expérience nous a tellement réussi que les États-Unis proposent maintenant à l'Angleterre un traité d'arbitrage sans réserve, lequel ne sera, s'il est voté, qu'une dernière application pratique de notre politique séculaire. Il faut avouer que nous sommes bien peu dans le mouvement. »

Ce gouverneur élu du Colorado est peut-être un des hommes du monde que j'aie vu le plus outragé par les journaux ; après le maire de Denver, cela va de soi, car administrer une grande ville nouvelle, un État nouveau, cela signifie beaucoup d'appétits à satisfaire ou à modérer, de prétentions à discuter, de protestations, de déceptions, de colères et de rancunes à susciter contre soi. Ici, comme ailleurs, la reconnaissance de l'électeur sommeille pendant que les mécontentements font rage. Mais le plus drôle est que j'étais le seul à prendre au sérieux ces mécontentements. C'est le sel de la vie publique au Colorado.

Promptement revenu de ma candeur, je me suis mis au diapason ; la bonne humeur du public aidant, j'ai répondu aux toasts qui m'accueillaient en développant cette idée qu'il faut souffrir pour être heureux.

Partout où je trouve des gens comblés des faveurs de la fortune, ils sont tristes et lamentables ; partout où je vois des malheureux se donner du mal, ils sont gais et compatissants. L'Anglais le plus invité aux fêtes du grand monde a eu bien raison de dire : « La vie serait supportable sans ses plaisirs » ; mais il faut ajouter qu'elle serait intolérable sans ses ennuis. Nous ne valons que par les difficultés que nous surmontons ; les adversaires qui nous combattent sont, au fond, nos meilleurs amis.

Ces vérités, que la vieille Europe jugera peut-être paradoxales, eurent le don de réjouir les commerçants de Denver autant que moi-même. J'ai rarement vu un visage plus épanoui, d'une gaieté plus saine et plus contagieuse que celui du maire de Denver. Sa vue seule suscite en vous des énergies inattendues. Avant de le connaître je le plaignais. Plusieurs journaux, matin et soir, versaient sur sa tête des avalanches de mépris, de haines, d'attaques plus personnelles et plus raffinées dans leur cruauté les unes que les autres. « Son Honneur ! » écrivait l'un d'eux avec ironie et en grosses lettres capitales, comme s'il avait parlé d'un bandit ! Et ses caricatures ! ! ! Je ne pus m'empêcher de lui exprimer ma compassion, mais il me déconcerta par son large rire, en disant : « Cela ne compte pas chez nous. »

Du petit au grand, je constate qu'en Amérique comme en France, partout où la presse tombe dans la grossièreté des violences personnelles, elle se ruine ; ses attaques deviennent une recommandation. Elle peut cependant faire encore bien du mal. La presse de Denver a besoin de se modérer ; lors de mon passage, elle ne rêvait que plaies et bosses, polémiques,

conflits locaux, nationaux, internationaux. Le public finira par se lasser de ces excitations mais, en attendant, elles peuvent encore lui faire perdre la tête assez pour transformer un malentendu ou même un mensonge en un malheur irréparable.

L'opinion ne dispose pas d'informations assez véridiques et désintéressées pour être à l'abri d'une campagne alarmiste de quelques journaux, doublée d'une manœuvre de bourse; c'est le danger de notre époque.

Après le déjeuner j'ai été reçu au Capitole par le Parlement du Colorado. Je commençai par ma visite au gouverneur. Il avait dû quitter le banquet en hâte pour ne pas manquer ses audiences. Du matin au soir la porte de son cabinet est ouverte à tout venant; un huissier nègre et sceptique laisse les visiteurs pénétrer pêle-mêle dans son antichambre et s'aligner sur les bancs, chacun attendant son tour pour entrer, électeurs, fonctionnaires, contribuables, administrés. Je demandai au gouverneur ce que je demande également à nos hommes d'État français : « Où trouvez-vous le temps de travailler? » Il me répondit en levant les yeux et les bras au ciel, et il me conduisit rapidement dans la vaste enceinte où le Sénat, qu'il préside, et la Chambre des représentants s'étaient réunis en séance plénière pour me souhaiter la bienvenue. En passant il m'expliqua la disposition générale du palais.

Ce Capitole est magnifique. Construit avec toutes les richesses du pays abondant en mines et en carrières précieuses, les architectes l'ont intelligemment placé sur une éminence et l'ont construit d'après un beau plan, inspiré, comme toujours, de l'art

classique ; ils y ont prodigué les métaux, les granits, les marbres, les onyx qu'ils ont sous la main. Dans le sous-sol ils ont installé des collections anthropologiques, minéralogiques et zoologiques pour le grand profit du public ; elles renseignent d'un coup d'œil le voyageur sur l'histoire, sur la formation et sur l'avenir du pays. Les Américains ont partout le goût des musées, des bibliothèques ; leurs statistiques, leurs bureaux d'information sont pour eux non pas des archives fermées, mais des éléments pratiques d'action mis à la portée de tous. On ne saurait évaluer les services que rendent les collections et les publications officielles à l'agriculture de tous les États-Unis. Chaque fermier est pratiquement renseigné sur les cultures, sur l'élevage intéressant sa région, sur les plans à choisir dans le monde entier pour construire les meilleures étables, sur les moyens de combattre les fléaux naturels, la sécheresse, la gelée, etc. Un service d'avertissements agricoles fonctionne très régulièrement et prévient les intéressés. C'est grâce à ces indications que j'ai vu la nuit les vergers en fleurs qui défilaient devant mon train illuminés et réchauffés par des milliers de boîtes à pétrole enflammées.

Ma première impression en entrant au Capitole de Denver et en apercevant du dehors la salle où siégaient mes collègues du Parlement du Colorado fut bien différente de celle que j'éprouvai après avoir causé avec eux familièrement. Les Américains, si soucieux de perfection, sont encore dans l'enfance des institutions parlementaires. Dans moins de dix ans, tout ce que j'ai vu ici de laisser-aller n'existera plus ; il suffit pour en être sûr de mesurer ce qu'ils

ont réalisé déjà de progrès en si peu de temps. Mais actuellement chacun des quarante-neuf États des États-Unis, comme on sait, a son Parlement, sa législature, son Sénat et sa Chambre des représentants : les sénateurs sont élus pour six ans, les représentants pour deux ans seulement. Les uns et les autres sont élus au suffrage à peu près universel. Les sénateurs étant moins nombreux que les représentants sont élus par des districts plus larges ; c'est toute la différence entre les deux élections. Le Sénat et la Chambre des députés se réunissent pour élire les membres du Congrès fédéral, deux par État. Le Parlement du Colorado avait précisément à désigner, ce jour-là, un sénateur pour le Congrès de Washington, et, bien que le parti démocratique disposât d'une forte majorité — les deux tiers des votants, — il ne pouvait arriver à se mettre d'accord ; il était divisé en deux fractions égales, ce qui aboutissait à diviser le Parlement en trois fractions et à empêcher le vote.

Les sénateurs et les représentants réunis sont matériellement très bien installés, mais ils se rendent la vie impossible par la mauvaise organisation de leurs séances. Certes le Parlement français manque souvent de tenue, quand on ne le compare pas avec beaucoup d'autres où c'est pire, mais je ne laisserai pas mes collègues de Denver tranquilles aussi longtemps qu'ils n'auront pas mis fin à la torture inconcevable qu'ils s'infligent en délibérant avec le public. Je n'exagère rien : sous prétexte de respecter le droit de l'électeur, l'élu subit des conditions de travail inacceptables. Il en résulte d'incalculables inconvénients, non seulement pour l'administration générale du pays et indirectement pour ses voisins, mais

pour le régime parlementaire rendu responsable des abus qu'on lui inflige.

Les électeurs entrent dans la salle des séances ; j'en ai vu s'y promener avec femmes et enfants, s'asseoir le long du mur, tout près de leur sénateur ou de leur député, et surveillant son activité. Bien entendu, dans ce désordre, les représentants de la presse triomphent. Ils rendraient des points à nos attachés de cabinet ; ils vont et viennent d'un banc à l'autre, montent au bureau, parlent au président ; les foudres de leurs polémiques sont suspendues sur toute tête assez innocente pour ne pas se courber devant eux.

Les parlementaires eux-mêmes, dans cette atmosphère, font comme les autres ; ils se laissent aller, fument, se renversent les pieds en l'air sur leur bureau. O souvenirs des grandes séances du Parlement anglais ou français, que vous êtes loin !! Les fonctionnaires du Parlement imitent les parlementaires, y compris les audacieux gamins qui remplissent, par économie, l'office d'huissiers. Seules les demoiselles sténo-dactylographes se tiennent comme il faut, prêtes à se rendre à l'appel du parlementaire qui veut leur dicter une lettre. Le plus beau, parce qu'il symbolisait l'aboutissement de cet abandon de tenue, c'était le secrétaire général de la présidence, excellent homme, circulant en bras de chemise, la pipe à la bouche, entre les pupitres.

J'ai dissimulé ma stupéfaction et j'ai commencé mon discours, mais il m'a fallu l'interrompre dès les premiers mots. J'avais dit « Mes chers collègues », et j'allais ajouter « Messieurs », quand j'aperçus en face de moi quatre dames élues, membres de la Chambre des représentants. Je m'arrêtai net et me

reprenant : « Mes chers collègues, Mesdames, Messieurs ; c'est la première fois, qu'un membre du Parlement français, s'adressant à ses collègues étrangers, doit commencer par dire : « Mesdames ». Cela seul est déjà une révolution.

Vous imaginez la suite de ce début très chaleureusement accueilli. Après quoi je me répandis moi-même comme un simple électeur américain, à travers les bancs et me présentai à mes collègues féminins. Là encore il m'a fallu en rabattre de mes préventions européennes. J'ai été heureux, ému même de cette conversation. L'une de ces dames était fermière, à la tête d'une exploitation considérable de beurre et de crème ; elle représentait la campagne républicaine ; l'autre, démocrate, trois fois réélue, veuve, ayant perdu son fils dans la guerre avec l'Espagne, représentait la ville et suivait passionnément le progrès des questions d'éducation. Elle me présenta à la superintendante des études, très jolie personne, mais si sérieuse, si profondément consciente et pénétrée des devoirs de sa charge, que je la regardais avec autant de surprise que je l'écoutais.

Quand j'eus causé aussi longuement que possible, je dois reconnaître que le président me fit amicalement sortir, la séance plénière cessant d'être publique, ce qui m'apprit que mes infortunés collègues pouvaient un instant respirer ; mais je retrouvai ces dames un peu plus tard et je ne pus m'empêcher de leur demander : « Comment, vous qui pouvez tant sur l'éducation de votre pays, comment tolérez-vous pareilles manières, ce tabac, ces pipes, ces pieds en l'air ? » Elles me regardèrent, amusées de

ma naïveté, et me répondirent : « Il faut bien passer aux hommes quelque chose pour obtenir d'eux ce que nous voulons ! » Et elles me montrèrent la liste très longue des lois bienfaisantes qu'elles ont fait voter.

Avant de quitter le Capitole, où se réunit non seulement l'exécutif et le législatif, mais le pouvoir judiciaire, je demandai à saluer le chef de la cour suprême. Là encore nouvelle prévention de mon côté.

Qu'allait être ce juge élu, dans ce milieu ! Le gouverneur m'avait déconcerté par sa valeur, sa sincérité, son talent ; je m'apprêtais à trouver moins bien ce magistrat, produit direct, nouveau pour moi, du suffrage universel. Le gouverneur m'introduisit dans un cabinet très tranquille, d'aspect britannique, rappelant les calmes refuges d'Oxford ou de Cambridge. Un homme très doux, très fin, se leva et vint à moi. Nous causâmes longuement. Il est « chief justice » depuis dix années, toujours réélu, toujours respecté. « Comment cela est-il possible ? Expliquez-moi. » — « C'est assez simple : chaque parti est responsable des candidats qu'il propose aux électeurs. Si ce candidat n'était pas à la hauteur de sa charge, c'est son parti qui en souffrirait. »

Détail intéressant : ce « chief justice » est devenu sourd ; il allait abandonner sa fonction, ne pouvant entendre les avocats, les témoins, les parties, les experts, les conseils, etc. Une toute petite merveille de machine électrique reliée par deux fils à un casque dont il se coiffe dès mon entrée, en s'excusant, lui permet à présent d'entendre comme tout le monde, mieux que beaucoup de monde.

Décidément je quitterai Denver avec regret : on y retrempe sa confiance dans l'humanité.

CHAPITRE VI

LA GUERRE INÉVITABLE (?) ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LE JAPON

J'ai dit qu'à peine débarqué à New-York, on me prévenait : « Vous tombez bien ! La guerre va éclater entre les États-Unis et le Mexique ! » et on m'expliquait comment cette guerre inévitable n'était qu'un coup monté par le Japon, un coup prémédité de longue main.

Je suis allé au Texas, suivant la frontière mexicaine, interrogeant les témoins les plus intéressés à ne pas se payer d'illusions, les mieux placés pour discerner le péril, s'il existait, s'il était même perceptible. Je n'ai rien entendu, rien vu qui permette à l'imagination la plus inquiète de concevoir que le Gouvernement, non plus que la population des États-Unis, soit prêt à tomber dans le piège et à greffer sur les difficultés intérieures du Mexique, déjà bien assez graves, un conflit avec le Japon. Il est vrai que si le piège est tendu par les Japonais, ce n'est plus à la frontière mexicaine, c'est à Tokio que serait le danger.

Allons donc voir de près ce spectre japonais, dont on nous effraye, et, pour le mieux connaître, visitons les points qui passent pour les plus menacés :

l'Arizona, la Californie, l'Oregon, le Washington-State, l'Utah, le Colorado. C'est là que les Japonais sont relativement le plus nombreux; c'est là qu'ils peuvent éveiller des susceptibilités locales et nationales quand ils se répandent dans les universités, dans les hôtels, dans les clubs, dans les familles. Leur gouvernement, il est vrai, loin d'encourager leur émigration, la soumet à des formalités rigoureuses; il interdit formellement le départ des terrassiers, des manœuvres, et, en un mot, des Japonais sans instruction; il ne veut pas envoyer à l'étranger des échantillons inférieurs du pays. Les jeunes gens instruits, diplômés, qui sont jugés capables de profiter d'un voyage à l'étranger, sont dispensés de faire leur service militaire, mais à la condition d'avoir au moins, en tout, treize ans d'études; à la condition d'avoir passé l'examen d'aptitude militaire et de s'être montrés, en résumé, capables de réussir dans la vie. C'est ce qui explique la faible infiltration des Japonais aux États-Unis, mais cette élite n'en pourrait pas moins être suspecte aux Américains. Tel n'est pas le cas dans les universités, où ils sont admis, ai-je dit, comme les Américains, aussi bien à étudier qu'à servir, s'ils sont pauvres. Je ne me suis pas borné à interroger : j'ai soumis ouvertement mes observations au contrôle quotidien et du public et de la presse. Dans chacune de mes conférences, à commencer par San-Francisco, j'ai exposé impartialement les deux points de vue : celui des alarmistes et l'autre. J'ai provoqué la discussion dans les milieux les plus divers, dans l'intimité et dans des meetings annoncés d'avance par tous les journaux; j'ai parlé devant les hommes d'affaires comme

devant les éducateurs, devant les travailleurs et devant la jeunesse du pays, dans les clubs, devant les Chambres de Commerce, les gouverneurs, les membres des Parlements et des tribunaux élus. Tous les grands journaux locaux reproduisant, chaque matin et chaque soir, mes arguments, donnaient la part belle à quiconque aurait eu une objection valable à m'opposer, dans l'intérêt du pays, dans l'intérêt de la vérité. Je ne crois pas vraiment avoir manqué une occasion de tirer au clair ce qu'il peut y avoir de fondé aux États-Unis dans la légende du péril japonais, et, finalement, aujourd'hui que s'est achevée ma longue campagne dans le Far-West, je constate que je n'ai pas relevé une trace de préoccupation sérieuse.

J'ai trouvé dans quelques rares et rapides fragments de conversation, après dîner, toujours la même chose et comme partout, quelques esprits agités et inquiets. Inquiets de quoi ? Inquiets de tout ; hier, du Mexique, aujourd'hui du Japon, demain de l'Allemagne. Car les journaux alarmistes, ne risquant plus en ce moment leurs excitations antijaponaises, se rabattaient déjà sur l'Allemagne et publiaient en gros caractères, pendant mon passage à Denver, leurs articles sensationnels sur « la prochaine guerre des États-Unis avec l'Allemagne ». C'est l'Allemagne qui travaillerait aujourd'hui à prendre le Mexique, instruite par l'histoire qui nous a si bien réussi...

Ces bruits de guerre tombent d'eux-mêmes si on ne les prend pas au sérieux.

L'éventualité d'une guerre entre le Japon et les États-Unis n'est vraisemblable que si on suppose les deux gouvernements également stupides, les

deux pays également aveugles et le monde entier indifférent à ce beau concours d'ineptie.

Examinons les pires hypothèses :

1° Les États-Unis attaquent les Japonais et sont vainqueurs sur toute la ligne, sur mer et même sur terre. Pourquoi nous arrêter dans nos suppositions ?

2° Le Japon au contraire attaque les États-Unis ; son triomphe sur terre, sur mer et dans les airs même — on l'a écrit — est complet.

Quelle que puisse être, dans l'avenir le plus sombre, la démence, le crime ou l'incapacité d'un gouvernement, on ne peut faire aux États-Unis l'injure de croire qu'après avoir donné au monde l'exemple et le signal du dévouement le plus actif à l'œuvre de La Haye, leur gouvernement sera jamais tel qu'il répudiera ses traditions, sa doctrine, sa foi, pour arrêter net le développement du pays, compromettre son avenir, risquer sa vie en vue d'une guerre dont, fût-elle victorieuse, personne ne pourrait percevoir les avantages et dont tout le monde peut au contraire, dès à présent, mesurer les désastreuses conséquences.

Raisonner en supposant que les États-Unis agiront dans une crise d'épilepsie, cela revient à escompter comme un événement normal le suicide d'un grand pays.

On m'objectera il est vrai, un accident, une seconde affaire du *Maine*, ou simplement un amiral américain, prenant sur lui, dans un moment critique, devant Manille ou Honolulu, de canonner un vaisseau japonais. Un premier coup de canon tiré trop vite, sans ordre même, comme à Navarin, voilà le drapeau national engagé. Toute l'Amérique, sans hési-

ter, sans même penser, suivra son drapeau. S'il en pouvait être ainsi, je demande quelle condamnation plus terrible peut-on prononcer d'avance contre une flotte qui, non contente d'immobiliser une jeunesse précieuse entre toutes, pendant la paix, apparaît comme la seule cause possible de la guerre !... Invoquera-t-on maintenant comme un précédent en faveur des armements, l'exemple de la flotte russe en route pour Tsoushima, en 1904, et risquant d'allumer, par surcroît, la guerre avec l'Angleterre à Dogger Bank?

Une attaque du Japon par les États-Unis, sous prétexte de prévenir un danger imaginaire, n'aurait d'autre effet que de fortifier le Japon. On ne changera pas la géographie à ce point ; aucune victoire des États-Unis n'aura pour effet de rétrécir l'Océan ! Même vaincu, le Japon n'en resterait pas moins inaccessible, à l'autre extrémité du Pacifique. Humilié, en apparence, par le triomphe américain, il serait élevé en réalité au rôle de victime d'abord, de vengeur ensuite ; il serait moralement grandi à ses propres yeux et aux yeux des Asiatiques ; il deviendrait le champion du droit, le défenseur de la race jaune contre l'ambition de la race blanche. La solidarité du continent le plus intensément peuplé du globe lui préparerait de promptes, terribles et faciles revanches.

La victoire des Américains n'ouvrirait donc qu'une ère de représailles sans fin. A quel prix? Au risque de quels désordres en Amérique, désordres économiques et politiques? N'insistons pas et passons à l'hypothèse d'une attaque plus ou moins sournoise contre les États-Unis par le Japon.

« Vous ne connaissez les Japonais, me disent les

alarmistes d'après-dîner, que par des échantillons trop flatteurs. Le Japon guette les États-Unis, en attendant mieux ; il a sa doctrine de Monroe, lui aussi, « l'Asie aux Asiatiques », et il la fera triompher ; là est son programme, son aspiration, sa raison d'être. Les outrages infligés couramment à ses nationaux ou aux Asiatiques, non seulement en Californie, mais jusqu'en Australie, sont pour lui une insupportable humiliation, un soufflet chaque jour répété. Le Japon ne dit rien, mais il encaisse, il accumule les affronts, il attend son heure, et, le moment venu, tenons notre poudre sèche. Son armée est animée du feu sacré, comme sa marine ; entraînée à la discipline et au succès. En admettant que le gouvernement japonais soit raisonnable, il finira par être débordé, obligé de suivre, un jour ou l'autre, comme tant d'autres dans l'histoire, la fièvre belliqueuse répandue par l'armée et par la flotte dans le pays. »

Arrêtons-nous un instant à cette peinture du patriotisme et du courage japonais et observons, par parenthèse, que les mêmes alarmistes qui représentent le Japon comme le plus ardent et plus entraîné de tous les États militaires sont ceux-là mêmes qui prétendent que la paix détruit l'énergie d'un peuple : or c'est par des siècles de paix que le Japon a trempé son courage et préparé sa résistance à des armées et à des flottes européennes exercées. Mais reprenons notre hypothèse : le Japon a saisi son moment, son occasion ; les Américains sont vaincus, démoralisés. Je reconnais que les États-Unis ont commis une erreur, en allant planter leur pavillon aux Philippines ; c'est là, dit-on avec raison, c'est là qu'ils sont vulnérables, comme aux îles Hawaï, et c'est là que le

Japon les guette. A la première complication, le Japon, très averti par ses soi-disant espions, saisit les Philippines ; de même les îles de Hawaï, peuplées déjà de 80 000 Japonais... Cela fait, il pousse ses avantages ; il menace l'isthme de Panama ; il menace San-Francisco ; il prend ses gages, ses Gibraltars en Californie, au Mexique. Bref, il devient le maître du Pacifique, le maître de la mer, le maître de la moitié du monde, ni plus ni moins. C'est assez tentant.

Je crois volontiers que parmi les chauvins japonais, il est facile de se faire applaudir sur un tel programme. Nous avons trop connu en France ces applaudissements, et ce que notre Jules Ferry a appelé « les Saint-Arnaud de café-concert ». La copie de ces tristes caricatures existe dans tous les pays. Comment le panjaponisme n'aurait-il pas ses adorateurs, comme le pangermanisme, comme le panslavisme? C'est trop simple. Mais le tapage n'est pas une politique. Supposons le Japon assez aveugle pour se laisser engager dans cette voie ; supposons qu'il trouve l'argent nécessaire ; où s'arrêtera-t-il ? Comment s'arrêtera-t-il ?

En même temps qu'il attaquera les États-Unis, quels que soient les efforts de sa diplomatie, quelles que soient nos divisions européennes, il menacera du même coup et au même instant l'Angleterre, l'empire britannique! Aucun traité secret ne vaudra contre la brutalité des faits. Prendre les Philippines aux Américains, c'est menacer les établissements anglais en Asie, de Singapour jusqu'à Shanghaï, la France, de Saïgon à Hanoï, la Russie, de Vladivostok en Sibérie, la Hollande, à Java, à Suma-

tra, l'Allemagne, l'Australie elle-même... C'est un beau programme en vérité qu'on prête au chauvinisme japonais, un programme bien digne du chauvinisme en général.

Autant le Japon serait soutenu par la force des choses, en Asie, si on l'attaque, autant, s'il est, lui, l'agresseur, et s'il se met follement tout le monde à dos, il vérra la Chine, déjà difficilement digestible, lui échapper ; sa victoire contre les États-Unis sera sa fin ; tout essai de monopoliser l'océan Pacifique, tout ridicule et anachromique retour aux rêves napoléoniens d'un blocus universel, ne serait pour le Japon qu'une aventure funeste ; la marche à l'abîme, à l'effondrement et non pas à l'hégémonie.

Il faut en prendre son parti, l'empire de la mer n'est plus qu'un mot vide de sens; il n'y a plus un seul État qui puisse être le maître de la mer; toutes les combinaisons de la diplomatie, tous les racontars de la presse n'y changeront rien.

Il n'y a pas de guerre possible entre les États-Unis et le Japon ; il n'y a que des coups de folie ; — exactement comme il y a des attentats et des assassinats dans tous les pays, malgré la justice. La question est de savoir s'il faut organiser le monde en prévision seulement des assassinats ou sous un régime normal de justice.

CHAPITRE VII

LINCOLN. KANSAS-CITY

I. — LA CAPITALE DU NEBRASKA

J'ai pu prolonger de vingt-quatre heures mon séjour à Denver et m'enfermer dans ma chambre, alors que mes amis m'ont cru parti. Quand le pays, les hommes défilent trop vite devant nos yeux, le spectacle nous étourdit, les problèmes ne se posent plus, la vie n'est qu'un cinématographe bruyant. En outre de la retraite, souvent difficile à l'hôtel, je savoure le repos des trains. J'ai quitté Denver à 9 heures du soir, mais sans cesser de m'enfermer, jusqu'au lendemain midi, dans l'isolement de ma cabine. Ces cabines sont toujours les mêmes ; j'y ai mes habitudes, mes coins, mes manies ; j'y suis chez moi ; nul n'y pénètre, pas même le Nègre ; j'y puis, sans contrainte, faire le ménage de ma pensée.

Les Américains brûlent leur vie. Organisateurs incomparables, ils comprennent tout, sauf la valeur du temps perdu ! Toujours pressés dans leur œuvre de défrichement continuel, il ne connaissent pas trois éléments indispensables et du bonheur et du succès : le silence, la solitude, la mélancolie. Comparez leur activité fébrile et la nonchalance des Russes, par

exemple, et dites-moi si cette apparente nonchalance n'est pas féconde, dans son acceptation résignée des hivers et des nuits sans fin ; féconde en chefs-d'œuvre de l'art et de la pensée.

J'ai trouvé jusque dans le régime des wagons-restaurants américains des éléments de repos. J'appréhendais cette vie en chemin de fer prolongée pendant plusieurs mois, et la nourriture surtout, œuvre de soin, œuvre de temps pour un Français né cuisinier, mais non ; tout s'arrange, avec un peu de fermeté et grâce à la glace prodiguée partout aux États-Unis. L'estomac le plus exigeant est agréablement surpris de trouver, au Sud comme au Nord, de la crème fraîche en abondance ; cette crème est servie là-bas, comme chez nous le lait, plus généreusement et plus pure ; elle est l'accompagnement de tous les repas. De même les fruits, le pamplemousse, les fraises, les bananes, les oranges, les pommes. Les pommes, si faciles à conserver, à transporter, deviennent aux États-Unis le fruit national. La pomme cuite dorée, plantureuse, craquelée, offre au voyageur fatigué, dans tous les buffets, dans tous les wagons-restaurants, la ressource de sa fraîcheur. Ajoutez à cela des légumes simples, forcément sincères, tels que la pomme de terre et le riz que les Nègres excellent à préparer, et les potages naturels, la farine d'avoine à la crème, et des poulets parfois jeunes ou des pigeons, avec du thé et de l'eau glacée, peu de vin, dans ce pays qui n'en produit pas ou à peine, et vous évitez jusqu'à la migraine.

Je suis arrivé ainsi rasséréné à Lincoln, la jeune capitale de l'État de Nebraska.

Lincoln est un paradoxe. Je ne comprends pas

encore très bien la cause de son existence comme capitale. Elle compte relativement peu d'habitants, environ 30000; la ville principale du Nebraska est Omaha, trois ou quatre fois plus peuplée, connue par l'importance de ses abattoirs et par ses ressources minières. Le jour où se décida la question de savoir si la capitale du Nebraska serait Omaha, la préférence fut donnée à Lincoln, à une voix seulement de majorité. Depuis lors la vie législative, administrative et judiciaire est groupée dans ce centre secondaire, comme Springfield l'a emporté sur Chicago, Bâton-Rouge sur la Nouvelle-Orléans, etc.,

A Lincoln j'ai vu pour la première fois manœuvrer les milices, l'embryon de l'armée nationale qui manque aux États-Unis. Rien de plus viril. Les jeunes gens appartenaient pour la plupart à l'Université d'État où j'ai parlé. Vêtus d'un uniforme très correct, ils exécutaient les commandements du jeune capitaine qui les instruisait. Cet officier vint me saluer avec une courtoise cordialité et spontanément se déclara chaud partisan de l'arbitrage et de la paix. « Nos exercices sont un entraînement nécessaire, me dit-il, non seulement en vue de la défense nationale, mais pour fortifier notre unité. Parmi tous les enfants qui fréquentent ici nos écoles, la plupart sont des fils d'étrangers et d'étrangères; ils étaient relégués avec leurs parents dans des fermes où ils ne parlaient pas l'anglais; ils apprennent ici à vivre ensemble, à parler la même langue, à former un même peuple, grand s'il est uni, perdu s'il est divisé. Avec les universités et les jeux athlétiques nos milices naissantes sont des écoles de discipline volontaire et d'union. C'est pourquoi nous applaudissons à

votre effort pour répandre dans tout notre pays une même doctrine pacifique et patriotique : nous sommes vos plus sincères soutiens. »

J'ai répondu que les Français étaient tenus par leur passé, par l'état actuel de l'Europe, de régler leur organisation militaire sur celle de leurs voisins, mais que nulle part on ne comprenait mieux que chez nous le double devoir de défendre jusqu'à l'héroïsme non seulement la patrie, mais le droit, la justice, sans laquelle la paix toujours menacée n'est qu'un mot dérisoire. « Montrez à l'Europe, ai-je ajouté, que vous ne séparez pas le culte de la paix du culte de la patrie, et personne ne songera à vous attaquer; vous deviendrez invulnérables et vous rendrez impossible, par votre exemple, tout réveil des guerres offensives d'autrefois. La bonne organisation des États-Unis est une des conditions de la paix du monde. »

Ce langage répond au sentiment général dans tous les États de l'Union ; je l'ai tenu sous maintes formes à plus de cent auditoires différents, particulièrement à la jeunesse. C'est à un peuple que j'ai parlé.

La rigueur de mon itinéraire ne m'a pas permis de faire coïncider ma visite à Lincoln avec la présence de mon ami M. William Jennings Bryan. Il a eu la bonté de me rejoindre un peu plus loin, à Chicago, mais à Lincoln je l'ai manqué bien à regret. Il achevait dans le sud une campagne analogue à la mienne. J'ai dû me borner à la visite de son foyer, hospitalier même en son absence.

Sa maison, élégante villa, couronne un coteau assez loin de la ville ; une automobile m'y conduit, à travers un pays déboisé mais fertile, par des che-

mins qui n'en sont pas ; je suis obligé de l'écrire!... J'admire la vigueur des Américains et surtout des Américaines et aussi les ressorts des automobiles qui résistent à ces steeple-chases dans la campagne. Je sais bien qu'un pays neuf est un chantier en construction ; on s'occupe des routes quand tout est fini ; l'Amérique est encore à la période des fondrières. Cela aussi peut-être a contribué à me tenir en bonne santé, en suppléant à l'exercice qui me manquait.

La vie de M. William Jennings Bryan, comme aussi bien celle de ses heureux concurrents, MM. Th. Roosevelt et Taft, à la présidence, atteste le besoin d'organisation et de stabilité qui partout s'affirme ici. Tous trois ont pris hautement partie, et non sans mérite, pour l'œuvre de La Haye.

Qu'on ne s'y trompe pas : un esprit étroit pouvait considérer que l'intérêt national des Américains n'était pas de constituer en Europe la capitale universelle du droit, l'édifice suprême de toute la justice humaine. Pourquoi cette métropole des idées nouvelles dans l'ancien monde, et non dans le nouveau? Il y eut beaucoup d'esprit politique, mais aussi quelque abnégation de la part du gouvernement des États-Unis quand il consentit à venir montrer à l'Europe elle-même le chemin de la Haye; et je m'étonne que les Américains, sans cesse accusés de manquer d'idéal, n'aient jamais songé à faire valoir cette preuve évidente de leur désintéressement.

Le mouvement en faveur de la justice internationale aux États-Unis est un mouvement national et moral ; il est le complément de l'éducation du pays:

il réunit tous ceux qui pensent à l'avenir. Les Américains ne peuvent fondre en un seul État homogène les éléments si disparates que l'émigration leur apporte, si ce n'est à force d'éducation, de bien-être, d'ordre, de progrès matériel et moral ; des religions rivales sans nombre, et des races inassimilables, se rencontrent sur leur continent ; une moralité supérieure, un idéal commun, un esprit public enfin doivent les réunir, sinon c'est l'anarchie. Cet esprit public existe chez eux au plus haut degré.

C'est pourquoi ils sont reconnaissants à la France qui sème des idées humaines, et parlant au monde, par son histoire, par ses grands hommes, par les désastres mêmes qu'elles a surmontés, fait œuvre universelle d'éducatrice. A Lincoln, si loin de l'Europe, loin de tout, reçu dans une maison française de cœur, j'ai pu mesurer une fois de plus l'affection qu'inspire notre pays à quantité d'étrangers timides, ignorés, qui tournent vers elles leurs regards. La même opinion qui dédaigne les attaques de la presse contre les individus se charge de réhabiliter les peuples trop calomniés, et certainement la malveillance des jugements qui pleuvent sur nos efforts et sur nos luttes nous vaut bien des sympathies.

« Ne vous découragez pas surtout, me disait un habitant de Lincoln, grand voyageur, très informé ; la France est attaquée parce qu'elle remue des idées, éveille des aspirations, entretient l'agitation parmi les hommes : elle est le trouble-fête de toutes les routines, de tous les abus, de toutes les erreurs accréditées. C'est là sa grandeur; si elle se laisse déconcerter par le bruit même de son activité, c'est dire qu'elle renonce à son rôle. Ce n'est pas à Lincoln

seulement qu'on pense ainsi; vous l'avez vu, vous le verrez tous les jours. En Australie, aux Indes, dans l'Amérique du Sud, la France exerce aujourd'hui une véritable fascination. Si vous saviez vous en rendre compte! Vous avez pour clientes la pensée, l'imagition du monde entier. Chaque année quatre-vingts familles au moins de Lincoln vont passer leurs vacances chez vous; mes enfants ont vécu deux ans à Tours. Et qu'est-ce que Lincoln? Multipliez ce chiffre par combien d'autres villes beaucoup plus peuplées! Il n'y a pas une ville nouvelle, fût-elle séparée de vous par des milliers de lieues, qui n'ait ses regards tournés vers Paris, qui ne vous envoie ses habitants et ses habitantes de choix, qui ne vienne dépenser chez vous ses économies, s'approvisionner chez vous de bien-être, de goût, de finesse.

» De finesse surtout. Voilà ce qu'il faut dire aux Français, leur faire comprendre. Le monde s'affine; il cherche à Paris ses modèles; pourquoi? Parce que le Français est prime-sautier, frondeur, spirituel, gai surtout. Ne perdez pas votre gaieté! Seuls les pédants et les niais méconnaissent ce qu'il y a de profond dans la gaieté française; elle a le charme et la toute-puissance d'un sourire au milieu des larmes, d'un arc-en-ciel dans la tempête; elle évoque, elle suscite ce qu'il y a de plus doux et de plus fort dans l'âme humaine; elle est pour le monde une source de régénération, ce que nous appelons une inspiration. Les juges moroses peuvent gronder; tant mieux pour vous, nous sommes ravis de leur déplaire; c'est la gaieté française qui nous séduit parce qu'elle est sœur de l'enthousiasme. Ne vous laissez pas ramener à terre. N'est-ce pas votre

Michelet qui a dit : « On ne travaille que dans la joie ? » C'est pourquoi vous faites des chefs-d'œuvre ; car votre joie est un triomphe de la force d'âme ; vous l'avez créée dans la douleur. Restez entreprenants, audacieux, intrépides, explorateurs, navigateurs sous-marins, aviateurs, savants, orateurs, poètes, acteurs, artistes, aventureux, excessifs, tout ce que vous êtes, décrocheurs d'étoiles, Cyrano de Bergerac, d'Artagnan, Blériot ou Pasteur ; ne répudiez pas votre idéal.

« Quand je dis : « Ne vous laissez pas ramener à terre », je fais allusion à plus d'un danger qu'il faut éviter. Sous prétexte que vous avez été vaincus en 1870, on voudrait vous couper les ailes, vous dégoûter des chimères qui vous ont ennoblis et enrichis ; on voudrait vous matérialiser. Vos vrais amis s'en rendent compte à plus d'un signe : vous pouvez tout perdre sans rien gagner à cette transformation.

» Par exemple on développe chez vous, par mille faiblesses qu'il serait facile de combattre, l'alcoolisme ; quel dommage ! Faire du Français un ivrogne, c'est tuer l'oiseau rare, érailler sa voix ; c'est tuer sa légèreté, son chant. Tout le monde peut être ivre, tout le monde ne peut être gai.

» De même la pornographie ; pour satisfaire une clientèle cosmopolite de fêtards réduits à la poursuite des spectacles les plus vulgaires, vous abdiquez votre spécialité, la grâce ; c'est inexcusable. Tout le monde peut être grossier, tout le monde ne peut être fin. Et pour ces mauvais clients, qui viendront d'ailleurs toujours et quand même chez vous, puisqu'il leur faut du changement, vous détournez de vous, ou vous gênez la clientèle innombrable des familles.

La Suisse est plus habile, et l'Angleterre et l'Allemagne. Je ne dis pas qu'on y soit meilleur que chez vous ; je crois au contraire à l'honnêteté, à la scrupuleuse probité du Français et de la Française. Mais vraiment votre gouvernement de la République est trop talon rouge ou trop Directoire ; il démocratise, par ses autorisations, ses licences, ce qui se cachait autrefois dans les ruelles des favorites de Louis XV. Tout s'en ressent ; c'est un débraillé général. Vous acceptez l'inondation permanente des papiers, des mendiants professionnels et des racoleurs qui salissent vos boulevards ; vous subissez l'encombrement des édicules que vous savez et qui, cyniques et malodorants, bâillent sur tous les trottoirs. Mais passons ; on est si content d'arriver à Paris ! Impossible pourtant d'aller au théâtre sans risquer de voir des acteurs en caleçon et des actrices tout au plus en chemise !... Vos marchands de journaux, dans les rues comme dans les gares relèvent de l'administration toute-puissante, puisqu'elle les nomme et tire profit de leur commerce ; leurs étalages sont pourtant des expositions obscènes dont on souffre moins pour l'étranger de passage que pour les enfants de la France, les jeunes ouvriers et les ouvrières que rien ne protège et qu'on abrutit, au lieu de les relever, dans leur abandon. C'est une nation d'élite qu'on empoisonne, qu'on étiole et qu'on dépeuple. Quel cas de conscience ! Et quelles sources profondes d'honnêteté cache la France, pour avoir raison malgré tout, de cet épandage superficiel d'immondices ! »

J'ai remercié mon interlocuteur en lui disant qu'il exprimait mon opinion déclarée à la tribune du Parlement depuis des années. Il reprit :

— « Vous êtes le jardin du monde, la terre promise: vous avez un passé grandiose, des paysages, des châteaux, des cathédrales et des musées ; noblesse oblige! Avec quelques dépenses largement rémunératrices d'entretien et de propreté, vous doubleriez le nombre des voyageurs qui viennent en France. Vous êtes riches en individualités. Vous avez des administrateurs, mais pas d'administration ; tout le monde en abuse ; l'esprit public, paralysé par des siècles d'obéissance, ne paraît pas s'être éveillé en France, tandis que l'administration s'est endormie ! Chacun compte sur l'autre ; cela pourra durer longtemps !... »

— Pas si longtemps, ai-je répondu ; les grands mouvements de l'opinion se propagent vite aujourd'hui et l'éducation de l'intérêt général se nivelle; nous avons déjà des crises fréquentes de mauvaise humeur sous forme de brutalités détestables mais d'autant plus significatives. A côté de cela, des foules admirables de tenue suivent, par millions, les expériences d'aviation ; il faut nous laisser le temps, soit d'arriver à nous administrer nous-mêmes, soit de faire comprendre aux pouvoirs publics que nous voulons être administrés.

— Patientons donc et ne prenons rien au tragique! s'écria mon interlocuteur avec une gaîté toute gauloise. Mais en attendant, ne pourriez-vous pas contribuer à diminuer en France le nombre vraiment désordonné des chats et des chiens ?

Sur ce sujet, les Américains sont inexorables, comme les Anglais. Ce n'est pas qu'ils manquent d'affection pour les animaux domestiques : ils les traitent même mieux que nous ; j'ai vu des dentistes

pour chiens en Amérique ; mais ils trouvent, non sans raison, que l'ami de l'homme est envahissant et dangereux quand il est errant.

Ma conférence faite à l'Université, j'ai quitté Lincoln après un très beau dîner à l'eau glacée, suivant une règle assez fréquente, strictement observée ici. Sans y penser, avant de prononcer mon discours, je demandai au Nègre qui servait à table derrière moi de me verser une goutte de whisky dans mon eau ; il me regarda : Oh ! quel regard ! J'en suis encore tout mortifié. J'en demandai l'explication à mon voisin. Il sourit : « La tempérance de ce dîner vous étonne, me dit-il ; elle vous semble une hypocrisie ; elle est très sage : vous en verrez d'autres exemples. Dans un pays neuf où nous sommes surmenés et où nous n'avons pas de vin, si nous commençons par un verre d'alcool et si nous ne donnons pas l'exemple, où s'arrêteront nos ouvriers, où s'arrêteront nos jeunes gens ? Le coktail est insidieux. »

II. — ENCORE UNE VILLE NOUVELLE

En parlant de Kansas-City, je ne voudrais pas être infidèle à Seattle, à Denver, à toutes ces villes nouvelles qui vous reçoivent à bras ouverts, comme des enfants installés d'hier attendant la première visite de leurs grands-parents ; pourtant il faut bien que je l'avoue : me voici de nouveau au centre du monde. C'est beau de voir une ville naître et de ne voir rien au delà, mais j'ai peine à m'habituer à ces éclosions subites et confiantes, moi qui suis d'un si vieux pays, la vallée de la Loire, qui a tant peiné, qui a vu passer

tant d'espérances et de déceptions, couler tant de larmes et tant de sang, construire et détruire tant de chefs-d'œuvre.

Avec un état d'esprit moins heureux, Kansas-City pourrait se plaindre d'être perdue loin de l'Atlantique et du Pacifique, loin des deux frontières septentrionale et méridionale des États-Unis. C'est tout le contraire : plus elle est loin, plus elle se croit nécessaire à tous ; plus le diamètre s'élargit du cercle dont elle est centre, plus elle attend, plus elle reçoit, plus elle distribue de richesses ; aussi est-elle aujourd'hui une ville de 250.000 habitants ; elle a augmenté sa population de 100 000 âmes depuis dix ans. Je pense à une ville de mon pays, située, elle aussi, au cœur de la France, dans une riche contrée agricole, au bord d'un grand fleuve, jadis résidence des rois, siège de la cour de France, aujourd'hui encore célèbre par son château, mais pour le reste endormie, moisie. Quel constraste ! Kansas est une de ces métropoles nouvelles qui ne doutent de rien et qui se persuadent littéralement que tout vient d'elles et que tout vient à elles. Dix-huit compagnies de chemins de fer y convergent, avec trente-quatre lignes, sans parler de la navigation fluviale escomptée, disent les réclames municipales, comme valant pour l'avenir cent voies ferrées qui marcheraient toutes seules et qui ne coûteraient rien. Kansas a du charbon pour alimenter ses chemins de fer, ses bateaux ; et mieux que du charbon pour ses usines, du pétrole et surtout du gaz naturel, gisant à sa portée, sur la rive même du Kansas, et si abondant qu'il sort de terre par des puits nombreux, indépendants les uns des autres. Les parcs à bestiaux et les

abattoirs de Kansas-City rivalisent avec ceux de Chicago. J'ai assez vu, il y a dix ans, ces derniers pour me dispenser aujourd'hui d'une nouvelle visite ; c'est un spectacle répugnant ; je l'ai décrit surabondamment à mon gré. Kansas-City est un centre agricole ; ses cultures scientifiques de maïs donnent des résultats impressionnants ; un homme se perdrait dans une de ces moissons sans limite. Il faut voir les attelages de faucheuses à dix, vingt, trente chevaux abattre les tranches de froment, séparer le grain de la paille et faire en quelques heures d'une forêt de blé un désert de chaume. Un agriculteur m'explique que, dans le Nord-Ouest, sur des étendues plus vastes encore, les machines se contentent de décapiter la paille et ne coupent que les épis qu'elles battent et dont elles mettent le grain en sacs, au fur et à mesure de leur marche. On incendie derrière elles la paille ; puis d'autres machines à vapeur viennent retourner et ensemencer le sol, de façon à réduire la main-d'œuvre au minimum possible. Tout cela est déjà connu. Ailleurs vous voyez cueillir à la main par milliers, les pommes, les abricots, les prunes, les amandes, les pêches qu'on expédie, fraîches ou séchées, à la gare directement. A Kansas affluent les matières premières, les métaux, l'or et l'argent, le cuivre du Montana, du Wyoming, le zinc et le plomb de l'Oklahoma, de l'Arkansas et du Missouri, les avoines de l'Iowa, les foins, le bétail, les porcs, les moutons, les chevaux et les mules de tous les États environnants ou lointains, y compris les chevaux de France. J'ai vu, depuis vingt ans, cette industrie de l'exportation des chevaux français aux États-Unis prendre un grand développement dans le

Maine et particulièrement dans le Perche. J'ai vu nos éleveurs vendre jusqu'à mille francs des poulains avant leur naissance. Je vois ici et partout ailleurs les descendants de ces poulains; mais, autre privilège de la France, ces chevaux, pas plus que nos graines ou nos plants, ne peuvent conserver longtemps à l'étranger et encore moins perpétuer leurs qualités ; il faut revenir chez nous pour en renouveler l'origine; il faut même, par parenthèse, une tenace bonne volonté pour y revenir, car la France rend l'exportation de ses chevaux vraiment compliquée, toujours faute d'organisation de ses transports. C'est ce que m'ont raconté les acheteurs américains, et je sais trop bien qu'ils n'exagèrent pas. Un cheval français acheté à la Ferté-Bernard ou à Nogent-le-Rotrou ne peut être expédié directement sur aucun de nos ports français ; il doit être dirigé sur Paris, puis sur le Havre où il ne trouve pas un seul service de bateaux convenablement aménagés pour faire la traversée de l'Atlantique ; il faut l'embarquer provisoirement pour l'Angleterre, et c'est là seulement qu'existent de grands transports du type *Minneapolis* construits spécialement pour qu'il puisse affronter l'océan sans risques. Comment un jeune cheval arrive-t-il vivant et intact des vertes prairies où il a été élevé en liberté jusqu'à sa destination d'outre-mer ? C'est un problème; et le plus étonnant est qu'il arrive communément sans accident.

Ce sont là nos vices habituels d'organisation. La France y perd, tandis que l'Angleterre y gagne. Kansas-City, pas plus que les États voisins, ne s'attarde à ces détails: rien n'arrête son mouvement, sa vie, et cette vie intense se précipite avec une rapi-

dité vertigineuse. Le nombre de ses banques, le chiffre de leurs opérations, le montant de leurs dépôts ne cessent de s'accroître. On prétend même que la main-d'œuvre y est moins élevée et plus satisfaisante qu'ailleurs. Comment cela ? Pour plusieurs motifs : d'abord la facilité d'appeler du renfort des quatre points cardinaux ; s'il manque des ouvriers, quelques télégrammes lancés dans les directions utiles suffisent à en faire venir; ensuite l'instruction, l'éducation générale de la population sont l'objet de grands sacrifices de la part de la ville de Kansas ; on a calculé que l'argent dépensé pour les écoles diminue le nombre des vagabonds, des ivrognes et des malfaiteurs, augmente la valeur professionnelle de l'ouvrier, et surtout sa valeur sociale et morale ; plus instruit, il est plus heureux ; son travail est plus rémunérateur. Les crises de mécontentement, les grèves sont plus rares, plus faciles à dénouer. Peut-être en est-il ainsi parce que la demande de travail est telle dans une ville neuve qu'on ne regarde pas à payer très largement les ouvriers ; les salaires entrent dans les frais de premier établissement ; ils sont pris sur le capital de l'entreprise ; dans une ville ancienne, au contraire, les salaires passent plutôt aux frais d'entretien et sont payés sur le revenu ; c'est une différence. A Kansas-City, les aimables organisateurs qui savent si bien démontrer que leur ville est la capitale industrielle et le centre stratégique des approvisionnements du Nouveau-Monde, me fournissent les chiffres suivants dont je leur laisse l'entière responsabilité. Un ouvrier ordinaire, un terrassier est payé, en moyenne, à Chicago, vingt-trois ou vingt quatre sous ou cents

l'heure ; dix-neuf seulement à Kansas ; un ouvrier du bâtiment est payé vingt-neuf ou trente sous l'heure à Chicago, vingt seulement à Kansas, et ainsi de suite.

Quoi qu'il en soit, on comprend que ces États agricoles, industriels et miniers en pleine croissance soient partisans d'une politique extérieure de leur pays qui leur assure la stabilité du lendemain. Aussi l'accueil que j'ai reçu à Kansas a-t-il été particulièrement empressé. Plusieurs mois avant d'arriver, je me suis aperçu que l'organisation de Kansas-City serait bonne et qu'on n'y ferait pas les choses à moitié. Avant même mon départ de France, en février, on m'écrivait que le superintendant des écoles de Kansas avait donné congé aux 938 instituteurs et institutrices de la ville pour les engager à assister, avec les étudiants, à ma conférence du 20 avril. Vingt-quatre heures d'avance, à mon arrivée à Lincoln, deux membres du comité de réception de Kansas étaient venus à ma rencontre ; ils ont assisté au banquet de Lincoln, puis ils m'ont conduit à la gare. Ils ne m'ont quitté qu'à la porte de ma cabine, où ils sont venus me retrouver le lendemain matin pour l'arrivée. La réception, plus que cordiale, qui m'attendait sur le quai me fit oublier ces nuits courtes, mais mauvaises. La matinée était très fraîche ; des automobiles ultra-rapides, et surtout ultra-découvertes, nous attendaient ; l'un de mes aides de camp prit le volant de l'une d'elles et me conduisit, radieux, sans même songer à se couvrir, tandis que j'essayais de disparaître sous des pardessus et des châles insuffisants. Je me sentais bien « vieille Europe » à ce moment !... Mais cette défaillance fut

courte ; on me laissa seul à l'hôtel dans un somptueux appartement où je commençai par me demander si je n'avais pas changé en route ma personnalité, si je n'étais pas Sarah Bernhardt elle-même ! Des roses de France, éclatantes et parfumées, s'épanouissaient sur les tables, avec toutes les marques de bienvenue et de délicate attention. Les journalistes et les photographes me rappelèrent à la réalité ; on compte à Kansas de nombreux journaux ; le plus lu d'entre eux tire à 260.000 exemplaires, les autres à 150.000 ; j'avais à peine concilié leurs exigences avec celles de ma toilette et de mon premier déjeuner, que l'automobile se faisait annoncer par les appels du téléphone. Je descendis.

Ces automobiles de Kansas-City m'ont tout de même fait frémir. C'est déjà ici, comme dans tous les États-Unis, une très vieille industrie, usée, « bad business », comme on dit ; tout le monde en fabrique, tout le monde en a. On a commencé par les faire venir de France, puis par en assembler les pièces importées ; finalement on en construit partout et on en exporte. Il y a deux catégories d'automobiles : la petite électrique, qui vient généralement d'Allemagne, et qui sert surtout aux personnes âgées ou timides ; ce sont des coupés ou des landaulets que conduisent de l'intérieur tantôt un vieux monsieur, ou une dame, ou une toute jeune fille. Mais les jeunes filles préfèrent l'autre catégorie, les grands modèles à essence, les quarante chevaux... C'est effrayant ! Voir fondre sur vous ce bolide conduit par la main dédaigneuse d'une enfant de quatorze ans qui ne connaît pas le danger et qui contemple votre effarement comme celui d'une poule ignorante ; voir ce

projectile arriver, passer à quelques centimètres de votre auto, vous frôler et sentir par surcroît qu'on est un naïf et qu'on aurait tort, quoi qu'il advienne, que c'est toujours la femme, toujours l'enfant qui aura raison devant le juge, et qui par conséquent peut tout braver !... C'est déconcertant ; on est vieux jeu décidément quand on arrive de Paris à Kansas-City. Je me le reproche, car j'ai vu jadis que les Anglais, dans des maisons de commerce colossales, confiaient les fonctions de caissier à des enfants. C'est aussi une grosse responsabilité.

Je suis arrivé quand même à ma conférence et j'ai trouvé là, une fois de plus, l'avenir des États-Unis, les maîtres ou futurs maîtres et maîtresses de l'enseignement. Instruire des éducateurs, éclairer des consciences directrices, c'est une satisfaction sans égale, c'est l'œuvre qui ne se voit pas ; c'est l'élément d'action infaillible, incalculable, dont on ne tient pas compte parce que son efficacité n'est pas immédiate, mais elle est d'autant plus profonde ; c'est par millions et par millions que se répercutent, de génération en génération, les échos de cet enseignement, bien plus rapidement qu'on ne croit.

Après ma conférence, on m'avait demandé, pour l'après-midi, une réunion supplémentaire au Schubert-Théâtre, pour les dames de Kansas-City ; après quoi on me fit visiter la ville, ses parcs, ses boulevards. Ce fut une course mémorable. La ville mesure 58 milles carrés de territoire et 45 milles de boulevards, 324 milles de rues pavées. Elle est vallonnée juste assez pour donner à ses habitants le plaisir de construire des résidences bien aérées ; elle s'est étendue en surface et non en hauteur, à l'exception des

grands hôtels et de quelques édifices énormes créés précisément pour centraliser dans un même local toute une organisation qui ne peut guère être complète et moderne qu'à la condition de servir à une vaste collectivité. A Kansas-City, comme dans la plupart des villes américaines et anglaises, chacun veut avoir sa maison, son jardin, son foyer; rien n'est plus facile avec les tramways électriques; il n'est pas plus coûteux aujourd'hui de s'étendre en largeur sur des terrains à bon marché que de s'entasser en hauteur comme jadis, sur des terrains hors de prix. Une industrie importante existe dans toutes les villes nouvelles, celle des agents de vente ou de location des maisons; cette industrie est d'une activité fébrile; c'est elle qui transforme les terrains vagues en quartiers luxueux, abaisse les collines, comble les vallées, forme les syndicats d'initiative, etc., etc. Toutes ces maisons sont gracieuses, variées. On me dit que les architectes américains, font, pour un bon nombre, leurs études en France; ils en profitent bien; ils combinent les connaissances classiques avec les exigences d'une clientèle innombrable et ennemie de la routine. Le résultat est des plus heureux; mais certainement l'architecture domestique américaine s'inspire avant tout de l'architecture des cottages et des maisons de campagne anglais. Les parcs sont ici, comme ailleurs, vastes et nombreux, bien dessinés, reliés à la ville par de belles avenues. L'un de ces boulevards passe en corniche au flanc d'une falaise pittoresque, le « Cliff Drive », dominant la vallée du Missouri; cette falaise naturelle a l'aspect, la couleur, le relief d'une de nos fortifications du moyen âge; parmi des simulacres naturels de vieilles tours

pousse le lierre et la jeune verdure printanière ; c'est l' « escarpement ruiniforme » bien connu des géologues, et dont on trouve souvent en Europe l'équivalent, mais qui vraiment ici est bien placé pour donner à cette promenade toute nouvelle jusqu'à l'apparence d'un passé. Les marchands de terrain, à Kansas, ont toutes les chances!

Arrêtons-nous pour contempler le Missouri dont je n'ai rien dit encore ; c'est une déception et une défection, comme la Loire : un fleuve qui manque à son histoire, à son rôle. Nous avons tous été nourris des récits de nos pionniers qui descendirent ou remontèrent ce grand chemin ; tout le monde sait que, sans aller si loin, il y a moins d'un siècle, le produit des plantations riveraines du fleuve descendait le cours du Mississipi et de ses affluents pour gagner l'Océan, et que des paquebots faisaient le service de Saint-Louis à la Nouvelle-Orléans. Aujourd'hui plus rien ; toutes les villes que j'ai visitées au bord de ces magnifiques fleuves n'en connaissent guère à présent que les inondations. Je n'ai pu m'empêcher de protester une fois de plus, devant ce vandalisme de notre temps. Il m'a semblé que les habitants de Kansas-City, prenaient à cœur mes protestations : « nous pensons comme vous, me répondit-on ; un mouvement s'organise non seulement parmi nos industriels et nos commerçants, mais dans le peuple, en faveur d'une réhabilitation de nos voies fluviales, en faveur du reboisement et de tout ce qui peut s'en suivre pour la mise en œuvre de notre sol ; à Kansas même, des souscriptions ont été lancées parmi les ouvriers, les ouvrières, les commis, les employés des deux sexes, en vue de rétablir la

navigation sur le Missouri ; la souscription a réussi ; ce n'est plus qu'une question de temps ; à votre prochaine visite nous vous conduirons à Saint-Louis sur le Missouri. »

Le banquet final de cette journée non moins remplie que les précédentes eut lieu à mon hôtel, par les soins d'une organisation puissante : le club du « Couteau et de la Fourchette ». Cinq à six cents convives au moins emplissaient la salle et ses annexes ; pas de femmes à table. Oserai-je dire que je n'en fus pas fâché. La force humaine a des limites ; faire trois ou quatre conférences par jour pendant plusieurs mois de suite, c'est un exercice physique qui demande de l'entraînement, mais encore plus d'organisation. Causer et parler, cela fait deux ; il est difficile à un orateur de parler convenablement pendant trois quarts d'heure après le dîner, s'il a dû commencer par causer deux heures pendant le dîner ; or il ne peut faire autrement quand il a pour voisine une dame, et surtout quand cette dame est intéressante. Il y a des femmes qui excellent à épuiser un conférencier : elles le pressent comme un citron, après quoi elles abandonnent ce qui reste à l'auditoire. Dieu vous garde de la femme enthousiaste qui veut tout savoir et qui ne vous a laissé le temps ni de manger, ni de souffler quand le président vous appelle à prononcer votre discours. Je me suis promis de la fuir, de la dénoncer tout au moins, car la fuir ce n'est pas possible ; elle existe dans tous les pays et elle ne lâche jamais sa proie.

Les membres du « Couteau et de la Fourchette » donnent leurs banquets moins pour manger et pour boire que pour se rencontrer et pour s'instruire des

faits nouveaux intéressant leur activité. Mon dîner était leur cent-deuxième réunion depuis la fondation du club. Après le dessert on ferme les portes, le service cesse, les convives se rapprochent de la table d'honneur, allument leurs cigares et s'installent pour écouter; un discours, et surtout celui d'un étranger, est pour eux un spectacle, une attraction autant qu'un enseignement. Des galeries autour de la salle s'ouvrent aux dames et aux amis des membres du club. Il n'y a pas de sujet qui touche plus les Américains que celui-ci : « N'arrêtez pas votre croissance ; développez vos relations avec le monde entier. »

Au moment de clore la soirée, le président, Georges H. Forsee, mystérieusement, fit un signe que je fus seul à ne pas comprendre ; on lui apporta un vaste écrin ; il commença par me remercier d'être venu de si loin parler de la France, puis en termes émouvants, il me demanda de rapporter à ma famille un souvenir de Kansas-City, et dans l'écrin qu'il ouvrit pour me le remettre, je vis briller de monumentales pièces d'argenterie, une fourchette et un couteau gravés à mon nom avec la date de cette soirée du 20 avril.

Je ne sais ce que je répondis, mais je suis bien sûr que si je retourne jamais à Kansas-City, j'y serai en pays ami, non seulement moi, mais tous les Français de bonne volonté dont j'ai été pendant un jour le représentant et le messager.

Et maintenant vite à ma chambre, à mon sac, à mes roses, à l'automobile, à la gare, à mon train où je dis adieu à mes guides et où j'arrive juste pour m'endormir, tant bien que mal, et me réveiller le lendemain matin à Saint-Louis.

CHAPITRE VIII

LA MÉTROPOLE DE LA LOUISIANE

I. — LA NOUVELLE-FRANCE

J'étais levé de bon matin, le lendemain, quand le Nègre, toujours souriant, vint frapper à la porte de ma cabine et me prévenir que nous approchions de Saint-Louis. Ces trois nuits successives de wagon n'avaient pas été le repos du corps, — toutes les lignes de chemins de fer ne sont pas bonnes et celle que j'avais dû prendre à Lincoln pour gagner du temps est certainement parmi les pires, — mais j'étais bien plus loin encore du repos de l'esprit. Depuis les montagnes Rocheuses, sur le chemin du retour, tournant le dos à l'océan Pacifique, pénétrant dans la vallée du Mississipi, j'avais la sensation non plus d'aller, de m'éloigner, mais de revenir; et la première étape de ce retour en Europe était Saint-Louis, la métropole de la Louisiane française.

La Louisiane! Ce seul nom parle au cœur d'un Français doucement et douloureusement : il symbolise tant de beauté, de force d'âme, d'héroïsme, tant de clairvoyance géniale, d'une part, et, d'autre part, tant de laideur, tant d'ineptie, de faux esprit et de lâcheté; il résume si bien, non seulement toutes nos

grandeurs et toutes nos misères françaises, mais toute la grandeur et toute la misère humaine, que le pays actuel disparaissait pour moi devant son passé. Je n'exagère pas : à la Nouvelle-Orléans j'ai vu La Salle ; je n'ai pu retenir mes larmes en le trouvant vivant dans la mémoire des Français que je rencontrais ; j'ai compati à ses épreuves comme si elles étaient d'hier ; j'ai souffert de ce qu'il a souffert ; j'ai rougi de nos abandons comme d'un remords national.

Reçu à la gare centrale de Saint-Louis par un de ces Américains, nombreux aux États-Unis, mais qu'on ne soupçonne pas en Europe, et dont toute la vie n'est que dévouement au bien public, je fus aussitôt conduit à une des résidences privilégiées qui couronnent la ville nouvelle. Mais avant de parler de ce paradis de l'hospitalité, je voudrais achever ce que j'ai à dire sur la vieille ville.

Je demandai à la voir le plus tôt possible, aussitôt après ma première conférence, qui m'attendait au débarqué, et j'allai droit au fleuve, au pont du Mississipi. Je refusai de visiter aucun monument ; c'est ma faiblesse. Je ne puis plus voir un monument ; l'étonnement attristé de mes amis n'y peut rien ; j'en ai trop vu dans ma vie. J'ai toujours dit que la société nous empêche de voir le pays ; il en est de même des monuments ; ce qui m'intéresse, c'est la terre, le ciel, les hommes, les problèmes ; n'attendez pas que je vous décrive le capitole de toutes les villes où j'ai passé.

Le Mississipi coule sous mes yeux, magnifique et inutile ; il inonde comme le Missouri ; c'est décidément aujourd'hui la principale fonction des grands

fleuves. La civilisation les dédaigne ; n'importe, ce n'est qu'une répudiation insignifiante auprès de tant d'autres. Le fleuve n'en développe pas moins sa large nappe qui vient de si haut, de si loin, et qui porta nos pionniers...

Je vois passer Cavelier de La Salle avec ses trente-trois Français dans leurs pirogues indiennes ; ils viennent de Québec ; ils ont, après Cartier, après Champlain, remonté le fleuve Saint-Laurent ; ils ont gagné le lac Érié, les mers intérieures des Grands Lacs ; ils ont lutté contre le climat si changeant, si rude en hiver, si chaud en été ; ils ont vécu de la chasse du bison et des oies sauvages, vécu de privations surtout ; ils ont traversé les marécages, les forêts, bravé les reptiles, les fauves, les moustiques, les hommes et les bêtes ; derrière eux est resté plus d'un compagnon surpris dans une embuscade et torturé ou consumé par la dysenterie, comme l'admirable Père Marquette, que l'Église, à défaut de la France, aurait dû glorifier, béatifier ; ils ont construit des forts, et celui-là surtout, le trop bien nommé : « Crève-Cœur » ; ils ont construit une petite flotte, un vaisseau même, le *Griffon*, perdu par la trahison de son pilote ; ils ont cherché longuement les sources inconnues de ces fleuves qui se jettent dans l'Atlantique et celles des Grands-Lacs ; rien n'a pu les décourager ; ils ont inspiré confiance aux Indiens, vivant par avance avec eux les romans de Chateaubriand ; leur portant l'amitié plus que l'esprit de lucre et de conquête ; ils ont appris leur parler, passé des traités d'alliance avec les uns, combattu la férocité des autres ; ils ont atteint la ligne de partage des eaux ; orga-

nisé, pour la franchir — à quels risques et à quel prix ! — ces « portages » dont les noms figurent encore en français sur les cartes ; ils ont pénétré les mystères de l'autre versant. Les voilà descendant l'Ohio d'abord, puis l'Illinois, pour arriver enfin ici, passer là...

Un seul de ces voyages a duré deux ans ! Deux ans, sans autre abri que le ciel changeant, sans autre nourriture que les surprises du hasard, ou bien la chair des crocodiles, sans autres soins que ceux de la nature contre des maladies implacables ; deux ans, sans argent, sans forces, sans munitions, sans soutien contre des ennemis et des détracteurs acharnés, avec la seule passion d'avancer, de créer, de conquérir un continent. Ils atteignirent le golfe du Mexique et revinrent par la même voie, remontant le courant. Par sa proclamation du 9 avril 1682, La Salle a pu faire hommage à Louis XIV de la Nouvelle France, la Louisiane qu'il avait baptisée de son nom. La Louisiane comprenant toute l'immense vallée avec les fleuves glacés ou brûlants qui l'arrosent et tous les territoires que ces fleuves traversent. Colbert comprit La Salle ; il le soutint contre les cabales, contre ses créanciers et ses jaloux ; contre la niaise perfidie du gouverneur La Barre. Plusieurs fois, La Salle fit le voyage d'Amérique à Versailles, plus aventureux encore que celui du Mississipi. On connaît sa fin misérable, aussi triste, mais plus tragique que celle de Dupleix : criblé, lui aussi, de dettes glorieuses, appauvri pour avoir enrichi son pays, il ne lui restait qu'à mourir pour être un vrai héros français ; le commandant de Beaujeu, chargé de le transporter à l'embouchure du Mississipi, se

trompa, ou le trompa, et l'abandonna sur la côte déserte du Texas; son énergie indomptable ne se laissa pas abattre par ce dernier coup : il voulait regagner une fois encore le Mississipi et par là remonter jusqu'au Canada, donner deux entrées à sa Louisiane, celle du sud, indépendante, venant compléter celle du nord ; c'est pourquoi La Barre le dénonça comme fou et comme un péril national. Il partit à pied, à travers forêts et déserts ; il était loin déjà de la côte quand ses compagnons l'assassinèrent laissant son corps aux bêtes fauves. Il avait quarante-quatre ans.

Le martyre est le plus puissant des encouragements. Les successeurs de Champlain, de Marquette et de La Salle furent légion ; le commerce aussi comprenait son intérêt de suivre leurs traces et de profiter de leur héroïsme. Colbert avait donné l'impulsion en organisant la colonisation officielle, en envoyant de Bretagne, de Normandie et d'Anjou au Canada quatre mille cultivateurs qui se répandirent partout, fondèrent des centres devenus des villes, encore françaises par le nom, lorsque survinrent nos grands désastres, le traité d'Utrecht avec l'abandon de Terre-Neuve, les rivalités implacables des capucins et des jésuites ; puis, avec la fin du règne de Louis XV, l'abandon, la profanation de tout ce que le génie français avait rêvé et réalisé.

Saint-Louis ne fut d'abord qu'un refuge contre l'envahissement des Anglais. Débordés sur toute la côte de l'Atlantique, les Français ne possédaient, à part Sainte-Geneviève, que des postes sur la rive gauche du Mississipi ; ils franchirent le fleuve ; d'intrépides pionniers, les deux fils de la Vérendrye,

poussèrent même, tout seuls, jusqu'aux montagnes Rocheuses qu'ils aperçurent dès 1742, plus de soixante ans avant la découverte officielle. Quand l'admirable vallée de l'Ohio nous échappa, et par suite le chemin le plus direct entre les deux capitales de la Louisiane, de la Nouvelle-Orléans à Montréal les Français se replièrent sur la rive droite du Mississipi. Ils y cherchèrent, à proximité du confluent du Missouri, l'emplacement le plus favorable pour nouer leurs communications avec le sud et avec le nord, en même temps que pour assurer leurs explorations et leurs chasses dans les solitudes de l'ouest. La Compagnie des fourrures de la Louisiane chargea Pierre Laclède, alors âgé de trente-neuf ans, de conduire l'entreprise. Parti de la Nouvelle-Orléans en 1763, il s'établit d'abord à Sainte-Geneviève, puis à Fort-Chartres d'où il finit par fixer son choix sur ce point inconnu, devenu la métropole de la grande vallée, et que voici.

Avec Pierre Laclède et après lui vinrent, de tous les centres que nous occupions, cette population de voyageurs, trappeurs, chasseurs, coureurs de bois, dont la poétique existence dans ces contrées vierges devint légendaire ; les prouesses de Mme Chouteau, qui accompagna Laclède, et celles de ses deux fils, Pierre et Auguste Chouteau, celles du plus jeune surtout, Auguste, âgé de treize ans, et chargé de conduire une troupe de trente hommes, sont les romans vrais qui ont inspiré la littérature dont nos imaginations ont vécu pendant près d'un siècle et sont longtemps restées émues.

Toutes ces prouesses, aussi bien que celles des Montcalm et des La Bourdonnaye, comptaient pour

rien à Versailles ; le traité de Paris en fit litière ; la Nouvelle-France comme les Indes, cessa d'exister. Le plus triste, c'est que Louis XV n'est pas le seul responsable de cet abandon ; il y fut encouragé par l'esprit de la cour, par nos grands esprits mêmes qui se firent un point d'honneur de traiter le Nouveau-Monde en quantité négligeable et dont les amusantes sottises sur ce sujet sont trop connues. Il faut reconnaître aussi qu'une puissance ne peut se flatter de conserver ses colonies lointaines que par la paix et dans la paix. L'Angleterre elle-même en a fait l'expérience. Elle a profité de nos difficultés extérieures et intérieures pour nous prendre nos colonies, mais elle a perdu à son tour les États-Unis, peu d'années plus tard, par la contrainte savante de Vergennes et d'une coalition européenne. Six fois en un siècle la Louisiane a changé de maître, passant de la France à l'Espagne, à l'Angleterre et finalement aux État-Unis avec son immense territoire aujourd'hui divisé en quatorze États.

Cette dernière transition était inévitable ; elle aurait pu, elle aurait dû être un lien de plus entre la France et le Nouveau-Monde, elle fut la pire des humiliations, et cette humiliation je l'ai ressentie surtout à Saint-Louis. comme diplomate, comme Français, comme homme ; elle est aussi pénible pour les Américains que pour nous-mêmes. Personne n'a le droit de s'en vanter.

Louis XV avait trahi la Nouvelle-France. Napoléon Ier la vendit. Je ne connais pas de troc plus sordide et plus répugnant. L'Histoire ne nous montre qu'un seul côté de la médaille : la diplomatie de Talleyrand dosant sans scrupule ses échanges, dispo-

sant des peuples et, d'un trait de plume, les exécutant à distance, comme Napoléon donnait l'ordre d'exécuter le duc d'Enghien ou de faire disparaître Toussaint Louverture. Mais il faut voir le revers de la médaille ; il faut connaître aussi les lendemains de ces exécutions. Les récits des Américains sont, à cet égard, impartiaux ; sachons gré à plusieurs d'entre eux, tels que Parkman, qui ont entrepris de rendre à nos œuvres et à nos compatriotes la justice que nous leur refusions. Les Anglais mêmes ont adopté Dupleix, condamné par nous ; j'ai entendu Cecil Rhodes parler de lui comme de son dieu et me demander avec indignation comment la France avait pu être aussi ingrate pour l'un de ses meilleurs enfants.

Les Américains ont raconté en termes émouvants l'exécution de l'acte de vente de la Louisiane. Consternés d'avoir été cédés, en 1768, à l'Espagne, les Français de la Louisiane crurent rêver quand ils apprirent que par des traités secrets, ou plutôt par des manigances inavouables, leur cher pays était vendu 80 millions de francs aux États-Unis. Tous étaient assez raisonnables pour comprendre que la France continentale, exposée à tant de conflits séculaires avec ses voisins, ne pouvait conserver la Louisiane ; mais la vendre, alors qu'il eût été si noble et si habile de la donner ; comme on marie sa fille et non comme on vend une esclave ! Et la vendre aux États-Unis, après la guerre de l'Indépendance, après cette noble coopération de deux peuples unis pour la conquête de leur liberté ! La France de la Révolution vendant la Louisiane au pays de la Déclaration de l'Indépendance, la France de La Fayette, de Grasse et de

Rochambeau ! C'était un défi jeté par la diplomatie à la dignité humaine. Et sur quelle dédaigneuse ignorance se fondait cette évaluation du prix de la vente ! 80 millions pour un continent qui produit chaque année des milliards !

Le jour convenu, le 20 décembre 1803, à la Nouvelle-Orléans, les autorités espagnoles ayant amené leur étendard pour céder la place au drapeau français, ce fut le tour de celui-ci de disparaître. La cérémonie se fit en grande pompe. Les ordres de Napoléon étaient formels, comme ceux du gouvernement des États-Unis. D'un dernier cri la population salua les trois couleurs qui s'abaissaient ; elle vit monter le pavillon constellé des jeunes étoiles américaines ; puis elle se forma d'elle-même et, sans mot dire, suivit en cortège funèbre, jusqu'au palais du gouverneur, son drapeau mort ; c'était la Nouvelle-France qu'on enterrait, c'était l'œuvre de nos pionniers, raillés, contrariés de leur vivant, dont on faisait argent après leur mort.

Sic vos non vobis, disent en ricanant les sceptiques ; non, les actes d'un gouvernement ne changent rien à la gloire des hommes ; la récompense est dans l'action et non dans le succès ; la justice que nos pionniers n'ont pas obtenue de leur vivant, le monde aujourd'hui la leur rend ; la France en profite.

Laissons maintenant le passé ; remontons vers la nouvelle ville.

II. — LA POPULATION. LE CLIMAT DES ÉTATS-UNIS L'EXPOSITION DE SAINT-LOUIS

Que diraient Laclède et les fils Chouteau qui bâtirent, en 1764, les premières rues de Saint-Louis.

à commencer par celle du Marché, s'ils voyaient aujourd'hui s'étendre sur 30 kilomètres de rives cette ville de près d'un million d'habitants, la quatrième ville des États-Unis, capitale de l'un des États les plus riches de l'Amérique du Nord ? Que dirait Mme Chouteau ? Elle aurait sa villa très belle sans doute sur le parc, dans le quartier des Résidences, car la disposition des villes américaines s'inspire presque invariablement de cette idée classique, romaine, anglaise et coloniale : ne pas vivre sur son travail, travailler le jour avec l'indigène et l'ouvrier dans le quartier des affaires ; se retirer le reste du temps, dans une résidence aussi aérée, aussi riante que possible. Toute la population de Saint-Louis, y compris la population ouvrière, émigre ainsi du côté du coucher du soleil ; Saint-Louis a son West-End, comme Londres et comme Paris.

Ce que je ne me lasse pas d'admirer, bien que ce soit partout la même chose, dans cette expansion prodigieuse des villes américaines, c'est le dédain des obstacles ; chacun, ici, ne voit que les beaux côtés et l'avenir de son pays. Peu importent les critiques ; tout s'arrange ; l'essentiel est que géographiquement rien ne peut empêcher Saint-Louis d'être un centre privilégié de toutes les cultures et de tous les produits, du nord au sud, de l'est à l'ouest, l'un des grands marchés du tabac, du coton, de la laine, du bétail, des pelleteries, des conserves, du bois, des céréales, de l'orge ; les Français ont disparu, les brasseurs et les industriels allemands les ont remplacés en bien plus grand nombre ; ils deviendront Américains à leur tour, car Saint-Louis est aussi un centre de population où se fondent la plupart des éléments

disparates qui forment la nationalité américaine.

J'entends plus d'un lecteur prendre à partie cet optimisme et s'écrier : « Les Américains ne sont pas parfaits, ils ont leurs défauts » ; je le sais bien puisqu'ils ont hérité des nôtres et de ceux de tous les émigrants dont ils sont issus. Je sais notamment, comme tout le monde, tout ce que les Américains ont à apprendre dans le domaine de la vie internationale où ils sont nouveaux venus. Il y a des Américains détestables, comme il y a des Français, des Anglais, des Allemands, des Italiens, des Russes détestables ; j'accorderai même que dans tout pays neuf il y a naturellement plus d'aventuriers que dans les vieux pays, mais il y a aussi moins d'égoïsme, moins de routine ; il y a aussi cette intelligence moyenne, cette intuition née de l'expérience et de l'initiative toujours en jeu et qui font comprendre à chacun l'intérêt commun, l'intérêt public. Je reconnais en outre que j'ai vu surtout l'élite des Américains, mais c'est là ce qu'il faut voir, puisque cette élite ne se contente pas d'être satisfaite, puisqu'elle est agissante, puisqu'elle instruit, dirige, forme à son image le reste. Rien n'est plus vain que de s'arrêter aux types inférieurs, inassimilés, d'une population, alors que les types supérieurs travaillent à entraîner les autres dans leur sillage ; c'est cette élite qu'il faut connaître, si l'on veut savoir, non pas seulement d'où viennent et où en sont les États-Unis, mais où ils vont.

Il y a beaucoup à dire aussi sur le climat. De même que les Américains s'accommodent d'une population de hasard et sans cesse renouvelée, pourvu qu'elle arrive à suivre le grand courant de l'éducation nationale, ils sont enchantés de leur climat que je

considère moi, Français gâté, comme discutable.

A Saint-Louis se rencontrent tous les climats, comme toutes les cultures : le chaud et le froid, sans oublier le courant d'air national, mon ennemi personnel. Les Américains vivent dans un courant d'air ; les vents balayent leur pays sans résistance, comme on sait ; je me demande si cette passion du courant d'air ne se paye pas par la multitude des maladies bizarres dont les chirurgiens se sont emparés ; je ne saurais citer le nombre de mes amis américains dont on a ouvert le nez, le front, les oreilles pour en extirper, à mon avis, des résultats de courants d'air. En revanche, je suis d'accord avec les Américains dans leur combat contre les mouches et les moustiques qu'ils considèrent comme des convoyeurs d'épidémies. Il existe dans ce pays semi-tropical quantité d'insectes que nous ignorons et qui gâtent la vie des gens. Certaines piqûres de moustiques sont venimeuses gravement. Les Américains dorment dehors, malgré ce danger, et nous qui avons la chance de l'ignorer, sauf de rares exceptions, nous fermons nos fenêtres hermétiquement. Cela n'empêche que, pour s'en défendre, ils sont obligés de doubler radicalement leurs fenêtres d'un grillage métallique tendu sur des cadres, comme ceux d'un garde-manger ; c'est un voile qu'ils interposent entre eux et le ciel et qui assombrit l'intérieur de toutes les maisons. Mais on me répond : « Ce n'est qu'un moment à passer dans l'histoire d'un peuple ; les Américains détruiront les mouches et les moustiques, comme ils ont eu raison de la fièvre jaune. »

Ils n'auront pas raison aussi facilement des inondations et surtout des tremblements de terre. Je n'ai

pas eu le temps d'en parler à San-Francisco : je n'ai pas voulu faire de peine à mes amis. Les habitants de San-Francisco n'aiment pas qu'on leur rappelle leur récent tremblement de terre et qu'on leur demande pourquoi certains terrains vagues restent encore inoccupés dans les plus beaux quartiers de la ville. Si on en parle, ils vous répondent que c'est l'incendie qui a fait le plus de mal, l'incendie et le manque d'eau, un défaut d'organisation ; cela désormais n'arrivera plus. La vérité pourtant est que les catastrophes naturelles, tremblements de terre, inondations, cyclones, tornades, raz-de-marée sont terribles aux États-Unis ; seulement les habitants n'en tiennent pas compte ; au lieu d'accepter la ruine, comme les habitants de Messine, par exemple et de se résigner à vivre à côté du cimetière de leurs anciennes demeures, ils se remettent immédiatement à l'ouvrage et ils profitent de l'accident pour faire mieux qu'auparavant. Le raz-de-marée qui a submergé Galveston a eu pour conséquence un grand progrès ; la ville s'est reconstruite entièrement. Chicago avait fait de même, bien auparavant, en 1855 ; ce qui ne l'empêcha pas de se reconstruire encore une fois, après l'incendie de 1871. C'est à se demander si nous ne sommes pas un peu trop privés de catastrophes dans notre belle France !

Deux heures après le tremblement de terre de San-Francisco, les commerçants et les principaux citoyens de la ville se réunissaient pour improviser des marchés, des abris, distribuer des vêtements, des provisions, reprendre la vie ; les automobiles, alors à leur début, firent merveille pour sauver les blessés, les malades, transporter les livres de commerce, les

objets précieux, tout ce que l'incendie eût fait disparaître. On devrait célébrer par quelque moyen les services de l'automobile. Le tremblement de terre de San-Francisco m'a été décrit, avec témoignages à l'appui, par un savant bien connu aux États-Unis, le Dr D. Starr Jordan, président de Leland-Stanford University. En face des ruines neuves de plusieurs bâtiments de son université qui parlaient d'elles-mêmes, il m'expliqua que les tremblements de terre en Californie se produisent au moins une fois tous les cinquante ans ; la terre ondule alors comme l'Océan : « Ce sont de véritables vagues sur lesquelles nous nous trouvons subitement ; les escaliers dansent, les portes sont secouées furieusement, comme un rat par un bull-dog. »

Les habitants de Saint-Louis ont eu leur part de catastrophes naturelles, et c'est pourquoi, parmi beaucoup d'autres raisons, ils ne se soucient pas de les aggraver par des catastrophes volontaires. J'ai été reçu, et dans la cité et dans le West-End, avec des sentiments non équivoques de sympathie pour mon pays et pour ma cause. Dans la cité, j'ai été invité, le samedi, à déjeuner au City-Club où se réunissent les négociants et tout un monde de banquiers, industriels, ingénieurs, architectes, etc., pour manger à la hâte quelques plats très simples avant de quitter la ville; car le travail cesse le samedi après-midi, rigoureusement jusqu'au lundi. Plusieurs membres m'ont parlé avec émotion de leurs origines françaises; l'un d'entre eux était le petit-fils du premier médecin de la vallée, Antoine Sangrain, ami de Franklin et parent du constituant Guillotin. Le pre-

mier médecin de la vallée ! Ce titre en dit long sur la ville ancienne de Saint-Louis. Un autre m'explique comment toute cette vallée, ce continent, s'est métamorphosé à vue d'œil, indépendamment de l'énergie de nos pionniers ; il me fait toucher du doigt les conséquences miraculeuses des applications de la vapeur, puis de l'électricité dans un pays neuf où pas une seule emprise du passé ne gêne les établissements à créer ; la liberté de tout concevoir avec la possibilité matérielle de tout réaliser ; la plus perfectionnée des méthodes, le dernier modèle de toutes les manufactures du monde pour point de départ, et tout cela au service de l'expérience et de la hardiesse d'une population sélectionnée parmi les plus audacieuses de l'Europe. Les discours que j'ai entendus au City-Club, parmi ces commerçants, étaient tous des réquisitoires menaçants contre les routines et les aventures qui viendraient compromettre tout cet acquit. Le président Brookings, dont j'étais l'hôte, prenant la parole, développa très nettement ce thème : « Les intérêts matériels et financiers de toutes les puissances sont aujourd'hui inextricablement entremêlés ; on ne peut plus menacer l'un sans atteindre l'autre ; ce qui était jadis séparé fait corps aujourd'hui ; il en est du monde ouvrier comme du monde financier, comme du monde savant ; gare au monde politique s'il méconnaît cette réalité ! C'est le fait nouveau dont chaque gouvernement doit tenir compte. »

Les journaux de Saint-Louis faisaient écho à ce langage. J'ai conservé quelques-uns de ces numéros spéciaux du samedi qui représentent plusieurs volumes de composition avec une extraordinaire pro-

digalité d'illustrations souvent belles. Les Américains lisent ou parcourent beaucoup de journaux, de magazines ou de revues ; ils lisent même des livres ; je les envie ; un livre peut avoir sur les Américains une grande action, surtout s'il se rattache à la formation de leur pays et par conséquent intéresse leur avenir. Dans les universités j'entends souvent citer les noms de Tocqueville, ceux de Turgot et de Rousseau, sans parler des modernes, et y compris nos professeurs de la Sorbonne, personnellement connus et très appréciés. Nous avons vu à Paris des écrivains américains, à commencer par Barrett-Wendel, par H. Wilson et par Henry Van Dyke, choisis par la fondation Hyde, populariser leur connaissance approfondie du passé franco-américain et propager, en apôtres, à leur retour chez eux, leur généreux enthousiasme ; je citerai cet autre éloquent conférencier, le Dr John H. Finley, président du collège de la ville de New-York, venant acheter en France, au Brouage, quelques pierres de la maison de Champlain pour les encadrer dans la sienne, comme des reliques : je l'ai vu préparer la plus touchante des expéditions, gagnant le Canada pour refaire avec une pirogue l'itinéraire de la Salle et descendre le Mississipi. Le livre de Parkman sur les pionniers français est dans toutes les bibliothèques et dans toutes les mémoires. Je vois en France un Américain, M. Ledoux, ingénieur des mines à New-York ; l'un de ses ancêtres fut au nombre des Français qui partirent du Maine, au commencement du dix-huitième siècle, pour aller coloniser le Canada et l'autre Maine américain dont les Anglais ont fait « Main Land », peut-être aussi pour contribuer à fonder plus tard sur le lac Supé-

rieur l'étonnante ville du Lude, dont les Anglais ont fait Duluth ; c'est un véritable pèlerinage qu'il vient faire au pays natal ; et il faut voir comme il s'y retrouve en famille. Inutile de dire qu'il existe à Saint-Louis un parc La Fayette, une avenue La Fayette, une avenue Laclède, une avenue de Giverville, une rue La Salle, une rue Gratiot, une rue Papin, l'avenue Chouteau...

Tous ces souvenirs auraient pu être l'occasion d'une belle manifestation émouvante à l'exposition de Saint-Louis, quand les Américains ont fêté le centenaire de la vente de la Louisiane aux États-Unis ; c'était le cas de s'expliquer et de parler à cœur ouvert ; mais nous sommes tellement bousculés, tellement absorbés par nos préoccupations européennes que la manifestation fut manquée. Nous n'avons pas su découvrir et les Américains n'ont pas su montrer tout ce qui restait chez eux du passé. Nous n'avons vu que les apparences ; d'excellents Français ne parlant pas un mot d'anglais sont restés fermés devant d'excellents Américains qui ne parlaient pas un mot de français : et j'ai entendu ces Français, au retour, récriminer et ne parler que de ce qu'ils n'avaient ni vu ni entendu. Il est des sentiments qu'on doit partager pour les comprendre, et qu'il faut encourager pour qu'ils s'épanouissent. Je reconnais que les apparences peuvent aisément nous tromper et que notre ignorance a beau jeu, de part et d'autre, pour triompher. L'idéalisme français passe ainsi à côté de l'idéalisme américain sans le voir ; il ne reconnaît pas son enfant : et à leur tour les Américains hésitent à reconnaître dans le présent les ancêtres dont ils se réclament. Ainsi s'expliquent bien des malen-

tendus entre deux peuples dont on ne peut concevoir et dont on peut même compromettre l'avenir quand on ignore leur passé.

III. — L'ESPRIT FRANÇAIS. LA LANGUE FRANÇAISE. LE DÉVOUEMENT AMÉRICAIN

Cette succession d'erreurs et de faiblesses, qui depuis des siècles semble avoir enseveli jusqu'au souvenir de la France, n'empêche pas qu'il reste quelque chose d'elle dans toute la vallée du Mississipi, quelque chose de l'esprit français. Ce quelque chose, sans doute, n'apparaît pas au voyageur qui a de bonnes raisons pour ne pas croire à l'existence, encore moins à la survivance de l'esprit; le voyageur qu'on ne trompe pas, celui qui n'entend voir aux États-Unis que le pays des dollars et des marchands de cochons, celui qui, généralement, ne rencontre que ses pareils et juge d'après eux tous les autres. Il est pourtant facile de comprendre qu'entre l'ignorance du visiteur étranger et la réalité du pays où il passe, un double rideau s'interpose : d'abord la façade des maisons qui lui sont fermées, d'ordinaire, puis la réserve des habitants vivant à l'intérieur de ces maisons, quand par hasard il y pénètre. Combien de voyageurs ne connaissent, dans le pays qu'ils traversent, que la misanthropie des gardiens de musée et le sourire conditionnel des garçons d'hôtel; ou encore la rudesse du personnel des chemins de fer, ou les mauvais tours d'un mauvais client, s'il s'agit d'un commerçant! Combien de voyageurs aussi abusent de leur anonymat pour tout se permettre à l'étranger,

comme si personne ne les regardait, sous prétexte qu'ils ne comprennent rien à ce qui les entoure ! combien font rire d'eux ou éveillent l'hostilité, sèment leur chemin de représailles incompréhensibles pour ceux qui viennent après eux ! Je me rappelle la mortification d'un homme d'État anglais, ami de la France, quand il rencontrait à Paris ses compatriotes, accaparant les rues, les théâtres, en costume d'alpinistes, coiffés de casquettes interchangeables pour les deux sexes. Les Parisiens s'écriaient en contemplant ces caravanes : « Voilà les Anglais ! » et pas un seul ne remarquait lord Salisbury ou lord Granville, ou John Burns, habillés comme tout le monde.

J'aurais pu passer souvent à côté du président Brookings sans découvrir en lui l'un des nombreux représentants de l'idéalisme américain ; mais j'ai eu la bonne fortune d'être son hôte. Il est garçon. Je puis parler de son foyer sans mettre en cause sa famille et l'embarrasser. Il me pardonnera si je profite de ces circonstances exceptionnelles pour le prendre comme argument. Je reconnaîtrais mal la bonté qu'il m'a prodiguée si je n'essayais de faire remonter ma gratitude plus haut que lui, à son pays.

M. R. Brookings est un jeune homme de soixante ans. Grand, mince, droit, aristocratique, bien portant, riche, il a tout ce qui peut perdre un homme : le charme et la fortune ; mais il a ce qui sauve tout, le cœur bien placé. Ne le connaissant qu'indirectement, j'avais compté rester chez lui un jour seulement et gagner de là Winnipeg ; mais la proximité des élections au Canada, les attaques très vives dont le premier ministre, sir Wilfrid Laurier, était déjà l'objet, la crainte de m'immiscer, sans le vouloir, et

par la seule actualité de mes conférences dans les campagnes ardemment dirigées contre lui, me déterminèrent à changer mes plans. Je renonçai à Winnipeg, je m'attardai à Saint-Louis, au paradis de l'hospitalité américaine.

Président honoraire de l'Université de Saint-Louis, R. Brookings est un ancien négociant retiré des affaires, ce qu'on appellerait chez nous d'un mot intraduisible en anglais et surtout en américain, « un rentier ». Il est l'idéaliste pratique, le bon berger, le guide supérieur dont j'ai trouvé de nombreux types dans chaque ville américaine ; ne voyez pas en lui une exception. Son activité, très belle, est orientée dans une seule voie : servir son pays, les États-Unis, sa ville et son Université de Saint-Louis. Bon citoyen, avant tout, il est lui-même l'aboutissement de plusieurs races : Anglais par son nom, par son expérience des grandes affaires, avec du sang espagnol ou méridional dans les veines, un profil de grand chef arabe et la finesse nerveuse d'un pionnier français. Et ici, voyez le rideau qui nous cacherait cet Américain, si nous n'avions pas pénétré chez lui ! Comme beaucoup de ses compatriotes, le président Brookings connaît la France, aime la France, lit le français, sait par cœur nos meilleurs auteurs, et néanmoins il se refuse à parler français. Timidité, fausse honte fréquente dans les pays anglo-saxons, surtout chez les hommes, car les femmes sont plus hardies. C'est un défaut d'insulaire et un défaut d'enfant, bien plus sensible encore en Angleterre, où il est sans excuse, qu'en Amérique. Je m'arrêterai un instant sur cette question très importante pour le progrès des relations internationales.

A part d'heureuses exceptions, les Anglais se sont fait un point d'honneur de ne parler que leur propre langue ; ils cultivent cette infériorité comme un raffinement d'élégance mondaine et de supériorité patriotique. Les étrangers peuvent parler anglais, après tout, s'ils en ont besoin. Nous avons connu en France ces affectations d'ignorance aristocratique, mais chez nous elles sentent le parvenu. Circonstance aggravante pour les Anglais, ils sont naturellement silencieux et réservés ; quand ils ont quelque chose à dire, ils n'osent pas, même en anglais, à plus forte raison en français. Ils ne demandent jamais leur chemin, surtout chez eux. Un de mes amis, quand j'étais diplomate en Angleterre, vint dîner à notre table un soir d'été, à la campagne, et ne se retira qu'assez tard. Je le reconduisis à pied dans la direction de la station et ne le quittai qu'après lui avoir bien indiqué son chemin. Néanmoins, la nuit étant sombre et l'heure du dernier train pour Londres approchant, j'ajoutai qu'au premier tournant il rencontrerait un policeman, lequel achèverait de le renseigner.

— Non, j'ai bien compris, me dit mon ami, je n'aurai pas besoin de demander.

Et comme je doutais, il ajouta :

— Je ne demande jamais mon chemin.

— Vous aimeriez mieux vous tromper ? répliquai-je en riant.

— Oui, dit-il.

Des milliers d'Anglais sont ainsi ; mauvaises conditions pour se délier la langue à l'étranger. Ils ont établi ce principe, tout en voyageant plus que personne, de ne rien changer à leurs coutumes ; ils voyagent pour se distraire, pour se reposer plus que

pour s'instruire ; ils s'entourent partout de leur isolement d'insulaires ; et cela est vrai même dans leurs propres colonies où ils ne se donnent pas la peine de connaître la population qu'ils entreprennent d'administrer ; leur « home » colonial reste anglais, comme leur langage ; rien n'y fait, ni distance, ni climat. Autant les autres peuples européens, slaves, scandinaves, allemands mettent leur amour-propre à parler des langues étrangères, autant les Anglais mettent le leur à les ignorer ; ils ne savent pas tout ce qu'ils perdent ainsi dans les luttes de la concurrence internationale et ce qu'ils se préparent de déceptions dans le domaine économique, intellectuel et politique. Mais c'est ainsi. Et j'y insiste parce que l'ignorance des uns est un danger pour tous les autres et aussi parce que les Anglais ont besoin qu'un ami leur dise la vérité, surtout quand leur erreur est contagieuse. Je citerai encore un exemple frappant, entre mille autres. Au début de ma carrière, un de mes collègues anglais à la commission de délimitation du Monténégro, brillant officier du génie, exceptionnel polyglotte, avait un jeune fils qu'il élevait à Constantinople, et qui parlait le français comme lui-même, parfaitement. Le moment vint de l'envoyer à l'école en Angleterre ; ce qu'il fit. Là, le malheureux enfant fut au supplice, ses camarades ayant constaté qu'il parlait le français non seulement très bien, mais avec un accent français ! ! ! Cela parut grotesque ; et, pour être comme tout le monde, il n'eut d'autre ressource que de désapprendre le français, ou tout au moins de le parler en bon anglais. Ce travail à rebours demanda deux ans.

Beaucoup d'Américains ont hérité des Anglais cette infériorité volontaire. La plupart de ceux que je vois, non pas à Paris, où s'est formée la colonie parisienne ultra-raffinée d'Américains et d'Américaines que l'on sait, mais en province, où ils font étape au cours de leurs rapides randonnées, apportent l'Amérique avec eux; ils voyagent entre eux, ne parlent qu'entre eux, ne connaissent qu'eux. Ils passent, dans leurs automobiles, sur le pays, comme en bateau ou comme en ballon, sans voir autre chose que des silhouettes anonymes ou des curiosités cataloguées ; c'est un défilé cinématographique à grande vitesse. Quel dommage, particulièrement en France! Traverser un pays de finesse populaire et d'expérience comme le nôtre, sans entendre ses habitants, c'est voyager en sourd et muet, presque en aveugle. Ces Américains si passionnément avides d'inspiration, d'éducation, ne savent pas les découvertes dont ils se privent dans leurs muettes expéditions; ils ne voient que ce qui paraît; ils traversent la forêt en mesurant son étendue, mais en ignorant ses mystères; ils ne voient pas qu'au pied des chênes veillent les violettes et les muguets; ils ignorent le parfum des choses, passent à côté des sources de l'art, de la pensée ; et ils s'imaginent en rentrant chez eux qu'ils ont voyagé. Ils n'ont fait que changer de place, voir des musées, des ruines, des décors et non des pays.

Tout cela change heureusement très vite : vous voyez de jeunes Américains nombreux, des artistes, des étudiants vivant à Paris et en France, en Allemagne, en Italie; je n'ai pas manqué, néanmoins de réagir, surtout dans les universités, contre ce qui

reste encore de cette tendance à s'isoler dans la langue et dans les habitudes anglaises à travers le monde ; pour me faire comprendre, j'ai eu recours à tous les moyens, car le conférencier est comme l'acteur qui doit, à tout prix, conquérir son public. Il m'est arrivé de jouer mes conférences pour forcer l'attention. Le plus souvent j'avais devant moi un auditoire de jeunes gens et de jeunes filles intelligents, éveillés, mais naïvement convaincus que l'anglais suffisait à tout en Amérique; parfois même je sentais quelque indifférence sceptique à l'égard de l'étranger ; et ces longues rangées, ces centaines ou ces milliers d'auditeurs n'étaient plus pour moi que des spectateurs, une muraille qu'il fallait entamer, animer. Alors j'attaquais délibérément. Je commençais par un coup de théâtre : je parlais en français ! Quelques paroles banales et froides de remerciements, n'importe quoi, et je poursuivais ainsi pendant quelques secondes... Une surprise amusée d'abord, l'inquiétude ensuite, la consternation enfin se lisaient sur tous les visages ; puis l'agitation, la vie devenait intense; chacun se tournait vers son voisin ou sa voisine : « Comprends-tu ? qu'est-ce qu'il dit?... »

Mon effet produit, je m'arrêtais net, très étonné à mon tour, et alors, parlant en anglais, je demandais :

— Est-ce que vous ne comprenez pas le français ?

Quelques « si ! si ! » plus que timides se perdaient dans une explosion de rires et de « non ! non ! » Je simulais alors un grand embarras ; j'arpentais la scène : comment faire? Et moi qui avais préparé ma conférence en français ! Je protestais ! Je demandais pourquoi, après tout, c'était à moi de traverser

l'Océan et toute l'Amérique pour faire l'effort de parler une langue étrangère, et non pas à cette brillante jeunesse qui me recevait...

Cet exorde, ou plutôt ce prologue de comédie ne manquait jamais son effet : chacun et chacune, mis en face d'une situation inattendue et très nette, s'installaient, regardaient, écoutaient, tout yeux, tout oreilles; mes auditeurs étaient devenus mes amis J'en profitais pour leur faire sentir que, si j'avais été comme eux, nous n'aurions rien su de ce que nous pensions, de ce que nous voulions, de ce que nous valions les uns et les autres. Bien plus, nos meilleurs sentiments mal traduits, pris en mauvaise part, pouvaient susciter entre nous, entre nos deux pays, des malentendus, des conflits, au lieu de l'amitié. Je m'adressais à des jeunes gens presque tous à la veille de choisir leur carrière, de décider leur avenir ; j'entrais dans la vie avec eux ; je leur faisais toucher du doigt leur infériorité par rapport aux jeunes Allemands, aux jeunes Français qui, à notre époque de communications multipliées, seraient les intermédiaires et les bénéficiaires de la civilisation nouvelle. Comment voulez-vous être diplomates, par exemple, ou consuls, ou simplement voyageurs de commerce, ou artistes, ou avocats, ou hommes politiques, ou écrivains, si vous ne savez rien des nations étrangères, au moment où, toutes ensemble elles s'associent pour organiser leur coopération de demain ?

Je leur citais mes expériences personnelles des deux conférences de La Haye. Je me gardais, comme on pense, d'oublier les plus amusantes. En 1899, disais-je en substance, il n'y avait que vingt-six puis-

sances représentées, parmi lesquelles des Américains, des Français, des Allemands, des Russes, des Chinois, des Japonais, des Turcs, des Siamois, des Grecs, etc. ; on pouvait croire que cette première réunion ne serait qu'une réédition de la Tour de Babel ; il n'en fut rien, parce que tous ces représentants de tant de peuples divers purent échanger leurs idées et travailler ensemble en parlant tout au moins une langue étrangère, le français. M. Seth Low parlait le français ; F. Holls, Andrew D. White également. Qu'auriez-vous fait dans cette assemblée ? Voulez-vous vous exclure du monde à force d'ignorer ce que savent vos concurrents ? En 1907, à la seconde conférence qui dura deux fois plus longtemps, la démonstration fut bien plus frappante. Le nombre des Puissances représentées était double, et cependant, sur trois cents représentants environ, on n'en comptait pour ainsi dire plus aucun qui ne comprît pas le français. Les délégués américains, M. le général Horace Porter, M. D. Jayne Hill, M. J. Brown Scott parlaient le français : et plusieurs d'entre eux, après quelques jours de modestie préparatoire, ont fait d'excellents, parfois même de beaux discours en français ; et ces discours leur ont permis de gagner de belles victoires pour leur pays et pour la justice internationale. De même la plupart des principaux délégués étrangers parlaient français comme des Français, le baron Marschall, premier délégué allemand, le premier délégué et tous les délégués de Russie, le premier délégué et tous les délégués italiens, hollandais, espagnols, portugais, scandinaves, américains du Sud, les premiers délégués chinois, japonais, siamois ; je ne pus cacher

ma surprise quand un de mes collègues turcs me dit simplement : « Je ne lis jamais qu'en français. »

Seul, le premier délégué américain, mon ami J. Choate, se réfugiant derrière ses quatre-vingts années de succès, n'a rien voulu changer à sa manière et s'est obstiné à prononcer ses plus éloquents plaidoyers en anglais, mais pour quel motif, entre autres ? parce que je lui rendais le mauvais service de les traduire séance tenante, et, comme nous étions toujours du même avis, je les traduisais avec enthousiasme ! Mais, à cette exception près, tous les Américains qui veulent servir leur pays et se comporter comme des hommes d'avenir doivent se faire comprendre et ne pas se borner à parler ou à se taire en anglais.

« La prochaine fois, je vous parlerai en français... Vous comprendrez ? Vous promettez ? » Tout le monde acclamait ce rêve, jurait de le réaliser. Puissent ces souvenirs, que je n'ai pas voulu laisser se perdre, rappeler à mes auditeurs leurs serments ! J'ai parlé dans leur intérêt, comme dans l'intérêt de la paix.

IV. — LE DÉVOUEMENT AMÉRICAIN

Et maintenant je ferme cette nécessaire parenthèse. J'ai dit que j'avais trouvé à Saint-Louis le paradis de l'hospitalité ; c'est bien le mot : la maison du président Brookings est un musée et un foyer, j'allais dire un nid. Un magnifique portrait de Largillière vous souhaite la bienvenue en y entrant, puis c'est le silence, le calme, la solitude, en face du

grand parc, Forest Park, au milieu des jardins fleuris et des pelouses vertes. J'écris dans un calme parfait ; le soleil d'avril inonde la chambre d'où mon œil plonge sur les massifs en jolie toilette de printemps et suit les promenades élégantes des merles sur le gazon, et des rouges-gorges, et des geais bleus. Les merles surtout aux États-Unis font ma joie ; on les croirait vernis, laqués, cuirassés de jais ; on les respecte, on les aime ; ils s'enhardissent, comme les écureuils que l'on voit s'élancer des arbres sur les pelouses et venir réclamer des amandes auprès des enfants.

Nous sommes sortis en automobile sur les routes goudronnées et nous avons roulé, roulé, visité d'autres maisons hospitalières, à la campagne, et des familles, encore des enfants, des fleurs, des oiseaux. Quand on a quitté la fourmilière de la Cité, Saint-Louis n'est plus qu'un parc, une succession de parcs à perte de vue. Dans l'un de ces parcs, les jeunes gens à cheval galopent et jouent au polo ; ailleurs, au tennis; c'est à Saint-Louis que j'ai fait mes débuts au jeu national du base-ball. J'ai dîné chez des Américains qui ne parlent pas le français, M. et Mme Jones, et qui pourtant étaient allés non seulement en France, mais, dans ma modeste propriété, pour le seul plaisir d'y cueillir des lilas en notre absence. J'ai dîné au club de la Table ronde, où l'élite de la société de Saint-Louis s'était réunie pour fêter la France.

Les Américains aiment la France, ai-je dit, pour elle-même ; ce n'est pas assez ; ils aiment en elle son humanité ou son humanisme, comme on voudra. Et c'est là ce qui ne change pas et ce qu'il faut savoir

ou deviner. Pour moi, je ne puis méconnaître quel immense effort de bonne volonté humaine fermente dans les âmes américaines, en dépit des légendes, en raison de tout l'effort matériel et pratique prodigué par tous : les Américains sont calomniés; ils travaillent pour s'enrichir, mais ils s'associent pour servir, avant tout, la communauté. Je m'étonne que leur attachement au passé ne les ait pas conduits à ressusciter, à réhabiliter et à prendre pour emblème les communautés de castors que l'avidité du commerce à détruites ; ils obéissent, comme le castor, comme la fourmi, comme l'abeille, à un instinct de conservation en s'entr'aidant. Ce n'est pas tout, ils ont vite compris qu'il ne suffit pas de s'aider entre eux; ils veulent aider leur ville et leur pays, et l'humanité dont leur pays est inséparable ; chacun d'eux sait bien qu'il n'est « qu'un atome dans un instant de l'existence du monde », mais il sait aussi, par intuition, que, pendant cet instant, chaque atome est un lien entre les hommes et entre les peuples, entre le passé, le présent et l'avenir, un trait d'union dans l'espace et dans le temps ; la vie n'est vraiment, pour les Américains, qu'une seule coulée, selon le mot de Bergson, comme le Mississipi est un même fleuve sans être jamais la même eau.

Pleinement conscients de leur rôle minime mais précis dans l'activité de l'univers, ils sont également conscients de leur devoir et ils tendent, dans l'ensemble, à le remplir ; ils ne veulent pas rester spectateurs indifférents de l'effort général ; ils veulent y participer ; ils ne veulent pas se désintéresser du salut de leur pays, pas plus que du progrès du monde; ils n'admettent pas le scepticisme; tous en

un mot, selon la belle et claire parole de William James, veulent « réduire à son minimum l'insécurité de l'univers ». Tous s'entendent pour créer ce qu'ils appellent une demande générale de sécurité et sont d'accord, d'instinct, mais d'autant plus profondément, que le moyen pratique de réaliser cette sécurité idéale n'est autre que l'éducation.

Le président Brookings partage son dévouement entre sa chère ville et sa chère université ; cela ne fait qu'un ; c'est un même objet, un même culte dans le cœur de cet homme d'affaires. Il est aidé par tous ses amis de Saint-Louis, et, avant tout, par le président de l'Université, le chancelier D. F. Houston, un homme de bien dans toute la force du terme et qui ne vit, lui aussi, comme tant d'autres dont j'aurais voulu parler plus longuement, à la Nouvelle-Orléans, au Texas, sur le Pacifique, au Colorado, que pour l'œuvre supérieure d'amélioration nationale.

La conférence que j'ai faite à l'Université de Saint-Louis a eu lieu dans la grande chapelle ; elle a été suivie comme un service ; l'éducation civique et morale, voilà le besoin, le devoir qui réunit en un seul corps toute la population hétérogène des États-Unis. Cette université est très belle ; elle a été construite dans le style des Universités de Cambridge et d'Oxford, sur une hauteur, aussi loin et aussi près que possible de la cité ; il faut qu'elle soit dans le calme, dans l'air pur et en même temps accessible, toujours présente à la pensée, toujours à la portée de la population ; elle s'étend au delà de la ville nouvelle, vers l'ouest, au delà de Forest Park, à quelques kilomètres des dernières résidences du bois de Boulogne de Saint-Louis ; une belle avenue rectiligne aux larges

trottoirs gazonnés et plantés la relie à ces résidences qui vont se rapprocher d'elle peu à peu ; tel est le plan d'avenir de Saint-Louis dont l'université sera dans peu d'années l'aboutissement comme elle en est déjà la couronne.

Afin que cet avenir ne soit pas trop éloigné, le président Brookings noue des intrigues avec son complice, le Dr Houston ; les tramways volent, bien entendu, et se chargent des communications ; mais ce n'est pas assez d'abréger, il faut supprimer la distance, presser l'extension de Saint-Louis ; il faut, au besoin, donner le signal de l'émigration ; ce musée, ce foyer, ce nid que le président Brookings avait créé pour y finir ses jours et à côté duquel nombre d'autres résidences modernes s'étaient élevées comme les postes avancés de la nouvelle ville, il faudrait maintenant qu'il fût plus avancé encore vers l'ouest pour servir de pôle magnétique, attirer à lui un nouveau chapelet de maisons. Le président Brookings a résolu de l'abandonner ; il le vendra ; il a déjà acheté son nouveau terrain beaucoup plus loin, au delà de l'Université ; le plan est tracé ; les fondations sont creusées, les murs s'élèvent, ma future chambre sera bientôt prête. Et, quand le président Brookings et moi ne serons plus que des souvenirs à ajouter à tous les autres souvenirs de Saint-Louis, sa maison sera devenue, par un legs, celle du président futur de l'Université, le point de départ d'autres maisons toujours plus avant. C'est ainsi que se fonde un grand pays par le dévouement de chacun.

CHAPITRE IX

LES DEUX VILLES JUMELLES. MADISON. LE BASE-BALL.

I. — SAINT-PAUL. MINNEAPOLIS

La distance de Saint-Louis à Saint-Paul est grande ; un jour et demi en train rapide. La ligne suit le Mississipi. La vue d'un fleuve a toujours exercé sur moi je ne sais quelle séduction. Deux fleuves sont aussi différents l'un de l'autre, à mes yeux, et aussi parlants que deux regards ; chacun d'eux a sa couleur qui semble celle de la pensée, en même temps qu'il reflète la lumière incessamment changeante du ciel ; le fleuve me raconte, sans parler, ce qu'il a vu dans son histoire, les pays qu'il a traversés sur son parcours. Nager dans un fleuve profond et limpide, plonger, disparaître, c'est pendant un instant, abolir tout sentiment d'obstacle, de désaccord, c'est épouser la force irrésistible de l'eau que rien ne lasse, dont la persistance insaisissable a raison de tout.

Je ne comparerai le Mississipi à rien d'autre : je ne dirai pas qu'il est plus beau ou moins beau ; il est certainement moins pittoresque en quittant Saint-Louis, moins grandiose que le fleuve Columbia dont

la vision m'est restée comme celle d'un rêve, ou que l'Hudson ; il me rappelle parfois la Loire quand il s'étale dans la mollesse de son bassin plantureux et roule du sable entre de longues îles boisées. Il ne ressemble en rien à la Seine ; il eût attristé Maupassant. Les étrangers ne s'en rendent pas compte, la Seine parle tous les jours et à tout instant aux Parisiens ; elle leur communique sa gaieté, son esprit, sa grâce, sa philosophie ; elle agit sur nous sans qu'on y pense, comme les yeux clairs d'un enfant font fuir notre mélancolie.

Combien de fois, sortant de la fournaise de la Chambre des Députés, près de désespérer de l'effort humain, ai-je rougi de ces défaillances, en voyant la Seine couler insouciante et sûre d'elle-même, allant, arrivant à son but, malgré tout et depuis toujours, sous la garde austère du Louvre, du Palais de Justice et de Notre-Dame ; combien de fois ai-je repris confiance, rien qu'en voyant ses flots pressés se jouer à la poursuite les uns des autres, entre ces jolies rives pimpantes, bordées de platanes et de peupliers dont les feuilles s'agitent et saluent comme une multitude de drapeaux.

On pourra dire tout le mal qu'on voudra de la France et de Paris, la Seine se charge d'y répondre ; et il faut lui rendre cette justice qu'elle n'a jamais été plus en beauté que dans ces dernières années, malgré la tristesse bien connue des temps que nous traversons...

Tels sont les réflexions, les rêves auxquels je m'abandonne dans la solitude de mon train.

* * *

Le Mississipi que j'ai vu à Saint-Louis n'est plus celui que je retrouve à Saint-Paul. Encaissé, large cependant, bien que peu éloigné de sa source, il a quitté les plaines humides pour se précipiter par des chutes de quinze à vingt mètres et dérouler son cours majestueux au fond d'un vaste ravin, couronné de bois séculaires. D'immenses ponts, semblant, vus de loin, de minces passerelles, relient ses deux rives que le déboisement a épargnées jusqu'à présent.

Saint-Paul est la capitale de l'État de Minnesota; c'est à Saint-Paul qu'a été construit récemment le monumental capitole de marbre et de granit blanc où siègent le Parlement et les trois pouvoirs de l'État; c'est à Saint-Paul que le célèbre archevêque Ireland a bâti sa cathédrale et ses séminaires, fixé sa résidence, le centre de ses œuvres. C'est également sous l'invocation de saint Paul, patron des voyageurs et des apôtres, que M. James J. Hill, « notre second Franklin » disent les Américains, a fixé le quartier général de ses opérations gigantesques de constructeur des chemins de fer du Nord-Ouest; c'est à Saint-Paul qu'il a réuni sa collection de tableaux de l'École française. Saint-Paul a deux cent mille habitants; mais cela n'empêche pas qu'il ne faut jamais dire Saint-Paul tout court; il faut dire Saint-Paul et Minneapolis d'une seule haleine; les deux grandes villes se touchent sans se confondre ; elles sont, non pas rivales, mais jumelles. Les Américains, dont l'ironie s'exerce volontiers sur eux-mêmes, racontent à ce sujet des histoires toutes plus amusantes les

unes que les autres ; je retiens celle-ci qui souligne d'un trait comique leur esprit de chauvinisme municipal : un patriote de Minneapolis demande qu'on interdise la lecture du Nouveau Testament dans les écoles publiques de la ville, parce qu'il y est constamment parlé de Saint-Paul et jamais de Minneapolis !...

Les plaisanteries américaines sont féroces ; elles font la joie d'un auditoire, elles le secouent d'un rire unanime, interminable ; il n'y a pas de bon discours sans quelques bonnes plaisanteries débitées à froid ; en veut-on encore un échantillon ?

C'était au moment où tous les journaux parlaient de la guerre avec le Mexique, — guerre inévitable, disaient-ils, mais dont aucun homme sensé ne voulait ; l'orateur qui me souhaitait la bienvenue en public revenait comme moi-même de la frontière du Texas ; il avait lu, comme tout le monde, que les deux armées en présence à El Paso allaient, d'un moment à l'autre, engager les hostilités : ce n'était qu'une question d'heures ; il était resté, disait-il, pour assister à ce spectacle, un jour, deux jours, trois jours, mais vainement. Qu'attendait-on pour commencer?.... L'arrivée de l'entrepreneur du cinématographe !!!

Toutes les plaisanteries n'empêchent pas Minneapolis de rivaliser avec Saint-Paul d'énergie et d'avenir ; ces deux jeunes cités sont devenues, elles aussi, le centre d'une des régions agricoles et industrielles les plus actives du globe, région qui n'était, il y a cinquante ans, qu'une expression géographique, le nord-ouest américain, alors peuplé d'à peine un demi-million d'habitants, et aujourd'hui de quinze

millions. Toute l'histoire de ce pays tient dans le court espace d'une vie humaine.

Minneapolis est le siège de l'Université de l'État; sa population, plus nombreuse encore que celle de Saint-Paul, ne cesse de s'accroître, avec son activité économique (près de 500.000 habitants pour les deux villes réunies); elle compte beaucoup de Scandinaves et d'Allemands. C'est à l'approche de Minneapolis que le Mississipi devient la grande artère centrale des États-Unis : là commence ce qui reste de la navigation à vapeur et la course féconde du fleuve ; la chute de Saint-Antoine, baptisée par le Père Hennepin, fournit près de cent mille chevaux de force aux moulins à farine que le monde entier connaît, et aux scieries. Là aussi — je veux dire à Minneapolis comme à Saint-Paul — est le nœud de ces chemins de fer du Great Northern qui se ramifient au Pacifique et, par des compagnies filiales, jusqu'au golfe du Mexique.

II. — LA CRISE DES CHEMINS DE FER

C'est à Saint-Paul-Minneapolis que j'ai bien compris comment les chemins de fer américains ont, non pas transformé, mais littéralement créé le pays. Auparavant écrivait Amos Tuck, dans son autobiographie, pendant toute la première moitié du XIXe siècle, chaque ferme était plus ou moins, même dans l'Est, un îlot sans communication avec la ville ; il n'y avait pas de routes ; on ne connaissait pas les voitures, à part quelque bruyante patache ; on allait à pied ou en chevauchant à travers le pays, tandis

que chaque fermière filait, tricotait, tissait, lavait, teignait, cousait à la maison, comme dans le temps. Tout cela a changé subitement, sans résistance des gens et des choses, sans porter atteinte à aucune tradition, sans déranger aucune habitude, sans menacer aucun privilège ; les chemins de fer n'avaient pas besoin, comme en France, d'être défendus par la clairvoyance des poètes contre la défiance des hommes d'État. M. Thiers eût parlé, aux États-Unis, comme Lamartine, en leur faveur; les grandes villes ne leur faisaient pas obstacle, comme chez nous ; aussi vit-on surgir aux États-Unis, partout à la fois, les voies ferrées, les gares, les manufactures, la population, les villes, et autour des villes les moissons. Mais ces moissons, elles aussi improvisées, se mirent à leur tour en mouvement; elles vinrent de l'Ouest et du Sud s'échanger avec l'outillage commandé dans l'est; ce fut un va-et-vient incessant de voyageurs et de marchandises; ce double courant passant dans les villes qu'il faisait naître et qui l'alimentaient à leur tour, chaque station fit tache d'huile avec une rapidité phénoménale, la spéculation s'en mêlant; et puisqu'il faut que tout se paye, la rapidité de ce succès finit par être un mal, à l'égal d'une inondation. On ne tient pas compte, même en Europe, de ce fait naturel qui explique cependant, pour une large part, la crise des transports, ou plutôt la crise d'affolement que les États-Unis ont traversée, il y a quatre ans, et dont ils se ressentent encore. Les Américains se sont laissés surprendre, comme nous-mêmes, plus que nous-mêmes, en pleine ignorance du danger ; et cette ignorance générale a beaucoup aggravé le mal. Ce fut là-bas, plus encore que

chez nous, une crise de prospérité et de suractivité que la panique s'efforça de présenter comme un désastre national. Que cette panique ait été servie, en France comme en Amérique, par des abus de plusieurs compagnies et que, là comme toujours, les bons aient payé pour les mauvais, que le crédit trop entreprenant ait eu de terribles réveils, cela est évident, mais il n'en est pas moins stupéfiant que la passion des polémiques engagées ait été telle, des deux côtés de l'Océan, qu'on ait négligé la cause naturelle du mal, c'est-à-dire la force des choses, pour s'acharner à la faute des hommes. Il faut bien reconnaître pourtant que les chemins de fer ne peuvent pas vivre sans ce qu'on appelle aux États-Unis « Terminal facilities », c'est-à-dire la possibilité, dans les grandes villes, de charger, de décharger, transborder les voyageurs d'une part, les marchandises de l'autre, et par conséquent de pouvoir aligner bien en ordre, dans des gares très vastes, des kilomètres de voies et de wagons, avec les locomotives, le charbon, le matériel et le personnel nécessaires ; tout cela sans préjudice des développements et de la bonne exploitation de la ligne elle-même ; il est clair que ces « Terminal facilities » doivent s'accroître exactement dans la proportion de l'accroissement du trafic.

Mais qui donc, quel ingénieur extravagant pouvait prévoir, il y a cinquante ans, l'insuffisance des emplacements réservés aux gares ? C'est là précisément, autour des gares, sur les gares, que les villes se sont agglomérées ; elles se sont emparées des terrains dont on aurait aujourd'hui besoin, et qui, bâtis, ne sont plus à vendre ou sont hors de prix.

En sorte que c'est à partir du jour où les chemins de fer sont entrés dans l'âge de leur croissance qu'ils ont été prisonniers dans des enceintes inextensibles. Les villes sont devenues pour eux de véritables tuniques de Nessus qui les étouffent. La gare nouvelle de Pennsylvania, celle du Grand Central surtout, qui fait éclater le cœur de New-York, comme l'arbre fend les murs et les rochers, sont des exemples impressionnants. Et ce n'est qu'un commencement.

L'activité générale du pays, stimulée par une circulation inespérée, ne cesse d'augmenter avec la population ; elle monte à l'assaut de toutes les gares ; le commerce, l'agriculture, l'industrie réclament des wagons. Alors surviennent les désordres que nous connaissons trop bien en France.

A Minneapolis particulièrement, les minotiers se sont plaints de ces désordres, leurs grains et leurs farines étant au nombre des produits les plus encombrants ; on a vu des marchandises qui pourraient franchir la distance de Chicago à Saint-Paul en quelques heures se faire attendre vingt-six jours. On m'a cité des retards de plusieurs semaines et même de plusieurs mois. C'est la pléthore ; et pour surcroît de complication, c'est l'impatience du commerce cause et victime de cette pléthore ; l'impatience du commerce qui, après tout, pourrait prendre ses précautions, s'organiser, puisque c'est lui surtout qui est l'intéressé, mais qui n'en continue pas moins de vouloir faire transporter par à-coups plus de marchandises qu'on n'en peut charger, sans vouloir et parfois sans pouvoir régler lui-même l'intermittence de ses commandes.

La panique, naturellement, eut sa répercussion

dans le monde entier. Des milliers et des milliers de trains vides succédèrent aux États-Unis, aux trains encombrés : des milliers et des milliers de commandes furent annulées ; un bien plus grand nombre encore furent arrêtées ; le crédit général fut ébranlé, les les banques assiégées ; les faillites s'accumulèrent sur les faillites, les ruines sur les ruines. Cependant, résultat invraisemblable et pourtant vrai, ces ruines furent le salut ; ce fut en partie grâce à l'arrêt général du commerce que les chemins de fer, décongestionnés, purent reprendre le cours normal de leur trafic ! Mais que dire d'un pareil remède ! La reprise du trafic ne peut manquer de se heurter aux mêmes désordres, aussi longtemps que la proportion ne sera pas établie entre le progrès des transports et l'augmentation du chiffre des voyageurs et des marchandises transportés. Actuellement l'activité des transports n'a augmenté, dans ces dernières années, que de 2 1/2 p. 100, tandis que l'activité générale du commerce des États-Unis a augmenté de 15 p. 100. Il reste donc 12 p. 100 de marchandises attendant des wagons.

Et nous n'avons rien dit de ce qui suit. Nous avons vu les chemins de fer américains relier l'Altantique au Pacifique, le golfe du Mexique au Canada, mais une autre navigation que celle de la mer et celle des fleuves s'est développée, celle des grands lacs. Les chemins de fer ont trouvé là un centre supplémentaire d'attraction et d'alimentation de leur trafic. Saint-Paul et Minneapolis ont leur port, Duluth, inséparable de leur avenir. Duluth, fondé à l'extrémité du lac Supérieur, est devenu l'un des ports les plus considérables du monde entier. Le tonnage des

marchandises qui viennent aboutir et s'embarquer à Duluth dépasse celui du port de Londres ; c'est à Duluth que d'énormes transports modernes viennent charger à quai le minerai qui alimente les hauts fourneaux de Chicago, de Buffalo, de Pittsburg et combien d'autres ; c'est à Duluth que s'accumulent les convois de grains qui se vident automatiquement et en vrac dans des bateaux appropriés d'où le blé, toujours automatiquement, ressort et va s'entasser soit dans les moulins, soit dans les immenses réserves des « elevators ». On ne connaît guère en Europe l'activité prodigieuse de la navigation de ces grands lacs et encore moins les sources de cette activité qui s'appellent ici Saint-Paul, Minneapolis, et Duluth, ailleurs Fort-William — le rival Canadien de Duluth — Sault-Sainte-Marie, Milwaukee, Chicago, Detroit, Cleveland, Buffalo ; on comprend toutefois, après ce que nous avons dit de l'éveil subit de tant d'autres villes plus lointaines, que les chemins de fer aient été surpris, comme tout le monde. Il est clair aussi que, là comme ailleurs, plus qu'ailleurs, de graves abus se sont produits à la faveur de cette éclosion de prospérité ; un désordre sur un point quelconque de la circulation générale se répercute sur l'ensemble du réseau ; il faut tenir compte aussi du danger de voir les trusts imposer au pays une domination insupportable, mais tout cela n'est pas une raison pour aggraver la crise en égarant l'opinion publique et pour en faire une question exclusivement politique. La politique, prétendant débrouiller un problème aussi complexe, l'a rendu inextricable, elle en a fait le grand procès, l'éternel procès des intermédiaires. La formule « plus d'intermédiaires » appliquée au

commerce des transports devient une mauvaise plaisanterie, surtout dans un pays neuf, qui doit tout à l'initiative individuelle et où, d'ici longtemps, l'exploitation directe de l'État n'est ni possible ni concevable ; il faut au contraire accepter, rechercher même dans un pays neuf, les intermédiaires, c'est-à-dire les compagnies, c'est-à-dire les capitaux, c'est-à-dire les actionnaires ; et, puisqu'on a besoin des actionnaires, puisque la coopération elle-même ne peut s'en passer, il est absurde de les effrayer et de les appeler en même temps. A des remèdes pratiques et nécessaires, la politique a substitué des accusations et une défiance injustement généralisées, au lieu du contrôle intelligent que tout le monde réclamait ; les tracasseries, les vexations, les taxes, tout ce qui peut, en un mot, rebuter l'initiative et paralyser l'activité, alors qu'il eût fallu ramener la confiance par une surveillance impartiale, alors qu'il eût fallu aussi, et sans tarder, des gares, du matériel, du personnel, des travaux et, pour tout cela, des hommes et de l'argent ; beaucoup d'argent. J'ai déjà parlé des salaires américains plus élevés que chez nous, puisque la vie est plus chère et la main-d'œuvre beaucoup plus rare ; un mécanicien touche jusqu'à 30, 35, 40 francs par jour, 50 francs même parfois, en comptant ses économies de charbon ; et il a jusqu'à dix jours de repos payés par mois. A supposer que les chemins de fer américains se décident et soient autorisés à entreprendre les travaux d'extension nécessaires quant aux « Terminal facilities » et les lignes, et les ponts, et les passages à niveau, et tout ce qui leur manque, il leur faudrait 200.000 terrassiers, combien de poseurs, de charpentiers, etc., etc. Où les trouver et à quel

prix ? Il leur faudrait commander chaque année deux millions de tonnes de rails, c'est-à-dire les deux tiers de la production totale des hauts fourneaux des États-Unis.

Il est vrai que, si les chemins de fer sont débordés, la navigation fluviale ne demande qu'à renaître ; le bateau est l'auxiliaire du wagon ; un seul chaland moderne transporte le tonnage de 35 à 40 trains et davantage de marchandises, et c'est à cette condition seulement que le transport est plus économique par eau que par voie ferrée ; mais, pour que ce chaland ne soit pas arrêté en route, il lui faut de la profondeur, un chenal régulier, un canal plutôt ; or la construction d'un canal à côté du Mississipi, par exemple, ce n'est pas une question d'argent seulement, c'est encore et surtout une question politique ; cela supposerait le vote aux États-Unis d'un programme Freycinet, c'est-à-dire trente milliards de francs ! Et ce programme a échoué en France, ou presque, quant aux canaux.

Ces milliards, où les trouver ? Ironie des choses humaines, allons-nous voir les capitaux français s'orientant vers l'Amérique, reprendre commodément aujourd'hui les itinéraires tracés par l'héroïsme de nos pionniers, en même temps que l'initiative étrangère accourt de tous les côtés pour mettre en œuvre les ressources inépuisables de la France ?

Quoi qu'il en soit, les Américains ne résoudront le grand problème de leurs transports qu'en l'abordant bien en face, avec la volonté d'avoir recours aux grands moyens. Vouloir continuer le système actuel qui consiste à réclamer des progrès tout en

les rendant impossibles, à semer la discorde entre les divers collaborateurs inséparables de la même œuvre, alors qu'il faudrait s'entr'aider ; à soulever les uns contre les autres les chemins de fer, les fermiers, les commerçants, le personnel, le public ; à promettre au pays d'abaisser les tarifs, alors qu'on sera certainement obligé de les relever en proportion de la prospérité du commerce, etc., ce n'est ni de la politique, ni de l'administration, c'est de l'incohérence.

J'ai insisté sur cette question des transports, parce que l'embarras du Nouveau Monde montre comment une bonne circulation est aussi nécessaire à un pays qu'à un homme bien portant. Mes conférences n'ont été que le développement d'un programme des intérêts nationaux communs à chaque peuple ; j'ai dû en faire une de plus, en français, pour les dames de Saint-Paul. Nous avons parlé de Paris. Ici comme à Saint-Louis, l'esprit français a survécu au français disparu. J'admire les toilettes et les chapeaux de ces dames ; tout cela vient de la rue de la Paix, ou du moins, chaque année plusieurs couturières et modistes vont à Paris s'approvisionner de modèles qu'elles copient ensuite en variant les nuances au goût des clientes. Ce n'est pas assez pourtant ; très nombreuses sont les Américaines qui ne se contentent pas de ces copies et, craignant la contrefaçon étrangère, préfèrent aller elles-mêmes faire le voyage et choisir parmi les modèles originaux.

La galerie de M. Hill est une des plus belles qui soient. A Saint-Louis c'était Largillière, à Saint-Paul

ce sont des Corot, des Delacroix, des Troyon, des Rousseau, des Millet et des Decaen qui parlent de la France ; c'est Mgr Ireland qui parle éloquemment le français ; ce sont les noms de tout le pays : Lac-qui-Parle, Marinette, Eau-Claire, Petit-Rocher, Fond-du-Lac, Sainte-Croix, Saint-Cloud, La Crosse, les Moines, Racine, Joliet, Belleplaine, Bellevue, Bellefontaine. Dupont, Durand, Dumas, Prairie-du-Chien, Faribault, Nicollet, etc., etc. ; ces noms qui, malgré tout, ont conservé leur poésie, ici comme ailleurs, Défiance, Cœur d'Hélène, Bonneville, Avalanche, Raquette, La Tourelle, Grosse Pointe, Mille îles, Parachute, Sainte-Catherine, Sainte-Augustine. Et à Saint-Paul comme à la Nouvelle-Orléans et à Saint-Louis, ceux-là mêmes qui ne parlent pas le français se réclament des premiers Français dont ils sont fiers d'être les successeurs. C'est ce qu'a exprimé M. Hill comparant l'esclavage du Sud à l'indépendance du Nord, dans son livre *The Highways of Progress :* « Les cruels et rapaces chercheurs d'or, Cortez et Pizarre, n'ont pas été associés par accident à l'invasion du sud de notre continent, tandis que les pionniers de notre Nord-Ouest furent Hennepin, Marquette et La Salle. La moindre ambition de ces derniers fut de conquérir un empire à leur roi, la plus haute fut de gagner les cœurs et les âmes des tribus indiennes ; il en résulte que leur sérénité, l'élévation de leur pensée marquent les premières annales de notre grande vallée centrale. Après les explorateurs et les missionnaires venaient des occupants de qualité correspondante, des hommes à l'esprit sévère, à la vigoureuse charpente, et dont les vertus ont coloré la vie de leurs descendants. »

III. — MADISON
LES LACS. LA LÉGISLATURE. L'UNIVERSITÉ

Quand, par les nuits étoilées, nos enfants survoleront en aéroplane la région du Minnesota et du Wisconsin, ils la verront constellée de milliers de lacs. Je comprends que les Scandinaves aient afflué dans ce pays : ils s'y retrouvent chez eux. Madison est la jolie capitale, vingt fois plus petite que Milwaukee, la grande ville, du Wisconsin ; gaiement posée sur ses deux collines entourées d'eau comme des îles, elle se partage inégalement entre la cité peu importante, la Législature et l'Université. Les monuments, le capitole, l'observatoire, les bibliothèques, les laboratoires, les musées voisinent, au milieu des arbres et des massifs, avec les petites maisons des professeurs et celles des élèves, les terrains de jeux, les clubs universitaires ; tout cela en amphithéâtre au-dessus des lacs qu'on voit s'étendre en belle nappe bleue, argentée, vermeille, selon le ciel, à l'horizon, et s'étaler le long des parcs, au pied des écoles, appelant à eux la jeunesse.

Je crois à l'influence de l'eau sur l'éducation humaine ; l'eau et la montagne sont des créatrices d'énergie, de sang-froid et de pureté. L'Empereur d'Allemagne, dont le mérite et la faiblesse est d'être humain, a compris le bienfait de cette influence quand il a choisi pour y faire sa retraite annuelle les côtes de Norvège d'où sont partis ces Normands intrépides qui ont remonté nos fleuves européens et risqué, les premiers, la traversée de l'Atlantique ; il aurait eu

raison de dire « notre avenir est sur l'eau » si cette sage parole, traduite en langage officiel, n'avait perdu sa vraie portée pour signifier « achetons le plus possible de cuirassés ». Mais à Madison, comme sur les lacs voisins du Canada, la navigation est toute pacifique ; c'est un des sports les plus chers aux étudiants et aux étudiantes, car ici, de même que dans toutes les universités de l'Ouest, le système de la coéducation pour les deux sexes donne des résultats excellents ; c'est la plus haute des disciplines volontaires. Tout ce jeune monde nage, rame, glisse, s'exerce ; chaque lac devient un champ d'explorations ou de courses ; des quadrilles de voiles bariolées s'y croisent ou s'y poursuivent, même quand les lacs sont gelés ; je me souviens d'avoir traversé, il y a dix ans, au Canada, un lac en traîneau à voiles ; c'était déjà de l'aviation... En été ce sont des flottilles de pirogues qui s'aventurent au large, remontent les moindres cours d'eau ou vont se blottir isolées, chacune dans le port de son choix, à l'ombre des rives ; les enfants, les jeunes gens, les jeunes filles vont là librement, sous le ciel, pousser de leur pagaie la frêle coquille de bois verni. Plus tard le souvenir de ces expéditions juvéniles les ramène aux bords du lac aimé ; de blancs cottages, d'élégantes villas se construisent, allongeant leurs reflets riants à côté de celui des arbres ; les campements des étudiants ont remplacé les tentes indiennes pour devenir eux-mêmes des foyers, des villes, un État.

A Madison, j'ai été l'hôte de l'Université, comme j'aurais été l'hôte de Minneapolis, si des amis ne m'avaient attendu chez eux à Saint-Paul. J'avais ma chambre au club de l'Université. J'y ai goûté la cor-

dialité de cette vie commune que mènent des professeurs de tout âge et les élèves, vie simple entre toutes et dont les Américains s'accommodent aussi volontiers, sinon mieux, que de la grande vie.

C'est un des professeurs de l'Université, le Dr Paul Reinsch, qui m'a conduit et présenté, en l'absence du Président, à la Législature de l'État, où j'étais invité à prendre la parole et où la prédominance absolue de l'élément allemand n'a pas empêché, tant s'en faut, qu'on fît très chaleureux accueil à un Français.

La constitution du Wisconsin doit s'inspirer, comme celles de la plupart des États de l'Est, des anciennes chartes octroyées par l'Angleterre à ses colonies; je n'aborderai qu'en deux mots ce sujet magistralement traité par James Bryce et, malgré tout, inextricable, car chacun des 49 États de l'Union a sa constitution particulière. J'observe seulement qu'ici, comme ailleurs, le Parlement n'a la charge que du présent, tandis que l'Université représente et le passé et l'avenir : c'est pourquoi je me suis beaucoup plus occupé de l'une que de l'autre. Et c'est pourquoi aussi les Américains font tant de sacrifices pour l'éducation et moins de cas de la politique. Sans tomber d'un extrême dans l'autre, je constate que la partie de la constitution du Wisconsin qui a trait à l'organisation parlementaire est inspirée de sentiments peu bienveillants à l'égard des représentants du peuple. On sait que chaque État de l'Union est représenté par deux Assemblées, le Sénat et la Chambre des Députés. Les sénateurs et les députés sont élus directement par les mêmes électeurs, les uns et les autres, pour deux ans; il

suffit pour être éligible, d'avoir un an de séjour dans l'État et sa carte d'électeur du district; chacune des deux Chambres arrête son règlement, procède à la validation de ses membres ; les séances ne sont pas toujours publiques, chaque Chambre pouvant se constituer en comité secret, sans qu'un compte rendu officiel de la délibération soit publié ; la Législature ne peut autoriser ni loterie ni divorce (d'autres constitutions allaient jusqu'à interdire l'élection d'un fonctionnaire qui ne croit pas en Dieu ni dans les récompenses et peines futures) ; chaque membre doit prêter serment d'accomplir son devoir le mieux possible; la Législature ne peut autoriser un citoyen à changer de nom; elle ne peut modifier le tracé des routes, autoriser l'établissement d'un bac, intercepter les communications; en revanche, c'est elle seule qui organise la milice de l'État, détermine le nombre et la liste des personnes qui en feront partie, les règles de la discipline. Les membres de la Législature sont payés 2 500 francs par session normale ; s'ils décident de se réunir en session extraordinaire, ils ne sont pas payés davantage : leurs frais de voyage, de leurs circonscriptions à Madison, sont payés; la constitution stipule qu'ils n'ont droit à aucune fourniture de papeterie...

Le Lieutenant Gouverneur, élu comme les membres du Parlement, est président de droit du Sénat; il a un droit de veto, mais doit finir par s'incliner devant l'insistance des deux Chambres, si elle se manifeste par la majorité des deux tiers des membres présents.

Le Sénat se compose de trente-trois membres, tandis que la Chambre en compte cent. J'ai constaté que sur trente-trois sénateurs il n'y a pas moins de

quinze avocats. Les autres membres sont des agriculteurs, des commerçants, des agents d'affaires; deux pharmaciens, un médecin seulement.

Le Sénat nomme six grandes commissions permanentes, (sans compter les commissions spéciales) : Finances, Justice, Corporations, Éducation et hygiène, Administration intérieure de l'État (Agriculture, Forêts, Ponts et chemins, Gibier et poisson, Affaires militaires, Relations fédérales), Procédure législative.

Le personnel nécessaire au fonctionnement de la Législature est constitué à peu près comme celui de notre Parlement en France ; le *chief clark* correspond à notre Secrétaire Général de la Présidence et le *sergeant at arms* avec « sa force », consistant en petits huissiers ou *messengers,* correspond à notre Secrétaire Général de la Questure.

Les représentants de la presse (pour la plupart de Milwaukee) figurent nominativement en tête de l'annuaire du Parlement.

Les deux assemblées réunies de Madison élisent, de même que celles des autres États, deux sénateurs pour les représenter, pendant six ans, au Sénat de Washington ; ces deux sénateurs ont même fait beaucoup parler d'eux : l'un est M. Lafolette, l'autre est le seul socialiste de la haute Assemblée. Onze membres vont siéger, pour deux ans seulement, au Congrès Fédéral et sont élus directement par le peuple, comme les représentants de l'État et comme tous les hauts fonctionnaires, depuis le Lieutenant Gouverneur jusqu'au Chief justice et au Superintendant des écoles.

La tenue de la séance à laquelle j'ai pris part a été très correcte.

J'ai visité avec soin, comme toujours, les bibliothèques et les collections où les Américains excellent à réunir, sous forme de statistiques et de documents bien compris, les éléments de l'éducation nationale. Mais ceci me ramène à l'Université.

Madison est une des grandes Universités d'État, c'est-à-dire qu'à la différence de celles qui doivent leur fondation ou leurs développements à des libéralités particulières, elle a été créée par l'État ; ouverte en 1850, elle est entretenue par le produit d'une taxe sur la propriété mobilière et immobilière et par des subventions de la Législature ; cinq millions de francs environ.

Un déjeuner des professeurs m'attendait au club, à la sortie du Parlement. Nous avons causé, parlé, écouté ; on imagine ce que j'avais à cœur de recueillir dans ces rencontres où chaque fois l'élite du pays m'apportait ses observations.

Si le Parlement représente les rivalités et les exigences de l'esprit de clocher, le protectionnisme à outrance, le chauvinisme et les surenchères électorales, l'Université, au contraire, est un creuset où viennent se fondre tous les éléments disparates qui, constituant la population de l'État, ont besoin de se nationaliser avant tout, de se fédérer, par des concessions mutuelles, avec les autres États, de voir, en un mot, plus loin que les intérêts particuliers. Il est tout naturel que l'étudiant se tienne à l'écart de l'agitation passagère et nécessaire des politiciens ; c'est l'avenir qui lui importe.

La grosse erreur des critiques qui jugent les États-Unis d'aujourd'hui est de ne pas voir, derrière le désordre inhérent à toute installation nouvelle, se

préparer l'ordre de demain. C'est cette préparation qui est l'essentiel ; l'Europe a tout intérêt à la favoriser, car une civilisation meilleure sera le fruit de cet effort et tout le monde en profitera.

J'ai été frappé de l'importance prise à Madison, comme dans toutes les autres Universités, par l'enseignement de l'économie politique et des sciences sociales ; et j'ai compris que des conférences sur la politique extérieure étaient le complément naturel de cet enseignement ; on ne peut pratiquement parler de la production et de la circulation de la richesse sans chercher à organiser des relations stables entre les peuples producteurs et commerçants ; tout cela se tient ; l'organisation de la paix est le dernier chapitre de l'économie politique ; toute la théorie des économistes est réduite à néant par la guerre. Madison est fidèle aux principes du Président dont elle s'honore de porter le nom, et à la politique « de bonne volonté réciproque » conforme au message de 1811 ; le professeur Reinsch a été le collaborateur de M. Elihu Root dans ses efforts pour commencer par constituer, en attendant mieux, l'Union Panaméricaine.

Après les allocutions qui terminèrent le déjeuner, je me suis rendu dans l'immense salle du Gymnase aménagée pour la circonstance avec une sollicitude de bon augure ; tout avait été préparé de longue main, jusqu'aux annonces suspendues aux arbres dans la ville ; la salle était comble et toute frémissante de jeunesse. On ne s'habitue pas à ces émotions toujours renouvelées, toujours différentes. Ici l'auditoire est chaud, attentif, curieux : des milliers de cris stridents, cadencés, éclatent, sur un signe invisible, obéi par tous, comme une salve, pour m'accueillir ; impos-

sible d'en comprendre un mot. Cela s'appelle le Skyrocket. Est-ce une tradition venue des Indiens ? peu importe ; au lieu de parler, j'applaudis ; j'ai compris le sentiment sinon les paroles ; la glace est rompue. Quelle belle occasion de parler justice à ces jeunes gens et à ces jeunes filles élevés peut-être dans le culte germanique de la force ! mais non, je parle à des amis, et c'est par des acclamations frénétiques qu'ils m'approuvent quand j'explique qu'on ne peut plus aujourd'hui asservir un homme, encore moins un peuple, et que tôt ou tard la liberté qu'on a cru enterrer ressuscite. Jamais je n'ai mieux senti qu'à Madison l'honneur d'avoir été appelé à instruire ces générations qui se lèvent, et toute la responsabilité d'un éducateur.

La musique n'est pas toujours aussi sauvage aux États-Unis que ces vociférations rythmées des étudiants ; nous verrons plus loin qu'elle est, au contraire, partout en honneur, particulièrement dans les villes peuplées de Scandinaves et d'Allemands. Les universités ont leur fanfare et surtout leurs chœurs ; les jeunes gens chantent tous, — plus ou moins, — et les jeunes filles ; le chant est pour eux une gymnastique qui vous redresse, élargit les épaules, la poitrine, donne à la voix plus de volume et à la physionomie plus de franchise, comme la danse, très en faveur aux États-Unis, ajoute de la grâce et de l'assurance aux mouvements.

La conférence terminée et avant de monter en automobile pour aller faire mon tour du lac, j'ai assisté au « drill » des milices, autre exercice de discipline et d'assouplissement : les jeunes gens bien sanglés dans leur uniforme, ici bleu, donnent l'im-

pression d'un peuple qui se lèvera comme un seul homme pour se défendre au premier signal. Que les agresseurs prennent garde à ces milices tant décriées !

Le lendemain matin, dès cinq heures, les mêmes jeunes gens, (je n'ai pas vu les jeunes filles...) me réveillaient par leurs éclats de voix joyeux comme des cris d'hirondelles; je regardai ; ils s'entraînaient, nonobstant la pluie, à leur jeu national du Base-Ball.

IV. — LE BASE-BALL. LE CERCLE INTERNATIONAL

Le Base-Ball passionne à bon droit toute l'Amérique du Nord ; je voudrais l'introduire en France. Deux équipes de neuf jeunes gens pour chacune, avec des suppléants à volonté, sont en présence, les rôles strictement distribués selon les aptitudes et la longue éducation de chacun ; le jet d'une balle unique ouvre le jeu ; c'est à qui franchira avant l'autre les étapes ou bases disposées aux quatre extrémités d'un losange inscrit dans une vaste arène. Dans chaque camp les rôles principaux sont tenus par des spécialistes ; d'un côté le « pitcher » et le « catcher », de l'autre le « batter ». Placé au centre du losange, le pitcher lance à tour de bras la balle à son compagnon le catcher, lequel, placé en dehors, à l'une des pointes du losange, et carapaçonné de la tête aux jambes, muni surtout d'un gant spécial et d'un solide masque, la reçoit comme on voit les athlètes au cirque arrêter un boulet de canon. Mais entre la balle et le catcher il y a place pour le batter ; celui-

ci, solidement campé sur ses jambes, attend la balle au passage et, d'un coup magistral de sa batte, essaie de la renvoyer le plus loin possible ; s'il réussit, ce qui est souvent le cas, il profite du court instant où la balle va se perdre dans l'espace pour galoper vers la seconde étape, puis la troisième, puis la quatrième, s'il a le temps... ; mais voilà que l'un de ses adversaires aux aguets a bondi et, rattrapant la balle au vol, la lance à l'un des gardiens de chaque étape, lui fournissant le droit de devancer le batter. Ce dernier aura-t-il le temps de voler à l'étape, de la toucher, d'en franchir une autre ? C'est une ville entière, jusqu'à 40.000 spectateurs parfois, qui assiste à ce tournoi et qui applaudit et qui encourage et qui s'enthousiasme ou s'exaspère... Parfois, — pour ne pas dire le plus souvent, — le batter n'arrive à l'étape qu'à l'instant même où l'on voit la balle elle-même, avec la rapidité de l'éclair, revenir aux mains du gardien ; alors, pour la devancer, il se jette à terre, en pleine vitesse, tout de son long et touche du doigt le but, ou à peine ; ou bien il le manque d'un rien... Quels cris alors, quelles gesticulations, quels visages enflammés, quelle passion, dans ce public qui n'a pas toujours pu distinguer, à un centimètre près, si le but est touché ou non ! Dans les matchs sensationnels, quand deux équipes célèbres sont aux prises, quand une ville lutte contre l'autre, Brooklyn contre Saint-Louis, par exemple, quand deux champions, deux « géants », deux « phénomènes » du Base-Ball sont face à face devant leurs partisans anxieux, alors la foule ne se tient plus. Mais à proximité du « catcher » un jeune homme, tout à fait différent des autres, reste immobile ; il est couvert d'un long manteau,

d'un plastron et d'un masque : il regarde, et, au plus fort de la contestation, quand la foule menace de se précipiter de ses gradins sur le terrain, il intervient ; d'un signe il fait cesser les cris, ramène le calme et le silence ; il décide qui a gagné ou perdu.

Quel est donc ce personnage mystérieux, cette autorité extraordinaire ? C'est l'arbitre. Et où le prend-on cet arbitre ? On le choisit, soit parmi les étudiants, soit, dans les grands jours, parmi les professionnels les plus estimés, les meilleurs juges ; on le fait venir de Boston, de Chicago ; on le paie comme un homme qui a sa réputation à sauvegarder. Je me suis emparé plus d'une fois de son exemple, à la joie intense de mon auditoire ; j'ai démontré que, s'il est possible d'arrêter sur-le-champ l'élan des joueurs, à tel point qu'ils n'ont pas le droit de répondre à l'arbitre, même s'il se trompe ; s'il est possible d'arrêter une foule électrisée par le spectacle, il est beaucoup moins difficile d'arrêter deux peuples de même civilisation que leurs Gouvernements s'apprêtent à mobiliser ; c'est une question d'éducation de la responsabilité gouvernementale ; une question d'intérêt mutuel bien compris, de discipline, là aussi. Ma démonstration ayant fait le tour des États-Unis, on m'a objecté que l'arbitre était parfois assez maltraité par la foule : « A mort l'arbitre ! » « Kill the Umpire ! » criait-on récemment encore. Sans doute, ici comme ailleurs, le condamné ne se prive pas de maudire son juge, mais il n'en est pas moins vrai que toute l'organisation du Base-Ball, non moins populaire que les barbares combats de taureaux en Espagne mais infiniment plus répandu et civilisateur

au plus haut degré, repose sur le respect absolu de l'arbitrage ; il en est de même pour bien d'autres jeux, et notamment pour le Foot-Ball ; c'est un excellent entraînement physique et moral.

Autre observation à ce propos : les Américains se lèvent de bonne heure ; c'est un trait de plus en commun avec les Français. Un peuple qui se lève tôt n'est pas frivole ; il est laborieux ; il doit réussir. J'entendais un jour à La Haye un de mes compatriotes critiquer la jeunesse française ; l'un des étrangers présents, le premier Délégué du Japon, protesta : j'ai fait, disait-il, une partie de mes études au Quartier Latin, avec beaucoup d'autres étrangers ; les Français étaient toujours les premiers levés. La France est criblée de jugements plus superficiels les uns que les autres ; sous prétexte que Paris, ou plutôt une partie seulement de Paris, les Boulevards, sont le rendez-vous des étrangers et des provinciaux qui viennent y faire leur apprentissage de « la grande vie », on s'imagine que cette grande vie est celle de la France ; le fêtard dyspeptique, plumé et déplumé, qui rentre chez lui, déblatère contre la Babylone moderne ; il a fréquenté tous les cabarets, les beuglants, les cabinets interdits, épuisé la coupe des curiosités morbides, accompli comme un rite la tournée classique « des Grands Ducs », et il se plaint ensuite non pas de lui-même et des fêtards étrangers, mais de la France.

Après le dîner et la conférence du club j'ai été prié d'achever la soirée au cercle international. Ce n'est pas le premier que j'ai visité aux États-Unis. Rien ne fait mieux ressortir l'esprit de tolérance et de fraternité qui anime les universités américaines que ces

associations permettant aux jeunes Américains des divers États non seulement de se rencontrer, mais de fréquenter, de connaître, d'aimer des étudiants étrangers. A Madison le cercle avait pour Président un Chinois des plus distingués, C. C. Wang, et pour membres, — à côté des Américains, — des Russes, des Polonais, des Suisses, des Belges, des Italiens, des Japonais, des Anglais même, des Indiens, des Malgaches, des Philippins, soixante nationalités ou soixante races différentes.

Ces jeunes gens m'ont accueilli en chantant la *Marseillaise* ; ils me serraient les mains comme si j'avais été Jean-Jacques Rousseau ! A ceux-là on pourra dire tout le mal que l'on voudra de la France, ils n'y prendront pas même garde ; la France n'est pas un pays pour eux, c'est une idée, un programme, un mot d'ordre ; c'est la révolution en marche ; et ils savent bien que la société ne dira jamais de bien de la révolution.

Je n'ai pu m'empêcher pourtant de donner à ces jeunes gens des conseils d'ami : je tremble pour leur avenir, car je vois germer en eux la graine de liberté qu'ils cultivent dans ces universités américaines ; et il est probable qu'à leur retour au pays natal cette graine donnera pour fruits l'insurrection, tout ce qui mène à la potence... J'ai parlé, mais ils souriaient ; je leur disais : « Faites attention en rentrant chez vous ! n'allez pas répéter tout ce que vous entendez ici ! » L'un d'eux répondit finement : « Nous conserverons l'impression et non les mots. »

Et maintenant partons pour Milwaukee, la ville allemande du Wisconsin, la ville où les trois quarts

au moins des habitants sont allemands ; il y a longtemps que je me prépare à cette visite ; nous allons voir enfin de près ce qui fut le triomphe, ce qui est maintenant, à mon avis, le déclin de l'influence de l'Allemagne.

CHAPITRE X

MILWAUKEE. — CROISSANCE ET DÉCLIN DE L'INFLUENCE ALLEMANDE

L'hospitalité de Milwaukee n'a pas été moins prévenante que celle des autres villes. Des représentants de la presse étaient venus m'attendre à mi-chemin, et me soumettre dans le train aux douceurs de l'interview ; l'un d'eux, directeur du principal quotidien allemand, s'y est si bien pris, je ne sais comment, qu'arrivé à midi je trouvais deux heures plus tard « mes déclarations » flamboyant en gros caractères à la première page de son journal et très scrupuleusement reproduites, encore que le sujet fût délicat, puisque je parlais de l'heureuse influence que pouvait exercer l'opinion libérale des Allemands d'Amérique sur les Allemands d'Europe.

Une délégation de mon comité de réception m'attendait à la gare pour me conduire au City-Club où j'avais promis de parler sur l'organisation municipale en France. Je pourrais dire que j'ai fait ensuite, en automobile, une promenade au bord du lac, si le brouillard dissimulant le ciel, les eaux, les rochers, les arbres, ne nous avait littéralement arrêtés ; c'est tout au plus si j'ai pu gagner le collège de jeunes filles, Downer college, où précisément les jeunes gens d'une

école voisine étaient venus donner un concert. Ici le système de la coéducation n'a pas cours; c'est tout le contraire. Les jeunes filles sont parfaitement libres; elles assurent elles-mêmes leur discipline, sans le secours de leurs maîtresses, mais, à l'exception des visites ou des concerts occasionnels, la règle est que pas un homme, même comme professeur, ne pénètre dans le collège ; règle très stricte et qui fait partie d'un programme que l'excellente directrice, Miss Ellen Sabin me résume ainsi : « ni vin, ni hommes, ni cartes »; c'est un couvent laïque. Le soir, ma réunion était fixée, une fois de plus, dans une grande église, « Plymouth Church », et j'admire encore avec quelle tolérance l'auditoire, en majorité composé d'Allemands, accueillit mes observations, mes critiques même, et avec quelle chaleur mes vœux pour qu'une réconciliation acceptable de part et d'autre intervienne, par des concessions mutuelles, entre la France et l'Allemagne, dans l'intérêt du monde entier.

Passer de Madison à Milwaukee, c'est rentrer de la campagne à la ville. Milwaukee est un grand port devenu grande cité, grâce à la navigation du lac Michigan, véritable mer intérieure où se jette la rivière de Milwaukee; cette rivière forme canal, comme la Meuse à Rotterdam; elle distribue son cours profond et celui de ses affluents au cœur des quartiers commerçants; de solides brise-lames protègent l'entrée du port et des canaux où les plus grands navires accostent au pied des magasins et des usines, au quai des gares. Les brasseries allemandes de Milwaukee approvisionnent une bonne partie des États-Unis, sans compter les farines, les

grains, la viande de porc. On passerait des heures à suivre le va-et-vient de ces bateaux monstres dans la ville ; devant eux se lèvent ou s'entr'ouvrent les ponts mobiles les plus modernes ; les chaussées où filent les tramways électriques se dressent au port d'armes ou pivotent sur une arche pour leur faire place ; les bateaux passés, la grande avenue redevient un pont et reprend sa circulation. Cette entente, pratiquée d'ailleurs avec le même succès en Allemagne, de la navigation et de la route, de la voie ferrée et de la rue, explique en partie l'essor magnifique de Milwaukee. Les bateaux de commerce ne sont pas les seuls à faire la navette à travers la ville : on y voit aussi, quand le brouillard s'est dissipé, les bateaux de plaisance et ces jolis paquebots de promenade à trois ou quatre ponts où, les jours de fête, toute la jeunesse de la ville, parents compris, musique aussi, prennent passage pour aller se répandre à la campagne, aux bords du lac, oublier les maisons à vingt étages, le bruit, le travail intense de l'atelier et du bureau.

Les environs de Milwaukee, les rives escarpées du lac sont très pittoresques : par une belle journée c'est la Côte d'Azur ou Biarritz. En été c'est la plage de sable et les bains de mer en eau douce. Les Américains reviennent partout de l'erreur première qui leur a fait entasser, faute de communications rapides à cette époque, les usines sur les usines et les maisons sur les maisons, sans laisser la place à un arbre, comme à New-York. Milwaukee est entouré de parcs aux eaux vives, à la végétation multicolore. Les espaces libres, les terrains de jeu, de promenade, d'excursion, à commencer par le « Yellow Stone

Park », sont devenus l'une des préoccupations, l'un des éléments de la santé et de l'activité nationales aux États-Unis. Désormais on ne vivra plus les uns sur les autres, mais à côté les uns des autres.

Les sociétés de gymnastique, de tir, de musique, fondées à l'instar des sociétés allemandes, sont ici florissantes, comme le commerce allemand, car il est clair que chaque Allemand aux États-Unis est un client et un représentant du commerce de l'Allemagne ; il appelle, il place l'article allemand ; il crée des besoins conformes aux siens ; il renseigne ses compatriotes sur les habitudes américaines et sur les moyens de s'emparer du marché américain. Cela dit, on a vite fait de conclure : « Milwaukee, est une ville allemande », encore qu'elle ait été fondée par un Français, Salomon Juneau, dont nous avons déjà rencontré le nom sur le Pacifique. Simple dépôt de pelleteries en 1835, elle compte aujourd'hui près de 400.000 habitants, dont 300.000 Allemands, le reste Américains, Scandinaves, etc. ; mais la question est de savoir ce que devient une ville allemande, d'origine française, aux États-Unis. Je parlerai de cette question impartialement ; la France, l'Allemagne, les États-Unis ont atteint un degré de civilisation assez haut pour pouvoir entendre la vérité.

Les Allemands ont réussi parce qu'ils méritaient de réussir ; confiants dans l'avenir, ils ont des enfants en grand nombre et de beaux enfants bénéficiant de la santé de leurs parents. Tandis que la population française saignée à blanc par des guerres stériles, surmenée par son effort incessant de réparation et par une vie de surexcitation continuelle,

n'augmente pas, celle de l'Allemagne s'accroît chaque année de la valeur de plusieurs départements français ; il est naturel qu'elle soit allée prendre dans le monde la place occupée jadis par nos paysans de la Normandie et de l'Anjou. Ces émigrants allemands sont arrivés, travailleurs et modestes, quand les États-Unis manquaient de cultivateurs ; ils ont rendu d'immenses services comme fermiers ; plus tard ils ont peuplé aussi les villes où ils ont apporté leurs méthodes, leurs traditions, leurs qualités d'organisation et d'association. J'ai vu pendant mon passage à New-York une manifestation des sociétés allemandes en Amérique ; elles se montaient à 5.000 organisations différentes ; elles sont nombreuses à Milwaukee ; il faut les louer ; les résultats obtenus par les sociétés musicales, par exemple, sont admirables. Dans le domaine de l'éducation et précisément des sciences sociales appliquées dès l'enfance, tout le monde rend hommage à ce qu'ils ont fait pour les « Kindergarten », pour l'organisation des jeux, de l'hygiène, etc., dans les écoles. Dans le domaine de l'enseignement secondaire et supérieur, la vérité saute aussi aux yeux. Prenons l'Université du Wisconsin ou toute autre parmi celles qui se sont fondées aux États-Unis au siècle dernier ; où devaient-elles chercher leurs inspirations ? Mme de Staël leur avait fait connaître l'Allemagne, et il est clair que les grandes Universités de la Confédération Germanique étaient, avec Oxford et Cambridge, des modèles tout prêts pour un groupe de jeunes États fédérés et démocrates, foncièrement hostiles au système impérial de la concentration. N'oublions pas que ces jeunes États n'ont pas encore pu ni voulu

aujourd'hui se mettre d'accord pour créer à Washington une grande Université nationale supérieure à toutes les autres ; ils se sont bien gardés d'aller prendre à Paris l'exemple qu'ils redoutaient le plus, alors qu'ils n'avaient que l'embarras du choix entre Gœttingen, Kœnigsberg, Iéna, Leipzig, Heidelberg, Tübingen, Bonn et tant d'autres Universités indépendantes. La politique extérieure du second Empire, à commencer par notre malheureuse expédition du Mexique, n'était pas faite pour ramener à nous les Américains, non plus que notre dédain alors général des choses de l'étranger, notre ignorance des langues, notre répugnance assez naturelle à nous expatrier. En sorte qu'après avoir reçu de France tant de germes magnifiquement épanouis, ils n'en ont pas moins été chercher ailleurs des émigrants et des idées.

Pour tout dire, nos désastres étant survenus avec les victoires de l'Allemagne, les Américains ont plus ou moins cru, comme tant d'autres, à la décadence de la France ; mais ils reviennent de leur erreur, et c'est maintenant que la France leur donne l'enseignement supérieur par excellence et que commence pour nous la grande revanche. L'infortune grandit les peuples comme les hommes d'élite, tandis que le succès est leur écueil. En dépit des apparences, tout le monde est bien obligé aujourd'hui de comprendre et de constater que la France n'est pas une nation frivole et qu'elle doit être, au contraire, prodigieusement laborieuse et idéaliste pour s'être relevée, une fois de plus et si complètement, de ses ruines en quarante ans. En dépit d'attaques incessantes et dont nous donnons nous-mêmes le signal, on a vu la République Française accepter et payer les dettes

du passé, la rançon de l'Empire, refaire ses finances, son armée, compléter son réseau de chemins de fer, régénérer son enseignement, transformer ses cultures, se créer en Afrique et en Asie un nouvel empire colonial, et, malgré cela, malgré l'expansion de rivalités nouvelles, surgissant de tous les côtés et provoquant des complications inévitables, à force de sagesse, regagner peu à peu ce que nous avions perdu dans la confiance générale, conclure des alliances, gagner des amitiés, l'estime de tous ; on a vu nos savants au service du monde, Pasteur, Berthelot, Curie... ; on a vu nos artistes, nos hommes d'action ; on a vu nos explorateurs aussi grands que leur devanciers ; on a vu nos aviateurs et nos marins, dans la profondeur du ciel et des eaux, se jouer de la mort, et notre initiative surgir partout en novatrice. Ces triomphes de la volonté individuelle française, se multipliant, ont fini par parler plus haut que ceux de la force, et c'est alors que les Allemands ont commencé à souffrir d'un mal qu'ils n'arrivent pas à comprendre et qu'il faut pourtant expliquer : ils paient leurs victoires, comme tous les vainqueurs, et ils les paieront d'autant plus cher qu'elles les ont plus enorgueillis.

Voyons les faits :

On est las et déçu de l'orgueil allemand ; le triomphe de la force est abêtissant ; il a pu éblouir les esprits superficiels, les Universités elles-mêmes, pendant un temps, mais, à la fin, on s'en dégoûte parce qu'il aboutit à contredire et par conséquent à paralyser le progrès de la science. Cela est vrai partout, même en Allemagne où l'élite de la pensée se trouve plus ou moins en suspicion, sinon en interdit,

au grand dommage du progrès intellectuel, moral et matériel du pays. L'immense développement du commerce allemand, dans ces dernières années, est un signe de vitalité admirable, mais il est d'autant plus choquant de voir cette vitalité orientée dans la voie de la violence, alors que sa destinée serait d'être si bienfaisante. On en veut à l'Allemagne de tourner le dos à sa vocation. Le caporalisme allemand est en train d'étouffer l'idéalisme allemand ; c'est là le spectacle qui révolte beaucoup d'hommes indépendants ; révolte intérieure, c'est entendu, mais qui se traduit pourtant ailleurs que dans les consciences. Le maire de Milwaukee, lors de ma visite, était socialiste ; le sénateur de Milwaukee est socialiste ; la coïncidence est frappante dans ce milieu allemand. Autre exemple : l'Allemagne, avide d'expansion, n'admet pas que l'Alsace-Lorraine se plaigne qu'on ait disposé de ses admirables populations comme d'un troupeau, au moment même où les États-Unis venaient de faire la guerre pour émanciper les Nègres ; elle oblige les Alsaciens à répudier jusqu'à leurs liens de famille et à rompre avec leurs affections les plus sacrées pour se dire Allemands, à écrire leur noms en allemand, à parler allemand ; de même pour le Danemark, pour la Pologne. Elle ne s'aperçoit pas qu'elle s'aliène ainsi, non pas la France seule, n'en parlons pas, non pas l'Alsace, non pas la Pologne ou le Danemark, mais l'esprit moderne. Quelles que soient les complaisances de l'opinion, elle est travaillée partout par des ferments qui échappent à la clairvoyance bien connue des gouvernements mais n'en sont que plus redoutables. En sorte que, finalement, toute la force allemande se retourne contre elle-même et lui

ferme moralement le monde où elle cherche sa place.

Je ne parle pas seulement comme Français, encore une fois ; je parle dans l'intérêt général, à supposer que je puisse me désintéresser de la plainte des Alsaciens-Lorrains, alors que j'ai fait campagne avec mes amis pour les Bulgares, pour les Arméniens, pour les Juifs, pour les Albanais. La question d'Alsace-Lorraine s'est terriblement aggravée pour l'Allemagne avec le temps ; elle ne se pose pas entre les gouvernements allemands et français, puisqu'elle est réglée par les traités ; elle se pose entre l'Allemagne et l'Alsace elle-même, entre l'Allemagne et tous les défenseurs de la liberté individuelle dans le monde ; c'est une autre affaire que l'affaire Dreyfus, et il ne suffit pas non plus de dire : « elle n'existe pas ! »

Les Américains ont pu ignorer la question d'Alsace-Lorraine tant qu'elle s'est posée entre la France et l'Allemagne ; ils se sont gardés de prendre parti ; ils sont restés neutres et c'était leur droit ; ils s'imaginaient que c'était le moyen d'avoir la paix, avec le temps ; mais à présent ils seront obligés, comme tout le monde, de se prononcer ; ils se prononcent déjà intérieurement ; ils se sont prononcés par le simple jeu de leur régime de liberté ; et, par là même, ils sèment en Allemagne de nouveaux encouragements pour les uns, de nouveaux motifs d'irritation pour les autres.

Une seule conviction suffit à éclairer des millions de consciences indépendantes ; on ne se rend pas compte du travail incalculable d'une protestation qui ne cesse de conspirer dans le monde. C'est la goutte d'eau qui, d'heure en heure, finit par ronger la digue et la renverse. J'ai vu un Danois expatrié

depuis la guerre de 1864 et qui s'est fait naturaliser Américain plutôt que de devenir Allemand ; non content de regretter son pays, il a, par sa parole, par sa plume, par l'ardeur enflammée et tenace d'une propagande qui n'a pas cessé d'agir un seul instant depuis cinquante ans, propagé sa révolte, avec quelle violence et, je dois le dire aussi, quel succès! C'est là ce qu'un gouvernement ne prévoit pas dans les lendemains de ses traités.

Un jour, voyageant seul et lisant mon courrier dans le train entre Pittsburg et Philadelphie, un petit homme âgé s'approcha de moi et me demanda, en français, mes journaux français. Il me raconta, lui aussi, qu'il avait préféré quitter son pays, l'Alsace, plutôt que de devenir Allemand ; mais celui-là était d'un tempérament moins combatif, il notait avec joie l'échec de la prussification de l'Alsace ; il me racontait les pèlerinages qu'il allait faire régulièrement chez lui, à Phalsbourg. Quand j'étais enfant, disait-il, la France nous laissait parler allemand, français, alsacien à notre choix, et nous parlions peu le français ; mais aujourd'hui que l'allemand est obligatoire, savez-vous ce qui arrive ? « les enfants apprennent l'allemand à l'école, les magasins arborent leurs enseignes en allemand, la rue est allemande par ordre, mais tout le monde parle français dans les maisons. »

Combien d'autres mènent cette campagne acharnée, ou pensent ainsi, dans d'autres sphères, même et surtout parmi les admirateurs de la culture allemande ; l'idéalisme allemand dont ils ont été pénétrés les a rendus d'autant plus sévères pour la réaction brutale de l'Allemagne ; ils se francisent à vue

d'œil : ce sont les Allemands qui nous les envoient.

« Nous sommes las », me dit l'un d'eux, à Harvard ;

Las de quoi ?

« Las de la raison du plus fort. »

Un autre, à Baltimore, un helléniste octogénaire, vénéré par combien de générations inspirées de ses sentiments, ne se console pas de ce qu'il appelle l'abaissement de l'Allemagne. C'est sa jeunesse à lui qu'on a profanée. L'Allemagne avait été le berceau de ses études et de sa pensée : « Je ne la reconnais plus, me dit-il ; je n'y vais plus ; je ne comprends même plus leur langue ; ils ont créé des mots nouveaux pour leur nouvel état d'esprit, pour exprimer des choses basses ; ils ne connaissent plus que les carrières lucratives, les bénéfices, l'argent ; ils ont perdu leur idéal, ils s'en moquent ; le plus grand châtiment est l'abaissement des caractères. »

Que le gouvernement allemand y prenne garde et qu'il cesse de s'en prendre à la malveillance du monde ; il est seul responsable de ces jugements qui deviennent universels et qui s'expriment en Allemagne tout autant sinon plus qu'aux États-Unis. Combien d'Allemands souffrent comme le vieux professeur américain de Baltimore et sont humiliés du discrédit de tout ce qu'ils avaient appris à respecter. Et non pas des intellectuels seulement ; le peuple est d'instinct avec eux ; le gouvernement allemand n'est plus maître de dominer ces protestations ; il n'est plus maître de déchaîner la guerre pour un oui ou pour un non ; son opposition à l'œuvre de La Haye, l'isolement volontaire où il s'est cantonné pour résister ouvertement à des progrès que le gouvernement

russe lui-même acceptait, l'ont signalé à la défiance générale ; un gouvernement ne peut pas impunément se mettre en travers des aspirations de tous les peuples, y compris celles du peuple allemand. Je me souviens de la joie que manifestait, à La Haye, le concierge allemand de mon hôtel chaque fois que ses représentants étaient battus à la conférence : sa figure s'épanouissait et il se frottait les mains en disant : « Patience ! » C'en était gênant. A Essen, au cœur du pays des canons et des plaques blindées, l'usine Krupp est à la discrétion de ses 30.000 ouvriers; pas un bataillon pour la protéger ! — pourquoi ? parce que, disent les directeurs, si nous commettions l'imprudence d'en réclamer un, au bout de huit jours il serait socialiste ou lapidé.

Le gouvernement allemand ne s'en croit pas moins obligé d'affirmer partout son attitude de vainqueur, sans se douter que cette attitude excède tout le monde; c'est une menace et une déception. Plus les Américains étaient germanophiles, plus ils deviennent hostiles au caporalisme allemand. Caporaliser un grand pays, surtout quand ce grand pays est celui de Kant, de Gœthe et de Beethoven, c'est déjà lamentable, c'est un attentat que la civilisation supporte avec peine ; mais caporaliser le monde, c'est trop. De même que les esprits indépendants se sont révoltés contre l'impérialisme français, sous le Premier et le Second Empire, contre l'impérialisme anglais pendant la guerre du Transvaal, ils s'inquiètent maintenant de l'impérialisme allemand.

Cette inquiétude a groupé en un formidable faisceau les forces latentes et éparses de l'opinion ; l'impatience s'en mêle, puis une sorte d'exaltation géné-

rale très dangereuse. Plutôt que de vivre sous le coup d'une épée de Damoclès qu'une seule volonté tient suspendue, quantité de braves gens disent : « finissons-en ! » Je prends la France comme exemple ; elle est devenue pacifique en même temps que républicaine ; elle n'a pas de haine contre les Allemands, elle ne demanderait qu'à s'entendre avec les Allemands, par des concessions mutuelles, si les Allemands savaient s'y prendre et gagner son amitié, s'ils essayaient de se faire aimer et non pas craindre ; mais non, ils grondent à tout propos, comme des canons dont on ne peut dire s'ils s'exercent ou s'ils vont tirer ; ils nous reprochent les plaintes de l'Alsace ; ils laissent entendre qu'une autre fois ils prendront la Bourgogne, Cherbourg ou Brest, avec Rotterdam, Anvers, et le reste ; le résultat est que je ne connais pas un seul Français qui ne soit prêt à donner et son dernier sou et son dernier enfant pour repousser la conquête allemande. Et ce ne sont pas des mots ; quand on voit les Français mourir à l'envi, les uns après les autres, pour la seule joie d'ajouter un progrès de plus à l'actif de l'humanité, on imagine ce que ces mêmes hommes donneraient d'héroïsme pour sauver du même coup la France et la liberté. C'est la même chose aux États-Unis ; et tout autant dans le jeune monde slave.....

Les Allemands font fausse route : on se détourne d'eux, non pas par antigermanisme, mais par défiance de leur régime, pour éviter leur choc inconsidéré, comme on se détournerait d'un brutal qui veut faire danser les gens malgré eux. Rien de plus logique. En 1870, beaucoup d'Américains applaudis-

saient à ce qu'on appelait la victoire de l'instituteur allemand : aujourd'hui c'est l'instituteur, à son tour, qui est menacé, c'est l'esprit moderne ; tout le monde le défendra.

A cela les pessimistes répondent que toutes les protestations platoniques de l'esprit moderne n'empêcheront pas la force allemande de triompher. C'est plus que douteux. Je l'ai dit à l'élite des Allemands eux-mêmes : ne criez pas trop « à Paris », comme nous avons crié « à Berlin » ! Cela ne porte pas bonheur ! Mettons pourtant les choses au pire ; les Allemands auront fort à faire pour s'imposer ; cela demandera beaucoup de temps, beaucoup d'argent, beaucoup de sang ; la révolution vraisemblablement viendra se greffer sur la guerre. Quel intérêt peut avoir la dynastie impériale allemande à déchaîner cette révolution, à préparer une confédération non plus germanique, mais générale ? Autant faire l'économie de la guerre et de la révolution pour avoir l'honneur et le bénéfice du dénouement inévitable où nous marchons dans ce siècle d'association.

En un mot, toute la démocratie moderne, y compris celle de l'Allemagne, est contre le caporalisme allemand. Les États-Unis qui ont accueilli avec reconnaissance et sollicitent avec raison la colonisation allemande ne veulent pas qu'elle dégénère en domination : c'est pourquoi ils reviennent à la langue, aux idées, à l'esprit français, c'est-à-dire à l'esprit humain. C'est un mouvement naturel qui entraîne les Allemands eux-mêmes, à commencer par l'Empereur qui parle français, mieux que des millions de Français. L'esprit français ce n'est pas le nombre, ni le volume, ni la force, c'est le ferment

que la civilisation actuelle recherche et dont aucune violence n'aura raison. Si les Allemands veulent reprendre la place qu'ils occupaient dans la confiance des intellectuels dont Renan a été le porte-parole, ils n'ont qu'à redevenir eux-mêmes, à s'élever au-dessus du vulgaire, par la pensée, par la science, par le génie. Ce n'est pas l'œuvre d'un jour, assurément, mais qu'ils n'oublient pas que le temps, sur lequel ils comptent, marche contre eux ; il augmente leur population, mais il diminuera leur influence et compliquera leur politique jusqu'à la rendre inextricable, au détriment d'eux-mêmes et du monde entier.

CHAPITRE XI

LES ÉTATS DE L'ILLINOIS ET DE L'OHIO

I. — CHICAGO

J'ai raconté en 1902 les étonnements de ma première visite à Chicago ; il me reste beaucoup à dire sur cette ville énorme où je me suis trouvé, cette fois, en pays de connaissance, entouré d'amitiés éprouvées, beaucoup plus et mieux instruit par conséquent.

Quelques heures seulement séparent Chicago de Milwaukee d'où je suis parti dans la matinée. J'achève à peine la lecture des journaux que déjà le train annonce, par ses ralentissements dans des quartiers vagues, l'approche de la grande cité. Chicago est devenu l'un des centres de chemins de fer du monde : 34 lignes y aboutissent ; on ne traverse pas Chicago ; on s'y arrête. Ces 34 lignes couvrent une distance de 92 398 milles, soit 42 p. 100 de l'ensemble de toutes les lignes des États-Unis. Chicago voit chaque jour partir et arriver 1 594 trains, sans compter les trains suburbains. La longueur totale des voies ferrées, souterraines, élevées ou ordinaires qui desservent l'intérieur de la ville est invraisemblable, sans compter les automobiles, plus nombreuses, il me

semble, ici que partout ailleurs. Humble village de 60 habitants en 1823. Chicago en comptait 4 470 en 1840, 1 698 000 en 1900 ; 2 185 000 en 1910. Elle entretient 1 077 églises, 65 bibliothèques publiques, 6 collèges et universités, 267 écoles publiques, près de 70 parcs ou squares, petits ou grands, dont 14 terrains de jeux modèles et trois plages balnéaires ; ses journaux ou périodiques sont au nombre de 725 ; ses cafés ou cabarets payant licence n'atteignent que le modeste total de 7 152, tandis qu'il en existe à Paris, à Londres, à Berlin, combien ? 44 257 à Paris seulement, banlieue comprise.

Les voyageurs ne manquent pas de visiter les célèbres usines de la compagnie moissonneuse internationale (International Harvester C°), dont nous rencontrons les machines agricoles dans les fermes du monde entier ; on n'oublie pas non plus les factoreries d'orgues et de pianos, ni les fabriques de wagons de luxe, ces « Pullman cars » dont j'aurai fait un usage immodéré.

Le progrès des transports de toute nature, particulièrement celui des wagons frigorifiques employés partout aux États Unis, a grandement contribué au développement prodigieux des industries de la boucherie, de la charcuterie et des conserves à Chicago ; le capital appliqué à ces industries est passé de 42 millions de francs en 1880 à plus de 350 millions. On s'en aperçoit quand on visite les horribles stockyards, où les chemins de fer ont amené, en 1909, 14.050.000 têtes de bétail sous le couteau ou sous la massue des exécuteurs. Tout cela est connu ; on ne décrit plus Chicago. On sait aussi l'importance du commerce des grains, des farines ; les bois ne vien-

nent plus à Chicago pour s'y répandre à l'intérieur du pays par le flottage ; ils disparaissent. En revanche, une industrie qui fera parler d'elle s'est fondée ; la Steel Corporation n'a pas craint de construire à Chicago les hauts fourneaux les plus grands du monde ; ils ont coûté 325 millions de francs. C'est le dernier état du progrès moderne. Ce progrès va de pair avec celui de la navigation des lacs. A la rigueur, les aciers, comme les machines et les conserves et les wagons de Chicago, peuvent s'exporter sans transbordement dans le monde entier ; les bateaux chargés à quai dans le port et, bien avant même, dans la rivière ou le canal de Chicago, au pied des docks, descendent les lacs puis, par le fleuve Saint-Laurent, gagnent l'Océan. Le voyage est long mais satisfaisant ; on y a renoncé pourtant, jusqu'à nouvel ordre, pour plusieurs raisons : les bateaux, une fois arrivés à destination, dans la Mer Noire, par exemple, ne trouvent pas de fret de retour ; ils en trouvent aisément pour New-York, mais non pour les lacs ; en outre, les compagnies d'assurances favorisent New-York, de telle sorte que leurs tarifs pour la navigation des lacs sont prohibitifs. La force des choses est telle cependant que le nombre et le tonnage des bateaux fréquentant Chicago ne cessent de croître : en 1909, on y a compté 12 385 entrées et sorties de navires, représentant 15 521 257 tonnes. Combien de grands ports maritimes peuvent envier ces chiffres ! Celui de Liverpool ne dépasse pas 12 millions, celui du Havre n'en atteint pas 7. On ne compte pas moins de 17 compagnies de navigation des Grands Lacs, représentant ensemble un tonnage de 7 290 745 tonnes.

L'une des entreprises les plus extraordinaires et

les plus heureuses de Chicago est l'ouverture de ce canal artificiel, « drainage canal », qui renverse l'ordre de la nature ou le rétablit, selon qu'on remonte plus ou moins avant dans l'histoire de la formation du continent américain. On sait qu'aujourd'hui les eaux des Grands Lacs s'écoulent vers l'Atlantique par le Niagara. Chicago a donc été obligé de suivre, comme toutes les rivières et les ruisseaux, la faible pente du sol, pour envoyer au lac ses eaux pures ou sales et particulièrement ses eaux d'égoût; mais, d'autre part, le lac étant son réservoir d'eau potable, eau magnifique, analogue, toutes proportions gardées, à celle du lac de Genève, et que la ville fait pomper au large, à une profondeur de deux ou trois cents mètres, elle ne tarda pas à voir qu'elle empoisonnait elle même son eau, notamment quand les vents d'ouest poussaient les immondices au large. Comment faire ? Les ingénieurs et les géographes, très attentifs à tirer parti des moindres déclivités du terrain, dans cette région qui n'a pas de pente appréciable, eurent l'idée de ressusciter un lit abandonné des périodes glaciaires ; ce lit descendait du lac au lieu d'y conduire, aboutissait à un affluent du Mississipi. Un canal fut creusé, avec une pente telle que les égoûts détournés du lac y écoulèrent sans hésitation leur contenu, et le noyèrent dans une eau courante où il se purifie à la lumière du ciel et finalement se perd dans l'Illinois. Joliet, l'une des premières villes riveraines qui « bénéficient » de cet affluent inespéré, se trouve ainsi nantie de deux privilèges discutables : elle reçoit les eaux sales de Chicago et elle est le siège de la grande prison de l'État. Mais je pense que Joliet applique les méthodes les plus modernes au filtrage

de son eau. Quoi qu'il en soit, Chicago a réalisé le rêve paradoxal de nos pionniers : les Grands Lacs ont maintenant leurs deux issues en sens contraires, l'une sur l'Atlantique, l'autre sur le golfe du Mexique.

Les Américains ont raison d'être fiers de ces entreprises ; j'en parlais avec d'aimables compagnons de route improvisés, en attendant l'entrée en gare de Chicago ; j'ai déjà dit que les trains américains ont leurs retards, comme de simples trains européens. A l'arrivée, l'ami fidèle qui m'avait reçu à son foyer en 1902, Cyrus Mc Cormick, m'attend encore ; nous nous retrouvons avec joie et nous commencions d'échanger le doux répertoire des questions familières, quand je suis entouré par un cercle de reporters et de photographes. Le brouillard m'empêche de les voir, le bruit m'empêche de les entendre ; il faut écarquiller ses yeux, érailler sa voix pour fournir à chacun sa copie, son cliché, voire même une caricature ; enfin nous montons en voiture pour l'hôtel Blackstone, où mes amis, dont la maison est en ce moment fermée, sont venus exprès pour m'installer à côté d'eux.

Chicago n'a pas trop changé. Plus que jamais, j'admire cette puissante cité qui, submergée en 1855, a élevé son sol de deux mètres cinquante, puis, réduite en cendres en 1871, s'est entièrement reconstruite. Le jour pourtant, est bien ingrat. Il est midi : mais, comme à Milwaukee, le lac reste invisible ; on le sent là, tout près, on le devine par le mugissement de ses paquebots, dont les sirènes se répondent et qui semblent venir sur nous. Nous nous frayons notre chemin entre des courants contraires et tourmentés, deux fleuves d'automobiles, de camions, de

motocyclettes ; tout cela roule, coule, corne, mugit à travers les tramways, les autobus, sous les chemins de fer « elevated ». Je n'y résiste pas. A certains carrefours, c'est une impression de l'enfer, complétée par les éclairs et par le grincement des trolleys. Il y a là pourtant des êtres qui ne passent pas comme moi, mais qui demeurent ; c'est un beau quartier de la ville ; le centre des grands magasins élégants, et, dans ces rez-de-chaussées, deux fois, dix fois ensevelis, comme des sous-sols, sous les maisons à vingt étages, sous le passage des viaducs de la voie ferrée aérienne qui occupent tout le milieu de la rue, des commerçants, des ouvriers, des ouvrières vivent, des clients et des clientes viennent faire leurs achats, des caissiers calculent, des sténo-dactylographes écrivent des lettres qu'on leur dicte au vol, des hommes et des femmes réfléchissent, prévoient, se rappellent ; je les plains. Comment ces êtres humains supportent-ils la secousse brutale, le bruit agressif de ces véhicules trépidant, fulgurant, freinant, s'arrêtant, repartant, sursautant, haletant, se croisant, à droite, à gauche, en bas, en haut, partout, sans un instant de trêve, tandis qu'à cent mètres plus loin, le long du boulevard Michigan, passe en tranchée le chemin de fer et ses panaches, et ses crachements, et ses cloches, plus affolantes encore que l'invisible appel des sirènes. Et que dire quand les ponts se lèvent pour laisser passer les bateaux et que le double courant est suspendu ? Cet arrêt dure quelques minutes ; puis le mouvement reprend plus intense ; c'est une distribution constante de produits qui s'opère pour le monde entier. Je m'étonne que les commerçants et leurs employés puissent résister à

des conditions si hostiles au travail intellectuel, à la méditation, à la fantaisie, ces facteurs inappréciables de la production. Toute machine, la machine humaine comme les autres, devient d'autant plus silencieuse dans son travail qu'elle est plus parfaite ; il y a longtemps qu'on dit chez nous : « Beaucoup de bruit, peu de besogne ». Les Américains ont fait mentir ce proverbe, mais ils ne savent pas encore le prix du silence.

Mon appartement à l'hôtel s'est ouvert pour moi comme une thébaïde dans ce bruit. J'ai dû en sortir pourtant bien vite pour assister au grand déjeuner qui m'y attendait. Quel déjeuner !

A la fois discret et somptueux, le déjeuner américain est une institution nationale. La majeure partie des grandes entreprises modernes aux États-Unis se sont décidées ou amorcées dans ces déjeuners, ou dans des dîners analogues. Une vingtaine ou une trentaine des principaux citoyens de la ville se donnent rendez-vous pour connaître le nouveau venu, l'interroger, le juger ; on mange, on boit, sans prêter grande attention au menu, souvent magnifique, non plus qu'au luxe raffiné du couvert, des fleurs, du service ; tout cela est dans l'ordre ; c'est une manifestation importante d'où chacun sait que sortiront des résolutions, des actes intéressant l'avenir du commerce, de l'industrie, de la ville et de la nation ; cette manifestation vaut qu'on la prépare ; c'est le banquet antique, dans le cadre le plus beau possible, en vue de l'action américaine. Le déjeuner fini, on prend le café, on fume à table, on a causé avec ses voisins : la glace est rompue ; alors, on parle, et celui qui n'est pas à sa place, celui qui

ne doit pas s'entendre avec les autres, dénonce lui-même, consciemment ou non, son incompatibilité ; il s'élimine, sans qu'il soit besoin d'une exécution. Le mot d'ordre est donné ; la ville est mise au courant des sentiments de chaque convive, et si ces sentiments sont favorables, les portes les plus fermées s'ouvrent, par la suite, pour accueillir le nouveau venu et faciliter son succès.

Telle avait été déjà l'impression du déjeuner que m'avait offert l'Union-League Club, en 1902 ; telle fut celle qui m'attendait en 1911, avec cette différence que, cette fois, je n'arrivais pas, je revenais. Des amis d'élite m'attendaient : quelques-uns même venus de très loin, Jennings William Bryan, notamment, que j'avais manqué au Texas et à Lincoln. Cyrus Mc Cormick, notre amphitryon, prit le premier la parole ; il évoqua en termes émouvants les souvenirs de ma première visite, puis, J. W. Bryan prononça une de ses allocutions les plus éloquentes et spirituelles ; ma réponse fut un hymne de gratitude. Les sceptiques s'égaieront d'un tel mot ; j'avais à cœur d'exprimer ce qui, pourtant, n'était que trop vrai. Tout le monde des affaires riait, en Europe, en 1902, des idées de justice internationale et d'arbitrage ; et, avec le monde des affaires, le monde politique, la presse. C'est à Chicago que j'ai trouvé le premier centre d'hommes généreux et positifs comprenant la mission des deux Républiques de France et des États-Unis d'Amérique, la mission d'éclairer le monde et de le conduire dans la voie nouvelle. C'est au lendemain de cette visite, et devançant toutes les manifestations de confiance dont elle fut l'occasion, que le président Roosevelt se fit le défenseur de l'œuvre

de La Haye, et, à la suite du président Roosevelt combien d'autres Américains !

Les manifestations de la clairvoyance et de l'indépendance novatrice de l'esprit américain sont traditionnelles à Chicago. C'est là que Ferdinand de Lesseps, chercha des appuis pour entreprendre son canal du Panama. Le souvenir des deux conférences qu'il vint faire, devant la Chambre de commerce et les ingénieurs de tout le pays, avec ses enfants, à Chicago, est resté vivant. Bien que ses conférences, prononcées en français, aient dû être traduites au fur et à mesure qu'il parlait, elles n'en furent pas moins accueillies avec enthousiasme, et cet enthousiasme contribua à déterminer les sympathies générales de l'opinion américaine. La malveillance et l'envie ont exploité notre faiblesse, là comme ailleurs ; on n'a voulu voir, dans l'entreprise de Lesseps, comme dans la magnifique fondation française de la Louisiane et du Canada, que de grossières faillites, les résultats de la légèreté française ; mais toute cette bassesse d'interprétation n'empêche pas la justice et la vérité de suivre leur cours, et c'est à Chicago encore que j'entends réhabiliter notre de Lesseps et dire : « Quel que soit le nom qu'on donne plus tard au canal de Panama, qu'il s'appelle ou non canal de Lesseps, quels qu'en soient les bénéficiaires, c'est l'énergie française qui l'aura conçu et imposé. »

Ma soirée fut consacrée au grand banquet auquel j'étais convié dans la salle du Gold Room à l'hôtel du Congrès. Le lendemain était un dimanche, jour du repos, même à Chicago ; j'en profitai pour mettre à jour ma correspondance et mes notes, hâtives indi-

cations, me tenant lieu des aquarelles que je me contente à présent de rêver et des croquis que je n'ai plus le temps même de jeter sur mes carnets. Par bonheur, la sollicitude de mes amis, qui jouent le rôle de bons génies sur mon parcours, m'a épargné toute préoccupation, tout souci matériel : mes billets sont pris, mes logements préparés, mon temps, — le peu de temps dont je dispose, — est respecté ; je ne pourrais jamais suffire, — malgré le dévouement du secrétaire qui m'accompagne depuis Paris, depuis des années, — à écrire toutes les lettres qu'il faut pour remercier derrière moi, pour annoncer mon arrivée devant moi, et régler les détails de mes programmes successifs, aussi étroitement combinés entre eux que les anneaux d'une chaîne d'engrenage ; je ne peux pas non plus complètement fermer ma porte à des publicistes ou des visiteurs de bonne foi qui veulent savoir et qui pourront propager ensuite la vérité.

Ainsi passe la matinée, trop vite, à mon gré, dans une solitude relative ; ainsi passe même la journée. Je sors seul, à pied ; la ville s'est apaisée ; le ciel s'est éclairci, je longe le lac, je franchis les ponts, les canaux, je gagne le parc ; je flâne, enfin, dans le silence et la lumière retrouvés ! Je suis des rues devenues vides, petites ou grandes ; je vois partout le nom de La Salle conservé, respecté, aimé, et celui des autres précurseurs français. Hier, — j'allais oublier ce détail touchant, — un pont s'est levé devant moi pour laisser passer un paquebot : le *Père Marquette* ; je l'ai salué d'un long regard de sympathie pour la vie, la mort, la mémoire de son parrain, que notre ingratitude, en France, ne connaît même pas. J'ai sonné

à la porte de Mme Potter Palmer, absente, pour me rappeler son accueil d'il y a dix ans dans son hôtel, le musée, le temple qu'elle a consacré à la gloire de notre Millet, de notre Corot, de toute notre école française enfin, et particulièrement de Claude Monet.

Je suis rentré las, détendu, prêt pour la grande fête du soir, ou plutôt pour la cérémonie, peu importe le nom, ou pour le service dont j'étais l'orateur inscrit au programme. Les habitants de Chicago ont naturellement une salle de concert et de conférences digne d'eux, l'Orchestra Hall, vaste enceinte contenant trois ou quatre milliers d'auditeurs, tous bien assis dans des fauteuils ou dans des loges. J'ai commencé par écouter l'orgue, les chœurs, toutes les voix de la salle entière communiant en un chant civique et religieux, appelant l'harmonie des âmes. J'écoutais encore quand ce fut à moi de parler. Qu'ai-je dit? c'est l'auditoire, son attention, son regard qui m'inspirait, sa confiance qui se rencontrait avec ma confiance, sa pensée même que j'exprimais avec la mienne, et cette pensée, — révélation qui, pour moi, n'était pas nouvelle, — cette pensée, c'était celle de tous les autres auditoires qui m'ont écouté, instruit, dans mon pays, dans tous les pays.

On s'imagine que les hommes sont différents les uns des autres, selon qu'ils habitent telle ou telle contrée, sur une rive ou l'autre de tel fleuve, ou de telle mer ou de l'océan ; quelle erreur !

Tous ces auditoires, auxquels je m'adresse depuis vingt années, n'en font qu'un ; c'est un auditoire humain, qui applaudit aux mêmes espérances, déteste les mêmes fléaux, chérit les mêmes rêves, appelle les mêmes progrès...

Moi qui les ai vus sans arrière-pensée, tous ces hommes, toutes ces femmes, tous ces enfants, si différents en apparence, au nord, au midi, à l'est et à l'ouest, en France, en Angleterre, en Allemagne, en Russie, en Hongrie, en Orient, en Scandinavie, au Texas, en Californie comme à Chicago, je puis dire aux gouvernements : « Vous ne savez pas combien ils sont près de s'entendre, combien ils veulent s'entendre, sans vous, si vous ne voulez pas les comprendre, sans vous, malgré vous, contre vous... »

J'ai dit cela, et mon auditoire a vu passer dans mon regard, comme moi dans le sien, un instant de la grande fraternité humaine.

Heureuse soirée ; heureux peuple, encore assez jeune pour avoir besoin de ces réunions réconfortantes où chacun vient se serrer près des autres, contre les incertitudes de la vie, comme les moutons dans la montagne, contre les assauts de la tempête !

C'est le « Chicago Sunday Evening Club » qui a organisé ces réunions hebdomadaires ; elles ont pour objet de maintenir ce qu'on appelle là-bas l'esprit chrétien, si profondément différent de l'esprit clérical, et l'esprit de camaraderie entre les hommes d'affaires, les ouvriers, les commis, toute cette population laborieuse de Chicago dont les origines étrangères sont si diverses et où chacun serait perdu s'il s'abandonnait à l'isolement. Ces réunions sont un besoin éternel de l'homme, une condition de la civilisation ; elles suppléent à bien des enseignements, ou elles les complètent. J'aurais aimé, dans ce milieu, assister à un concert classique ; j'aurais mesuré, à la ferveur du public américain, la marche de son ascension vers une éducation supérieure.

II. — LES ARTS ET LA MUSIQUE AUX ÉTATS-UNIS

Les Américains n'ont pas, comme les Russes par exemple, la musique dans le sang, mais ils en ont le goût, le respect ; ils en comprennent la valeur sociale ; le scepticisme européen s'amuse de l'ardeur avec laquelle ils collectionnent non seulement les œuvres d'art anciennes ou modernes, mais les artistes eux-mêmes et au besoin toutes les célébrités, quelles qu'elles soient. En effet, il n'y a pas un acteur en vue, une actrice, un ténor, un baryton ou un soprano, un professeur, un homme de lettres, un peintre, un architecte, un sculpteur, un savant, un ingénieur, un orateur, un médecin ou un chirurgien, un aviateur ou un coureur, qui n'ait été sollicité d'aller se faire connaître aux États-Unis. Certains ne voient dans ces appels que des élans de « snobisme » ; snobisme fort intelligent, en tout cas, ou plutôt bienfaisante émulation. Que dirait-on si les Américains prétendaient vivre sur eux-mêmes et se contentaient de leurs gloires locales ! Ils ont évité cette erreur ; ils se mettent à l'école du monde, et on se moque de leur bonne volonté ! Il est naturel que les œuvres d'art obéissent, comme tout le reste, à la loi de l'offre et de la demande et s'en aillent, là où elles sont le plus recherchées ; il est naturel que les artistes suivent le même chemin ; tant pis pour le public qui ne sait pas leur faire un sort dans leur pays et qui, prétend les garder sans les payer ; mais, quant aux Américains, cette immigration des chefs-d'œuvres et des producteurs intellectuels est le complément logique

de leur activité. En faisant venir chez eux les meilleurs tableaux et les spécimens les plus parfaits de l'art et les premiers artistes du monde, ils fondent leur enseignement supérieur. Des galeries particulières et des musées, par les reproductions, les magazines, les cartes postales, cet enseignement se répand dans les masses; il en est de même, et à plus forte raison, de l'immigration de la musique et des musiciens.

Les Américains ont besoin de musique; la musique est pour eux un interprète et un trait d'union ; elle devient pour eux un langage complémentaire du langage courant et qui exprime ce qu'ils ne sont pas capables de traduire avec des mots. Ce langage international, idéal, élève les âmes au-dessus des chicanes de la vie quotidienne et les mobilise, pour ainsi dire, dans une association tacite pour le bien, pour le mieux. Il arrive un jour où les profanes eux-mêmes sont touchés de la grâce, émus par des sentiments inattendus qui les entraînent eux aussi dans la voie nouvelle. Ainsi s'opère assez rapidement une évolution des esprits dans tous les pays civilisés, évolution qui va creuser plus profond encore l'abîme, existant déjà, entre les générations d'hier et celles de demain, — entre les peuples d'hier, vivant isolés, rivaux, ignorant tout les uns des autres, et les peuples de demain, entremêlés dans un contact, une coopération de tous les instants.

Les progrès de l'éducation musicale en France ont commencé à se populariser, comme beaucoup d'autres de nos progrès, il y a quarante ans, au lendemain de nos malheurs, et nous avons exporté, nous aussi, de la musique et des musiciens. Les Américains sont devenus nos clients passionnés. Non

qu'ils soient exclusifs : la plupart d'entre eux ont commencé par avoir pour maîtres des Allemands ; partout ils ont organisé des orchestres symphoniques, non seulement dans l'est et à Chicago, mais à Saint-Louis, à Saint-Paul, à Kansas, à Denver ; Cincinnati cherche à créer des concerts populaires ; Chicago a son club musical, le « Mendelssohn Club », son collège musical ; Saint-Paul a son « Schubert Club », et, toujours ce même détail à relever, — c'est dans une église, « First Baptist Church », que le club donne ses concerts classiques ; nous avons vu chez les Mormons l'orgue monumental construit à Chicago, et j'aurais pu entendre, au Tabernacle, un chœur composé de 175 chanteurs d'élite, analogue au chœur d'hommes qui existe à Chicago. A Milwaukee, les concerts ont lieu, comme les conférences, dans l'église ou au Pabst Théâtre. A Columbus existent deux sociétés connues, « l'Oratorio Society » et le club féminin de musique. A Denver, j'aurais voulu assister aux concerts de l'Apollo Club. A Los Angeles, la troupe célèbre de l'Opéra de Boston donne une saison ; à Minneapolis, on jouait l'*Enfant Prodigue* de Debussy ; partout, maintenant, des opéras français : à San-Francisco, *la Navarraise, Hérodiade, Thaïs, Samson et Dalila, Carmen, Lakmé ;* ailleurs le *Jongleur de Notre-Dame*, ou des opéras plus anciens, *Mignon*, même *la Juive*. Partout les noms de Massenet, de Saint-Saëns, de Léo Delibes, de Bizet, sur l'affiche.

Et qu'on ne croie pas que les hautes classes seules apprécient la musique ; elle pénètre au contraire partout ; elle rattrape le temps perdu ; elle est aimée du peuple. En voici une preuve éloquente et que je

prends, non pas à New-York ou à Boston, mais dans l'ouest, sur le Pacifique. A San-Francisco, comme dans tout le monde anglo-saxon, la fête de Noël est la grande fête humaine de l'espérance et de la joie; comment les habitants l'ont-ils célébrée à la fin de 1911, et comment comptent-ils, si le temps le permet, la célébrer les années suivantes ? Par un concert populaire, vraiment populaire, c'est-à-dire dans la rue, sur la place publique.

Dans le clair-obscur d'une soirée tiède, 100.000 auditeurs se pressaient, les uns debout, au carrefour de quatre grandes rues, les autres installés, comme des légions d'abeilles au fond des alvéoles d'une ruche fabuleuse, ou tout simplement comme dans les loges innombrables d'un théâtre à quinze étages, aux fenêtres illuminées des « buildings » et des « gratte-ciel » qui bordent les rues et la place. Sur une plate-forme monumentale, faisant vis-à-vis à la rue du Marché, étaient groupés les artistes, l'orchestre, la troupe du grand opéra français, les chœurs, chœur de l'Opéra, chœur du club des jeunes gens de « Columbia Park », chœur de la « Montagne Ash », chœur de la « Cathedral Mission », etc., etc. La nuit, par bonheur, était magnifique, éclairée par la pleine lune et par les étoiles elles-mêmes en fête. Le concert, commencé à 7 heures du soir, se poursuivit dans un silence de vénération : la majesté de la nuit respectée par tout un peuple ! Pas un mot, pas un cri pendant les morceaux, mais des applaudissements éclatants, prolongés, aussitôt le morceau fini. Chœur de *Cavalleria rusticana*, *Alleluia*, de Hændel ; *Hosannah ;* valse de *Roméo et Juliette ; Noël; les Cloches*, de Gounod... Quand Jean Kübe-

lick parut, son violon à la main, les acclamations assourdissantes cessèrent comme par enchantement, la foule obéissant, avec l'orchestre, au mouvement de son archet...

Une seule parole ; un petit garçon juché sur le sommet de la fontaine de Lotta cria : « Jouez encore ! » Il n'avait jamais rien entendu de pareil. Ce fut pour des millions de malheureux une nuit de révélation.

Et le plus beau fut encore la fin du concert, quand la foule, suivant l'orchestre, les artistes, les chœurs, entonna elle-même, d'une seule voix, le chant de la multitude : *Adeste, fideles*, unissant inconsciemment, pendant un instant, dans sa ferveur, tant de sentiments qu'elle croit distincts et qui n'en font qu'un : le respect de l'art et de la nature, la foi dans l'humanité, l'amour, la bonne volonté.

Pourquoi ne voit-on pas pareil spectacle en Europe, par de belles nuits ou de belles journées d'été, sinon d'hiver ? Pourquoi cette fête est-elle américaine ? Parce qu'elle est impossible sans l'initiative organisatrice des gens heureux devenus ailleurs sceptiques. Les Américains ne sont pas blasés ; leur ambition, leur curiosité sont sans bornes. N'essaient-ils pas de rechercher même dans leur passé si le phonographe ne pourrait conserver les chants, les cris primitifs de la musique indienne et de la musique nègre ! J'ai vu organiser des conférences avec de très belles projections pour faire connaître à l'Américain d'aujourd'hui l'Indien de l'Amérique du Nord ; demain, ce sera le tour de l'Indien de l'Ouest et de l'Indien du Sud, Iroquois, Hurons, Sioux, Comanches, Apaches. Les projections elles-mêmes alternent avec ces vociférations féroces que nous connaissons, digne

accompagnement des orgies de supplices et des danses du scalp, symbole barbare de toute la stérilité de la guerre, laquelle, fidèle à son rôle, a tout détruit chez les Indiens, jusqu'aux chants d'amour, jusqu'aux chansons de nourrice. Des musiciens et des conférenciers s'associent à des savants, aux *folklorists* pour donner à ces auditions tout l'intérêt possible. On recherche dans quelle mesure les vieilles chansons françaises de nos pionniers et les cantiques que nos missionnaires essayaient de faire chanter dans les tribus ont laissé leurs traces ; de même on distingue dans les danses et les chansons nègres la plainte ou la joie, ce qui vient de la terre d'Afrique ou de l'influence espagnole. C'est l'éveil, en un mot, de la musique comme de tout le reste aux États-Unis.

III. — LE COIFFEUR AUX ÉTATS-UNIS

Les Français de Chicago m'avaient invité à leur banquet annuel de la Société de secours mutuels, à l'hôtel La Salle, qui se tenait précisément après ma conférence ; je n'ai pas manqué de m'y rendre. Hélas ! là, comme ailleurs, les Français, pleins de mérite, se font connaître par leurs discordes autant que par le bien dont ils sont capables.

Le lendemain matin, j'ai fait à l'Alliance française une visite dont j'ai été si heureux qu'elle eut pour épilogue, dans l'après-midi, une nouvelle conférence, en français, cette fois, pour celles des dames de Chicago qui parlent le français et dont l'esprit, l'imagination, le goût, les yeux mêmes sont tournés vers la France, comme vers un pôle magnétique. Mais je

dois me borner pour dire un mot d'une séance très instructive que j'avais commencé par faire dans les sous-sols resplendissants de marbre blanc, d'or et de lumières où l'art moderne le plus raffiné a installé la boutique du barbier de l'hôtel Blackstone.

Cette boutique est un palais où des opérateurs silencieux, revêtus de la veste blanche des chirurgiens, s'emparent des clients que l'ascenseur dépose à leur porte. Je me suis toujours rasé moi-même, et je considère en général l'homme qui s'abandonne au rasoir d'autrui comme un être sans grande volonté ; mais je ne me coupe pas les cheveux et j'ai mis à profit cette incapacité pour entrer en relations avec les Figaros américains. Le coiffeur aux États-Unis a singulièrement élargi ses attributions qui sont les mêmes dans tous les États ; son installation seule varie selon sa nationalité, sa couleur, selon le milieu, le climat ; ici, elle est un salon, ailleurs, elle est la place publique, ou peut s'en faut. J'ai passé une demi-heure à San-Antonio, au Texas, et je me suis fait remarquer par mon insistance à contempler les devantures de deux ou trois barbiers ouvertes à côté les unes des autres, toutes grandes sur la rue.

Comme le cadavre entre les mains du baigneur, les patients, dans une attitude orientale ou romaine, restent inertes ; mais ils ont commencé par se hisser sur des fauteuils à renversement mécanique infiniment plus compliqués que ceux des dentistes. Là, étendus, les yeux fermés, morts en apparence, ils appartiennent au barbier. Ce n'est pas tout ; le rasoir n'est qu'un prélude auquel succède le massage ; chaque muscle de la tête y passe ; puis l'électricité s'en mêle ; le front, les joues, le nez, la bouche, le

menton répondent à l'appel frémissant du rouleau que l'opérateur dirige comme un jardinier sa lance d'arrosage ; puis ce sont les frictions, puis le séchage, puis les bandages de la tête ; puis les soins des mains, la toilette des ongles par de jeunes manucures très élégantes ; tout cela devant les passants. Je serais encore à San-Antonio si le regard des opérateurs responsables ne m'avait fait honte de mon indiscrétion.

A Chicago, chaque coiffeur est un gentleman, et la manucure, une demoiselle. Celle de l'hôtel Blackstone était remarquable. A demi étendu moi-même sous le ciseau, je conservais un œil ouvert pour l'observer. Blonde, fine, d'une distinction supérieure, elle avait tout ce qui fait la séduction déjà proverbiale de la dactylographe qu'attend le richissime mariage. Sérieuse et toute à sa fonction, elle était assise à côté d'un fauteuil-lit sur lequel reposait un jeune homme d'une trentaine d'années. Elle tenait dans ses deux mains blanches la main que lui abandonnait ce jeune homme et, de cette main qu'elle ouvrait, fermait, dirigeait sans mot dire, elle faisait sa chose, on eût dit son jouet ; mais non, elle ne riait pas ; elle travaillait, comme elle eût modelé une main de cire. Et le jeune homme, que disait-il, que faisait-il, tandis que cet ange se penchait vers lui, sa main dans ses mains ? Il tenait tranquillement son journal de l'autre main et le lisait sans sourciller.

Voilà un spectacle qu'on ne verra jamais en France, pensais-je ! Il est tout naturel ici et il explique bien des choses. La sensualité est réduite à son minimum aux États-Unis ; on l'écarte ; on n'a pas le temps d'y penser d'abord, puis on en comprend le danger dans un pays neuf ; ainsi la coéducation des

deux sexes est devenue possible; les jeunes filles peuvent tout braver; elles finissent par s'extérioriser, par donner aux œuvres, au monde ou à l'exercice physique une part des élans que la nature éveille en elles; puis, ces élans se font plus rares, moins impérieux. Je ne sais pas si c'est le bonheur ou la vertu, mais c'est un fait et ce fait joue dans la vie des États-Unis un rôle tel qu'il faut en tenir grand compte.

IV. — LES UNIVERSITÉS DE CHICAGO ET D'URBANA

Je regrette de ne rien dire du déjeuner qui me fit rencontrer chez le Dr Judge, président de l'Université, une élite des professeurs, ni de nos entretiens qui se prolongèrent jusqu'au moment de ma conférence. L'Université royalement dotée par M. J. Rockefeller s'étend, sans obstacles, sans limites, loin de la ville, dans l'air pur et dans la verdure savamment réservée ou aménagée; elle se compose de monuments élevés, tous, par des libéralités particulières. « Ici on donne », telle pourrait être la devise de toutes les villes américaines. Ces monuments sont, pour la plupart, copiés, — pas toujours fidèlement ni heureusement, — sur ceux des vieilles universités anglaises : on y retrouve les inspirations plus ou moins lointaines de Magdalen College, du réfectoire de Christ Church d'Oxford, de la chapelle de King's College de Cambridge. Toute la série des laboratoires nécessaires a trouvé place à côté des dormitories des jeunes filles et de ceux des jeunes gens, autour du

vaste « campus » ; c'est une ville à part, aux boulevards gazonnés, plantés et fleuris à la mode nouvelle, aux promenades largement ouvertes, bordées des palais que la reconnaissance civique a prodigués à l'instruction. C'est l'éducation tout entière qui est organisée à cette université, depuis les Kindergarten, l'école élémentaire, le High school, jusqu'au collège des gradués, c'est-à-dire depuis le bas âge jusqu'au grade de docteur. Les élèves viennent, non pas seulement de Chicago, mais de très loin, du nord et du sud des États-Unis, du Texas et du Canada; c'est un point de fusion répondant toujours à ce besoin général de se grouper, de se rejoindre que j'ai constaté partout; ce n'est pas l'université aristocratique où les élèves succèdent pour ainsi dire à leurs pères, comme à Harvard ou à Princeton; c'est une université démocratique, indépendante de l'État; on n'y vient pas chercher une éducation traditionnelle ; on y échange plutôt une éducation mutuelle. Les jeunes filles pauvres y sont nombreuses et trouvent les moyens d'y payer leur pension en gagnant leur vie. C'est le terrain par excellence de la coéducation; je ne dirai pas le triomphe de la coéducation, car déjà j'entends les professeurs s'en plaindre ; elle est bonne peut-être, disent-ils, pour l'éducation, non pour l'instruction. Les professeurs de français, par exemple, élèves de nos maîtres Gaston Paris et Lanson, se plaignent de ne pas pouvoir faire utilement leur classe aux deux sexes réunis ; il faut choisir, disent-ils; nous ne pouvons nous adresser indifféremment aux uns ou aux autres; ce qui intéresse les uns, Rabelais, par exemple, ou Don Quichotte, n'intéressera pas les autres; telle tragédie

de Corneille, *Horace*, intéressera les jeunes filles plus que les jeunes gens.

J'ai quitté l'Université de Chicago en mesurant tous les progrès réalisés depuis ma conférence de 1902 organisée par le regretté président Harper ; le lendemain matin je complétais cette visite en prenant le train pour aller passer la journée à l'Université de l'État, dans la petite ville d'Urbana. Vers 1 heure de l'après-midi j'arrivais à la station commune aux deux villes jumelles de Champayne et d'Urbana ; aussitôt cueilli, comme d'habitude, à la gare par les organisateurs de ma réception, j'eus peu de temps, dans la journée, pour une promenade en automobile, assez cependant pour goûter le charme d'un nouveau changement de climat ; car ce long voyage à travers les latitudes diverses m'aura fait à peu près passer par tous les climats. J'ai quitté les arbres dépouillés à New-York et à Washington, verts à la Nouvelle-Orléans, en fleurs à San-Francisco ; je les ai retrouvés endormis sous les neiges du nord et du Colorado, hésitants à Kansas, s'ouvrant à Saint-Louis, encore ensommeillés à Saint-Paul et à Chicago ; voici de nouveau le printemps, toujours froid mais verdoyant et tendre, à Urbana. Je change non seulement de climat, mais d'atmosphère. De la vie somptueuse et intense de la grande cité industrielle de Chicago, je plonge sans transition dans la vie calme, la vie simple. Les Américains s'accommodent de ces contrastes, ils en vivent ; Urbana est à Chicago ce que Boulder est à Denver, ce que Berkeley est à San-Francisco. Partout surgissent des centres indépendants et très divers d'activité, complémentaires les uns des autres.

Je suis reçu, comme à Madison, au club de l'Université par les professeurs ; ma conférence a lieu l'après-midi à l'Auditorium ; le vaste amphithéâtre est bondé de jeunes filles et de jeunes gens attentifs. La fanfare des étudiants ouvre la séance par la *Marseillaise* et la clôt par « the Star spangled banner ». Comme toujours, au début, l'attention n'est qu'une curiosité bienveillante ; on est venu pour voir autant que pour entendre un étranger ; cependant les regards ne tardent pas à s'animer ; ils me suivent ; je les vois passer avec moi de gauche à droite, de droite à gauche, s'arrêter, s'assombrir, puis s'illuminer de nouveau et rester finalement brillants, éclairés. Jamais je n'ai mieux compris qu'ici la réflexion de Phillip Brooks après un de ces discours familiers qui exaltaient la jeunesse de Boston, et dont l'influence s'est exercée autant après sa mort que de son vivant : « Voilà qui vous gâte et vous détournerait de tout autre devoir. »

La réunion terminée, j'ai besoin de respirer, de marcher, de laisser tomber mon émotion. De jeunes professeurs m'accompagnent et me remercient ; chacun d'eux se garde des phrases banales et tire la moralité de la séance ; chacun insiste surtout sur l'inspiration que leur apporte et sur le service pratique que leur rend, en ces matières si complexes et si peu connues, un enseignement expérimental ; chacun aperçoit la valeur d'une bonne politique extérieure, une politique permanente de conciliation : « Vous avez cristallisé l'opinion, me dit l'un d'eux, vous contribuez à créer une demande précise, et jusqu'à présent inconsciente, de justice internationale ; c'est une bonne action ». Notre promenade se pro-

longe ainsi ; je me trouve à la fin seul avec un de mes auditeurs, et cette réflexion lui vient comme la chose la plus naturelle du monde : « Vous êtes plus près de Dieu que bien des Ministres. »

Cette parole fait bien comprendre ce que doit être, pour beaucoup d'Américains, la religion. Tout homme, quel qu'il soit, qui rend un service par ses actes ou par ses discours, ses écrits, est virtuellement ministre, non d'une Église, mais de la religion chrétienne. Cette religion américaine, — j'y reviendrai, — est incompréhensible pour l'Europe ; elle n'existe pour ainsi dire pas dans le passé ; elle regarde le présent et surtout l'avenir, l'avenir de l'humanité ; elle est pratique, comme toutes les manifestations de l'activité américaine ; elle exalte tout ce qui fortifie le courage, la confiance, le dévouement, l'initiative ; elle a ses saints qui n'ont rien à voir avec ceux du calendrier : ce sont tous les hommes, quels qu'ils soient, qui ont été utiles à leurs semblables. Washington, Jefferson, Franklin, Madison, La Fayette, Pasteur, Victor Hugo, Beethoven, Colomb, Livingstone, sont des saints.

On n'a pas manqué de m'inviter à visiter, à Urbana comme ailleurs, le Cosmopolitan Club qui réunit sous un même toit et comme un symbole de l'union possible entre tous les hommes, de jeunes étudiants de tous les pays, de tous les continents. Il faut se rendre à l'évidence ; les Universités américaines, plus encore que celles des autres Etats libres, sont, à l'égard des pays de gouvernement absolu, de véritables écoles de révolution. J'ai déjà parlé des protestations croissantes des esprits aux États-Unis contre le caporalisme allemand ; mais ces protesta-

tions sont anodines auprès de celles que les étudiants russes et polonais contribuent à répandre dans tout le pays contre le tzarisme. Il suffit, pour le comprendre, d'ouvrir les annuaires des *Cosmopolitan*, beaux volumes illustrés rendant compte des congrès ou Conventions de l'Association Internationale des *Cosmopolitan Clubs* ; ou encore la Revue *The Cosmopolitan Student*, publiée à Madison par l'association, avec cette devise : « Above all Nations Humanity ». Chacun des discours prononcés par les étudiants slaves peut se résumer ainsi : « l'étudiant est la victime, le gouvernement le bourreau ». L'annuaire de 1909 contient le texte d'un discours sur « le rôle de l'étudiant russe dans la lutte pour la liberté ». Ce rôle consiste à se faire tuer ; il est défini par Mme Anna Walling en ces termes : « Le rôle traditionnel de l'étudiant russe consiste à aller en Sibérie, au bagne, pour la cause du peuple, et le rôle traditionnel de l'Université est de fournir à la révolution son foyer de conspiration. » C'est pourquoi « la Sibérie contient aujourd'hui plus d'habitants instruits qu'aucune autre province de l'Empire, alors qu'elle était auparavant la plus illettrée. »

Et là encore pas de distinction entre les deux sexes ; la liste des exilés en Sibérie contient des étudiantes comme des étudiants ; autre trait d'union entre la jeunesse universitaire russe et celle des États-Unis, entre la femme américaine et la femme russe.

Que peut un gouvernement contre cette propagande extérieure ? rien. Et cette propagande n'est pas nuageuse, étourdie, elle est réfléchie ; je lis dans le *Cosmopolitan Student* de mars 1910, l'article de tête de la Revue, écrit par le Président même de l'associa-

tion, l'étudiant chinois C. C. Wang ; il contient un programme modeste, mais positif d'action : « Fortifions nos différents chapitres ou clubs, » dit-il ; « cela fait, associons-nous aux organisations européennes analogues ; étendons l'internationalisme, mais l'essentiel est de fortifier nos chapitres, *et cela dépend de l'action d'un petit nombre d'hommes énergiques* ». Il n'est pas besoin de beaucoup d'efforts pour saisir un rapport entre cette propagande aux États-Unis et la révolution chinoise, et le reste.

V. — LES FEMMES ET L'ALCOOLISME

Ma journée s'était terminée par un dîner de l'Université, dîner où les principaux professeurs de l'État et des environs avaient été conviés et qui ressemblait plus à une communion qu'à un banquet. Avant les toasts, distribués d'avance, sur le programme ou le menu, et portant chacun sur un sujet déterminé, je ne pus m'empêcher d'exprimer mon étonnement en voyant que dans tous les verres, à déjeuner comme à dîner, on n'avait versé que de l'eau glacée. Cette observation, que j'avais déjà faite ailleurs tant de fois, mit les convives en joie ; on me répondit : vous êtes ici en « dry territory », en d'autres termes, les boissons distillées ou fermentées sont interdites à Urbana.

Interdites ? demandai-je, et comment ? par votre consentement volontaire ou par la loi ?

Par la loi.

Voilà qui demande des explications. Et en effet on m'expose que dans toute la ville d'Urbana, comme à Champaign, il est interdit de vendre ou d'offrir, il

est impossible de trouver une goutte de vin, de bière, d'eau de-vie...

L'interdiction est absolue et quiconque se rend coupable de l'enfreindre est puni de peines sévères.

Mais comment êtes-vous arrivés à faire voter cette interdiction, à la faire accepter, imposer ?

Comme beaucoup d'autres, quand l'esprit public les réclame. On obtient toujours ce qu'on veut ; la difficulté est de vouloir. Croyez-vous qu'il était facile d'empêcher les gens de cracher dans les rues et dans les tramways, de salir les villes ? Croyez-vous qu'il aurait suffi d'un arrêté municipal pour extirper les mauvaises habitudes prises ? Non, il a fallu que les principaux intéressés se donnent du mal. Et qui sont les principaux intéressés ?

Les femmes, les premières victimes de la mauvaise éducation, du laisser-aller et particulièrement de l'alcoolisme. L'ivresse du mari, du père, du frère ou du fils les réduit au rôle d'esclaves ou de complices ; elles n'ont pas accepté cette dégradation d'elles-mêmes, de leur foyer, de leur pays ; elles ont protesté. Leurs protestations se sont d'abord heurtées à la force d'inertie des pouvoirs publics. Aux États-Unis, comme ailleurs, l'alcoolisme est une grande ressource pour les gouvernements et pour beaucoup d'individus ; les hommes politiques n'osent pas mécontenter à la fois les pouvoirs publics et leurs électeurs ; les meilleurs d'entre eux s'en tiennent à de timides doléances qui n'empêchent pas l'intoxication du pays, c'est-à-dire l'ivrognerie, le crime, la dégénérescence de la race, répandus sous la sauvegarde de ce même État qui, d'autre part, préside à l'éducation nationale.

Là encore quelques énergies révoltées ont abouti à renverser l'ordre des choses. Les mères se sont associées et elles ont groupé peu à peu une armée de femmes autour d'elles; cette armée n'a pas perdu son temps à se plaindre, elle a soulevé les enfants, la jeunesse toujours prête à soutenir les initiatives courageuses ; elle est entrée en campagne ; elle a ouvert la lutte sans ménagements, elle a rallié à elle l'Église, les intellectuels et finalement la masse de l'opinion impressionnée, si bien qu'elle est devenue assez forte pour braver les pouvoirs publics, les politiciens et leur clientèle et pour obliger la Législature de Springfield à consulter la population par un referendum. Ce referendum fut la victoire dont j'ai constaté les effets.

Cette victoire n'est qu'un prélude; le jour où les femmes auront compris que la violence, sous toutes ses formes, ivresse de l'alcool ou de la guerre, est pour la civilisation le vrai danger, ce jour-là elles sortiront de leur réserve ; l'humanité leur devra un bienfait de plus.

VI. — CINCINNATI. LE BON RICHE. L'AVIATION

Prononcez Cinnesenata! Pourquoi les Américains prononcent-ils Cinnesenata, au lieu de Cincinnati ? Pourquoi Mejoura, au lieu de Missouri ? C'est un mystère pour moi, pour eux-mêmes : « Ils ne savent même pas prononcer leurs noms ! » m'explique, avec indignation, un habitant qui prononce d'une autre façon. Quoi qu'il en soit, partis d'Urbana-Champagne vers minuit, nous arrivions à Cincinnati

le lendemain de bon matin; trop tôt même, avant l'heure. Sensation bien désagréable : être contraint de quitter en hâte le wagon où l'on avait fini par s'endormir; descendre maussade et frileux sur un quai désert; voir l'aurore paraître, non moins perplexe, devant l'électricité défaillante, dans la lumière blafarde d'une grande gare à peu près semblable à toutes les gares. Première impression fâcheuse; mais ce n'est pas tout! les amis qui devaient m'attendre ne sont pas là : où les chercher? Je ne les connais que de nom; j'ignore leur adresse; à qui les demander sans risque de confusion? Je ne vois que de vagues balayeurs dans la poussière soulevée. La gare est vide autant que froide. O sensibilité française! La mélancolie s'empare de moi; je pense à l'Américain dont je serai l'hôte, M. Schmidlapp, grand industriel de Cincinnati et l'un des hommes les plus éprouvés qui soient au monde; il a perdu dans un terrible accident de chemin de fer sa femme et son fils, puis dans un accident d'automobile sa jeune fille. Comment ai-je pu accepter de venir troubler un tel deuil? J'hésitais, il a insisté.

Tandis que je reste ainsi, ne sachant que faire, deux Messieurs passent non loin de moi, vont et viennent, causant, très alertes, comme en plein midi. Nous nous interrogeons du regard : « M. d'Estournelles? » demandent-ils; « M. Schmidlapp, M. Robertson? » Ce sont eux. Ils attendaient l'heure du train; nous nous attendions mutuellement.

M. Schmidlapp s'est retiré, mais non désintéressé des affaires; il a disposé par avance de toute sa fortune, ne conservant pour lui qu'une rente viagère. Loin de désespérer parce qu'il a souffert, il consacre son activité encore grande et toutes ses ressources à

faire ce qu'il peut de bien. La douleur qui est en lui ne déborde pas sur les autres, au contraire, il s'efforce de les réconforter par son exemple, il applique la belle parole du philosophe : la vie continue. J'allais le plaindre, j'envie sa force morale. Des nuages de tristesse qui passent dans ses yeux n'empêchent pas son rire sonore et hospitalier de retentir. Une automobile découverte nous attend ; nous y montons tandis que son aimable compagnon, M. Robertson, président du cercle des manufacturiers, qui organise, avec lui et les deux clubs du commerce et des hommes d'affaires, ma réception, prend congé de nous pour aller surveiller l'exécution du programme. Voilà encore deux hommes bien représentatifs des États-Unis ! Puissamment riches et tous deux levés avant le jour, sacrifiant leurs aises et jusqu'à leurs chagrins pour assurer le succès d'une manifestation intéressant leur pays.

L'automobile nous emporte vers les hauteurs en une course où chaque virage nous jette alternativement aux bras l'un de l'autre ; allure folle, pensais-je, quel réveil ; mais non ! elle n'interrompt pas même la conversation, et notre ascension se termine dans un rêve, sur la terrasse du plus magnifique amphithéâtre naturel, au sommet luxuriant des collines qui bordent le bassin de l'Ohio. Pourquoi le nommer ? c'est mieux que l'Ohio, la « belle rivière », c'est le fleuve ! le sang des veines de la terre ! Il coule, il s'allonge, déroule sa large nappe en une courbe majestueuse, passe comme une caresse, enveloppant et enveloppé, dans la vallée qui est son œuvre et son berceau, au ras des herbages qu'il fertilise, le long des villes qu'il a fait naître, au pied des collines

tantôt plantureuses, tantôt boisées, tantôt peuplées et d'où les clochers montent fraternellement au ciel avec les cheminées d'usines. Ici encore la vision du passé et de l'avenir ; j'ai devant moi la voie de pénétration centrale, la première grande route directe suivie par nos pionniers français du Canada à la Louisiane ; mais cette route existe toujours ; l'histoire n'a pas pu changer la nature ; la « belle rivière » reste un trait d'union entre l'Est et l'Ouest, un bras qui s'étend pour aider les hommes à se connaître et à s'aimer. Je ne puis détacher mes yeux de ce panorama où, sous le ciel matinal de mai, s'épanouit la confiance irréductible de l'homme et la fécondité de la nature ; la grande courbe que forme ce fleuve évoque dans ma pensée d'autres courbes non moins parlantes, celles dont Carrière s'est inspiré, toute sa vie, quand il a peint le geste arrondi de la mère tenant son enfant, ou encore le cercle idéal, la spirale sans fin où nous entraîne et nous élève certain concerto de Bach.

En choisissant pour y fixer leurs résidences ces sommets bordant la plaine de l'Ohio, les riches habitants de Cincinnati se sont ménagé le spectacle quotidien de l'espérance et de la vie passant devant eux.

Ils apprécient, ils comprennent leur privilège ; mais ils ne se contentent pas d'en jouir ; ils s'efforcent de le payer et de se le faire pardonner. J'ai dit que le bon riche américain est très répandu, et c'est normal. Le bon riche n'est pas un naïf, ni même un sentimental ; il cultive la douceur, non comme une vertu, mais comme une forme de la sagesse et de la force. J'entends souvent dire ici ce mot : « Nous sommes punis par nos péchés et non pour nos

péchés. » Et cette douceur s'exerce à devenir patience, aménité. En pénétrant dans la villa princière que M. Schmidlapp s'est fait construire au milieu des pelouses et des massifs, et qui couronne cette vallée, je me heurte à ses petits-enfants, déjà debout et maîtres de la maison ; ils ont transformé la vaste antichambre et le salon en piste d'automobile, en gare de chemin de fer électrique, en champ de courses de bicyclettes. C'est un fait connu que les enfants sont devenus souverains aux États-Unis. Un autre grand-père très moderne disait un jour, à dîner, au moment où la maîtresse de maison lui donnait le choix entre une aile ou une cuisse de poulet : « Je ne sais pas... ; je n'ai jamais mangé de l'aile ; quand j'étais jeune nous la laissions à nos parents, et maintenant nous la réservons à nos enfants. »

Si je ne craignais de froisser un sentiment si délicat, je dirais qu'en Amérique faire le bien est moins un mérite qu'un parti pris ; un véritable homme d'affaires qui a réussi gâterait tout en achevant sa vie dans l'égoïsme ; il cultive la reconnaissance, la sensibilité, non comme un devoir, mais comme une satisfaction ; c'est une façon de fleurir sa retraite. Bien plus, une émulation s'est établie, entre bons riches, à qui fera l'œuvre la plus bienfaisante. M. Schmidlapp, en me parlant des fondations d'Andrew Carnegie, dit ouvertement que cet exemple lui a ouvert les yeux et qu'il s'applique à l'imiter. Il ne se borne pas à des libéralités ; il s'ingénie, par exemple, à appliquer le système le plus parfait de retraites pour la vieillesse. Un de ses amis dont j'ai été l'hôte à Baltimore, Th. Marburg, est également pénétré, lui et sa nombreuse famille, de cette préoc-

cupation de payer sa dette d'homme heureux ; un autre, Edward Tuck, partage sa fortune et sa vie entre les États-Unis et la France ; il écrit : « Le dévouement est la plus haute forme de l'égoïsme » ; un autre, Loubat, fonde obstinément des chaires à Paris, organise des fouilles au Mexique, à Délos ; Rockefeller a acheté la maison de Pasteur pour la ville de Dôle ; Hyde crée ses échanges de conférenciers ; Carnegie son fond des Héros civils, son palais de la paix ; Vanderbilt ses gouttes de lait ; Pierpont Morgan enrichit nos musées ; que sais-je encore [1] ?

Ces bonnes actions, les Européens les accomplissent, eux aussi, gardons-nous de le méconnaître, j'en pourrais nommer par milliers, et les Américains ne sont après tout que des Européens expatriés ; dans la plupart des villes des États-Unis j'ai trouvé des fondations d'origine française ; à combien de Français travailleurs, économes et sobres, s'applique le beau mot dont Michelet a décoré les Hollandais, « avares pour être généreux » ; mais tous ces donateurs français, anglais ou autres, sont presque tous des hommes qui ont voyagé. On dirait que la générosité se ralentit à mesure que nous devenons sédentaires. Le retraité, le rentier tire volontiers l'échelle derrière lui, une fois qu'il a atteint son but ; il ne sait même plus dire merci. Dans notre vieux monde, les philanthropes ont à réagir contre la routine et l'égoïsme qui les entourent ; aux États-Unis ils sont stimulés par l'activité générale. La générosité n'est qu'une forme supérieure de l'activité.

1. V. l'*Amitié Franco-Américaine. — Les modes à Malmaison*, par M. Frédéric Masson ; (Bulletin de la Conciliation internationale. Paris, Delagrave, n° 3, 1912).

M. Schmidlapp, quand il est rentré de la cité, élève des poules, des chevaux, des vaches, des veaux en même temps qu'il cultive des légumes et des orchidées; il fait aussi des expériences sociales. Je lui dois une observation nouvelle et qui a son prix. Par une coïncidence fortuite, les vétérans des guerres américaines, souvenirs des Cincinnati qui baptisèrent la ville, donnaient leur banquet le même jour que le mien; ils avaient invité pour y prendre la parole un très brillant officier de marine, le colonel Robert M. Thompson, lequel était aussi l'hôte de M. Schmidlapp. Nous causâmes, et il se trouva qu'en dépit des racontars d'un journal de Cincinnati, l'homme de guerre était un apôtre de l'entente cordiale américano-japonaise. Le colonel Thompson ne se borne pas à plaider sa cause, il consacre une partie de sa fortune, à payer la pension de plusieurs jeunes Japonais d'élite dans les universités des États-Unis. J'ai déjeuné, depuis lors, chez ce soi-disant chauvin, à Washington; sa fille chante à ravir la musique allemande ou française, ses petits-enfants parlent français avec leur mère; ses domestiques, ses hommes de confiance sont japonais ou anglais.

Invité d'abord au collège, j'ai rencontré ensuite au cercle quelques-uns des principaux citoyens de la ville et le Gouverneur de l'État, dont la présence aviva mes regrets, mes remords. Car je parle de ce que j'ai vu et non de tout ce que j'ai manqué. Venir d'Urbana à Cincinnati d'une traite, cela paraît tout simple sur le papier, surtout la nuit; la vérité est que j'ai traversé trois États, l'Illinois, pour une partie, l'Indiana et l'Ohio, et brûlé des étapes naturelles mais non inscrites, faute de temps, sur mon itiné-

raire. A force de voyager la nuit, on finit par croire qu'il n'existe au monde que des villes et on supprime le pays. J'aurais dû m'arrêter à Indianapolis, grande cité de près de deux cent mille habitants d'où m'étaient venus tant d'appels pressants. Et dans l'État même de l'Ohio, si justement fier de son rôle actif dans la Fédération et de ses grandes villes, à commencer par sa capitale, Columbus, autre centre de chemin de fer, ville de plus de 130 000 habitants, marché du fer, de l'acier, du charbon, de la minoterie; et Toledo, port fluvial et port du lac: et Dayton, patrie des frères Wright; et Cleveland! Je me suis engagé à revenir aux États-Unis pour plusieurs villes que j'ai dû manquer, Athènes par exemple, en Géorgie, et notamment pour Cleveland. Cleveland se développe librement, sans fortifications. sans crainte, en face du Canada, au bord du lac Érié; elle compte déjà 400.000 habitants; son essor date du canal de l'Ohio; son avenir commence à peine.

Cincinnati, son aînée, ne compte pas tout à fait autant d'habitants. Cincinnati, la reine de l'Ouest, il y a cinquante ans, est déjà une vieille ville; bientôt un siècle d'existence légale! Elle est en fait, par sa proximité des deux États du Kentucky et de l'Indiana, la capitale géographique de trois États, mais Saint-Louis l'a dépassée, Chicago l'a dépossédée du monopole de la charcuterie qui rendit ses débuts célèbres dans l'industrie; il lui reste pourtant son activité, son prestige, bien digne de cet État qui a donné de si grands exemples aux autres et dont les œuvres d'assistance, asiles d'aveugles, de sourds-muets, d'enfants arriérés donnent la mesure de ses progrès; il lui reste sa situation incomparable et

son passé. La Fayette est venu faire à Cincinnati, en 1825, avec son fils, un pèlerinage qu'on n'a pas oublié. Une très vieille dame existe encore que le héros français a embrassée quand elle était toute petite fille ; elle s'en souvient... J'ai rencontré plus d'une fois, et jusqu'à Denver, la vieille dame octogénaire qui se souvenait de ce voyage de La Fayette...

Le banquet du soir fut un des plus beaux et des plus instructifs qui m'aient été offerts aux États-Unis. Préparé de longue date, avec un menu symbolisant à la fois l'union franco-américaine, l'arbitrage et l'aviation, il réunissait, on peut le dire, tout ce que Cincinnati et les villes voisines comptaient d'industriels importants. Pas un d'entre eux ne conçoit que le patriotisme puisse être en désaccord avec l'organisation de la paix. Ils reconnaissent les obstacles qui s'opposent à l'établissement d'une paix honorable, acceptée par tous, en Europe, mais ils ne voient dans ces obstacles que des raisons pour s'efforcer de les surmonter. La guerre, à leurs yeux, devient pratiquement impossible. Impossible, non pas certes par la seule force du Droit et de la morale; ils ne se font pas plus d'illusions que moi-même ; impossible en fait, matériellement. Combien je voudrais que ces hommes d'affaires fissent, avec Norman Angel, à Berlin, à Londres, à Pétersbourg, à Rome cette démonstration qui commence à n'être plus nouvelle à Paris, où le progrès des idées est certainement plus avancé qu'ailleurs. Ils disent : « Nous avons besoin de la paix, parce que sur elle repose tout l'édifice de notre construction nationale ; la paix menacée est déjà la ruine, mais la paix rompue, la guerre déclarée entre deux grandes puissances devient un

fléau volontaire, un inconcevable suicide ; une guerre entre les États-Unis et l'Espagne n'était, après tout, qu'une guerre coloniale, de même celle des Russes avec le Japon, de même celle des Boers ou les opérations de Tunisie, du Tonkin, du Maroc : on n'empêchera jamais, heureusement, un petit peuple de revendiquer son indépendance à main armée ; mais se figure t-on une guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne, entre la France et l'Allemagne, entre l'Angleterre et la Russie ? Ce serait la vie de toute la terre arrêtée ; ce seraient nos marchés d'exportation fermés, nos communications maritimes interrompues, notre travail national subitement paralysé, au prix de quelles misères ? de quels désordres ? de quels conflits ? de quelles conflagrations extérieures et intérieures éclatant sur tous les points du globe, sur terre et sur mer à la fois ? ce serait un aperçu de la fin du monde. Voyez donc les ruines que cause à Paris et à Londres une simple panique locale comme celle de Wall Street ? que serait-ce si cette panique se généralisait, vidant les champs de culture, les ateliers des usines, les ports de mer, les entrepôts, les magasins, les écoles, les administrations publiques !... »

L'organisation de la paix, couronnement et condition du progrès, voilà ce que tout le monde réclame. Je ne me suis pas fait faute de confirmer ce langage. J'avais du reste à côté de moi l'argument suprême que j'ai réservé pour la fin. J'ai fait campagne en France pour l'aviation, comme pour l'arbitrage, mais avec quelle rapidité je me suis vu rejoint, dépassé. Ces souvenirs je ne puis manquer de les

évoquer au banquet, car j'ai pour voisin Orville Wright.

Je mesure avec lui le chemin parcouru en ces trois années ! Aujourd'hui le Congrès de Washington, plus généreux toujours que les Parlements d'Europe, vient de faire frapper une belle médaille commémorative pour l'offrir, en témoignage d'admiration et de gratitude de la nation américaine, aux deux frères Wright. Mais il y a trois ans, les Américains, si novateurs qu'ils soient, ne comprenaient rien, il faut bien le dire, aux efforts de leurs audacieux compatriotes. Ils y croyaient si peu, qu'il a fallu que l'aîné, Wilbur, vînt en France; et c'est, par un hasard heureux pour moi, dans mon pays natal qu'il fit ses premiers essais, au Mans, au camp d'Auvours. Quelques secondes de vol d'abord en quelques semaines, puis quelques minutes, un peu plus haut, puis plus haut encore et plus longtemps, puis une grande heure dans les nuages, à cent mètres de terre, puis avec un passager... J'ai vu cela, comme j'ai vu Farman, Santos-Dumont, Delagrange, Lambert, Blériot, Latham, Paulhan, Ferber et combien d'autres, mais ce que j'ai vu aussi c'est la foule: des milliers et des milliers de paysans qui, abandonnant leur travail, accouraient de tous les points de l'horizon et patiemment, sans jamais se plaindre, — ces Français légers!! ces Français frivoles!! — attendaient, attendaient encore, des jours et des jours, jusqu'à ce que l'oiseau capricieux se décidât à quitter le sol. Alors les visages les plus durs se transfiguraient; dans ce peuple qui a tant souffert mais qui jamais n'a désespéré, l'espoir se réalisait. Ce fut plus beau, plus grand encore l'année suivante, dans

nos plaines de la Champagne, quand, à Bétheny, tout un peuple, des millions de Français vinrent acclamer l'aviation déjà triomphante. De l'aveu de tous, ces journées de Bétheny furent les plus belles fêtes que l'imagination puisse concevoir ; fêtes patriotiques, fêtes humaines, sans rien d'administratif ni d'officiel, où le public immense faisait lui-même et sans y penser la police, où les spectateurs innombrables, mobilisés de leur propre gré, n'obéissaient à d'autre mot d'ordre qu'à la voix d'une conscience commune, au respect de tous pour le courage, l'intrépidité tranquille, l'invention ; — plus encore, où toute une foule communiait dans l'espoir vraiment religieux d'un lendemain meilleur et plus heureux, — où de ces plaines tant de fois ensanglantées par tant de batailles depuis tant de siècles, surgissait enfin, montait dans le ciel, avec des ailes, le symbole du progrès suprême que l'humanité ne s'est pas lassée d'appeler depuis Prométhée.

« Je suis heureux d'avoir pu voir cela avant de mourir ! » tel a été dans toute la France le cri de nos vieux paysans; ils n'en disaient pas davantage, mais dans leurs yeux mouillés de larmes on lisait le reste, l'interprétation qui montait confusément mais ardemment du fond de leur âme : la pensée qu'une grande revanche, la grande revanche se préparait : celle de la raison sur la force, celle du génie sur la violence.

Cette revanche, qui donc y croyait, il y a dix ans ? qui donc en parlait sérieusement ? On en riait.

Il en a été de même exactement de la justice entre les peuples, autre rêve soi-disant impossible à réaliser.

Le lendemain dans l'après-midi, après avoir embrassé d'un dernier regard le panorama riant de l'Ohio, je m'embarquai, c'est bien le mot, dans le train qui allait nous conduire, en seize heures, à Washington où, dès mon arrivée, je devais voir le Président Taft et lui apporter des nouvelles de sa famille et de ses nombreux amis de Cincinnati.

Nouvelle attention ! que deviendrai-je, à force d'être ainsi gâté ? M. Schmidlapp m'accompagne, et le colonel Thompson, qui rentre aussi à Washington, a retenu pour faciliter notre voyage, un train, ou tout au moins deux wagons-salons dans le train ; c'est un hôtel ambulant, un appartement où chacun de nous a sa chambre donnant sur le salon et du salon dans la salle à manger.

Ainsi va se terminer la première partie de ma longue campagne aux États-Unis ; je reviens à Washington, ma tâche accomplie ; il ne me reste plus maintenant qu'à revoir l'Est que je connais et à retrouver mes amis ; à mettre en ordre mes observations, les idées que j'ai récoltées, échangées avec celles que j'ai semées.

DEUXIÈME PARTIE

LES PROBLÈMES

CHAPITRE XII

LE PRINTEMPS D'UN PEUPLE

I. — RETOUR A WASHINGTON

Me voici de retour dans l'Est, après mon long chemin de l'Atlantique au golfe du Mexique, du Texas à l'Océan Pacifique, aux confins de la Colombie britannique ; des Montagnes Rocheuses à la Prairie, au Mississipi, aux Grands Lacs; me voici revenu à Washington, une fois de plus; mais avec quels sentiments nouveaux ! Jusqu'alors j'arrivais d'Europe et tout me paraissait américain ; cette fois, j'arrive en sens inverse, avec l'Amérique derrière moi. Tout va-t-il me paraître européen ?

Là est le péril pour la Capitale Fédérale. Aucune sagesse, aucune ambition humaine ne pouvait prévoir, il n'y a guère plus d'un siècle, qu'elle deviendrait excentrique au point d'être éloignée de plus de 4 000 kilomètres de San-Francisco. Quelle sera du moins son orientation ? Vers le passé, vers le vieux monde qui lui fait face de l'autre côté de l'Océan ? ou vers le nouveau dont elle n'est le centre que nominalement ? Grave problème qui se ramène à celui-ci : lequel des deux mondes influera sur l'autre ? Le nouveau se laissera-t-il gagner par la contagion des fautes de l'ancien ou, au contraire, réagira-t-il?

Tous ces jeunes États que j'ai traversés, toutes ces villes en formation m'ont communiqué leur foi dans l'avenir ; mais cet avenir n'est pas tout entier en leurs mains ; ils n'ont rien à craindre au dedans, moins encore au dehors, pourvu que tous restent unis, — et tous le comprennent, — mais cette union même, c'est ici, à Washington, qu'elle a son centre, c'est ici qu'elle peut être affermie ou compromise, malgré le bon vouloir de tous, par l'erreur du Gouvernement central. Si jaloux de conserver son indépendance que soit chacun des 48, 49 et bientôt 50 États de l'Union, chacun n'en a pas moins besoin d'un Gouvernement Fédéral qui coordonne l'activité de tous, oriente leurs ambitions dans un même sens national, modère leurs impatiences, assume, en un mot, la responsabilité de diriger les grands services communs. La défiance des États est telle encore qu'ils n'ont pas consenti à réaliser le rêve du général Washington et à laisser faire de la capitale un centre à la fois politique et intellectuel du pays en y établissant la grande Université nationale. Il n'y a pas d'université fédérale à Washington, mais il y faut bien une administration générale de l'Agriculture, des Finances, du Commerce, des Douanes, des Transports, de l'Hygiène, un Office des relations extérieures, un ministère de la Défense nationale. C'est-à-dire que l'avenir de tout le pays, la prospérité, la paix ou la guerre, sont finalement entre les mains de l'Administration fédérale. Et comment ne pas trembler pour les États-Unis, à la pensée que cette administration est tout entière, pendant quatre ans, confiée à un homme! Une ville, un homme décident, en dernière analyse, du sort d'un monde.

Ne nous y trompons pas, nous Européens; le risque, bien qu'éloigné, n'est pas moindre pour nous que pour les Américains ; car leur destin est lié au nôtre aussi étroitement que si l'Océan n'existait pas.

On sait quelles précautions ont été prises par les fondateurs de la capitale pour qu'elle ne puisse être suspecte d'appartenir à un État plutôt qu'aux autres. Le district de Columbia, concédé par l'accord des États limitrophes de la Virginie et du Maryland, a été créé, neutralisé pour l'y installer; il n'a pas de représentants ; ses habitants ne votent pas ; les élus que tous les États y envoient y sont donc tous également chez eux ; la ville elle-même, après des essais malheureux, est administrée aujourd'hui par le Congrès. Grand avantage au point de vue de l'édilité — avantage que plus d'une capitale pourrait envier à Washington, — mais il n'en reste pas moins que l'action générale de ce congrès s'exerce dans une atmosphère où l'élément sceptique et bureaucratique, sans cesse croissant, finira par être peu d'accord avec le feu sacré du pays.

* * *

Telles étaient mes réflexions quand nous arrivâmes à Washington dans la matinée du vendredi 5 mai. Matinée de joie qui mit en déroute mes noires pensées. Spectacle inattendu : c'était l'explosion du printemps ! un bouquet de grâce, de lumière, un épanouissement des êtres et des choses dans la pure clarté du ciel déjà chaud.

J'avais quelques heures de solitude devant moi ;

j'en profitai pour errer dans le quartier des résidences où chaque villa, suivant un plan d'ensemble saisissant, s'est fait son nid parmi les massifs et les corbeilles, sur des pelouses. Chacune a son architecture indépendante, sa couleur de brique sur laquelle se détache le vert tendre des jeunes platanes ou des peupliers de la Caroline alignés de chaque côté de la rue. Aucune symétrie dans les constructions, si ce n'est qu'elles sont toutes harmonieuses, à la taille des arbres ; le gigantesque a disparu ; c'est la variété et la mesure dans l'ordre ; et partout la tenue, la discipline volontaire, l'entretien auquel chacun participe, la décoration spontanée, l'aspect d'une ville fleurie par l'amour de ses habitants. Les nivellements du terrain, heureusement vallonné, n'ont pas été poussés à l'extrême ; les rues descendent ou montent autant et même plus que le promeneur peut le souhaiter ; car les rues sont des promenades, des avenues boisées se rencontrant en des ronds-points qui rayonnent comme les étoiles ou les carrefours d'une forêt.

Créer de toutes pièces une grande cité et donner à ses rues le charme à la fois d'un parc et d'un jardin, c'est le rêve qui a fait de Washington l'une des plus jolies villes du monde. Les statues et les monuments qui donnent leurs noms à ces ronds-points, à ces ovales, à ces « circles », à ces « squares », à ces « grounds », à ces « gardens » ne sont pas tous admirables, mais peu importe ; motifs accessoires dans le paysage, ils y ajoutent un charme de naïveté. Est-ce le premier soleil de mai et la lumière qui me séduit toujours plus que les formes? Washington m'apparaît comme la capitale du printemps, — Paris seul

lui est supérieur, — tout y respire la joie de vivre, l'art de vivre.

Le paysage de Washington est très animé ; la rue, comme une allée de bois, appartient aux enfants, — il en est ainsi dans toute l'Amérique, — aux enfants, aux écureuils et aux oiseaux. Tout ce petit monde, je ne sais comment, s'y ébat en liberté, sans dommage pour les plates-bandes. Garçons et filles, toujours nu-tête et sans parents, glissent à perte de vue, le jarret tendu, la jambe effilée sur leurs patins à roulettes, leurs petits cahiers sous le bras, avec la capricieuse rapidité et les crochets des hirondelles ; l'asphalte, arrosé d'une pluie antiseptique, semble avoir été étalé pour eux ; les voitures, les automobiles les respectent, ou plutôt les enfants bravent tout ; on dirait qu'ils s'exercent à courir des risques. Nombreux sont, aux États-Unis, les estropiés, mais ils sont quand même la minorité, et le sport consiste à rester dans la majorité qui s'est fait des bras, des jambes, des poumons, du sang-froid.

Après les enfants, retenus sans doute dans les écoles, je vois sortir les babys, trottinant sous des manteaux éclatants, devant des nurses de grande allure, ou bien poussés dans des « perambulators » à ressorts sans nombre, laqués de vernis, plus brillants que la porcelaine. Une de ces petites voitures élargie, — o phénomène, à Washington comme à Paris où la société n'est pas prolifique, — promène deux jumeaux paisibles et d'une élégance raffinée. Puis l'heure de la sortie des babys s'avance ; il est dix heures, et c'est alors qu'apparaît, — *incessu patuit dea*, — la femme du monde américaine, la parure, le luxe suprême des États-Unis. Je la vois

venir, sûre d'elle, sûre de plaire et satisfaite de cette certitude ; elle passe dans son costume sobre, impeccable ; elle marche de son pas léger et souverain, comme elle entrera ce soir dans le salon où je la rencontrerai sans doute et où elle parlera de Paris, en français, avec ses amies, ses émules, parées comme elle, séduisantes comme elle, formant un groupe, une corbeille de fleurs vivantes ; chacune d'elles couronnée de cheveux légers, lumineux comme une auréole, le teint toujours frais, reposé, heureuse de vivre, dans le calice d'étoffes soyeuses qui l'enveloppe, un collier de perles fines négligemment noué autour du cou et retombant sur le corsage comme un ruban.

Ah, femmes du monde américaines ! Reines élues, aristocratie d'une démocratie, que d'argent vos maris, vos pères et votre pays, tous ensemble, auront à gagner pour continuer à vous habiller ! Rassurons-nous du moins en pensant qu'une bonne partie de cet argent sera dépensé à Paris ; ou plutôt ne pensons qu'à ouvrir les yeux. Ces fleurs, ces femmes, ces enfants, ces allées de jeune verdure égayées par de jeunes villas, tout cela est resté dans mon souvenir comme un symbole, un printemps nouveau, le printemps d'un peuple ! Et dès lors, pourquoi m'inquiéter ? Est-il un printemps sans été ? La volonté de vivre aura raison des dangers que mon expérience redoute ; Washington triomphera des difficultés ; elle en a déjà triomphé ; elle triomphe encore ce matin, car j'entends chanter en moi le vers du poète :

« Et les fruits passeront la promesse des fleurs. »

II. — LE PLAN DE LA CITÉ FÉDÉRALE

Washington doit sa beauté à son plan et à la vigilance de l'esprit public beaucoup plus qu'à son climat, fort discutable, et qu'à sa situation assez ordinaire. Elle est construite d'après un plan, souvent gâté dans la suite, mais admirablement conçu. Des raisons politiques et non esthétiques avaient dicté le choix de son emplacement au général Washington et à Jefferson, à peu près au point de rencontre des États du Sud et du Nord ; — l'Ouest alors n'existait qu'en rêve ; — on ne voulait pas d'une ville existante ; on avait été obligé d'abandonner Philadelphie devant l'émeute et de changer huit fois, en moins de vingt ans, le siège du gouvernement devenu nomade ; il fallait le mettre en sûreté. Versailles, après tout, Pétersbourg, La Haye, sans en citer d'autres, ont été des capitales politiques. L'architecte avait donc tout à créer, sans que la nature le gênât, encore moins le passé. Malheureusement pour lui, heureusement pour les États-Unis, cet architecte était plus artiste que courtisan, plus consciencieux qu'intéressé, en sorte qu'il a fini moins bien que son œuvre ; il s'appelait Pierre-Charles L'Enfant ; c'était un Français, un officier du génie, fils d'un peintre, je crois, inspiré, comme toute l'Europe, à cette époque, des perspectives grandioses de la France de Louis XIV, pénétré plus ou moins directement des conceptions de nos architectes paysagistes, Le Nôtre, Mansard, Gabriel. Venu en Amérique avec La Fayette, disent les uns, ou sur la flotte de Beaumarchais, disent les

autres, il avait gagné l'estime de Washington par des travaux de fortifications et de constructions qui le mirent hors de pair et lui valurent sa nomination d'ingénieur en chef et de major américain ; le moment venu, il revendiqua l'honneur de dresser le plan de la future capitale. Jefferson rapportait lui-même de France des idées et même des plans de villes. La proposition de l'Enfant fut d'autant mieux accueillie qu'il avait conçu son projet déjà à l'américaine, en même temps qu'à la Française, en très grand, pour la capitale d'une fédération sans précédent et sans égale, pour un État « non de quelques millions mais de centaines de millions d'habitants. »

Quand on examine attentivement son plan, conservé dans les archives du congrès de Washington, on est frappé de son inspiration idéaliste et de sa tendance nettement révolutionnaire; c'est vraiment une ville nouvelle, pour des temps nouveaux, que l'Enfant avait évoquée avec la foi d'un croyant autant qu'avec la prescience géniale de l'artiste; c'est une capitale dont tous les monuments se subordonnent au Parlement qui remplace le Panthéon; c'est la capitale d'un peuple qui s'est affranchi et telle que la définit Rufus Choate : « Nous n'avons pas construit un temple mais le capitole; nous ne consultons pas les oracles mais la constitution. » Quelle vision de l'avenir avaient ces hommes qui ne craignaient pas de dresser, pour une République si faible encore qu'elle n'était pas sûre de vivre, le plan de la plus vaste capitale du monde ! Ce commandant L'Enfant, — le bien nommé, — il me semble que je l'ai connu; ses frères en France sont légion.

Qui donc écrira l'histoire des initiatives françaises à l'étranger.

Les difficultés commencèrent pour L'Enfant dès le début. Jefferson préconisait le plan qui a prévalu dans la plupart des anciennes villes des États-Unis : le système brutalement simpliste des blocs uniformes ; la ville découpée en damiers par des rues se croisant à angle droit, sans un espace laissé à la fantaisie pour prendre son vol. L'Enfant résista et proposa un amendement qui changea tout : à l'angle droit il substitua l'angle aigu, ou du moins il introduisit le plus possible dans son plan la pure conception symbolique du ciel étoilé, la ville firmament dont nous venons de voir les applications, les ronds-points de Versailles, de Saint-Cloud, d'où ses avenues rayonnaient dans toutes les directions. Le général Washington accepta ce plan. L'Enfant se mit à l'œuvre au printemps de 1791, avec quelle passion ! on l'imagine. Construire une ville comme dans le ciel, sur la table rase ! Quel changement pour un ingénieur européen, toujours arrêté par des droits acquis, ceux du propriétaire, ceux du voisin, ceux de la défense, ceux de l'histoire, ceux de la routine. L'Enfant put tailler en plein drap. Le Capitole érigé sur une colline, à trente mètres au-dessus du Potomac et de l'Anacostia, dominant le confluent des deux fleuves, était alors le centre de son plan, comme la ville devait être le centre de l'Union ; mais la ville s'est étendue, depuis lors, à l'Ouest, comme le pays ; il fut l'étoile de première grandeur dans la constellation que L'Enfant avait conçue. C'est du Capitole que partaient les avenues monumentales de Pennsylvania, de New-Jersey, de Maryland, de Delaware ;

les autres étoiles, devenues les plus attrayantes avec le temps, n'existèrent longtemps que sur le papier. Le palais du Gouvernement, la Maison Blanche, également entouré de parcs, était peu éloigné et placé, en quelque sorte, sous la Présidence du Capitole ; il constituait le cœur de la seconde grande étoile d'où s'élancent les avenues de Connecticut, de Vermont, la 16e rue, etc. ; cette étoile était reliée à la première, avec réciprocité de vue, par l'avenue de Pensylvanie, comme elle est reliée aujourd'hui au musée d'hygiène, à la bibliothèque de Mont Vernon Square, et aux cinq étoiles de Dupont, de Washington, de Scott, de Thomas, de Iowa. Deux magnifiques promenades, parcs rectilignes, aux majestueuses allées de pelouses devaient achever d'unir, du côté du Potomac, les deux grands palais des Pouvoirs Publics ; l'une partant du Capitole vers l'ouest, l'autre partant de la Maison Blanche vers le sud, pour se rencontrer à angle droit et encadrer le monument que la reconnaissance nationale a consacré à Georges Washington (la pyramide) ; ces deux avenues formant les deux côtés d'un triangle dont l'avenue de Pensylvanie était l'hypoténuse n'ont pas été réalisées ; l'avenue de Pensylvanie a été massacrée par d'indignes riverains, mais les deux promenades, les « Executive Grounds » et le « Mall » ont été sauvées, c'est beaucoup ; on y a même ajouté, en gagnant des terrains sur le fleuve, ce qui est aujourd'hui « Propagating gardens » ; un architecte pourrait peut-être trouver une analogie entre le plan de Washington et celui de l'ouest de Paris, depuis les Tuileries jusqu'au bois de Boulogne, avec la Barrière de l'Étoile, l'Arc de Triomphe, au sommet : la Maison Blanche

occupant le centre d'une place de la Concorde fleurie, bordée de jardins.

Le plan rapidement achevé fut approuvé ; les trois commissaires, Thomas Johnson, David Stuart, Daniel Carroll, chargés de le recevoir, demandèrent seulement qu'il fût gravé et publié pour être distribué, avant la fin de l'année 1791, au Congrès et pour faire procéder sans retard à l'attribution et à la mise en vente des terrains. L'Enfant s'y refusa, objectant courageusement que les meilleurs terrains seraient accaparés par la spéculation, ce qui rendrait impossible ou dérisoire l'exécution de son plan. La commission insista ; L'Enfant résista ; on se fâcha et finalement il dut donner sa démission (1er mars 1792). Il est probable qu'il se rendit insupportable, comme tout homme qui place son œuvre au delà de son temps et la défend contre l'impatience de ses contemporains. Toujours est-il qu'il a fini sa vie dans la disgrâce. Il y a là un point à éclaircir ; car les Américains ont leurs défauts, mais ils ne sont pas ingrats ; or L'Enfant se plaignit amèrement. L'architecte américain Glen Brown, dans sa très belle histoire du Capitole, déclare que les rues, les parcs, les emplacements du Capitole, de la Maison Blanche, sont tels aujourd'hui qu'ils existaient sur le plan de L'Enfant, et, en même temps, il relève, dans son chapitre des dépenses, cette mention qui laisserait croire que L'Enfant fut bien maigrement, bien difficilement et bien tardivement payé : « Secours à L'Enfant » : « Payé à Pierre Charles L'Enfant la somme de 666 dollars 2/3 (3 300 francs !) en compensation de ses services pour avoir dressé le plan de Washington ; soit, avec l'intérêt légal à dater du 1er mars 1792, 1.394 dollars 20 cents » ; et

il date cet acte du 1er mai 1810. L'Enfant aurait donc attendu dix-huit ans ce règlement. « Il mourut le 14 juin 1825 », écrit l'architecte Louis Gillet « chez de bonnes âmes qui l'avaient recueilli... Quand on pénétra dans sa chambre, il tenait encore dans sa main glacée le plan de Washington... Pas une croix, pas une dalle ne signala sa tombe ».

Son collaborateur, Andrew Ellicott, reprit son œuvre. Peu de chose, après de pareils débuts, aurait pu subsister du plan initial ; mais, malgré tout, les Américains l'ont respecté dans son ensemble ; le Capitole, bien qu'il ait été brûlé par les Anglais en 1814, fut reconstruit et agrandi à la même place ; il est digne de son importance ; assez bien aménagé pour contenir des services remarquables, il a pour satellite, un peu trop rapproché, mais modèle justement célèbre, la bibliothèque du Congrès ; beaucoup d'autres édifices se sont élevés depuis lors, et, si l'université nationale du général Washington n'est pas de ce nombre, du moins y voit-on figurer des monuments que nous n'avons pas en Europe, faute d'argent, à commencer par celui du bureau du *Temps*, « Weather Bureau » qui, à lui seul, résume éloquemment les services que la cité fédérale peut rendre non seulement aux États-Unis, mais au monde. Innovation inappréciable pour la navigation, pour l'agriculture, etc. L'esprit de Franklin a présidé à la création du « Weather Bureau » ; c'est mieux que le paratonnerre ; c'est le moyen de suivre à tout instant les changements atmosphériques et de prévenir les catastrophes. J'ai vu la marine française faire grand usage et grand éloge des informations que distribue chaque jour très libéralement ce bureau. J'en pour-

rais dire autant des bureaux du Census, de l'Hygiène, du palais Panaméricain, etc. Tous ces services plus ou moins imprévus ont trouvé tour à tour leur place naturelle dans le plan de la capitale.

La ville de Washington a fait, en somme, grâce à la géniale clairvoyance de ses fondateurs, l'économie des erreurs que les autres capitales essaient à grands frais de réparer. Elle a traversé une longue période de profanation, mais elle a sauvé sa personnalité. Paris a couru, court encore, les mêmes dangers ; on s'en aperçoit moins, parce que Paris vit sur des plans incomparables ; mais comme ces plans sont trahis ! Tandis que partout, non pas seulement en Amérique, mais en Allemagne, en Belgique, en Angleterre, les villes reviennent à la notion des grands espaces que nos pères ont préconisés, nous n'allons pas jusqu'à rétrécir les Champs-Élysées, mais nous laissons écraser ou déshonorer l'Arc de Triomphe par des hôtels, et par des réclames. Nos plus beaux immeubles n'ont pas de jardins, à peine une cour ; ce sont des tombeaux dissimulés derrière d'opulentes façades.

C'est une déception profonde pour les admirateurs et pour les disciples de Paris. Si nous continuons, Paris finira par perdre sa réputation, non pas de belle ville, mais de ville agréable ; elle se rangera dans la catégorie des villes qu'on visite mais qu'on n'habite plus. Nous sommes nombreux en France à le savoir, mais seuls quelques isolés protestent. C'est l'administration qui nous mène en France ; en Amérique c'est l'esprit public qui dirige l'administration. La mauvaise administration est un châtiment.

III. — CITY PLANNING

La ville de Washington est devenue le triomphe de ce qu'on appelle couramment dans le nouveau monde « city planning », l'art de construire les villes.

Le city planning marche de pair avec le progrès de l'architecture domestique et avec le progrès de toutes choses. Chacun s'aperçoit qu'il ne peut s'intéresser à sa maison et se désintéresser de la rue, de la cité. On est bousculé par la rapidité des changements de toutes choses. Les tramways électriques sont des agents de transformation irrésistibles ; ils suggèrent chaque jour des exigences nouvelles ; ils font circuler, plus encore que les habitants, les idées ; ils arrachent l'ouvrier à l'alcoolisme ; ils sauvent à la fois les hommes et les villes. Le progrès n'est plus suffisant ; on aspire à la perfection ; on ne se contente plus de canalisations irréprochables, de bons services d'eau, de bains, de gaz, d'électricité ; cela déjà c'est le passé ; à présent on réclame de l'air, et on en a ; de la campagne, ou du moins des arbres, des pelouses, des fleurs, et on en a. Voilà le complément moderne et qui sera bientôt universel de la maison et de la ville : donnez-nous la bénédiction de l'air et du soleil ! donnez-nous de l'air pur, des aliments purs, matériellement et moralement, voilà le programme que les électeurs et, au besoin, les électrices imposeront aux représentants de la cité et du pays dans tous les États. Et pas d'erreur ! toutes ces exigences, inspirées jadis plus ou moins d'un esprit de

justice ou de charité, on les proclame aujourd'hui par intérêt ; on a découvert le bienfait, la nécessité de la détente ; la valeur productive du repos, du loisir, de la gaieté, de la santé, de la beauté ! La religion de la beauté entre dans les mœurs de l'Amérique ; Ruskin y trouve des indifférents, des sceptiques, mais pas de contradicteurs ; on dit couramment « la beauté paie, la beauté d'une ville est créatrice de prospérité et de paix sociale ». « La valeur commerciale de la beauté a été méconnue », et c'est maintenant entre toutes les villes modernes un concours d'améliorations, de plans d'extension, d'espaces libres, de terrains de jeux, de promenades ! Je crois rêver ; moi Français, de père en fils, Français laborieux, le temps n'est pas loin où je me rappelle tout ce que ce mot « promenade » évoquait en France de soupçons de paresse et de temps perdu. La promenade était mal vue. « Je n'ai pas le temps de me promener » ; « qu'il aille se promener », sont des expressions proverbiales de dédain. La promenade du jeudi qu'on nous imposait au lycée était comprise comme une corvée. M. Challemel-Lacour, mon ambassadeur à Londres, il y a trente ans, et dont la haute parole m'impressionnait, me dit un jour comme je revenais de me promener avec des Anglais : « A votre âge je ne m'étais jamais promené. » Je n'ai pas ri de cette boutade, car j'ai senti qu'elle résumait un passé infiniment respectable, l'intense effort que fait la France, après chacune de ses grandes crises, pour réparer par son travail la faute de ses gouvernements.

Il a fallu quarante ans sans guerre pour nous ramener à une vie normale. Leur indépendance con-

quise, les Américains n'ont pas connu, comme l'Europe centrale, les vraies invasions ni la dureté des temps qui suivent; leurs trois guerres modernes, comparées aux nôtres, ne sont pas des guerres : ils ont pu se donner sans réserve à la joie de construire leurs villes pour y bien vivre et de se créer une jeune patrie attachante et attrayante. Ils y ont réussi, qu'ils le sachent bien, grâce à la paix. Grâce à la paix aussi, le sport, les jeux en plein air ont développé chez eux, comme chez les Anglais, le goût et le besoin d'une vie extérieure, au grand profit de leur santé physique et morale.

Ainsi s'expliquent par tant de motifs et particulièrement par le progrès de l'esprit public, le progrès de la vie municipale, base du progrès national aux États-Unis. Ainsi s'expliquent tant d'organisations privées qui sont la tutelle et le contrôle des administrations publiques. Organisations qui nous paraîtront bien hardies, paradoxales, mais qui ont cependant déjà fait leurs preuves.

Ainsi la ville la plus belle du monde, y compris Paris, perd son charme si elle est sale. La construction d'une ville est une chose, sa propreté, une autre chose. Les Américains partent franchement de cette constatation que la propreté est impossible à obtenir des grandes personnes et ils ont eu l'idée de s'adresser à l'émulation des enfants ; ils les mettent à la tête d'une croisade contre la malpropreté. En 1899 les ligues d'enfants étaient au nombre de 47, et en deux ans ce chiffre était déjà doublé.

De la rue, l'agitation passe naturellement dans l'instruction, dans l'éducation. Des livres illustrés sont publiés et distribués dans les écoles ; des jour-

naux spéciaux, des conférences avec projections, des promenades dans les beaux sites et jusqu'à Paris sont organisées avec accompagnement de chants, de bannières, d'insignes, tout ce qui peut éveiller l'enthousiasme chez des enfants. Une commission sanitaire, un comité de vigilance enseigne aux enfants à ne pas salir les rues, à tenir les maisons, les appartements propres. De véritables apôtres de la propreté matérielle et morale consacrent leur existence à cette campagne dont les travaux de Ch. Gide et de G. Benoit-Lévy essaient de propager la contagion en France. Cette campagne a déjà porté ; sans parler de la criminalité juvénile qui a baissé devant les tribunaux d'enfants, on voit des municipalités instituer un « cleaning day » ; les Américains qui passaient pour cracher partout y ont renoncé ; quand ils voyagent en Europe, ils se détournent des villes mal tenues, des hôtels malodorants, et c'est un des motifs pour lesquels beaucoup d'entre eux préfèrent la Suisse et l'Allemagne à la France et à l'Italie. Prenons-y garde. Il ne suffit pas de crier « Vive la France », il faut aussi la balayer. Les enfants américains que j'ai vus à l'œuvre se disciplinent et se tiennent en masse admirablement. Les grandes personnes, qui n'ont pas su leur donner l'exemple, se décident pourtant à les suivre, et nous voyons s'organiser des manifestations irrésistibles ; des « Mass meetings » de quarante mille enfants, filles et garçons, des écoles, défilant dans les rues, arborent ces inscriptions : « Nous voulons des rues propres ! » « Nous voulons une ville bien entretenue » ; tandis qu'à l'école les élèves prêtent des serments que je voudrais citer tout au long : « Je jure de ne détruire

aucun arbre, aucun massif, aucun oiseau [1]... »

On pense bien que les femmes américaines ne sont pas hostiles à cette éducation de l'enfance. Là encore, là surtout elles comprennent que c'est leur avenir qui est en jeu; car c'est indirectement l'éducation des pères, des maris, des frères, c'est la joie du foyer qu'elles obtiennent pas surcroît. Elles-mêmes ont besoin de s'organiser. On a vu qu'elles n'y manquent pas. Indépendamment de toutes les ligues d'amélioration civique dont j'ai fait mention, — et j'aurais dû nommer « The American civic association » et l' « Emerson Union for ideal culture » et tous les bienfaiteurs, Pierpont Morgan, Harriman et tant d'autres qui ont enrichi leur pays de parcs, de forêts,

1. Voir les intéressants ouvrages illustrés de G. Benoît-Lévy sur les questions du City Planning ; *La ville modèle. Garden-City. Banlieues-Jardins et Villages-Jardins, Cités-Jardins d'Amérique. Le roman des Cités-Jardins, L'Enfant des Cités-Jardins, La ville et son image, La formation de la race.* Paris, 167 rue Montmartre : Les éditions des Cités-Jardins de France. Voir aussi la *Science du bonheur* de Jean Finot et les ouvrages de Montenac sur *L'esthétique urbaine et villageoise, La série verte, Sur la pelouse, L'eau, L'arbre. Ouvrons les yeux.* Voir en anglais *To Morrow* par E. Howard, la *Bible des Cités-Jardins,* et *Town planning in practice* par R. Unwin, guide magistral illustré, et les ouvrages de Mme C. W. Earle, la généreuse initiatrice à qui je n'exprimerai jamais assez ma fidèle gratitude. Voir enfin, aux États-Unis, d'excellentes revues illustrées telles que *American city, Good health, Park and cemetery, The municipal journal,* sans oublier les ouvrages classiques illustrés de Charles Mulford Robinson. On connaît, depuis longtemps et comme précurseur anglais, W. Robinson et ses beaux ouvrages illustrés : *The English Flower garden. The Garden beautiful. The vegetable garden. The Wild garden. God's acre beautiful or the cemetery of the future.*

N'oublions pas enfin les beaux ouvrages tout récents, incomparablement illustrés de photographies en couleur, de Willy Langen, directeur du jardin botanique de Berlin et Otto Stahn : *Formation des jardins,* etc.

d'espaces libres, il existe plus de sept cents associations féminines pour l'embellissement des cités. Et cela partout ; si la municipalité résiste, elles en font nommer une autre ; il en est de même pour l'inspection des denrées alimentaires, pour le contrôle de l'enseignement ; elles font créer des jardins d'enfants, décorer les ateliers, les places publiques avec des fleurs ; elles prennent elles-mêmes le balai, comme les enfants, et elles leur disent : « Apprenez à vos parents à s'en servir ! » Aux commerçants elles expliquent qu'une ville bien tenue c'est de l'argent dans la poche de ses habitants.

Je ne suis donc pas surpris de trouver la trace manifeste de cette bienfaisante agitation nationale dans la capitale de la Fédération ; mais je suis émerveillé, je l'avoue, ayant surpris les causes, de voir aujourd'hui les effets et de découvrir que ces effets, il dépend de quiconque les admire d'en faire son profit.

Je n'en finirais pas si je voulais énumérer tous les signes de l'effort vraiment imposant des Américains pour faire de Washington ce que L'Enfant avait rêvé et ce qu'elle mérite d'être. Il faut pourtant que je dise un mot du parc que j'ai visité et du pèlerinage de Mont-Vernon que doit faire tout voyageur français aux États-Unis après La Fayette, et de cet art des jardins démocratisé, et de la Maison Blanche enfin, si riche en souvenirs personnels pour moi et en espérances pour la paix du monde.

III. — LE PARC DE WASHINGTON

Le parc de Washington, Rock-Creek-Parc, est une réserve de la nature ; un de ces vastes espaces vierges

que les Américains autrefois dévastaient sans merci et qu'aujourd'hui ils respectent et commencent à sauvegarder. « Ce que je vois, écrivait Tocqueville, dans ses notes de voyage à New-York, le 20 mai 1831, ne m'enthousiasme point, parce que j'en sais plus de gré à la nature des choses qu'à la volonté de l'homme. » Ici la volonté américaine s'est réhabilitée. La route très large, très bien entretenue, monte et descend à travers des bois escarpés et des rochers majestueux; un torrent, le Rock-Creek, roule ses flots limpides, libre dans sa course vagabonde au point que les chevaux et les automobiles le traversent à gué chaque fois qu'il se rencontre avec la route. Quelle leçon de choses pour l'imagination des enfants qu'une promenade à bicyclette, ou mieux à pied, dans cette solitude sauvage conservée tout près de la ville; et quel repos d'esprit pour l'homme de travail, de pensée! Quelle ressource pour une population urbaine que ce retour d'ailleurs luxueux à la vie simple; quelle cure des maladies nerveuses, quel encouragement à vivre, à agir. Quelle douceur aussi pour le voyageur étranger de se retrouver dans la compagnie des arbres qu'il reconnaît, dans la familiarité des choses humaines et qui sont plus ou moins semblables dans tous les pays, comme le ciel est le même toujours et partout. La variété des érables ici est infinie, depuis l'érable sycomore jusqu'à celui dont on fait un sirop qui remplace le miel. Mais voici le hêtre massif; ses bourgeons commencent à s'ouvrir; voici diverses espèces de chênes, tous graves, tardifs comme chez nous ; l'orme, le frêne ; l'acacia nerveux, le long des fossés; le charme qui ressemble au hêtre, et le bouleau blanc frémissant

au vent du matin, avec le tremble, le saule argenté ; et le gros noyer qui voisine, ici comme chez nous, avec son frère le châtaignier; les mêmes fougères arborescentes sont à leurs pieds, et, dans la mousse, les mêmes fleurs des bois, le primevère, la pervenche, la violette, le narcisse, le muguet, l'hyacinthe sauvage, l'asphodèle et, tout au bord, les anémones, le bouton d'or, la dent de lion, la pâquerette. Sur le rideau velouté des pins, des mélèzes, des cèdres bleus, des sapins noirs du Canada, au flanc d'un coteau couvert encore de feuilles mortes, des arbres sans feuilles et des arbustes balancent leurs branches toutes fleuries ; le faux ébénier, l'arbre de Judée, quelques lilas, des poiriers, des pommiers sauvages, des cerisiers et des pêchers à côté des épines-vinettes et des aubépines de toutes sortes. En bordure, savamment placés je suppose, quelques magnolias, le forsythia au jaune éclatant, des azalées vivaces, des lauriers sauvages, des mahonias et des rosiers surgissent par-ci, par-là, comme par un caprice de la nature, sans parler des bouquets blancs du seringha, des boules de neige, du spirea. Dans les rochers, le houx reluit et darde ses pointes au soleil ; les manteaux de lierre et le buis lui-même s'éclaircissent ; une maison de garde disparaît sous les glycines, le chèvrefeuille, le jasmin déjà fleuri, la vigne aux trompettes rouges, le wysteria du Japon. La reine pourtant de ces sous-bois américains, c'est la fleur sans feuilles du Dog-wood, tantôt blanche, tantôt rose ou mauve et dont les pétales légers, détachés comme des ailes, font penser à des essaims de papillons. Le cornouiller dont on me dit qu'il est le dog-wood français, n'occupe pas chez nous la place d'hon-

neur. Ici pas de bois, pas de parcs sans dog-wood, cet arbre dont les fleurs semblent voler.

Qui donc habite ces riantes solitudes? Un peuple d'animaux pour la plupart apprivoisés ou peu sauvages. Des buffles, des élans, si mes souvenirs sont exacts, et des écureuils se promènent avec des paons, des pigeons, des cygnes, accompagnés d'une multitude d'oiseaux siffleurs. En France, nous exterminons encore les oiseaux; Tartarin exerce son tir sur les fauvettes; ici, on a fait de même, pire encore pendant longtemps, mais on revient de cette barbarie; des ligues protectrices se sont fondées, des initiatives particulières ont réagi, — celle de Mme Sage, par exemple, à Marsh-Island, — des parcs ont été réservés par le Congrès, par les États, par les villes; et l'oiseau, comme l'arbre, comme la fleur, a reconquis son droit de vivre. Il en profite. Je ne puis dire quelle valeur apportent au paysage américain le vol libre, le mouvement, la couleur, le chant de l'oiseau, sans parler de sa bienfaisante collaboration indispensable dans ce pays déjà tropical où l'insecte est l'ennemi de l'homme. Le merle me semble jouir ici d'une sympathie particulière ; il se pare de plumages inattendus; toujours pimpant, verni comme à Saint-Louis, sa garde robe est des plus riches; à défaut du merle blanc qui reste introuvable, j'ai rencontré le merle à tête bleue, le merle à tête jaune, le merle aux épaules blanches et rouges, ou aux ailes rouges. C'est une surprise, une flèche lumineuse qui traverse les sous-bois en s'accompagnant d'une fusée de chants plus variés encore que les couleurs de la forêt matinale; et cette aubade, reprise par un orchestre innombrable, est le prélude d'un concert de roulades,

de trilles et de traits où le cri du pic, du loriot, de l'oiseau moqueur vient jeter sa note ironique. Le gros rouge-gorge ou robin donne la réplique au pinson, tantôt doré, tantôt bleu lazuli, tantôt écarlate. Le cardinal de Kentucky fait ses entrées éblouissantes. Le colibri à dos rouge, à dos vermillon, Humming-bird, se montre beaucoup, lui aussi, comme le Tanager aux tons de rubis, comme l'oiseau bleu, — car l'oiseau bleu ici n'est pas un rêve ; — l'oiseau bleu existe partout aux États-Unis : il pourrait servir de symbole à quelque association idéaliste. J'ai toujours regretté que les États-Unis aient adopté l'aigle comme symbole. Ils avaient pourtant les étoiles dont leur drapeau est constellé ; ils avaient le chêne ; c'était bien le cas d'innover. Les Gaulois qui furent pourtant de fiers guerriers avaient choisi l'alouette, et les barbares ont abattu l'aigle romaine. L'aigle disparaît et doit disparaître, comme le brigandage, dans la nature civilisée ; il n'est plus qu'un anachronisme dans les armes d'une démocratie ; il rappelle, il est vrai, la défaite du lion britannique ; mais il n'en symbolise pas moins l'oppression beaucoup plus que l'indépendance, et c'est un symbole démodé. Michelet a dit : « l'aigle est détrôné » ; il doit l'être aux États-Unis plus qu'ailleurs. La culture de la joie de vivre que je rencontre ici partout n'est pas compatible avec la rage de détruire. Je suis reconnaissant à l'esprit public américain de nous avoir conservé l'oiseau bleu.

IV. — L'ART DES JARDINS

Quelques jardins amis m'ont arrêté en revenant du parc. Le progrès dans l'art des jardins donne une mesure assez exacte du progrès de la civilisation. Aux États-Unis ce progrès a été rapide comme tous les autres. L'art des jardins est l'art de la paix par excellence ; en France il a subi les tourmentes de notre histoire, et nos mères ont eu longtemps à fleurir des cimetières plus que des jardins, mais il est en pleine renaissance : chacun veut être horticulteur. Aux États-Unis les mêmes causes produisent les mêmes effets : l'horticulture s'y est démocratisée. Là est le grand changement. Les jardins de Princes existent toujours, ou ceux des Mécènes qui les imitent et les dépassent ; les Américains voient trop grand pour ne pas remonter d'eux-mêmes à la France du siècle de Louis XIV ; nulle part les parcs de Fontainebleau, de Vaux, de Compiègne, de Chantilly et tant d'autres n'ont été plus à la mode que chez eux ; les générations nouvelles admirent encore et plus que jamais « les jardins de l'intelligence », et aussi le jardin du poète, le jardin secret, mais elles ne se contentent plus d'admirer, elles réclament un jardin nouveau, un jardin pour elles, le jardin de tout le monde ; et ce jardin que Voltaire conseillait à Candide de cultiver, celui qu'on a appelé ensuite « le jardin de curé », et que l'imagination la plus humble cherche toujours pour s'y reposer, s'est réalisé aux États-Unis : il s'est réalisé, mais enrichi, sinon agrandi, enrichi de l'héritage infini du passé en

même temps que des découvertes des fleuristes de tous les pays, particulièrement de ceux du Japon. Il est devenu le contraire du jardin de luxe enclos de murs et n'éveillant chez le passant d'autre sentiment que celui de l'inégalité : tout à l'un, rien aux autres ; il réjouit les yeux de tous, il décore la rue, la route, la campagne ; il suggère non l'envie mais l'émulation, le désir de créer un foyer, une famille, un pays. Le jardin est un sourire, un encouragement à vivre, une symphonie de couleurs aussi bienfaifaisante pour l'éducation populaire qu'une symphonie musicale. L'art des jardins aux États-Unis s'est à la fois démocratisé et internationalisé. On trouve dans les jardins américains l'inspiration des progrès anglais, allemands, italiens, français et autres. Le jardin est devenu ici un besoin, le complément d'une architecture qui se crée. Un de mes amis résumait ainsi ce mouvement : « Un peu moins de couronnes aux morts, un peu plus de fleurs aux vivants. » Mais pour vulgariser l'art des jardins, il faut qu'il soit à bon marché. « Plus d'agrément à moins de peine et à plus bas prix » ; telle est la formule moderne. Simplifions notre jardin ; « nous voulons un home et non un musée ». On y est arrivé en réduisant l'usage des plantes annuelles, telles que le géranium, et en les remplaçant par des plantes vivaces, herbacées, bien groupées. Les Anglais ont obtenu ainsi des chefs-d'œuvre de simplicité pour accompagner un mur de brique, border une allée ; les Américains ne font pas moins bien ; soit qu'ils divisent leurs jardins en trois parties, chacune fleurissant à tour de rôle, à chaque saison, soit qu'ils disposent leurs plantes de façon que des fleurs nouvelles vien-

nent d'elles-mêmes remplacer celles qui ont fait leur temps. Leurs jardins de printemps durent ainsi, — selon la latitude et le climat, — du commencement de mai à la fin de juin, puis se transforment en jardins d'été, en jardins d'automne. Chaque floraison a son moment de pleine beauté, son apothéose que la population fête par des visites successives : il y a le dimanche des lilas, le dimanche des rhododendrons et des azalées, celui des roses, celui des dahlias, celui des chrysanthèmes enfin. Mais ces expositions de fleurs sont encore un luxe, les amateurs disent : un excès. Le principal dans un jardin est non pas la fleur, mais le fond, le gazon, la feuille : la fleur n'est là que pour égayer et distraire les yeux, la verdure les repose ; restons dans la juste proportion. Tout jardin américain bien conçu comprend un centre de gazon, une allée de gazon et des massifs d'arbustes et d'arbres avec quelque construction à l'arrière-plan. Parmi les massifs, les arbres fruitiers jouent un grand rôle, à commencer par le merisier ou malus aux fleurs doubles, véritable buisson ardent, l'enthousiasme en fleurs, et qui donne pour fruits sa beauté. Les arbustes qui ne fleurissent pas sont également appréciés, et la variété des feuillages, trop abandonnée jusqu'ici à la seule décoration des grands parcs, donne des résultats étonnants; autant dire des bouquets de feuilles et non des massifs ; et des bouquets qui changent de couleur avec les saisons. Tels érables du Japon sont verts au printemps, rouges en automne ou inversement. D'autres sont cuivrés, bronzés, argentés, ou de toutes les nuances du temps. Une ingénieuse prévoyance varie à l'infini cette mise en scène; le dessin d'une allée est une

science ; nous disons en Europe qu'un paysage est un état d'âme, mais ici on nous répondra qu'un paysage riant peut changer la couleur de nos pensées, et c'est à quoi sert le jardin. Je me sens pénétré d'une impression de sérénité confiante, — réconcilié avec la vie, — quand je vois s'ouvrir devant moi une allée de gazon rasée de frais, à la tondeuse, bordée de plantes bien étagées : les iris multicolores font la haie, au premier rang, avec les tulipes à longue tige, et les narcisses, par-ci, par-là, passant leur tête blanche étoilée; au-dessus se penchent les lilas courbés sous l'abondance de leurs fleurs, ou les pivoines arborescentes, ou la poétique aubépine ; au-dessus encore l'arbre de Judée, le faux ébénier, le tamarin.

Prenons garde. Nous vivons en Europe dans l'illusion que nos artistes n'ont qu'à se donner la peine de produire pour trouver acheteur aux États-Unis ; tout cela change ; le goût naturel se crée là-bas en même temps qu'il est menacé chez nous par le patronage officiel et le débraillé; un peuple qui cherche la beauté et qui partout lui trouve sa place, dans la nature, dans la ville et dans la maison, cessera bientôt de vivre d'emprunts; il aura lui-même ses artistes ; il a eu Whistler ; j'en connais d'autres, et un jour il exportera...

V. — MONT-VERNON ET LA MAISON BLANCHE

Je me suis attardé au spectacle de ces jardins de Washington, après ce que j'ai dit déjà de tant d'autres villes américaines, alors que je devrais parler aussi

des parcs de Baltimore, de Pittsburg, de la campagne de New-York, de Boston, de Lake-Mohonk, de New-Port, du New-Hampshire, de l'État de Vermont... ; la raison c'est que Washington résume tout le reste ; ce que j'ai pu prendre ailleurs pour une exception, pour un privilège, c'est tout le pays, et cela explique le pays. Chacun de ces millions de jardins encadre un foyer, une famille. Cette société toute neuve, faite d'émigrants inconnus les uns des autres s'est fondue dans un besoin commun de bien-être ; la classe bourgeoise s'est créée aux États-Unis. A côté des maisons très riches qui jouent leur rôle d'éducatrices du goût général, un nombre infini de petits ménages américains, partis de rien, se sont installés et les voilà qui déjà, ayant pris racine, servent de stimulant à la classe ouvrière. Ainsi la société américaine, en dépit du luxe sans bornes de son aristocratie, reste démocratique et s'organise pour ne pas abandonner les traditions qui lui ont si bien réussi, la tradition de ses fondateurs,

Cette tradition est conservée vivante à Mont-Vernon que je m'abstiendrai de décrire après tant d'autres. Mont-Vernon est plus qu'un foyer ; c'est le berceau de tous les foyers américains ; c'est la glorification de la lutte pour l'indépendance ; c'est une exposition permanente du devoir américain, en même temps que l'éloge de la vie simple, familiale. Dans la visite de ces appartements que la piété d'une association de femmes américaines a si bien gardés, le souvenir du général Washington est inséparable de celui de sa compagne, Marthe Washington ; un même tombeau les réunit. Des arbres ont été plantés dans le parc pour commémorer les amitiés qui se groupèrent

à ce foyer ; le magnolia de La Fayette vit encore sur une pelouse, dans la société des fleurs et des oiseaux. Des millions d'Américains défilent, chaque année, dans cette demeure ; c'est leur pèlerinage ; ils en reviennent pénétrés de l'esprit qui les a créés. Cet esprit est encore présent à la Maison Blanche ; il s'est transmis de Washington et de Jefferson aux grands Présidents, aux Madison, aux Monroe, aux Lincoln, aux Grant, aux Cleveland, aux Mac Kinley, dont les Présidents nouveaux ne pourront pas dégénérer sans provoquer un scandale. On attend que chaque Président, élu par le pays tout entier pour une telle succession, soit à la hauteur du pays et du passé. Or, le pays est simple, comme l'a été le passé. Quelle différence inévitable entre l'entrée dans le palais du Président de la République française à l'Élysée et une visite à la Maison Blanche ? La différence qui sépare un palais napoléonien d'une maison, un monument d'un foyer. La Maison Blanche c'est Mont-Vernon élargi.

La ville de Washington est restée, restera longtemps encore, espérons-le, la ville de la reconnaissance. Tout cela se tient. Le square La Fayette, avec ses deux beaux monuments principaux à La Fayette et à Rochambeau faisant face à la Maison Blanche et l'accompagnant, est l'hommage le plus touchant qu'un peuple puisse rendre à ses libérateurs. Beaucoup d'enfants américains croyaient autrefois que La Fayette et Washington étaient des jumeaux, tant ils entendaient souvent associer leurs deux noms. Cet enthousiasme de gratitude a quelque chose aussi de juvénile comme l'élan d'un enfant heureux.

J'ai été reçu à la Maison Blanche toujours cordia-

lement, soit comme visiteur, soit comme ami, en 1902, en 1907, en 1911, en 1912 ; j'y ai vu deux Présidents bien différents, devenus deux adversaires acharnés, M. Roosevelt, puis M. Taft ; tous deux se ressemblent en un point : la simplicité ; l'attachement à la vie de famille ; — par parenthèse, je n'ai jamais vu, même en France, de ménages plus unis qu'en Amérique. J'espère que M. Roosevelt et M. Taft me pardonneront si j'ose dire qu'en dépit de leurs batailles électorales, leur accueil, à tous deux, m'a laissé l'impression d'une grande bonne volonté, d'une grande bonté ; j'irais même plus loin et, si le président Roosevelt n'avait pas mis à mort tant de lions, d'ours, d'éléphants, de rhinocéros, je dirais qu'il rivalise avec Rudyard Kipling dans sa passion des animaux, particulièrement des oiseaux dont il connaît les mœurs et les chants. Obligé d'observer la réserve que chacun comprend devant ces luttes publiques qui se poursuivaient entre les deux candidats pendant mon dernier voyage, je déplorais pourtant qu'elles fussent poussées à ce degré d'ardeur, mais un Américain en qui j'ai confiance me rassura : quand l'élection, me dit-il, sera passée, il n'y paraîtra plus ; l'agitation momentanée du pays aura été bienfaisante ; elle aura entretenu l'esprit public ; elle aura obligé chaque citoyen, homme, femme et enfant, à s'intéresser à l'acte essentiel de notre vie nationale. Il est vrai, répondis-je, qu'en France nous sommes infiniment plus calmes le jour où notre Congrès, par un mécanisme parfait, désigne en quelques heures notre Président de la République.

Il est vrai aussi qu'aux États-Unis le Président peut faire beaucoup de mal ou beaucoup de bien pendant

ses quatre années de fonctions; et c'est pourquoi j'ai fait en 1902 ma première visite à la Maison Blanche. J'étais venu, d'accord avec mes collègues et amis américains Andrew D. White, Seth Low, Holls, Murray Butler, pour en appeler à l'initiative présidentielle contre la force d'inertie gouvernementale européenne ; l'accueil fait à cette démarche inusitée montre trop bien les services que les États-Unis peuvent rendre au monde pour que j'aie le droit de n'en rien dire. Je me rappelle presque mot pour mot mon plaidoyer : « L'Europe suit attentivement votre activité », dis-je au président Roosevelt, en présence de l'ambassadeur d'élite, Jules Cambon, que mes paroles n'offusquèrent pas ; « l'Europe libérale n'a plus de guide ; Gambetta et Gladstone sont morts; vous êtes une grande espérance ou un grand danger, selon que vous servirez la justice ou la violence. » Le Président m'interrompit pour protester chaleureusement de son attachement à la paix. « Vous pouvez, repris-je, affirmer cet attachement par un acte qui vaudra à votre pays et à vous-même la gratitude du monde ; vous pouvez montrer à l'Europe le chemin de la paix et l'y conduire. » J'expliquai alors, ce que j'avais exposé vainement, depuis trois ans, en Europe, l'œuvre de la première conférence de la Haye, œuvre inespérée, mais considérée comme mort-née par le scepticisme des chancelleries ; j'insistai sur l'utilité pratique de la convention pour la solution pacifique des conflits internationaux, sur les services que pourrait rendre la nouvelle Cour d'arbitrage, si seulement on consentait à s'en servir ; mais personne n'y consentait; personne ne voulait y croire, en faire l'essai. « Faites cesser ce boycottage, dis-je enfin ;

donnez, de votre côté de l'Atlantique, le signal de la confiance que nous n'avons pas en Europe ; traversez l'océan pour en appeler au tribunal que nous avons, nous, sous la main ! Vous avez dans les cartons de votre Ministère des Affaires Étrangères, comme tous les gouvernements, au moins une douzaine de différends internationaux en suspens depuis des années : la permanence de ces différends envenime les relations entre les peuples, paralyse les efforts de conciliation, entretient des antagonismes stériles ; prenez un de ces différends, peu importe lequel, soumettez-le ouvertement à l'arbitrage et vous aurez sauvé la Cour de la Haye ! »

Je serais plus qu'ingrat si je n'avais pas rendu par la suite au président Roosevelt l'hommage qui lui était dû pour la franchise et la promptitude qu'il mit à me donner satisfaction. « Voyez de ma part, en sortant d'ici, me dit-il, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. John Hay ; ce qui sera possible, il le fera. » Je n'y manquai pas et nous y allâmes aussitôt ; je trouvai en lui une âme qui n'avait pas besoin d'être éveillée et, dès longtemps, vouée au service des justes causes. Un mois après, le 7 avril 1902, M. Jules Cambon écrivait officiellement au Ministre des Affaires étrangères à Paris que le gouvernement des États-Unis et son voisin du Mexique avaient décidé de régler à la Haye le litige des fonds pieux de Californie. Cet avertissement fut compris et je me chargeai de le souligner en Europe. C'est de cette époque que date la fondation du groupe de l'arbitrage au Parlement français. Les gouvernements européens avaient pu ignorer la nouvelle juridiction, aussi longtemps que nul ne la

fréquentait, mais du jour où il lui arrivait une clientèle du Nouveau Monde, du jour où l'Amérique elle-même n'hésitait pas à faire confiance à une institution siégeant en Europe, la situation changeait du tout au tout. Au reste un nouveau secours, bien puissant aussi, — je m'honore d'avoir contribué à le provoquer, avec l'aide de mon collègue et ami, le général Porter, — vint à la Cour de la Haye, quand les gouvernements s'étant décidés à la reconnaître, mais sans aller jusqu'à lui bâtir ni même lui acheter un local, un autre Américain, Andrew Carnegie, prit l'initiative de lui édifier un palais. L'Europe accepta sans hésiter le don magnifique et la leçon, comme elle suivit l'exemple ; et, depuis lors, si les conventions de la Haye n'ont pas empêché toutes les guerres, — ce que personne n'avait rêvé, — elles ont cependant permis de régler à l'amiable de graves conflits, tels que ceux de Dogger-Bank, de Casablanca, d'autres encore, suffisants pour déchaîner une guerre générale et ouvrir des sources intarissables de représailles en d'autres temps. Peut-être, en outre, la surprise de ces règlements faciles a-t-elle contribué à mettre les États intéressés sur la pente d'autres accords plus laborieux. S'il en est ainsi, M. Jules Cambon, aujourd'hui ambassadeur à Berlin, n'a pas eu lieu de regretter la démarche qu'il avait favorisée, dix ans plus tôt, à Washington, quand il signa la convention franco-allemande du 4 novembre 1911 concernant le Maroc et stipulant que les difficultés qui pourraient s'élever ultérieurement, entre les deux gouvernements, dans l'application de cette convention seraient soumises à la cour de la Haye.

M. Taft ne s'est pas montré moins partisan que

son prédécesseur de la politique de l'arbitrage ; il a même été trop loin, à mon sens, quand il a cru pouvoir signer avec la France et la Grande-Bretagne des traités généraux d'arbitrage obligatoire sans restriction ; trop loin, ou plutôt trop vite, car il répondait aux aspirations générales des États-Unis, mais il était en avance sur le congrès. Il a compris son pays mieux qu'il n'a compris son Parlement. Les parlements agissent sous les influences immédiates qui les ont élus et non pas pour répondre à des aspirations à venir ; ils contrarient même ces aspirations jusqu'au jour où elles leur sont signifiées par des votes. En supposant que M. Taft ait réussi à faire voter ses traités, plus ou moins par surprise, pouvait-il répondre qu'une fois signés et, le moment venu d'exécuter une sentence arbitrale condamnant les États-Unis, ils ne seraient pas désavoués ? Mieux valait un échec que le scandale possible d'un tel recul.

La Maison Blanche sera toujours le champ de bataille où se combattront des forces difficiles à concilier : le sentiment du pays, souvent complexe, et l'influence ambiante de la société et des bureaux. Le sentiment du pays a dominé dans l'exemple que je viens de prendre. En sera-t-il toujours ainsi ? je le crois, à moins que ce sentiment, faute de netteté dans la direction, ne s'altère. « Combien de temps votre République durera-t-elle ? » demandait un jour M. Guizot au poète et ambassadeur Lowel. Celui-ci répondit : « Aussi longtemps que dureront les idées des hommes qui l'ont fondée. »

La Maison Blanche aura fort à faire pour se défendre. Elle baigne dans une atmosphère de fonc-

tionnaires, plus un grand nombre d'anciens officiers retraités des armées de terre et de mer. Le corps diplomatique a son influence sur les salons qui ne sont pas tous pénétrés des traditions de Mont-Vernon. J'ai vu de bien mauvaises mœurs cosmopolites chercher un terrain favorable dans l'indépendance des mœurs américaines.

Tout cela change l'air d'une ville. De même que la femme du monde aux États-Unis, avec le brillant cortège qui l'entoure, est déjà l'aristocratie du pays, de même la cité fédérale pourra devenir assez vite, avec les éléments dont elle est faite, une petite cour plutôt qu'une grande capitale ; la cour d'une démocratie ! Alors que restera-t-il de l'esprit de Mont-Vernon ? Que deviendront les espérances de la pensée européenne ? Que deviendront les germes de l'indépendance semés par les fondateurs des États-Unis ?

Chateaubriand a défini l'œuvre immense du général Washington dans son parallèle fameux avec l'œuvre de Napoléon Ier. « Cherchez les bois où brilla l'épée de Washington, qu'y trouvez-vous ? Des tombeaux ? Non, un monde. Washington a laissé les États-Unis pour trophée sur son champ de bataille. »

Ce monde aujourd'hui passe en étendue, en population, en richesse, ce que ses créateurs ne pouvaient prévoir à si brève échéance ; et c'est dans cette ville que son sort, en somme, se décidera. Jamais je n'ai mieux senti quelle était la mission d'un État nouveau, quel était le devoir américain. Le progrès matériel est inespéré ; mais le progrès moral doit suivre de près, sous peine de tout compromettre, et c'est ce que les Américains sentent profondément, c'est pourquoi leur effort se porte sur tout à la fois, programme

politique, programme économique, éducation, religion. Les idéalistes américains ne le disent pas, mais leur devoir serait de régénérer l'ancien monde en lui donnant le programme de gouvernement qui lui manque, le programme non pas d'un parti, mais celui d'une époque, le programme que des calculs ambitieux ne peuvent modifier que dans le détail, celui qui répond aux intérêts permanents d'un pays et qui, dès lors, doit être connu de tous, s'exécuter automatiquement avec le concours de tous! Ce programme, au fond, il serait partout le même, dans ses grandes lignes ; et ces grandes lignes, quel service ce serait rendre à la paix que de les simplifier au point qu'elles deviennent visibles pour tous. De même aussi la religion. L'Europe s'acharne à conserver intactes des religions qui tombent en désuétude, comme tout le reste. N'est-ce pas, pour les États-Unis, la fonction sociale par excellence à remplir entre l'Extrême Orient et l'Europe que la recherche d'une religion de conciliation, une religion nouvelle qui n'exclue personne de son humanité supérieure ?

Est-ce trop demander à la jeune République des États-Unis que d'attendre d'elle de tels services ? Non ; mesurons-les à sa taille et à son âge. Le Nouveau Monde est notre débiteur à nous, Européens, qui depuis cinq siècles l'avons peuplé de notre sang, enrichi de notre héroïsme ; il nous doit en échange un idéal, un but ; il nous doit d'être une rénovation et non une copie de la vieille Europe. Si le gouvernement des États-Unis se dérobait au paiement de cette dette, à l'accomplissement de ce devoir à la fois filial, national, mondial, il serait complice d'une déception colossale, d'une véritable défection. Mais

non, il n'est plus maître de s'arrêter, encore moins de revenir en arrière ; il ne laissera pas protester la signature et la parole des héros dont il est l'exécuteur testamentaire. Il n'éteindra pas le flambeau dont il a la garde.

Les inquiétudes que j'exprime, je les ai senties dès le premier jour, dans les salons de Washington, et, de nouveau, dix ans plus tard, dans le charme même de ses jardins. Tout ce bien-être que j'y vois fleurir et tout ce luxe, c'est un bon signe, je l'ai dit, et une garantie de progrès ; mais c'est aussi le danger de la vie bourgeoise, la tentation de s'accommoder d'un régime plus égoïste que généreux : chacun pour soi, le gouvernement pour tous. Il est donc probable que le gouvernement sera de plus en plus laissé à lui-même et qu'il devra par conséquent être de plus en plus à la hauteur d'une tâche toujours plus difficile. A mesure que je m'éloigne de Washington à présent, je vois plus nettement se dessiner dans le ciel des États-Unis le symbole de l'aigle, et je pense souvent : les Américains ont devant eux deux destinées bien différentes, toutes deux représentées par des emblèmes qui leur sont sacrés. L'une condamnée d'avance, intolérable au monde moderne, est celle de la domination, celle de l'aigle ; l'autre, au contraire, éternelle et bienfaisante, est celle de l'action directrice, celle de l'étoile.

Entre ces deux destinées, le peuple américain a, d'instinct, choisi la plus noble et la plus sûre, mais son gouvernement ne sera-t-il pas souvent tenté d'y être infidèle ?

CHAPITRE XIII

LA POUSSÉE IDÉALISTE

TOUT POUR L'AVENIR

Entre un gouvernement qui reculerait et le pays qui avance sans cesse, l'écart serait d'autant plus profond qu'une grande poussée idéaliste soulève les États-Unis tout entiers; poussée d'autant plus ardente qu'on la sent plus nécessaire et qu'elle rencontre plus d'obstacles. La question n'est pas, en effet, de savoir si les États-Unis se sont peuplés d'éléments mauvais à côté des bons ; la question n'est pas de savoir si le voyageur Européen, plus ou moins perdu dans ce nouveau monde, y tombe sur ce qu'il y a de pire, comme l'Américain sur les boulevards à Paris; s'il y rencontre, du haut en bas de la société, parmi les hommes et parmi les femmes, des détraqués, des hypocrites ou des cyniques, et même des monstres : oui, il y en a aux États-Unis comme ailleurs. La question est de savoir s'il existe aux États-Unis un esprit public qui cherche à dominer ces monstres et à les empêcher de nuire.

Or, cet esprit public existe au plus haut degré; il est en progrès ; il s'organise ; son action s'exerce

dans toutes les directions. Qu'on l'appelle instinct de conservation, patriotisme ou idéalisme, — peu importe le mot, — il constitue une immense force morale au service des États-Unis d'abord, et de la civilisation par surcroît ; il existe dans tous les États, dans toutes les villes et, plus ou moins, dans toutes les maisons, pauvres ou riches, même dans les plus riches, où, je le rappelle, ce que nous appelons en France le rentier est inconnu, où le paresseux ne trouverait pas à qui parler, où chacun, entraîné par la vitesse acquise et incapable de se reposer, doit, bon gré mal gré, travailler, travailler encore, servir, se dévouer, se vouer. Qui sait dans quelle mesure nos pionniers français n'ont pas laissé derrière eux l'héritage de ce feu sacré, si différent du flegme ou de l'indolence d'autres peuples ?

A présent que je suis de retour dans les États de l'Est plus ou moins connus de tous, je cesserai de suivre mon itinéraire géographique ; cet itinéraire je l'ai fait et refait, croisé dans tous les sens ; je préfère, arrivant au terme de mon voyage et de mon livre, prendre pour dernières stations, non plus les villes, mais les observations, les idées qu'elles m'ont suggérées ; ces idées contrôlées d'une visite à l'autre, sont devenues d'elles-mêmes, sans que j'y prétende, des conclusions.

L'œuvre essentielle de l'esprit public américain tient en un mot : l'éducation. Instruire, éclairer, guider la jeunesse et, par la jeunesse, la nation vers le bien, par tous les moyens, à tout prix : tel est l'idéal de l'Américain, de l'Américaine. Tout pour les jeunes, tout pour l'avenir. C'est un élan spontané,

plus général encore dans les États neufs que dans les anciens. Et cet élan lui-même est le plus éloquent des exemples, puisqu'il est désintéressé, puisqu'il est un acte de foi dans les destinées du pays. Comment les jeunes enfants, les enfants ne regarderaient-ils pas à leur tour bien haut et bien droit devant eux : avec quelle assurance aussi, puisqu'ils sont trop peu nombreux pour les besoins de leur pays, puisqu'ils n'auront que l'embarras du choix d'une carrière, puisque le sentiment de leur responsabilité personnelle s'éveille en proportion des services qu'ils sont sûrs de rendre, sachant qu'ils sont attendus et qu'on compte sur eux ! Être utile, occuper sa place deux fois plutôt qu'une parmi cette population qui entreprend d'animer un monde, voilà un rêve assez différent de la conception du fils de famille européen préoccupé de se caser.

Cette volonté d'être utile ; je l'ai trouvée toujours et partout dans la jeunesse américaine ; et jusqu'à l'excès, cela va de soi ; chacun se sent indispensable, chacun se dit qu'il contribuera à faire de son pays un très grand pays, le plus grand, le plus beau, etc. Nous connaissons ce superlatif américain ; c'est l'enthousiasme de l'enfant ; il est insupportable quand il devient adulte et dégénère en vanité chauvine ; c'est le revers de la médaille ; mais c'est pourquoi il importe de ne pas laisser la jeunesse ignorante du monde extérieur ; c'est pourquoi les américains cessent de s'absorber dans leur immense travail de construction nationale pour jeter les yeux au dehors, appeler à eux tant d'étrangers qu'ils acceptent comme des maîtres et qui leur parlent de l'Europe, du passé, de l'art et de la nature, leur donnent des

modèles, des points de comparaison ; c'est pourquoi ils laissent croître et multiplier en toute liberté les universités et les collèges, les écoles, les instituts, les bourses, les fondations, les chaires, les tribunes, les conférences, les congrès, les expositions, les laboratoires, les missions, les voyages, les enquêtes, les statistiques, les bibliothèques, les églises, les musées, les parcs, les terrains de jeu, les concerts, en un mot, les œuvres sans nombre d'éducation dont il faudrait une encyclopédie pour donner une idée précise.

I. — LA LIBERTÉ DE L'ENSEIGNEMENT

L'organisation ou, pour mieux dire, l'inévitable désordre de l'enseignement aux États-Unis est déconcertant pour un Français. Un Anglais peut-être s'y retrouverait : un Français s'y perd. C'est un chantier en construction, c'est la forêt vierge des improvisations libres, spontanées, écloses, sans plan d'ensemble, au fur et à mesure de la création des États. Mais du désordre de l'ensemble gardons-nous de conclure au désordre du détail. Chacune de ces libres et multiples institutions vit sous le contrôle incessant et dévoué des principaux intéressés, pères mères, sœurs, frères, anciens élèves, bienfaiteurs, bons citoyens. Et c'est là toute l'explication. Ce n'est pas certes la perfection, mais c'est la genèse, la vie ; l'initiative individuelle supplée à la direction générale et à l'expérience qui manquent ; l'émulation, à son tour, fortifie les initiatives ; émulation d'État à État, de ville à ville, d'université à université. Je me demande si la grande université fédérale rêvée par

Washington et située sans doute par avance sur le plan de l'Enfant, avec son rayonnement sur tous les États, n'aurait pas fait en définitive plus de mal que de bien, tuant en germe l'indépendance, l'originalité, la vigueur de ses satellites. Je comprends que les Américains n'en aient pas voulu. Leur liberté d'enseignement, la liberté d'enseignement n'est possible que dans un pays où nul pouvoir n'est capable de l'accaparer à son profit. Elle est impossible en France ; elle est possible en Angleterre où les églises protestantes et catholiques se neutralisent. Elle est possible dans un pays décentralisé : Oxford et Cambridge se sont passés de l'influence de Londres ; Heidelberg, Göttingen, Bonn n'ont pas attendu celle de Berlin ; et nous avons déjà vu poser la question de savoir si l'idéalisme et par conséquent le progrès allemand ne souffriront pas de la prédominance prussienne.

Aux États-Unis, il faut commencer par oublier que l'État existe ; il faut s'habituer à cette notion de Fédération, abstraite et nuageuse pour la plupart des Européens. Quiconque ici généralise est un naïf et un ignorant. Imaginez un Américain parlant de l'Europe sans s'attarder à distinguer Naples de Londres, Paris de Moscou, Kristiania de Constantinople. Chaque partie des États-Unis est, non une province, mais un pays distinct des autres par le climat, le sol, les produits, la population, les mœurs ; la pénétration subite du chemin de fer, du télégraphe, des journaux et de l'immigration étrangère y a déjà importé un ensemble d'innovations assimilatrices, plus ou moins discutables ; est-il à souhaiter que l'éducation elle-même, à peine commencée, se

modèle dans le continent tout entier sur les patrons importés de l Est et d'Europe ?

Tant bien que mal on classe les établissements d'enseignement américains en quatre types généraux, déterminés non d'après le sexe des élèves, la nature ou le degré de leurs études, mais d'après leur âge. La première préoccupation c'est de réduire à néant le nombre des illettrés : on y réussit mieux qu'en France, sur cette surface immense d'un continent proportionnellement très peu peuplé. C'est d'abord l'école de grammaire qui reçoit l'enfant de six à quatorze ans ; puis l'école supérieure, High School, où l'élève passe de quatorze à dix-sept ans, puis le collège dont les cours sont généralement de quatre ans, et enfin l'université qui ne se distingue pas toujours nettement du collège, et où les jeunes gens et les jeunes filles suivent des cours supérieurs et se spécialisent au besoin dans l'étude des sciences ou des lettres, des arts, de la théologie, du droit, de la médecine, de la pharmacie, de l'art dentaire, de l'art vétérinaire, etc., et je n'énumère pas les milliers de cours, écoles ou collèges techniques et professionnels richement dotés de laboratoires, de musées, de bibliothèques, d'ateliers modèles, munis d'un outillage perfectionné ; je ne parle pas non plus des écoles spéciales, écoles d'agriculture, d'ingénieurs, de mécanique, d'architecture, etc. On connaît l'école militaire de West-Point ; l'école navale d'Annapolis ; il existe dans le Sud une université spéciale (Tuskegee) et un institut pour les Nègres, et partout des établissements admirables pour les enfants anormaux. Il n'est pas de grande ville qui n'ait ses écoles normales de filles et ses écoles nor-

males de garçons, car le recrutement des professeurs est l'une des grandes difficultés d'un pays neuf. Le professeur, l'instituteur, l'institutrice sont encore, dans bien des États, de véritables missionnaires, ou même des malheureux, peu payés, peu considérés ; mais, si on veut juger les États-Unis sans parti pris, on doit reconnaître que tout cet enseignement répandu très inégalement sur un tel espace et souvent même dans le désert, avec une pénurie complète de personnel, pour commencer, et des moyens plus ou moins précaires, a donné en bien peu de temps des résultats de bon augure pour l'avenir et déjà dignes d'admiration.

Les Américains ont pris leurs inspirations un peu partout ; ils ont très heureusement imité les Kindergarten allemands en y ajoutant le plus possible de terrains de jeu, de piscines, de parcs, d'espaces libres, de fêtes populaires enfantines. Tout cela dépend du plus ou moins d'initiative des États et des villes. Les plus avancés prodiguent dans ce domaine mieux encore que l'argent, l'imagination, la sollicitude. Une institution qu'ils admirent en France, les écoles maternelles, paraît ne pas s'acclimater chez eux aussi bien que chez nous ; la mère française ne s'exporte pas. En revanche, j'ai visité à Pittsburg une école professionnelle bien originale ; elle fait partie d'un groupe admirable, véritable ville de l'Enseignement fondée par Andrew Carnegie et comprenant, — avec un institut colossal, à la fois musée, bibliothèque, école des Beaux-Arts, — quatre écoles techniques, dont trois pour les jeunes gens, une pour les jeunes filles ; cette dernière, dédiée par Andrew Carnegie à la mémoire de sa mère, — Margaret Mor-

rison School, — est destinée à préparer pratiquement les femmes à leur mission dans la vie, et cette mission n'est pas matérielle seulement. L'inscription suivante la définit ainsi :

« Créer et inspirer le foyer ; diminuer la souffrance, augmenter le bonheur ; aider l'humanité dans ses luttes pour s'élever ; ennoblir et orner le travail de la vie, si humble soit-il ; voilà le grand but de la femme ».

Dans cette école, on ne se borne pas à apprendre aux élèves les éléments d'une profession et ce qui peut leur permettre de bien occuper un emploi, la sténographie, la dactylographie, la tenue des livres, le secrétariat, la correspondance commerciale, le calcul, les langues vivantes, le dessin d'agrément et le dessin d'application, la broderie, la couture, les modes, le droit usuel, le chant, la gymnastique, le blanchissage, la chimie pratique, l'hygiène ; on leur fait des cours de morale, d'éducation de l'enfance, de tenue ; on leur apprend surtout la tenue de la maison. Les Américains ont réduit nos principes en lois ; ils enseignent comment on doit choisir son habitation, son logement, si modeste qu'il soit, comment l'orienter, le distribuer, le meubler, le nettoyer, l'assainir ; comment, en un mot, tenir son ménage. Là, chacune des élèves apprend ce que doit savoir une bonne maîtresse de maison, et j'ai constaté que cette science, française entre toutes, l'économie domestique, commence à se répandre aux États-Unis, où la bonne ménagère du bon vieux temps, celle qui fit la bonne cuisine, la bonne chère, les bons estomacs et la bonne humeur de nos pères est en train de s'élaborer lentement. Les jeunes filles de Margaret Mor-

rison School disposent d'un appartement qui leur sert de champ d'entraînement. Chaque semaine l'une d'entre elles y demeure et y joue le rôle de la maîtresse de maison, la dame ; une autre est la femme de chambre, une troisième la cuisinière : la dame reçoit ses amies, commande les repas, surveille l'achat des provisions, règle les comptes et doit établir sa moyenne des dépenses de chaque jour, à un centime près ; elle donne de petits dîners à ses amies ; la femme de chambre annonce les visites, sert à table, lave la vaisselle avec la cuisinière, et ainsi jusqu'à la fin de la semaine, où les rôles changent, la dame passant à la cuisine, puis à la lingerie, à la buanderie, et ainsi de suite. Le plus étonnant est que ces jeunes filles jouent leur rôle sans rire; serait-ce possible en France ? Et d'ailleurs tout ce petit monde se retrouve dans la salle commune pour la gymnastique, le chant, la musique, la danse, et au lavoir et dans les ateliers où elles passent tour à tour, par un système de rotation très simple et suffisant pour faire connaître les aptitudes de chacune.

Un détail encore me revient. Les Américains souvent surmenés, les femmes surtout souvent très nerveuses, ne s'accommodent pas toujours de l'ordinaire d'une cuisine bourgeoise ; il leur faut un régime spécial, des menus commandés par le médecin, dosés, pesés à la cuisine ou à l'office, tant de grammes de gras, tant de grammes de maigre, tant d'azote, tant de ceci, tant de cela. Une cuisinière qui borne son ambition à confectionner de bons plats n'est plus à la hauteur de ces analyses chimiques ; dans la maison où règne le médecin elle s'adjoint, en vertu des lois de la division du travail, une personne spéciale,

d'un rang difficile à définir et qu'on nomme « the Dietitian » ; celle qui surveille votre régime, organise la diète, l'abstinence, préside à la rédaction des menus et à l'observation des ordonnances. Cette fonction est assez répandue aux États-Unis pour qu'une école de futures ménagères ait à faire l'éducation d'un certain nombre de jeunes « Dietitians » et leur fasse place dans son laboratoire de chimie. Ces laboratoires très fréquentés par les élèves sont spécialement destinés les uns aux applications usuelles de la chimie à la maison, à l'étude des aliments, de leur composition, de leur valeur nutritive, les autres à la recherche des principes les meilleurs pour nourrir un nouveau-né, un enfant, un adulte, un malade ou un individu bien portant, ou encore à la découverte des fraudes.

Le besoin crée la fonction. Des industriels ou des agriculteurs produisent de l'huile, du coton, du cuivre, des fruits ; ils ont peine à recruter le personnel qui fait défaut dans leurs usines ou dans leurs fermes; ils ont besoin de spécialistes ; ils se lassent de chercher au loin et se décident à produire sur place ce personnel; rien de plus simple ; ils propoposent à l'université la plus proche de fonder, à leurs frais, les cours nécessaires, choisissent et font venir, s'il le faut, les professeurs convenables, assurent à leurs élèves un avenir. Ailleurs on a besoin de relations, de connaissances internationales ; on demande des jeunes gens et des jeunes filles qui parlent l'allemand, l'espagnol ou le français, et qui soient un peu au courant des choses extérieures : autres fondations, autres cours, autres résultats, selon les besoins.

C'est ainsi que les Allemands qui surabondent dans leur pays et ne demandent qu'à s'expatrier, sont accourus par centaines de milliers dans les universités américaines. Et nos voyageurs français de crier à la partialité des Américains, à leurs sympathies allemandes ! Il est plus facile de crier que de réfléchir. Nous commençons seulement à payer en France la rançon de nos gloires militaires. Les guerres de Louis XV et de Napoléon Ier ont commencé par abandonner à nos rivaux étrangers les conquêtes de nos pionniers ; la source de l'influence et du peuplement français dans le monde a réduit son débit en proportion ; puis notre population stationnaire, à côté de celle de nos voisins qui doublait, est devenue suffisante à peine pour les besoins croissants de notre administration et de notre vie intérieure ; elle a fourni néanmoins un contingent inespéré à notre nouveau domaine colonial en Afrique, en Asie ; mais nous ne trouvons plus à recruter d'instituteurs même pour nous ! Et nous accusons les Américains de s'adresser aux Allemands ! Et nous nous étonnons que les Italiens peuplent la Tunisie, les Espagnols le Maroc ! etc. La vérité est qu'on ne trouve même plus une bonne d'enfants en France qui consente à s'expatrier, et que nous en importons nous-mêmes de Suisse, d'Allemagne. La vérité est que les professeurs français sont partout appelés, réclamés aux États-Unis, quand ils offrent les garanties nécessaires. Nous avons vu demander en vain à John's Hopkins nos agrégés, à Vassar-College des élèves de Sèvres ayant fait leurs humanités. Interrogez les quelques professeurs français de première élite qui sont aux États-Unis l'honneur de notre pays,

les A. Fortier, les Kohn, les Bracq, les Guérard, vous constaterez qu'ils sont perdus à côté d'étrangers quelconques, Allemands, Suisses ou Belges, qui enseignent le français dans un esprit qui n'est ni américain ni français, mais parce qu'on ne veut pas se passer du français et qu'on prend ce qu'on peut. Voyez, dans les universités, les clubs cosmopolitains dont j'ai parlé plus d'une fois, vous y trouverez des Chinois, des Japonais, des Russes, des Allemands, des Belges, des Scandinaves, des Italiens, des Indiens; pas un Français. Ce n'est pourtant pas la faute des Américains ! Columbia University a formé le projet d'ouvrir, dans son enceinte, deux maisons étrangères, l'une allemande, l'autre française : pour la première, la colonie allemande innombrable a souscrit sans peine une partie des fonds nécessaires; la colonie française, excellente mais peu nombreuse, n'a pu faire le même effort ; il a fallu qu'un généreux Américain, M. Barton Hepburn, le fît pour elle et qu'après lui un autre Américain, Robert Bacon, se chargeât des frais d'installation. Le résultat est que, si la France n'exerçait pas son attraction exceptionnelle, si l'ombre parlante de nos pionniers ne surgissait pas d'elle-même du sol, l'attention des Américains serait attirée partout ailleurs que chez nous, et que partout ailleurs elle trouverait à se fixer. Une nation ne fait pas impunément la guerre pendant des siècles; elle entame son capital; elle emprunte sur les générations, sur « la moisson humaine » de l'avenir, selon l'expression du président David Starr Jordan; elle se dépeuple ou elle se matérialise. C'est la thèse de beaucoup d'Américains. Loin de se sentir attirés, comme je l'ai cru longtemps, vers les Allemands vic-

torieux, les Américains, au contraire, voudraient revenir à nous, parce qu'ils rendent justice à la persistance et au désintéressement de notre effort idéaliste, parce que nos conceptions sont parentes des leurs. A mesure que les Allemands répudient l'idéalisme qui a fait leur gloire, ils diminuent la réputation, la valeur de leurs produits; leur œuvre cessant d'être bienfaisante pour devenir utilitaire se déprécie. Qui dit « Made in Germany » dit marchandise de second ordre ; et cet abaissement de la marque d'un pays constitue pour lui une perte incalculable : un grand danger menace l'Allemagne quand elle répudie les pures aspirations de son passé : le danger de descendre intellectuellement et moralement à mesure qu'elle croît matériellement.

Les Américains ne s'y trompent pas, mais, encore une fois, ils vont au plus pressé : mieux vaut, disent-ils, faire enseigner le français par des Allemands que de ne pas le faire enseigner du tout.

Pour que l'esprit des universités américaines soit si vivant, si avide de vrai progrès, il faut qu'il soit nourri aux sources infiniment diverses de tout l'ensemble du pays. *E pluribus unum :* c'est encore une des inscriptions qui ornent la maison de Washington à Mont-Vernon. Mais toutes ces sources, qui donc en garantit le bon aménagement, la pureté ? Là est le problème aux yeux d'un Européen ; il ne se pose pas aux États-Unis, où l'esprit public veille.

C'est là ce que je voudrais bien faire comprendre, ce que je n'ai moi-même compris qu'à la longue.

Prenons les universités les plus indépendantes, les plus autonomes ; car là encore il est impossible

d'établir un classement rigoureux ; il y a des universités d'État, entretenues par l'ensemble des contribuables ; nous les avons vues à Seattle, à Madison, à Berkeley ; il en est d'autres qui, fondées par l'État, ont été agrandies par des fondations particulières, comme Tulane ; d'autres qui sont entretenues par la ville, comme le Collège de la Ville de New-York ; d'autres enfin, les plus considérables et les plus prospères, comme celles de Harvard, Columbia, Yale, John's Hopkins, Chicago, etc., qui ont été fondées par des particuliers et vivent exclusivement des pensions des élèves et de libéralités individuelles. Ces dernières sont les pépinières principales de l'activité américaine ; il importe donc à la nation de s'assurer qu'elles sont bien dirigées intellectuellement et moralement. Qui donc, quels inspecteurs d'élite auront la responsabilité de les contrôler ? L'esprit public, ou, pour être plus précis, les cadres de l'esprit public.

Quels sont ces cadres ? Les trustees, c'est-à-dire de bons citoyens choisis le mieux possible pour faire vivre l'œuvre des donateurs.

Ces trustees ne se réunissent pas comme ferait une commission européenne chargée d'élucider une question, de la régler ou de l'enterrer ; ils font fonction de conseil permanent, ils examinent les comptes, la gestion de l'administration dans le passé, ils lui confèrent les pouvoirs dont elle a besoin pour l'avenir. Un Président d'université a toute latitude, moyennant qu'il soit approuvé par les trustees. Tout dépend donc, en dernière analyse, de la valeur et du dévouement de ces trustees ; mais c'est là ce qui est essentiellement américain ; les trustees prennent leur

fonction plus qu'au sérieux, à cœur. Beaucoup d'entre eux sont d'anciens élèves de l'université, à laquelle ils sont attachés comme à une mère ; ils parlent avec fierté de leur « alma mater » ; beaucoup d'entre eux sont des donateurs ou des amis des donateurs ; et il est entendu que ces derniers offrant leur argent, les trustees apportent leur temps et leur peine. Leur collaboration, d'ailleurs gratuite, est effective, assujettissante, mais ils s'en acquittent, avec joie, souvent même de père en fils, comme c'est le cas à Columbia-University où le Président Seth-Low, qui fit tant de bien et qui en fait encore assidûment, à côté de son successeur, n'a fait lui-même que continuer le dévouement de son père. J'ai assisté, le 5 juin 1911, à la grande fête de Columbia-University, le « Commencement day » correspondant à nos distributions de prix en France et où sont proclamés les noms des étudiants qui, leurs examens passés, sont investis du droit d'exercer une profession, celle de médecin, par exemple. Rien n'est plus imposant que le cortège de ces vétérans volontaires de l'enseignement qui se déroule en tête des étudiants, des étudiantes et des élèves à travers les jardins déjà trop étroits de l'université sans cesse croissante. C'est à qui figurera dans ce cortège et viendra de loin pour y occuper son rang chaque année ; c'est ce cortège qui forme les contrôles, l'esprit public de Columbia-University et qui se sent responsable vis-à-vis des élèves, des étudiants, des parents, du pays entier. J'ai été invité à faire à La Fayette-College, à quelques heures de New-York, une conférence à laquelle tenait particulièrement l'administration de cet excellent établissement, en raison de son nom et

de ses sympathies françaises. Un admirable trustee est venu à New-York me chercher, avec ses amis, à mon hôtel, me conduire au train, m'installer et m'accompagner dans mon wagon, puis me ramener. Pourquoi? parce qu'il avait donné une part de sa vie, de son cœur à ce collège et qu'il voulait être de la fête. Ce dévouement d'un homme âgé, riche et qui, sans doute, avait tant d'autres choses à faire, a contribué à m'éclairer.

Les cadres de l'esprit public ne sont pas un mot aux États-Unis, et tout s'en ressent. Dans la plupart des États, à l'exception de quelques-uns plus arriérés que les autres, la fonction du professeur, qui peut tout gâter ou tout sauver, est particulièrement honorée, surtout dans le domaine de l'Enseignement supérieur. La vocation éducatrice est encouragée dans ce pays qui a pourtant besoin de tant d'ingénieurs, d'architectes, d'hommes d'affaires, d'avocats, d'agriculteurs, de commerçants, d'industriels, de banquiers, etc. Celui qui enseigne rend un service public dont on lui sait gré; j'ai été bien reçu aux États-Unis, parce que j'enseignais; les présidents d'universités jouent un grand rôle dans la vie publique aux États-Unis: Andrew D. White, mon collègue américain à la première conférence de la Haye, ancien ambassadeur à Berlin, a été choisi comme universitaire; le nom du poète et de l'ambassadeur Lowell est intimement lié à celui de l'Université de Harvard, dont son neveu est le président actuel; mes collègues David Jayne Hill, Seth-Low furent tous deux des universitaires éminents et des écrivains; le président, Charles Eliot, de Harvard, le président Nicholas Murray Butler, de Columbia, sont

au premier rang des hommes dont la parole, moralement et politiquement, fait autorité. Robert Bacon a quitté son ambassade de Paris pour aller se mettre filialement au service de son université de Harvard.

Dans la crise de protestations et de troubles que les États-Unis viennent de traverser, quand, contrairement aux traditions, quatre candidats, au lieu de deux, ont brigué la Présidence des États-Unis, c'est M. Woodrow Wilson qui l'a emporté par une énorme majorité, bien qu'il n'eût pas sur ses concurrents la supériorité de la réputation ; il était président de Princeton College.

Ainsi les universités, loin de souffrir de leur complète décentralisation et de leur infinie variété, y ont gagné ; leur organisation est le moins possible administrative, le plus possible familiale ; une camaraderie durable unit entre elles les générations successives qui en sortent, tout au moins les générations du même sexe, car le principe de la coéducation perd chaque année du terrain dans l'Est. C'est bien dommage. La vie commune et quasi fraternelle entre jeunes gens et jeunes filles humanise les uns et les autres et les prépare à se mieux connaître plus tard. L'indépendance de la jeune fille l'oblige à plus de tenue, en même temps qu'elle habitue le jeune homme à plus de respect d'elle et de lui-même. N'isolez pas les jeunes gens ; n'en faites pas des sauvages. Les jeunes Américains que j'ai vus dans l'Ouest confondus avec les jeunes filles m'ont paru plus charmants et plus purs que partout ailleurs, et plus forts aussi, car ils font l'éducation la plus difficile, celle de leur volonté ; ils s'habituent à livrer contre eux-mêmes le premier combat, le com-

bat qui décidera de tous les autres ; il leur faut choisir entre la débauche, impossible dans ce milieu, et la chasteté. La coéducation est une école de droiture et d'énergie. Elle rend les jeunes gens plus sociables, moins gauches, plus aptes à se conduire dans la vie. Il m'a semblé qu'à Boston les jeunes filles jouissaient encore d'une grande liberté ; je les ai vues, dans les parcs et les paysages charmants qui entourent la ville, éparpillées comme des oiseaux ; j'en ai vu beaucoup aussi dans leurs canots, sur les lacs et dans la rivière qui m'a rappelé la Tamise. Mais dans le beau Collège de Wellesley elles étaient seules, nombreux essaim ; je les ai vues dans leurs peplums aux tendres nuances, sous les ombrages et sur les pelouses vallonnées de leur parc, jouer un fragment de l'*Odyssée* traduit en anglais : l'une d'elles représentait Ulysse, une autre Nausicaa avec sa suite ; c'était charmant, mais teinté de mélancolie, plus anglais qu'américain.

J'ai parlé aussi à Vassar-College, autre collège de jeunes filles, près de l'Hudson ; pas de jeunes gens. J'ai subi là peut-être l'influence d'une journée de la fin de mai qui était très belle et celle d'un directeur admirable, sans parler de notre compatriote, M. Bracq, mais il m'a semblé voir dans ce collège indépendant, fondé par un Français nommé Vasseur, la récompense de l'initiative et de la confiance américaines : ces centaines de jeunes filles, allant et venant librement, causant, jouant dans un parc qui semblait leur parc, presque toutes grandes, élancées, nu-tête, le regard bien droit, le teint respirant la santé, habillées chacune à sa guise, mais toutes de couleurs très claires, c'était un spectacle d'ave-

nir incomparable, — à faire oublier le présent ; — était-ce en Amérique, était-ce en l'année 1911 ou 1912? non, c'était une vision de la Grèce antique, une île de la mer Égée peuplée de nymphes, au milieu desquelles je me sentais d'un autre temps, d'une autre contrée, d'une autre planète. Et je faisais, une fois de plus, cette constatation que les sports, la vie extérieure et libre, aux États-Unis comme en Angleterre, ont réussi à créer, à recréer un modèle de beauté classique, une harmonie de la tenue et de la marche, une distinction; les jeunes gens et les jeunes filles que je vois dans ces collèges sont assurément plus près du type grec que les grecs modernes. Ce qui n'empêche l'esprit boulevardier de New-York de plaisanter sur ce sujet; sur tous les murs, des affiches annonçaient une opérette dont on imagine le thème : *The Vassar Girls*. Mais l'esprit boulevardier n'est pas l'esprit public américain. Combien de fois en ai-je eu la preuve dans cette même ville de New-York? Un jour, un autre Français d'élite, Henry Bargy, me demanda de parler devant les jeunes filles de l'école normale de la cité. Elles étaient là plus d'un millier ; je ne leur ai parlé que de leur influence sur l'avenir : je n'ai jamais vu spectacle plus réconfortant que cet auditoire, le feu sacré, la flamme de dévouement joyeux et déterminé qui animait ces jeunes regards. On se figure que j'enseignais ; on ne sait pas tout ce que j'ai appris dans ces conférences.

Même impression, plus forte encore, inoubliable, à ce meeting, organisé en 1907, à l'occasion de mon passage, pour réunir les enfants des écoles de New-York et les initier à l'enseignement de la justice et de

la paix. Quoi de plus éloquent que cette manifestation préparée avec amour par les maîtres de l'Enseignement? Mais les enfants? filles ou garçons, quatre ou cinq mille, dans ce théâtre, assis dans leurs fraîches toilettes et dans leurs petits costumes bien tenus; comme ils comprenaient déjà le devoir d'organiser la société qu'ils allaient composer demain avec le même ordre, la même discipline que leurs jeux. De vrais gamins avant d'entrer et à la sortie, de petits citoyens déjà pendant toute la durée de la conférence. Comme ils se sentaient responsables, et ils l'étaient, car, livrés à eux-mêmes, par milliers, dans ces rangées interminables de fauteuils qui s'étageaient depuis la scène jusqu'au balcon, le moindre désordre dégénérait en panique; mais non, une armée de vétérans n'aurait pas mieux manœuvré. Et cette discipline volontaire qu'ils s'imposaient les préparait à toutes celles de l'avenir.

Les Américains se rendent compte qu'il ne suffit pas d'instruire la jeunesse; et c'est pourquoi on leur a reproché de trop sacrifier l'instruction; il faut l'élever, la protéger contre elle-même, à ses débuts, contre les appels du monde extérieur. Un de nos maîtres de l'enseignement français, qui visitait avec moi Columbia-University, fit cette remarque : « que de précautions pour retenir la jeunesse à l'intérieur de l'université! Voyez ces deux vastes piscines profondes où les jeunes gens, d'un côté, les jeunes filles, de l'autre, deviennent des champions de la natation; voyez cette gymnastique, ces terrains de jeux, encore trop mesurés ici, mais ailleurs sans limites, et regardez au dehors, dans les rues: pas un café, pas un bar, pas une tentation. » Il avait raison. Et je

comparais ces précautions maternelles, encouragées, dictées par l'esprit public américain, avec l'abandon complet où sont laissés nos jeunes gens à la Sorbonne, par exemple. Là rien que l'étude, belle, austère, mais rien que l'étude pour les retenir à l'intérieur ; pas un parc, pas un arbre, pas un terrain de jeu, de repos ; et, au dehors, à la porte même, le Boulevard Saint-Michel, les surenchères de l'amour qui passe, la tentation de saint Antoine. Il est clair que ceux qui résistent à cette tentation, à vingt ans ! deviennent des hommes de premier ordre ; mais les autres, parfois les meilleurs, les plus généreux, les mieux doués ?

Les Américains ne croient pas avoir tout fait quand ils ont ouvert des cours, des classes, des musées, des universités ; ils veulent former non pas quelques savants seulement, mais des générations de citoyens, des hommes, et, pour y arriver, ils commencent par soustraire, le plus possible, la jeunesse à la séduction des excès qui la flétrissent et n'aboutissent qu'à faire des malades, des sceptiques ou des abrutis.

Quoi qu'il en soit, ce régime de liberté surveillée réussit, je ne dis pas à tous les Américains, c'est entendu, mais à l'ensemble des Américains. Ce n'est pas la grâce seulement et la fierté, c'est la bonne grâce que développe aussi leur éducation, même chez les jeunes gens pourtant assez gauches à l'âge ingrat... J'ai été frappé souvent de l'obligeance des élèves ; en voici un nouvel exemple : c'était l'an dernier, en 1912 ; je visitais l'Université d'Yale, et, par exception, cette visite n'ayant pas été préparée par mes amis, je ne trouvai qu'une organisation médiocre à la gare ; des guides très courtois, mais

découragés et décourageants ; « personne à voir, rien à faire, rien à dire, rien à entendre, etc. » J'étais d'autant plus désappointé que j'avais décidé l'aviateur Blériot et un de nos amis français à m'accompagner. Je comptais faire aux jeunes gens, le grand plaisir de cette surprise. Mais non, « c'était impossible ; on ne s'intéressait à rien ; il n'y avait qu'à déjeuner et à s'en retourner »... Je ne renonce pas facilement à mes projets : je maugréai d'abord, puis, ayant réfléchi, j'avisai deux jeunes étudiants qui traversaient le campus ; je leur expliquai la situation, le malentendu, ma visite perdue pour moi, celle de Blériot perdue pour eux. « Oh, c'est trop dommage », dirent-ils, « mais attendez » ; et aussitôt les voilà qui vont s'adresser au doyen et, tandis que nous déjeunons dans une maison hospitalière, préviennent leurs camarades qui arrivent en foule ; en un clin d'œil les voilà massés en plein air ; nous pouvons gaiement leur parler, leur serrer les mains, échanger des sympathies. L'initiative et la bonne grâce de ces jeunes gens avaient sauvé notre journée.

Le plus étonnant est que ces initiatives ne sont jamais découragées. Il en est pourtant de fâcheuses, de temps à autre, cela va de soi ; mais l'exception confirme la règle. L'extrême liberté ne va pas sans une tolérance invraisemblable à nos yeux d'Européens. Toutes ces jeunes filles de Vassar-College appartiennent à des religions diverses, les unes à telle ou telle secte protestante, les autres sont christian-scientists, les autres catholiques, les autres israélites ou à peu près libres penseuses. Il n'existe pourtant dans ce collège qu'un seul temple, une

belle église où elles vont toutes ensemble et à la même heure, se recueillir, chanter, réciter une prière commune; toujours *E pluribus unum*. Il en est de même à Columbia-University. Je m'arrête un jour devant la chapelle et je demande au président : « Qui fait le service? qui parle à ces jeunes filles, à ces jeunes gens? » Il me répond : « Celui qui a quelque chose de bien à leur enseigner; vous, si vous voulez. » « Mais, repris-je, si celui qui assume cette responsabilité s'en acquitte mal? » « Nous faisons la part de l'intention et nous comptons sur l'esprit public qui préside ici comme ailleurs. »

L'église est une école; tout est aux écoles; Henry Bargy, dans son beau livre sur la religion aux États-Unis, écrit : « Les temples ne sont plus des sanctuaires; la chaire devient une tribune; l'enseignement des sciences morales et sociales prend quelque chose de religieux, et la religion quelque chose de laïque...; l'Église évolue vers l'université populaire. » « C'est l'Église au service de l'intelligence humaine; ce n'est plus l'homme au service de Dieu ». J'ai vu dans les églises applaudir et dans les théâtres chanter des cantiques. Le président Ch. Eliot, était l'apôtre d'une conception religieuse qui supprime le culte et qui certainement n'était pas celle de tous les parents des milliers d'élèves de son université; son action éducatrice était loin d'en être diminuée.

En politique, cette tolérance n'est pas moins extraordinaire. Le président Wheeler que nous avons vu présider l'Université d'État de Californie faisait ardemment campagne contre le président Taft ou, si on préfère, pour son concurrent, le colonel Roosevelt. Dans le même État, le président de l'Université

de Stanford était démocrate et pacifiste militant. A New-York, le président de Columbia University a joué un rôle important à la convention républicaine de Chicago. Quant au président de Princeton, on conçoit qu'il était ardent Wilsonien.

Cette liberté des éducateurs s'exerce même dans la politique extérieure. Surtout dans les universités j'ai trouvé mieux que l'hospitalité, des amitiés pour m'encourager; et ces amitiés sont devenues une collaboration suivie. Le président N. Murray Butler qui, dès 1902, m'engageait à faire auprès du président Roosevelt la démarche dont j'ai parlé, a pris, depuis lors, la direction d'un mouvement qui s'accorde très bien avec ses fonctions universitaires, pour développer, selon notre formule devenue commune, « la prospérité intérieure de son pays à la faveur de ses bonnes relations extérieures » ; la branche américaine de la « Conciliation internationale » qu'il a fondée aux États-Unis est plus importante à elle seule que toutes les autres ; elle compte près de cent mille adhérents, recrutés parmi l'élite de tout le pays. C'est lui qu'Andrew Carnegie a choisi, avec Elihu Root, pour être l'un des directeurs, l'une des âmes de sa colossale fondation pour la paix. Il a présidé pendant plusieurs années de suite les conférences retentissantes de Lake-Mohonk pour l'Arbitrage International, et chacun de ses discours d'ouverture a été un manifeste politique qui pouvait certainement contrarier les opinions de plus d'une famille de ses élèves. Cela n'a pas empêché le nombre de ces élèves d'augmenter chaque année, ainsi que le nombre des donations qui affluent à son université. Il a grandement contribué, avec les nombreux éducateurs qui

participent à son action, à l'évolution de l'esprit public américain dans le sens bien défini de l'arbitrage et de la conciliation.

Parlons maintenant de cette grande tribune de Lake-Mohonk, étrange institution et, je crois, unique au monde. C'est à côté de l'Université et de l'Église, et des fondations de toutes sortes, encore une forme d'enseignement libre aux États-Unis.

II. — LAKE-MOHONK

Lake-Mohonk a été fondé par deux instituteurs de Providence, deux jumeaux, les frères Smiley, deux professeurs d'idéal, lesquels, non contents d'avoir élevé la jeunesse jusqu'à leur âge mûr, ont entrepris d'instruire l'opinion, l'esprit public, la presse, les partis politiques ; ils ont eu cette inspiration de créer aux États-Unis, une tribune réservée à la défense des grandes idées et des grandes causes. Ils ont réalisé ce rêve en commençant par faire fortune ; ils firent d'une pierre deux coups, et voici comment : ils découvrirent d'abord un terrain solide, attrayant et vaste où leur rêve pût prendre racine et se développer ; ils construisirent ce nid, non sur un nuage, mais sur le rocher, au bord d'un lac profond et pur, dans la solitude des montagnes escarpées, assez loin pour être à l'abri des importuns, assez accessible pour y réunir les Américains et les Américaines de bonne volonté ayant comme eux un idéal. Le temps me manque pour décrire cette région admirable, encore vierge, où tout est silence, lumière, liberté. Elle n'est pourtant qu'à mi-chemin entre New-York

et Albany, la capitale de l'État ; mais elle est d'un accès compliqué ; on y arrive de New-York, soit par le chemin de fer jusqu'à Poughkeepsie, soit par ces magnifiques paquebots qui font le service de l'Hudson et glissent majestueux comme des cygnes sur la nappe du fleuve, le long des rochers et des bois. En face de Poughkeepsie on trouve un train qui vous mène dans la montagne jusqu'à New-Paltz où l'on passe dans un trolley qui vous conduit à quelques milles de Lake-Mohonk. C'est le commencement, l'approche des monts Katskill. Dans cette profonde retraite que l'industrie des hommes avait respectée, les frères Smiley allèrent au centre, au cœur des forêts et des lacs, et là se tracèrent un immense domaine, impénétrable, et qu'ils ont acquis peu à peu, partie sur leurs économies, partie par emprunts ; ils y ont fait tracer des routes admirablement dessinées, rayonnant toutes du point central, et là, à mi-hauteur, suspendu sur le lac aux eaux transparentes, au fond de turquoise, ils bâtirent quoi donc ? un hôtel suisse !

O profanation ! non, rassurons-nous ! calcul génial ; ces deux instituteurs ont compris que leur pays ne pouvait indéfiniment vivre dans la lutte et le surmenage ; ils ont compris qu'il fallait à leurs concitoyens des jours de tranquillité, de solitude ; et ainsi fut lancée ce qui devint une mode, comme celle des lacs italiens, la cure des lacs qui sont la parure du Nord-Est des États-Unis, particulièrement plus au nord, entre les Monts Blancs et les Monts Verts, jusqu'à la frontière canadienne. Dans cette enceinte de Lake-Mohonk-Park les automobiles sont proscrites ; pas de poussière, pas d'odeur d'essence, pas de bruit ;

un garde sévère veille à l'entrée lointaine du parc et l'interdit aux fâcheux ; à l'intérieur l'alcool est prohibé : le régime de la maison est la sobriété, mais une excellente table y est très bien servie ; un bureau de poste et le télégraphe, un service de journaux quotidiens, une très grande salle de concerts et de conférences, une bibliothèque, des cabinets de lecture et de travail sont installés, tandis qu'à la porte stationnent les breaks et les voitures de toutes sortes qui vous mènent dans la montagne, ou plus près, aux terrains de jeux, au golf, au tennis. Au petit port sont amarrés les barques et les canots en grand nombre, à la disposition des voyageurs et des nageurs. Le succès de ce sanatorium pour gens bien portants, oasis septentrionale, fut tel qu'il fallut bientôt quadrupler les dimensions de l'hôtel, en hauteur, en largeur, en longueur ; aujourd'hui il peut contenir cinq à six cents voyageurs. La fortune des frères Smiley était faite. Ils en profitèrent non pour se reposer à leur tour mais pour couronner leur idée.

Chaque année, leur secrétaire dresse la liste des personnalités qui s'intéressent à une grande cause, et, chaque année, ces personnalités sont appelées à venir se rencontrer dans la solitude de Lake-Mohonk, une semaine avant l'ouverture de l'hôtel, à la fin de mai, ou après sa fermeture, en septembre. C'est ainsi que tous les Américains et les étrangers signalés par leurs services rendus à l'arbitrage international et auxquels les meilleurs journalistes du pays tiennent à se joindre, reçoivent six ou huit mois à l'avance, une invitation à venir passer ensemble trois, quatre ou cinq jours chez MM. Smiley. Des voitures vont, le jour dit, les attendre à la station du petit

chemin de fer de montagne; un peu moins d'une heure de trajet, au grand trot, jusqu'à l'habitation ; et alors commence la riante retraite, la réunion, la conspiration de toutes ces bonnes volontés qui ont besoin de se connaître, de se concerter, de s'instruire, de s'encourager mutuellement; et ces bonnes volontés, au lieu de rester de vains efforts éparpillés, deviennent une force. Elles ont les pouvoirs publics, la presse, l'opinion pour elles et non contre elles, comme ailleurs. L'un des frères Smiley est mort, l'autre octogénaire, restait pour participer aux travaux de la conférence et pour présider, plein de bonté, avec sa famille, à l'heureux séjour de tous. Il vient de mourir, cette année, léguant à ses descendants sa fortune et surtout son programme par un testament admirable.

Si on pense que cette même tribune est ouverte chaque année à d'autres bonnes volontés qui s'exercent dans des domaines divers mais tous au service d'un même idéal, et qui luttent, non sans courage, non sans grand désintéressement, aux États-Unis, contre l'égoïsme sous toutes ses formes, pour l'éducation des Nègres, par exemple, pour la défense des Indiens, pour tout ce qui paraît juste en un mot, on reconnaîtra que le pèlerinage de Lake-Mohonk est bien tentant. Je l'ai fait, j'en suis revenu ému et reconnaissant; je voudrais pouvoir le faire, comme j'y suis convié, chaque année avec ma famille. Une fois encore, j'en suis revenu plus riche en espérances, plus confiant dans le triomphe progressif de nos soi-disant chimères. Triomphe qui ne sera jamais et qui ne doit pas être définitif, car il nous faut toujours des luttes, toujours des obstacles à surmonter

pour nous rapprocher de notre but toujours inaccessible, puisqu'il s'élève avec nous-mêmes.

L'assemblée de Lake-Mohonk n'est pas une assemblée pacifiste ; elle ne s'est nullement confondue, par exemple, avec le congrès de la paix qui se réunissait quelques semaines auparavant à Baltimore et dont je me suis abstenu de parler, car ces congrès sont les mêmes dans tous les pays et je n'y assiste que par exception. A chacun son rôle ; lié par l'expérience, bonne ou mauvaise, de toute ma carrière de diplomate et par ma responsabilité parlementaire, j'encourage, dans la mesure possible, les initiatives généreuses, mais je m'associe à celles-là seules que je crois réalisables ; je parle moins en philanthrope que dans l'intérêt de mon pays, de chaque pays. Lake-Mohonk est le point de concentration où des hommes pratiques, commerçants, banquiers, hommes d'État, se rencontrent avec des gens de bien. Est-ce un mal ? N'est-il pas, au contraire, à souhaiter qu'une incompatibilité ne s'établisse pas entre la morale et la politique ? A Lake-Mohonk, aucun des malentendus que nous connaissons en Europe n'existe sur cette question de la paix : la paix est voulue délibérément par l'immense majorité du pays et, dès lors, comment ne pas discuter les moyens de l'organiser ? Comment soustraire à la discussion publique la politique extérieure du pays, politique qui détermine les sacrifices de chacun ? Comment se désintéresser des exigences de la défense nationale, des budgets de la Marine et de la Guerre, des super-Dreadnoughts, des traités avec l'étranger, des colonies, du Mexique, du canal de Panama, etc. ? Toutes ces questions intéressent ici au premier chef les éducateurs du pays : les

Américains, ignorant à peu près tout de nos difficultés historiques et géographiques européennes, ne conçoivent pas plus nos scrupules que nos embarras dans cet ordre d'idées. J'ai entendu discuter à Lake-Mohonk et ailleurs cette théorie aujourd'hui classique : les jeux en plein air sont l'équivalent moral de la guerre au point de vue de l'éducation ; les jeux développent les vertus martiales, lesquelles sont elles mêmes le complément naturel d'une paix bien organisée. Les Américains, loin de vouloir dégénérer, prétendent se fortifier, se rendre invincibles par la paix. Ils ne sont pas près de s'endormir dans les basses jouissances d'une sécurité passagère, dans les délices de Capoue; mais ils comprennent que l'exercice de la guerre n'est plus un sport ou devient un sport trop anormal et trop coûteux pour être moderne ; ils sont convaincus que les jeunes gens exercés dès l'enfance à la discipline volontaire, au tir, à l'endurance, au sang-froid, à l'agilité, au coup d'œil qu'exigent leurs jeux en plein air, seront, le cas échéant, des défenseurs de la patrie admirablement préparés.

Les conférences de Lake-Mohonk contre les surenchères de la paix armée sont l'enseignement le plus positif qu'on puisse entendre aux États-Unis.

III. — L'ÉDUCATION DES PARTIS POLITIQUES. LE SOCIALISME

Il en est de même des conférences contre l'alcoolisme ; de même des exemples de tolérance donnés en faveur des juifs, en faveur des faibles, quels qu'ils soient. Sans doute il n'est pas un de ces problèmes dont on ne puisse dire que la solution

est chimérique; mais il n'en est pas un dont on ait le droit de se désintéresser. Les idéalistes de Lake-Mohonk sont donc dans le vrai en les inscrivant à leur ordre du jour et leur grand mérite est de les imposer à l'attention par leurs discussions, fidèlement reproduites ou résumées dans tous les journaux. Lake-Mohonk est un réservoir d'idées; celles qui ont résisté à la discussion et se sont filtrées circulent ensuite dans le pays, pénétrant dans les programmes de tous les partis politiques.

Contribuer à l'éducation des divers partis; améliorer leur organisation et surtout leurs mœurs, renouveler leur idéal, substituer à l'indifférence pour les grands problèmes l'émulation, n'est-ce pas rendre un immense service, d'autant plus essentiel que le pays est plus troublé. Il y a dix ans, par exemple, la solution pacifique des conflits internationaux ne figurait sur aucun programme précis; aujourd'hui l'organisation de l'arbitrage est une plate-forme électorale pour les rooseveltistes et pour les républicains, non moins que pour les démocrates. Quant aux socialistes, leurs protestations englobent tout.

La fermentation électorale aux États-Unis est intense. Les deux grands partis historiques, démocrate et républicain, ne suffisent plus. Les mécontents, les esprits ardents, absolus, forment des camps nouveaux à la droite et à la gauche des anciens, deux partis qui ont chacun leur rôle, l'un étant le frein, l'autre le fouet; cette évolution est à peu près la même dans tous les pays parlementaires. Les problèmes économiques et sociaux ont bouleversé la situation des partis plus ou moins affaiblis par la possession du pouvoir, par les ambitions et les

défaillances individuelles, plus ou moins divisés en eux mêmes par de graves oppositions d'intérêts régionaux; il y a plus de distance aujourd'hui entre les membres rivaux d'un même parti qu'entre les principes dont se réclament deux partis adverses ; des principes vitaux, tels que le libre échange en Angleterre, sont communs à deux fractions de deux partis opposés, lesquelles les soutiennent ensemble, chacune contre le reste de son parti; les noms de ces partis ne correspondent donc plus avec la réalité; c'est une confusion dont l'opinion se lasse comme d'une enfantine duperie. Je me refuse, pour ma part, à accepter les yeux fermés les classifications politiques aux États-Unis, comme je demande aux Américains de ne pas nous juger en Europe sur des étiquettes dont le sens varie selon la latitude et les circonstances. Un radical dans le midi de la France est souvent plus conservateur qu'un républicain modéré dans le nord; certains de nos radicaux-socialistes sont des militaristes et des mégalomanes; et il en est de même de bien des radicaux anglais; de même de plus d'un démocrate américain. Il est naturel, dès lors, que les électeurs troublés réclament du nouveau et que leurs désappointements fassent surgir des surenchères; mais leur inquiétude n'est pas dangereuse pour l'avenir des États-Unis puisqu'elle réveille les énergies.

En fait, partout les partis classiques, whigs et tories, libéraux et conservateurs, sont obligés de se rapprocher pour faire le minimum ou le maximum possible de concessions aux revendications populaires : mais le maximum n'est lui-même qu'un commencement; ils représentent, en attendant, et

ils défendent, bon gré mal gré, l'impopulaire statu quo; ils forment un centre naturel de résistance plus encore que d'action, un centre de modération, d'opportunisme dont il faut bien que l'impatience humaine accepte la lente marche; un centre, en un mot, cela explique tout. Ce centre n'en a pas moins réuni aux États-Unis, au lendemain de la bataille électorale acharnée de 1912, dix millions de suffrages sur quinze millions de votants (et encore pourrait-on compter à son actif et retrouver, le moment venu, une bonne part des dissidents du parti républicain qui ont suivi de bonne foi le président Roosevelt). Ces dix millions se répartissent entre 6 500 000 démocrates, 3 500 000 républicains. Toujours en équilibre instable, aux États-Unis comme ailleurs, les deux moitiés inégales de ce centre devront arriver à s'entendre, faire accepter à leurs clientèles respectives de durs sacrifices, l'abandon de bien des situations, bien des avantages personnels; à cette condition, elles ont devant elles une carrière féconde, un ensemble de réformes idéales à réaliser alternativement, à commencer par la disparition définitive des trop fameux Boss, ces comités de corruption que la législation, sous la pression de l'esprit public, a déjà condamnés; puis et surtout le développement de l'éducation sous toutes ses formes et dans toutes les directions, l'étude des problèmes nouveaux, à l'intérieur et à l'extérieur, l'amélioration des conditions sociales, économiques du pays tout entier, dans la paix, par la paix bien comprise, bien organisée, assurée. Par cette politique seulement le centre vivra; il triomphera s'il fait passer l'intérêt du pays avant les exigences de ses coteries, les sages réformes bien

mûries avant les routines ou les surenchères; sinon, s'il reste hésitant, s'il n'a pas le courage de trouver un terrain solide entre le marécage et le précipice, s'il essaie de flatter les uns et les autres, son action ne sera qu'un simulacre, une caricature et par conséquent la justification des partis extrêmes.

Ces partis méritent tous deux qu'on ne les traite pas en quantité négligeable, car leur clientèle est la même, celle des mécontents dont un grand nombre de bonne foi.

Ce sont deux classes bien distinctes de mécontents, les riches et les pauvres; des mécontents qu'un abîme sépare, mais qu'il suffit d'une occasion accidentelle pour coaliser dans une même crise d'égarement. Le centre construit tant bien que mal, mais il construit; les deux extrêmes demandent à construire, mais ils ne peuvent s'entendre que pour détruire. Les riches mécontents sont partout les mêmes, peu importe leurs noms, — selon le pays et le moment, — chauvins, plébiscitaires, pronunciamentistes, partisans du pouvoir personnel, des armements, de la manière forte, de la dictature militaire et finalement de la guerre; appelons-les, ici ou là, pangermanistes, impérialistes, panslavistes, boulangistes, déroulèdistes ou rooseveltistes, c'est tout un. Aux États-Unis ils viennent pour la première fois de se compter, — toutes réserves faites, je viens de le dire, quant aux entraînements passagers, — et ils ont atteint le total de quatre millions sur quinze millions de votants; c'est un chiffre impressionnant, mais qu'il ne faut pas prendre au tragique, car, en dépit de ses allures démagogiques, en dépit des éléments de violence qui l'empoisonnent, ce

nouveau parti, — dit progressiste, — n'en est pas moins, dans son ensemble, une démonstration respectable des protestations patriotiques et morales des États-Unis; on a pu dire : c'est l'exploitation de l'idéalisme, c'est la satisfaction promise sans compter à toutes les aspirations généreuses du pays.

Quant au socialisme, sa faiblesse, plus encore que sa force, est d'être également un parti de destruction et de promesses; c'est la guerre à l'opportunisme, c'est la guerre au capitalisme, mais c'est la guerre. Serait-ce une religion nouvelle? Il aurait pour lui des aspirations innombrables dans le pays; mais non, ce n'est qu'une haine de plus; et c'est là ce que les Américains ne veulent pas, c'est là, non le remède, mais le danger pour un jeune peuple qui veut s'unir. On écouterait la plainte, on craint la haine. Les femmes se sont organisées beaucoup mieux, il me semble, que les socialistes, aux États-Unis, et elles ont mieux réussi; pourquoi? parce qu'elles se sont abstenues de doléances négatives ou désordonnées; elles ont spécialisé leurs revendications sur des points déterminés, contre l'alcoolisme, pour l'éducation, pour l'enfant, pour l'hygiène, etc.,

Les socialistes se rendent compte de cette infériorité. Ils n'ont réuni qu'un million de voix sur le nom de leur candidat, M. Debbs : c'est un progrès sur la dernière élection, mais il faut voir également ici ce qu'il y a derrière les chiffres. J'ai dîné avec leurs principaux chefs à New-York, dans leur cercle; ce cercle bénéficie, comme tout le reste, de la tolérance incommensurable des universités et par conséquent de l'esprit public; il a son siège dans un des pavillons de Columbia university. Ils sont bien obligés

de constater que les frontières de leur parti ne sont pas faciles à délimiter : ils n'ont même pas avec eux les organisations ouvrières, lesquelles se défient des politiciens; c'est donc que beaucoup de travailleurs leur échappent; (et je n'entends pas dire que tous les pauvres sont d'un côté, tous les riches de l'autre; j'ai connu des socialistes riches ; mes classifications personnelles ne sont pas plus parfaites que celles des partis eux-mêmes); mais, en fait, les socialistes sont un parti assez vague ; ils n'ont même pas pour eux l'ensemble des intellectuels qui veulent travailler dans le calme. En outre, ils sont bien obligés de reconnaître que dans ce pays neuf où, chaque jour, un progrès nouveau sort du sol, on a fait déjà beaucoup avant eux et sans eux; et alors ? quelle raison a-t-on de faire l'expérience de leur gouvernement ? Leur programme est nécessairement encore plus vague que leurs frontières ; ils se heurtent à des préventions, à des obstacles insurmontables ; ils s'en tirent, eux aussi, eux surtout, par des aspirations généreuses, et là, eux aussi, peuvent exercer une influence salutaire qui explique bien des sympathies qu'ils ont conquises. « Nous sommes avant tout, me dit un de leurs chefs, des idéalistes. Nous rêvons pour notre pays un avenir de justice qui accroisse la richesse commune et la mette au service de tous et non d'un petit nombre de privilégiés seulement. Nous rêvons une éducation meilleure, tout en reconnaissant qu'on a fait beaucoup pour généraliser l'enseignement populaire aux États-Unis. Notre programme est un programme de développement de la richesse et de la moralité nationales ; ces deux mots pour nous ne font qu'un : nous sommes idéalistes

et positifs au point que nos camarades d'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Cap, cherchent leurs inspirations chez nous plutôt qu'en Europe... »

Dans l'application, le socialisme a contre lui, aux États-Unis, la coexistence de trop de races, de langues et de religions diverses ; il lui est difficile de grouper tant d'éléments hétérogènes déjà divisés en eux-mêmes, véritables tours de Babel que l'ambition nationale d'être un grand peuple peut seule grouper tant bien que mal. Il est difficile, par exemple, que la propagande socialiste rapproche définitivement l'ouvrier nègre de l'ouvrier blanc ; un antagonisme poussé jusqu'à l'incompatibilité existe entre eux, à tel point que bien des patrons, en prévision de grèves ou en cas de grèves, ont soin d'avoir toujours sous la main des équipes de Nègres qu'ils opposent aux Blancs et qui brisent le mouvement. Comment agir, en outre, matériellement à travers des distances énormes, sur un convoi d'ouvriers étrangers, Allemands, Polonais, Italiens, Grecs ou autres, qui ne parlent pas la langue du pays, ne s'entendent pas, conservent longtemps les uns contre les autres leurs antagonismes traditionnels ? On a vu avec quelle passion les ouvriers syndiqués de Californie ont insisté pour écarter la concurrence de la main-d'œuvre jaune. Si le socialisme est conséquent avec lui-même, il tendra la main aux Chinois, aux Japonais, aux Nègres, les concurrents de l'ouvrier américain : et, s'il les repousse, s'il les traite en parias ; où est sa doctrine ? Il faut compter enfin avec des fautes retentissantes du socialisme qui nuisent à son crédit. Mais la vraie faiblesse des socialistes, à mon sens, c'est l'activité de l'esprit public qui ne leur laisse pas le champ libre :

c'est, jusqu'à présent, la sagesse relative des deux grands partis républicain et démocrate qui, tout en dépensant beaucoup trop pour préparer une guerre dont personne ne veut, restent néanmoins pacifiques. Si l'influence chauvine prenait le dessus, si le Gouvernement se militarisait, le socialisme doublerait le nombre de ses voix, comme on l'a vu en Allemagne. C'est l'ardeur au travail qui anime tout le pays sans exception, c'est l'absence d'oisifs ; ce sont ces femmes, dont j'ai parlé, ces enfants, ces riches eux-mêmes qui s'emploient passionnément à faire œuvre utile ; toutes ces œuvres, si nombreuses partout, deviennent la règle et non l'exception ; toutes ces œuvres au bénéfice de l'éducation, par exemple, le peuple sait bien qu'il en profite largement, et cela suffirait déjà pour l'empêcher de condamner en bloc une organisation qui a donné de tels résultats et qui lui ouvre l'avenir. Le socialisme n'a pas autant d'action qu'ailleurs aux États-Unis, parce qu'il ne peut pas avoir de programme, parce que la population est rare, clairsemée, variée, divisée et non encore acclimatée, et parce qu'il se heurte surtout à un trop grand nombre de philanthropes.

IV. — LES INDIENS

Une question autrement grave que l'avenir du socialisme aux États-Unis est celle des Nègres et, moralement, celle des Indiens ; les socialistes seraient fort embarrassés s'ils avaient à se prononcer sur ces deux questions selon leurs principes. L'idéalisme le plus pur, là comme ailleurs, doit compter avec les

faits ; là comme ailleurs s'applique la triste parole : « la raison n'est pas toute-puissante ; elle supporte ce qu'elle ne peut pas empêcher. » Les frères Smiley ont eu le mérite d'inscrire ces deux questions au programme de leurs conférences, et, pour être tout à fait exact, c'est par les Indiens qu'ils ont commencé, avant même d'avoir fondé Lake-Mohonk. La première des conférences indiennes date de 1883 ; elles se sont renouvelées, depuis lors, chaque année, groupant une élite de généraux, de savants, d'évêques, de publicistes américains et, à mesure que leur efficacité incontestable s'est affirmée, elles ont étendu leur champ d'action, combattant partout la doctrine de la domination des indigènes, pour y substituer celle de l'éducation, de la coopération, aux îles Hawaï, à Porto-Rico, aux Philippines, comme à l'intérieur des États Unis. Incalculable est le bienfait de ces activités spontanées ; bienfait trop tardif, mais politique au premier chef, si on pense aux fautes qu'elles ont épargnées aux Gouvernements ; aux germes de haine et de représailles qu'elles ont empêché de propager !

Le mérite fut en proportion des préventions à vaincre. Aujourd'hui encore je vois les meilleurs et les plus généreux, parmi mes amis, sceptiques sur cette seule question : l'avenir des Indiens et des Nègres. Ils ne croient pas au « bon Indien » ; ils s'en tiennent à l'un de ces mots à la Voltaire qui résument brillamment l'erreur d'une société et d'une époque ; répétant avec le général Sherman : « le bon Indien a toujours été un Indien mort », *the good Indian was a dead Indian ;* et ils n'ont, en effet, qu'à choisir parmi les vices qu'on reproche aux Indiens, la

paresse, l'ivrognerie, la débauche, etc. Tel est le son de cloche que j'ai entendu pendant vingt ans et davantage. A Lake-Mohonk et ailleurs, par la suite, un autre m'a frappé ; je ne parlerai que des témoignages d'hommes d'État.

M. Elihu Root, par exemple, parlant à la célébration du tricentenaire de Champlain, en 1909, attribue le triomphe final des Anglais principalement au fait qu'ils ont eu pour eux les Iroquois, c'est-à-dire les Indiens les plus nombreux et les plus forts, tandis que la France, en dépit de ses héros, s'était mise du côté des Hurons. Il ne fait entrer qu'en seconde ligne les défections du gouvernement de Louis XV, les jalousies implacables et les divisions qui provoquèrent, aggravèrent ces défections et paralysèrent nos pionniers. Ce n'est pas la faiblesse des Hurons mais celle de nos gouvernements qui nous a perdus : il ne faut pas chercher ailleurs. En tout cas, Elihu Root reconnaît la valeur immense des services que les Indiens ont été capables de rendre à la civilisation et il confirme ce que nous savions par les correspondances du temps, sans parler de Fenimore Cooper et de Francis Parkman ; tous reconnaissent que les Indiens ont eu leurs défauts, mais que leur plus grand tort a été de s'obstiner à vivre d'une existence qui a disparu. Leur a-t-on permis de vivre autrement ? Ils ont disparu avec la chasse, la prairie, les bois, le gibier ; ils ont disparu surtout par la guerre qu'ils se faisaient les uns aux autres. Ils ont disparu enfin parce que, non content de les combattre, comme la fatalité des représailles réciproques ou l'enchaînement des faits accomplis l'y obligeait plus ou moins, le gouvernement des États-Unis n'a pas

fait avec eux une paix acceptable, une paix véritable. Il a cantonné ces nomades dans des territoires réservés, sans leur laisser les moyens ni même le temps d'y prendre racine, les refoulant provisoirement, comme des troupeaux, d'espace en espace, toujours plus loin de leur pays d'origine. Au lieu de mesurer la valeur de leurs services possibles à leurs résistances passées, au lieu de tirer parti de cette force, il a préféré l'anéantir. Les vaincre et les conquérir, c'était assez beau; fallait-il, en outre, les condamner? Pourquoi? parce que la faiblesse gouvernementale capitule devant les sommations chauvines, parce qu'il a suffi sans doute à quelques aventuriers de dénoncer l'Indien qu'ils voulaient dépouiller pour en faire un ennemi national, parce que la difficulté était de vaincre non pas cet ennemi mais l'impatience américaine ; la difficulté était de s'arrêter et de faire effort pour ramener à soi les Indiens. Les Américains qui ont pourtant fait tant de choses plus difficiles, n'ont pas su les aider à transformer leur existence à mesure que se transformait leur pays; les Indiens ont vécu oisifs, mal nourris, mal vêtus, mal logés, sans espoir, sans but, alcoolisés, malades, de moins en moins nombreux et ne se mariant qu'entre eux, condamnés à dégénérer et à mourir ; on n'a vu en eux qu'un obstacle, un objet de crainte, de dégout, pour les uns, de curiosité et d'exhibition pour les autres.

Le même problème existe dans toutes les colonies européennes encore de nos jours; qu'on y pense; si nous n'avions écouté que nos mauvais instincts en Tunisie, il y a seulement trente ans, nous aurions voulu réduire l'indigène au même état que les Peaux

Rouges[1]. Il est plus facile d'exterminer ou de dégrader un peuple que de l'instruire ; mais quand il s'agit de le remplacer, on s'aperçoit qu'on peut trouver pire et on le regrette. Rien ne prouve qu'avec un peu de patience et de crédit on n'aurait pas pu tirer des Indiens de la force et de la beauté. Les fautes qui ont éliminé l'action française de la mise en valeur du nouveau monde et qui ont livré l'avenir à la langue anglaise et à la domination exclusive de l'immigrant européen, ont peut être fait perdre à la civilisation le bénéfice d'une expérience qui méritait d'être faite et qui, pour la première fois, pouvait se faire dans des conditions extrêmement favorables, l'expérience du système de gouvernement de Dupleix, avec la collaboration des indigènes, avec la part faite aux Indiens dans l'administration de leur pays. Car là, l'indigène n'était ni le Nègre, ni le Chinois, ni l'Arabe, ni le fanatique ennemi de la race blanche, c'était la race blanche elle-même, ou du moins, — puisque la science hésite à se prononcer sur ce point, — l'un des plus beaux types qui se puissent rencontrer ; c'était une race blanche ou presque blanche, fétichiste sans doute et réfractaire aux conversions contradictoires des missionnaires catholiques et protestants, mais c'était le fond, le métal qui n'attendait que l'alliage d'une civilisation plus haute pour s'affiner et devenir peut être incomparable. La plupart des reproches que nous adressons aux Indiens peuvent se retourner contre nous : tous les explorateurs ont vanté leur fidélité ; ils l'ont éprouvée, puisqu'ils

1. V. *La Politique Française en Tunisie*. Le Protectorat et ses origines, (1854-1891), par l'auteur du présent ouvrage. 1 vol., in-8°. Plon éditeur, Paris, 1891.

se sont confiés à eux, sous leur protection, pendant des années ; mais les explorateurs ont été suivis par les trafiquants ; les conquérants par les spéculateurs, et quels traitements ont été infligés aux Indiens en récompense de leur fidélité ? que n'a-t-on pas fait pour les démoraliser ? La faute est générale ; c'est une question de degrés ; les Français, les Anglais surtout en partagent plus ou moins la responsabilité avec les Génois, les Espagnols, les Portugais, lesquels s'inspirant eux-mêmes des traditions turques et barbaresques, héritage monstrueux de toutes les dominations, de tous les esclavages, de toutes les mutilations de l'antiquité, furent les premiers coupables. On sait quelle était la douceur, la bonté, la beauté des populations naïves qui ouvrirent à Christophe-Colomb les Antilles, et tout le nouveau monde aux navigateurs européens, jusqu'aux îles paisibles de l'océan nommé Pacifique ; on sait avec quelle sauvage cruauté toutes ces races ont été détruites par le fer, le feu, les maladies, le supplice des travaux forcés, des mines d'or ; par quelle dévastation générale nous avons répondu à leur accueil, tuant tout, les hommes et les animaux, brûlant les forêts, dépeuplant jusqu'à l'océan, jusqu'aux régions boréales, tarissant partout les sources de l'avenir, la sève. Est-ce donc une loi sans appel ? L'histoire de la colonisation européenne se divisera-t-elle, dans tous les temps et sur toute la terre, en trois périodes plus ou moins prolongées mais invariables : celle de l'effort héroïque d'abord, puis celle de l'exploitation du plus faible, sans contrôle, sans frein, et enfin la troisième, celle du châtiment ?

J'ai souvent pensé à la douleur et à la honte que

ressentiraient nos pionniers s'ils pouvaient revivre et constater comment a été tenue leur parole ; s'ils voyaient le pays balayé de tous ses souvenirs, jusqu'aux noms hollandais et français effacés, pour la plupart, et changés en noms anglais, sous l'influence des haines de l'époque. Pour être équitable, Francis Parkman a remarqué la différence capitale qui existe entre la colonisation des Français et celle des Anglais. Pour l'Anglais, les Indiens sont des intrus, il les ignore jusqu'au jour où il peut s'en débarrasser : l'idée ne lui vient pas de fraterniser avec eux, il les supprime sans émotion. Pour le Français, les Indiens étaient des hommes, des auxiliaires, des amis. Les Anglais n'ont su ni comprendre, ni aimer les Indiens ; les Américains ont longtemps suivi leur exemple ; c'est un grand malheur. On ne pouvait pas l'éviter, me dit-on ; sans vouloir excuser les rigueurs ou la mauvaise foi gouvernementales, pouvait-on forcer les Anglais à aimer ? Il est vrai que les Espagnols ont bien su peupler le Pérou de métis nés de leurs unions avec les indigènes. C'est une question de tempérament, et on peut se demander si la civilisation à gagné à ces mélanges ? Mais il y a plus, et cela est grave : la situation des Espagnols, au Sud, était toute autre que celle des Anglais, au Nord ; les Espagnols n'étaient attirés au Pérou que par l'appât de l'or ; ils y venaient sans leurs femmes, sans leurs familles, légers de scrupules, n'attachant aucune importance à de passagères liaisons ; les puritains anglais, au contraire, s'étaient expatriés devant les persécutions, sacrifiant tout à leur foi, l'affirmant et la fortifiant par l'exil en commun, pour toujours. C'était la fondation d'un monde nouveau qu'ils entre-

prenaient avec leur famille, avec l'austère intégrité de leurs mœurs, avec leur fierté de race, leur orgueil anglo-saxon. C'en était fait de cette famille et de leur ambition s'ils se mêlaient aux indigènes; au lieu d'attirer des compatriotes à leur suite, ils disparaissaient, plus ou moins, eux-mêmes, submergés, eux et leurs principes. Quoi qu'il en soit, le puritanisme anglais a certainement exalté bien des vertus dont les États-Unis ont hérité, mais il ne pouvait peupler l'Amérique à lui tout seul; il a contribué, avec la disparition de l'élément français, à arrêter la fusion des Européens et des indigènes, et, s'il est vrai que cette fusion a donné parfois des résultats médiocres ou mauvais, elle en a donné aussi de remarquables. Les faits sont les faits; la beauté d'une race est le résultat de qualités séculaires; les contemporains de Champlain s'accordent à représenter les Hurons comme des êtres admirables; aujourd'hui encore on voit des Indiens beaux comme l'antique; leur profil est celui d'une médaille, le type de l'empereur romain; tous ces Césars de la prairie méritaient mieux que le dédain, la condamnation sans jugement; leur sang frais eût régénéré celui de l'Europe. Heureusement, disons-le tout bas, bien des condamnés ont dû réussir à adoucir leurs vainqueurs, si on en juge par le nombre d'Américains du Nord dans les veines desquels coule manifestement du sang indien. La nature a ses revanches, et ce n'est pas le hasard ni l'imagination seulement qui ont fait passer dans les yeux de tant de jeunes athlètes américains je ne sais quel reflet d'un passé bien antérieur à l'arrivée des puritains dans le nouveau monde; je ne sais quel secret besoin aussi de réhabilitation, car il en est

aujourd'hui des Indiens comme des forêts elles-mêmes, un sentiment de réaction en leur faveur s'est prononcé. Rien n'est perdu me dit un optimiste ; les Indiens n'ont jamais été beaucoup plus nombreux qu'à l'heure actuelle, ils ont fait parler d'eux parce qu'ils se battaient sans cesse, mais ils vivaient très clairsemés sous la menace continuelle de s'entre-détruire ; ils sont aujourd'hui environ 400 000 aux États-Unis, dans les territoires réservés qui leur restent, jusqu'à nouvel ordre. Peut-être n'étaient-ils pas davantage, il y a deux siècles ? Peut-être consentiront-ils maintenant, cessant d'être des guerriers, à se mêler à la vie pacifique et laborieuse de la nation, à devenir agriculteurs ; ils y sont encouragés, grâce aux bienfaisantes réactions de l'initiative privée ; il n'est personne qui ne voie en eux un élément de peuplement autrement sain, autrement riche que certains émigrants poussés par la misère ou les persécutions des contrées les plus déshéritées de l'Orient à venir chercher fortune aux États-Unis.

Bientôt on regrettera qu'ils soient si peu ; quand l'histoire portera de très loin ses grands jugements d'ensemble sur une époque, que dira-t-elle de ces ravages de la première coulée européenne dans le nouveau monde ? Que dira-t-elle de cette double folie qui nous a fait vider l'Amérique de sa population naturelle pour la remplacer par les Nègres arrachés à un autre monde ? Que dira-t-elle quand il lui faudra constater ce que sont devenus ces Nègres aux États-Unis ?

N'est-ce pas Jefferson qui a dit : je tremble pour mon pays quand je pense qu'il y a une justice !

V. — LES NÈGRES

Les Nègres étaient environ quatre millions aux États-Unis, il y a cinquante ans, quand ils cessèrent d'être esclaves ; ils sont aujourd'hui dix millions, plus du dixième de la population du pays ; et ils ne cessent d'augmenter ; ils meurent en grand nombre, mais le chiffre de leur natalité dépasse celui des décès ; comment résoudre un tel problème ?

Tout se paie. Les États-Unis supportent le châtiment de l'un des pires crimes de l'Europe. On n'asservit pas, de nos jours, un peuple impunément, à plus forte raison une race ; tôt ou tard, le droit a sa revanche. Exemple : les États Balkaniques. On m'objecte la Pologne, l'Alsace ! Je réponds : attendez la fin.

Je vois bien le danger, la complexité du problème nègre ; je n'en vois pas la solution. Les Américains ont fait l'impossible ; ils l'ont abordé par la guerre de Sécession, au risque de leur existence, en supprimant en masse l'esclavage ; comment désespérer d'eux après un pareil effort ? mais quelle sera la suite ?

Les Américains, dès l'origine, n'ont pas été bien partagés par la traite des Nègres. Les races de Nègres sont plus diverses encore que celles qui divisent les Blancs ; il existe entre eux des degrés de civilisation ou de barbarie qui sont des abîmes. Les plus doux, les plus intelligents, les plus laborieux, le meilleur sang de l'Afrique Occidentale, originaires de peuples pasteurs et agriculteurs, sont dans les Antilles, à

Cuba où, traités avec douceur par les Espagnols, ils progressent. L'inhumanité de Napoléon Ier à Saint-Domingue a paralysé pourtant ce progrès, au grand dommage des Nègres, de la France et de la civilisation. Les autres, ceux qui furent importés à la Louisiane et par là aux États-Unis, opposés aux Indiens, appartenaient, au contraire, à des tribus guerrières, cannibales ; ces tribus, excitées par les négriers qui les attendaient à la côte, ne cessaient de se combattre les unes les autres ; elles razziaient le pays, détruisaient tout pour se voler réciproquement femmes et enfants ; cela fait, les vainqueurs formaient ces caravanes qui existaient encore hier et qu'ils menaient, en de longs voyages, jusqu'à la mer ; là, leurs prisonniers vendus changeaient de chaînes ; le « bois d'ébène » allait s'entasser à fond de cale, à bord de ces voiliers, — dignes pendants des galères de la Méditerranée, — commandés par quels criminels ! et dont on ne saura jamais ce que furent les atroces traversées. Arrivé dans le nouveau monde, ce qui restait vivant du bétail humain était débarqué, conduit au marché, nettoyé, vendu à la criée, — j'ai vu à la Nouvelle-Orléans la pierre où on l'exposait, — puis expédié au hasard, mais sous la garde de vigoureux chiens, sur un point ou un autre du pays. Les uns, répandus sur les plantations françaises, généralement bien traités, faisaient partie de la famille ; ils s'humanisèrent, devinrent les « bons Nègres » dont s'inspira la littérature libératrice que l'on sait, jusqu'au jour où, résultat paradoxal, la guerre de Sécession les ayant affranchis sans préparation les jeta sur les grands chemins ; les autres, employés, sans aucune instruction, sans avenir, dans les usines, dans les

travaux de terrassement et de constructions, formèrent une catégorie naturellement inférieure à celle des ouvriers libres européens. Là encore, le grand dédain des Anglais et des Américains à leur suite ne facilita pas leur éducation ; en sorte que, séparés de la population blanche par leur atavisme inquiétant, par leur couleur, par leur ignorance, leur tempérament et leurs mœurs, il ne leur resta littéralement d'autre ressource que de s'abrutir ; plus esclaves que jamais ; deux fois esclaves, anciens esclaves de maîtres souvent eux mêmes dégradés, esclaves de leur instinct animal exaspéré par l'alcoolisme et l'orgie. On comprend qu'ils aient été l'objet, dans la colonie européenne, d'une prévention irréductible, l'horreur du noir, le parti pris de la part du blanc de n'avoir aucun contact avec eux, de les utiliser comme des animaux et rien de plus. On comprend ainsi qu'il soit difficile de revenir sur les conséquences d'un tel régime, funeste au maître autant qu'à l'esclave. C'est l'incompatibilité raisonnée et non pas physique seulement entre deux races. Aujourd'hui encore, dans le Sud, les Nègres affranchis n'ont pas conquis le droit de s'asseoir à côté d'un Blanc. Il m'est arrivé plus d'une fois de me placer, sans y prendre garde, dans le premier compartiment venu d'un tramway qui se trouvait être celui des Nègres et de voir le conducteur m'inviter d'un geste à passer dans l'autre. Dans les gares du Sud, les Nègres ont leurs salles, leurs restaurants à part : les Nègres sont des affranchis, non des citoyens. On s'explique les exécutions sommaires et qui nous paraissent monstrueuses dont sont victimes les Nègres de la part des Blancs ; la loi de lynch, survivance des luttes contre les Indiens.

La bestialité des attentats commis par les Nègres en état d'ivresse soulève à la fois l'indignation et l'épouvante, en raison de la pauvre organisation de la justice dans un pays si vaste, si peu peuplé. Les Blancs se sentant en minorité perdent la tête et, ne comptant pas sur l'application de la loi, se protègent eux-mêmes par la violence contre la violence. Le malheur est, qu'à la différence de l'Indien, le Nègre ne peut pas attendre son salut d'une fusion de son sang dans celui du Blanc. Indépendamment des préventions instinctives dont je viens de parler, on compte avec le danger qui résulterait d'un mélange abusif des races pour la civilisation ; on se demande s'il n'y pas lieu de modérer le plus possible ce mélange, au moment où les découvertes de la science vont certainement contribuer à le rendre de plus en plus fréquent ; à mesure que, l'isthme de Panama percé comme celui de Suez, les continents africains et asiatiques sillonnés de chemins de fer, toutes les races seront de plus en plus rapprochées et confondues.

L'intérêt général humain exige l'émulation et non la confusion entre les différentes races du globe. Le mélange du sang blanc et du sang noir passe d'ailleurs, aux États-Unis, pour donner de très mauvais résultats ; on assure qu'un métis, un mulâtre, un quart de Nègre perd les qualités du Nègre pour prendre les défauts du Blanc, et c'est une conviction accréditée au point d'entraîner des complications sociales inextricables. Un blanc épouse une négresse ; un enfant naît : il ne trouve sa place nulle part ; il est dépaysé partout ; il rit, de son double rire d'enfant et de Nègre, à la vie qui se ferme pour lui her-

métiquement. Aucun enfant blanc ne jouera avec lui. Quelle cruauté ! ai-je dit souvent. « Prenez garde », m'a-t-on répondu ; « allez-vous exposer cet enfant à vivre avec d'autres enfants dont il ne pourra partager l'avenir ? Ce petit garçon noir peut-il devenir le compagnon de cette petite fille blanche qu'il ne devra jamais épouser, sous peine de créer lui-même d'autres malheureux, d'autres isolés, d'autres parias... ? Combien de fois a-t-on défini l'âme de cette enfant née d'un mariage mixte, une âme blanche emprisonnée dans un corps noir ? »

Et, en attendant que le problème soit résolu, il s'aggrave ; les nègres se multiplient, étrangers malgré tout parmi la population américaine, bien plus, les seuls étrangers qu'elle ne puisse pas assimiler ; et, ce qui est encore déconcertant, la population noire est très inégalement répartie dans les quarante-huit États de l'Union ; à peu près nulle ici, elle est en majorité ailleurs ; dans l'État d'Alabama, elle atteint la proportion de sept contre un. Voilà cette population inadoptée, bien qu'affranchie, et qui va décider du sort d'un État, de plusieurs États, puisque le suffrage des Nègres entre en ligne de compte, et finalement, — dans une heure de crise, — du sort de la Fédération tout entière.

Oui, tout se paie ! Les États-Unis le paient cher aujourd'hui, le crime de nos marchands de bois d'ébène ; ils ne savent que faire à présent de ces Noirs et de leurs descendants qui pullulent. Ils ont essayé un autre moyen : ils ont voulu leur reconstituer à la côte occidentale d'Afrique une patrie, la République de Libéria, mais les Nègres acclimatés en Amérique, n'ont pas voulu retraverser l'Océan. Ils

ont répondu : « Vous nous garderez ; nous sommes en vous ! » Et ils sont restés aux États-Unis. Qu'y deviendront-ils ? J'ai longtemps désespéré de leur sort et de la solution du problème, jusqu'au jour où des hommes admirables, dont la hauteur d'âme rappelle celle des grands libéraux d'autrefois, m'ont ému par la fermeté de leur confiance. Et d'abord, j'ai dû tenir compte de l'effort énorme qui a été fait depuis la guerre de Sécession pour instruire les Nègres, les élever au-dessus de leur ancien niveau. A quoi bon les instruire pourtant, les admettre au bienfait de la coéducation générale dans leur pays ? Les instruire pour les mêler à la race américaine, c'est impossible ; et pour les exclure de la vie nationale, c'est également impossible. Alors quoi ? Allez-vous élever dix millions de frères ennemis en face de quatre-vingts millions d'Américains... ?

Les Américains cependant ne désespèrent pas ; ils ne désespèrent jamais ; ils me disent : nous avons passé le plus mauvais moment, le lendemain de l'émancipation des Nègres. On ne s'était pas préoccupé de l'avenir des affranchis, et cet avenir fut déplorable : que faire d'une génération qui n'avait pas de pères ? subitement éveillée à la liberté sans l'avoir jamais pratiquée, livrée à elle-même sans avoir jamais connu d'autre volonté que celle du maître, libre de travailler pour vivre, alors que le travail déshonoré était, à leurs yeux, l'esclavage même. C'était la paresse, la misère, la dégradation inévitable : aussi avons-nous vu, au lendemain de leur émancipation, les pires Nègres qui aient jamais existé, des fils d'esclaves ! Mais aujourd'hui cette génération disparaît ; l'instinct de conservation a

réagi. Des hommes de bonne volonté, là comme ailleurs, se sont offerts pour faciliter la transition, et cette transition c'est l'éducation. Une école remarquable a été fondée dans l'Alabama, le collège de Tuskegee, par le célèbre et excellent docteur mulâtre Booker T. Washington. Cette école a déjà rendu et rend des services chaque jour plus évidents. Les Nègres et les Négresses, en grand nombre, y reçoivent une instruction intellectuelle et morale qu'ils propagent, à leur tour, dans ce pays jusqu'alors si pauvre même en instituteurs blancs ; ils ont déjà élevé le niveau général des Nègres au delà de toute attente, en bien peu d'années. Les Nègres ont pris goût à l'éducation, s'en sont montrés dignes ; ils ont leurs médecins, leurs avocats, leurs banquiers, leurs compagnies d'assurances, etc., dirigées par des Nègres. Dans les maisons particulières et dans les hôtels, le service des Nègres et des mulâtres est excellent ; j'ai parlé des qualités de tenue, d'exactitude, d'honnêteté et des aptitudes, véritable spécialité, presque un monopole, acquis par les Nègres dans tous les trains de chemins de fer. Le docteur Booker Washington est lui-même un exemple de la haute culture à laquelle peut prétendre un Nègre et des services supérieurs qu'il peut rendre à son pays. Mais à mesure qu'on approfondit le problème, on découvre d'autres indications que je n'ai pas le droit d'omettre. Je m'en tiendrai au témoignage des hommes les plus autorisés.

Un Canadien, Sir William van Horne, connu par l'importance de ses entreprises de chemins de fer et autres au Canada et à Cuba, me résume son opinion en disant : « Les Américains ont imité l'erreur

des Anglais, ils n'ont pas compris qu'on obtient tout des hommes, qu'ils soient noirs, jaunes ou blancs, quand on les traite bien. J'ai employé des Nègres à Cuba ; je leur ai prodigué ma confiance, je leur ai donné des sommes considérables, des messages importants, des documents de haute valeur à porter d'une extrémité de l'île à l'autre, à travers tous les risques de la forêt et des solitudes ; ils ne m'ont jamais trompé ». Ce témoignage contemporain confirme celui des plus nobles explorateurs européens de l'Afrique ou de l'Asie. Brazza n'a jamais agi autrement que par la douceur ; c'est avec quelques hommes que le commandant Marchand, — et combien d'autres comme lui, — a traversé l'Afrique de l'ouest à l'est ; l'Allemand Nachtigal a vécu seul dans la région du lac Tchad ; Auguste Pavie de même et pendant beaucoup plus longtemps dans le haut Mékong que sa droiture d'âme a conquis ; Livingstone est la personnification de la confiance et de la bonté justifiées, puisque les Nègres, pendant trente ans qu'il s'est abandonné à eux, l'ont gardé, aimé, à tel point qu'ils ont respecté jusqu'à son cadavre qui parle pour eux au monde entier dans l'abbaye de Westminster.

Le général Léonard Wood, Gouverneur général de Cuba, a réparé ou corrigé l'erreur de ses compatriotes avec son cœur plus encore qu'avec son intelligence : il a développé l'instruction des Nègres, fondé des écoles par centaines, par milliers, élevant en très peu de temps leur nombre de 100 à 5 500. Le résultat a été immédiat.

Les Nègres ont un grand sentiment de leur dignité ; abaissez-les, vous les dégradez ; instruisez-

les et ils s'instruiront ensuite les uns les autres.

Il existe dans l'État de Virginie une école de Nègres, Hampton Institute ; je ne puis oublier la confusion que j'ai ressentie en écoutant le Directeur blanc, M. Hollis Burke Frissel, m'exposer la question comme il la voit. Jamais jusqu'alors je n'avais mesuré la grande injustice, le grand crime, que maintenant j'ai compris. Ce Directeur m'a parlé avec la simplicité d'un homme de bien, mais comme ont dû parler avant lui les inspirateurs qui ont régénéré le monde. Il m'a révélé l'affreuse condition, depuis toujours, depuis l'esclavage babylonien, romain, musulman, de ces Nègres à qui nous reprochons de ne pas être nos semblables. Il se refuse à les exclure du grand mouvement humain et à douter de leur contribution au progrès général. Il a évoqué devant moi la grandeur possible, certaine, à ses yeux, de ces mondes nouveaux qui s'éveillent et ne connaîtront plus d'excommunications, plus d'exploitation sanglante, plus d'abaissement systématique ; l'avenir de ces peuples déshérités qui participeront à la mise en valeur des États-Unis, du Canada, des deux Amériques, de l'Asie, de l'Afrique enfin dont ils ont été les victimes et dont ils seront les sauveurs, si nous les traitons bien, répète-t-il, comme des enfants ; il faut leur apprendre à marcher...

De nombreux disciples de Booker Washington s'élèvent dans la génération présente des Nègres et s'apprêtent à instruire les autres. Qu'ils trouvent des imitateurs dans nos colonies européennes et le problème de leur organisation sera d'autant simplifié. L'avenir des Nègres sera plus facile en Afrique qu'en Amérique, parce qu'ils y seront dans leur milieu

naturel, pourvu que nous les mettions dans des conditions normales de développement, comparables à celles où nous sommes nous-mêmes. Ils n'ont pas été accablés jusqu'ici par la barbarie et par la servitude seulement, mais par le climat insalubre où l'insécurité les oblige à vivre, par les maladies, la misère et, finalement, la guerre, toujours la guerre, sans autre horizon. Comment se seraient-ils développés? leur marche a été à rebours de la nôtre ; ils ont reculé, depuis des siècles, à mesure qu'avançaient les Blancs ; aux plus faibles il n'est resté d'autre refuge que les marécages ou les forêts inaccessibles ; ils sont descendus au dernier degré de l'échelle humaine, à mesure que les Blancs montaient... Donnez-leur la paix, la justice, l'éducation, vous les verrez se transformer. Ne les jugez pas dans les villes où les rabaisse un régime machinal autant qu'animal ; donnez-leur les moyens de cultiver leurs aptitudes, vous les verrez, par l'éducation d'abord, par l'agriculture ensuite, vous rejoindre et vous seconder : vous récolterez ce que vous aurez semé. Libérer l'esclave, le racheter, c'est un beau commencement ; racheter le crime, voilà le devoir complet, la rédemption.

Au reste, si on refuse de reconnaître aux Nègres leurs qualités, on a su en tirer parti, et je termine le résumé des plaidoyers que j'ai entendus en leur faveur par ce souvenir de jeunesse d'un Ambassadeur des États Unis à Paris. C'était pendant la guerre de Sécession, me disait-il : un jeune officier de Boston, Robert Gouldshaw, avait entrepris de former un régiment noir, mais il se heurtait au sentiment même des nordistes qui voulaient bien émanciper les esclaves mais non les appeler sous les drapeaux. Il

s'obstina, voulant montrer leur courage, et il réussit au point qu'ils se firent tous tuer, lui en tête, dans une charge à la baïonnette, sous les murailles et dans les tranchées du fort Wagner. Ils avaient réclamé le poste d'honneur ; ils furent bien servis. On n'a pas le droit de les oublier quand on parle de l'idéalisme américain. Cette justice rendue à leurs souffrances ou à leurs services dans le passé ne règle pas cependant leur avenir. Ils n'en restent pas moins acculés à cette réalité lamentable : le divorce aussi impossible que la cohabitation. Le problème n'est pas seulement moral, social, économique ; il est politique. Comment deux races, séparées à l'envi par la nature et par l'histoire, pourront-elles vivre sur le même sol, sous la même loi, chacune isolée de l'autre dans une existence commune, toutes deux collaborant quotidiennement à la même œuvre nationale, sans pouvoir s'aimer ni se haïr ? Quelle sera la place du Nègre dans une démocratie blanche ?

Ceux qui nous reprochent de rêver une humanité meilleure peuvent triompher de leur scepticisme : quoi que nous obtenions jamais, la somme des douleurs et des injustices persistantes dépassera toujours celle des forces humaines. Nous voyons les fils et les petits-fils, les neveux et les arrière-petits-neveux payer de leur misère la faute de leurs ancêtres. Une malédiction va-t-elle peser sur tout un peuple, plein d'énergie et de promesses, pour le long martyre dont la race noire a souffert dans tous les temps ? Aucun problème n'est aussi menaçant que celui des Nègres pour l'avenir des États-Unis ; et ce problème dont on parle peu, — on voudrait pouvoir l'oublier, — complique tous les autres ; à chaque pas les Améri-

cains s'y heurteront : les voilà chargés aujourd'hui de la grande, de l'impossible solution. Ils ne pourront s'y dérober ; il leur faudra tous les jours opter entre la confirmation ou la réparation de l'injustice. La confirmation, c'est-à-dire l'aggravation ? personne n'y songe. La réparation ? personne ne la voit.

Je me rappelle les angoisses des Américains de Seattle en révolte contre le poids insupportable, disaient-ils, des vieilles questions qui sont un legs de la vieille Europe. Ils étaient venus chercher la table rase où rien ne gênerait leurs juvéniles entreprises, impatients d'échaper à ces questions et de faire leur vie nouvelle ; ils étaient venus de l'est à l'ouest, toujours plus à l'ouest, avançant le plus loin possible, jusqu'à l'extrémité du monde nouveau, jusqu'au Pacifique. Vain effort ! ils découvrent maintenant qu'il ne suffit pas de tourner le dos à un problème ; il vous poursuit : il faut revenir sur ses pas, lui faire face, s'unir avec tout le pays, des quatre points cardinaux jusqu'au centre, pour essayer de le résoudre. Il faut essayer, chercher, s'ingénier, regarder tout autour de soi, des sommets d'un idéal chaque jour plus élevé ; et, à force de raison, de volonté, de bonne volonté, les Américains trouveront, parce qu'ils veulent trouver, parce qu'ils veulent vivre, parce qu'ils ont la foi.

VI. — LA RELIGION

Les Américains ont la foi. Qu'est-ce que cela veut dire ? Est-ce la dévotion ? Non, encore moins le renoncement. C'est la foi de la jeunesse qui résoud

les pires problèmes avec de l'enthousiasme, avec un bon sommeil suivi d'un grand effort de croissance et de bonne volonté. C'est l'énergie physique et morale stimulée par les obstacles et trouvant dans les contradictions mêmes de la nature des raisons d'agir; c'est le printemps né de l'hiver ; c'est la foi dans la destinée humaine inséparable de l'ensemble de la création.

Cette foi est-elle religieuse ? on peut s'y tromper. Les Américains parlent peu de religion, surtout avec un Français ; ils ont horreur des controverses et plus encore des sarcasmes voltairiens ; la religion est un de ces terrains réservés qu'un étranger peut croire délaissés et où ils n'aiment pas qu'on s'aventure avec des passions d'outre-mer ou d'outre-tombe. Pratiquée ou non, la religion est, à leurs yeux, deux fois respectable dans sa tendance moralisatrice et dans son passé ; quelles qu'aient pu être ses fautes, elle est mêlée à l'histoire des États-Unis ; elle y a été, elle y est encore un élément de civilisation ; cela suffirait déjà pour qu'on n'en parle pas à la légère. L'Église a été la source première et le moyen des associations humaines ; elle est née de ce besoin que les hommes sentent plus que jamais, — et les Américains plus peut-être que tous les autres hommes, — celui de se grouper dans les jours de joie et dans les jours de douleur, pour le bien et contre le mal, pour élever leurs âmes, chanter, pleurer, espérer quand même et se fortifier mutuellement. On a vite fait de dire : la religion disparaît aux États-Unis ; je n'en suis pas sûr. Je laisse de côté les apparences ; le nombre et la richesse de certaines églises, tout au moins dans les grandes villes, le respect des cultes, les habitudes

religieuses qui frappent un Français, telles que le *Benedicite* prononcé au commencement des repas, les locutions courantes de « grâce à Dieu », « plaise à Dieu », « Dieu merci », « Dieu vous bénisse », etc., et je constate, qu'en fait, les églises sont de moins en moins fréquentées ; les hommes y viennent peu, un homme sur dix femmes et des enfants. Le prêtre n'y peut plus parler du diable ni de l'enfer, ni du Dieu vengeur, pas plus que du paradis et des récompenses futures, ni même des dogmes, ni dire sa messe en latin, ni s'hypnotiser dans le culte d'un passé extérieur au pays... Tout cela est archaïque, démodé, pour ne pas dire plus. Nous sommes loin du temps où la constitution du Massachusetts portait (art. 2) qu' « aucun voyageur, charretier ou autre, ne pourra circuler le dimanche, sous peine d'amende » et, article 4 : « celui qui, étant en bonne santé et sans raison suffisante, omettra, pendant trois mois, de rendre à Dieu un culte public, sera condamné à dix shillings d'amende », 1827-1828. Il est vrai que ces lois, à peu près semblables à celles des autres États, étaient peu appliquées ; Tocqueville écrit pourtant, en 1835 : « L'observation du dimanche est ce qui frappe le plus un étranger » ; « à partir du samedi soir, ajoute-t-il, c'est un engourdissement léthargique ».

Aujourd'hui le Président de l'Université de Harvard constate publiquement, comme un grand progrès, qu'enfin, en 1886, l'assistance aux exercices religieux a cessé d'être obligatoire pour les élèves. Mais je n'arrive pas à conclure de ces changements que la religion disparaît ; j'y verrais plutôt des signes de santé, puisque l'Église se modernise ; la vieille

règle « immobilis in mobile » ne peut s'appliquer en Amérique ; là, l'immobilité c'est la mort. Pour ne pas mourir, les Églises cherchent, avec toute la population des États-Unis, des champs d'activité et elles les trouvent. Leur diversité qu'on prend pour une faiblesse est leur force et une des forces de leur pays. Une seule religion serait vite en lutte, comme en France, ou en Italie, ou en Espagne, avec les pouvoirs publics ; le gouvernement des âmes voudrait empiéter sur le gouvernement des hommes, et les hommes se révolteraient ; un grand nombre de religions ne peuvent pas être combatives ; les Américains n'ont ni temps ni hommes à perdre en vaines querelles ; ils veulent des Églises qui s'entendent pour les aider, et elles s'entendent ; elles acceptent la loi de la concurrence ; elles en profitent ; elles rivalisent de bonne volonté, et non de haine ; elles participent au grand travail national, elles sont associées, au lieu d'être ennemies. Ce qu'elles perdent chacune individuellement à cette communion d'activités, elles le rattrapent en vitalité, en popularité ; chacune d'elles grandit en raison de son effacement volontaire.

La religion, qui semble disparaître, évolue donc ici, comme tout le reste. Il ne pouvait en être autrement. La religion américaine est un ensemble de religions coloniales, c'est-à-dire une mosaïque de religions transplantées ou improvisées, dans le tourbillon des villes ou dans la solitude des domaines agricoles, à l'usage d'immigrants venus de tous les points de l'horizon. Ces immigrants ayant tout quitté pour s'expatrier, qui donc prétendra les ramener à la copie de l'Église qui fut la leur ? Les

voilà tous plus ou moins confondus ; comment les retrouver ? Cela est possible ici, à la rigueur, dans telle grande cité, mais ailleurs ? Les immigrants n'y regardent pas de si près et ils se contentent de la maison ou de l'église qui les abrite ; ils reviennent à la vie et, du même coup, à la religion primitive. Plus tard, quand ces peuplements deviennent des villes, des États, leur mutuelle faiblesse les rapproche les uns des autres ; ils entrent dans la fédération des États-Unis, et leurs Églises sont bien obligées de les imiter. Cela est vrai même des catholiques ; ils se souviennent de leurs origines : on trouve, à Rome, qu'ils s'en souviennent trop et c'est pourquoi, dit-on, Mgr Ireland, archevêque de Saint-Paul, n'a jamais été nommé cardinal ; ils se prêtent volontiers à des rapprochements où leur grand nombre, leur unité de direction peuvent assurer leur prééminence. Ils se rapprochent, sans se confondre, ne l'oublions pas, — et cela est vrai ici de toutes ces religions entremêlées, — ils ne se confondent pas même entre eux ; vous entendrez un catholique irlandais, voyant passer des catholiques siciliens ou maltais, s'écrier avec quel joyeux dédain : « Et c'est avec cela qu'on fait un pape ! » Mais ces différences n'empêchent pas l'accord général dans la vie américaine. L'accord des Églises est en train de suivre, de plus ou moins près, bon gré, mal gré, la fédération des États-Unis. Ce n'est pas encore, certes, la fédération, mais ce sont des associations fréquentes, occasionnelles ; c'est un concours d'émulations ; c'est à qui se rendra le plus utile à la population ; le monde meilleur pour chaque Église, est ici-bas, dans le nouveau monde, et non dans l'ancien, encore moins dans l'au-delà.

La religion est faite pour l'homme et non l'homme pour la religion. Or, l'homme tourne le dos au passé; il est tout au présent, tout à l'avenir; la religion marche avec lui, sous peine de n'être plus qu'un souvenir; elle jette du lest; elle abandonne peu à peu ses dogmes, ses credos, ses intransigeances. Quand le congrès des religions s'est réuni à Chicago, il a fallu penser à un credo commun, au credo qui divise le moins; ce credo se résume en un mot : « être utile » ; l'Église se rend utile avant tout; et, puisque le grand besoin partout est l'éducation, elle se fait école; elle a ses écoles du dimanche où elle apprend aux enfants à chanter, à enseigner, à se connaître et à s'aimer; elle réunit les parents autour des enfants, elle organise chez elle la fête de famille dont les cœurs ont soif dans l'exil plus que jamais; l'enfant devient le véritable objet de son culte, parce qu'il est l'avenir du pays. Mais elle ne l'accapare pas; elle ne le dispute pas à la ville, au collège; ce serait s'arrêter, chercher la domination et se perdre; elle a mieux à faire; elle court au plus pressé, aux œuvres d'assistance, de relèvement social, à l'enseignement moral. Elle prend mille formes diverses; elle se mue en club, en société, en théâtre même, au besoin. Tout effort pour le mieux est religion.

Comment une religion formée de tant de religions qui s'associent pour aider à la grande fusion des races, des langues et des dogmes ne serait-elle pas bien accueillie dans un pays neuf? L'accord s'est établi par la force des choses entre l'infinie variété des Églises comme entre les universités : le conflit entre elles serait le chaos, la tolérance est le salut. Il est vrai que la tolérance dans ce domaine peut

ouvrir la porte à bien des excentricités, bien des abus, mais il faut compter avec le parti pris de ne pas décourager les initiatives et de s'en remettre au bon sens public, à la loi générale de la concurrence pour faire justice entre les bonnes et les mauvaises. Il faut compter aussi avec la nécessité de ménager les transitions. Les religions ne naissent pas au hasard; elles répondent à des besoins moraux et matériels; aussi longtemps que ces besoins subsistent, elles conservent leurs raisons d'être. Nous l'avons vu chez les Mormons où la polygamie reste, en fait, justifiée, sinon dans la loi, dans les mœurs par la nécessité de fertiliser un désert. Ailleurs, certaines doctrines ont voulu éprouver leurs chances de vitalité et sont venues les unes réussir, comme les francs-maçons, les autres échouer, faire leur expérience suprême mais libre et le plus souvent féconde aux États-Unis, le communisme, par exemple, l'owenisme, les colonies icariennes, fouriéristes.

J'ai trouvé partout aux États-Unis et même en Europe, particulièrement en Angleterre, les Églises riches et florissantes d'une secte nouvelle, la religion des « Christian Scientists » fondée par Mme Eddy. Elle a sa cathédrale à Boston où la moitié peut-être de la population y est affiliée; elle a sa bible que vous voyez entre les mains de quantité de voyageurs et surtout de voyageuses sur les paquebots; elle est peut-être la seule religion qui soulève de vraies critiques, moins dans les autres Églises que dans l'ensemble du pays, parce qu'elle échappe en un sens à la loi commune; elle ne se borne pas à rivaliser avec les autres d'ardeur patriotique, elle fait concurrence à la science, aux médecins et aux chirurgiens. Les

progrès immenses de cette religion spéciale alarment beaucoup d'Américains; d'autres, au contraire, s'en réjouissent. J'en parlerai impartialement comme d'un signe vraiment troublant de l'état présent de l'âme américaine, et avant d'essayer de définir ce qui me semble être l'esprit religieux, la religion de l'avenir aux États-Unis.

*
* *

Christian Scientists. — L'intense propagande des Christian Scientists soulève aux États-Unis, d'un bout à l'autre du pays, le plus singulier mélange de foi enthousiaste et de protestations sincères. En deux mots, on sait que Mme Mary Baker Eddy, morte il y a trois ans, à Boston, a fait, de son vivant, un nombre incalculable et toujours croissant de prosélytes. Son prestige était incroyable : ses portraits l'expliquent par la douceur d'un regard intense dans son visage noble et régulier ; il ne manque qu'une auréole à ses portraits. Sa religion était conçue, non seulement comme une direction morale, mais comme une thérapeutique, un régime, la religion de la santé de l'âme et du corps : à tel point que plusieurs de ses adeptes tombent sous le coup de poursuites pour exercice illégal de la médecine. Beaucoup de personnes déclarent qu'elles ont été guéries de leurs maux, comme par miracle, par la simple observation des principes de la science chrétienne. Cette science, au fond, c'est la force d'âme, l'égalité d'humeur, la confiance et même la gaieté résolument opposées au découragement, à la dépression..., ce mal anglo-américain par excellence. Vous êtes abattu, nerveux,

hypocondre ; ne faites pas venir un médecin ; adressez-vous à un disciple de Mme Eddy ; il ou elle viendra causer avec vous, vous remonter le moral, vous persuader que tout votre mal est dans votre imagination, dans l'abandon de vous-même, et rapidement vous serez guéri... Tel est le problème ; il est aisé d'imaginer ce qu'en pensent les universités et à quels abus, en effet, l'application de la Christian Science peut donner lieu.

J'ai assisté, en 1907, avec un de mes collègues du Sénat américain, à une réunion des Christian Scientists, présidée par un des apôtres de la religion nouvelle, Hayne Davis, nous avons parlé dans une de leurs principales églises, dans un de leurs temples somptueux et gais, tels que j'en ai vus depuis lors dans toutes les villes et généralement plusieurs dans chaque ville. On eût dit un salon, un jour de garden-party ; les femmes élégantes souriaient, se connaissaient toutes, formaient un vaste club ; l'église était décorée de fleurs et de plantes à profusion ; l'assemblée entière associait sa voix à celle des chœurs, au chant de l'orgue. A la sortie, chacun s'arrêtait, conversait ; les hommes parlaient plus doucement encore que les femmes ; cela rappelait la sortie d'une de nos églises mondaines le jour de Pâques ; la satisfaction, la joie, apparaissait dans tous les yeux.

Cette préoccupation d'embellir la vie, d'ignorer ou d'annihiler ses difficultés à force d'entente, de sérénité et d'action tranquille, les Christian Scientists l'étendent de l'existence individuelle à celle de la famille et à celle de la nation. J'ai entendu plus d'un Américain s'alarmer pour l'avenir d'une exaltation trop prompte à sacrifier les intérêts matériels de

l'individu à l'idée fixe, à s'arracher à la domination des misères physiques, familiales, sociales. « C'est une corporation mystique, comme on en a vu tant d'autres dans l'histoire, me dit-on, c'est un fanatisme inquiétant ; car leur mépris des liens matériels commence au corps, puis il s'étend à tous les liens, ceux du mariage, ceux de la famille ; c'est une emprise, une suggestion qui attire les âmes hors de leur enveenveloppe, les enfants, les époux hors du foyer ! »

Quoi qu'il en soit, les Christian Scientists sont patriotes ardents : ils sont partisans de l'augmentation de la flotte américaine ; mais en même temps ils s'emploient à favoriser le développement de la richesse publique et par conséquent de la paix, la conservation des beautés du pays, la mise en valeur de toutes ses ressources ; ils ne négligent rien pour éveiller et stimuler sur tous les points du territoire une émulation économique, encourageant chaque individu, chaque ville, chaque État à croire en lui-même, en son avenir, en son succès. C'est une entreprise de développement de la confiance générale.

Ne nous étonnons pas qu'aux États-Unis, dans un pays où chacun a l'ambition de tirer le meilleur parti possible de ses facultés, une telle entreprise réponde aux aspirations d'un grand nombre de bonnes volontés. Je me rappelle avoir entendu Buffalo-Bill au milieu de son campement, m'expliquer son extraordinaire jeunesse, et sa vigueur et son entrain par ces seuls mots qu'il répétait complaisamment : nos maux n'existent que dans notre imagination : « *it is in the mind*, disait-il, *it is in the mind !* »

Le plus étonnant c'est qu'après avoir longtemps ri de cette confiance, j'ai fini par être ébranlé moi-même dans mon scepticisme et par croire qu'après tout il fallait qu'il y eût quelque chose d'utile dans l'action des Christian Scientists pour que leurs églises se soient multipliées partout aux États-Unis et au delà. Voici comment le doute m'est venu, je le confesse : j'admirais un jour, dans une des villes les plus élégantes de Californie, une très belle église sur mon passage. Un Américain, nullement naïf, très homme d'affaires et très intelligent, m'accompagnait : il répondit à ma surprise en m'apprenant que cette belle église n'était pas la seule que les Christian Scientists aient fait élever dans la ville ; il en existe une autre, non loin de celle-ci, me dit-il, encore plus belle et non moins fréquentée. Il parlait sans ironie, sérieusement ; j'insistai ; il continua sur le même ton, avec une nuance de tristesse :

« Ces églises rendent des services ; vous pouvez m'en croire ; il est clair que si les Christian Scientists veulent me persuader, quand je me suis cassé la jambe, que la fracture n'existe que dans mon imagination, ou bien qu'une maladie épidémique d'un de mes enfants doit être traitée par le mépris, ils sont ridicules et on fait bien de les poursuivre comme de dangereux charlatans ; mais il ne faut pas juger d'une initiative par ses abus. Dans notre pays où tant de femmes sont des malades imaginaires, l'imagination seule peut les guérir... »

Je n'ajoutai rien et méditai, pensant à Molière. Qui sait si l'inefficacité de tant d'ordonnances de médecin dans un pays absolument neuf, immense et peu peuplé, n'a pas eu pour contre-partie cette réaction,

de même que la frénésie des opérations chirurgicales à tout propos. L'histoire de Mme Eddy est elle-même une explication. Rien ne la préparait à son apostolat; veuve et mère, puis remariée, mais toujours malade, c'est l'impuissance de la médecine qui l'avait poussée à consulter, dans le Maine, le docteur Phinéas Quimby, lequel était lui-même un élève de Charles Poyen et, par suite, un disciple de notre École de Nancy. Souffrant pendant de longues années d'une maladie de la moelle épinière considérée comme incurable, elle fut guérie par le magnétisme ou « mesmérisme » du Dr Quimby, en 1862 ; cette cure fut pour elle son chemin de Damas, le point de départ de la religion dont elle a écrit et propagé la bible.

L'École de Nancy ne s'est-elle pas elle-même développée en Europe ? N'a-t-elle pas à Paris sa clinique de psychothérapie où le Dr Bérillon continue l'œuvre des Liébault, des Bernheim, considérés par la Faculté elle-même comme des savants de grande valeur? Des savants; là est toute la différence et elle est immense. Quantité de gens de bon sens en France continuent de railler les abus ou les faiblesses de la médecine et de ses terminologies latines et grecques: on n'a pas cessé de dire : « la seule chose que la médecine ait faite pour guérir le rhume de cerveau, c'est de l'avoir appelé coriza. » Les médecins eux-mêmes reconnaissent que la psychothérapie rend de grands services; elle est aujourd'hui classée comme science; elle fait désormais partie de la science thérapeutique. Aux États-Unis, c'est tout autre chose, jusqu'à nouvel ordre, — et il est possible que les scientistes passent leurs examens de médecin, —

alors ils seront inattaquables ; ils n'en sont pas là : actuellement, la psychothérapie, en France, n'a rien de religieux : elle est un progrès scientifique ; aux États-Unis elle est un progrès empirique et mystique ; ce progrès s'explique très bien.

Neuf fois sur dix, les Américains, dans leurs installations primitives, ont dû commencer par se passer de médecin : ils n'en sont pas moins fort préoccupés de leur santé. Songez qu'ici vous voyez couramment des gens se faire opérer de l'appendicite par anticipation, avant de partir en voyage, pour être tranquilles. Les journaux ne parlaient, pendant un de mes derniers voyages aux États-Unis, avant le couronnement du roi d'Angleterre, que d'une grande dame américaine, jeune épouse d'un lord anglais, qui s'était fait opérer par précaution, afin d'être sûre de ne pas manquer les fêtes de Londres.

Remarquez la place que tient aux États-Unis le régime préventif des maladies, le « fresh air », le « change » ; la « prohibition », c'est-à-dire l'interdiction de boire aucun breuvage stimulant. N'oublions pas que la rédaction d'un menu est confiée, dans certaines maisons, à une personne qui porte le titre de : « Dietitian. »

Entre les médecins encore rares ou insuffisants et les chirurgiens trop ardents, les christian scientists, souvent attaqués, poursuivis individuellement, n'en sont pas moins des plus prospères dans tout le pays. Leur propagande méthodique dont le foyer est à Boston, où Mme Eddy avait fait construire son église, sa cathédrale plutôt, sans cesse agrandie, couvre chacun des 48 États : rien ne leur échappe ; ils ont

des adeptes qui suivent de près tout ce qui peut mériter d'être signalé et qui se font les correspondants du journal central, le *The Christian Science Monitor*. Ce journal se publie à Boston, dans un magnifique immeuble, à côté de la cathédrale ; il est exceptionnellement bien fait. Sa rédaction locale et générale est très soignée ; elle est discrète pour ce qui touche à la propagande de l'idée, substantielle quant aux informations qu'elle développe, de façon que chaque ville, chaque État, chaque organisation y trouve son compte, son profit même. C'est dans les universités que mes amis, nullement scientists, m'ont signalé ce journal comme un des meilleurs des États-Unis, et j'ai eu maintes fois l'occasion de constater qu'ils avaient raison. Le *Monitor* ne se contente plus de se répandre dans chacun des États de l'Union, il publie une édition internationale ; il a des correspondants volontaires dans le monde entier. J'ai visité ses bureaux, les plus imposants peut-être que j'aie jamais vus ; un de ses directeurs m'a expliqué la ligne de conduite du journal, « tout entière dictée par Mme Eddy, » et ce journal est dans le vrai : « pas de nouvelles sensationnelles, pas d'horreurs, pas de drames; le contraire des autres journaux ; répandez la sérénité parmi vos lecteurs et non l'affolement. Exemple : tous les journaux ont surtout décrit les scènes affreuses dans le naufrage du *Titanic;* nous avons, au contraire, mis en relief les actes de bonté, de courage, d'héroïsme, de foi, tout ce qui peut éclairer, relever nos lecteurs. « Parlez-leur du bien que font les hommes », tel est notre mot d'ordre. Résultat : ce que notre *Monitor* perd en actualité locale, il le gagne en profondeur et en

étendue ; il pénètre partout, même aux Indes Orientales, à tel point qu'il importe peu aux lecteurs qu'il soit vieux ou nouveau, il est toujours intéressant, parce qu'il n'est pas sensationnel. Il est, en outre, sans parti pris ; nous ne parlons jamais de religion ; nous n'insérons pas d'annonces équivoques. Nous consacrons une page à chaque grand pays, Angleterre, France, Sud-Amérique ; une page aux questions, non pas du jour, mais du temps présent, économiques et sociales ; une page illustrée aux sports, aux modes, etc. Nous laissons le lecteur faire son choix dans les programmes des candidats politiques ; nous ne sommes ni pour ni contre le président Roosevelt ou M. Taft ou M. Wilson ; nous donnons les discours, les faits, les chiffres aussi exacts que possible, de façon toujours moins à émouvoir le lecteur qu'à gagner sa confiance. Ainsi nous ne choquons personne, nous intéressons tout le monde ; notre journal est, en réalité, une revue quotidienne illustrée, « un journal de famille indépendant pour répandre la santé physique et morale. » Nous envoyons des correspondants là où des influences politiques et financières font le silence ou dissimulent la vérité, notamment en Perse, en Turquie ; à la longue, nous sommes toujours récompensés ; le public reconnaissant s'attache à nous. C'est, en outre, vous le voyez par notre progrès matériel, une très bonne affaire ; nous exploitons le bien, au lieu du mal, et cela nous enrichit ; notre tirage ne cesse d'augmenter, en dépit de tous les fâcheux pronostics. »

J'ai visité la cathédrale ; c'est un monde : une église, une salle de concert ou de conférences, avec une admirable disposition de sièges en acajou massif

pouvant contenir 5000 auditeurs assis dans l'ordre le plus parfait. Partout l'ordre, la discipline, l'organisation savante. Au-dessus de l'estrade très vaste occupant la scène, un orgue monumental et, sur le mur, quelques inscriptions gravées dans la pierre et empruntées à la bible de Mme Eddy ; celle-ci résume l'esprit des autres : « Ne respirez jamais une atmosphère immorale, si ce n'est pour la purifier. »

Trouver cette cathédrale avec ce journal à sa porte, à Boston, au cœur même de l'intellectualité et du progrès américains, dans la même ville que la vénérée Université de Harvard et que tant d'églises historiques et souvent beaucoup moins riches, c'est une surprise qui fait rêver ; d'autant que Boston progresse, s'étend dans toutes les directions, crée et recrée tous ses organes de grande cité, son port, jusqu'à son sol gagné sur la mer, comme les polders de Hollande, et comme si le nouveau monde n'avait plus de terres disponibles... Mais pourquoi parler de Boston seulement ? N'ai-je pas vu le même éclectisme, la même tolérance dans toutes les universités et le journal des scientists ouvert dans celles-là mêmes où on enseigne la médecine? Pour finir, un de mes meilleurs amis, l'ancien président d'une très grande université, fervent presbytérien, nullement scientist, respectable entre tous par la pondération et par l'autorité de ses opinions, s'est contenté de hocher la tête quand je lui ai dit mon étonnement; et sa femme, qui est de moitié dans ses croyances et dans ses œuvres, m'a répondu ces simples mots : « Ils font du bien; une de nos parentes était si malade qu'elle n'avait jamais assez de monde autour d'elle pour la soigner; elle a été

guérie par les scientists, et c'est maintenant elle qui soigne tout le monde. »

*
* *

L'union des religions. — Je me suis attardé au succès d'une religion qui, pour beaucoup d'Américains, n'en est pas une et qui, tôt ou tard, aux États-Unis et en Europe, entrant en conflit avec l'enseignement, avec la science, mettra l'esprit public et le gouvernement américain dans un singulier embarras. J'ai voulu, par là, faire ressortir jusqu'où peut aller la tolérance envers les églises, comme envers les universités ; mais, cela dit, il va de soi que nous ne jugeons pas l'ensemble des Églises américaines d'après des exceptions ou des accidents ; nous nous en tiendrons à leur tendance générale à se transformer.

Quelle transformation, me dit-on ? une religion qui sert, une religion qui guérit, une religion auxiliaire de la colonisation, est-ce une religion ? n'est-ce pas simplement une société philanthropique ou de tempérance, une agence de placements ou une école de morale sociale ; une entreprise utilitaire enfin, et non une religion ? N'épiloguons pas sur les mots ; nous sommes dans un pays neuf où la population n'a pas toujours le temps ni les moyens, ni la volonté de se grouper pour aller à l'église ; n'oublions pas que, s'il est déjà difficile de recruter, pour les écoles, des instituteurs que sollicitent tant d'emplois à pourvoir dans toutes les directions, on a moins encore l'embarras du choix, surtout dans le sud, pour trouver des prêtres et des pasteurs ;

Mgr Ireland fait venir ses prêtres d'Europe, et son séminaire de Saint-Paul est une fondation exceptionnelle. Ces conditions nouvelles obligent les Églises à rajeunir la religion, sous peine de mort, et, pour la rajeunir, on fait ce qu'on peut. Les églises insèrent des annonces dans les journaux, comme les théâtres ; elles appellent à elles tout ce qui peut décemment attirer le public. Ce sont là des moyens grossiers. On ne les emploie pas seulement en Amérique. L'armée du salut a scandalisé l'Europe avec ses concerts pour arriver à pénétrer dans les faubourgs des villes où elle fait grand bien ; c'est le principal ; c'est le but. A New-York même, des professeurs spontanément viennent suppléer à l'insuffisance des églises, et tout le monde leur en sait gré. En 1907, le professeur Adler m'a demandé de venir parler, un dimanche matin, à la société de culture morale qu'il a fondée et qui s'est développée si brillamment. On m'a conduit dans un théâtre ou dans un temple, dans une salle immense où je me suis cru dans une église ; j'y ai trouvé la même ferveur religieuse ; j'y ai entendu à peu près les mêmes exhortations au dévouement humain sous toutes ses formes. Il n'est pas facile aux États-Unis de tracer une frontière entre le morale laïque et celle de la religion.

Est-ce à dire que les Églises abandonnent la religion pour conserver leur clientèle ? Non, elles s'inspirent toutes, plus ou moins, d'un même scrupule, et ce scrupule est religieux. Elles voient les Américains remettre tout en question, et elles sentent bien qu'elles n'échapperont pas à la loi commune si elles se rattachent trop au passé ; elles évitent les répudiations, mais elles parlent le moins possible des

croyances « d'invention humaine » trop discutables, alors même, alors surtout que ces croyances ont fait couler jadis beaucoup d'encre et beaucoup de sang ; elles savent que ces mystères laissent les fidèles plus qu'indifférents et finiraient, si on y insiste, par faire d'eux des incroyants ; elles modernisent la religion. Elles y mettent plus ou moins de ménagement, mais c'est la règle, sous peine d'une désaffection générale. « Le mystère de la Sainte Trinité devient simplement insignifiant », a dit l'évêque Phillips Brook, en présence de l'immensité de l'œuvre morale et sociale qui s'offre à l'activité des Églises américaines. « Laissons à chacun sa liberté, sa façon de croire ; l'essentiel c'est l'action des Églises, le service à rendre à son prochain et au pays. » Allons plus loin ; le scrupule religieux dont je parle n'est pas prudent et négatif seulement ; il est sage, modeste : c'est la crainte de mal définir l'indéfinissable. N'est-il pas aussi vain de définir Dieu que de le nier ? Cette crainte de s'aventurer dans l'inconnaissable est un retour conscient à l'humilité et un acheminement à toutes les concessions possibles de la part des Églises. Comment essayer de définir Dieu, de l'imaginer, de le ramener à l'étroitesse de nos conceptions ? Pourquoi distinguer Dieu de son œuvre ? Nous n'avons pas encore découvert toute la terre. Que savons-nous de l'univers, de la création ? Et nous prétendons définir le Créateur ! Nous nous épuisons depuis des siècles en disputes tragiques ou ridicules.

L'esprit de la Révolution française et les conceptions de Jean-Jacques Rousseau sont plus vivants aux États-Unis qu'en France. Les Américains n'en savent rien mais en sont nourris ; ils ne parlent pas

de « l'Être suprême ; » ils ne disent pas : « élargissons Dieu », la formule serait trop étroite et les choquerait, mais ils se refusent à le diminuer ; ce que nous prenons pour leur indifférence est une ambition nouvelle, couronnement de toutes les autres, l'ambition de compléter leur indépendance politique par leur indépendance religieuse, l'ambition de se libérer du passé dans le domaine de la religion comme dans tous les autres, l'ambition d'affranchir Dieu. Ils élargissent leurs consciences ; leur tolérance embrasse d'un même effort les problèmes religieux, moral et social, le premier se résolvant de lui-même après les deux autres. La déclaration révolutionnaire : « Ni Dieu ni Maître » pour les Américains n'a pas de sens, puisque l'Église ne domine pas. « Nous avons brisé nos chaînes », s'écrie à Lake-Mohonk, l'admirable Dr Edward Everett Hale, disciple plus ou moins conscient de Fourier, comme tant d'autres, « nous nous sommes affranchis politiquement et religieusement ». « Dorénavant l'homme règle en lui-même les grands problèmes de sa vie ; il les règle sans intermédiaire, face à face avec son Créateur. » « Notre pays a voulu être le berceau de la religion la plus libre, la plus universelle, la plus personnelle ; et il l'est ; nous n'avons pas de religion d'État ; chacun de nous regarde au ciel au-dessus de lui, avec cette croyance que là existe un être infini, son père, son ami, auquel il a affaire directement... »

Mais ce père, cet ami, invisible, inconnaissable, il se manifeste dans ses œuvres : « J'ai goûté », dit Channing, parlant des spectacles de la nature, dans sa jeunesse, « j'ai goûté le bonheur le plus grand qui

soit au monde, le bonheur d'entrer en communion avec les œuvres de Dieu. » Et c'est au nom de cette religion universelle, indépendante, américaine, qu'il réclame pour son pays l'honneur de diriger tous les mouvements généreux de notre temps : « Que sommes nous donc ? les petits-fils des Anglais, des Français, des Allemands, des Scandinaves qui ont peuplé notre continent. Entre ces fils une seule voix doit s'élever pour empêcher le mal qui les menace tous. »

Ainsi les Américains, loin de se détacher de la religion, y trouvent une inspiration novatrice ; ils la placent le plus haut possible. Ils la libèrent de ses fins égoïstes. L'important pour un chrétien des États-Unis, — lequel n'est pas loin de se rencontrer avec l'israélite sur ce terrain, — l'important n'est pas de préparer sa vie future, mais de bien employer sa vie présente. L'accord des Églises peut se concevoir dans le respect du Christ ; les juifs eux-mêmes disent : « Il est né de nous ! » et les Américains voient dans le Christ l'idéal par excellence pour la société meilleure qu'ils s'efforcent de préparer, celui qui refuse de se définir, celui qui se borne à prêcher d'exemple et à enseigner précisément ces vertus dont ils sentent le besoin : l'oubli de soi, l'amour d'autrui, le culte de la vraie justice. Le Christ est celui qui montre le chemin du sacrifice, celui qui est le plus grand de tous les exemples, le pionnier des pionniers...

Dans cet état d'esprit naturel à des hommes qui se sont expatriés pour fuir nos controverses byzantines et pour chercher hors d'Europe « le royaume qui n'est pas de ce monde », les Églises ne peuvent pas plus rester antagonistes qu'inactives ; elles

réconcilient le sentiment et la raison. Du jour où elles renoncent d'elles-mêmes à toute autorité surnaturelle et s'appliquent, en fait, la formule connue : « notre seul dogme est l'indifférence aux dogmes » ; du jour où, se taisant sur ce qui les sépare, elles parlent et agissent toutes dans le même sens, comment ne pas voir poindre non pas leur fusion, encore une fois, mais leur union ? C'est une évolution plus ou moins lente et qu'un arrêt dans le progrès des États-Unis peut seul compromettre. Si les choses continuent de suivre leur cours, si les Américains se développent dans l'union et dans la paix, ils arriveront à donner à l'Europe le double exemple de leur fédération politique et d'une fédération religieuse.

Quel rôle digne d'enflammer ce jeune peuple, quel couronnement de sa mission économique et politique, s'il sait se garder des ambitieuses folies, s'il ne perd pas la conscience de sa destinée, s'il sait choisir ses représentants, s'il oblige ses Gouvernements à ouvrir les routes nouvelles et à se détourner de nos ornières !

Le nombre des hommes qui préparent aux États-Unis, par leur activité et par leur exemple, cette religion de l'avenir est incalculable ; ils forment une lignée qui remonte aux puritains et aux méthodistes et s'est humanisée au souffle des Unitairiens. Cette généreuse secte des Unitairiens semble disparue. Pourquoi ? Parce qu'elle a rempli sa fonction qui était de pénétrer et d'unir les autres. Admirable fonction, la plus désintéressée, et qui laisse à peine sa trace ! Agir, créer, lutter, c'est une joie, une volupté, une gloire ; mais concilier ces actions

rivales, ces ambitions contradictoires, voilà le rôle ingrat et, par là-même, le vrai grand rôle ! « Les Unitairiens n'ont fait de progrès, dit-on couramment, que dans les Églises des autres ! » Je le crois bien, puisqu'ils sont sortis de la leur. Que dira-t-on du pilote que n'arrête ni la nuit, ni la tempête, ni le voisinage des écueils et qui, sur son léger bateau, va conduire les grands paquebots à leur port de refuge ? on n'en dira rien ; on dira : « Les grands paquebots sont à bon port. » Il en est de même des Unitairiens. L'histoire leur rendra justice ; je salue, quant à moi, leur œuvre désintéressée d'apaisement, d'organisation générale, si pénétrée d'influence française. Cette œuvre sera méconnue, entravée ; elle s'accomplira cependant. J'ai vu s'accomplir une entreprise non moins chimérique. C'était en 1899 et en 1907, aux deux conférences de La Haye. Pour la première fois, peut-être, des représentants officiels de tous les États du monde se réunissaient dans une pensée purement idéale, pour commencer à rédiger, après la déclaration des droits de l'homme, celle de ses devoirs. Il y avait là des Européens, des Américains, des Asiatiques, des délégués de toutes les races, de toutes les religions ; chacune ayant son Église, ses Églises, son Dieu. Entre ces Dieux rivaux, nul accord possible, sinon dans l'effacement de chacun devant la grandeur de la tâche commune ; sinon dans la coopération. Mais cette coopération se compliquait de combien de défiances et d'arrière-pensées ! De quelles préoccupations temporelles et peu morales ! Malgré tout, au-dessus de tous, s'est dégagé l'espoir d'un grand service à rendre à tous. La seule ambition de rendre ce service a suffi pour

que tous ces représentants de races et de religions plus ou moins hostiles les unes aux autres se missent au travail, et pour que leur travail collectif, après des semaines et des mois de discussions passionnées, aboutît à une création commune, l'embryon d'une justice internationale. Il ne sera pas plus difficile de mettre d'accord, le moment venu, les représentants des peuples sur l'embryon d'une morale commune aux diverses religions du monde ; ce dernier progrès ne sera qu'une conséquence de tous les progrès de notre temps.

Ce n'est pas une illusion ; depuis des années, j'observe la tendance croissante des Américains à se vouer à des œuvres d'une solidarité chaque jour plus large et qui seront un trait d'union entre tous les hommes, tous les peuples, toutes les Églises. Les applications de la religion les intéressent plus que la religion ; et elles ne sont, à leurs yeux, qu'un retour au véritable esprit chrétien. Ce retour est-il inconscient ? il sera d'autant plus actif. On ne peut vivre en Amérique sans prendre en pitié les schismes de notre vieux monde, et alors, il faut bien conclure.

J'ai visité à Boston la maison de Phillips Brook, évêque de l'Église protestante épiscopale du Massachusetts, mort le 23 janvier 1893, et l'un des chefs les plus écoutés du mouvement unitairien. Ses admirateurs et ses disciples, voulant honorer dignement sa mémoire, ne lui ont pas élevé une église ; ils se sont contentés d'une maison, « Phillips Brook's house », un club d'assistance et de foi où se réunissent les jeunes gens de l'Université et quiconque veut se joindre à eux. Pour quelle œuvre ? pour conserver vivant son idéal ; pour en répandre la contagion,

pour s'entraîner à servir les bonnes causes, en commençant par les plus ingrates. C'est dans cette petite maison que s'élabore l'assistance aux enfants, aux pauvres ; c'est là que s'organise, par exemple, l'accueil des milliers d'émigrants qui débarquent à Boston pour aller, ensuite, se répandre dans tout le pays ; il faut les empêcher de tomber en de mauvaises mains, d'être exploités, égarés, leur porter bonheur à leur arrivée, en leur servant de guides, de correspondants, d'amis imprévus. Phillips Brook, de son vivant, a donné l'exemple de ces initiatives ; il les a préconisées ; il s'est adressé aux jeunes âmes et leur a ouvert des horizons sans fin d'activité généreuse. Ce fut la religion simplifiée à laquelle il a consacré la fin de sa vie. Beaucoup d'autres, en Europe, méritent comme lui d'être admirés ; innombrables sont nos saints religieux et laïques ; mais ils ont été contrariés ; la religion catholique, surtout en France, a des prêtres supérieurs à ceux de la plupart des autres pays, mais elle ne leur permet pas de se moderniser : elle les paralyse ; là est toute la différence ; elle a condamné Lamennais ; le père Hyacinthe Loyson, aux États-Unis, eût fini sa vie dans la gloire. Phillips Brook a été l'idéal du bon pasteur et du bon citoyen américain. Quand il parlait, toute la ville venait l'écouter, et il pouvait s'adresser à toute la ville ; il inspirait à toutes les Églises un tel respect qu'elles étaient toutes représentées à ses funérailles ; toutes leurs cloches sonnèrent ensemble ce jour-là. Quand un comité se forma, plusieurs années après sa mort, pour construire à Boston cette maison que j'ai visitée, les contributions affluèrent de tous les côtés : Episcopa-

liens, Unitairiens, Orthodoxes, Congrégationalistes. Méthodistes, Swedenborgiens et Catholiques s'entendirent pour perpétuer son influence, son esprit, pour préparer la religion de l'avenir.

Cette religion de l'avenir, Channing croyait qu'il appartenait à la France de la fonder. Déjà de son temps, on disait : « la religion en France disparaît » ; mais il tenait compte du sentiment moral et religieux qui subsiste et qui trouve son emploi dans le travail, dans le dévouement ; il jugeait la France aussi par ses bienfaits ; il comptait sur elle, parce qu'elle avait tant de fois fait ses preuves, tant de fois sacrifié à son idéal de justice et de liberté, son sang, son avenir, sa vie elle-même, penchée sur l'abîme ; il reconnaissait son droit d'aînesse dans la grande famille des nations civilisatrices, et toutes les vertus de la France calomniée, parce qu'elle est restée fidèle à son nom, comme a dit Ruskin, parce qu'elle est franche, parce que sa religion intime, sa vraie religion nationale, c'est l'esprit de fraternité. Mais il ne tenait pas compte de toutes les emprises établies par des dominations séculaires sur cette âme fraternelle ; il ne tenait pas compte de ses souffrances, de ses déceptions et, finalement, il a pris pour une faillite la révolte de l'esprit religieux français, — révolte dirigée beaucoup moins contre la religion elle-même que contre ses abus. Les Américains partagent volontiers cette erreur ; les catholiques surtout l'ont poussée jusqu'à l'injustice. Le cardinal archevêque de Baltimore, Mgr Gibbons, libéral, par ailleurs, a prononcé contre cette révolte de la vitalité française une condamnation publique, au moment de la discussion de nos lois sur les con-

grégations religieuses et sur la séparation des Églises et de l'État; il a donné le signal de l'anathème, repris par ses prêtres, par quinze millions de catholiques, contre la France républicaine. Ce fut une injustice d'abord, une erreur ensuite et une imprudence, car il y a de cela bien peu d'années et déjà la vérité se fait jour; la responsabilité des persécutions dont on faisait reproche à la France, alors qu'elle ne faisait que se défendre, commence à retomber sur le Saint-Siège; la République sort grandie des attaques qu'elle a dû braver pour sauver ses principes, ceux-là mêmes que pratiquent les États-Unis. Il ne faut pas beaucoup de clairvoyance pour se demander si, en attaquant l'indépendance spirituelle de la République Française, on ne menace pas l'avenir de la République Américaine. La vérité se fait jour par la réflexion, par la constatation aussi du progrès que réalise la France libre dans le domaine politique, intellectuel, moral et matériel; par la découverte enfin de l'exagération criante des calomnies répandues contre elle. J'insiste sur ce point, car il importe d'en finir avec des légendes répandues pour éveiller aux États-Unis une opinion hostile aux luttes de la liberté de conscience en France. Les voyageurs américains arrivent, pour la plupart, en Europe, dans un état d'esprit facile à concevoir : ils viennent pour se reposer, pour voir du nouveau. Or, le nouveau, pour eux, ce qui ressemble le moins aux États-Unis, c'est l'ancien, c'est la vieille Europe. Je connais plus d'une élégante Américaine pour qui la France était le Sacré-Cœur ou le couvent des Oiseaux, avec la rue de la Paix : il en est d'autres, non moins nombreuses, qui ne vont à Londres que pour être invitées à la

Cour ; nous avons ainsi de très belles duchesses, marquises ou comtesses américaines donnant le ton à beaucoup de leurs compatriotes et faisant chœur avec nos très belles Parisiennes pour déplorer le malheur des temps ! Aux jours douloureux de la lutte à outrance, jours douloureux pour nous Français beaucoup plus encore que pour les Américains, quand il fallut fermer les couvents, quand on vit sortir des vieux monastères les moines blancs, les moines bruns, les moines noirs, quand on vit sortir surtout les cornettes de nos religieuses, il y eut des larmes très naturelles, très respectables ; et quant aux Américaines, beaucoup d'entre elles prirent fidèlement fait et cause pour « la religion persécutée » contre le Gouvernement. Cela s'explique. J'aurais voulu, avec bien d'autres de mes collègues du Parlement français, que l'application des lois votées par nous, en toute conscience, dans l'intérêt de la France et de la civilisation, pût se faire sans causer de souffrances ; j'ai souffert beaucoup plus, à moi seul, que toutes les Américaines qui nous condamnent, de cette application inévitable ; je comprends donc leur sentiment, mais si on en tient compte, où s'arrêtera-t-on ? Faudra-t-il ramener la France au moyen âge pour la rendre plus pittoresque ?

Ajoutons à ces causes, aujourd'hui passées, de l'impopularité de la France laïque dans une certaine société américaine, les fâcheuses impressions répandues par nos propres journaux écrivant pour l'édification de la même société ; les seuls journaux français qu'on lise hors de France ; — ces mêmes journaux n'étant nullement embarrassés pour dénoncer en

France l'étranger aux suspicions des bons Français et pour dénoncer, au dehors, la France au mépris de l'étranger.

Tout cela maintenant est déjà de l'histoire ancienne ; les choses apparaissent telles qu'elles sont. Les Américains reviennent de leur indignation trop hâtive ; ils voient nos fautes, nos erreurs, souvent même au verre grossissant, mais ils sont stupéfaits de voir, malgré tout, la France tout à fait tranquille, les Églises pratiquant leur culte, faisant vigoureusement sonner leurs cloches aux heures de la messe et des vêpres, les séminaires s'organisant, les curés librement nommés, les évêques se réunissant en assemblées, ou faisant dans les chefs-lieux de leurs diocèses des entrées sensationnelles ; les processions elles-mêmes circulant dans les rues, arrêtant, au besoin, leurs automobiles, avec l'autorisation des municipalités !...

Voilà donc les Américains avertis qu'on les a mystifiés ; ils ne se laisseront pas tromper deux fois. Ils sont foncièrement avec nous ; la force des choses les y oblige. Il n'en est pas un parmi eux qui supporterait une intervention abusive du Vatican dans la marche du gouvernement américain ; bien plus encore que les Français, tous sont d'accord pour ne pas concevoir une religion qui prétendrait, au xxe siècle, leur interdire de se gouverner eux-mêmes. Et par là encore, par une expérience de plus faite à ses dépens, la France leur aura rendu grand service. Mais par là même ils peuvent comprendre qu'il n'appartient pas à la France de fonder la religion de l'avenir ; autant vouloir construire une Église sur un terrain encombré d'obstacles, de fortifications, de

ruines, et déjà occupé par une Église nationale, enracinée depuis des siècles, victorieuse de la réforme ; — cette réforme dont les Anglais disent : « La France souffre d'une réforme rentrée. » Disons plus : le rôle de la France est, par excellence, d'unir, d'inspirer, de guider, non de s'imposer ; elle est géographiquement, politiquement et moralement, un trait d'union ; elle ne doit pas être une Église ; elle aussi, c'est par ses services qu'elle tient tant de place dans le monde, et cette place elle la compromet chaque fois qu'elle veut dominer.

La religion de l'avenir trouvera son terrain sur le libre sol des États-Unis, où ses Églises sans racines, sans ambitions menaçantes, renoncent à se combattre et s'associent déjà pour rivaliser entre elles et toutes ensemble avec les philanthropes, avec une infinité d'initiatives de la bienfaisance publique ou privée.

Je disais plus haut que le socialisme américain était gêné dans son expansion par l'activité d'un peuple de philanthropes ; l'accord des Églises peut aussi lui faire obstacle. C'est un concours d'œuvres spontanées, colossales ou minutieuses menées toutes avec autant d'ingéniosité que d'argent et d'énergie. Je n'oublie pas que l'Église en France n'a pas besoin de s'inspirer de ces exemples d'outremer ; les patronages, les écoles libres, les jeux, les sociétés de sport, de tir, de musique, de voyages qui se fondent dans nos plus petits villages, ressemblent à bien des fondations des Églises américaines ; mais, une fois de plus, apparaît la différence entre les deux pays : aux États-Unis, ces fondations, en raison de leurs origines infiniment diverses, n'inquiètent personne ;

en France, elles sont pour la plupart catholiques et par conséquent de combat contre le régime républicain. Circonstance aggravante : les républicains étant de beaucoup, dans la République, les plus pauvres et aussi les plus économes, — avouons-le, — la grande masse de la bienfaisance privée se trouve hostile au gouvernement ; ajoutez-y une bonne partie de la presse, et les catholiques américains nous jugeront peut-être avec plus d'impartialité.

VII. — LES ŒUVRES

Je voudrais maintenant donner un aperçu des œuvres qui sont le fruit et la graine de l'idéalisme américain, mais elles sont trop. J'en citerai quelques-unes seulement, avec le regret d'être injuste, par omission pour tant d'autres qui mériteraient de nous arrêter. Je souhaite qu'un écrivain plus libre que moi de son temps publie une anthologie, le livre d'or de ces œuvres; c'est un monument que devrait élever, non la vanité, mais la foi américaine, pour l'édification et l'émulation de tous.

Je prends d'abord une œuvre religieuse qui m'a particulièrement frappé, celle de la première Église presbytérienne et dont j'ai déjà fait mention lors de mon séjour à Seattle. Cette Église, il est vrai, est favorisée ; elle est très riche ; c'est un temple vraiment magnifique ; elle a surtout son pasteur, une âme, un homme d'une autorité morale et d'une éloquence exceptionnelle, M. A. Matthews ; ses missions établies dans cette région presque vierge encore, étaient déjà au nombre de treize en 1911 ;

quelques-unes, de simples cabanes, mais toutes participant à l'activité de l'Église mère. Ne la comparons pas à beaucoup d'autres infiniment moins bien partagées, affligées trop souvent, selon le degré de latitude et de prospérité de l'État, de pasteurs plus que médiocres et de paroissiens plus que tièdes.

L'Église presbytérienne de Seattle est un gouvernement; elle a son programme : elle a commencé par diviser la ville, où tout s'improvise à pas de géants, en vingt-cinq arrondissements ou districts ; chaque arrondissement est subdivisé lui-même en quartiers; tout cela nettement sur le terrain et sur la carte, afin de bien répartir les responsabilités. Ainsi, rien n'échappe à l'Église; ses œuvres vont s'appliquer, non ici ou là, mais partout. Je signale, une fois de plus, en passant, que la plus grande part de cette organisation modèle est confiée à des femmes, lesquelles ont d'ailleurs vaillamment conquis leur droit de suffrage dans le jeune État; l'Église à elle seule compte plus de quatre mille de ses paroissiennes inscrites sur les listes électorales. Chacun des vingt-cinq arrondissements a son bureau, composé d'une présidente, d'une vice-présidente, d'une secrétaire, d'une trésorière et de conseillères, dont les noms figurent sur les almanachs de la ville; il faut y ajouter des bibliothécaires, à l'occasion, des instructrices. Tous ces bureaux d'hommes, de femmes, de jeunes filles et de jeunes gens, bien autonomes, sont représentés dans des comités généraux qui se partagent la besogne, selon les besoins signalés et les ressources que chacun a pour mission de développer. Cette besogne n'est pas légère; sans parler de l'exercice du culte, et en dehors de l'instruction

religieuse et de l'éducation biblique confiées à des écoles volontaires et à des clubs spéciaux, il y a les comités d'administration, il y a les œuvres civiques, les œuvres d'assistance ou d'éducation générale.

« Je ne peux pas tout faire », dit le pasteur à ses paroissiens : « nous sommes débordés par la confiance qui vient à nous ; vous devez m'aider dans toute la mesure de votre force, physique, mentale, morale, financière, sociale et domestique, religieuse et spirituelle. » Et, plus ou moins aidé, car il est visiblement l'âme qui inspire tout ce monde, il a constitué comme il suit ses services : un comité est chargé d'organiser dignement la célébration des fêtes nationales ; un autre, des rapports avec les journaux ; un autre de la décoration de l'église. Un comité de « matrones » a pour délicate fonction d'accueillir et de diriger les jeunes femmes dans le besoin. Un comité de musique générale s'occupe des chœurs, de l'orgue, de la maîtrise, des engagements avec les chanteurs, de l'organisation occasionnelle des oratorios, cantates, récitals, des concerts habituels du dimanche, des programmes ; un comité de musique spéciale organise un brillant concert chaque jeudi soir. On fait parfois payer les places. C'est une ressource. Un comité est chargé de l'organisation musicale de l'école du dimanche.

Un comité surveille l'action de tous les autres comités et choisit les candidats appelés à en faire partie. Un autre examine les comptes. Un autre a la responsabilité des quêtes et de leur contrôle.

C'est grâce à la vigilance de ce premier état-major actif que l'église, bien organisée au dedans, riche, fréquentée, respectée, peut agir au dehors par

d'autres comités dont les noms seuls disent la fonction : comité de littérature, choix de lectures pour les paroissiens ; comité d'assistance aux Japonais, très nombreux à Seattle ; comité des kindergartens : comité des orphelins ; comité des prisons et de relèvement des prisonniers, y compris les libérés, qu'il faut pourvoir d'un travail à leur sortie ; comité de secours et recherche des individus à secourir ; comité de fraternité ; comité de présentation de nouveaux membres ; comité de tempérance ; comité des matelots du port ; comité des hôpitaux ; autre comité et fondation spéciale pour les marins ; comité des malades, avec mission d'envoyer à leur domicile médecin, garde, médicaments, délicatesses..., comité de secours moral pour les caractères faibles (helping hand comittee). Comité des hôtels (les tenir en contact avec l'église) ; comité des autres églises ; comité des écoles et collèges ; comité de la gymnastique pour les hommes et les garçons ; comité de culture physique pour les femmes ; comité de garde du dimanche pour recueillir et occuper les enfants pendant que les parents sont au service ; comité des arts et de la littérature ; comité de récréation, chargé de choisir les terrains de jeux, d'organiser les excursions ; comité des magasins et particulièrement des marchands de bois, très isolés dans l'immensité du pays ; comité de l'amitié, pour ramener le bon accord au chantier, à la maison, dans la cité. Comité de la science domestique ; comité des écoles de couture ; comité de garde quotidienne des enfants dont les parents travaillent hors de la maison pendant la journée. Comité d'investigation des diverses institutions publiques ou semi-publiques,

philanthropiques ou bienfaisantes qui ont besoin d'appui et d'argent. Comité anti-tuberculeux. Comité de culture de la santé...

J'en passe, mais j'en ai voulu dire assez pour faire toucher du doigt comment les Américains organisent leurs œuvres à force d'ordre, de méthode, de division du travail, mais en même temps de direction intelligente et dévouée. Dévouement est un mot trop faible; c'est le feu sacré d'un homme ou d'une femme qui s'allume et allume d'autres feux sacrés. Argent, talent, santé, énergie physique et morale, dons naturels, activité sans relâche, sacrifice de soi et des siens, le pasteur Matthews brûle tout cela sans compter, comme ces chauffeurs des débuts de la concurrence américaine, résolus à arriver au but coûte que coûte, jetaient dans leur chaudière tout ce qu'ils avaient sous la main. Quand j'ai parlé à côté de cet homme extraordinaire et que je n'ai d'ailleurs jamais revu, je me sentais réduit moi-même au rôle de combustible, et j'ai brûlé de toute mon âme, en face du public qui brûlait aussi. Pendant qu'il me présentait à ses fidèles, leur expliquant en peu de mots, l'objet de mon voyage, je le regardais, je voyais parler sa vie : jeune encore, sa flamme intérieure le consumait; son long corps n'était plus qu'un fil. Il lui restait la voix pourtant, orgue humain, et son regard, des yeux profonds, deux yeux attachants qui, par leur assurance souriante et par leur dédain des obstacles, répondaient, sans qu'il s'en doutât, — bien plus que du succès de son œuvre, — de l'avenir du pays où de telles œuvres sont légion...

Car j'en puis citer dans tous les domaines. J'ai

parlé des œuvres d'Andrew Carnegie pour la paix ; j'ai dit que l'argent donné n'est qu'une partie de la peine prise pour que l'œuvre soit vraiment utile et pour qu'elle rayonne dans toutes les directions morales, dans tous les pays. Que n'ai-je le temps de parler de ce beau domaine écossais qu'il a acheté à Dumferlime, son pays natal, transformé en parc royal réservé aux générations venues après lui ; un parc ? un paradis plutôt. Mais Andrew Carnegie n'est pas sans rival. Combien d'hommes d'action, aux États-Unis, sacrifient à l'envi le meilleur d'eux-mêmes à l'œuvre de la paix, parmi les présidents d'université, les grands directeurs de banques, de revues, de journaux, à commencer par le Directeur de la plus grande agence télégraphique du monde, la *Presse associée,* Melvile Stone, les commerçants, les industriels? Edwin Ginn, le célèbre éditeur de Boston, consacre la fin de sa vie à aider les hommes de bonne volonté qu'usent l'indifférence et les préventions générales. Il a donné, lui aussi, des millions pour fonder l'École de la Paix que dirige Edwin Mead. Il vit pour cette œuvre autant que pour ses enfants, il les confond avec elle ; il en est bien récompensé : ses bureaux sont, à eux seuls, une satisfaction pour son fondateur : là, tous ses collaborateurs sont plus ou moins ses associés: c'est un plaisir de circuler à travers ses dactylographes et ses comptables; tout est ici gaieté, confiance; cette puissante maison est une chapelle où règne la sérénité.

Je l'ai dit déjà, partout dans ce pays de la vie intense, je trouve, fleur inattendue, la douceur, l'humanité ; mais je n'ai pas dit que, si cette fleur fait la joie de ceux qui la cultivent, elle fait la

richesse et le progrès de la population qui en profite; car, remarquons-le, les villes où l'idéalisme triomphe sont les plus prospères. Boston est un exemple frappant. Nulle part aux États-Unis les Américains n'ont une vie plus intellectuelle et spirituelle; cela n'empêche que Boston se développe matériellement tous les jours. Outre l'importance croissante de son université, de son port, elle est devenue un centre agricole de premier ordre; tous ces idéalistes cultivent et vendent des pommes, des fruits, élèvent des troupeaux; ils font du beurre, de la crème, des confitures, à qui mieux mieux; Boston est l'un des principaux marchés de fruits du monde entier; un centre nouveau d'alimentation végétarienne.

L'industrie ne prospère pas moins que l'agriculture dans toute cette région de la nouvelle Angleterre, grâce à l'application des principes les plus libéraux, les plus conformes au double intérêt du patron et de l'ouvrier. Toute une école s'y est fondée pour enseigner ce qu'on appelle le « scientific management » des usines, c'est-à-dire pour obtenir de l'ouvrier et de ses directeurs à la fois le meilleur rendement et le plus de mutuelle satisfaction. Là encore, des hommes d'affaires se sont passionnés pour le bien public et ont fait bloc de leur expérience et de leur argent pour laisser à leur pays un héritage de prospérité. Qu'on ne force pas ma pensée: je ne tombe pas dans ce travers de louer tout à l'étranger et de méconnaître la France; mais plus j'admire mon pays, plus j'enrage de le voir, par sa faute, perdre du terrain. Je sais très bien que les États-Unis n'ont pas le monopole des initiatives bienfaisantes. Des efforts admirables ont été faits et de grands résultats obtenus par des industriels fran-

çais; sans parler des vivants, Paris est couvert d'œuvres qui portent des noms respectés, Cochin, Lariboisière, Boucicaut, etc., mais ces initiatives pourraient être plus nombreuses; aux États-Unis elles sont la règle.

Je n'ai pas parlé des musées américains; je me le reproche; c'est un monde. On en juge par le Metropolitan Museum de New-York, toujours agrandi, toujours trop petit, et où viennent affluer chaque mois une moyenne de mille dons. Et non pas les dons seuls, mais les conseils, mais le dévouement, toujours, de telle sorte que ce musée ne soit pas un entassement de collections comme celui du Louvre, mais une leçon de beauté, d'art, de goût, dont puisse profiter la population. Si grand que soit le prix artistique des musées américains, il s'efface devant leur immense valeur éducative : aussi les visiteurs qui les fréquentent se comptent-ils par milliers chaque jour : et ces visiteurs ne sont pas, comme ailleurs, en majeure partie des étrangers, mais des Américains. Créés, le plus souvent, par la générosité privée, leur organisation est conçue de telle sorte que, le musée des arts décoratifs, par exemple, éveillant des vocations chez les uns, des exigences chez les autres, élève le niveau général de tous. Ces musées sont faits et administrés pour instruire le peuple, le pays, et non pour emmagasiner des tableaux. De même les fermes modèles, les vergers, les poulaillers, les basses-cours où j'ai vu un seul homme surveiller l'éclosion artificielle de 20.000 poussins. C'est à qui s'ingéniera à simplifier, à perfectionner, non pour s'enrichir seulement ou pour se distraire, mais dans

l'intérêt général, les méthodes d'exploitation agricole. L'anncien Président de Columbia University, ancien maire de la ville de New-York, ancien membre de la conférence de la Haye, chargé, depuis lors, d'une sorte de fonction morale où il excelle, celle d'arbitre dans les conflits entre patrons et ouvriers, M. Seth-Low, me semblait avoir conquis le droit de se reposer. Non, un homme d'action ne se repose jamais, aux États-Unis moins qu'ailleurs. J'ai été passer deux jours chez lui, à la campagne ; je l'ai trouvé avec sa femme, — car c'est là encore un de ces ménages d'élite dont j'ai parlé. — à la tête d'une ferme modèle, Great Brook farm. Je vois chaque année de grands progrès agricoles réalisés par nos populations françaises et par le gouvernement lui-même de mon pays ; j'en ai vu de remarquables en Angleterre et dans d'autres États d'Europe ; je supposais que les États-Unis ne pouvaient encore nous rattraper sur ce terrain, si ce n'est par l'immensité de leurs exploitations ; mais non, à Brook farm, là encore, règnent le soin, la méthode le scrupule, la recherche du mieux dans tous les détails. La visite des étables, à l'heure du repas du soir, m'a édifié : comme dans nos meilleures fermes, des wagonnets sur rails venaient verser devant les vaches impatientes leur contenu d'herbages odorants ; à ce premier service succédait le second plat, je ne sais quel mélange de tourteau et de son additionné de sel à poignée ; deux jeunes gens nourrissaient un troupeau d'une quarantaine de vaches en un quart d'heure. Les courbes de la traite du lait figuraient dans l'étable, renseignant d'un coup d'œil le visiteur sur le produit quotidien de chaque animal. Il y avait

aussi la fabrication de la crème, et, si je ne me trompe, pour la conserver, la fabrication de la glace. Il y avait les toits à porcs si ingénieusement disposés que chaque famille se prélassait ou s'ébattait en possession d'un maximum de lumière et d'air et de liberté ; ainsi de suite. Les garçons de ferme avaient bonne mine ; l'un d'eux préparait ses examens à une école d'agriculture. Où logeaient-ils ? Dans un club, sur la ferme ; une petite maison très propre, à deux étages, avec une chambre pour chacun, une salle de bains, une salle à manger très coquette ; le couvert mis avec une nappe.

Je sais bien que Brook farm est un essai très coûteux, exceptionnel ; c'est pourtant un effort de plus dans ce concours d'émulations des bonnes volontés américaines que j'ai rencontré partout.

J'en finirai pourtant avec ces œuvres de l'initiative publique ou privée par celle de toutes qui me paraît la plus belle, la plus répandue, la plus nationale, l'assistance aux enfants.

*
* *

Les enfants. — Ici encore, pas de malentendu, pas de charité, pas d'aumône, pas de sentimentalisme : non, l'intérêt de tous, et cet intérêt dictant le devoir de chacun. La belle parole de Frœbel est un article de foi pour les associations de Kindergarten : « La destinée des nations est dans les mains des femmes, — des mères, — plus que dans celles des détenteurs du pouvoir. » Les enfants sont le capital national dont chacun sait la valeur, et ce capital, on comprend qu'il ne fructifiera que s'il a commencé par fleurir.

C'est donc par civisme, par patriotisme, pour donner de l'ordre et de la santé à leur pays que les Américains et les Américaines s'attachent au sauvetage de l'enfance. Ils organisent des expositions pour propager le bien-être de l'enfance : Child welfare exhibits, à New-York, à Kansas, à Chicago, avec catalogues illustrés et revues répandus à profusion. Ils comprennent, ils savent que faute de sollicitude, faute d'abri, les meilleurs enfants sont les plus compromis et peuvent devenir des coupables. Faute de savoir se les concilier, la société les arme contre elle-même ; au lieu d'une force, elle en fait sa faiblesse, des vagabonds, des insoumis, des apaches ; parce qu'elle a commencé par en faire des malheureux. Elle sait bien que ce n'est pas par des sermons, encore moins par des condamnations qu'elle amendera le sort des enfants. Avant tout, elle veut leur donner moralement et matériellement l'espace qui est pour nous tous la vie.

Moralement, les Américains n'ont pas perdu le souvenir de leurs origines et ils savent tout ce qu'ils doivent au libre jeu des activités de leurs ancêtres. Leur indépendance, leur pays sont nés de ce libre jeu. Mais dans le nouveau monde, occupé maintenant, européanisé plus ou moins, toutes ces indépendances sont à l'étroit. Que vont-elles devenir ? Elles fermenteront et feront autant de mal qu'elles ont fait de bien autrefois. « Il est triste, disent les Américains, que les qualités qui ont élevé notre race et lui ont permis d'arriver où elle en est aujourd'hui soient précisément celles qui perdent tant d'enfants ! » Faisons-leur donc crédit ; donnons-leur du champ pour qu'ils se détendent et sortent

d'eux-mêmes toute leur énergie pour le bien de tous. Et, pour cela, apprenons nous-mêmes l'art de gouverner les enfants ; les gouverner et non les gâter. Les aimer, sans doute, mais surtout les préparer à vivre, leur apprendre non pas seulement le prix du travail, mais le prix du loisir, leur apprendre à jouer. Éducation nouvelle qui se fera d'elle-même, disait-on ? non ! elle exige, au contraire, beaucoup d'attention pour qu'elle substitue peu à peu la discipline, l'apaisement social aux pires impulsions.

Il faut matériellement aussi beaucoup d'espace à l'enfant, de l'air, de la lumière, de la nature, des arbres, du gazon, des fleurs, des oiseaux, tout ce qui vit en un mot. Il lui faut du calme surtout, pour qu'il s'épanouisse au lieu de frémir. Il faut le soustraire à la trépidation de la vie moderne. Ces besoins sont devenus une obsession, même dans la vie de famille où les enfants dorment la fenêtre ouverte, autant que possible, sur des jardins; où tout le monde s'entraîne à camper sous la tente, dans la montagne, à s'isoler dans la nature. Je l'ai compris, une fois pour toutes, quand, ayant rencontré à Syracuse, dans le jardin d'une de nos amies, son enfant, presque un nouveau-né, de quelques mois, tout seul, exposé comme Moïse dans son berceau, au fond de sa petite voiture, dans le parc, je marquai mon étonnement, et quand on me répondit : « C'est par ordre du médecin ; la tranquillité lui fait grand bien : sa mère l'énerve !! » C'est la nature qui reprend ses droits ; c'est encore et une fois de plus l'inspiration de Rousseau. Mais comment donner de l'air et du calme aux misérables êtres nés pour ainsi dire dans la rue, vivant dans la rue, couchant

dans la rue, et quelle rue !! Car c'est là un des problèmes désespérants de la civilisation, ce contraste entre l'extrême progrès des classes aisées et l'extrême misère, la dégradation des classes pauvres. C'est pour atténuer ce contraste que se sont formées ces associations admirables qu'on appelle : Associations des terrains de jeu, « Playground associations ». Ces associations ont déjà des résultats infiniment heureux dans le présent, mais elles en promettent de bien plus considérables. Leurs fondateurs ne s'y trompent pas. C'est pour demain qu'ils travaillent ; ils disent : la civilisation future est liée au succès de cette gigantesque entreprise.

Gigantesque en effet. Il y a des branches de la Playground association partout, dans toutes les villes qui se respectent ; elles vivent toutes exclusivement de souscriptions particulières et leur administration est composée de volontaires. Elle a un journal, une revue mensuelle très intéressante : *The Playground*. Son siège central est à New-York, 1 Madison Avenue, mais c'est dans l'intérieur du pays que je l'ai vu vivre, soutenue par une véritable passion privée, municipale et nationale. Elle pose brutalement le problème : le jeu est nécessaire comme le travail ; où l'enfant peut-il jouer ? Réponse : Pas même dans la rue. Dans ce cadre, dans cette prison qui l'enserre, et où mille dangers le menacent, vous arrêtez son développement. Trouvez-lui le champ dont il a besoin.

L'histoire des têtards est ici classique ; je n'ai pas vérifié ses conclusions ; je la rapporte simplement : Vous prenez plusieurs jeunes têtards de même âge et de même force, vous les placez dans de petits fla-

cons de tailles différentes : ceux qui vivent dans le plus grand flacon deviennent les plus grands et les plus forts, ceux qui vivent dans le plus resserré sont les plus petits et les plus faibles.

De même les enfants ; chétifs, malades, ils se préparent à encombrer les hôpitaux et les tribunaux ; ils vous coûtent très cher au lieu de vous rapporter. En vain vous constituez pour eux vos tribunaux d'enfants, vos conseils de tutelle, etc., tout cela est beau, mais insuffisant ; vous essayez de réparer ce que vous auriez dû prévenir...

Ainsi, dans toutes les villes, aujourd'hui, sont aménagés ou réservés par les soins de l'association, des jardins, des terrains vagues, des tas de sable, des mares où barbottent les enfants en été, des gymnases, des piscines où ils nagent à tour de rôle, garçons et filles, sous la surveillance de maîtres nageurs ; des potagers où ils s'exercent à cultiver des légumes, des fleurs ; des tentes où ils se réfugient en cas de mauvais temps ; des ateliers où les garçons apprennent, par exemple, le métier de charpentier, où les filles fabriquent des fleurs artificielles, où ils jouent même à de petits jeux de société, au billard ; de grandes salles où ils apprennent à danser, à lutter ou bien à écouter de la musique ; on leur organise des concerts. Le premier concert, c'est la lecture, et mieux encore, car la lecture est ennuyeuse : une jeune fille gaie, — toujours la gaieté, l'encouragement, la confiance dominant tout enseignement, — une jeune fille se tient debout en face de tout ce petit peuple assis, les petits garçons d'un côté, les petites filles de l'autre, et elle leur raconte des histoires. Oh ! les belles histoires ! comme ces enfants les

écoutent! avec quel ravissement ils sortent d'eux-mêmes, s'évadent pour imaginer, croire, rêver..; on leur choisit aussi les lectures à faire, les livres ou les journaux qui ne souillent pas leurs âmes trop tôt; on leur apprend à coudre. Les plus beaux jours sont ceux où on les lâche dans un champ pour jouer aux Indiens, faire des feux !... Les Américains, qui ont brûlé tant de forêts et de prairies, sont honteux de voir punir cet instinct légué à leurs enfants, et ils l'immunisent en leur permettant les feux de bivouac; de même que le ballon, le jet de la balle, font dériver en sport excellent leurs instinctives habitudes de la petite guerre.

On organise aussi pour eux des excursions, des écoles de vacances ; on s'ingénie à exercer leur activité, au lieu de la comprimer, à lui fournir le plus d'aliments possible; on va au-devant de leur curiosité.

Un de ces Américains que je ne puis oublier est le vénérable Dr John A. Brashear, d'origine française, (Brazier), directeur de l'Observatoire de Pittsburg. C'est lui qui a rédigé cette belle épithaphe spiritualiste pour le tombeau où sa femme l'a précédé : « Nous avons tant de fois regardé ensemble les étoiles que nous ne craignons pas la nuit. » Ce vieillard, alerte et gai comme un jeune homme, dépense, lui aussi, sa vie à aimer les enfants ; il leur ouvre toutes les semaines son observatoire, et lui-même, avec cette bonne grâce et cette simplicité des vrais savants, il leur fait les honneurs du ciel.

Un autre grand vieillard américain dont la bienveillance me fut précieuse, John Bigelow, libre échangiste impénitent, ancien Ministre des États-

Unis à Paris, vient de mourir nonagénaire ; je l'ai revu à New-York, peu avant sa mort ; il dictait encore à des reporters des plaidoyers pleins de force et de bonté pour la défense de la femme et de l'enfant ; il inaugurait la bibliothèque admirable de New-York où des salles spéciales de lecture sont réservées aux enfants.

J'ai vu, sous la conduite d'une mère de famille qui fut mon bon génie, à Pittsburg, un spectacle qui m'a ému plus que je ne puis le dire : la grande fête ou « Pageant » offerte aux enfants par la Playground association, au mois de mai. Toutes les écoles de la ville, filles et garçons, par tous les moyens, chemin de fer, tramways, omnibus, automobiles, voitures, charrettes ou bicyclettes, avaient été mobilisées et concentrées dans l'immense stade à ciel ouvert où 40.000 spectateurs se passionnent en temps ordinaire pour le Base-Ball. Cette fois les spectateurs étaient les enfants ; placés avec quel ordre ! par quel miracle d'organisation ! Je frémissais en pensant aux responsabilités des instituteurs et institutrices. Mais non : rassurante menace, une précaution avait été prise : des pancartes avertissaient que la police se chargerait de ramener tout enfant qui s'égarerait à la sortie... et je n'ai pas vu un accident. Au premier rang on avait placé les enfants estropiés, infirmes, à jambes de bois ou à béquilles, ou dans des sièges roulants.

Quel spectacle attendait ces milliers d'enfants ? La comédie. Mais une comédie gigantesque et jouée par leurs petits camarades. Et quelle comédie ! une belle légende, avec une moralité, non pour eux, pour les parents... ; car ce sont toujours les parents aux

États-Unis, qui sont coupables des fautes des enfants.

Mais attention ; on commence. Un grand silence. Tous ces petits êtres sont penchés, les yeux fixés vers un même point, l'entrée du stade, tout au fond, bien loin ; et voilà qu'au son d'une musique d'orchestre apparaît un joueur de musette, un joli berger. Ce berger n'est autre qu une des jeunes institutrices de Pittsburg. Il s'avance, et on voit tout de suite que c'est lui qui va tenir le grand rôle, exercer la grande action. Grande, en effet, car la ville que figure la scène est prise d'assaut, envahie par les rats ! impossible de les chasser. Vainement le grave conseil des échevins s'assemble et délibère ; il ne sait à quel saint se vouer ; son impuissance est complaisamment soulignée par les cabrioles des rats qui le bravent et courent partout ! Ce sont les petits garçons qu'on a, bien entendu, déguisés en rats ; déguisement sommaire mais expressif : un fourreau de toile grise terminé par une longue queue et coiffé de deux oreilles bien pointues au-dessus du visage découvert et radieux de l'enfant. Comme ils gambadent à quatre pattes ! Comme ils se poursuivent, se croisent, se bousculent ! Il y en a, il y en a, plus qu'on ne peut en compter ! A chaque bond des petits rats, les immenses galeries semblent sursauter elles-mêmes ; le public entier gesticule, crie, applaudit, s'amuse, s'amuse ; jamais on n'avait autant ri.

Mais le conseil des échevins finit par prendre un parti ; il appelle le joueur de musette qui sait l'art de charmer les rats ; il fait marché avec lui pour qu'il les entraîne jusqu'à la rivière où ils se noieront.

Le berger joue son plus bel air ; tous les rats le suivent et s'en vont. On connaît la vieille légende dont s'est inspiré Browning, et l'ingratitude des échevins : une fois débarrassés des rats, ils ne tiennent pas leur parole et ne veulent plus payer au berger le prix convenu ; ils marchandent ; et alors le berger, pour les punir, se retire en jouant encore de la musette, et cette fois ce sont tous les enfants de la méchante ville qui partent à sa suite. Et c'est ici que commence la moralité américaine, la seconde partie du « pageant ».

Les enfants émigrés, loin de se plaindre, sont très heureux, bien plus heureux que chez eux, parce qu'ils ont trouvé un terrain de jeux. On les voit s'ébattre, danser, chanter en compagnie des fleurs, des papillons, des grenouilles, des oiseaux, toute la nature animée, représentée par d'autres enfants costumés... Et alors le joueur de musette, pour toute vengeance, invite les parents à assister à la joie de leur enfants. Les parents viennent, et c'est le dénouement : ils découvrent ce qu'ils ignoraient, les pures joies de la nature ; une vie nouvelle commence pour leurs enfants, pour eux, pour leur pays. Et tous ensemble rentrent en ville, avec le berger, chantant en chœur : « Liberté, paix et pureté. »

Les galeries alors se vident au son de la marche des terrains de jeux ; tout ce réservoir de jeunesse s'écoule tranquillement par de nombreuses et larges issues vers la place où chacun va retrouver le véhicule qui le ramènera chez lui.

J'ai félicité, remercié les organisateurs de cette réunion d'enfants. Bien aveugle est celui qui n'apercevrait pas la grandeur des services qu'ils rendent et

la portée de ces œuvres nouvelles, multipliées en si peu de temps aux États-Unis où elles régénèrent les enfants et, par les enfants, les parents. Ces œuvres existent ailleurs ; leur bienfait n'est pas limité à un seul pays ; elles répandent au loin leur contagion. En Angleterre, en Allemagne, en Scandinavie, surtout cette contagion est générale ; en France elle est déjà sensible ; elle a coïncidé avec le progrès de la liberté et de la paix, avec des lois protectrices du travail, avec le triomphe de nos routes, avec la renaissance des sports, avec la bicyclette, l'automobile, l'aviation ; c'est une révolution insoupçonnée qui agira sur les corps et sur les idées, sur les mœurs ; elle nous disciplinera, nous donnera l'esprit public qui nous fait défaut. Déjà les associations de terrains de jeux essaient de se former et de faire entendre leur voix à Paris où les fortifications condamnées feront place à une ceinture de parcs publics ; déjà se sont acclimatées avec une prodigieuse rapidité les associations de Foot-ball, en attendant celles de Base-Ball ; plus péniblement se forment les associations des Cités-jardins, des jardins d'enfants, d'eugénique, celles des espaces libres et d'assainissement et celles de la transformation des villes : mais le progrès, si lent soit-il, n'est pas contestable ; des questions nouvelles naissent chaque jour devant l'opinion et s'imposent aux pouvoirs publics, au parlement ; la lutte pour le relèvement de la femme et de l'enfant, pour le soutien des faibles, cesse d'être un mot ; les campagnes contre la tuberculose, contre l'alcoolisme, contre la pornographie, contre la traite des blanches, restées longtemps platoniques, deviennent populaires, elles seront bientôt nationales, comme fleuris

sent la mutualité, les retraites, les entreprises d'assistance et d'hygiène préventives opposées au vieux remède de la charité : transport des ouvriers à bon marché dans la banlieue ; suppression des logements insalubres, construction des habitations ouvrières, constitution du bien de famille, colonies de vacances, sanatoria, que sais-je encore ?

Vous ne limiterez pas ces progrès à un seul pays ; ils s'épanouissent, comme la lumière de la vérité, au-dessus des frontières ; ils ne tarderont pas à se répandre et tendront à se niveler dans les pays les plus civilisés qui gagneront les autres par leur exemple. Toutes ces associations nationales, par la force des choses, s'inspireront les unes des autres ; elles auront besoin les unes des autres ; elles se grouperont, comme a fait déjà celle des jeux olympiques, par exemple. Ce n'est pas encore l'union, la fraternité, mais c'est l'émulation, souvent même la camaraderie, l'amitié. Chacune de ces associations a sa patrie, mais elles ont toutes un même idéal. Réunissant la jeunesse d'abord, conservant avec le temps la sympathie des hommes faits, puis des vieillards, elles vont préparer, sans le vouloir peut-être, sans y penser, mais avec une efficacité d'autant plus irrésistible, une ère nouvelle de relations internationales ; elles ne permettront pas aux gouvernements de déclarer la guerre à la légère.

Ce sont là de grands changements qui en font prévoir de plus grands encore. C'est une religion qui naît, qui se développe avec l'enfance et par l'enfance, dans le respect du droit de chacun, au bénéfice des plus faibles, dans le culte de la liberté, de la justice et du devoir. Cette religion laissera subsister

ou mourir les autres ; elle sera si humaine qu'elle n'aura même pas besoin de porter un nom ; ce sera la foi commune dans le bien, celle qui nous divisera le moins, celle aussi qui sera l'application la plus fidèle de la vraie parole chrétienne : laissez venir à moi les enfants.

CHAPITRE XIV

LA CONCURRENCE

I. — PITTSBURG

Cette poussée générale d'idéalisme dont j'ai trouvé partout les signes évidents, ces concours d'activités bienfaisantes ouverts entre les universités, les églises, les États, les villes, les particuliers, les associations publiques et privées, supposent, en même temps qu'un grand feu sacré, beaucoup d'argent. L'idéalisme est un placement à longue échéance qui exige de larges sacrifices : l'idéalisme paie et paie royalement, mais en proportion des avances et des efforts qu'il a coûtés. Les Américains ne comptent ni leurs avances ni leurs efforts. Ils comprennent qu'un pays neuf est un enfant qu'il faut commencer par nourrir, fortifier, instruire avant de rien lui demander ; plus vous aurez dépensé pour lui, plus il rendra de services dans l'avenir, mais dans l'avenir seulement. Les Américains font en sorte que cet avenir soit le moins éloigné possible. Ils ont débuté par la fièvre de l'impatience ; ils en sont maintenant à tirer parti de leurs expériences et à s'organiser avec méthode pour subvenir à leurs besoins. Leur train de maison

est déjà considérable ; ils se mettent en mesure de l'augmenter. La grande affaire est de produire et de produire toujours davantage, puisque la population ne cesse de s'accroître, puisque la production n'augmente que dans la proportion de 40 p. 100, tandis que la consommation augmente de 60 p. 100. Tirer du sol, dessus et dessous, tout ce qu'il peut donner sans tarir ses ressources, c'est à quoi, plus ou moins, chacun s'applique avec succès, nous l'avons vu. Les produits varient suivant la latitude, mais ils sont partout abondants : ici le maïs, le blé, l'orge, la pomme de terre; là le coton, le riz, le sucre, le tabac: là les fruits du nord, les produits de la ferme et de la basse-cour, les animaux et tous leurs produits manufacturés, viandes gelées, conserves, cuirs, peaux, etc. ; ici les produits des mines, fer, cuivre, plomb, houille, pétrole, métaux précieux ; ici les tissus de coton, les produits d'une industrie naissante mais avide d'innovations, depuis les wagons, les locomotives, les automobiles, les pianos, jusqu'à la machine agricole, la machine à écrire, la machine à compter, la machine à coudre, jusqu'à l'incomparable et universelle machine-outil, la machine qui change les années en heures, la machine qui remplace des milliers de chevaux, des millions de bras, des millions de mains, de doigts délicats, la machine qui remplace l'ouvrier et l'ouvrière à l'atelier et dans les champs ; jusqu'au rail d'acier enfin dont le prodigieux réseau ne cesse de s'étendre et dépasse à lui seul celui de l'Europe. Car produire n'est que le commencement, il faut vendre ses produits, les mettre en circulation, les amener sur les marchés. Là est le grand effort complémentaire. Une

bonne circulation des choses, des êtres et des idées, — tout cela se tient, — c'est la circulation du sang d'un pays. Voilà ce que les Américains comprennent, à mon avis, mieux que nous, Français. De l'air, de l'air, de grands courants d'air, voilà la vie sociale, intellectuelle, économique des États-Unis.

C'est à Pittsburg que j'ai le mieux senti ce double besoin de produire et de circuler, bien qu'il y soit moins impatient peut-être que dans d'autres villes nouvelles dont j'ai parlé, mais précisément parce qu'il y existe depuis assez longtemps pour avoir soulevé tous les problèmes que pose le développement d'une grande cité industrielle. C'est à Pittsburg, comme on sait, qu'éclata l'une des grèves les plus sérieuses et les plus sanglantes des États-Unis; c'est là que les conflits entre patrons et ouvriers sont, non pas les plus aigus maintenant, mais les les plus difficiles peut-être à résoudre; c'est là que l'antagonisme m'a paru le plus irréductible entre l'ouvrier blanc et l'ouvrier noir; là que le socialisme, profitant du progrès de l'instruction générale, fait une propagande active, là aussi que se manifeste le plus puissamment l'effort de la philanthropie et de l'esprit public.

J'ai séjourné à Pittsburg plus qu'ailleurs en 1907; j'y suis revenu et m'y suis attardé encore en 1911, à la fin de mon long voyage, retenu par le charme d'une hospitalité familiale et par la nécessité de mettre de l'ordre dans mes observations. Enfin Pittsburg est une si belle ville! Elle a son passé déjà vieux d'un siècle et demi, et cependant, à voir ses quartiers neufs gravir, de colline en colline, jusqu'aux grands espaces de « Shenley Park », à

voir ses monuments gigantesques d'éducation élevés par la générosité civique, parmi des terrains encore vierges, à voir tant d'institutions imposantes qui d'ordinaire couronnent des villes que les siècles ont achevées, à voir l'activité, la vie de sa population, le nombre des jeunes gens et des jeunes filles qui fréquentent son institut grandiose et ses collèges techniques, à voir le nombre des enfants qu'elle envoie à l'université, à l'école, dans les playgrounds, on se rend compte que cette grande ville n'est encore qu'à ses débuts. Elle fermente, elle fume, elle flamboie; elle est l'avant-garde de l'avant-garde. N'était-elle pas prédestinée à ce beau rôle par son atavisme, par sa situation naturelle ? Son emplacement, comme celui de Saint-Louis, comme tant d'autres, avait été choisi par nos pionniers : choisi pour les autres, une fois de plus ; — c'est là que s'éleva d'abord Fort Duquesne, débaptisé par les Anglais et appelé depuis Fort Pitt, d'où Pittsburg. On ne pouvait pas mieux trouver que ce promontoire escarpé, cet éperon de roche et de fer, ce vaisseau formé par le cours de deux fleuves se réunissant en un seul, l'Ohio, le grand chemin que nous connaissons. Entre ces trois fleuves qui semblent l'entraîner, la porter, Pittsburg se dresse fièrement : on dirait qu'elle marche avec eux ; elle suit le grand courant qui mène de l'Atlantique et des monts Alleghanys à la vallée du Mississipi, au golfe du Mexique, à l'Isthme de Panama.

Mais le cours des eaux ce n'est pas assez ; il lui faut des fleuves nouveaux, des fleuves d'acier plus rapides et plus nombreux que les rivières naturelles ; et ces fleuves nouveaux ont leur source dans ses

entrailles. Ce sous-sol de la Pennsylvanie n'est que richesse, houille surtout, gaz naturel ; au-dessous des champs semés de blé s'étendent les champs de charbon, et, au-dessous encore, les champs de pétrole. On trouve le charbon presque sous ses pas, en traçant les rues nouvelles, en creusant les fondations des maisons.

Ainsi les usines se sont élevées ; les hauts fourneaux font couler dans leur creuset la fonte qui devient le fer, l'acier, toutes les variétés de l'acier. Par milliers et par milliers de kilomètres, les rails de Pittsburg sortent en fils rouges de ses laminoirs pour aller s'accoupler et s'aligner sur la surface du continent ; à charge de revanche, ils font la cueillette du minerai dont les fourneaux sont affamés et ils le ramènent à Pittsburg. Ce minerai se trouve surtout au nord-ouest, à l'extrémité du lac supérieur, — « Fond du lac » — autour de Duluth (du Lude), autre centre privilégié. Là, le minerai de fer est si prodigieusement abondant que la machine va le ramasser presque à fleur de terre, avec son grand bras qu'un seul homme étend, abaisse, relève et dirige, et, au bout de ce bras, une étrange main gigantesque, griffe, pelle et cuiller à la fois, qui va fouiller le sol, le saisit, l'emporte et l'entasse dans les cuvettes d'un immense train toujours renouvelé et qui, une fois plein, va se renverser de lui-même et se vider, du haut du quai, au fond des bateaux faisant le service des grands lacs. Nulle part, je crois, n'a été mieux comprise qu'à Duluth la collaboration automatique des trains et des bateaux, l'un chargeant l'autre. De toutes les photographies que j'aimerais à publier à l'appui de mes impressions, aucune n'est

plus parlante que ces immenses « ore docks » où viennent se ranger les bateaux accostés à une charpente monumentale de madriers à trois étages. Cette charpente, est couronnée d'un long balcon d'où les trains, en passant, laissent couler leur minerai dans les bateaux comme ferait l'eau d'une citerne. Ces bateaux passent du lac Huron dans le lac Érié et déchargent leur contenu dans d'autres trains qui les attendent à Cleveland d'où ils gagnent Pittsburg. Là encore le mariage des voies ferrées et navigables ; car Pittsburg est un grand port fluvial, trop souvent même inondé, comme la plnpart des villes du bassin du Mississipi. Là se vident simultanément des chapelets infinis de trains et de bateaux remplis à qui mieux mieux de tout ce qui va s'entasser dans les hauts fourneaux, pierres calcaires, minerai, charbon. Les usines se partagent tous ces chargements, y ajoutent la flamme du gaz naturel, mélangent, brûlent, soufflent, fondent, martellent, forgent. Le ciel s'embrase. Adieu le ciel virginal de Fort Duquesne ! Le rêve de nos pionniers n'est plus que fumée ; vivant symbole : au delà du rêve, derrière la fumée, les réalisations naissent. Et quelles réalisations ! La flamme ; une vitalité formidable se dégage du sol que le génie de l'homme a fécondé ; c'est le mouvement dans tous les sens, de l'Est à l'Ouest, au Sud, au Nord : c'est la force, c'est la vitesse, c'est l'apothéose du fleuve dont il semble que toute cette fumée brûlante soit l'haleine et monte au ciel comme un encens C'est l'apothéose de l'initiative.

Un cri d'admiration pour l'œuvre de l'homme s'échappe des lèvres du voyageur en face de ce spectacle ; un cri de confiance aussi dans l'avenir d'un

peuple si jeune et qui a su déjà s'organiser ainsi ; car c'est maintenant en face de ces fournaises et de ces problèmes que saute aux yeux l'urgence de l'éducation, de l'organisation sociale, municipale, collective ou privée, sans laquelle tous ces forces seraient désordre, anarchie. « Nous avons tiré parti de la terre, de l'air, de l'eau, du feu, mais il reste à présent l'essentiel : tirer parti de l'homme, de l'enfant. » Tel est le devoir de demain. Un de mes collègues du Parlement Français assistant avec moi, en 1907, à ce spectacle de l'émulation des activités à Pittsburg, s'écriait : « Nos fils ne seraient pas à plaindre, s'ils vivaient ici. » Ce cri du cœur, répété par bien d'autres, aux États-Unis, en dit long.

Mais continuons : comment s'arrêter entre ces fleuves d'eau, de charbon, de fer, d'acier ; profitons, faisons profiter mon pays de cette grande leçon de choses qui passe devant mes yeux.

Donc, penser, agir, travailler, produire, ce n'est qu'un commencement, la mise à pied d'œuvre ; échanger, circuler, gagner des clients, des relations, voilà maintenant ce qui presse. Nos ressources naturelles partout surabondent ; ce qu'il faut maintenant ce sont des transports, encore des transports ; c'est là le grand effort de notre temps ; au besoin de lien moral, intellectuel, économique qui s'impose à tous les pays, correspond le besoin matériel de transports nouveaux ; l'homme n'admet plus de territoires inconnus et infranchissables, plus de mers fermées ; il perce les montagnes, les isthmes, il fait passer sur les continents et les océans des ceintures sans nombre de trains et de paquebots, et il les relie entre elles. Par les miracles de la science et les progrès

de l'éducation, la mise en valeur de chaque pays, sa bonne organisation politique, administrative, commerciale, devient une question de transports. Il y a longtemps que la question d'Orient aurait été résolue à peu de frais, et avec grand profit pour tous, si les puissances européennes divisées avaient été capables de s'entendre pour sillonner de communications la Turquie d'Europe : elles auraient drainé dans un courant général d'activité les forces de vie immobilisées qui se combattaient depuis des siècles; elles auraient créé, elles-mêmes, à leur honneur, une confédération balkanique plus solide que celle qu'elles ont aveuglément contrainte à s'imposer par la révolte. Peut-être cette leçon ne sera-t-elle pas perdue ? De grands et heureux changements pourraient naître encore d'une mise en valeur concertée du continent africain ; c'est l'œuvre qui pourrait réconcilier les rivalités européennes.

J'ai dit cela maintes fois au Parlement français et à l'étranger ; le progrès des transports, c'est le progrès même de la paix. Avec quelle émotion j'ai vu ce problème posé à Pittsburg et en voie de se résoudre. L'acier fondu chaque jour par milliers de tonnes; un réseau de voies ferrées qui a déjà coûté 80 milliards de francs, — sans compter la valeur des terrains, — et sur ce réseau, encore à moitié achevé, — puisque, pour une large part, la région occidentale et méridionale des États-Unis reste à pourvoir et à peupler, — plus de 50 000 locomotives pesant, les plus fortes 250 tonnes, plus de 2 millions de wagons beaucoup plus puissants que les nôtres, puisqu'un seul wagon peut contenir jusqu'à 50 tonnes, soit pour un train de 50 wagons 2 500 tonnes.

C'est trop ! Non, ce n'est pas assez! ce n'est qu'un commencement, puisque nous voyons construire à Pittsburg des bateaux d'acier pour les fleuves, les canaux, les lacs et les baies intérieures; ce n'est pas assez, puisque nous avons vu les moulins de Minneapolis attendre des wagons pendant des semaines, puisque M. J. Hill, à Saint-Paul, nous a montré les voies ferrées se développant dans la proportion de 27 p. 100, tandis que le progrès du trafic se chiffre par 148 p. 100... C'est donc que l'avenir de Pittsburg est illimité, c'est donc qu'un véritable monopole de la fourniture de l'acier lui appartient, avec tous les privilèges qui assurent la victoire, Pittsburg est mieux que la reine, la source sans rivale des transports... Je pensais ainsi en 1907.

II. — AMÉRICAINS CONTRE AMÉRICAINS

En 1911 j'ai visité attentivement le nord des États-Unis, les États du Minnesota et du Wisconsin; j'ai vu les hommes qui savent. Je me suis arrêté dans les principaux ports des grands lacs. J'ai parlé devant les Chambres de Commerce. Un savant français me disait, au retour, avec une pointe d'ironie : « Que pouviez-vous leur dire dans toutes ces conférences? » J'ai parlé de ce qui les intéressait et j'ai pu ainsi mieux comprendre. Il faut croire que mon système n'était pas mauvais, puisque je n'ai pas eu assez de temps pour répondre aux appels pressants que m'adressèrent les grandes associations de manufacturiers. J'ai constaté d'abord que Chicago s'organise pour faire concurrence à Pittsburg. On se

rappelle que Chicago a son port, sa rivière ; elle a construit ses aciéries où les bateaux chargés à Duluth viennent décharger directement leur minerai. Elle supprime ainsi le transbordement par voie ferrée.

Qu'importe ? me répondent les manufacturiers de Pittsburg ; Chicago est obligé de faire venir le charbon que nous avons, nous, presque sur place. Cela revient à peu près au même. « Non, répliquent les fondeurs de Chicago ; le transport du charbon nous coûte moins cher que ne vous coûte le transport du minerai. Et vous avez quand même à faire venir le charbon, vous aussi : vous le faites venir d'un peu moins loin ; voilà toute la différence ; elle est minime ; car ce qui coûte c'est le chargement et le déchargement plus que le trajet sur une distance courte. Donc, avec un voyage du minerai en moins, nous avons sur vous, en définitive, un sérieux avantage, et cet avantage multiplié à l'infini c'est notre succès assuré. »

Ainsi la concurrence nationale s'organise ; c'est la grande lutte qui commence, au bénéfice de tous, car tout cet acier que le monde consomme aujourd'hui sous tant de formes, plus on en fondra, plus il se répandra partout à meilleur marché.

De Chicago, pour achever de me mettre au point, je suis allé à Buffalo, du lac Michigan au lac Érié, au lac Ontario. Là j'ai eu la vision de l'avenir, non pas des États-Unis, mais du monde. J'ai vu le progrès des transports se réaliser en trois étapes se complétant les unes les autres. Les chemins de fer d'abord, venus par miracle souder, peupler les États-Unis ; puis, autour des villes, s'est étendu le réseau des tramways électriques ; (la ligne qui fait le ser-

vice des chutes du Niagara, suivant la rive canadienne pour revenir sur celle des États-Unis, est une merveille); et les tramways eux-mêmes luttant, à l'intérieur des villes, avec des lignes souterraines ou aériennes, avec l'autobus; enfin c'est la navigation intérieure, longtemps déchue, aux États-Unis comme en Europe. Ici encore apparaît le nivellement du progrès. Les chemins de fer congestionnés commencent à reconnaître dans la navigation intérieure un auxiliaire plus qu'un concurrent. Sur 80 000 kilomètres de rivières navigables aux États-Unis, 40 000 sont encore utilisés, et sur environ 8 000 kilomètres de canaux, une moitié reste plus ou moins exploitée, sans compter 5 000 kilomètres de détroits et de baies, soit, au total, une ressource d'environ 100 000 kilomètres à ajouter aux 400 000 kilomètres de voies ferrées. La moitié des canaux ont été abandonnés à partir de 1840 et plus récemment, de 1880 à 1906, avant la grande crise et pendant la fièvre des chemins de fer ; leurs sections sont devenues trop réduites pour les tonnages modernes; leur outillage est suranné.

Le malheur des canaux aux États-Unis a été de naître à la veille même des débuts des chemins de fer, alors qu'en Europe, en France, ils faisaient dès longtemps partie du réseau des communications nationales. Les États-Unis ont manqué là ou compromis une de leurs destinées naturelles. Peu de pays sont doués d'un réseau de voies navigables aussi favorable que le leur au développement des transports encombrants de petite vitesse. Le Mississipi, coulant de la frontière canadienne au golfe du Mexique, sur un parcours de 9 200 kilomètres (alors

que le Danube n'en compte que 3 000, la Loire à peine 1 000) devait être la grande artère centrale, avec ses 44 affluents, le Missouri, la Rivière Rouge, l'Arkansas, l'Ohio. Dans le bassin du Pacifique, moins bien partagé, coulent pourtant le Sacramento, le majestueux Columbia ; les tributaires de l'Atlantique sont nombreux, à commencer par l'Hudson. Mais la navigation fluviale est irrégulière, risquée, impossible en plusieurs saisons ; elle dépend des crues parfois désastreuses, de la sécheresse, des gelées. Aussi les Américains adoptèrent-ils tout d'abord avec enthousiasme le système des canaux. Ce fut un engouement économique et financier. On en construisit un peu partout, par amorces, selon les besoins d'un État, d'une industrie particulière. On les construisit trop vite, sans contrôle, sans direction d'ensemble. Les beaux travaux de Michel Chevalier et de Vétillard montrent ce que fut cette œuvre désordonnée dont on évalue la dépense à près de 3 milliards de francs. Le premier canal fut un succès et reste un succès : c'est celui que je vois partir du lac Érié pour longer la rive méridionale du lac Ontario et relier cette riche région des grands lacs à l'Hudson navigable et au port de New-York ; le besoin s'en était fait sentir dès le début du XVIIIe siècle, au plus fort des rivalités franco-anglaises, quand l'Hudson essayait de disputer au Saint-Laurent le grand débouché des produits de l'ouest ; mais on l'avait conçu trop timidement : il fallut le recommencer. Prévu par la loi du 17 avril 1817, le vrai canal a été ouvert en 1825 et il a donné le signal de l'engouement dans les États de Pensylvanie, de l'Ohio, de New-York et d'autres encore. C'est lui qui a décidé de

l'avenir prodigieux du port de New-York, réduisant de six semaines à dix jours le trajet de l'Atlantique à Buffalo et le prix du transport des marchandises de 100 à 12 dollars par tonne (Pierre Bastian). Cleveland doit son existence au canal de l'Ohio achevé en 1836. Philadelphie a été reliée à New-York : Baltimore et Washington entreprirent de franchir la chaîne des Alleghanis pour pénétrer dans le bassin du Mississipi ; j'ai vu les grandes et capricieuses rivières de Pensylvanie escortées à la fois de voies ferrées très fréquentées sur leurs deux rives et de canaux abandonnés, pour la plupart. Tout ce vaste effort génial répondait aux ressources comme à l'avenir des États-Unis. Si les canaux avaient eu le temps d'établir leur réseau avant celui des chemins de fer, ils occupaient des territoires alors sans valeur et se construisaient relativement à très bon compte, en dépit de la rareté de la main-d'œuvre. L'esprit public réclamait de grands travaux publics ; aux États-Unis comme en France, l'époque des longues guerres venait de se clore en 1815, et c'était le tour des entreprises réparatrices de la paix. Les expériences de Fulton sur l'Hudson, les promesses du bateau à vapeur ne permettaient pas de compter qu'on pourrait remonter le cours de tous les fleuves, mais les canaux conciliaient tout. Ils devaient pourtant aboutir à des mécomptes, à des crises financières qui ressemblèrent fort aux krachs modernes. En réalité, ils ont succombé sous le poids des premières déceptions et surtout d'une concurrence inattendue et formidable. C'est en 1829 que George Stephenson résout le problème de la traction sur rail par la locomotive. En 1830, au moment de la première florai-

son des canaux, les Américains avaient déjà 37 kilomètres de chemins de fer; en 1850, ils en comptaient 16 000, en 1870, 85 000, en 1890, 168 000, et ainsi de suite. Comment la voie lente et coûteuse à construire des canaux et, à plus forte raison, la voie incertaine des rivières auraient-elles pu rivaliser avec la voie ferrée si simple et si rapide? Les chemins de fer profitèrent naturellement des faillites des compagnies de navigation pour racheter, à vil prix, certains tronçons de canaux qu'ils abandonnèrent ou comblèrent pour y poser leurs lignes. Ce fut un boycottage systématique, une guerre d'extermination. En sorte qu'aujourd'hui l'établissement d'un réseau général de canaux, si facile à réaliser au début, est devenu une résurrection presque impossible. Là comme ailleurs, les Américains sont allés d'un extrême à l'autre, négligeant les cours d'eau, négligeant même la navigation maritime. Pendant combien d'années aura-t-on vu les services maritimes entre les mains de l'Angleterre, de la France, puis de l'Allemagne, sans qu'aucune compagnie américaine se mît sur les rangs? Et le pire est qu'aujourd'hui le gouvernement américain, commençant par l'excès contraire, fait construire, non des paquebots pour développer son commerce international, mais des dreadnoughts qui l'écrasent de charges dès sa naissance.

Pour nous en tenir à la navigation intérieure, sa réhabilitation fut tentée après la guerre de Sécession, dans le grand mouvement d'entreprises qu'on vit surgir à cette époque; elle a commencé avec le canal de Chicago qui relie les grands lacs au bassin du Mississipi; le préjugé de l'antagonisme entre le

canal et la voie ferrée a été peu à peu dissipé par l'expérience. On constate que le nombre des voyageurs s'accroît en raison des moyens de transports qu'on leur offre ; et de même pour le chiffre des marchandises ; la navigation intérieure, venant en aide aux chemins de fer, se charge des transports ingrats et leur laisse les transports de produits légers ou périssables ; là comme ailleurs, la division du travail amène l'ordre et l'entente.

Nulle part cette démonstration n'est faite avec plus d'évidente clarté que dans la région du Niagara où l'énergie électrique, transportée dans un rayon très étendu, ajoute un élément de plus à l'activité intense de la production et de la circulation. Buffalo, terminus de la double navigation des lacs et des canaux, des chemins de fer électriques et à vapeur, est devenue, à son tour, depuis mon premier voyage, en 1902, une capitale des transports. Elle est le point de départ du canal Érié. Les habitants de Buffalo, loin de négliger ce canal, lui rendent pleine justice ; ils le considèrent, en outre, comme le régulateur nécessaire des tarifs du grand chemin de fer « Le New-York Central » et, par là, de tous les tarifs des autres compagnies ou systèmes, accusés de favoriser Pittsburg à leurs dépens ; d'accord avec les Chambres de Commerce de tout l'État de New-York, ils n'épargnent aucun sacrifice pour le conserver et le développer. Cent un millions de dollars, plus de cinq cents millions de francs ont été votés pour le moderniser, l'ouvrir aux chalands de mille tonnes, l'élargir sur tout son parcours plus ou moins modifié, depuis les grands lacs jusqu'à l'Hudson et à New-York, d'une part, jusqu'au lac

Champlain, d'autre part, jusqu'au Saint-Laurent et à l'Océan, sous le nom de *Thousand tons barge canal.*

Les travaux, commencés en 1905, sont en très bonne voie. C'est un mouvement général dans l'ensemble des États et qui tend à coordonner les efforts de tous en vue de « sauver les forêts et d'emmagasiner les inondations » : en vue de prévenir l'excès ou la disette et d'établir partout des réservoirs d'eau : c'est un plan national que le Président Roosevelt a eu le grand mérite de faire adopter pour discipliner les magnifiques ressources fluviales de son pays et les mettre au service de la navigation, de la force motrice, de l'irrigation, etc. : et nous avons vu partout ce plan répondre au vœu général. Il faut souhaiter qu'on l'exécute sans retard ; il s'agit, en effet, de multiplier des richesses et de prévenir de formidables fléaux. Ce sera le plan Freycinet des États-Unis.

Mais la navigation intérieure ne se limite pas aux rivières et aux canaux, elle s'épanouit sur les lacs pendant la belle saison. La distance est bien longue pourtant de Buffalo à Duluth : la navigation est suspendue pendant l'hiver ; elle est ralentie par le passage de deux longs detroits ; c'est un trajet qui dure en été quatre jours ; et cependant l'économie, par rapport au trajet par chemin de fer, est écrasante : elle se chiffre par cinq francs par tonne sur le fer en gueuse (Pig-iron) au bénéfice de Buffalo ; elle a suffi pour déterminer dans ce port une nouvelle concurrence aux aciéries de Pittsburg, l'éclosion de hauts fourneaux alimentés au bord même des quais ; et Buffalo même a des concurrents nom-

breux, à commencer par les ports de Cleveland, Toledo, sur le lac Érié, etc. Duluth, à son tour, se met sur les rangs ; cela était inévitable ; Duluth ne se contente plus d'extraire et d'exporter ses minerais. « Conformément à la tendance nouvelle qui consiste à transporter la houille vers le minerai et non le minerai vers la houille, l'*Union steel corporation*... construit à Duluth, sur les bords de la rivière Saint-Louis, une énorme aciérie et fabriquera surtout des rails qu'elle vendra dans l'Ouest à toutes ces jeunes colonies qui s'ouvrent dans cet empire aux limites incertaines dont Duluth rêve l'hégémonie économique »[1].

*
* *

Voilà donc aujourd'hui les lacs, les chemins de fer, les tramways, demain les rivières et les canaux rivalisant à qui desservira les villes, les ports, les centres de production et d'exportation, car je ne parle que de l'acier et de la houille pour simplifier mes conclusions, mais n'oublions pas que toute cette région du nord des États-Unis, dont on ne connaissait, il y a cinquante ans, que les bois, produit aussi, et plus encore peut-être, des grains, du bétail, de la viande, des objets manufacturés... Quelle machine est celle de l'homme qui détermine et règle cette concurrence, ce mouvement endiablé ! Que de machines, que d'appareils n'a-t-elle pas inventés ici pour multiplier sa puissance d'exploitation ! Quels raffinements de services postal, télégraphique, téléphonique auto-

1. A. Demangeon, *Annales de Géographie* du 15 mars 1913.

matique, en attendant les applications pratiques de la télégraphie sans fil et de l'aviation, n'a-t-elle pas à son service ! Un homme d'affaires à Buffalo c'est la toute puissance du Niagara réduite à un fil qu'il suffit de mettre en contact avec l'objet à atteindre, et qui vous donne à volonté la lumière, la chaleur, le mouvement, la force, la voix, tous les organes de la direction.

A la renaissance des canaux ajoutez la naissance des routes, autrement négligées encore que les voies navigables ; les routes pour lesquelles consentent de très grands sacrifices l'État de New-York et la Confédération elle-même, car j'ai vu, sur les côtes du Pacifique comme sur celles de l'Atlantique, s'amorcer le grand réseau des routes nationales ; et voilà qu'entre les grandes lignes d'eau ou d'acier s'élancent comme les mailles étroites d'un filet, comme le tissu d'une toile d'araignée dont les grandes artères sont tendues, des réseaux de chemins, encore embryonnaires mais suffisants cependant pour que l'automobile y file à la suite de la bicyclette et se hâte de parachever l'œuvre d'organisation, de concurrence et de vitesse. Une heure suffit maintenant pour qu'un mot d'ordre soit donné aux quatre extrémités du pays. On frémit en pensant à ce que sera le monde ; quel enfantillage de prétendre continuer à le gouverner d'après les traditions de jadis ; et quel réveil pour ceux des pays qui n'auront pas su se plier à ces changements !

J'ai profité des progrès multiples de la locomotion et aussi des attentions que m'ont prodiguées mes amis de Buffalo pour faire avec eux, un peu au-dessus des chutes du Niagara, un pèlerinage

dans le passé. Je suis allé à La Salle-Crick, le tout petit port où La Salle avait, à dos d'homme, amené, hissé le matériel dont il se servit pour construire son premier vaisseau, le premier voilier que portèrent les eaux des grands lacs, l'infortuné Griffon, ce chef-d'œuvre de la ténacité confiante coulé par la tempête ou par la trahison ; on n'a jamais su. Les Américains ont fait incruster, en 1902, dans le roc cette inscription : *Here about, in May*, 1679, *Robert Cavelier de La Salle built the Griffon of sixty tons burthen, the first vessel to sail the upper lakes.* Ils ont voulu marquer ainsi la place où notre héroïque compatriote construisit de ses mains, avec ses compagnons, gréa, lança ce bâtiment qui pouvait lui rendre tant de services et qui n'aurait été qu'une déception de plus dans ses luttes, un « crève-cœur », s'il n'avait été le glorieux début de la navigation moderne sur les grands lacs. Un autre monument a été élevé, non loin de là, à la mémoire du Père Hennepin ; un autre, à Point-Saint-Ignace, au Père Marquette, sur le lac Michigan.

J'ai salué ces souvenirs, ces humbles germes ; j'ai mesuré l'infinie moisson qui était en eux : pauvres pionniers, que diriez vous de ce continent que vous étiez déjà si fiers d'explorer à pied, en pirogue, de parcourir à la vitesse de quelques lieues par jour, par semaine, au prix de quelles fatigues et de quels risques, — et pour n'avoir d'autre récompense que l'ingratitude et la mort, — si vous pouviez surprendre aujourd'hui, dans son cabinet, ce commerçant du pays des buffles disparus qui le traverse en quelques minutes par sa parole et sa volonté et qui met lui-même en circulation tant d'autres volontés ?

Comment concevoir que toutes ces volontés indépendantes, se croisant ou se contrariant, n'aient pas ramené le chaos dans ce pays que vous rêviez de civiliser ? Mais non : tout cela s'est coordonné ; l'esprit public domine toutes ces énergies individuelles et, de cette concurrence fiévreuse entre les activités américaines, naît une prospérité américaine chaque jour plus assurée.

L'ordre né de la force disciplinée, voilà ce qui frappe partout, ce qui m'a frappé à Buffalo plus qu'ailleurs, car ici la force est symbolique, c'est le Niagara. La discipline du Niagara est le couronnement d'une multitude d'efforts désintéressés qui triomphent à la longue, malgré tout ; la revanche à la fois de nos pionniers et de la neige incomprise comme eux, réhabilitée avec eux ; la neige convertie en chaleur, la neige qui fut leur exemple, car elle pénètre et disparaît pour ne reparaître qu'en bienfaits à l'infini. La navigation n'utilise, en effet, qu'une des innombrables ressources des grands lacs ; elle les effleure seulement et les laisse intacts. Ces millions de petites sources accourues en hâte pour offrir leurs services, venues des montagnes et des plaines pour s'associer et former les mers intérieures, ne se bornent pas à porter les bateaux, elles les aident de mille façons ; et voici les neiges canadiennes mises en action. Ces nappes magnifiques, indolentes en temps ordinaire, des lacs Supérieur, Michigan, Huron, Érié suivent un invisible courant, sans but, semble-t-il, jusqu'au point où elles se resserrent et se précipitent, formant les chutes du Niagara. Grandiose personnification de la force indomptable, ces chutes se sont laissé dompter,

atteler, comme disent les Américains : elles poussent et tirent au gré de l'homme, au lieu de détruire ; elles se redivisent en autant de milliers de chevaux et de bras qu'elles étaient de sources pour aller porter au domicile de chaque habitant leur secours, la lumière, la force ; l'homme a su les comprendre, se les concilier en leur demandant de collaborer à son œuvre ; il s'est associé cette association de bonnes volontés.

Respectant mon émotion, mes compagnons sont retournés sans moi à Buffalo, et je suis allé seul passer la nuit à l'hôtel qui domine les cataractes. C'était au commencement de la saison ; l'hôtel était vide, la nuit froide et pure, une de ces nuits où notre conscience se lève, elle aussi, avec les étoiles ; j'ai laissé ma fenêtre longtemps ouverte sur ce spectacle du Niagara inoffensif. Eh quoi ! pensais-je, l'homme, qui a su discipliner cette violence, ne saurait pas se discipliner lui-même ; il aurait su maîtriser les forces de la nature et les convertir en bienfait pour rester, lui, le grand destructeur ! Toutes ces forces n'auraient été combinées par la sienne que pour anéantir ses chefs-d'œuvre, faucher la fleur de son avenir, faire couler des fleuves de larmes et de sang !

Non, un tel résultat de la civilisation serait monstrueux, paradoxal. Sans doute nos enfants ne verront pas tous les peuples civilisés, mais les plus civilisés ne voudront plus de la guerre, ils la combattront comme ils ont combattu un à un tous les fléaux de l'humanité.

Ce que tant de voyageurs admirent au Niagara n'est pas très différent, à la grandeur près, des

spectacles que nous contemplons ailleurs, dans les Alpes, en Scandinavie, en Afrique, mais les proportions sont impressionnantes et permettent de mieux mesurer le progrès de l'homme. J'ai vu produire partout l'énergie électrique dans ces usines où règne l'ordre, le silence, la solitude, mais au Niagara une usine de 150 000 chevaux, 200 000 chevaux, au besoin, conduite, surveillée plutôt, par un seul homme, avec un suppléant, en cas d'accident, c'est quand même une surprise qui fait penser. Ces régiments de machines répandues dans les ateliers, dans les maisons, sur les quais, mues par la silencieuse turbine, cette armée de forces infaillibles installées partout, conduites par des états-majors d'ouvriers, quelle éducation pour un peuple! Quelle éducation inattendue venant s'adjoindre à l'éducation humaine! Oui, c'est l'éducation de la douceur, de la raison même. Un sous-officier à la manœuvre, un homme qui commande à des hommes ou qui simplement monte un cheval est plus ou moins tenté de se fâcher. Avec quelle facilité, nos meilleurs jeunes gens, au manège ou aux manœuvres, jouent de la cravache et de l'éperon et des gros mots, une fois en selle : « Tape dedans! » combien de fois l'entendons-nous ce mot d'ordre qui pousse la botte du cavalier dans le ventre du cheval? Et le charretier, souvent forcé de demander trop à l'animal qui gravit la côte avec un chargement trop lourd! Et le cocher de fiacre!

Avec la machine-outil, avec l'auto, toute cette colère tombe et disparaît : un seul geste, un signe, un mouvement nerveux, un regard même a sa répercussion sur la commande de la machine. Une

catastrophe est en nos mains. Alors on perd l'habitude de s'emporter. A quoi bon se fâcher contre une machine qui ne fait que vous obéir ! Avec un cheval, un enfant, une femme, passe encore ; c'est toujours de sa faute ! Mais avec une machine, la douceur devient une force, la grande force. En ce sens vraiment la machine dresse l'homme ; tout le temps, toute la force nerveuse qu'il perdait auparavant en luttes stériles il les applique maintenant à se contrôler lui-même ; il apprend à mépriser les vaines fureurs ; une harmonie nouvelle règle l'empire de l'homme sur sa volonté et, par conséquent, les rapports des hommes entre eux ; c'est la discipline descendant des sommets de la science dans l'atelier et réalisant, avec une poignée d'hommes de bonne volonté, les miracles de travail collectif que seul l'esclavage en masse obtenait dans l'antiquité. Dans les jeux comme au travail, et, le cas échéant, pour la défense du pays, l'action américaine est une action d'ensemble volontaire, une action rythmée, comme serait la respiration d'un peuple.

C'est un progrès d'une importance incalculable. J'en ai trouvé, en rentrant à Buffalo, une confirmation qui pourrait s'inscrire, dans ce chapitre des transports, sous ce titre : course de lenteur.

On se rappelle ma surprise en voyant les maisons de Seattle se déplacer. Je passais en automobile sur un des grands boulevards de Buffalo, quand un de mes guides me signala au passage la maison de l'Évêque. Arrêtez, criai-je aussitôt. C'était une maison en marche. Mais quelle maison ! Celles de Seattle n'étaient que des habitations coloniales en planches ; celle-ci, au contraire, appartenait au type

de ces élégantes villas que l'architecture américaine élève aujourd'hui pour ses clients les plus opulents. Je la vois encore. J'en ai la photographie sous les yeux, y compris celle de M. Gustave T. Britt, l'entrepreneur de ces fantastiques opérations, celui que j'ai appelé le Napoléon des transports. La maison de l'Évêque catholique de Buffalo est une jolie et vaste construction de granit et de briques à trois étages. Le rez-de-chaussée, surélevé sur de profonds sous-sols, est en granit, éclairé par de larges et hautes fenêtres ; un portique à colonnes de marbre surmonté d'une terrasse en protège le perron d'entrée ; une aile de la maison fait saillie ; l'autre côté forme pignon ; une vérandah extérieure s'y étend avec une balustrade à jour et six colonnettes supportant une seconde terrasse. Les toits s'élancent en flèches aiguës, en poivrières, dominées par une belle cheminée de brique au puissant tirage. Tout cela donnant la sensation de la masse et de la stabilité fragile.

A l'intérieur rien n'a été déplacé ; on a simplement coupé les conduites du gaz et de l'eau ; pas un meuble, pas un tableau, pas une statue, pas un vase n'a été mis en sûreté ; cela se conçoit ; à la moindre rupture d'équilibre, avant la pendule, c'est le tuyau de cheminée qui s'écroulerait. Mais non, la manœuvre est tellement bien concertée, l'armée des ouvriers volontaires est si intelligemment disciplinée que la maison peut se mettre en marche. Voici comment ; j'essaie de traduire de mon mieux les explications qu'a bien voulu me fournir M. Gustave Britt.

Aux fondations de brique et de granit de la maison vous substituez des fondations temporaires, de longs

madriers horizontaux. Vous préparez un lit bien plat et vous intercalez des rouleaux de bois transversaux entre les fondations temporaires et le lit. Alors il ne reste plus qu'à exercer une poussée sur l'extrémité des fondations temporaires, lesquelles se mettent en route avec la maison qu'elles supportent et s'acheminent, en suivant le lit préparé, jusqu'à l'emplacement désigné.

La poussée s'exerce à tour de vis, comme il suit, et c'est ici qu'on saisit bien le rythme de l'action collective que le plus léger désordre, une distraction suffirait à compromettre : toutes les vis sont tournées à l'unisson par les équipes d'ouvriers qui en ont la responsabilité sous la direction d'un « signaller » ; on emploie d'ordinaire un ou plusieurs coups de sifflet comme signal. Chaque tour de vis fait avancer la construction de quelques millimètres, (exactement un huitième de pouce). La maison une fois arrivée à sa place, on lui enlève ses fondations temporaires à mesure qu'on y substitue de nouvelles fondations définitives. Rien n'a bougé, on aurait pu continuer à l'habiter.

Pourquoi a-t-on déplacé cette maison ? Simplement parce qu'elle était trop près de l'église, laquelle était elle-même trop à l'écart ; aussi avait-on décidé qu'après la maison, l'église aussi serait déplacée. Il est probable que c'est chose faite, à l'heure actuelle, et que personne n'y pense plus.

Nous ne voyons pas en nous-mêmes ; il faut être un étranger pour s'arrêter à ces spectacles comme je l'ai fait et en tirer leur enseignement. Cette maison de l'Évêque obéissant aux ouvriers, dirigés eux-mêmes par un signal, mais comprenant tous leur

tâche et s'en acquittant sans un mot, c'est un pays, y compris la classe ouvrière, qui s'organise.

Les Américains, sans s'en douter, sans être militarisés, sont mobilisés, tout prêts, cent fois plus encore qu'il y a cent ans, à entrer en campagne et à vaincre s'ils étaient attaqués ; ils valent, par l'éducation de leur discipline, de leur sobriété et de leurs muscles, mieux que toutes les armées qu'ils essaieraient d'improviser. Ceux qui leur conseillent de renoncer au bénéfice de cette exceptionnelle éducation pour tomber dans la contagion de nos armées européennes n'ont pas su comprendre la vraie force des Etats-Unis, l'éducation de la liberté.

Ce système qui consiste à remuer les masses à force de méthode et de bonne organisation s'est généralisé au point que je l'ai retrouvé appliqué, plus ou moins, partout aux États-Unis. A Syracuse, c'était un autre tour de force : il s'agissait d'élever une maison d'un étage. Allait-on démolir le toit ? Nullement; on a trouvé plus simple de le surélever de la hauteur voulue et d'intercaler dans le vide l'étage qui manquait ; il a suffi d'exercer la poussée des vis de bas en haut, et non plus horizontalement, et de construire, au fur et à mesure, dans l'intervalle patiemment conquis, un étage provisoire de cubes en bois ; après quoi on remplace ces cubes comme on veut, « à la demande ». C'est Archimède compris dans le nouveau monde mieux que dans l'ancien.

Je ne dirai jamais assez combien je suis reconnaissant aux Américains qui m'ont permis de faire, ici et là, ces observations ; à M. Francis Almy, à M. John G. Eppendorff, notamment, pour ce qui concerne Buffalo. Ces messieurs ont eu la bonté

d'assister avec moi, par un soleil torride, à une dernière opération que je voulais voir de mes yeux, celle qui permet aux bateaux de Duluth de décharger automatiquement leur minerai à leur port de destination. C'est le dernier acte de la concurrence faite par les aciéries des nouveaux centres manufacturiers à celles de Pittsburg. C'est là que j'ai achevé de comprendre comment on réduit les frais de transport et comment un concurrent peut s'alléger par rapport aux autres. C'est une course où le prix doit appartenir finalement à celui qui porte au plus bas prix le plus gros poids.

Tandis que les aciéries de Pittsburg font transborder sur wagons, à Cleveland, le contenu des bateaux de Duluth, celles de Buffalo se sont installées, ai-je dit, le long même des quais où viennent accoster ces bateaux. Un seul de ces bateaux magnifiques de 200 mètres de longueur (600 pieds), contient en vrac 12 000 tonnes de minerai, versé dans ses flancs comme nous l'avons vu. Quatre immenses passerelles en forme de viaducs circulent sur des voies ferrées parallèlement aux quais ; chacune de ces passerelles relie le bateau à l'extrémité supérieure des hauts fourneaux ; sous le tablier de la passerelle, va et vient, non plus un bras, mais une main seulement, tenant à des fils ; cette main, cette griffe, ou « clam », arrivée au-dessus du bateau, descend, s'ouvre, plonge, saisit le minerai, l'enlève et revient le déposer au delà des quais, en tas énormes, en montagnes, ou bien dans des casiers à fond mobile qui se déversent, le moment venu, par une chaîne de wagonnets et par un système d'ascenseurs très simples, dans les hauts fourneaux où se superposent,

en attendant, les couches de coke et de chaux. La provision de minerai dépasse de beaucoup les besoins, afin de pouvoir suffire aux jours d'hiver où la navigation est arrêtée. Un homme seul, bien entendu, manœuvre cette passerelle et cette main ; personne d'autre ni sur le quai désert ni à bord du bateau. On dirait l'abandon, la mort ; c'est la vie concentrée d'une foule ouvrière. On a calculé ce que cette manœuvre économise de bras, de pelles, de pioches, de brouettes, de temps, d'argent ; les frais de déchargement sont ainsi réduits de 25 centimes à 2 centimes. Et n'oublions pas que Buffalo n'est pas le seul port concurrent de Pittsburg aux États-Unis, que jusqu'à Seattle, nous avons vu l'industrie s'organiser pour produire et faire circuler, elle aussi, le fer et l'acier, sans compter le reste. J'aurais pu parler aussi bien, plus encore même, des ports de Toledo, de Détroit ; de Cleveland surtout, qui ne se borne pas à transborder le minerai, et dont les dix hauts fourneaux, tant à Cleveland même, sur la rivière Cuyahoga, qu'à Yungstown, sont des modèles, particulièrement celui du port de Lorraine, et, pour la plupart, indépendants, rivaux les uns des autres : n'oublions pas qu'une ville comme Cleveland compte 3000 manufactures, y compris d'immenses raffineries de pétrole ; y compris l'usine qui fournit aux autres ports, à Buffalo comme à Chicago, comme à Duluth, leurs gigantesques ponts déchargeurs ; n'oublions pas que les terrains y acquièrent une valeur telle qu'un de mes amis, possesseur d'une lande de 187 acres, environ 70 hectares, qu'il avait achetée à vil prix, vient de la revendre 4 millions 500 000 francs à des constructeurs de nouveaux hauts fourneaux,

uniquement par ce qu'elle est située au bord de l'eau ; n'oublions pas que les banques sont là partout pour avancer de l'argent à l'industrie, qu'un crédit foncier est en formation pour encourager le développement des entreprises, que ces entreprises sont partout, au Texas, au Colorado, comme dans la Nouvelle Angleterre... Alors il semble bien vraiment que les Américains, par les magnifiques ressources de leur sol, de leur activité et de leur méthode d'abord, par la nouveauté et la perfection de leur outillage, par l'émulation ensuite, par la concurrence établie sans merci entre leurs nombreux centres de production, entre les différentes usines d'une même ville, entre les villes elles-mêmes, entre les États de l'Union, il semble que les Américains aient atteint le maximum de l'effort humain et qu'ils puissent défier toute concurrence étrangère ; il semble qu'ils se soient placés en tête de cette course des transports, inséparable de celle de la production ; il semble que leur victoire est aussi certaine que bien méritée. Il semble...

III. — LA CONCURRENCE DU CANADA

La victoire semble certaine; mais non, la course aux transports n'est pas nationale seulement, elle est stimulée aux États-Unis, comme ailleurs, par la concurrence étrangère. J'ai pu la suivre distinctement à Buffalo, ville frontière. Rien de plus facile. Il suffit de quitter le sol américain et de passer sur la rive gauche canadienne du Niagara. Là, tout de suite, apparaît ce qui reste à faire aux États-Unis pour ne pas se laisser distancer ; là, surgit une

activité rivale de toutes les activités rivales que nous venons d'admirer ; là, s'applique l'éternelle loi du progrès dépassé par le progrès. Les Américains sont nos maîtres en activité, mais rien ne dit que leurs élèves, s'inspirant d'eux pour mieux faire encore et profitant de leurs expériences, ne prendront pas part à la course avec une confiance plus jeune encore, avec un outillage chaque jour perfectionné, avec des hommes, des ressources et des chances nouvelles.

Déjà la comparaison entre les deux rives du Niagara est inquiétante. Du côté américain, le moins bien partagé, il est vrai, — la chute la plus puissante appartenant au Canada, — le désordre de l'exploitation à outrance a laissé ses traces : l'amoncellement des usines et des constructions improvisées pour utiliser les forces est barbare. Elle donne, en très grand, l'impression d'une de ces villes parasites turques profanant la majesté des temples sacrés. La ceinture de végétation, de rochers, de cascades et d'eaux vives qui encadraient le cirque incomparable où les eaux bleues viennent se perdre en tourbillons et en fumée, tout cela a été saccagé, souillé. De braves gens, aujourd'hui, — ce sont ceux qui me conduisaient, — essaient de réparer le mal et de plaider pour l'art, pour la nature, pour l'intérêt bien compris et pour l'honneur de leur pays ; un parc a reconquis le droit de verdir sur la rive américaine, en amont des chutes ; un intendant fort intelligent, instruit par nos pépiniéristes d'Orléans et d'Angers, est chargé de réparer de son mieux le mal fait ; c'est un progrès dont il faut savoir grand gré à l'esprit public qui l'a provoqué ; mais, en aval, les barbares

étalent leur victoire impunie; ils ont réussi à ruiner la rive, la réputation même du Niagara.

Du côté canadien, tout n'est pas parfait; la complaisance administrative a laissé élever, juste dans la perspective des chutes, des pavillons tyroliens, des poteaux munis de fils bien mal placés; mais ne soyons pas trop exigeants; — Paris a bien dressé, dans la majesté du soleil couchant, le triste palais du Trocadéro, digne du souvenir qu'il commémore, — et reconnaissons que les Canadiens ont relativement respecté le Niagara. Leur parc est beau, leurs usines sont tout à la fois les plus puissantes et les plus modestes, elles se dissimulent; elles sont la vraie force; celle qui passe inaperçue. C'est une supériorité manifeste. La profanation du Niagara américain est une des erreurs du passé des États-Unis; elle a été un défi inconscient jeté à la vraie civilisation.

Mais le Niagara n'est qu'un point de l'activité canadienne; allons plus loin, voyons, écoutons.

Le Canada jouit d'un singulier privilège; les hommes l'ont négligé; leur avidité se portant au sud, vers le pays le plus facile à exploiter, a fait la grandeur comme aussi la faiblesse des États-Unis, enrichis et saignés à blanc. Le Canada a souffert pendant plus d'un siècle du discrédit dont nous l'avons couvert par ignorance et par calcul, pour justifier notre abandon. Nous en sommes restés longtemps au mot de Voltaire: quelques arpents de neige! La neige même ne suffisant pas, le Canada fut enseveli sous notre dédain. Double protection qui fut son salut et fera demain sa fortune. A la faveur de cette disgrâce, le Canada a économisé les richesses

naturelles que les États-Unis ont gaspillées. Il n'a pas à réparer les fautes commises par ses voisins, il profite de leurs erreurs; il est devenu à la fois un immense territoire réservé et le champ des expériences les plus modernes. C'est la table rase, avec le bénéfice d'un essai antérieur fait à vos côtés, sous vos yeux, avec la première leçon du passé dans ce nouveau monde, avec le secours, en outre, des découvertes les plus récentes de la science. Ce que nous avons vu dans les États de l'Ouest, aux États-Unis, la volonté de s'affranchir des routines de l'Est, nous le voyons, à plus forte raison, au Nord, dans le Canada tout entier. particulièrement dans les États du Centre et de l'Ouest. Et n'oublions pas que l'ensemble du Dominion Canadien est plus étendu que toute la surface des États-Unis; il occupe plus de la moitié de l'Amérique du Nord. Je sais bien que la neige et la glace couvrent la majeure partie du sol canadien pendant une bonne partie de l'année et qu'il est des hivers qui se prolongent et aussi des gelées précoces. Mais quatre mois, en moyenne, de chaleur et de longue clarté suffisent pour mener les récoltes à maturité; sous les fleuves glacés, la force de l'eau courante ne cesse pas d'alimenter les usines; les forêts immenses ne cessent pas de fournir leur bois de construction, leur pâte à papier, les fourrures; la neige tombe d'ailleurs peu dans le nord et n'empêche pas la marche des trains, l'exploitation des mines; elle conserve, par contre, quantité de produits, à commencer par ceux de la chasse et de la pêche qui alimentent les marchés de Londres : la neige est, en outre, un chemin. A entendre les Canadiens, leurs neiges seraient l'une de leurs principales

richesses. Le petit nombre de la population et, par suite, la rareté des capitaux, voilà présentement la vraie faiblesse du pays, mais c'est l'histoire du développement des États-Unis qui recommence, et là encore, le Canada profitera des expériences de son voisin. La quantité de la population l'intéresse moins que la qualité ; il choisit, comme le font aujourd'hui les Américains, ses immigrants ; il n'admet que les plus sains physiquement et moralement, les plus jeunes, les plus aptes à réussir ; il repousse avec la rigueur que l'on sait tout ce qui lui paraît « indésirable » ; son immigration a pour origine, comme celle des Américains, une élite d'énergies européennes, et cette élite a fait souche ; le sang des pionniers français n'a pas été versé en vain ; il ne craint pas la comparaison avec le sang des puritains anglais mêlés aux « chevaliers » du sud des États-Unis ; les Laurier, les Louis Jetté, les Cartier, les Marchand, les Gouin, sont à eux seuls une richesse pour un pays. Le nombre quand même ne manque pas ; il paraît très faible à côté des progrès des États-Unis, mais il augmente régulièrement. Les États-Unis vont atteindre 100 millions d'habitants. Depuis la guerre de Sécession leur population s'est accrue de plus d'un million d'âmes par an ; cet accroissement se fait sentir surtout dans la direction du Pacifique ; d'année en année le centre de leur population se déplace vers l'ouest. Tandis que la population américaine reste à peu près stationnaire dans cinq ou six États de l'Est ou n'a pas augmenté de 20 p. 100, 30 p. 100 au maximum, en dix ans (de (1900 à 1910), en revanche, elle a augmenté de 50 p. 100 et au delà pour tous les États qui bordent

le Pacifique et la frontière du nord-ouest, c'est-à-dire le Canada, qui en profite. Chaque année le courant de l'immigration déborde cette frontière et l'agriculture des provinces centrales canadiennes se constitue presque pour moitié, (on dit jusqu'à 250 000 émigrants par an), avec le surplus des cultivateurs de l'ouest américain ; de même que les habitants de la Colombie britannique viennent, nous l'avons vu, pour une bonne part, de Seattle et des États de Washington et de l'Oregon. On objecte que ces colons américains annexeront le Canada, comme ceux du Texas annexeront le Mexique. On n'annexe pas un monde, et les États-Unis résisteront à la tentation de renouveler, avant même d'avoir achevé leur croissance, les expériences d'expansion démesurée qui furent fatales à tant d'empires. Les colons Américains au Canada deviennent Canadiens, parce qu'ils s'y trouvent bien ; ils s'appliquent le proverbe : « ubi bene, ibi patria » ; leurs vraies racines encore toutes fraîches sont en Europe plus qu'aux États-Unis.

Quoi qu'il en soit, le Canada, d'Halifax à Vancouver, de l'Atlantique au Pacifique, a doublé, en trente ans, sa population ; elle atteint, en 1911, le total de 7 204 838, environ 2 millions de plus qu'en 1901, près de quatre fois plus que celle de la Norvège, mais douze fois moins que celle des États-Unis. L'intérêt de l'augmentation de la population canadienne est moins dans le total que dans la répartition des chiffres par provinces ; elle atteste une augmentation proportionnellement plus grande encore qu'aux États-Unis en faveur des provinces de l'ouest-central et de l'ouest. La Colombie britannique a doublé son total, passant de 178 657 habi-

tants en 1901 à 392 480 en 1911 ; de même, à peu près, le Manitoba, passant de 255 000 à 455 000 ; le Saskatchewan a quadruplé son total, passant de 91 000 à 492 000 ; l'Alberta l'a quintuplé, passant de 73 000 à 374 000 ; les pertes, par contre, dans d'autres provinces, sont insignifiantes ; l'Ontario augmente sa population de plusieurs centaines de mille habitants, de 2 182 000 à 2 573 000 ; la province de Québec, elle aussi, de 1 648 000 à 2 008 000.

Le total même de l'augmentation de la population canadienne n'en reste pas moins de bon augure, si on le rapproche des débuts des États-Unis, lesquels n'ont accru leur population qu'à peu près dans la même quantité, pendant trente ans, de 1790 à 1820, soit deux millions environ tous les dix ans. Enfin il convient de multiplier le nombre des colons actuels par le grand nombre et la toute-puissance des machines, et c'est ce qui explique que Sir Wilfrid Laurier, regardant derrière lui et à côté de lui, ait pu dire sans forfanterie : « Le xxe siècle sera le siècle du Canada. »

Un autre signe certain du progrès de l'activité générale nous est fourni par la croissance des villes nouvelles ; Winnipeg est passé de 42 340 habitants en 1901 à 128 157 ; Edmonton comptait 12 823 âmes en 1901 ; ce chiffre, aujourd'hui presque quintuplé, s'élève à 57 045 ; Saskatoon est passé de 7 157 à 51 145. C'est une ville construite sur des plans tout à fait modernes, une cité-jardin. Les villes relativement anciennes ont également beaucoup prospéré ; Vancouver a gagné 100 000 âmes en moins de trente ans ; Toronto en a gagné 317 538 ; Montréal 355.480. Ce dernier chiffre est édifiant. J'ai trouvé la ville

transformée en chantier depuis dix ans; elle se reconstruit : elle est le dynamomètre de la prospérité canadienne, la clef de toutes les communications de l'ouest à l'est, la vraie capitale des trois provinces orientales, avec Toronto, Ottawa, Québec, avec ses fleuves magnifiques, taillés là aussi à la mesure de l'Amérique, le Saint-Laurent, l'Ottawa et les tributaires sans nombre de la baie d'Hudson. Mais c'est à Winnipeg que commence vraiment l'avenir, et, au delà du Manitoba, dans les deux provinces du Saskatchewan et de l'Alberta, et au nord même, à 150 milles d'Edmonton, où s'offrent de bonnes terres à blé ; puis c'est la Colombie magnifique au climat attiédi par les courants du Pacifique...

Entre ces immenses provinces dont plusieurs sont grandes comme la France ou l'Allemagne, voilà que recommence l'émulation des produits agricoles, naturels, industriels; voici les forêts et les fleuves, le germe de tout le reste, les forêts sans limites, dont le flottage amène au port, pendant quatre mois de l'année, les bois que le bûcheron abat sans interruption, ce bucheron de race française, héritier de nos énergiques coureurs de bois, élément précieux de la colonisation canadienne ; toute l'année aussi travaillent les usines, grâce à cette autre énergie que rien n'arrête, celle de l'eau ; la pêche est une immense ressource, depuis celle de la baleine, jusqu'à celle du saumon, de l'esturgeon, de la truite ; la vente du poisson s'élève à 25 millions de francs par an ; plus encore celle du gibier, beaucoup plus encore celle des fourrures et des pelleteries. Le sport attire dans le pays des chasseurs, puis des colons. Plusieurs parcs nationaux, notamment celui de Banff, ont été

réservés. On commence seulement à connaître la richesse des mines, depuis l'or du Klondike, l'argent, le nickel, le cuivre, le cobalt, le pétrole, le charbon, jusqu'au fer de Fort Williams, le port rival de Duluth. Mais toutes ces richesses s'effacent devant celles de l'agriculture. En dépit de la rigueur de son climat, le Canada, à force d'observation et de patience, est arrivé à tout produire : les vergers de l'Ontario comme ceux de la Colombie exportent déjà des légumes, des fruits, pommes, pêches, prunes, cerises, mûris à la chaleur de quatre mois de soleil aux courtes nuits ; déjà les fabriques de conserves ont surgi ; la vigne elle-même produit un vin doux que les Canadiens apprécient. Au nord de la Colombie et de l'Alberta, entre le grand lac des Esclaves et la rivière de la Paix, le surintendant des forêts, M. Elihu Stewart, conseille l'exploration méthodique de la région ; dans le bassin du fleuve Mackenzie, le tributaire géant de l'Océan Glacial Arctique, le même fonctionnaire a vu le 15 juillet, les pommes de terre en fleurs, des petits pois mûrs, des tomates, des oignons, de la rhubarbe, des betteraves, des choux ; on avait déjà cueilli des fraises, du cassis, des groseilles. Des Indiens venus de la frontière de l'Alaska, avaient perdu deux de leurs chiens, morts de chaleur. Ces pays de températures extrêmes, jadis presque inaccessibles, les moyens de locomotion modernes permettent de les atteindre, d'y séjourner et de les mettre en valeur ; quinze à dix-huit heures possibles de soleil par jour pendant trois ou quatre mois, c'est la richesse. Sans aller si loin, les fermes du Manitoba, — quelques-unes sont des fermes modèles, — deviennent célèbres par leurs cultures diverses, celle

du maïs, du houblon, du tabac complétant celle des céréales ; par leurs pâturages, où s'élèvent les chevaux, les bœufs, les porcs, les moutons ; par tous les produits de la basse-cour et de la laiterie, où tout se fait à la machine, depuis la traite mécanique, — assez discutable, — des vaches, jusqu'au couvage des poules, à la préparation du beurre, du fromage ; les abeilles elles-mêmes ont été acclimatées ; leur miel avait commencé par geler, mais on a su les abriter et les multiplier ; — double avantage, elles produisent et elles fertilisent le pays. Plus à l'ouest, toujours plus à l'ouest, les ranches, les troupeaux, la prairie surtout, jusqu'au pied des montagnes Rocheuses. Cette prairie c'est le vrai grenier d'abondance du Canada ; c'est là que s'étend sans limite, sans obstacle, le pays du blé, — une France entière, une Hongrie de blé ; — cent jours suffisent pour le mûrir, et moins encore pour l'orge et l'avoine ; l'espace gratuit, sans compter, sans maître, à perte de vue, le jour, la lumière, la chaleur sans discontinuer, puis un long hiver de repos où la terre se renouvelle sous la neige, pendant que vous pouvez vous absenter, voyager, disparaître vous aussi. Avec le mois de mars commence la culture. C'est bien vite fait. Les grands attelages de trente chevaux, à l'américaine, sont démodés ; on a trouvé mieux : la vapeur ou l'essence. J'ai dit que chaque fermier avait son automobile. On compte dans les trois provinces centrales 5 000 charrues à essence : on les comptera dans quelques années par centaines de mille. Qui les arrête dans la plaine sans fin ? Chaque machine tire derrière elle dix, douze, jusqu'à vingt socs, et laboure à la vitesse de 5 kilomètres à l'heure. Admettons

que ces chiffres soient exagérés ; réduisons la marche à 2 kilomètres. Une machine tirant 20 socs aura donc creusé 40 kilomètres de sillons en une heure, 400 kilomètres en dix heures, 4 000 kilomètres en six ou sept jours. Je suis rentré en France poursuivi par le souvenir de ces chiffres. Me voici chez moi, dans un riche pays agricole ; je parle à mon fermier, bon travailleur qui cultive 30 hectares de terre où il use ses bras, ses chevaux, ses charrues ; je m'arrête au bord du chemin ; quelque chose d'étrange est là devant moi, dans un petit champ derrière le ruisseau : deux bras étreignent le manche d'un croc qui s'abaisse, fouille la terre, l'arrache, la retourne, puis se relève, s'abaisse encore, et ainsi pendant des heures et des heures, des années, des générations, depuis des siècles... ; et ces deux bras sont attachés à deux épaules penchées jusqu'à terre ; qu'est-ce donc ? Un vieux paysan français courbé en deux, qui creuse son sillon comme on faisait de son temps, comme font encore les anciens. C'est vous, père Monnier, lui dis-je ? Eh oui, c'est moi, répond-il gaiement, sans se relever, car il ne peut plus se relever. Et ils sont beaucoup ainsi qui ne peuvent pas se relever ; beaucoup de vieux cultivateurs cassés en deux et qui, sans se plaindre, la tête tout près des genoux, continuent de creuser leurs quelques mètres de sillons, tandis que la machine canadienne défonce ses 40 kilomètres à l'heure...

Cette machine appartient au cultivateur ou il la loue. La même machine, les labours finis, herse la terre, l'ensemence, la roule, moissonne, fauche, lie, bat le blé, puis elle le transporte à la gare la plus proche, à moins que, par crainte des accapareurs, le

fermier n'ait acheté ou loué un hangar démontable, en plusieurs cloisons de fer-blanc, où il emmagazine son grain ; mais le plus souvent il s'en débarrasse ; c'est si simple : la gare elle-même est munie de greniers, d'elevators et de hangars ; il se fait donner un reçu constatant la qualité du blé ; et ce reçu c'est de l'argent, les banques l'escomptent, il peut l'envoyer en échange des marchandises qu'il a fait venir de l'est. A ses moments perdus, la machine élève l'eau, pompe, scie le bois, écrase le grain, les pommes de terre. Chaque fermier est mécanicien, comme il sait, chez nous, soigner les chevaux. Le fermier s'instruit d'autant plus qu'il est plus isolé. On l'y aide. Sans parler de l'Administration de l'État, des provinces, des villes qui font beaucoup, les compagnies de chemins de fer, dont il est le meilleur client, développent son éducation et, par conséquent, sa faculté de produire. Elles mettent en circulation des wagons spéciaux d'enseignement agricole ; des wagons-écoles où elles ont réuni l'outillage nécessaire à des démonstrations pratiques et où des professeurs bien choisis viennent, de gare en gare, donner des consultations, des leçons de choses, faire des conférences à jour fixe.

Grâce à ces progrès, la production du blé canadien est passée de 5 400 000 hectolitres en 1876 à 362 500 000 en 1909. L'exportation qui n'était en 1885 que de 2 340 956 boisseaux, s'est élevé à 49 741 350 en 1910. Chiffre dont la faiblesse relative s'explique par l'insuffisance des transports.

Et là recommence la merveille. Les Canadiens ont fait de véritables folies pour leurs chemins de fer. Un transcontinental c'était beaucoup, semble-t-

il, pour faire concurrence aux lignes américaines ; ils en ont maintenant trois ; ce n'est pas assez ! La moitié de la récolte du blé, m'assure-t-on, est restée, l'an dernier, dans le pays, faute de pouvoir en sortir. Sir William van Horne, l'un des précurseurs, avec Lord Mount Stevens, des chemins de fer transcontinentaux canadiens, ancien Président du Canadian Pacific Railway, un homme d'action, d'initiative, d'entreprises toutes plus fécondes les unes que les autres, m'a expliqué, dans sa galerie de chefs-d'œuvre européens et français, à Montréal, ce qu'il appelle le rôle des chemins de fer au Canada. Les chemins de fer ne sont gênés, dit-il, que par la surabondance du trafic ; c'est ici comme aux États-Unis : ce que vous a dit M. James Hill du problème des « terminus facilities » qui leur manquent est vrai partout. Nos installations, prévues pour vingt ans, sont insuffisantes en cinq ans. Il nous faut transporter nos gares de marchandises et de triage hors de la ville ; c'est peu de chose, comparé à l'essentiel, au plus urgent, c'est-à-dire les lignes. Là, nous ne ferons jamais assez vite ni assez grand. Le chemin de fer est le premier des pionniers ; nos fermes, dans l'ouest, sont isolées les unes des autres ; elles doivent être à proximité d'une station de chemin de fer. Nos lignes doivent être assez nombreuses, dans les centres agricoles, pour que chaque ferme, d'un côté ou de l'autre, n'en soit pas éloignée de plus de quelques kilomètres, de 10 milles et même moins. C'est dire que des réseaux parallèles doivent s'étendre au minimum de 20 en 20 milles, de 10 en 10 milles, à côté les uns des autres ; et chacun de ces réseaux doit être relié à ses voisins. C'est ce qui se fera, ce

qui se fait ; et c'est à cette condition que nous pourrons transporter les récoltes qui se préparent. Sinon, nous continuerons d'être débordés, et la production ralentira son essor. Le mécontentement naîtra. Nos lignes transcontinentales poussent jusqu'aux États-Unis, au delà de Saint-Paul, leurs ramifications, mais elles ne nous suffisent pas : elles ne sont elles-mêmes qu'un trait d'union entre les deux océans de l'Atlantique et du Pacifique, elles aboutissent aux grands villes nouvelles que nous avons créée de toutes pièces et où les attendent nos flottes, nos bateaux rapides ou lents ; car la vitesse importe moins que le bon marché à bien des produits ; ces paquebots, cargo-boats, ou voiliers à quatre mâts, sont leur prolongement. Nous sommes le passage de la Chine ; la grande route est ouverte dorénavant par où nos exportations vont se drainer, se multiplier, suivre le double courant de nos voies ferrées vers l'occident et l'orient. Ce double courant lui-même, si actif soit-il, aura besoin d'autres courants complémentaires, auxiliaires ; loin de les redouter, nous les réclamons ; nous avons besoin du secours de nos rivières, navigables sur de longs parcours pendant les longs mois de l'été ; il n'en faut pas davantage pour ce qu'elles auront de produits encombrants à transporter, bois, minerais, céréales ; nous avons besoin des lacs ; nous ne pouvons vivre sans eux : le tonnage des vaisseaux qui passent aujourd'hui par le canal de Sault-Sainte-Marie est trois fois supérieur à celui du canal de Suez et la navigation des lacs six fois supérieure ; le transport seul du minerai dépasse 41 millions de tonnes. Nous n'aurons jamais trop de voies de communication canadiennes

ou américaines ; nous ne considérons pas les ports américains comme des rivaux ; Fort-William est en concurrence avec Duluth, mais tous deux sont nécessaires au développement de nos transports.

La navigation des lacs eux-mêmes devra être abrégée. Mon ami Dandurand, ancien Président du Sénat canadien, complétant les indications de Sir W. van Horne et celles de son successeur, Sir Thomas Shaughnessy, m'a fait entrevoir l'avenir des canaux au Canada ; il m'a montré la navigation passant du lac Érié dans l'Ontario par le canal Welland, beaucoup plus court que le canal américain. Le mouvement des canaux au Canada se chiffre en dix ans par 5 665 259 tonnes en 1901, et 42 990 608 en 1910. Un vaste projet est à l'étude qui raccourcirait encore la route : les vaisseaux venant de Sault-Sainte-Marie, entreront dans la baie Géorgienne, et là, par la rivière aux Français et l'Ottawa, gagneront Montréal et l'Océan. Le trajet de Fort-William à Liverpool ne serait plus, par cette voie, que de 4 123 milles, soit 806 milles de moins que par New-York !

Est-ce tout ? Loin de là. A Québec, le premier ministre de la province, Sir Lomer Gouin, me raconte sa conversion aux chemins de fer de la baie d'Hudson. Cette baie d'Hudson que toute ma vie je n'avais peuplée que d'Esquimaux, de rennes, de glaçons et d'ours blancs (et je crois bien qu'il partageait mes préventions) est devenue une incommensurable ressource, à ses yeux, toujours grâce à ce parti pris de se contenter de quatre ou cinq mois dans l'année pour la culture et les transports, et de laisser huit mois à l'industrie.

Et d'abord ce sont les provinces anciennes qui

veulent étendre leurs frontières, se disent les unes et les autres sacrifiées et réclament chacune son hinterland jusqu'à la baie ; chacune aussi, plus ou moins son chemin de fer. Les deux partis libéraux et conservateurs se sont engagés à construire la ligne qui partira du Saskatchewan et du Manitoba pour aboutir, soit à Fort Churchill, soit à Fort Nelson : une partie déjà est construite jusqu'à Le Pas : mais cela n'empêche pas l'ambitieuse Edmonton d'avoir également son projet, tandis que Québec vise, de son côté, la baie de Saint-James, Rupert Bay, très accessible par la grande rivière de Nottaway ; ce n'est qu'une distance de 275 milles, cinq ou six heures de chemin de fer, pour aboutir à la jonction du transcontinental. Chacun a en vue deux objets qui se complètent : 1° les transports permettant de dégorger le pays du trop plein de ses produits et de les exporter à bon compte, du 15 juillet au 15 septembre, en dépit des banquises, icebergs, etc., dont les Canadiens me semblent tenir peu de compte : 2° les richesses naturelles de l'eau et du sol, sur lesquelles je ne reviens pas. L'immense presqu'île d'Ungava, jusqu'ici figurée sur la carte comme un désert vierge de toute indication, est à elle seule un réservoir inépuisable de richesses. Et je renonce à objecter le froid, la latitude de cinquante à soixante degrés. On me répond, avec les géographes, que la latitude n'est pas tout et que d'ailleurs nous voyons en Europe, à cette même latitude, des pays très riches et très productifs, la Hollande, l'Angleterre, l'Écosse, et, au delà du soixantième degré, la Norvège, la Suède, la Russie septentrionale, etc. Les côtes seules de la baie d'Hudson sont d'ailleurs gelées en hiver, elle s'ouvre

donc sept ou huit mois par an à la navigation. Encore un peu et la voilà qui va faire concurrence à la navigation des grands lacs, arrêtés l'hiver eux aussi et si prodigieusement actifs en été.

Tout cela, à la différence de l'Europe, ira très vite ; les transports du Nord-Amérique étant fiévreusement stimulées par l'ambition d'établir leur grand courant de communications autour du globe avant l'ouverture du canal de Panama.

En écoutant ces hommes d'État et ces hommes d'affaires, des deux côtés de la frontière, m'exposer les colossales entreprises rivales qu'ils ont projetées et qu'ils méneront à bonne fin, je pensais aux lenteurs que subit la France, pourtant si vive ; — non pas aux lenteurs nécessaires de l'étude et de la préparation méditée qui sont une de ses forces séculaires, non pas aux lenteurs de certains progrès que trop de hâte compromettrait ; — je crois au mérite de la lenteur ; je me défie du vertige de la vitesse ; la navigation à voiles, les moulins à vent ressuscitent ; le cheval reste indispensable à côté de l'automobile ; le bœuf, le mulet, l'âne, le chien, la chèvre, le renne, le chameau, l'éléphant continueront à remplir leur rôle de modestes transporteurs, depuis le centre de production jusqu'à la route, au port, à la gare ; ils resteront les petits ruisseaux qui font les grandes rivières ; — non, je pensais à la lenteur de nos résolutions..., à notre quasi-incapacité d'entreprendre, de notre côté de l'océan, d'autres travaux non moins urgents, beaucoup moins coûteux, beaucoup moins faciles, et qui sont le complément indispensable des initiatives américaines. Faute d'exécuter à temps ces travaux,

nous interrompons la communication et nous la laissons dévier. Je citerai un exemple, le port de Brest. La nature, toujours prodigue pour la France, lui a magnifiquement creusé ce port d'avant-garde, cette grande entrée naturelle qu'il suffirait d'aménager pour faire aboutir toute la circulation américaine et asiatique à Paris, au cœur de l'Europe centrale. Ce serait une économie de douze heures de traversée et la diminution de combien de risques de collisions dans la Manche ! Nos lourds cuirassés eux-mêmes trouvent le moyen d'entrer à Brest et d'en sortir, mais non les paquebots ! Il faudrait des phares, des cloches sous-marines, des voies ferrées, des quais, des travaux, une décision enfin qui s'impose depuis des années. Nous attendons. Quoi ? que le temps passe et que le commerce lassé finisse par se détourner de la route naturelle que notre inertie lui ferme. Dirait-on que c'est nous pourtant qui avons percé l'Isthme de Suez, conçu et commencé le canal du Panama ! Nous sommes frappés d'une sorte d'impuissance de volonté commerciale.

Il faut dire, — et il ne faut pas se lasser de le dire, car cela explique bien des choses, — que la France vit sous le régime de la paix armée. Tout le mal vient de la guerre franco-allemande, ou plutôt non, car la France aurait pris son parti d'une défaite dont son gouvernement impérial déchu a été plus responsable qu'elle ; elle aurait pardonné Sedan à l'Allemagne comme elle a pardonné Waterloo à l'Angleterre, mais le mal vient de la violation du droit ; il est à la fois un malheur et un signe de progrès : en admettant que la France soit insensible aux protestations de l'Alsace-Lorraine, la conscience

universelle finirait par les entendre. La violation est imprescriptible ; l'Allemagne ne renoncera pas à une conquête à laquelle pourtant Bismarck lui-même répugnait, mais qui lui a coûté trop de sang ; et, d'autre part, l'esprit moderne ne peut sanctionner cette conquête. « De nos jours », a dit Benjamin Constant, en 1813, « Carthage aurait tout le monde pour elle. » Ce n'est pas la victoire, c'est la conquête qui a rendu le mal irrémédiable ; les Allemands ne se sont pas contentés d'être vainqueurs ; ils ont « triomphé aveuglément de leurs succès », selon le mot de Franklin, et ce triomphe est une menace pour tout le monde ; le conflit est entre l'Allemagne et la France, mais il est, en outre, entre l'Allemagne et la civilisation moderne ; le problème s'est transformé avec le progrès des idées ; il est devenu une question de principe, une question morale plus que politique ; par là il est, en un sens, moins brûlant, mais plus grave, plus impossible que jamais à éluder. L'esprit de conquête est inconciliable avec l'esprit de notre temps, s'il n'a pas, au moins, pour excuse un service rendu à la civilisation ou l'acceptation du peuple conquis : il n'engendre plus que la révolte et l'insécurité dont tout le monde souffre. Sous ce régime, comment la France, comment l'Allemagne et les États que leurs intérêts ont solidarisés avec l'un ou l'autre, seraient-ils libres d'entreprendre les immenses travaux d'avenir qui passionnent les États-Unis ? Ils sont écrasés, les uns et les autres, sous la double charge des guerres anciennes à liquider, des guerres futures à attendre ; la moitié de leurs ressources passent en dépenses d'antagonisme stérile.

Le Canada et les États-Unis ont bénéficié de la

situation inverse, — jusqu'à présent ; — leurs luttes économiques, leurs concours de dépenses pour les chemins de fer et les lacs, pour leur outillage, leur saine rivalité féconde sont le résultat de cent ans de paix ininterrompue, désarmée. Et que notre ignorance européenne des choses d'Amérique ne dise pas que cette paix a été facile à établir et à maintenir ! Le Canada, dernière colonie conservée dans l'Amérique du Nord par les Anglais après la guerre de l'Indépendance et celle de 1812 où ils brûlèrent le capitole de Washington, pouvait rester pour eux le chemin de la revanche, et pour les Américains une tentation, pour l'un et pour l'autre un sujet de continuelles querelles. Il existe en Europe peu de situations internationales plus délicates que ne fut, pendant un siècle, celle du Canada, éloigné de la métropole vaincue, limitrophe des États-Unis vainqueurs. Cela est si vrai que les Anglais profitèrent du déclin des armes Napoléoniennes pour reprendre l'offensive, en 1812, jusqu'au jour où, vaincus de nouveau, avant même d'être rejetés à la mer, à la bataille de la Nouvelle-Orléans, ils signèrent, à Gand, le traité de paix du 24 décembre 1814, ratifié le 17 février 1815 et complété par l'accord du 28 avril 1817.

Et quel accord ! Les deux frères irréconciliables se décidèrent à désarmer et ils désarmèrent ! Les occasions pourtant n'ont pas manqué, à l'un et l'autre, de revenir sur leur signature ; ce fut d'abord la déclaration de Monroe, appel indirect à l'insurrection des colonies européennes non encore émancipées dans le nouveau monde : ce furent les encouragements de la Sainte-Alliance, les appels de Metternich, l'action même de l'empereur Alexandre Ier

contre « les jacobins des Républiques américaines, » action dont l'Angleterre pouvait trouver habile de profiter, au lieu de la décourager et finalement de la faire avorter, sous l'action puissante de son premier ministre Canning; l'Angleterre pouvait profiter aussi de la guerre de Sécession, du conflit de l'Alabama et de combien d'autres ; elle a mieux compris son intérêt, celui des cotonniers du Lancashire, elle a résisté à la tentation ; c'est un grand mérite, un grand exemple autant qu'un acte de sagesse. Les deux belligérants ont respecté pendant cent ans la paix qu'ils avaient signée ; la paix complète, sans réserve, absolue. Ces mers intérieures qu'ils se disputaient, ces grands lacs, théâtre des batailles navales dont le musée du capitole à Washington nous conserve le souvenir, sont devenus le champ clos de leurs luttes économiques, sans que, ni d'un côté ni de l'autre, un seul vaisseau de guerre, une canonnière y ait jamais reparu : sans qu'un seul fort, un seul canon ait défendu cette longue frontière de plus de cinq mille kilomètres. Vous verrez à Québec quelques habits rouges, pour la forme, et quelques canons pour affirmer le loyalisme des Canadiens envers la métropole; j'ai vu également à Plattsburgh, à la frontière des États-Unis, manœuvrer l'armée américaine, comme je l'avais vue à El Paso, sur la frontière mexicaine. Toute cette armée, ou plutôt cette force de police du nord, comptait, si je ne me trompe, 800 hommes, un très grand luxe, chaque soldat touchant une solde d'officier. En fait ce sont deux grands pays réconciliés sans armée.

Tous les Américains ne comprennent pas, cela va sans dire, la beauté de ce régime, mais ceux-là sont

une misérable exception ; les vrais Américains ont trouvé leur interprète dans le sénateur Elihu Root, le grand avocat des États-Unis, l'ancien Ministre de la Guerre et des Affaires étrangères, qui a soumis au congrès de Washington (novembre 1912) à l'occasion des préparatifs des fêtes du centenaire de cette paix, la motion suivante :

« Le 17 février 1915, cent ans après la ratification du traité, les deux Parlements de Grande-Bretagne et des États-Unis suspendront ensemble leurs travaux pendant cinq minutes, exactement en même temps, afin que tout le monde de langue anglaise consacre ces cinq minutes à méditer les bienfaits de ces cent années.

« Un comité de savants sera nommé pour déterminer le moment où commenceront les cinq minutes dans les deux parlements. »

Grâce à cette paix de cent ans, les États-Unis et le Canada ont pu économiser bien des milliards et les consacrer à leurs œuvres respectives de création, de construction. Le Canada surtout ; car si les États-Unis ont fidèlement observé leur traité de 1815, à l'égard du Canada, ils n'en ont pas moins dépensé par ailleurs des sommes folles, nous le verrons en terminant, pour leur armée et pour leur flotte et pour les pensions. Le Canada a pu ajouter à tous ses avantages celui de la moindre charge militaire, charge presque nulle jusqu'à présent ; il n'a pas plus gaspillé ses jeunes gens et son argent que ses mines et ses forêts ; le résultat c'est naturellement une existence plus facile au Canada qu'aux États-Unis et l'émigration du pays le plus imposé dans le pays neuf.

Je n'ignore pas que les Canadiens menacent, eux aussi, de céder aux tentations que l'on sait et de commander, soit aux constructeurs anglais, soit, à la rigueur, à une industrie locale qu'il leur faudra créer de toutes pièces, au risque de ne plus pouvoir s'en débarrasser, des Dreadnoughts comme tout le monde, comme ont fait les Américains du Sud, comme ont fait les Turcs eux-mêmes... Ils y regarderont pourtant à deux fois ; et, s'ils succombent, comme cela n'est guère douteux, ils s'en tiendront à une manifestation de loyalisme envers la Grande-Bretagne, à une contribution plus ou moins forte, dont on ne se gêne pas pour dire, même à Londres : « c'est de l'argent jeté à l'eau ! » ils n'iront pas plus loin. Si habile et si universelle que soit la propagande des fabricants de matériel de guerre, elle ne peut, dans les pays neufs, se dissimuler complètement sous un masque patriotique, elle apparaît telle qu'elle est, celle d'une industrie nouvelle, insatiable et qui vit aux dépens des autres, celle qui exploite la protection jusqu'à ses dernières limites, son dernier excès. Je ne vois pas les fermiers du Manitoba, encore moins ceux du Saskatchewan et de l'Alberta, qui ont quitté les États-Unis pour échapper à trop de charges, je ne vois pas cette émigration panachée de tous les pays, Irlandais, Écossais, Français, Allemands, Autrichiens, Scandinaves, y compris même les colonies de Doukhobors russes, prélever sur l'argent qui déjà lui manque, et dont il faut payer ses charrues, ses écoles, je ne la vois pas prélever de quoi acheter ce qu'elle appelle déjà « ces flottes de fer-blanc », « tin fleet », démodées avant même d'être achevées. Je ne la vois pas non plus trouvant

pour ces flottes les équipages dont l'Angleterre elle-même commence à manquer, — et la France bien davantage, — ces équipages de marins et de mécaniciens, pour lesquels il faudra embaucher, à quel prix! la main-d'œuvre rare : ces équipages qui videront l'atelier, les fermes, et feront monter les salaires, ces équipages inutiles enfin qui feront concurrence aux colons indispensables. La dépense aussi paraîtra très lourde autant que peu justifiée. On commencera par trois Dreadnoughts. Ce n'est rien, si on les compare aux flottes des Américains, mais c'est pourtant une dépense de premier achat d'environ 200 millions de francs, à répartir sur une population d'à peine 8 millions, — 25 francs par tête, — et, les plus pauvres ne payant pas, c'est une grosse charge pour l'industrie, pour le commerce; mais ce n'est qu'un commencement. Il faudra entretenir, approvisionner, réparer, remplacer ces trois cuirassés, leur construire des docks, engager ces dépenses secondes, accessoires dont ne parlent jamais les gouvernements et qui sont énormes. Il faudra des états-majors, créer une école navale, une caste militaire, un esprit militaire. Et cela pourquoi? pour opposer, le cas échéant, aux États-Unis, un simulacre de force? Il est vrai que l'ennemi serait l'Allemagne, disent les discours officieux; pourquoi pas le Japon? (et s'il en est ainsi, les trois cuirassés achevés pour l'Atlantique, il en faudra autant pour le Pacifique). Acceptons ces faibles raisons ; admettons que la future marine canadienne ne sera qu'une contribution de loyalisme aux charges navales de la métropole; il faudra pourtant payer cette contribution ; elle pourra paraître

excessive à une colonie de jeune croissance; rappelons-nous que les États-Unis se sont révoltés, au XVIIIe siècle, pour ne pas payer les contributions exigées par la Grande-Bretagne. Il est donc probable que, pour tant de motifs concordants, on n'abusera pas au Canada des dépenses d'armements navals, et qu'ainsi la jeune colonie britannique jouira d'un avantage de plus, ajouté à tant d'autres, dans ses luttes avec les États-Unis. Il est possible aussi que les États-Unis soient eux-mêmes obligés de se modérer, pour ne pas perdre leur avance déjà compromise : car le commerce du Canada représente, me dit-on, 90 p. 100 par tête d'habitant, contre 30 p. 100 aux États-Unis. La lutte devient sérieuse.

Quoi qu'il advienne de cette émulation entre les deux grands voisins de l'Amérique du Nord, elle paraît bien, cette fois, sans rivale dans le reste du monde. Mais non, c'est une apparence, et le reste du monde profite, à son tour, du progrès.

IV. — LA CONCURRENCE UNIVERSELLE

Voici les États-Unis menacés de la concurrence de toute la terre. C'est à quoi ils doivent réfléchir. Le Canada n'est pas le seul pays privilégié : il en est d'autres, ou très puissants ou très actifs, avec lesquels il faut compter. Je ne dis plus rien de la Chine dont on m'a reproché, jadis, d'invoquer les ressources, la population immense, comme un épouvantail, alors qu'on y devait trouver des raisons d'adopter en Europe une politique nouvelle d'entente et de coopération ; rien non plus du Japon militarisé

par l'Europe, menacé de substituer nos défauts à ses qualités, arrêté par là, je le crains, dans son évolution bienfaisante : l'Extrême-Orient n'est pas toute la terre ; réservons donc cette inconnue. Il nous reste assez de données certaines sur les activités qui surgissent ailleurs.

Les États-Unis ne voient, ne connaissent que les États-Unis. C'est leur force et c'est leur faiblesse. L'histoire et la géographie leur promettent beaucoup de surprises. La concurrence est partout. Sans sortir du nouveau monde, prenons seulement l'île de Cuba : il a suffi d'un homme de bien, nous l'avons vu, le général Wood, pour décupler, par l'instruction, la valeur de sa population, pour faire entrevoir comme possible la réalisation des promesses de ce paradis terrestre où s'épanouissent avec les richesses d'une terre et d'un climat favorisés, l'intelligence, la grâce, la vaillance de ses habitants ; il a suffi d'une initiative privée, celle de Sir William Van Horne, pour doubler, décupler le prix de ses forêts aux bois précieux, de ses mines, de sa production générale. Or, Cuba n'est qu'une île dans la région privilégiée des Antilles. Que dire de l'Amérique du Sud ? de son fleuve formidable, l'Amazone, encore dans l'enfance? de la Plata ? Que dire du Brésil, du Chili, du Pérou, de la République Argentine? Et le continent africain, grenier, trésor du monde antique ? Pourquoi l'Égypte, les anciennes provinces romaines, aujourd'hui la Tunisie, l'Algérie, rendues à la colonisation, n'exporteraient-elles pas, comme jadis, après des des siècles de repos, leurs prodigieuses moissons ? Le Nil a-t-il cessé de féconder ses rives et son delta? N'a-t-il pas lui-même ses grands concurrents, le

Congo, le Niger, le Zambèze, à peine explorés? Que sera, dans trente ans, l'Afrique, peuplée de machines, sillonnée de voies navigables, traversée de chemins de fer, du Maroc au Cap de Bonne-Espérance, de l'océan Indien à l'Atlantique? L'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Indes orientales anglaises, françaises, néerlandaises, ne contiennent-elles pas de richesses? L'Asie Mineure, la Perse, la Mésopotamie, l'Iram, l'Indus, la Turquie d'Asie, ce qui fut la Turquie d'Europe, ce qui fut le berceau de notre civilisation, ne sera-t-il plus qu'un tombeau? La nature prend-elle le deuil des crimes de l'homme? Non, elle en appelle de la barbarie; elle renaîtra; elle renaît déjà.

Dans combien d'années tout cela? disent les sceptiques. Toutes ces concurrences ne donneront pas leur plein en même temps; elles croîtront proportionnellement aux exigences de la consommation. Soit. Combien peu de temps cependant a-t-il fallu à la concurrence des États-Unis, avec des moyens d'action limités, au début seulement des découvertes modernes, pour bouleverser les conditions de l'industrie européenne? Mais n'attendons pas; ne calculons qu'avec le présent, avec la concurrence de demain. Comptera-t-on pour rien celle de la Russie? Les Américains ignorent les Russes ou les traitent en quantité négligeable. Ils les jugent sur la forme de leur gouvernement et non sur leurs ressources, leur surabondance de population, leur génie. Leur jeunesse ne fait pas crédit à la jeunesse de la Russie. Quand le président Roosevelt a fait sa tournée de visites aux grandes capitales de l'Europe, il a été à Budapest, et il a eu raison, mais il a omis la Russie. Je ne cesse de le répéter aux Américains :

il faut compter avec les Slaves, avec les Russes. Vous pouvez envier l'étendue, la richesse encore vierge de leur sol, de leur mines, de leurs puits de pétrole, de leurs forêts encore intactes, la navigabilité de leurs grands fleuves, reliés par des canaux, de la Baltique et de la Mer Blanche à la Mer Noire, de la Dvina jusqu'au Dnieper et au Volga ; il faut compter surtout avec leur population dont vous n'avez aucune idée, vous Européens transplantés ici, car c'est une population autochtone, une population qui coule de source, et avec quelle vie, quelle passion ! Voyez ses artistes, ses penseurs, ses écrivains, écoutez ses musiciens. Suivez ses explorateurs. Que n'ont-ils pas fait ? Trempés comme l'acier par le froid, ils ont tout osé, tout entrepris ; l'océan Glacial est leur frontière ; il a failli être la couronne fermée de leur Empire. L'Alaska leur appartenait ; leur Gouvernement poussa l'audace jusqu'à vouloir s'approprier la côte américaine du Pacifique et, rejoignant les possessions espagnoles, la fermer aux Américains. C'est une histoire qui n'a pas cent ans ! Ils ont reculé ; mais le rêve interrompu puis abandonné en Amérique, ils le réalisent en Asie. Réalisation magnifique de l'initiative humaine, si elle n'avait été lourdement gâtée par la faiblesse gouvernementale, par la guerre et par la révolution ! Si la Russie avait imité les États-Unis et le Canada, si elle avait consacré à construire des chemins de fer et des canaux la moitié seulement des milliards qu'elle a gaspillés dans sa guerre contre le Japon, elle serait déjà, sur le marché du monde, un concurrent bien redoutable ; mais ses réserves sont telles et les besoins de sa population toujours croissante sont si modestes, qu'elle

aura vite réparé ses fautes. La Russie n'en reste pas moins la Russie ; elle a vaincu le froid ; le choix seul de sa capitale sous cette latitude soi-disant inhabitable de 60 degrés, — 10 degrés au nord de Winnipeg et de Vancouver, — dit assez son mépris des obstacles qu'on s'est accordé si longtemps à croire insurmontables ; et le choix d'Arkhangel à 1 200 kilomètres plus au nord ? ce port de glaces qui, chaque année, alimente l'Angleterre de beurre, de volailles, de poisson, de fruits, et de grains, en concurrence avec ceux du Canada. Ces entreprises, déjà folles en apparence quand il s'agissait de l'Europe, n'ont été qu'un commencement ; et voici tout un Canada d'Europe et d'Asie qui va prendre part à la course américaine. Voici la Sibérie, misérablement traversée par un seul chemin de fer à une seule voie, pauvre diligence, comparée à la course des transcontinentaux américains, voici la Sibérie qui se peuple, comme par un enchantement paradoxal, — d'une élite de condamnés politiques, et se cultive, s'éveille, participe à la vie générale du monde. Voici la Sibérie, avec ses grands fleuves légendaires, l'Obi, le Yénissei, l'Amour, qui n'attendent plus, comme le Canada, que les hommes et les capitaux pour fructifier ; et elle aura les hommes, elle les a, car les Russes, à la différence des Américains, jusqu'ici, sont, non seulement prolifiques, mais colonisateurs patients ; ils se font aimer des indigènes ; ils ne les font pas disparaître ou fuir devant eux, ils les associent à leur œuvre, les traitent fraternellement ; ainsi la Sibérie devient un Empire plus vaste encore que l'immense Empire Russe, un Empire si jeune, si vivant, si entreprenant que son premier Ministre,

l'infortuné Stolypine, pouvait me dire, en 1909, à Saint-Pétersbourg : « Nous serons bientôt annexés par la Sibérie ! »

C'est à Moscou que j'ai senti, compris, vu de mes yeux cet avenir : dans cette capitale du commerce de deux continents, de deux mondes. Nous étions à la gare, attendant le train pour rentrer en France. Attendant le train ? Quel train ? Moscou n'est-elle pas assez grande ville pour être le terminus et le point de départ des lignes russes pour l'Europe centrale et la France ? Non, le train que nous attendions, excellent, régulier, malgré la neige, arrivait de l'Asie, de Krasnoïarsk, d'Irkustsk, de Vladivostok. Moscou n'était qu'une station sur son passage ! Ainsi toute la terre se trouve encerclée ; rien ne commence, rien ne finit, tout passe, tout continue, tout recommence. Que les États-Unis prennent garde ! Nul n'admire plus que moi l'activité américaine, mais combien d'autres activités, depuis vingt ans, ai-je vu surgir et s'élancer à la conquête des marchés du monde !

Les vieux pays eux-mêmes, piqués au jeu, se sont inspirés des innovations américaines ; ils ont pris le bon, laissé le reste. Je dirai même que le progrès des vieux pays d'Europe, — particulièrement celui des grands États militaires, — est d'autant plus inquiétant pour les États-Unis qu'il a été plus difficile, plus contrarié par les charges que l'on connaît. Les Américains ne soupçonnent pas l'incalculable avantage résultant pour leur production du seul fait d'avoir tous leurs jeunes gens au travail, tandis que ceux de la France ou de l'Allemagne, par exemple, sont à la caserne pendant deux ans, pendant trois ans.

Que serait-ce si les États-Unis devaient lutter avec l'Europe à égalité !...

L'Angleterre distendue, éclate sous ses charges ; elle vit pourtant de sa force acquise, et avec quelle prodigalité ! L'Autriche, l'Italie, — ces deux alliées !! — s'épuisent en rivalités d'armements dirigés en fait l'une contre l'autre et, malgré tout, elles prospèrent ; l'Italie surtout, malgré les pires des folies, par son travail, par son génie, ne cesse de développer son agriculture et son industrie. L'Espagne elle-même, très-mal partagée, rongée d'abus, impuissante contre la domination de ses moines, trouve le moyen d'imposer son effort de renaissance économique. A force de science, de talent, d'ingéniosité, d'art, de goût et d'intelligence, la France et l'Allemagne continuent quand même à vendre, l'Allemagne ses produits chimiques, industriels et fabriqués à bon marché, la France ses produits de luxe. Jamais l'esprit d'initiative n'a été plus audacieux en France que depuis quarante ans, où qu'il se soit exercé, — dans l'ensemble du monde, par l'exploration et la colonisation, — dans la métropole, avec l'automobile et déjà la motoculture, — dans l'océan ou dans le ciel même, avec la navigation sous-marine et aérienne.

Mais laissons les grandes puissances ; voyez les autres, la Hongrie, la Bulgarie, la Bohême, la Pologne, la Suisse, la Roumanie, la Finlande, la Belgique, la Hollande. Voyez la Norvège.

La Norvège m'est apparue comme la fleur des neiges. Kristiania est à la même latitude de soixante degrés que Saint-Pétersbourg, et c'est le sud du pays. Elle a été conservée, elle aussi, comme le Canada, pure comme la neige, par la neige. Elle a

très peu d'habitants, un peu plus de deux millions, moins, dans tout le pays, qu'une seule capitale, Paris, beaucoup moins que New-York, la moitié moins que Londres ; et cependant elle a entrepris des œuvres exemplaires : œuvres d'éducation, œuvres de réforme morale, œuvres d'hygiène, œuvres de bonté, de solidarité, œuvres aussi de transports. Le chemin de fer de Kristiania à Bergen est un tour de force matériellement et financièrement : comment rémunérer de tels travaux avec si peu de voyageurs et de marchandises ? et des lignes qui ne suivent pas le grand mouvement de l'Est à l'Ouest, ou vice versa, mais montent droit au Nord comme pour se perdre ? Non, ces lignes, avec les fleuves, les canaux, les fjords, vont créer les industries du froid, chercher les puissantes chutes d'eau, le bois, le métal, comme au Canada ; mieux encore : la ligne de Stockholm à Narvik, l'express de Laponie, est la plus septentrionale du globe, elle atteint le soixante-huitième degré ; toutes ces lignes ont compté sur la grande force de ce pays d'émulation et de dévouement, sur l'énergie humaine, celle qui a porté dans leurs frêles barques non pontées les intrépides marins Scandinaves, les Normands, sur toutes les côtes occidentales de l'Europe et jusqu'en Amérique, bien avant Colomb ; celle qui porte encore au pôle les Nansen, les Amundsen ; celle qui a porté les Ibsen et les Björnson aux cimes de la pensée indépendante.

Nulle part au monde je n'ai trouvé l'homme plus grand qu'en Norvège, où il est si faible, si seul, et en même temps si indépendant. Les Américains ont du sang de tous ces héros dans les veines ; c'est

leur fierté ; ils sont un mélange de tous les pays les plus actifs du Globe, mais qu'ils prennent garde aux sources toujours puissantes et rivales qui subsistent dans la vieille Europe. Quand je parle des Norvégiens, je pense aux peuples Scandinaves, inséparablement unis dans ma pensée, alliés même enfin, aujourd'hui, par un traité de neutralité fraternelle. Que ne doivent pas les États-Unis à l'initiative et à la pureté suédoise ? Les champions américains sont fixés, et ceux de la France bien plus encore, sur le triomphe des jeux olympiques de la Suède, sur le succès écrasant de ses tireurs, de ses athlètes, comme nous savons tous aujourd'hui la valeur de ses écoles, de ses collèges. Combien d'Universités dans le monde sont redevables à celles de Scandinavie ? J'ai sous les yeux l'atlas de la Société de géographie de Finlande : c'est un chef-d'œuvre, un modèle dont chacun pourrait s'inspirer, dont la France pourrait être fière. Que n'ai-je pas dit du Danemark, jadis, quand je cherchais à stimuler nos industries agricoles ? Et quelle leçon ce petit peuple donne au nouveau monde, comme à l'ancien ! Vaincu, mutilé, ruiné, non pas seulement par la conquête de la force allemande, mais par l'évolution naturelle de la culture, il est obligé d'abandonner ses champs de blé qui ne suffisent plus à payer sa peine ; il prévoit la concurrence torrentielle des blés d'Amérique et de Russie ; que va-t-il faire ? se décourager ? pleurer ses défaites ? Non, prendre sa revanche, triompher par son énergie, son organisation, sa méthode, la pratique surtout de la libre association. Voilà ses cultures de blé transformées en pâturages, ses troupeaux produi-

sant des beurres contrôlés, pasteurisés qui viennent faire concurrence aux beurres français à Paris, et plus encore à Londres où ils sont en lutte avec ceux du Canada ; le petit pays est devenu le grand vainqueur d'une lutte économique ; véritable guerre, d'où résulte la ruine ou la prospérité pour un peuple. Le prix de la course appartient aujourd'hui, non au plus fort, non au plus lourd, encore moins au plus brutal, mais au plus léger, au plus rapide, au plus instruit, au plus ingénieux, au meilleur enfin et au mieux doué. Et toutes ces aptitudes, dorénavant stimulées les unes par les autres, s'instruisent mutuellement, se corrigent, se poursuivent, se combattent ou s'associent, rivalisent, en un mot, à qui mieux mieux. Ainsi les produits de l'activité de toute la terre entrés en circulation, mis au concours, offerts par les progrès de la réclame et de la presse, par la sollicitation populaire du cinématographe, iront forcément en s'améliorant ; les producteurs les moins bons seront délaissés. Cette émulation générale de champ à champ, de ville à ville, de peuple à peuple, de monde à monde, ira chaque jour se développant, à mesure qu'elle répandra un bien-être plus général et qui deviendra plus exigeant ; les consommateurs toujours mieux servis seront de plus en plus difficiles, et le vrai mérite, la vrai qualité aura sa récompense.

C'est à quoi tend déjà le progrès actuel des transports : que sera-ce le jour où la barrière de l'Isthme de Panama, émule de celui de Suez, sera devenue le passage direct entre les deux océans, entre les deux civilisations de l'Orient et de l'Occident. C'est alors, dans deux ans seulement, que la ceinture des com-

munications autour du globe sera bouclée; c'est alors que les grands courants, déjà si rapides et multiples, s'organiseront pour précipiter et régulariser leur vitesse, la livrer au plus bas prix possible; c'est alors que sera payé, non seulement l'audace américaine, mais aussi le désintéressement, la conscience du producteur : c'est alors que s'engagera vraiment la lutte entre tous les travailleurs du globe, la lutte féconde où chacun devra fournir toutes ses armes, toutes ses ressources, toute son âme. Et cette lutte, ce sera vraiment le début de l'ère nouvelle, celle où la guerre, la conquête de l'homme, ne payant plus, sera discréditée, non comme une mauvaise action seulement, mais comme une mauvaise affaire, la « grande Illusion », la grande Duperie, celle où la conquête de la nature deviendra l'ambition suprême.

Les Américains l'ont bien compris pendant cent ans, vivant en paix dans l'émulation économique, côte à côte avec leurs voisins canadiens. Vont-ils renier cette expérience? répudier leur passé ? se joindre aux nations militaires déjà défavorisées dans la course? prodiguer, à leur tour, en dépenses stériles d'hommes, d'argent, de temps, les ressources dont ils ont besoin pour faire face à la concurrence ?

Là est la question.

Il y a quinze ans, quand j'ai commencé à publier les études dont le présent ouvrage n'est qu'une des conclusions, j'essayais de mettre en garde les grandes puissances divisées de l'Europe contre le péril prochain[1]. Et j'évoquais le péril de l'activité américaine

1. *Le péril prochain; l'Europe et ses rivaux.* Revue des Deux Mondes du 1er avril 1896. — Ibid. *Concurrence et chômage, nos rivaux, nos charges, notre routine.* 15 juillet 1897.

privilégiée dans sa lutte contre le surmenage européen. Les Américains vont-ils renoncer à leur privilège, cesser d'être le péril pour passer dans l'autre camp, le camp menacé ? Ils ne pourront rester entre les deux ; il faudra opter entre la politique nouvelle qui leur a si bien réussi jusqu'ici, qui a fait d'eux un grand peuple, une grande espérance, ou entre les vieilles routines de la politique européenne, les ornières de la paix armée.

Que vont-ils faire ? Aggraver le mal européen en s'y associant ou nous sauver par leur exemple ? Comprendront-ils leur intérêt ? feront-ils leur devoir ? ou manqueront-ils leur destinée ?

C'est le problème qui s'est posé de lui-même à mesure que nous avons vu les États-Unis de plus près, et dont la solution sera pour le monde le salut ou l'anarchie.

CHAPITRE XV

LE DEVOIR AMÉRICAIN

Contre tant d'activités rivales surgissant des mondes anciens et nouveaux, que faites-vous, jeune démocratie des États-Unis, pour organiser votre lutte ? Est-il vrai que vous vous mettiez à la remorque de nos pires abus, et que même vous nous dépassiez déjà ? Est-il vrai que je ne pourrai plus invoquer votre sagesse sans qu'on se moque de mes illusions ? Est-il vrai que la noble course des ambitions civilisatrices intéresse moins vos gouvernants que la course des armements ? Voyons les faits :

I. — LES PENSIONS. L'ARMÉE. LA MARINE

Les pensions. — Vos dépenses navales et militaires, y compris celles des pensions, ne sont pas loin d'absorber la moitié des ressources de votre budget fédéral, plus de 2 milliards de francs sur 5 milliards. Aux prétendus combattants des guerres dont vous reconnaissez vous-mêmes qu'elles auraient pu être évitées, où aux vagues parents de ces combattants, vous avez payé en cinquante ans, jusqu'au 30 juin 1911, 22 mil-

liards de francs, 4 milliards 230 millions de dollars: plus qu'il n'en eût fallu pour doter votre pays, votre enseignement, votre agriculture, vos travaux publics de services incomparables; et, par un phénomène bien connu, cette charge, qui devrait s'éteindre avec le temps, augmente !... elle dépasse, en 1911, 157 millions de dollars, soit près de 800 millions de francs par an. Que serait-ce si les États-Unis avaient passé par de vraies guerres, par nos guerres de mutuelle invasion européenne! Mais n'insistons pas sur ces dépenses d'enfant prodigue, ou classons-les comme des dettes d'honneur que vous paieriez les yeux fermés; voyons le présent, ce que vous coûte votre armée.

L'armée — L'armée américaine est à plusieurs fins; elle a ses états-majors, ses officiers formés par l'école militaire de West-Point; en cas d'agression, elle fournirait les cadres et l'organisation indispensables de la défense nationale, de la garde des côtes; en temps de paix, ses officiers servent d'ingénieurs, comme nos officiers du génie, mais, en réalité, d'ingénieurs civils; leur œuvre est admirable dans le pays, à Cuba, au Panama, aux colonies; l'armée est, en outre, une force de police que la loi met à la disposition du Président, jusqu'au maximum de 100 000 hommes, force nécessaire, nous ne le voyons que trop à la frontière mexicaine, pour maintenir l'ordre, protéger la vie, la propriété des populations américaines. Cette force existait à peine avant la guerre avec l'Espagne; il a fallu l'augmenter, en réalité la créer, par l'acte du 2 février 1901, pour faire face aux expéditions coloniales. Voici, en

chiffres ronds, le tableau sommaire des forces militaires actives des États-Unis au 30 juin 1912, forces supérieures de 12 000 hommes au tableau de 1911 dont le total était de 74 000.

	Régiments.	Compagnies. Escadrons. Batteries.	Effectifs.
Artillerie.	5	60	6 000
Cavalerie.	15	180	15 000
Infanterie	31	372	33 000
Corps des signaux. . .	1	4	1 000
Genie	1	12	2 000
Artillerie de côtes . . .		170	19 000
Éclaireurs Philippins. .	1	12	5 000
Divers corps d'état-major, intendance, etc. .			5 000
			86 000

non compris 4.000 hommes du corps de santé, lequel, en Amérique, n'est pas compté dans les effectifs.

Ces forces sont réparties ou plutôt perdues dans l'immensité du territoire des États-Unis : une bonne partie des régiments sont ou seront aux Philippines, à Guam, aux îles Hawaï, au Panama, à Porto-Rico, à Guantanamo, dans l'Alaska, en Chine ; en sorte que l'armée active métropolitaine ne compte, pour 100 millions d'habitants, qu'une quarantaine de mille hommes consignés par petits paquets de 700 hommes chacun dans 49 postes ou concentrés à la frontière du Mexique. Autrement dit, les États-Unis n'ont pas d'armée permanente et ils ne peuvent pas en avoir, puisqu'ils ne pourraient pas la recruter. Ils n'en ont d'ailleurs aucun besoin et ils n'y tiennent pas ; c'est tout autre chose qu'ils cherchent. L'oisiveté de la vie des camps et, à plus forte raison, de la caserne répugne au tempérament américain ; c'est

le ministre de la Guerre, M. Henry L. Stimson, qui, rendant hommage aux réels services de l'armée, quand elle travaille, quand elle dirige les travaux publics et fait œuvre civile, colonisatrice, sanitaire et éducative, déplore, dès le début de son dernier rapport annuel du 2 décembre 1912 (p. 7), les ravages de l'alcoolisme et des maladies vénériennes dans l'armée régulière, ravages dont la proportion semble un défi jeté à tout l'effort d'assainissement des États-Unis et dépasse à la fois celle des autres pays et celle de toutes les autres maladies réunies. Cela n'empêche que le budget de la guerre comporte annuellement une prévision de dépenses d'environ 115 millions de dollars[1], soit près de 600 millions de francs, chiffre énorme pour un si petit nombre de soldats! D'autant plus énorme que la vraie dépense, qui doit aller en augmentant, parce qu'elle est indiscutable, n'apparaît que partiellement au budget fédéral et incombe aux budgets particuliers des divers États de l'Union. La vraie force, en effet, des États-Unis sera, non dans une armée de métier, et dans ses réserves en formation, mais dans l'organisation, bien incomplète encore, de leurs milices ; chaque État devant créer la sienne, et tous ensemble devant rivaliser à qui créera la plus nombreuse, la mieux entraînée. La milice déjà organisée, exercée dans les camps d'instruction, comprend actuellement environ 120 000 jeunes gens qui

1. Ce chiffre est assez difficile à dégager, car les prévisions militaires globales pour l'exercice 1913-1914 (p. 186 du dernier rapport du Secrétaire de la guerre, M. H.-L. Stimson) s'élèvent à 172 millions de dollars, mais il faut en déduire 57 millions de dépenses du génie pour travaux publics civils.

restent à la disposition des gouverneurs d'État, mais qui, le jour de la mobilisation, seraient incorporés dans l'armée régulière, à la condition expresse de ne servir que dans les limites du territoire des États-Unis. La constitution est formelle sur ce point. Ces milices forment déjà un contraste impressionnant avec l'armée de métier telle que la décrit le ministre. Il y a là un futur résultat certain de l'émulation américaine et de l'association telle qu'elle est pratiquée et telle qu'elle a déjà fait ses preuves. Chaque association locale est constituée de telle sorte qu'elle fera coup double, remplissant son but spécial et, par surcroît, étant préparée à fournir sa compagnie, sa batterie ou son escadron, à peu près comme elle fournit son équipe de joueurs de foot-ball et de base-ball. En très peu de temps ces forces de seconde ligne, bien encadrées, bien armées, bien exercées, seront la véritable force du pays, force nationale, force morale autant que matérielle, force de saine prévoyance autrement sérieuse qu'un petit nombre de soldats mercenaires propageant les contagions indiquées plus haut ou qu'une multitude de volontaires héroïques mais improvisés. Les États-Unis n'étaient pas si riches ni si bien organisés, il y a cent ans, quand il repoussèrent les Anglais.

Considérons donc comme des gaspillages qui s'atténueront avec le progrès des mœurs publiques, les scandales des pensions ; considérons, pour une large part, comme une dépense de police, le budget de la guerre ; ce sont des dépenses excessives, encore mal réglées, des erreurs junéviles, mais réparables. Que celui des États européens qui n'a pas pêché jette aux États-Unis la première pierre. Et déjà même ce

sacrifice paraît lourd ! On s'efforce de le limiter ; nous en avons la preuve dans la modération du gouvernement des États-Unis en face des scènes d'anarchie qui mettent le Mexique à feu et à sang. La tentation a été grande pour l'administration de M. Taft, depuis deux ans, d'intervenir à Mexico ; elle y a résisté ; elle a fait preuve d'un calme vraiment exemplaire, et l'opinion, loin de s'en plaindre, l'y a encouragé, l'en a félicité ; en dépit des sollicitations impatientes que l'on imagine, les capitaux américains engagés au Mexique étant très considérables, M. Taft a refusé de transformer en corps d'occupation le corps de police du Texas ; il a refusé de se servir de la petite armée des Etats-Unis pour envahir, alors qu'elle a pour mission de protéger. Il a certainement médité l'expérience que Napoléon Ier semble avoir faite à l'avance, pour l'édification des Américains, en s'aventurant en Espagne ; il a dû méditer aussi l'échec de Napoléon III au Mexique.

Quoi qu'il en soit, rien n'est vraiment perdu aux États-Unis dans le domaine de l'armée ; l'armée de métier ne s'augmentera pas ; et, en revanche, de très bons juges, parmi nos officiers, voient dans l'organisation future des milices américaines, complétée par des chemins de fer, par des routes, par des communications bien établies et par une sérieuse protection des côtes et des ports, le chef-d'œuvre de la défense nationale d'un peuple libre. L'armée des États-Unis est en formation comme toutes les forces vives du pays. Que l'opinion américaine ne commette pas la faute de s'en désintéresser. L'État-major dont le général Wood est le chef respecté vient de publier

un projet complet d'organisation des réguliers, des réserves, des milices et des volontaires, projet s'appliquant à la métropole d'une part, et aux colonies, ou possessions lointaines, d'autre part; ce projet conclut à la création d'un conseil mi-gouvernemental, mi-parlementaire, conseil de direction de la défense nationale, destiné, pour ne parler que de ses avantages, à coordonner les efforts, d'ordinaire plutôt divergents, des administrations de la guerre et de la marine. Le congrès fédéral consentira-t-il à se dessaisir de sa responsabilité en faveur d'un conseil technique? On peut en douter dans ce pays où le spécialiste, toujours consulté, participe rarement à la direction, en vertu de l'axiome connu : « beware the expert! » gare à l'expert!

La marine. — Disons-le nettement : le danger pour les États-Unis n'est pas dans leur armée; le danger n'est pas dans l'exagération de la dépense, il est dans les entraînements d'une organisation copiée sur les vieux États de l'Europe divisée et sans raison d'être dans le nouveau monde; il est dans les surenchères de la marine. Je ne reviendrai pas sur ce que j'ai dit tant de fois à ce sujet; mais il est clair que, si on ne peut raisonnablement expliquer l'incroyable égarement auquel ont cédé les puissances militaires du vieux monde en construisant des cuirassés trop grands pour leurs ports et même pour leurs équipages de plus en plus difficiles à recruter, — sans défense, en outre, contre les explosions sous marines aussi bien que contre les surprises de la navigation aérienne, la contagion de cet égarement se comprend encore moins aux États-Unis.

Les États-Unis sont protégés par deux océans contre toute attaque, contre toute possibilité d'un débarquement, impraticable même entre États européens. Il y a longtemps que Tocqueville écrivait, — et la géographie n'a pas changé — : « Le grand bonheur des États-Unis n'est pas d'avoir trouvé une constitution fédérale qui leur permette de soutenir de grandes guerres, mais d'être tellement situés qu'il n'y en a pas pour eux à craindre... ; admirable position du nouveau monde où l'homme n'a encore d'ennemi que lui-même. » Les États-Unis sont protégés mieux encore que par leur situation géographique par leur fédération politique. Double et insurmontable défense que ne pourra braver aucun agresseur voisin ou lointain. C'est ce que Georges Washington a si fortement exprimé dans la lettre d'adieu qu'il adressa, — noble viatique, — à ses concitoyens, le 19 septembre 1796, avant de renoncer délibérément au pouvoir; il a exposé, pour les générations futures, les moyens de sauvegarder son œuvre, l'indépendance américaine. Et ces moyens se résumaient pour lui en un seul : conserver l'union entre les États, la défendre envers et contre tous, surtout contre l'ennemi de l'intérieur qui la minerait, sans l'attaquer, par des changements constitutionnels mais destructeurs; la défendre comme le palladium de la sécurité et de la prospérité nationales. Après avoir fait ressortir les bienfaits de cette union, il ajoutait : « Et, ce qui est inestimable, l'union vous épargnera ces querelles et ces guerres qui sévissent entre des pays voisins et non fédérés; ainsi vous éviterez la nécessité de ces organisations militaires toujours croissantes, lesquelles, sous tous les régimes, sont

hostiles à la liberté, particulièrement à la liberté républicaine ».

L'opinion publique actuelle se rend compte d'instinct de la double sécurité géographique et politique dont jouissent les États-Unis ; elle est loin de pousser le gouvernement à compromettre cette situation privilégiée par des précautions dangereuses. Aussi est-ce le cabinet de Washington qui a le plus sérieusement essayé, quand il en était temps encore, d'aboutir à un accord international pour la limitation des dépenses navales ; et les démocrates, aujourd'hui au pouvoir, vont revenir sans doute vigoureusement à la charge, aidés par des républicains importants, mais, en attendant, le premier essai ayant échoué, les Américains se sont passionnés, à leur tour, pour la course qu'ils jugeaient mauvaise et s'y sont lancés avec toute leur ardeur ; ils n'ont pas voulu se borner à copier les Dreadnougts et les super-Dreadnougts anglais ; ils ont eu l'ambition de les dépasser. On nous donnait, il y a dix ans, comme un maximum, le tonnage de 14 500 tonnes ; ils l'ont doublé, se résignant aujourd'hui au chiffre de 28 500 tonnes pour leurs deux derniers bateaux en construction, mais projetant pour l'avenir jusqu'aux cuirassés de 35 000 et 40 000 tonnes, au prix de cent millions de francs chacun et davantage. En vain les ingénieurs constructeurs les plus éminents, en tête desquels M. Bertin, le père de la flotte japonaise, se sont élevés contre la folie des « navires trop grands », écrivant : « quelques décimètres ou centimètres de tirant d'eau de trop peuvent interdire à ces navires l'accès d'un abri, d'une passe, d'un port de réparation proche du lieu de combat » ; démontrant que

leurs commandants les plus expérimentés ne pourront ni les diriger ni même les sauver, en cas de péril grave, (exemple le magnifique cuirassé anglais *Victoria*, coulé, corps et biens, en escadre, dans la Méditerranée, par son voisin le *Camperdown* : sans même parler d'autres catastrophes trop fréquentes qui, en pleine paix, en quelques secondes, ont détruit le *Maine*, l'*Iéna*, la *Liberté* et combien d'autres...) ; démontrant que rien, absolument rien ne les protège contre les progrès formidables de la torpille et de la mine, en temps de guerre, (exemple la guerre Russo-Japonaise elle-même, — alors que ces progrès n'étaient encore qu'en expectative ; — exemple la perte du *Petropavlowsk*, coulé corps et biens, avec l'amiral Makaroff à son bord, dans la rade même de Port-Arthur ; sans parler du *Pobiena*, gravement endommagé, du *Yashima*, du *Hatsuse*, etc. ; — longue serait la liste des cuirassés victimes des explosions en temps de paix et en temps de guerre). En vain le Commander Murray Sueter écrit : « Si une seule torpille ou une seule mine éclate dans le voisinage seulement du navire le plus cuirassé, il sera mis hors de service... ; à quoi serviront alors ses canons et ses épaisses cuirasses ? Le poids supplémentaire aura pour unique effet de le faire couler plus vite. » En vain sait-on que les cuirassés seront réduits au rôle de cibles ; cibles souvent aveugles, par les nuits sombres, par les brouillards, le mauvais temps, aujourd'hui que « la portée de la torpille automobile atteint ou dépasse la limite du tir efficace de l'artillerie » ; en vain M. Bertin conclut ses avertissements par ce tableau : « une escadre de douze cuirassés en ligne de file offre à la torpille une cible

de six kilomètres de long, dans laquelle le plein, c'est-à-dire les carènes, sont au vide dans la proportion de moitié. »

Grisés d'une fausse émulation, les Américains mettent présentement leur orgueil à construire ces cibles vivantes de six kilomètres chargées de dix mille jeunes gens et coûtant un milliard de francs. Pour payer ces cibles, ils ne regardent pas à la dépense : leur budget annuel de la marine dépasse 770 millions de francs, exactement : $ 154,301,577 pour les prévisions de l'exercice 1913-1914. Ils restent sourds aux appels de leurs amiraux eux-mêmes, effrayés de l'insécurité de ces cuirassés, en temps de paix comme en temps de guerre, effrayés surtout de la responsabilité d'un tel commandement dépassant la limite des facultés humaines et même des possibilités. Leur éminent conseil, l'amiral Mahan, ne cesse de pousser le cri d'alarme : « Où s'arrêtera-t-on ? » Les Allemands eux-mêmes, se rendant compte qu'une victoire navale ne leur sera d'aucun avantage et que le danger qui les menace est à la frontière de terre, décident de limiter, — comme j'en ai vainement supplié le Gouvernement et le Parlement Français, — leurs constructions navales et de concentrer leur effort sur leur armée. Les États-Unis, emballés, ne tiennent aucun compte de ces symptômes ; ils construisent toujours, dépensent toujours. Mais la dépense, l'argent perdu, encore une fois, comptent peu dans mes appréhensions pour leur avenir. Ce qui est effrayant c'est l'entraînement, l'aventure, l'abîme où les conduit aveuglément cette course démoralisante.

Démoralisante, en effet. Loin de pousser au noir,

j'atténue la révolte, les accusations, dont j'ai trouvé l'écho, sans le chercher, dans l'opinion, à mesure que j'entrais en contact direct avec les populations. Je ne parle pas des réclamations des intéressés, je ne dis rien des réquisitoires connus, reprochant au gouvernement d'affamer l'Éducation pour nourrir ses Dreadnoughts, opposant, d'une part, les millions qu'il refuse pour les routes, les canaux, les forêts, les inondations, l'enseignement, l'hygiène, etc., et, d'autre part, les milliards qu'il prodigue à une marine de façade ; je cite seulement ce fait qui me revient :

C'était à New-York, le 22 mai 1911. J'étais, avec le ministre de la Marine, M. Meyer, l'invité de la puissante société de l'*Economic Club* à son grand dîner annuel réunissant six cents convives et davantage. Ce dîner n'était que le prélude de plusieurs discours, dont celui du ministre et le mien. Avec quelle surprise je vis le ministre formuler lui-même les critiques que j'avais entendu partout diriger contre ce que M. Raymond Poincaré a défini en France d'un mot, malheureusement platonique, les coulages de l'administration de la marine. « J'ai signalé, dit-il, en substance, — et tous les journaux ont reproduit son discours le lendemain, — la complète inutilité d'un bon nombre de nos ports et arsenaux ; peine perdue ; j'ai demandé la suppression des yards de la Nouvelle-Orléans, de Pensacola, de Port-Royal, de New-London, de San Juan, de Culebra, de Cavite, d'autres encore qui drainent une part de nos ressources sans aucun profit pour notre défense ; ces yards n'en continuent pas moins d'exister ». Tout cela est de notoriété publique aux États-Unis

où quatre grands ports, — deux sur chaque océan, — pourraient suffire pour abriter chacun toutes les flottes américaines, Narragansett et Norfolk sur l'Atlantique, Bremerton et Hunter Point sur le Pacifique. Peu importe, chacun veut avoir son yard ou aider son ami à avoir un yard. On construit une marine pour avoir des yards! On en construit même aux colonies; celui de Cavite, aux Philippines, a coûté plus de cinquante millions de francs pour rien... Le fond manque. Je n'ai pas manqué de prendre acte de ces protestations dans mon discours : je n'ai jamais été tant applaudi. Je me suis demandé si les populations du Middle West seront disposées à payer longtemps tout cet argent qu'on leur réclame pour leur dire ensuite : « c'était pour rien; » pour avouer qu'il aura servi à fournir des ports de guerre aux villes qui n'en ont aucun besoin et des pensions à des veuves ou à des parents de veuves dont les maris n'ont jamais été ni soldats ni marins.

L'effet moral pèsera plus que le sacrifice d'argent sur l'opinion des Américains. Ils paieront plus ou moins volontiers ce qu'il faudra, 770 millions par an et davantage; ils se résigneront à voir la marine absorber une élite de leurs jeunes gens, 46 000 hommes, dont le pays fait le sacrifice, comme il se prive des services des 86 000 engagés que recrute l'armée, au total 132 000 hommes; ils verront avec moins de philosophie, non sans inquiétude, se créer dans la démocratie américaine une classe nouvelle, une caste navale et militaire ayant son centre d'action à Washington, et qui ne se laissera pas déposséder, mais ils diront, ils disent : « où nous conduisez-vous ? » Et ici pas d'erreur; il ne s'agit pas de

« sensibleries », de « protestations humanitaires » ; il ne s'agit pas même des répugnances de l'agriculture et du commerce à sacrifier leur avenir à la préparation d'une guerre sans objet ; non, le mouvement est essentiellement patriotique et positif ; les Américains veulent une marine, comme ils veulent une armée, mais la marine qui leur convient et non la copie servile des marines européennes. Ils veulent. avec des sous-marins, des mines et des torpilles pour protéger leurs côtes, aux eaux profondes, une marine qui navigue, et non des donjons flottants ; une marine qui serve, qui s'instruise et qui instruise, qui explore, qui fasse la police des mers, qui soit la vedette du progrès scientifique et commercial ; ils veulent une marine de vaisseaux légers et rapides qui aillent montrer leur pavillon étoilé dans tous les ports du monde ; mais ils distinguent entre ces vaisseaux légers, signes de vie, signes de santé, et les lourdes escadres d'ostentation dont les moindres voyages sont à la fois coûteux et périlleux. Les voilà déjà à la tête de trois escadres, Atlantique, Pacifique, Asiatique, sans compter celles de demain pour le centre Amérique. Pourquoi ces voyages d'escadre ? La visite d'un ou deux vaisseaux américains à l'étranger est un acte amical, une politesse ; la démonstration d'une escadre est une prétention, sinon une menace plus ou moins déguisée ; l'une est la main tendue, l'autre le poing fermé. Quelle sera la tentation d'agir pour un amiral américain, livré à lui-même ! Si bien recrutée que soit aujourd'hui la marine américaine. si excellente que soit la magnifique école navale d'Annapolis[1],

[1] Magnifique par l'effort non moins que par les sacrifices qu'elle coûte. Peu d'entreprises font plus honneur aux Amé-

il faut compter avec le tempérament du pays. Le grand amiral Paul Jones, au lendemain de la guerre de l'Indépendance, quand le maintien de la paix était son premier devoir, ne craignait pas d'aller jusqu'où? Dans la Méditerranée, à Tripoli, donner le signal de l'attaque des corsaires barbaresques plus ou moins soutenus par les Anglais contre la France. Est-ce un roman ? Non, c'est un chapitre peu connu de la jeune histoire des États-Unis. Avec quelle hauteur le vaillant amiral Georges Dewey, pendant la guerre hispano-américaine, adressait ses remontrances au commandant d'un cuirassé allemand ! Et si ce dernier avait répondu sur le même ton ? On oublie quelle était, il y a douze ou quinze ans seulement, la violence des jour-

ricains que l'organisation de leur jeune marine et attestent mieux la puissance de leur volonté contre les circonstances les plus ingrates. Grâce à cet effort, moral plus encore que militaire, les officiers ont réussi à renouveler complètement le recrutement de leurs équipages choisis actuellement, non plus au hasard, dans les ports, mais à bon escient, dans l'intérieur des Etats-Unis. Il y a vingt ans, ces équipages se composaient comme on pouvait, — tant bien que mal ou tant mal que bien, — de 90 p. 100 d'étrangers ; aujourd'hui la proportion est renversée ; on compte 95 à 97 p. 100 d'Américains et 4 à 5 p. 100 non pas d'étrangers (on n'en accepte plus), mais de rengagés étrangers, éprouvés. Tout est mis en œuvre pour faire à ces équipages une vie heureuse et saine pendant leurs quatre années de service ; pour les mettre à l'abri des contagions mauvaises dont souffre l'armée, pour éveiller leur émulation d'homme à homme, de bateau à bateau, dans leurs exercices en mer ou à terre, comme dans les jeux qu'on leur organise. Les officiers sont habitués à s'imposer par leur autorité personnelle plus que par la force de la hiérarchie : les précautions qu'ils prennent pour préserver la santé physique et morale de leurs hommes sont d'une minutieuse et rigoureuse sollicitude ; et ils sont les premiers à profiter de l'éducation dont ils ont la charge. Le progrès de la marine américaine mériterait une étude approfondie qui viendrait à l'appui de tout ce que j'ai constaté sur les ressources des Etats-Unis.

naux américains, agressifs contre tout le monde, particulièrement contre la France, accusée de favoriser l'Espagne, d'outrager en plein Paris les citoyens américains! Commander au loin une escadre américaine dans les jours de fièvre nationale, ce sera pour un amiral une épreuve d'autant plus redoutable que, le plus souvent, cet amiral ne parlant aucune langue étrangère, isolé à son bord, pourra être, de très bonne foi, le jouet des malentendus que multipliera son ignorance des choses et des hommes de l'étranger. S'il s'exalte, s'il s'emporte, voilà l'honneur, le drapeau national engagé. Le danger n'est pas imaginaire, il existe pour un amiral européen, rompu par des siècles d'expérience à la nécessité de ménager les susceptibilités d'autrui ; mais il sera plus grand pour un « loup de mer » américain, lequel pourra être excellent amiral et pas du tout homme du monde. Tous les jours j'entends les Américains se plaindre, — à mon sens trop vivement, car c'est un défaut de jeunesse, — se plaindre des mauvaises manières, « bad manners » de leurs compatriotes. « Bad manners » disent-ils d'eux-mêmes, comme ils se plaindraient des jeunes gens qui marchent sur les robes des dames ; mais les « bad manners » d'un cuirassé... c'est une autre affaire, et c'est tout d'abord une calamité pour le commerce ; nous l'avons vu quand la marine de guerre italienne s'est mise à tirer à blanc sur nos paquebots français, le *Carthage* et le *Manouba ;* on se rappelle encore les visites à bord, les saisies, l'irritation de l'opinion, les séances sensationnelles des Parlements... Si le gouvernement de M. Poincaré avait montré moins de sang-froid, l'Italie greffait sur sa guerre avec la Turquie une ou plu-

sieurs guerres européennes. L'Angleterre a donné un exemple de modération plus remarquable encore, lors du conflit de Dogger-Bank ; le sang versé criait vengeance ; la nation anglaise tout entière allait se lever ; son escadre, prête, entraînée, était sûre de la victoire ; la sagesse seule la retint... Est-il certain qu'en pareil cas l'opinion des États-Unis aurait résisté à la tentation ? Elle y a cédé, on sait à quel point, en 1898 !

Les Américains n'ont rien à craindre de leur armée, trop éparpillée pour qu'un « sauveur » puisse la pousser à des aventures : il n'en est pas de même de leur marine, si parfaite soit-elle, et en raison même de ses grandes qualités, parce qu'elle est faite pour les combats de haute mer, parce qu'inutile à la défense du pays elle n'est conçue que pour l'attaque, pour aller, au-delà des océans, porter la guerre et non pour la repousser. Elle est l'aboutissement fatal des erreurs que G. Washington redoutait, l'aboutissement d'une politique qui a peu à peu dévié de ses origines, politique d'intervention diamétralement opposée à l'intérêt comme à la tradition des États-Unis. Une puissante marine de guerre américaine ne pourra pas vivre sans rien faire ; l'attente perpétuelle d'une guerre toujours à éviter la mettra hors d'elle ; elle ne supportera pas des conditions d'existence contre nature qui répugneront plus qu'à tout autre au tempérament américain. On ne saurait la comparer à la marine des vieux pays. Qu'advient-il de celle des États plus jeunes, en cas de crise ? Se souvient-on de cette odyssée récente de la marine russe dans la Mer Noire, après Tsoushima et Moukden, ses vaisseaux fantômes révoltés, terrorisant les ports... ? Et des cuirassés brésiliens tirant leurs

premiers coups de canons contre les forts de Rio de Janeiro...? Tout cela n'a pas été un effet du hasard ; c'est la protestation d'activités passionnées et paralysées. Qu'on ne me demande pas d'admirer les États-Unis, de croire à leur avenir et, en même temps, d'être insensible à des fautes de leur gouvernement qui peuvent tout perdre. Je ne conçois pas comment les Dreadnoughts américains serviront le progrès, mais je vois trop le mal qu'ils pourront faire, les aventures inextricables et les désastres qu'ils pourront, la presse jaune aidant, déchaîner à l'insu, contre la volonté du peuple américain.

II. — LES COLONIES

Mais nous avons des colonies, m'objectent les amiraux et les généraux! Précisément ; et nous voici en plein cercle vicieux de l'impérialisme naissant. C'est à partir du jour où les Américains, répudiant leur doctrine de Monroe, sont sortis de leur continent pour aller porter chez les autres la politique d'intervention qu'ils proscrivent chez eux ; c'est à partir du jour où, chassant les Espagnols d'Amérique, ils sont allés prendre leur place en Asie ; c'est à partir de cette première faute qu'ils ont invoqué la nécessité d'une plus grande marine pour défendre leurs nouvelles possessions. Mais aujourd'hui ce prétexte est devenu sans valeur : aucune grande puissance, même l'Angleterre, ne peut avoir assez de flottes pour les envoyer au secours de ses colonies, pour dominer le commerce maritime, pour s'assurer partout l'Empire de la mer. Je me suis expliqué maintes fois sur ce sujet. Ce n'est pas avec des flottes que les États-Unis,

pas plus que la France, conserveront leurs colonies : c'est par la paix. Le général Wood l'a démontré à Cuba, tout en se faisant, par ailleurs, de grandes illusions sur le rôle des cuirassés : sa vraie conquête a été celle de la confiance des indigènes, celle des âmes et non des corps ; c'est la seule qui soit sans représailles. Qui donc, au reste, se risquerait à venir attaquer Cuba, avec ou sans le port de Guantanamo, après l'expérience déjà risquée des États Unis contre l'Espagne qui s'est à peine défendue ? Et que faire militairement de cette île magnifique mais impénétrable pour les Américains eux-mêmes, à plus forte raison pour des envahisseurs moins voisins ? Pourquoi ne pas défendre aussi Porto Rico ? Craint-on pour l'archipel des îles Hawaï ? L'émigration japonaise l'a envahi ; on ne supprimera pas par la force cette pomme de discorde ; la force au contraire en fait un danger ; là le port militaire d'Oahu, Pearl Harbour, occupé par 4000 hommes de troupes américaines, en attendant d'autres renforts, est un abri pour une escadre et en réalité l'amorce d'une grande bataille navale inutile, un prétexte pour négliger la garde des côtes métropolitaines et pour s'en remettre à la flotte. La question des îles est partout un problème, dans le Pacifique comme dans la Mer Egée ; le Pacifique est constellé d'archipels appartenant aux Américains, aux Japonais, aux Anglais, aux Allemands, aux Hollandais, aux Français, aux Espagnols, et qu'on pourrait soustraire aux risques d'une attaque ; toutes ces îles, depuis les Galapagos jusqu'à la Nouvelle Guinée, des Aléoutiennes aux îles Carolines ou aux Mariannes, devraient faire l'objet d'un accord général dont les États-Unis prendraient l'initiative,

pour qu'elles ne soient ni fortifiées, ni militarisées. Là est la sagesse et non dans le rêve insensé de faire de l'Océan pacifique une Méditerranée, « le lac américain ! ! ! »

Le vrai prétexte pour le développement de la marine américaine est aux Philippines, en attendant le Panama. L'entraînement était fatal. Tout cela se tient. Les Américains ont pris les Philippines, à dix mille milles de l'isthme de Panama, parce qu'ils possédaient quelques cuirassés, et maintenant ils multiplient leurs cuirassés pour conserver les Philippines. Ils ont été essaimer en Asie, alors que leurs territoires américains sont déjà trop étendus et insuffisamment peuplés, de la Floride à l'Alaska. Ils se sont rendus vulnérables, alors qu'ils avaient ce privilège presque unique de ne pas l'être. Ils atténuent leur erreur par le mérite de leur organisation, là comme à Cuba, comme à Porto-Rico, et en contribuant à la civilisation ; ce qu'ils ont fait aux Philippines, par leurs officiers, leurs ingénieurs militaires et navals, est remarquable, depuis dix ans. Hygiène, éducation des indigènes, travaux publics, progrès agricole, relèvement moral et matériel d'un pays victime d'un régime séculaire d'exploitation sans contrôle, rien n'a été négligé ; le pays et ses habitants auront gagné certainement au protectorat des Américains. En fait, la théorie de Théodore Marburg sur nos devoirs supérieurs d'intervention à l'égard des peuples arriérés est soutenable, si on ne la pousse pas à l'excès, et si nous savons faire en sorte que cette intervention soit vraiment au profit de tous et non d'un État exclusivement. Quoi qu'il en soit, le fait accompli ne doit pas entraîner davan-

tage les Américains. Il est clair qu'ils ne peuvent abandonner les Philippines, après en avoir assumé de gaieté de cœur la lourde charge, sans encourir des responsabilités morales, politiques, économiques et militaires sans nombre ; mais, plus je vois le péril de cette colonisation à perte de vue, plus je souhaite, dans l'intérêt du monde entier, que le gouvernement américain arrive à mettre au point un régime honorable pour lui, acceptable pour tous, et qui permette aux Philippines de continuer leur développement sous le bénéfice de la neutralité. C'est un mécanisme à chercher ; les Américains en ont trouvé d'autres ! Avec une étude sérieuse de tous les problèmes qu'elle soulève, avec un choix d'administrateurs dignes d'une telle mission, la neutralité peut s'organiser aux Philippines de façon que l'ordre, le progrès y fonctionnent automatiquement et tout à l'honneur des États-Unis, mais sans engager directement leurs flottes et leurs armées. C'est là, pour un jeune peuple qui ne peut gaspiller ses forces, une question vitale à régler ; chaque jour de retard est un danger. Les Américains le reconnaissent d'ailleurs, car d'autres préoccupations leur sont nées ; ils sont tout à l'isthme de Panama.

A la bonne heure ! ils achèvent ce que la France a commencé ; ils reprennent et couronnent, une fois de plus, l'œuvre entreprise par l'énergie de ses pionniers, répudiée par l'incorrigible faiblesse de ses gouvernements.

III. — LE PANAMA

Louis XV et Napoléon Ier ont abandonné ou vendu, dans le nouveau monde, le Canada et la Louisiane ;

Napoléon III, en revanche, prétendait imposer nos armes au Mexique ; la République a fait pire encore peut-être, croyant bien faire : sous prétexte d'être sévère pour quelques coupables qu'il fallait punir, en effet, elle s'est dérobée ; elle a désavoué le canal de Panama ; elle a condamné ses initiateurs ; elle s'est condamnée elle-même. Le plus difficile était fait, le tracé choisi, les plans arrêtés, les calculs établis, les travaux les plus durs en train ; il n'y avait plus qu'à les poursuivre ; des milliers d'existences généreuses avaient été sacrifiées, de telle sorte que le canal aura pour bordure nos tombeaux. L'homme de génie, « qui séparait les continents pour unir les peuples », celui qui avait enrichi le monde en perçant l'isthme de Suez, et qui, fort de cette première conquête, avait seul pu concevoir le percement du Panama, finit dans la douleur ; il aurait fini en prison sans l'héroïsme de son fils qui s'y fit conduire à sa place, prenant sur lui toute la charge de l'injustice ; il est mort frappé dans le dos, victime de fautes difficilement évitables dans une entreprise colossale mais dont on aima mieux lui faire un crime que de l'aider à les réparer ; pas une trace d'intention coupable ne fut relevée contre lui dans les accusations sordides que l'on sait et que les adversaires de la République exploitèrent avec férocité ; plusieurs membres du gouvernement, Loubet, Burdeau, d'autres encore, essayèrent de le défendre et furent traînés dans la boue, débordés, trahis ; un ministre de la Justice, démagogue doucereux et bellâtre, flairant, dans ce naufrage d'une grande entreprise nationale, l'occasion de jouer un rôle, se fit le dénonciateur public et déchaîna toutes les lâchetés contre celui qu'on

était las d'appeler le Grand Français. Ferdinand de Lesseps est allé rejoindre nos grands serviteurs, qui furent si souvent nos victimes nationales et les bienfaiteurs de l'humanité. Ceux qui craignirent de se compromettre en le soutenant ont bien réussi ; l'histoire ne saura même pas leurs noms ; elle les appellera tous d'un seul mot : la panique.

L'œuvre, heureusement, survit à l'homme ; honneur à ceux qui l'ont sauvée. Plus tard, dans peu d'années, quand les recettes du canal de Panama atteindront ou dépasseront celles du canal de Suez, quand les vaisseaux iront d'un trait de Brest à Shanghaï, quand la production du monde entier sera stimulée par le va-et-vient continuel de ces flottes du commerce universel, alors seulement nos enfants apprendront ce que la faiblesse de leurs pères aura coûté. Ils sauront aussi la grande excuse, toujours la même, l'antagonisme franco-allemand. Ferdinand de Lesseps, quand il recommença dans le monde, pour le Panama, ses conférences qui lui avaient permis de mener à bien le canal de Suez, n'avait pas oublié l'Allemagne ; il fut acclamé à Cologne ; il vint à Berlin. Si la coopération franco allemande avait été possible alors, elle eût entraîné celle de toute l'Europe unie à l'Amérique au profit d'une œuvre d'intérêt universel. Quelle simplification ! on n'y songe pas, et c'est pourtant le fier patriote alsacien, Auguste Lalance, qui a écrit : « Si M. de Lesseps avait pu trouver à Berlin le concours financier qu'il espérait, c'est l'Europe, ce sont des capitaux et des ingénieurs allemands et français qui auraient, avec ceux de tous les pays, terminé le canal de Panama ; et on ne par-

lerait pas de fortifications américaines projetées pour pouvoir en interdire le passage ».

Si Ferdinand de Lesseps et ses ingénieurs avaient pu achever leur œuvre, l'Amérique en eût profité, comme le monde entier ; la France n'en aurait tiré aucun avantage exclusif, pas plus qu'elle n'a rien tiré de l'Égypte, abandonnée par elle, dans le même esprit de timidité, à l'Angleterre, en 1882. Mesurons, une fois de plus, ce que coûte au monde une défection de la France.

Le dommage pouvait être pire ; la panique française avait été telle que le canal de Panama risquait d'être disqualifié pour l'avenir et même dans le passé, jugé indigne non seulement d'être achevé, mais d'avoir été commencé. La condamnation alors eût frappé non l'exécution seulement, mais la conception de l'œuvre française, c'est-à-dire le génie français. On put s'y tromper quand on vit remettre en avant le tracé mort-né de canal par le Nicaragua, mais ce projet échoua grâce à l'énergie de notre compatriote, l'ingénieur Bunau-Varilla auquel on peut dire que le canal de Panama doit sa résurrection [1]. Cela dit, rendons aux Américains cet hommage : le gouvernement du Président Roosevelt a repris l'œuvre abandonnée et, d'accord avec M. Taft, elle aura été menée à bonne fin avec une vigueur, un courage exceptionnels. L'an prochain, si aucun mécompte ne survient, les bateaux, cuirassés ou paci-

1. Panama. — La *création* : la *destruction* : la *résurrection* par Philippe Bunau-Varilla, ancien ingénieur des Ponts-et-Chaussées, ancien ingénieur en chef du canal de Panama, ancien ministre plénipotentiaire de la République de Panama à Washington en 1903-1904. 1 vol. in-8°. Plon. Paris. 1913.

fiques, passeront pour la première fois d'un océan à l'autre. Là encore, les Américains ont été servis par leur jeunesse, par le progrès de la mécanique et de l'hygiène, par leur inlassable discipline, par leur esprit d'organisation, par leurs hommes, au premier rang desquels il faut nommer le superintendant des travaux, le colonel Goethals. Ils ont bien mérité de l'humanité. Le canal de Panama sera le double triomphe de l'initiative française et de l'organisation américaine. L'histoire, un instant égarée, ne s'écartera pas de cette conclusion. Les Américains ont utilisé nos premiers travaux, nos machines, encore aujourd'hui solides, nos plans, mais ils ont naturellement mis au point, modernisé, d'année en année, leur action. Leurs écluses seront monumentales, et tout l'outillage gigantesque, destiné à soulever comme de simples barques les plus énormes bâtiments, est à l'avenant ; peut-être même ont-ils fait trop grand ; la collaboration des ingénieurs français, leur expérience et leur conscience n'auraient pas été de trop pour prévoir avec eux les risques formidables, naturels ou accidentels, qui menaceront la vie du canal, glissements, tremblements de terre, etc., aussi longtemps qu'il ne sera pas arrivé à sa forme définitive, prévue, celle d'un détroit. Ils ont fait merveille surtout dans leur organisation des services auxiliaires des travaux, à commencer par ceux de l'hygiène qui ont donné des résultats admirables. Ils ont assaini les centres les plus insalubres ; la terrible fièvre du Chagres a disparu. Le temps est loin où on disait qu'un terrassier chinois était enterré sous chaque traverse du chemin de fer. Ils ont construit des égouts, imposé partout la propreté et, autant que possible,

la sobriété ; ils ont réduit le nombre des débits de boissons, des « saloons », contrôlé sévèrement la vente des alcools. Instruits par la découverte de Laveran sur le microbe de la fièvre paludéenne, puis par celles du docteur cubain, Carlos Finley, que soutinrent énergiquement le général Wood, le major Gorgas, ils ont fait la guerre au Steegomyia, le moustique convoyeur de la fièvre jaune : ils ont drainé les étangs, les moindres mares, brûlé les buissons où le funeste insecte se multipliait ; ils ont installé des maisons ouvrières, des clubs, des campements, des hôpitaux, des hôtels, pris des précautions si précises, si bien observées que la mortalité est tombée au-dessous du niveau qu'elle atteint dans bien des régions très saines des États-Unis ; ils ont capté et distribué des eaux potables, excellentes, construit des écoles pour les enfants des ouvriers qui, maintenant rassurés, viennent en famille. Ils ont organisé, à peu de frais, une police spéciale composée de blancs, d'hommes de couleur et de nègres. Ils n'ont pas lésiné sur les salaires. Ils ont constitué le personnel enseignant de leurs écoles en ménageant toutes les susceptibilités, avec des instituteurs et institutrices blancs, espagnols et nègres. C'est ainsi qu'une population ouvrière composée de 6 000 blancs et 19 000 hommes de couleur vit en somme très tranquillement et travaille en bonne santé. C'est ainsi, par l'observation scrupuleuse de mille détails, par le soin, la ténacité, que l'entreprise dont nous désespérions a réussi. Les Américains ne se sont pas laissés intimider par les difficultés, les critiques, les calomnies qui leur ont pourtant été et leur seront encore prodiguées. Financièrement enfin ils ont compris tout l'ave-

nir de l'œuvre ; ils ont eu la foi et ils l'ont gardée.

Mais plus je reconnais, là comme ailleurs, le mérite des Américains, moins je comprends en quoi une grande marine est indispensable à la protection du canal. Ils ont déjà commis, à mon sens, une erreur en le fortifiant.

L'exemple du canal de Suez était pourtant assez éloquent.

L'Europe monarchique de 1869, la France, la Russie, l'Autriche, l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne, la Turquie, la Grèce, etc., ont pu s'entendre pour ne pas fortifier le canal de Suez, au pays même des guerres historiques ; l'antique nœud où s'étaient heurtées les civilisations de l'Asie, de l'Afrique, de l'Europe ; en plein foyer des hostilités à prévoir pour l'avenir, au fond du lac Méditerranéen ! Tant de peuples, en état de rivalité séculaire et toujours aiguë, ont pu se mettre d'accord sur la nécessité de respecter ce canal ; et cet accord a satisfait le commerce universel, si bien qu'il a résisté depuis 1869 aux pires épreuves ; rien n'a pu mettre en péril la neutralité du canal, pas même la guerre franco-allemande, ni la guerre turco-russe, ni l'occupation anglaise de l'Égypte et du Soudan, ni la guerre russo-japonaise, ni la guerre turco-grecque, ni la guerre turco-italienne, ni celle des Balkans ; cette neutralité est sortie intacte de tous les conflits qui devaient la rendre impossible ; elle apparaît comme intangible, parce qu'elle intéresse tout le monde. Et la République des États-Unis qui ne connaît rien de semblable aux rivalités mitoyennes et chroniques de la vieille Europe, qui n'a pas eu d'autre obstacle à surmonter que celui de la Colombie presque sans

défense, et que des négociations avec les faibles États du centre Amérique, la République des États-Unis qui avait toutes les puissances maritimes du monde avec elle, ne profite pas d'un tel exemple et décide de rétrograder ! Elle a fortifié le canal de Panama! Contre qui ? Contre la révolution, l'anarchie, la coalition possible de quelques Républiques sud-américaines ? Pour protéger, comme il convient, les docks, les machines, la libre navigation ? Une force de police bien organisée, soutenue par toutes les forces du monde, eût été plus que suffisante. Contre le Japon ? A cette distance ? alors que le Japon s'attaquant au Panama, attaquait le monde entier ! répétons-le pour la centième fois !

Injustifiée en droit et en principe, inutile en fait, la fortification du canal de Panama est encore un signe de la croissance de l'impérialisme américain ; c'est l'effet des suggestions mauvaises qui pèsent sur les bureaux de Washington, c'est un acte de militarisation sans motif. C'est la main-mise sur ce qui devait être le bien commun ; c'est un coup porté à la confiance générale. Et, encore une fois, un coup inutile, un coup maladroit. Les arguments invoqués par l'administration américaine pour sa justification se retournent contre elle ; le ministre de la Guerre les résume (p. 12), dans son dernier rapport précité, avec une franchise déconcertante : « Nous devons ouvrir le canal aux flottes américaines et le fermer à nos ennemis ! » Et notons que les fortifications vont avoir elles-mêmes besoin d'être défendues par 25.000 hommes de troupes, lesquelles devront être soutenues par des escadres, lesquelles devront s'appuyer sur les ouvrages projetés de Guantanamo, sans parler

du Pacifique. Quelle perspective pleine de promesses! Et si, du moins, ces sacrifices infinis portaient en eux une assurance de sécurité! Mais c'est le contraire; et ce sont les partisans eux-mêmes des fortifications qui le démontrent, à l'appui de leurs demandes d'armements. Le major général G. W. Davis a fait clairement comprendre dans *The american Journal of international law,* du mois d'octobre 1909 que, monopolisé par les États-Unis, le canal cessera d'être protégé par l'intérêt de tous ; il deviendra un passage réservé, en réalité une arme pour les États-Unis, un obstacle et une menace contre les autres pays. Et, s'il en est ainsi, ces autres pays auront intérêt à le détruire. Tout l'intérêt de la guerre se résumera, pour les uns, dans la possession, pour les autres, dans la destruc- du canal ; et cela seul suffirait déjà pour faire naître une guerre à laquelle on n'eût pas songé auparavant. Tout l'effort des Etats-Unis consistera à fermer le canal dont ils ont la garde, et il faudra le fermer rigoureusement ; puisque sa destruction sera l'objectif, le but essentiel de la guerre, l'idéal qui exaltera les héroïsmes, suscitera les coups d'audace qu'un petit nombre de patriotes résolus, émules du capitaine Hobson [1], pourront tenter. Comment s'assurer

[1] Le capitaine Richmond P. Hobson est le héros, justement célèbre aux Etats-Unis, qui réussit à « embouteiller » la flotte espagnole dans le port de la Havane en allant, sous le feu de l'ennemi, couler à l'entrée de la passe, le « Merrimac », dont il avait obtenu le commandement exceptionnel. Brillant élève de l'école d'Annapolis, passé dans le corps des officiers du génie maritime, il représente actuellement, comme député démocrate, l'Etat de l'Alabama au congrès de Washington, où il ne cesse de plaider, avec son ardeur de Christian Scientist, la cause de la plus grande marine américaine. Le héros s'est mué en apôtre : il consacre sa vie à dénoncer le péril

que tel bâtiment de commerce neutre n'aura pas été acheté par un belligérant et ne contiendra pas dans sa cargaison ce qu'il faut d'explosifs pour faire sauter une écluse ? Et si ce coup réussissait, voilà donc les Etats-Unis coupés de la communication vitale qu'ils escomptaient, voilà leurs opérations suspendues, leurs plans bouleversés, leur opinion démoralisée.

Beau résultat ! Mais ne raisonnons que pour le temps de paix. Au Panama, aux Philippines, les Américains pouvaient se borner à faire une œuvre utile, magnifique ; ils ont été au delà de leur mission ; ils ont assumé au Panama des responsabilités sans limite et pleines de péril pour tous : ils ont assumé la responsabilité d'une route où tout accident d'ordre administratif sera fatalement grossi par leur domination et deviendra politique. Quelle atteinte portée à la civilisation, à l'intérêt supérieur des Etats-Unis ! Quelle bravade et quelle recherche de l'impopularité ! Imagine-t-on les vaisseaux de tous les pays qui passent, depuis quarante ans, librement par le canal de Suez, défilant ensuite sous les canons des forts américains ! Quelle différence choquante de traitement ! Quelles répercussions dans les esprits ! C'est par des prétentions de ce genre, par des coups de la Force primant le Droit, que l'Allemagne s'est fait tant de tort dans l'opinion universelle ; et voilà la démocratie américaine qui, avant même d'avoir une armée et des flottes comme il en

japonais et à réclamer des Dreadnoughts ; c'est sa thèse que j'ai combattue plus haut : « La guerre inévitable ? » chapitre VI ; et c'est à lui surtout que je pensais en disant qu'il existait des démocrates pour réclamer des augmentations de dépenses navales et des républicains, comme Burton, pour les combattre.

faudra pour soutenir une pareille attitude, tombe dans l'erreur impériale.

Ces précautions prises soi-disant dans l'intérêt du commerce américain lui nuiront. Le canal de Panama devait être un progrès sur celui de Suez ; il devait être, non pas aux mains d'une seule puissance, c'est-à-dire aux mains d'un gouvernement, c'est-à-dire, un jour peut-être, aux mains d'une coterie, mais sous la sauvegarde de tous.

Le canal de Panama non fortifié eût été plus neutre encore, moins menacé et, par conséquent, mieux défendu par l'intérêt général que celui de Suez.

Résignons-nous à cette diminution d'une grande œuvre ; subissons ces fortifications humiliantes plus encore pour ceux qui les imposent que pour ceux qui les acceptent. Mais suivons les conséquences de cette erreur américaine. Sous prétexte de protéger une neutralité qui n'avait rien à craindre de personne, les Etats-Unis vont s'infliger des garnisons, des escadres qui attireront d'autres escadres, et ainsi de suite. Ce n'est pas tout. Il a fallu prévoir la carte à payer ; et, pour trouver les sommes énormes que coûteront aux Etats-Unis toutes ces précautions, entrer plus avant dans la voie des infractions au droit de tous ; il a fallu, sous prétexte d'avantager quelques compagnies de navigation nationale encore à naître, s'apprêter à faire payer à tous les bâtiments étrangers des taxes différentielles, prohibitives pour quelques-uns, et dont les Etats-Unis seuls profiteront ; c'est le boycottage du commerce international à son passage ; taxe et canons, rien ne manquera pour lui faire accueil dans ce canal soi-disant universel ! Les traités, du moins, les déclarations du gou-

vernement des Etats-Unis permettent-ils ce boycottage ? Non. John Hay, dans son manifeste, véritable testament politique, déclare : « Le canal doit être ouvert *dans les mêmes conditions* à tous les peuples du monde. » Son successeur, Elihu Root, avec beaucoup plus de force encore, a confirmé maintes fois ces paroles, lesquelles ne font elles-mêmes que rappeler les stipulations expresses du traité Hay-Pauncefote : « Le canal sera libre et ouvert aux bâtiments de commerce et de guerre de toutes nationalités, pourvu qu'ils se conforment aux règlements. Tous ces bâtiments seront taxés sur le pied de parfaite égalité et il ne pourra être fait aucune distinction défavorable à telle ou telle nationalité ou à ses nationaux, en ce qui concerne les conditions du trafic ou les droits à percevoir de toute autre manière. »

Renier de pareilles déclarations, encore toutes fraîches, violer un traité aussi catégorique, c'est là un bien fâcheux symptôme. Une protestation générale de tous les gouvernements et de tous les pays du monde s'est élevée contre cette violation : elle a trouvé heureusement aux Etats-Unis le plus grand écho ; elle a été formulée tout d'abord par l'Angleterre signataire du traité violé et principale victime du boycottage projeté. La navigation anglaise, si elle doit payer des taxes différentielles, perdra tout le bénéfice du canal ; elle sera réduite à continuer à passer par Suez. C'est ainsi que les Américains vont favoriser, sans le vouloir, leur concurrent. Le Panama bill portera au commerce anglais un coup plus sensible que la concurrence allemande, en fermant toute la côte américaine du Pacifique à ses importations. Les Canadiens, déjà menacés dans le trafic de

leurs chemins de fer transcontinentaux, seront atteints bien davantage. Un bateau navigant d'Halifax à San-Francisco paiera des droits énormes, qu'on peut évaluer à un minimum ou à une moyenne de cinq francs, un dollar par tonne de marchandises ; un cargo boat portant 20.000 tonnes de charbon ou de blé paiera cent mille francs pour chaque voyage ; droits dont les paquebots américains suivant la même route, mais partant de Boston ou de New-York, seront exempts. Bien plus, un bateau partant du golfe du Mexique, de Vera-Cruz ou de Tampico, pour Acapulco ou pour tout autre port occidental du Mexique, paiera les droits ; de même un bateau faisant le service de Colombie en Colombie, etc. Le canal de Panama semblera n'avoir plus d'autre objet que de favoriser la navigation nationale des Etats-Unis au détriment de celle du monde entier. On a calculé que les bateaux mêmes du Canada se rendant en Californie ou au Chili auraient avantage à passer par le canal de Suez.

La protestation des États-Unis a eu pour interprètes toute une élite politique et intellectuelle du pays : « c'est une question d'honneur national qui est en jeu. Voulons-nous, oui ou non, manquer à notre parole, compromettre notre crédit, notre nom même, nous rendre odieux au monde entier ? Nous approprierons-nous le mot fameux : j'ai promis mais je ne veux pas tenir ma promesse ! » « C'est une grave question pour un pays que la perte de la confiance générale : c'est le suicide de son commerce. Les Américains calculent-ils ce qu'il en coûte d'arriver sur le marché de la concurrence universelle avec une réputation discutée ? Songent-ils qu'ils per-

dront ainsi les meilleurs clients, les meilleurs débouchés ? Sacrifier sa réputation, sa marque, dans la vie internationale, c'est tuer la poule aux œufs d'or. » Tel est le résumé de cette campagne qui a fini par porter ses fruits. Au début, le gouvernement de M. Taft, que nous avions vu pourtant proposer à l'Angleterre et à la France des traités d'arbitrage obligatoire et sans réserves, ne craignait pas de se contredire et même de violer un traité déjà signé le 5 juin 1908, en allant jusqu'à refuser de soumettre la question à l'arbitrage ! Le président Roosevelt lui-même a désapprouvé expressément ce refus, et écrit (7 janvier 1913) : « Nous devons nous en remettre à la cour de La Haye ! » Et voici les paroles prononcées, dans cet esprit, par Elihu Root au congrès de Washington, le 21 janvier 1913. « Nous avons voulu imposer l'arbitrage. De quelle révoltante hypocrisie serons-nous coupables si nous le refusons aux autres ? où sera le respect de nous-mêmes ? où sera le respect des autres pour nous ? Admettrons-nous que notre pays, notre congrès, notre Président ont mystifié le monde, ont parlé seulement pour la galerie, pour se faire applaudir ?... Il est bon d'être le citoyen d'un grand pays, mais la taille seule ne suffit pas à le faire grand. »

Ainsi, de violation en violation, de la prise de possession déjà discutable d'une zone territoriale aux fortifications du canal, des fortifications aux droits différentiels, enfin des droits différentiels au refus d'accepter l'arbitrage, tels sont, en quelques années, les entraînements auxquels a déjà cédé le gouvernement des États-Unis, depuis qu'il s'est vu maître absolu du futur détroit mondial.

IV. — LES TARIFS DOUANIERS. — PESSIMISME. CONCLUSION

Est-ce tout ? Pouvons-nous clore ici la liste des erreurs américaines ? Non, l'erreur humaine, des deux côtés de l'océan, est infinie ; mais je n'ai rien dit des tarifs douaniers. A peine ai-je besoin d'en parler ; ils se sont fait assez connaître ; et ce sont eux qui ont fourni en partie l'argent dont on paie les folles dépenses du budget. Le malheur est que ces tarifs, non contents d'être exorbitants, protègent quelques industries privilégiées, généralement coalisées, au détriment de la masse des consommateurs et des producteurs. Sous prétexte de favoriser l'élevage du mouton, qui d'ailleurs diminue tous les ans, on empêche les Américains de porter et de fabriquer de la laine ; le coton jouit d'un monopole souverain, et ainsi de suite. On tue plusieurs fabrications pour en enrichir une seule ; on crée la vie chère, on endort l'initiative des uns, on paralyse celle des autres. L'origine de ces tarifs était, après tout, défendable dans un pays neuf, ambitieux de se créer une industrie, mais la protection devient oppression, à la longue. Et ces tarifs eux-mêmes ne sont qu'une partie du mal ; c'est leur application surtout qui est odieuse, ce sont les mauvais procédés douaniers qui sont funestes à l'amitié plus encore qu'au commerce de deux pays ; c'est le régime de l'inquisition, de l'arbitraire, de l'insécurité, de la contrefaçon impunie et encouragée, c'est le régime de l'attentat quotidien à la propriété des marques industrielles, le régime

des trusts assurés de vaincre toute concurrence, d'étouffer toute réclamation, c'est le régime de l'abus sous toutes ses formes. Tout a une fin cependant ; le moment approche où les Américains eux-mêmes s'apercevront qu'ils souffrent plus encore que leurs clients étrangers de ces abus ; ils deviennent vendeurs, ils exportent, et ils constatent que, s'ils ont pu, faute de concurrents, tout se permettre sur leur marché intérieur, il n'en est plus de même sur les marchés extérieurs ; ils entrent en commerce avec le monde ; c'est un progrès qui leur impose d'autres progrès.

Si du moins les victimes du protectionnisme aux États-Unis pouvaient se plaindre... ; mais que de difficultés, que de frais, que de risques pour un étranger ! Et quant aux Américains, on sait comment le président Roosevelt a encouragé l'indépendance des tribunaux en proposant son fameux « Recall » destiné à permettre au peuple de casser lui-même leurs jugements ou, mieux, de chasser les juges dont les sentences contrarieraient la majorité du jour. Quelles mœurs ! et quel abîme entre ces mœurs et la généreuse poussée d'idéalisme dont nous venons de voir surgir les symptômes dans tout le pays ! Comment s'étonner, après cela, de la dérision du contrôle parlementaire ; de l'asservissement des élus sous l'organisation savante des coteries ! Quel héroïsme ne faut-il pas à un député élu pour deux ans, ou même au sénateur élu pour six ans, quand il doit résister à l'exploitation systématique du budget fédéral, quand le Gouvernement lui-même, tout en parlant sans cesse d'économies, subit ou encourage cette exploitation, quand un membre autorisé du Congrès a pu déclarer que, si l'administration des États-Unis était organisée

commercialement, on pourrait économiser trois cents millions de dollars par an, quinze cent millions de francs, sur ses dépenses ; quand on voit chaque État, chaque district, chaque ville réclamer sa part du gâteau budgétaire, ce qu'on appelle là-bas « pork barrel legislation [1] », sous forme de travaux inutiles, de constructions électorales ; quand on voit fonctionner enfin, sur toute la surface du pays, avec une imposante régularité, cette organisation invraisemblable dont nous avons dit les effets, l'organisation électorale de *la Grande Armée*, n'ayant d'autre objet, sous prétexte de patriotisme, que de pousser à l'augmentation des pensions militaires que l'on sait..., et pouvant invoquer comme exemple tant de scandales analogues en Europe, — à commencer par ces ligues, dites également « patriotiques », traits d'union entre la presse, l'administration et les fournisseurs militaires de l'Empire allemand lui-même ! ! ! On a calculé que, sous ce régime, les importations de pro-

[1] On entend par « pork barrel legislation » les dépenses inscrites au budget fédéral pour la satisfaction de réclamations électorales, personnelles ou politiques et non d'intérêt général. « Chacun pour soi. » Chacun, pour obtenir de ses collègues ce qu'il demande, s'engage à voter, à son tour, ce que chacun d'eux réclame : « Votez mon crédit et, en échange, je voterai le vôtre », telle est la formule de ce marché bien connu ailleurs qu'au Parlement Américain.

C'est grâce à ce système que le « Pork barrel legislation » s'est développé outre mesure et que l'augmentation des dépenses se chiffre par 243 p. 100 tandis que celle de la population n'atteint que 118 p. 100.

Les dépenses prévues « appropriations » pour les deux exercices 1877-78 n'étaient encore que de 596.000 000 dollars pour deux ans, soit environ 1 milliard et demi de francs pour un an ; celles de 1911-12 ont atteint 2.055.000.000 dollars, soit environ 5 milliards de francs par an.

duits étrangers, par tête, n'avaient pas augmenté et qu'elles auraient plutôt diminué depuis un siècle, tandis que les frais d'administration du pays, qui proportionnellement devraient diminuer en se répartissant sur un plus grand nombre d'intéressés, comme ceux de toute grande administration privée, ont, au contraire, triplé, par tête d'habitant. La règle est renversée. J'en parle, hélas, comme Français, sans trop d'étonnement. On s'en prend, chez nous, aux parlementaires; on a proposé la panacée, ou, pour mieux dire, l'aggravation d'une réforme électorale ; on s'en prend aux journaux, reflet du public qui les lit, des intérêts particuliers qui les inspirent et du Gouvernement qui s'en sert. Ce sont les mœurs qu'il faut modifier ; et c'est maintenant ce qui est compris ; c'est dans ce sens qu'on peut dire : il y a quelque chose de changé aux États-Unis ; ce n'est pas l'administration, c'est l'esprit du pays ; c'est l'esprit public dont nous avons vu l'éducation s'accomplir ; le reste viendra par surcroît.

En attendant, les pessimistes trouvent plus simple de désespérer de l'avenir. Leur argument de la dernière heure n'est pas sans intérêt ; ils ont décidé que déjà les États-Unis sont en train de dégénérer ; voici comment :

La population des États-Unis s'est modifiée depuis vingt-cinq ans, et même depuis dix ans ; aujourd'hui les pays du nord gardent leurs habitants ou les dirigent vers leurs colonies, vers les pays neufs, en sorte que sa source s'est déplacée vers ce que le dédain anglais appelle « l'East end » de l'Europe. Les Irlandais, par exemple, ont ralenti leur apport ; à ne consulter que les statistiques de la Ville de New-York qui compte un chiffre énorme d'habitants nés à

l'étranger, « Foreign born », près de deux millions, presque autant que d'Américains, et où viennent affluer quantité d'Italiens, de Grecs, d'Arméniens, d'Israélites, de Slaves et de Levantins, de Turcs d'Europe et d'Asie, le chiffre des « Foreign born » allemands, par exemple, est tombé de 324.224 en 1900 à 278.137 en 1910 ; en revanche, celui des Italiens s'est élevé de 145.433 à 340.770 ; les « Foreign born » dits « Autrichiens » sont passés de 90.477 à 190.246 ; les Russes de 180.432 à 484.193[1]. Faut-il en conclure que ces nouvelles sources méridionales et orientales d'émigrants, ajoutés aux Nègres et aux Asiatiques, vont altérer le sang américain, apporter, comme on l'a dit, un atavisme de servitude dans le pays de la liberté ? Il est évident qu'une première génération d'émigrants, quelles que soient les sélections qu'on leur impose, traîne en elle ses tares ; que n'a-t-on pas dit des origines du peuplement de l'Australie ! Mais les hommes, comme les plantes, se modifient en changeant de sol, de climat, d'idéal ; ce qu'ils apportent aussi, avec leur atavisme, dans leur pays d'élection, c'est la volonté de se faire une vie nouvelle, et cette volonté commune d'un avenir meilleur fait la race, plus encore que les liens volontairement rompus avec le passé. La seconde génération diffère profon-

[1] On compte plus d'Israélites (Slaves, Allemands, Levantins ou autres) à New-York, que d'habitants dans une grande capitale. Plusieurs théâtres jouent, plusieurs journaux paraissent en hébreu. Des avis au public, dans les parcs, par exemple, « Ne marchez pas sur le gazon ! » sont imprimés en quatre langues, dont une en hébreu ; dans les bureaux de poste on emploie jusqu'à dix langues pour les besoins du public. De tels chiffres donnent une idée de la difficulté d'administrer une grande ville américaine.

dément de la première déjà très influencée ; et il faut compter avec les croisements.

Quoi qu'il en soit, on comprend que les États-Unis, jugés du dehors par des étrangers qui souffrent de leurs défauts sans connaître leur qualités et qui ne leur font pas le crédit qu'on doit à la jeunesse, inspirent des inquiétudes, mais cette impression disparaît à mesure qu'on les voit de plus près, qu'on parle leur langue, qu'on vit avec eux. C'est ce que j'ai voulu démontrer.

* * *

Ma conclusion est très nette. On l'a pressentie ; j'en ai eu la vision déjà, en revenant à Washington, après mon voyage dans l'intérieur et sur la côte du Pacifique, quand j'ai trouvé la capitale fédérale si belle, mais si loin de l'ensemble du pays, si près de l'Europe..., quand j'ai mesuré toute la distance qui sépare les États-Unis de leur gouvernement ! J'ai laissé parler les faits ; je ne finirai ni sur un doute, ni sur de vagues espérances.

La différence est bien tranchée entre les faiblesses gouvernementales et les aspirations du pays :

Où que je regarde, à l'Est, à l'Ouest, au Nord, au Sud, le pays n'a qu'une ambition : consolider l'œuvre du passé, « développer sa propriété intérieure à la faveur de ses bonnes relations extérieures » ; travailler dans la stabilité, dans l'union, dans la tradition de Mont-Vernon. Telle est la politique de tous ces Américains dont les pères ont quitté l'Europe pour vivre libres.

Le Gouvernement, au contraire, s'est écarté de

cette politique. Je n'ai pas méconnu ses difficultés, ses efforts, ses mérites, mais, cela dit, le protectionnisme à outrance, la guerre d'Espagne, les colonies, les armements ont été les grandes étapes de sa marche en sens inverse de la marche à l'Étoile, en sens inverse des aspirations du pays. Le Gouvernement américain s'est trompé, et, comme tous les Gouvernements, au lieu de reconnaître à temps son erreur, il s'y est obstiné, enfoncé. Tandis que le pays maintient son ambition à la hauteur de l'idéalisme que l'énergie de ses fondateurs avait atteint, le Gouvernement s'est laissé aller à la tentation de descendre ; il a cru à tort que le niveau le moins élevé devait être le plus populaire. Il s'est trompé d'ambition. Il a rougi de la mission bienfaisante qui lui incombait, comme un jeune homme craint de se singulariser par une bonne action dans un milieu sceptique ; il a eu peur de n'être pas un Gouvernement comme tous les autres, un Gouvernement aussi grand que les plus grands Gouvernements. Il a mis sa fierté, un orgueil puéril, à copier les erreurs qu'il avait charge d'éviter ; en d'autres termes, il est tombé dans l'Impérialisme.

Impérialisme naissant, séduisant, inconscient peut-être, impérialisme en fleurs, sous le président Roosevelt, impérialisme en fruits sous son successeur qui ne pouvait ni en approuver, ni en modérer les envahissements. Une élite de républicains s'en est effrayée ; j'ai souligné leurs vigoureuses protestations, et c'est à cette élite que je pensais en disant qu'elle a été plus d'accord avec les démocrates qu'avec son propre parti ; mais cette élite a été impuissante. Le dénouement n'en est pas moins clair ; il est dans

l'élection présidentielle de 1912. Les républicains se sont divisés en deux camps, condamnés d'avance à la défaite, l'un suivant, avec des sentiments très complexes, le président Roosevelt, l'autre, sans conviction, M. Taft ; et le pays a porté en masse au pouvoir les démocrates qui personnifiaient la protestation.

L'élection de 1912 a été une explosion de lassitude et de révolte ; cela est si vrai que le premier acte du nouveau Président fut de proposer au Congrès la révision des tarifs douaniers, et qu'il a choisi pour secrétaire d'État W.-J. Bryan, l'adversaire déclaré des armements. Mais cette révolte de l'opinion n'a rien d'une révolution, c'est tout le contraire ; la politique qu'elle impose n'a rien d'une menace démagogique, rien de nouveau, rien qui ne soit normal et rassurant; c'est la condamnation des erreurs que Georges Washington avait tenté de prévenir en les qualifiant par avance « d'apostasie » ; c'est la protestation d'un pays qui se ressaisit, qui refuse de se laisser égarer plus longtemps hors de son immense champ d'action naturel, qui refuse de se jeter tête baissée dans des aventures exotiques ; c'est le retour enfin à l'esprit de Mont-Vernon ; le retour à la politique de sécurité, sans laquelle les États-Unis, mentant à leur origine, à leur nom, à leur destinée, seraient la caricature éphémère des Empires dont les ruines ne se comptent plus.

J'ai dit que le succès de cette politique intéressait l'Europe au plus haut degré. Il importe que la grande République transatlantique fasse contraste, par sa conduite, avec les faiblesses du vieux monde ; il importe qu'elle donne l'exemple de la liberté fédérant des Etats nombreux et divers ; qu'elle affirme ainsi

la réalisation possible d'un progrès auquel notre vieux monde ne peut croire ; qu'elle complète enfin notre déclaration des Droits de l'homme par celle du Droit des Peuples. Les Américains ne sont pas quittes envers l'Europe ; qu'ils appliquent à la vie internationale leur enthousiasme national ; c'est aux enfants qu'ils font appel pour régénérer les parents ; qu'ils soient, eux aussi, de bons fils pour les pays de leur origine, et que la rénovation de l'Europe soit leur œuvre ! Toutes leurs initiatives, toutes leurs bonnes volontés, toutes leurs religions associées ne seront pas de trop pour venir à bout de nos égoïsmes et de nos routines ; qu'ils soient fidèles à leurs ancêtres et à nos ancêtres ; qu'ils mettent leur gloire à devenir des guides et non des maîtres ; là est l'intérêt, le devoir des États-Unis.

INDEX ALPHABÉTIQUE

Les noms géographiques sont composés en italiques (*Alaska*, 67).
Les noms propres de personnes sont composés en petites capitales (BACON (ROBERT), 307).
Tous les noms qui ne rentrent pas dans l'une de ces deux rubriques sont composés en caractères romains (Agriculture, 131).

A

Administration fédérale, 260.
Afrique du Nord : la colonisation française et les éléments étrangers, 16, 20.
Agriculture dans le Nord-Ouest des États-Unis : les machines modernes (faucheuses, batteuses, etc.), 131 ; au Canada, 432.
Alaska, 67.
Allemands aux États-Unis (Les) : à San Antonio (Texas), 17 ; à Milwaukee, 200, 203-214 ; — dans les universités américaines, 306.
ALMY (FRANCIS), 429.
Américaine (La femme du monde), 263, 264, 292.
Américains (Les) et la France, 158-162 ; — les Américains et la langue française, 163-167. — les Américains et la lecture, 156. — Américains contre Américains, 412-432. — Chicago contre Pittsburg, 412-413.
« American Civic Association » (The), 276.
Anacostia, 267.
Annapolis, siège de l'École navale américaine, 481.
Arizona, 20.
Arkansas, 89.
Armée (L') aux États-Unis, 7, 17-18 ; 469-474.
« Armée du Salut », 370.
Austin, capitale du Texas, 17. — Son université, 17.
Aviation : les débuts de l'aviation, les frères Wright, 252-254.

B

BACON (ROBERT), ancien ambassadeur des États-Unis à Paris, 307, 312.
Baltimore (Congrès de la paix à), 324 ; université, 10, 306.
BARGY (HENRY), auteur d'un livre contemporain sur *La religion dans la société aux États-Unis*, 314.
BARRET (JOHN), directeur gé-

néral du Bureau des Républiques Américaines, 8.
Barret Wendel, écrivain et conférencier américain contemporain, 156.
Barton Hepburn, créateur de la maison française de « Columbia University », 307.
Base-ball, sport en honneur dans l'Amérique du Nord, 194, 195.
Bâton Rouge, capitale de la Louisiane, 121.
Beaujeu (Commandant de), officier de marine français, 144-145.
Benoit-Lévy (G.), « l'apôtre des cités-jardins », 275, 276.
Bérillon (Dr), 364.
Berkeley, Université de Californie, 21, 36, 99.
Bernheim (Hippolyte), professeur à la Faculté de médecine de Nancy, 364.
Bertin, « père de la flotte japonaise », 476, 477.
Bigelow (John), ancien ministre des États-Unis à Paris, 22, 397.
Boss (comités électoraux), 328.
Boston, idéaliste, 388; industriel, 389 ; Les Christian Scientists à Boston, 359, 360, 366, 368.
Boulder, ville du Colorado. — Son université, 94.
Boursiers du « Tour du Monde » (fondation Albert Kahn), 10.
Bracq, professeur français, 307, 313.
Brashear (Dr John-A.), directeur de l'Observatoire de Pittsburg, 397.
Brazza (Savorgnan de), explorateur français (1852-1905), 349.
Britt (M. Gustave-T.), le « Napoléon des Transports », 427.
Brook farm (Great —), 391-392.
Brookings (R.), président honoraire de l'Université de Saint-Louis, 155, 159, 160; chez le président Brookings, 167-168, 170-171.
Bryan (William-Jennings), Secrétaire d'État des États-Unis, 122-123, 222, 509.
Buffalo, port des États-Unis, sur le lac Érié, 424, 426, 427, 430.
Buffalo-Bill, 372.
Bunau-Varilla (Philippe), ingénieur du canal de Panama, initiateur, 491.
Burdeau, homme politique français (1851-1894), 489.
Bureau des Républiques Américaines, à Washington, 8.
Butler (Nicholas Murray, Dr), président de Columbia-University ; VI, VII, 289, fondateur de la « Conciliation américaine », 319.

C

Californie, 20 sqq. La main-d'œuvre étrangère : Nègres, Jaunes, 23-24 ; la culture de la terre, 24-25 ; l'élevage des chevaux, 25 ; l'élevage du bétail (moutons, agneaux, vaches), 25 ; les ressources économiques du pays : fruits, 26, 31 ; vins, 31-32 ; légumes, 32 ; lait, 26, 32 ;

viande, volailles, poissons, 32. La cuisine de la Californie, 32-33. La Californie, pays de tourisme, 34-35 ; 82.

Cambon (Jules), ancien ambassadeur de France aux États-Unis, ambassadeur de France à Berlin, 10, 11 : — 289.

Canada. Concurrence avec les États-Unis, 432-455 ; — accroissement de la population, 436-438 ; — villes nouvelles, 438-439 ; — forêts et fleuves, 439-440 ; — agriculture, 440-443 ; chemins de fer, 443-444 ; — flottes, 445 ; — une paix de cent ans, 449-456 ; — loyalisme, 452.

Canaux (Les) aux États-Unis ; l'œuvre exécutée ; la concurrence avec les chemins de fer ; — l'extension des canaux ; — la résurrection de la navigation intérieure, 414-420.

Canning, 452.

Capitole de Washington, 267, 268, 270.

Carnegie (Andrew), 8 ; ses fondations, 247-248 ; — 302, 319 ; — 388 ; — l'Institut d'Andrew Carnegie à Pittsburg, vi.

Carroll (Daniel), 269.

Cartier (Jacques), navigateur français, découvrit le Canada en 1534, 436.

Catholicisme aux États-Unis (Le), 357, 378-383.

Central and Union Pacific, ligne de chemin de fer de New-York à San-Francisco par Omaha et Ogden, ouverte en 1869, 69.

Challemel-Lacour, ambassadeur à Londres, 273.

Champaygne, ville jumelle d'Urbana, 237, 241.

Champlain (Samuel), pionnier français (xvi-xviie siècles), fondateur de Québec, 13, 443 ; tricentenaire de Ch. 335.

Champlain (Mission), délégation du Comité France-Amérique, constituée pour aller aux États-Unis commémorer l'œuvre de Champlain (1912) : M. Gabriel Hanotaux, de l'Académie française, président ; M. le comte Ch. de Chambrun, secrétaire d'ambassade, représentant M. Poincaré, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères ; MM. Louis Barthou, député, ancien ministre ; P. d'Estournelles de Constant, sénateur ; Étienne Lamy, de l'Académie française ; René Bazin, de l'Académie française ; Cormon, président de l'Académie des Beaux-Arts ; Vidal de La Blache, de l'Institut, professeur à la Sorbonne, représentant l'Université de Paris ; le comte de Rochambeau ; le général Lebon, ancien membre du Conseil supérieur de la Guerre ; Louis Blériot, aviateur ; Léon Barthou, représentant l'Aéro-Club ; le duc de Choiseul ; Dal Piaz, directeur général de la Compagnie transatlantique ; Girard, négociant-industriel ; Gaston Deschamps, représentant le journal *Le Temps* ; René Gignoux, représentant

le journal *Le Figaro*; Gabriel-Louis Jaray, auditeur au Conseil d'État, secrétaire général de la Délégation, VIII.

CHANNING, 372, 378.

Chantilly, nom répandu à la Louisiane, 13.

CHASSAIGNAC, 13.

CHATEAUBRIAND, 293.

Chef-Menteur, village voisin de la Nouvelle-Orléans, 11.

Chemins de fer aux États-Unis : 176-177 ; — la crise des transports, 177 : — les « terminal facilities » 178-179 ; 182.

CHEVALIER (MICHEL), ses travaux sur les canaux aux États-Unis, 415.

Chevaux français en Amérique, les difficultés et les frais du transport, 131-132.

Chicago, la grande ville de l'Illinois, sa croissance, 216; les machines agricoles, 216; l'industrie de la boucherie et des conserves, 216; la ville, 219-220; l'Orchestra-Hall, 225 ; « Chicago Sunday Evening Club », 226 ; l'université, son fonctionnement, 236; Chicago contre Pittsburg, 412-413.

Chine. Sa concurrence avec les États-Unis, 484.

Chinois, en Californie, comme cuisiniers, 24 : les Chinois en Europe, en France (comme élèves officiers à La Flèche, à Saint-Cyr, à Saumur), 29-30 ; Chinois dans les Universités américaines, à Urbana, 241 ; le Président du « Cosmopolitan Club », C.-C. Wang, est Chinois, 241.

CHOATE (JOSEPH. H.), délégué américain à la Conférence de la Haye, 167.

CHOATE (RUFUS), comment il définit la capitale d'un peuple libre, 266.

CHOUTEAU (PIERRE et AUGUSTE), fondèrent, avec Laclède, en 1764, la ville de Saint-Louis, 146, 149 : nom donné à une rue de Saint-Louis.

CHOUTEAU (Mme), accompagna Pierre Laclède, le fondateur de Saint-Louis, dans son exploration de la Louisiane, 146, 150.

« Christian Science Monitor » (The), journal, 367.

Christian Scientists, secte religieuse aux États-Unis, fondée à Boston par Mme Marie Baker Eddy, 359, 360 sqq.

Cincinnati, ville de l'Ohio, sur l'Ohio, 243, 250.

« City Planning », l'art de construire les villes, 272-281.

Classifications politiques aux États-Unis (les), 326-330.

Cleveland, ville de l'Ohio, port actif sur le lac Érié, 250, 431.

CLEVELAND (GROVER), président de la République des États-Unis, en 1884 et en 1892, 287.

Clubs cosmopolitains, 317.

Coéducation des sexes aux États-Unis, 36, sqq. ; — 234, 236 ; — 312-313 : — dans le Wisconsin, à Milwaukee, 20.

Coiffeur aux États-Unis (le), 232-235; 233-234; la manucure, 234.
Colbert et Cavelier de la Salle, 144; la colonisation du Canada, 145.
Colomb (Christophe), 338.
Colombie britannique, 259.
Colonies américaines : conséquences et dangers de l'impérialisme : 485, sqq.
Colorado, 88 : — le Grand Canyon du Colorado, v, 88-89.
Colorado (Parlement du), 105.
Colorado Springs, 83, 88, 90, 92.
Columbia (district de), 172, 261.
Columbia river, 78, 82.
Columbia-University, 307, 310, 315, 318, 330.
Columbus, 250.
Combats de coqs à El Paso, 19.
Comité France-Amérique, VIII, 319.
Comités d'œuvres dans l'Église presbytérienne de Seattle, 385-387.
« Commencement day », fête universitaire, 310.
Conciliation internationale, branche américaine, VI, 319.
Concurrence (la), 404, 467.
Conférences de La Haye, (1899; 1907), 165-167; la langue française aux Conférences de La Haye, 167.
Constant (Benjamin) et l'esprit de conquête, 507.
Côte d'azur californienne (*Pasadena*, *Santa-Barbara*, *Del Monte*), 34-35.
Course de taureaux, à El Paso, 19.
Cow-boys, au Texas, 16; — en Californie, 25.
Craighead (Dr), président de l'Université Tulane, à la Nouvelle-Orléans, 14.
Cuba, 100, 486.
Cuisine américaine, 32-33, 304.

D

Dandurand, ancien président du Sénat canadien, 446.
Davis (G.-W.), et les fortifications du canal de Panama, 496.
Davis (Hayne), un des apôtres de la secte des *Christian Scientists*, 361.
Davis (W.-M.), professeur de Géographie à l'Université de Harvard, 84.
Dayton, ville de l'Ohio, patrie des frères Wright, 250.
Debbs (M.), candidat socialiste, 330.
Del Monte, non loin de San-Francisco, 34.
Denver, capitale du Colorado (États-Unis) : la Chambre de Commerce de Denver, 101, 102, 104, 110, les Fils et les Filles de la Révolution, 95.
Dépenses navales aux États-Unis, 476-480.
Devoir américain, 468-510.
Dewey (l'amiral Georges), et la guerre hispano-américaine (1898), 482.
« Dietitian » (The), 305, 365.
Douglas, fir-tries, 57.
Dry farming, culture des terres sèches, 83.
Duluth, ville de Minnesota, un des ports les plus considé

rables du monde, 157, 180-181, 408, 413, 420.
Du Puy, vi, 406.

E

Earle (Mme C.-W.), 276.
École de psychothérapie de Nancy (professeur Bernheim), 364.
Écoles de New-York, 314-315.
Eddy (Mme Marie Baker), fondatrice de la secte des *Christian Scientists*, 359, 360, 361, 364, 365, 366, 368.
Éducation (l'), œuvre essentielle en Amérique, 297-299.
Église (l'), aux États-Unis, 354, 355, 358.
Église et école aux États-Unis, 317-318.
« Elevators », 181.
Eliot (Charles), président honoraire de Harvard-University, 311, 318.
Ellicott (Andrew), 270.
El Paso, ville frontière du Texas, 18.
« Emerson Union for ideal culture », 276.
Enfants (Ligue d' — à Washington), 274-276 ; (œuvres pour les —), 392.
Enseignement (Établissements d'), 301.
Eon (Chevalier d'), et le secret du Roi, 12.
Eppendorff (M. John G.), 429.
États-Unis, guerres avec l'Angleterre (1812-1815), avec le Mexique (1846-1848), avec l'Espagne (1898), 99 ; — en concurrence avec l'Europe, 462.
Étudiants américains en France, à Paris, à Créans, 39.
Everett Hale (Dr Edward), 372.

F

Féminisme aux États-Unis (Le), 330.
Femme américaine (La), 43-45 : le droit de vote, 48 sqq ; les femmes et l'enseignement, 51 ; l'Américaine et la femme française, 100-101 ; femme américaine et l'alcoolisme, 241 sqq ; le rôle des femmes dans l'Église presbytérienne de Seattle, 384.
Femme française, 45-48.
Fenimore Cooper, 335.
Fermes modèles en Amérique, 390-391.
Finley (Dr Carlos), 493.
Finley (Dr John-H.), président du collège de la ville de New-York, 156.
Finot (Jean), 276.
Fleuves américains (Missouri, Mississipi) ; leur décadence comme voies de transports et leurs inondations, 138-139.
Fonctionnarisme aux États-Unis (Le), 292.
Forsee (Georges-H.), 140.
Fortier (A.), professeur français, 13-307.
Fort William, rival canadien de Duluth, port sur le Lac Supérieur, 181.
Français (Les), en Californie, comme blanchisseurs, garçons de restaurant, chefs cuisiniers, 24.
Français (L'enseignement du

— aux États-Unis), 306-308.
France. Amour des Américains pour la France, 5, 168 sqq ; opinion d'un habitant de Lincoln sur la France, 124-128 ; relations intellectuelles de la France avec les États-Unis, 154 ; France laïque, méconnue en Amérique, 378-381.
Franco-américaine (Œuvre), 5.
Francs-maçons aux États-Unis (Les), 359.
Fruits en Californie (oranges, raisins, prunes, abricots, amandes, figues, cerises), 31 ; leur utilisation industrielle : raisins secs, marmelade, gelées, confitures, 31.
Fulton, ses expériences sur l'Hudson, 416.

G

Galveston, port du Texas, 16-17.
Gambetta, 289.
Gaspillage anglo-saxon, opposé à l'épargne du Français, 74.
George (Henry), sociologue et économiste contemporain, 63, 64, 70.
Géorgie, 15.
Gibbons (cardinal), archevêque de Baltimore, 378.
Gide (Ch.), économiste français contemporain, 275.
Gillet (Louis), architecte, 270.
Ginn (Edwin), éditeur et philanthrope de Boston, vi, 388.
Girard (Étienne), Français, bienfaiteur de Philadelphie, 4.
Gladstone, homme d'État anglais (1809-1898), 289.
Glen Brown, architecte américain, 269.
Gorgas (major), 493.
Gouin, (Sir Lomer), 436, 446.
Gouldshaw (Robert), et son régiment noir pendant la guerre de Sécession, 351.
Grands Lacs : la navigation sur les Grands Lacs, 181, 218-219, 259.
Grant, ancien président des États-Unis, de 1868 à 1877, 287.
« Great Northern Pacific », ligne de chemin de fer, ouverte en 1893, 69, 176.
« Griffon » (le), le premier voilier qui navigua sur les Grands Lacs, 422.
Gérard, professeur français, 307.
Guizot, 292.

H

Hampton Institute, école de Nègres, 350.
Hanotaux (Gabriel), président du Comité France-Amérique, viii.
Harper, ancien président de l'Université de Chicago, 237.
Harriman, 276.
Harvard-University, 368.
Hawaï (Iles), 27 : — 116, 117.
Hay (John), ancien Secrétaire d'État, 499.
Hayne Davis, apôtre de la « Christian Science », 361.
Hennepin (Le Père), un des pionniers français du Nouveau-Monde, xviie siècle,

176, 185 ; — monument au Père Hennepin, 422.
Herrick (Myron), initiateur du crédit foncier, 432.
Hill (David Jayne), universitaire, ambassadeur, 311.
Hill (James J.), le « second Franklin », 174 ; — la galerie de M. J. Hill à Saint-Paul et les peintres français, 184-185 : 412, 444.
Hill (Samuel), 78.
Hollis Burke Frissel, directeur de Hampton Institute, 350.
Holls (F.), 289
Hood (*Mont*), 75.
House (E.-M.), 17.
Houston (D.-F.), chancelier, président de l'Université de Saint-Louis, 170-171.
Houston, ville industrielle du Texas, 16.
Howard (E.), 276.
Hudson (Rivière), 22.
Hurons, 335, 340.
Hutchinson, 79.

I

Immigration en Californie, 23; L'immigration jaune, 23: 26 et sqq ;
Impérialisme américain, 508-509.
Indianapolis, capitale de l'Indiana (États-Unis Centre), 250.
Indiens, 92, 323 ; 334, 342.
Ireland (Mgr), archevêque de Saint-Paul, 174, 185, 357, 370.
Iroquois, (États-Unis et Canada), 335.

J

Japon : la guerre inévitable entre les États-Unis et le —, 111-118 : — le panjaponisme, frère du pangermanisme et du panslavisme, 117 ; — sa concurrence avec les États-Unis, 466.
Japonais, aux États-Unis : en Californie, comme maîtres d'hôtel, grooms, boys, 23-24, 27 ; — les intellectuels japonais dans les universités américaines, 27 ; — les serviteurs japonais dans l'État de Washington, à Seattle, 28 ; — comment sont traités les Japonais aux États Unis, 27-29, surtout dans les États voisins de la côte du Pacifique (*Arizona*, *Californie*, *Oregon*, *Washington*, *Utah*, *Colorado*), 112.
Jardins (art des), aux États-Unis, 282-285.
Jefferson (Thomas), 13e président des États-Unis (de 1801 à 1809), 265, 266, 267, 287, 341.
Jetté (Sir Louis), 436.
Jeux d'enfants, 394-397.
John's Hopkins (Université de), à Baltimore, 10, 306.
Johnson (Thomas), 269.
Jones (l'amiral Paul), 482.
Judge (Dr), président de l'Université de Chicago, 235.
Juneau (Salomon), Français qui fonda la ville de Milwaukee, 203.
Juneau, ville d'Alaska, 66.
Jusserand (J.), ambassadeur de France aux États-Unis, 10, 11.

K

Kahn (Albert), fondateur des Bourses du « Tour du Monde », viii-ix, 10.
Kansas (États du) ; les femmes électeurs et éligibles dans les élections municipales, 50, 54.
Kansas-City, ville du Missouri, 129, 130 ; — ses parcs à bestiaux et ses abattoirs, 130-131 ; — ses cultures ; — Kansas-City, entrepôt de métaux, de produits agricoles, de bétail, etc., 131 ; — K.-C. et les chevaux de France, 131-132 ; — les journaux à K.-C., 135 ; — la ville, 136, les parcs et les boulevards, 137 ; — le club du « Couteau et de la Fourchette », 139-140.
Kelly (Edmond), vi.
Keppel (F.-P.), vii.
Kipling (Rudyard), 288.
Kohn, professeur français, 307.

L

La Barre, gouverneur du Canada, et Cavelier de La Salle, 144-145.
Laclède (Pierre), un des fondateurs de Saint-Louis 149, 157.
La Fayette, 4, 11, 13 ; son pèlerinage à Cincinnati en 1825, 251 ; 265, 277-281.
Lafolette (M.), sénateur du Wisconsin, 190.
La Haye (Cour de la), 289, 290.
Lait en Californie ; crème, beurre de San-Francisco, 32, les beurres danois et normands, 32.
Lake-Mohonk, 319, 320-326, 334, 335, 372.
Lalance (Auguste), 490.
Langen (Willy), directeur du jardin botanique de Berlin, 276.
La Salle (Cavelier de), explorateur français du xviie siècle, 13, 142 ; sa randonnée du Canada au golfe du Mexique, 143-144 ; il fait hommage à Louis XIV de la Nouvelle-France, la Louisiane, 144 ; ses déboires et sa fin lamentable, 144-145, 285, 422.
Laurier (Sir Wilfrid), ancien premier ministre au Canada, 436, 438.
Laveran, et sa découverte du microbe de la fièvre paludéenne, 493.
Ledoux (M.), ingénieur des mines à New-York, 156.
Légumes, en Californie (maïs, riz, pommes de terre, artichauts, endives, olives, betteraves), 32.
Leland-Stanford, 21.
L'Enfant (Pierre-Charles), Français, auteur du plan de la Ville de Washington, 265-270, 277, 300.
Lesseps (Ferdinand de), le « Grand Français », promoteur du percement des isthmes de Suez et de Panama, 223, 489-491.
Libéria (République de), 346.
Liberté de l'enseignement, 299-320.
Liberté surveillée (régime universitaire), 315-316.
Liebault (Dr), 364.

Lincoln (Abraham), président des États-Unis en 1861, assassiné en 1865, 287.
Lincoln, capitale de l'État de Nebraska, 119, 120, 121, 129, 134, 141.
Livingstone, explorateur, 349.
Los Angeles, 20, 21 : le chemin de Los Angeles à San-Francisco, 31.
Loubat (Duc de), bienfaiteur de la science en France, au Mexique, à Délos, 248.
Loubet (Émile) et le Panama, 489.
Louisiane, 14-15, vendue par Napoléon Ier, 147-149.
Low (Seth), président de la Columbia-University, 289 ; sa ferme modèle « Great Brook farm », 390.
Lowell, poète et ambassadeur, 292, 311.
Lowell, président de Harward-University, neveu du poète, 311.
Loyson (Le P. Hyacinthe), 377.
Lynch (loi de), 344.

M

Mac Cormick (Cyrus), vi, 219, 222.
Mac Kinley, 251, président des Etats-Unis, élu en 1897, assassiné en 1901, 99, 287.
Madison, capitale de l'État de Wisconsin, 186 sqq : la ville et les monuments, 186 ; la navigation de plaisance, 187 ; — l'Université de M., 187, 191 ; le base-ball à M., 194-197 ; le cercle international de M., 197.
Madison, 4e président des États-Unis (1809-1817), 287.
Mahan (L'amiral), 478.
« Maine », cuirassé américain dont l'explosion dans la baie de la Havane provoqua la guerre hispano-américaine (1898), 99, 114.
Maison (Une) en marche, 58, 426-429.
Maison-Blanche, vi, 268, 269, 277, 285-295.
Marburg (Th.), 267, 487.
Marchand (Commandant), 349.
Marchand, Ministre canadien, 436.
« Margaret Morrison School », fondation Carnegie, à Pittsburg, 302-304.
Marine (La) américaine : ses caractéristiques, le recrutement des équipages, les officiers, les escadres (Atlantique, Pacifique, Asiatique), 474-485.
Marquette (le Père), Jésuite, pionnier français (xviie siècle), 13, 143, (8) ; son nom donné à un paquebot, 224 ; monument au Père M., 422.
Maryland, 261.
Matthews (M.-A.), pasteur de l'Église presbytérienne de Seattle, 383-387.
Mead (M. et Mme Edwin), directeurs de l'École de la Paix, 388.
Meany (Edmond S.), professeur à l'Université de Seattle, 65.
Melvile Stone, directeur de la « Presse associée », 388.
Ménard (Lucien), Canadien français qui fonda, en 1837, le port de Galveston au Texas, 16.

Méthodistes, 374, 376.
Mexique : Révolution de 1911, 1912, 1913, 6-7. Relations du Mexique avec les États-Unis, 7. L'armée mexicaine, 18. Le Parlement mexicain, 18 ; 111 ; 175.
Meyer (M.), ministre de la Marine, 479.
Mezes, président de l'Université d'Austin, 17.
Milwaukee, la grande ville « allemande » du Wisconsin, 181, 186, 198 ; 200 sqq. Le City Club, 200 ; M. Downer college, 200-201 ; le port de M., 201.
Minneapolis, ville du Minnesota, jumelle de Saint-Paul, 174, 176 ;
Mississipi, fleuve et vallée, 89, 259 ; Mississipi, à Saint-Louis, 141-142 ; de Saint-Louis à Saint-Paul, 172, à Saint-Paul, 174.
Missouri, 138.
Monet (Claude), peintre français contemporain, 90.
Monroe, 5e président des États-Unis (1758-1831), 287, 451.
Monroe (Doctrine de), principe en vertu duquel les États-Unis s'opposent à l'ingérence des puissances de l'Europe dans les affaires américaines, 116.
Montcalm (Marquis de), l'héroïque défenseur de Québec, 146.
Montenac, auteur, 276.
Mont-Vernon, 238, 277, 285-295, 308.
Mormons, 84, 85 ; (Annales de géographie, 15 mars 1913), 85 ; la polygamie chez les Mormons, 85 ; la religion des Mormons, 87 ; 359.
Mount Stevens Lord), 444.
Murray Sueter (commander), 477.
Musées américains, 390.
Musique en Amérique, 227-232.

N

Nachtigal, explorateur allemand, 349.
Neige au Canada, 423-435.
Nègres aux États-Unis, 26, 323, 342-343, 347-348.
Niagara (le), 422-426, 433-434.
« Northern Pacific », ligne de chemin de fer ouvert en 1883, 69.
Norvège, en concurrence avec les États-Unis, 462-463.
Nouvelle-Orléans (*La*), 13 sqq. 15, 17.

O

Œuvres (Les) aux États-Unis, 383.
Ohio, 245.
Olympe (monts), 75.
Oregon : récolte du blé dans l' — 74 ; — la cueillette des pommes (opposée au procédé employé en France), 75.
Orléans, nom répandu à la Louisiane, 13.
Omaha, ville principale du Nebraska, 121.

P

« Pageant », fête pour enfants à Pittsburg, 398-400.
Palo Alto, 21, 22.

Panama (Canal de), entrepris en 1883 sur l'initiative de Ferdinand de Lesseps, repris en 1904 par les États-Unis, 177, 223, 465, 488-501 ; sa fortification, les droits de passage, 494-501.
Panaméricain (Bureau), à Washington, 8 ; union panaméricaine, 192 ; palais panaméricain, 271.
Parkman (Francis), auteur d'un ouvrage classique sur les pionniers français en Amérique, 148, 156, 335, 339.
Paris, Modes de P. aux États-Unis, 12-13 ; influence de P. sur les États-Unis, 125.
Partis politiques (Éducation des), 325-333.
Pasadena, ville des environs de San-Francisco, 34, 35.
Pavie (Auguste), explorateur français, 349.
Peaux-Rouges, 336.
Pensions (Les), 468.
Pétrole en Californie, remplace le charbon, 33.
Philadelphie, berceau de l'Indépendance américaine, 4, 265.
Philippines (Les), 117, 487.
Phillipps Brook (évêque unitairien), 371, 376, 377.
Pierpont Morgan, Mécène américain, 248, 276.
Pinchot, Américain, d'origine française, apôtre du reboisement, 73.
Pittsburg, 404-412; son activité industrielle, 405-406 : sa situation, 406-407 ; ses richesses métallurgiques, 408 ; port fluvial, 409; le progrès des transports, 410-412; contre Chicago, 413; sa fête pour enfants, 398-400.
« Playground » (The), revue, 395.
« Playground Associations », 395, 398.
Politique coloniale de la France dans l'Amérique du Nord, au XVIIe siècle (Colbert), 144 ; au XVIIIe siècle (traité d'Ulrecht, le règne de Louis XV), 145, 147.
Pontchartrain, nom répandu à la Louisiane, 13.
Porfirio Diaz, ex-président du Mexique, 18.
Portland, port fluvial de l'ouest des États-Unis, 62, 77: la « ville des roses », 78.
Ports militaires des États-Unis. — Les 4 grands ports militaires :
1° sur l'Atlantique : *Narragansett* (baie de), état de Rhode-Island ; *Norfolk* (Hampton-Roads), état de Virginia.
2° Sur le Pacifique : *Bremerton* (Puget Sounds) ; *Hunter-Point* (San-Francisco), 480.
Potomac, 257.
Potter Palmer (Mme), de Chicago, et sa galerie de tableaux (peintres de l'École française, Millet, Corot, Claude Monet), 225.
Prairie (La), 90-91, 92, 259.
Presbytérienne (Église), de Seattle, 383-387.
Président d'Université, 309-312.
Princeton-College, Université de New-Jersey, 312.

Professeurs (recrutement des), en Amérique, 302.
Propreté à Washington, 274-276,
Puritains, 374.

Q

Quimby (Dr Phineas), mesmériste, 364.

R

Ranchs, au Texas, 16 ; en Californie, 25.
Reinsch (Dr Paul), professeur à l'Université de Madison (Wisc.), 188, 192.
Religion aux États-Unis, 239, 294 ; — la foi, 354 ; — l'évolution de la religion, 356 ; — les *Christian Scientists*, 359.
Représentants du gouvernement français auprès des puissances, 11-12.
Révolution française (la), et les États-Unis, 5, 71; — 371-372.
Rio Grande, 18, 88.
Roaldès (De), 13.
Robinson (Charles-Mulford), 276.
Robinson (W.), 276.
Robertson, 244, 255.
Rochambeau, un des héros français de la Guerre de l'Indépendance, 11, 13 ; Monument à Rochambeau, 287.
Rocheuses (*Montagnes*), 90, 94, 259.
Rock-Creek-Park, à Washington, 277-281.
Rockfeller (J.), bienfaiteur de l'Université de Chicago, 235, 248.
Roosevelt (Th.), colonel des « Rough riders » pendant la guerre hispano-américaine (1898), 17 ; — puis président des États-Unis (1901-1909), 288-289-290, 318-319, 367, 491, 501, 503, 508, 509.
Roosevelt (Barrage), dans l'Arizona, 83.
Root (Elihu), sénateur, ancien ministre et Secrétaire d'État des États-Unis, 192, 319, 335, 453, 499.
Rough riders, 17.
Routes (les), en Amérique, 421.
Ruskin, 378.
Russie, en concurrence avec les États-Unis, 458-461.

S

Sabin (Miss Ellen), directrice du Collège de jeunes filles de Milwaukee, 201.
Sacramento, fleuve de Californie (États-Unis O.), 78-79, 80, 82.
Sage (Mme), fondatrice d'une ligue pour la protection des oiseaux, 280.
Saint-Louis, ville du Missouri, la métropole de la Louisiane française, 14, 140, 141, 145 ; — fondée en 1764 par Pierre Laclède et les fils Chouteau, 149 ; — sa situation privilégiée comme marché et entrepôt, 150 ; — le climat de Saint-Louis, 151-152 ; — l'Exposition de Saint-Louis (1904), 157 ; — les parcs de Saint-Louis (Forest park, etc.), 168, 170 ; — l'Université de Saint-Louis, 170.

Saint-Paul, capitale de l'État de Minnesota, 141, 174.
Salaires aux États-Unis, à Kansas-City, à Chicago, 133-134.
Salt-Lake-City, 82, 84, 86, 87.
San-Antonio, ville du Texas, 16-17 ; — un des centres militaires du Texas et des Etats-Unis, 18.
San-Francisco, 20, 21, 259 : — les Japonais à San-Francisco, 112.
Saugrain (Antoine), Français du XVIIIe siècle, premier médecin de la vallée du Mississipi-Missouri, 154.
Santa-Barbara, aux environs de San-Francisco, 34.
Schmidlapp (M.), philanthrope de Cincinnati, 244, 246 sqq.
Seattle, port sur le Puget Sound (Washington), 57-77 ; — Seattle à l'ouverture du canal de Panama, 61 : — l' « esprit » de Seattle, 61, 64 ; — les églises de — (église presbytérienne, congrégationnelle), 64, 65 ; — l'exposition de Seattle, 65 ; — son université, 65 ; — le concert de Seattle, 72.
Sécession (Guerre de), 342, 343.
Seine (la), à Paris, 173.
Serpents (*Rivière des*), 82.
Service des informations télégraphiques au quai d'Orsay, 12.
Serviteurs volontaires, dans les universités américaines, 37-38.
Shafroth (Hon. John F.), gouverneur de l'État du Colorado, 102.
Shaughnessy (Sir Thomas), 446.
Sherman (un mot du général), 334.
Sierra Nevada, 25, 82.
Single tax ; impôt établi, suivant les principes de Henry George, perçu à Vancouver, 64.
Slocum (M.), président de l'Université de Colorado Springs, 90.
Smiley (frères), fondateurs de Lake-Mohonk, 320-323, 334.
Socialisme aux États-Unis (le), 330-333.
Sound (*Puget*), région de fjords formant l'extrémité nord de l'État de Washington, 61, 63.
Spalding (Mgr), évêque de Salt-Lake-City, 84.
Springfield, capitale de l'Illinois, 121.
Stahn (Otto), 276.
Stanford-University (en Californie) : Japonais à S. U., 27 ; — 36 ; 39.
Starr Jordan (David), président de Stanford University, 36, 154, 307.
Stephenson (George), et la traction sur rail, 416.
Stewart (Elihu) (M.), surintendant des forêts au Canada, 440.
Stimson (Henry L.), ministre de la Guerre américain, 471.
Stuart (David), commissaire du gouvernement pour le plan de Washington, 269.
Suffragettes, en Angleterre, 48.
Superintendante des études, à Denver (Colorado), 109.

Syracuse, ville de l'État de New-York, 429.

T

Tacoma, port des États-Unis, sur le Pacifique, 62, 69 : — la route de Seattle à Tacoma, celle de Tacoma à Portland, 77.
TAFT, 27e président des États-Unis, succéda, en 1909, à Th. Roosevelt et a été remplacé en 1913 par M. Woodrow Wilson, 255, 288, 292, 318, 367, 471, 491, 500, 509.
Tarifs douaniers, leur fâcheuse application, 502-505.
Texas, 7, 8. — Ses ressemblances avec l'Afrique du Nord, 15-16 ; 20, 111, 175, 259.
THOMPSON (Col ROBERT), 249.
« Titanic », paquebot de la Cie « White Star Line », perdu corps et biens le 14 avril 1912, 3.
TOCQUEVILLE, et les États-Unis, 156, 278, 355, 475.
TOWER (CHARLEMAGNE), ancien ambassadeur des États-Unis à Berlin, 4.
Traité de Paris (1763) et ses conséquences pour l'œuvre coloniale française, 147.
Traité d'Utrecht (1715), 145.
Traversée de France à New-York, 5.
Tremblements de terre aux États-Unis, San-Francisco (1906), 153, 154.
« Trustees », 309.
Tsoushima, victoire navale des Japonais en 1904, 115, 484.
TUCK (EDWARD), philanthrope américain, VI, 248.
TULANE (Paul), fondateur de l'Université de la Nouvelle-Orléans, 13, 14, 15.
Tunis : la « marine » — 16.
TURGOT, son influence aux États-Unis, 71, 156.

U

Union des religions, 369-383.
Unitairiens, 374-378.
Universités américaines, 306-320 ; les universités et la politique, 318-319.
UNWIN (R.), 276.
Urbana, ville de l'Illinois, 237 ; — l'université, 238 ; — le « Cosmopolitan club », 239 ; — les étudiants russes et polonais à l'université d'Urbana, 240.
Utah (État d'), 83 ; l'irrigation, 85 ; — les cultures « sèches » de l'Utah (céleri, betterave à sucre), 9, 84 ; 86.

V

VANDERBILT, et ses fondations philanthropiques (les « Gouttes de lait »), 248.
VAN DYKE (HENRY), écrivain et conférencier américain, 156.
VAN HORNE (Sir W.), 348, 444, 446, 457.
Vassar-College, 313-318.
Vassar Girls (the), opérette, 314.
VASSEUR, Français, fondateur de Vassar-College, 313.
VERGENNES (DE), ministre des Affaires étrangères sous Louis XVI, 147.

Vétillard, ses travaux sur les canaux aux États-Unis, 415.
Vidal de la Blache (P.), professeur de Géographie à l'Université de Paris, 84.
Vins en Californie : bordeaux de Californie, 31.
Virginie, 261, 350.
Voltaire, son mot sur le Canada, 434.
Voyages d'escadres, 481-484.

W

Washington (George), premier président de la République des Etats-Unis (1732-1799), 260, 265, 267, 268, 270, 286, 287, 292, 308, 475, 484, 509 ; anniversaire de W. à Chicago (22 février 1902), vi.
Washington (Marthe), 286.
Washington (Dr Booker), défenseur des nègres, 348, 350.
Washington, siège du Bureau des Républiques américaines, 8, 259, 295.
Washington (lac), son importance économique, 63.
« Weather Bureau » à Washington, 270.
Weill (Raphael), philanthrope français, 22.
West-Point, siège de l'école militaire américaine, 469.
Wheeler (Benjamin Ide), président de l'Université de Berkeley, 36, 99, 318.
White (Andrew D.), ancien ambassadeur à Berlin, 289.
Widtsoe (J.-A.), directeur du Collège agricole de l'Utah, auteur d'un livre sur le « Dry farming », 83.
Wilson (George Grafton), professeur et conférencier, 156.
Wilson (Woodrow), élu président de la République en 1912, 312, 319, 367, 509.
Wisconsin, État du Nord des États-Unis : la constitution de W. ; ses organes, son fonctionnement, 188, 189.
Wood (Gal Léonard), gouverneur général de Cuba, 349, 457, 473, 486, 493.
Wright (Orville et Wilbur), les promoteurs de l'aviation, viennent faire leurs essais en France, au camp d'Auvour, 253.

Y

Yellowstone Park, une des beautés naturelles des Etats-Unis.
Yukon, 67.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

LE PAYS

AVANT-PROPOS V

CHAPITRE PREMIER

DE WASHINGTON AU TEXAS ET A LA FRONTIÈRE DU MEXIQUE

I. — EN ROUTE POUR WASHINGTON : New-York. — Philadelphie. — L'indépendance américaine. — L'œuvre Franco-Américaine. — La révolution au Mexique . 3

II. — A. WASHINGTON : Le Bureau des Républiques Américaines. — Baltimore. — Nos ambassadeurs. — Nos modes 8

III. — LA NOUVELLE-ORLÉANS : l'Université de Tulane. 13

IV. — JUAREZ-MEXICO, AUSTIN : La Louisiane, le Texas et l'Afrique du Nord. Houston, San-Antonio, Galveston, El Paso. — Deux centres militaires. — La conquête du Mexique 15

CHAPITRE II

LA CALIFORNIE

I. — SAN-FRANCISCO : Les distances. L'Arizona. — Los Angeles 20

II. — La main-d'œuvre et l'agriculture : L'immigration. — Les salaires. — Les ouvriers. — La culture. 22

III. — L'immigration jaune. 26

IV. — L'Eldorado, le tourisme : De Los Angeles à Del Monte. — Pasadena. — La Côte d'Azur américaine. — San-Francisco 30

CHAPITRE III

LA FEMME AUX ÉTATS-UNIS

I. — Dans les Universités : Berkeley. — Stanford-University. — Serviteurs volontaires. — Jeunes étudiants américains en France 36

II. — Une campagne électorale : Pour ou contre le vote des femmes. — Les boulevards de Paris. — L'exploitation de la jeune fille. — Les trois maris . . 41

III. — La femme française : Un ménage français. . 45

IV. — Le droit de vote : Réunions électorales. — La femme, l'enfant et la Déclaration des Droits de l'homme. — La timidité de l'homme. — Succès des revendications féminines. — Les villes où l'on s'amuse 48

CHAPITRE IV

DE SEATTLE A SALT-LAKE-CITY

I. — Une ville nouvelle : Seattle. — Les maisons qui marchent. — L'esprit de Seattle. — La « single tax », Henry George. — Les églises. 57

II. — L'exposition de Seattle : Hommage au passé. — L'avenir. — Des cercles polaires aux Tropiques. 65

III. — L'ambition de Seattle : Les chemins de fer. — Les idées, la révolution françaises. — Déforestation. — Prospérité des États de Washington et de l'Oregon. — Si la France savait ! 69

IV. — Portland. le Sacramento. l'or : La ville des roses. — Le téléphone automatique. — Le fleuve Columbia. — Un chercheur d'or. — L'organisation agricole 77

V. — Le dry farming. Les mormons : L'irrigation. — La culture sèche. — Les colonisateurs Mormons. La polygamie. 83

CHAPITRE V

LE COLORADO

I. — Les Montagnes rocheuses. Colorado springs : Le canyon. — La Prairie. — Les flèches de cathédrale. — Les Indiens 88

II. — L'Université de Boulder : Le dimanche de Pâques. — Sous la présidence des Montagnes Rocheuses. 93

III. — Denver : Fils et Filles de la Révolution. — En anglais. — Sociétés patriotiques. « Suivons le drapeau ! » — Le cornet à piston. 95

IV. — La Chambre de commerce, la presse, la législature du Colorado : Le maire de Denver. — Le Capitole. — Les femmes élues. — La super-intendante des écoles. — Le chief justice 101

CHAPITRE VI

LA GUERRE INÉVITABLE ? ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LE JAPON

La guerre avec le Mexique pour commencer. — La légende du péril japonais. — Les pires hypothèses. — Les États-Unis attaquent le Japon. — Le Japon attaque les États-Unis. L'Asie aux Asiatiques. — Les Japonais prennent les Philippines, menacent le canal de Panama. — L'océan Pacifique monopolisé. — L'empire de la mer 111

CHAPITRE VII

LINCOLN. KANSAS-CITY

I. — La capitale du Nebraska : Le régime des wagons américains. — Lincoln et Omaha. — Les milices. — Les jeux. — La discipline volontaire. — Doctrine pacifique et patriotique. — William J. Bryan. — Le chemin de la Haye. — La France. — Paris. — L'alcoolisme. — La pornographie. — Chats et chiens. — Tempérance 119

II. — Encore une ville nouvelle : Kansas-City : Richesse agricole. — La main d'œuvre. — Les instituteurs. — Les journaux. — Les automobiles. — Les jeunes filles. — Le parc. — Les boulevards. — Le Missouri. — Les inondations. — Le reboisement. — Le Club du couteau et de la fourchette. 129

CHAPITRE VIII

LA MÉTROPOLE DE LA LOUISIANE

I. — La nouvelle-France : Le Mississipi. — Je vois passer Cavelier de la Salle. — Le martyre de nos pionniers. — Les traités d'Utrecht et de Paris. — Fondation de Saint-Louis. — Vente de la Louisiane. — Les funérailles du drapeau 141

II. — La population, le climat des États-Unis. L'Exposition de Saint-Louis : L'idéalisme français passe à côté de l'idéalisme américain 149

III. — L'esprit français. La langue française : La réalité du pays. — Le Président R. Brookings. — La crainte de parler une langue étrangère. — Heureux changements. — Une leçon de français. — L'expérience de la Haye. 157

IV. — Le dévouement américain : Le paradis de l'hospitalité. — Bonne volonté humaine. — Contre le scepticisme. — L'extension de Saint-Louis . . 167

CHAPITRE IX

DEUX VILLES JUMELLES. MADISON. LE BASE-BALL

I. — Saint-Paul. Minneapolis : Le fleuve. — La Seine. — Le Mississipi. — Les plaisanteries américaines 172

II. — La crise des chemins de fer : M. J.-J. Hill. — « Terminal facilities ». — Crise de prospérité. — La navigation fluviale. — Les dames de Saint-Paul. — L'influence française 176

III. — Madison. Les lacs. La Législature. L'Université : « Notre avenir est sur l'eau ». — La Constitution du Wisconsin. — L'Université. — Les milices. 186

IV. — Le Base-Ball. Le cercle international : L'arbitre. — La jeunesse française. — Graine de liberté. 194

CHAPITRE X

MILWAUKEE. CROISSANCE ET DÉCLIN DE L'INFLUENCE ALLEMANDE

La ville et les environs. — La grande revanche. — Le triomphe de la force. — Le caporalisme contre l'idéalisme allemand. — La raison du plus fort. — L'impérialisme allemand 200

CHAPITRE XI

LES ÉTATS DE L'ILLINOIS ET DE L'OHIO

I. — Chicago : Progrès croissants. — La ville. — Le Lac. — Le « drainage canal ». — Le déjeuner américain. — Le canal de Panama. — Un dimanche. L'Orchestra-Hall. 215

II. — Les arts et la musique aux États-Unis . . . 227

III. — Le coiffeur. 232

IV. — Les Universités de Chicago et d'Urbana : La vie simple. — Le club de l'Université. — Cosmopolitan-Clubs. — La femme américaine et la femme russe. 235

V. — Les femmes et l'alcoolisme 241

VI. — Cincinnati. Le bon riche. L'aviation : La belle rivière. — Philanthropes américains. — Le banquet. — L'arbitrage et l'aviation 243

DEUXIÈME PARTIE

LES PROBLÈMES

CHAPITRE XII

LE PRINTEMPS D'UN PEUPLE

I. — Retour a Washington : Une ville, un homme décident du sort d'un monde. — Le paysage de Washington. — La femme du monde américaine. 259

II. — Le plan de la cité fédérale : Pierre Charles L'Enfant. — Le Parlement remplace le Panthéon. — Profanation et résurrection. — La mauvaise administration est un châtiment. 265

III. — City Planning : L'art de construire les villes. — De l'air. — Des arbres. — Des fleurs. — Des promenades. — De la propreté. — L'éducation des parents par les enfants 272

IV. — Le parc de Washington 277

V. — L'art des jardins 282

VI. — Mont-Vernon et la Maison blanche : Le Président Roosevelt sauve la cour de la Haye. — Une atmosphère de fonctionnaires. — Petite Cour ou grande Capitale ? — Rénovation ou déception ? — L'aigle ou l'étoile ?. 285

CHAPITRE XIII

LA POUSSÉE IDÉALISTE

TOUT POUR L'AVENIR : L'éducation. — La construction nationale. 296

I. — LA LIBERTÉ DE L'ENSEIGNEMENT : Généralisation impossible. — Les établissements d'enseignement. — « Margaret Morrison School. » — L'économie domestique. — « The dietitian. » — Les professeurs allemands de français. — Un résultat de nos guerres. — « E pluribus unum. » — Les cadres de l'esprit public. — Les trustees. — La Fayette-College. — Columbia-University. — Harvard. — La coéducation. — Vassar-College. — L'École normale de jeunes filles de New-York. — Le meeting des enfants des écoles. — Protéger la jeunesse. — La Sorbonne et le Boulevard Saint-Michel. — L'Église est une école. — Tolérance des Universités. — Liberté des éducateurs 299

II. — LAKE-MOHONK : Les frères Smiley. — La cure des lacs. — La discussion des grandes idées. — La défense des grandes causes 320

III. — L'ÉDUCATION DES PARTIS POLITIQUES. LE SOCIALISME : Les classifications politiques. — Vaines étiquettes. — Les mécontents. — Le Centre entre les deux extrêmes. — Progressistes et socialistes. — Faiblesse relative du socialisme. 325

IV. — LES INDIENS : L'impatience américaine. — L'histoire de la colonisation. — Les Français et les Anglais. — Les Espagnols et les puritains. — Césars de la prairie. 333

V. — LES NÈGRES : Tout se paie. — La traite des Nègres. — La guerre de Sécession. — Nègres affranchis et non citoyens. — La confusion des races. — Population inadoptée. — Le Nègre dans une démocratie blanche. — La confirmation ou la réparation de l'injustice. — Les Américains ont la foi . 342

VI. — La religion : La religion disparaît ou se modernise ? — Concours d'activités 353
Christian Scientists. Mme Mary Baker Eddy. Malades imaginaires. — Psychothérapie. — Le journal des Scientists. — Leur cathédrale à Boston . 360
L'union des religions. L'esprit de la Révolution française. — Le pionnier des pionniers. — Le sentiment et la raison. — L'indifférence au dogme. — Les Unitairiens. — Les devoirs de l'homme. — Dieux rivaux. — Une morale commune. — Retour au véritable esprit chrétien. — Phillipps Brook. — La religion de l'avenir. — Les Américaines et la France laïque 369
VII. — Les œuvres : L'église presbytérienne de Seattle. — Le pasteur Matthews. — Andrew Carnegie. — Dumferline. — Edwin Ginn. — « Scientific management ». — Les musées américains. — Une ferme modèle 383
Les enfants. Leur apprendre à jouer. — Il leur faut de la vie, de l'espace, de la gaieté, de la lumière, de la nature, du calme surtout. — « Playground Associations ». — Les têtards. — La petite guerre. — Les feux. — Les excursions. Les honneurs du ciel. — Les bibliothèques. — La comédie. — La lumière de la vérité. — La vraie parole chrétienne 392

CHAPITRE XIV

LA CONCURRENCE

I. — Pittsburg : Produire. — La circulation des choses, des êtres et des idées. — Fort Duquesne. Fort Pitt. Pittsburg. — Le gaz, la houille, le blé superposés. — Les hauts-fourneaux. — L'apothéose de l'initiative. — Les transports par terre et par eau 404
II. — Américains contre américains : Les concurrents de Pittsburg. — Chicago. — Les chemins

de fer et les canaux. — Le canal Érié. — Duluth. — Les routes. — La Salle-Crick. — La discipline du Niagara. — L'éducation de la douceur. — Le travail collectif. — Encore une maison en marche. — Déchargement automatique du minerai à Buffalo 412

III. — La concurrence du Canada : Les deux rives du Niagara. — La revanche d'un long dédain. — La table rase. — Quatre mois de chaleur. — La population canadienne. — L'agriculture. — La motoculture. — Le père Monnier. — Trois chemins de fer transcontinentaux. — La navigation des fleuves, des canaux, des lacs. — La baie d'Hudson. — Nos lenteurs. — Le port de Brest. — Le régime de la paix armée. — Cent ans de paix Anglo-Américaine. — La contagion des Dreadnoughts. 432

IV. — La concurrence universelle : Les Antilles. — L'Amérique du Sud. — Le continent Africain. — Du Nil au Zambèze. — Du Maroc au Cap. — L'Asie. — La Turquie. — Les Américains ignorent la Russie. — Un Canada d'Europe et d'Asie. — La concurrence des vieux pays. — Les grandes et les petites puissances. — La Scandinavie. — Les Américains entre deux camps 456

CHAPITRE XV

LE DEVOIR AMÉRICAIN

I. — Les pensions. L'armée. La marine : 22 milliards de francs de *pensions*. — L'*armée* de métier. — Les milices. — La *marine*. — Les États-Unis protégés par deux Océans. — La course à l'abîme. — « Navires trop grands. » — Le progrès des mines et des torpilles. — La dépense. — Les mécontentements. — A chacun son port. — La vraie marine américaine. — L'École d'Annapolis. — Le danger d'une marine de guerre américaine et la politique d'intervention 468

II. — Les colonies : Le cercle vicieux de l'Impérialisme. — L'océan Pacifique « lac Américain », ou la neutralisation des îles du Pacifique ? — Les Philippines. — Un mécanisme à trouver. 485

III. — Le Panama : La République Française désavoue le canal de Panama. — Charles de Lesseps en prison. — La résurrection. — L'ouverture prochaine. — Hommage au président Roosevelt et à l'énergie américaine. — Les fortifications. — Militarisation et affaiblissement. — La possession ou la destruction du canal. — Les taxes différentielles. — Les traités violés. — L'arbitrage préconisé et repoussé. 488

IV. — Les tarifs douaniers. pessimisme : L'application pire encore que les tarifs. — Insuffisant recours à la justice. — Mœurs administratives en contradiction avec l'idéalisme du pays. — Dérision du contrôle parlementaire. — Asservissement des élus. — « Pork-barrel legislation. » — L'organisation de *La Grande Armée*. — Les ligues « patriotiques » d'armements. — La réforme électorale. — Les journaux. — Les mœurs. — L'esprit public réformera l'administration. — Réponse aux pessimistes. — Les nouveaux courants d'immigration étrangère aux États-Unis. 502

Conclusion : La distance qui sépare les États-Unis de leur Gouvernement. — Les Américains sont fidèles à la tradition de Mont-Vernon ; le Gouvernement s'en est écarté. — L'Impérialisme naissant. — L'élection de 1912. — Les Droits de l'homme et le Droit des Peuples. — La rénovation de l'Europe. — L'intérêt, le devoir des Etats-Unis. 507

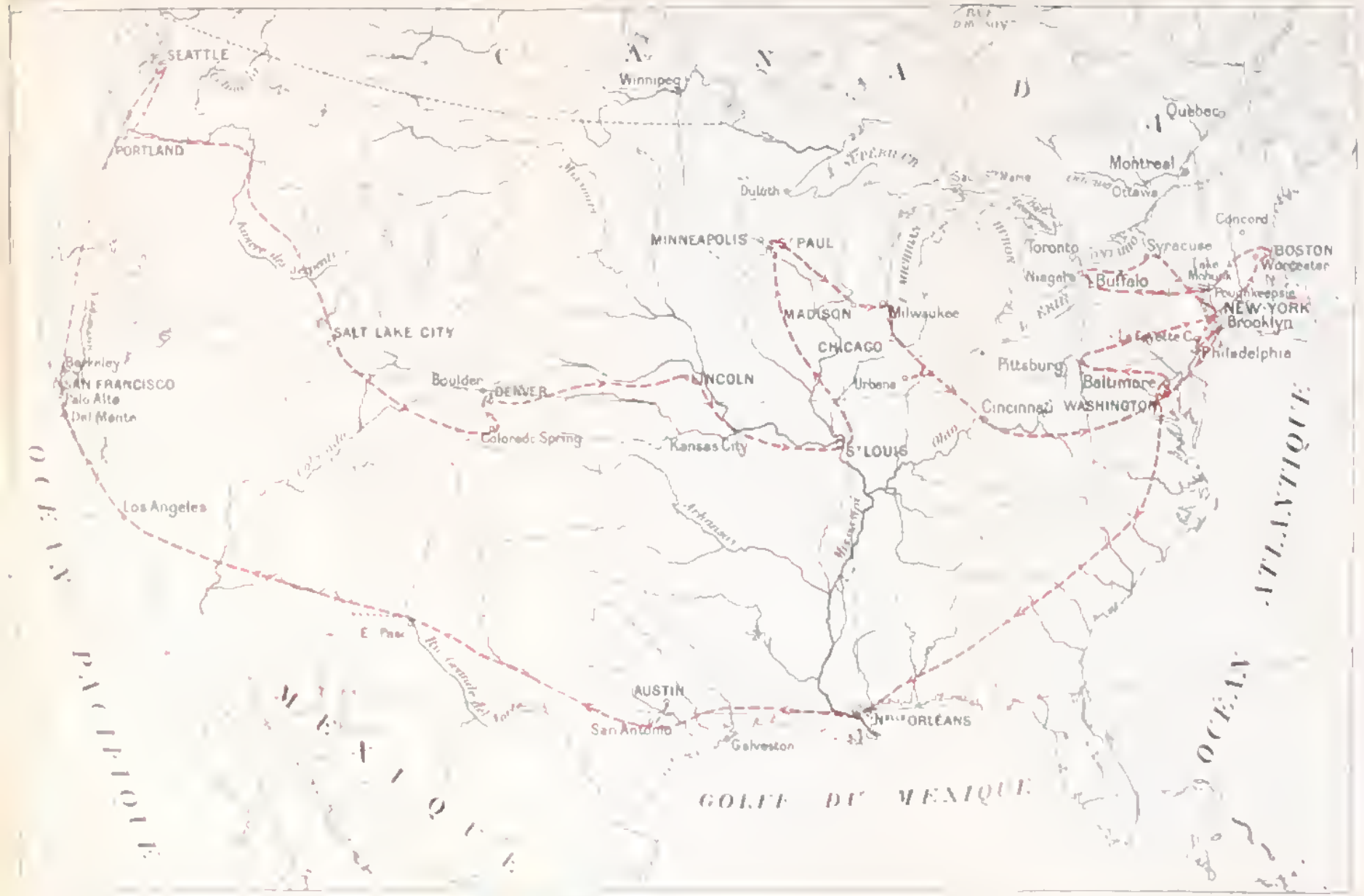
Index alphabétique. 511

Carte hors texte : Itinéraire de M. d'Estournelles de Constant (mars à juin 1911). A la fin du volume.

ÉVREUX, IMPRIMERIE CH. HÉRISSEY. PAUL HÉRISSEY. SUCCr

4 - MAI 1971 Sociologie 079

RNELLES DE CONSTANT . Les Etats Unis d'Amérique



BRAIRIE ARMAND COLIN PARIS

Ce volume doit être rendu à la dernière
date indiquée ci-dessous.